

**Université Panthéon-Assas**

**Thèse de doctorat en sciences de  
l'information et de la communication**

**LE NUCLEAIRE IRANIEN :  
UNE APPROCHE FRANÇAISE**

Thèse de Doctorat / Décembre 2012



**Université Panthéon-Assas**

Ali RASTBEEN

**Membres du jury :**

**Monsieur le professeur Jacques BARRAT, professeur émérite, Université Panthéon-Assas Paris II, Directeur de thèse.**

**Monsieur le professeur Francis BALLE, professeur émérite, Université Panthéon-Assas Paris II, Président du jury.**

**Monsieur le professeur Bernard VALADE, Université Paris V Descartes, rapporteur.**

**Monsieur le professeur, Jean-Marie COTTERET, rapporteur émérite, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, rapporteur.**

**Monsieur le Professeur Bernard DEZERT, Université de Paris IV.**



## ***Avertissement***

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

## Remerciements

*A mon directeur de recherche monsieur le Professeur Jacques BARRAT pour m'avoir dirigé avec gentillesse et patience, de m'avoir prodigué de nombreux conseils, et pour ses invitations à prendre le recul nécessaire au travail de recherche ; ses observations, toujours pertinentes, ont permis d'enrichir cette thèse d'une orientation particulière ;*

*A tous ceux qui m'ont soutenu et encouragé pour cette thèse ;*

*A mon épouse et mes enfants qui, pendant mes trente-deux ans de recherches en France et à l'étranger, ont subi les exigences et rigueurs du travail scientifique qui m'engage et qui ont fini par produire cette thèse, et pour m'avoir accompagné sans faille dans mes maintes réflexions et humeurs.*

## RESUME DE LA THESE

C'est grâce à la France que l'Iran avait fait ses premiers pas dans la construction de centrales nucléaires puissantes. Mais depuis le début de la présidence de Nicolas Sarkozy, la politique de suivisme de ce dernier vis-à-vis des Etats-Unis l'a amené à se ranger derrière eux pour couper l'assistance nucléaire iranienne qui avait continué même pendant la Guerre Iran-Irak. Or aujourd'hui les grandes puissances, le monde arabe sunnite ainsi Israël exploitent fort le sujet du nucléaire iranien, en prétextant avoir trop peur de l'Iran pour ne pas frapper : alors que tant d'autres pays ont ou auront tantôt des ogives nucléaires, seul l'Iran est désormais qualifié d'Etat voyou sollicitant spécifiquement des réactions brutales, et non même une politique exemplaire. Quelle serait alors la position de la France ? La presse française ne cesse de faire couler l'encre à ce sujet et recommander un interventionnisme français musclé. Mais alors, cela voudrait dire qu'une éventuelle bombe atomique iranienne ne constituerait pas seulement un *casus belli* macro-régional, mais bel et bien une raison objective d'initier une nouvelle guerre mondiale, ainsi maquillant en même temps des problèmes beaucoup plus véritables et contrariants qu'un Iran voulant évoluer dans son droit. Cependant depuis quelque temps, il ne s'agit plus de cibler l'Iran de critiques, mais de quand et comment frapper l'Etat voyou. Enfin, la négociation est la seule voie possible pour ne pas s'enfermer dans cette alternative où le choix ne serait plus qu'entre un Iran doté de la bombe ou un Iran bombardé en plongeant la région dans le chaos et visant des représailles inconcevables.

## THESIS SUMMARY

It's thanks to France, that Iran could start building powerful nuclear power stations. But since the outset of Nicolas Sarkozy's Presidency, the latter's follow-America policy has cut a nuclear assistance to Iran that had continued even throughout the Iran-Iraq war. Today, the great powers, the Sunni Arab world and Israel are strongly exploiting the Iranian nuclear subject, and claim they are too afraid of Iran not to strike it: whereas so many other countries have or shall soon have nuclear warheads, only Iran is henceforth qualified as Rogue-State requiring specific brutal reactions and not even an exemplary policy. And what then would be France's position? The French Press ceaselessly let their ink flow on the matter and recommend muscled French interventionism. But then, that would mean that an eventual Iranian atomic bomb would not only constitute a macro-regional *casus belli* but well and truly an objective reason for initiating a new world war, thus masking more real and complicated problems than an Iran that wishes to evolve rightfully. However, for some time now, the question is no longer to target Iran with criticism, but when and how to strike the Rogue-State, whereas ultimately negotiation is the only way not to lock oneself into this option in which the choice would only be between an Iran with the bomb or a bombarded Iran plunging the region into chaos and provoking inconceivable reprisals.

**MOTS-CLES : Iran, TNP, Moyen-Orient, AIEA, Conseil de Sécurité, Chiisme, énergie nucléaire, prolifération**

# Sommaire

## Introduction

### **PREMIERE PARTIE : L'électricité nucléaire et sa géopolitique**

Chapitre 1 : L'électricité nucléaire

Chapitre 2 : Géopolitique de l'énergie nucléaire

Chapitre 3 : Les géostratégies occidentales et le problème iranien

Chapitre 4 : Le nucléaire iranien en 2012

### **DEUXIEME PARTIE : L'histoire de la coopération nucléaire franco-iranienne de 1956 à aujourd'hui**

Chapitre 1 : L'ambition nucléaire iranienne : un enjeu stratégique régionale et internationale

Chapitre 2 : Eurodif et l'émergence d'une politique nucléaire iranienne

Chapitre 3 : Analyse énergétique et économique de la politique nucléaire

### **TROISIEME PARTIE : Quelques approches journalistiques**

Chapitre 1 : *Le Point*, ce qui se cache derrière le contentieux nucléaire de l'Iran est effrayant.

Chapitre 2 : *Valeurs Actuelles* dénonce les provocations iraniennes destinées à souder son peuple autour des valeurs de la révolution.

Chapitre 3 : *L'Express*, un hebdomadaire particulièrement prudent.

Chapitre 4 : *Courrier International* offre un caléidoscope d'opinions divergentes.

Chapitre 5 : *Marianne* considère qu'avec le nucléaire, l'Iran est devenu un Etat voyou.

## CONCLUSION

## Bibliographie

### Table des annexes et sources

I. Cartes

II. Chronologie du programme nucléaire iranien

III. Glossaire

### Table des matières paginée

## **INTRODUCTION**

Aux Etats-Unis il y a 104 réacteurs nucléaires en activité situés dans leur grande majorité dans la partie Est du pays. 69 sont à eau pressurisée, 35 à eau bouillante. L'électricité d'origine nucléaire représente 20% de l'électricité produite aux Etats-Unis et plus de 70% de l'électricité produite sans émission de gaz à effet de serre dans le pays. Contrairement à la situation du marché français de l'électricité il existe aux Etats-Unis des dizaines d'opérateurs électriques appelés « utility ».

Le Ministère à l'Energie américain DOE a la responsabilité de la politique énergétique américaine et, dans ce cadre, de la recherche sur l'énergie nucléaire ainsi que les sciences fondamentales de la matière. En particulier le DOE joue un rôle décisif dans la reprise du nucléaire aux Etats-Unis car c'est à lui que revient la charge de choisir les projets de nouvelles centrales qui recevront une garantie de prêt du gouvernement, indispensable dans le contexte économique actuel au lancement de ces projets coûteux.

La NNSA est une agence indépendante au sein du DOE. Ses principaux objectifs, fixés par le président Obama, sont la remise à neuf de l'arsenal nucléaire américain ainsi que la sécurisation des matières fissiles à travers le monde.

Jusqu'à la mi-mars de cette année, le président Obama, les grands mouvements écologistes et bon nombre de républicains et de démocrates au Congrès étaient d'accord sur une chose, même s'ils s'opposaient sur presque tous les autres aspects de la politique énergétique : l'énergie nucléaire était une source d'énergie constante et représentait une des solutions au réchauffement climatique.

Aujourd'hui, tout est remis en question alors que le monde suit la crise qui a frappé les réacteurs japonais et que la peur qu'ils engendrent se répand. *« Je crois qu'ici, aux Etats-Unis, cela devrait nous pousser non pas à interrompre la construction de centrales nucléaires, mais au moins à y mettre un frein pour l'instant, le temps que nous comprenions les ramifications de ce qui s'est passé au Japon. »*, a déclaré

Joseph Lieberman, sénateur indépendant du Connecticut et l'un des ténors du Sénat sur les questions énergétiques. Les groupes écologistes ne se montrent plus si prompts à considérer le nucléaire comme un pilier de toute nouvelle législation sur le changement climatique. Obama continue de voir l'atome comme un élément clé de la politique énergétique de l'Amérique, mais fait preuve de davantage de prudence dans l'expression de son soutien. *« Le président pense que, pour répondre à nos besoins en énergie, il faut s'appuyer sur des sources diversifiées, dont les énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire, mais aussi le gaz naturel, le charbon propre et le nucléaire ! »*, affirme Clark Stevens, porte-parole de la Maison-Blanche. *« Nous suivons de près l'évolution de la situation au Japon, et le gouvernement s'engage à en tirer les leçons afin de veiller à ce que l'énergie nucléaire soit produite de façon sûre et responsable ici, aux Etats-Unis. »*

Obama, tout comme ses prédécesseurs, a soutenu l'énergie atomique alors qu'il s'efforçait de deviser d'une stratégie politique et technologique visant à garantir la fourniture d'énergie tout en limitant l'émission de gaz à effet de serre.

Ce projet d'intensifier le programme américain de production d'électricité nucléaire, était déjà à l'ordre du jour lors de la présidence de M. Bush. Celui-ci voulait ainsi conforter ses alliés européens en matière d'avenir nucléaire de la planète. La nouvelle stratégie de M. Bush était habile : elle prenait à contre-pied la puissance « écologiste ». Mais surtout, elle révèle un débat fondamental, souvent traité de manière irrationnelle ou passé sous silence : faut-il arrêter ou développer l'énergie nucléaire à l'échelle mondiale? Qu'en était du cas de l'Iran qui retient l'attention du monde depuis quelques années déjà ?

Il est vrai que l'Iran des Ayatollahs confond nucléaire civil et nucléaire militaire. Ainsi la donne devient toute autre, mais chacun a oublié que c'est grâce à la France que l'Iran avait fait ses premiers pas dans la construction de centrales atomiques puissantes. Paradoxalement, c'est également la France qui avait aidé Jimmy Carter à se débarrasser du Shah en aidant, en protégeant et en donnant une aura médiatique à l'Ayatollah Khomeiny. Mais depuis le début de la présidence de Nicolas Sarkozy, la politique de suivisme de ce dernier vis-à-vis des Etats Unis l'a amené à se ranger derrière eux pour couper une assistance qui avait continué même pendant la Guerre Iran-Irak.



Aujourd'hui le nucléaire iranien fait peur aux grandes puissances, au monde arabe sunnite, et bien sûr en premier lieu à Israël. Pour toutes ces raisons, il a été qualifié d'Etat voyou et l'analyse des coupures de presse de la plupart des hebdomadaires français montre à quel point il a été érigé au rang d'épouvantail. La seule question est donc de savoir si l'entêtement du président iranien le mènera à la construction d'une bombe atomique. Dans l'affirmative, les réactions israéliennes et américaines pourraient être très brutales. Quelle serait alors la position de la France ? Depuis son arrivée au pouvoir, le président François Hollande, ici comme dans d'autres domaines, semble n'avoir encore rien fait. C'est pourquoi, un interventionnisme français est à craindre. Mais alors, cela voudrait dire que la bombe atomique iranienne ne constituerait pas seulement un *casus belli* macro-régional, mais bel et bien, une raison objective d'initier un nouveau conflit mondial.

## **PREMIERE PARTIE**

# **ELECTRICITE NUCLEAIRE ET**

# **SA GEOPOLITIQUE**

## CHAPITRE 1 : L'ELECTRICITE NUCLEAIRE

Mais en quoi les questions énergétiques concernent-elles la géopolitique et la géostratégie ? La survie des nations et l'enjeu des guerres, depuis l'Antiquité, repose en partie sur la maîtrise des ressources énergétiques ou alimentaires rares. L'Athènes de Périclès attaquait ses voisines (Corinthe, Thèbes, Lacédémone) pour s'accaparer les mines de fer. L'Allemagne hitlérienne voulait s'emparer des champs pétrolifères du Caucase et du grenier à blé ukrainien. La guerre du Golfe de 1991 avait des enjeux pétroliers évidents, comme l'actuel conflit de Tchétchénie. La maîtrise des ressources énergétiques est une des clés de la géostratégie.

L'énergie nucléaire fut une révolution géoénergétique. Pour faire tourner des centrales électriques ou faire avancer des navires, il n'est plus nécessaire de contrôler d'immenses champs pétroliers, carbonifères ou gaziers, de protéger les routes maritimes ou les oléo gazoducs qui acheminent la précieuse énergie fossile, mais de pouvoir se procurer quelques tonnes d'uranium et de disposer d'équipes de savants. Voilà qui change tout. Il est en effet beaucoup plus tentant pour un pays d'acquérir ces quelques tonnes d'uranium que des millions de tonnes de pétrole, de charbon ou de mètres cubes de gaz pour un bilan énergétique équivalent. Si demain, par exemple, les pays producteurs de pétrole décidaient, à la suite d'une crise mondiale, de décréter l'embargo sur leurs exportations, l'ensemble des pays du monde serait quasiment privé d'électricité. Pas la France....

Le programme nucléaire français, volontariste et massif, lancé sous De Gaulle, puis accéléré après la crise pétrolière de 1973, avait d'ailleurs comme principal objectif « d'assurer l'indépendance énergétique de la Nation » et de mettre cette dernière à l'abri d'embargos pétroliers ou de hausse des cours du baril.

### **Etat des lieux**

Où en est l'industrie nucléaire aujourd'hui ? En puissance installée, le parc de l'Union européenne représente 124.043 MW (146 centrales), celui d'Amérique du Nord 113.043 MW (125 centrales), celui de l'Europe hors UE, 48.786 MW (73 centrales),

l'Asie et le reste du monde ne totalisant que 70.616 MW. La France avec ses 58 réacteurs et ses 80% d'électricité d'origine nucléaire est le pays le plus « nucléarisé » du monde, et donc le moins dépendant du pétrole. En outre, l'industrie nucléaire civile française (Cogema, Framatome, CEA, EDF) est la première du monde, par son niveau technologique et son chiffre d'affaires. Ce fleuron est pourtant menacé.

Malgré tout, le nucléaire représente moins de 5% de la production mondiale d'électricité ; le marché de construction de nouvelles centrales est donc énorme. Oui mais ... deux obstacles surgissent :

1°) l'effet Tchernobyl qui, chez les Occidentaux, a retourné une partie de l'opinion contre le nucléaire, notamment grâce aux campagnes des écologistes - dont nous verrons plus loin qu'elles sont paradoxales et peu lisibles.

2°) les lobbies pétroliers et gaziers (pays producteurs et compagnies) qui voient d'un mauvais œil le concurrent nucléaire.

Pourtant, si les pays d'Asie et du Moyen-Orient ainsi que la Russie continuent de programmer des centrales (27 en Asie), l'Europe et l'Amérique du Nord ont arrêté d'en construire, ont annulé 179 tranches et en ont démantelé 87 depuis vingt ans.<sup>1</sup>

En Allemagne, sous la pression des *Grünen* (les Verts allemands), le gouvernement a décidé l'abandon définitif de l'énergie nucléaire (19 réacteurs) en 2018 ; la Suède a décidé d'un démantèlement complet de ses 12 réacteurs d'ici 2020. Mais ces deux pays sont embarrassés par les conséquences de ces décisions purement politiques et économiquement irrationnelles : le coût du démantèlement est énorme (2 milliards euros par centrale) et l'on ne sait toujours pas par quoi remplacer les réacteurs, sinon par des centrales thermiques (pétrole, gaz, charbon importés) lourdement polluantes.... Cette contradiction embarrasse les gouvernements mais ne semble pas perturber ces Verts....

### **Le brutal retournement américain**

Les Etats-Unis qui, notamment par leurs centrales électrothermiques souvent vétustes, sont de loin le plus gros pollueur de la planète (25% des émissions de gaz à effet de serre) avaient eux aussi, sous l'influence de l'idéologie anti-nucléaire, mais également

pour ménager le lobby pétrolier, décidé en 1999 d'arrêter immédiatement 40% des centrales.<sup>2</sup> En février 2000, ce chiffre fut prudemment rabaissé à 27%.

Puis vint l'élection de M. Bush et un soudain changement de cap. Pour résoudre la crise énergétique qui frappe les Etats-Unis (insuffisance de la production électrique et coupures de courant, surtout dans les Etats de l'ouest), le nouveau Président a donc proposé, comme nous l'indiquons en début de cet article, 105 mesures pour accroître l'offre privée d'énergie dont la relance du programme électronucléaire. Il s'agit d'une part de demander au Congrès des incitations fiscales (1,5 milliards de dollars) pour que les investisseurs privés rachètent et modernisent les 103 centrales existantes (qui fournissent 20% de l'électricité), et d'assouplir la législation afin de pouvoir autoriser la construction de nouvelles tranches nucléaires.

Cette position est une révolution dans un pays où aucun permis de construire une centrale nucléaire n'avait été délivré depuis ... 1973 ! Révolution d'autant plus étonnante que M. Bush est présenté comme un Texan ardent défenseur du lobby pétrolier. Le Président propose aussi d'abandonner l'interdiction de retraitement des déchets radioactifs, datant de 1981.

Mais il y a, dans les propositions de M. Bush, un argument d'une logique imparable et qui déplaît aux Européens comme aux écologistes : les Etats-Unis ont refusé de ratifier le Protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (par économies d'énergie et construction de centrales thermiques plus « propres ») parce que cela leur coûterait trop cher. Cette position, qualifiée d'« égoïste », a scandalisé le monde entier, à juste titre, d'ailleurs. Mais M. Bush, plus fin et plus malin qu'il ne paraît, répond : « chiche ! Les Etats-Unis veulent bien réduire leurs émissions polluantes, non pas selon le Protocole de Kyoto, économiquement et techniquement utopique, mais en relançant le programme électronucléaire, car les centrales nucléaires sont les moins polluantes et n'émettent pas de gaz à effet de serre ».

---

<sup>1</sup> Source : Elecnucl, année 2000.

<sup>2</sup> 50% de la production électrique américaine provient de centrales thermiques au charbon, extrêmement polluantes. Pour un million de dollars de PIB (production intérieure brute), l'UE émet 1,4 tonnes de gaz à effet de serre, et les USA 2,66 tonnes. Tout simplement parce que les USA sont sous-équipés en nucléaire par rapport à l'Europe.

Les Européens se sont trouvés désemparés devant cette argumentation, cynique mais percutante. M. Kjell Larsson, ministre suédois de l'Environnement (dont le pays préside l'UE jusqu'au 30 juin 2001), pro écologiste notoire, a critiqué « tout l'effort massif américain pour développer l'énergie nucléaire », estimant que « ce n'est pas la meilleure stratégie pour le futur. Ce n'est pas la solution au problème auquel nous sommes confrontés en termes de changement climatique ».<sup>3</sup>

Malheureusement, ni M. Larsson, ni la Commission européenne, ni les écologistes américains ou européens, n'ont proposé d'autres solutions que les « économies d'énergies », les « nouvelles énergies renouvelables » ou la « construction de centrales thermiques propres », pour limiter les gaz à effet de serre et respecter le Protocole de Kyoto. Or, comme nous le verrons plus loin, ces mesures sont technologiquement et économiquement fort peu réalistes.

D'autre part, M. Larsson passe sous silence le fait que les centrales nucléaires sont les seules à ne pas émettre de gaz à effet de serre. Il nous semble donc que les propositions de M. Bush sont un « pavé dans la marre ». Elles rappellent implicitement une doctrine selon laquelle, seule une nucléarisation de la production mondiale d'électricité pourrait limiter la pollution et préserver l'humanité d'une pénurie des énergies fossiles.

Le chef des conseillers économiques à la Maison-Blanche, M. Glenn Hubbard a laissé entendre que le protocole de Kyoto (économies d'énergies) n'était pas très sérieux ni crédible. La position des Etats-Unis apparaît ainsi comme un mélange d'égoïsme et de réalisme. Egoïsme : refus d'imposer aux industriels et consommateurs américains le surcoût d'économies d'énergie. Réalisme : miser sur un recours au nucléaire, au-delà des peurs irrationnelles qu'il provoque.

M. Chirac, rappelant les principes de la doctrine nucléaire française, défendus par EDF mais sur lesquels l'actuel gouvernement ne s'est pas clairement prononcé, déclarait : « Il faut reprendre le débat sur la place de l'énergie nucléaire. Il doit être abordé sereinement, sans crainte ni dogmatisme, mais en reconnaissant aussi ce que nous devons à l'énergie nucléaire. Elle participe aux efforts de la France pour limiter ses émissions de gaz à effets de serre et contribue grandement à sa moindre

---

<sup>3</sup> Propos tenus lors de la réunion ministérielle de l'OCDE, le 15/03/2001 à Paris.

dépendance énergétique. »<sup>4</sup> Reste à savoir si cette doctrine sera entendue par le gouvernement français et ses homologues européens.... N'oublions pas que, sans raisons vraiment crédibles, on démantèle l'exceptionnel outil technologique qu'était Super Phénix, dont l'objectif était de recycler perpétuellement son propre combustible.

### **Les arguments des antinucléaires sont-ils bien étayés ?**

La relance du programme nucléaire américain a suscité en Europe la réaction suivante : effectivement, cette mesure est compréhensible pour lutter contre la pénurie énergétique américaine, mais c'est un artifice hypocrite que de prétendre que cette politique limitera l'effet de serre. Cette volonté de construire de nouvelles centrales nucléaires serait un argument supplémentaire de Washington pour ne pas ratifier le protocole de Kyoto.

Autres arguments avancés par les « écologistes » et tous ceux qui sont influencés par leur discours - de notre point de vue, erroné : « ... remplacer, écrit Caroline de Malet, un mal par un autre relève d'un paradoxe que seul la logique économique peut défendre. Limiter l'émission de gaz nocifs dans l'atmosphère, au prix de déchets nucléaires et d'un nouveau Tchernobyl ? L'alternative n'est guère convaincante, du moins aux yeux des écologistes »<sup>5</sup>. D'autres font remarquer que le recours au nucléaire pour limiter la pollution des centrales classiques serait une goutte d'eau dans la mer, puisque le nucléaire ne représente que 3,5% de la production mondiale d'énergie. Pour que le nucléaire contribue à limiter l'effet de serre, il faudrait décupler le nombre de réacteurs (de 450 actuellement à 4 500), ce qui semblerait impossible économiquement.<sup>6</sup> Point de vue assez étrange, puisqu'à puissance égale, la construction d'un réacteur nucléaire ne dépasse que de 10% le prix d'une unité thermique et comporte des retombées technologiques autrement plus importantes....

Autres arguments avancés par les anti-nucléaires : les réacteurs sont trop coûteux (une unité moyenne de 700 MW revient à 2,5 milliards de dollars) ; donc il reviendrait moins cher d'investir dans les fameuses économies d'énergie pour limiter

---

<sup>4</sup> Charte de l'Environnement présentée par l'Elysée le 2 mai 2001.

<sup>5</sup> *Le Figaro Economie*, 18/05/2001.

<sup>6</sup> Jacques Frot, membre du comité scientifique de l'AEPN (Association des écologistes pour le nucléaire) et Jacques Pradel, chef de la radioprotection au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). (*Le Figaro*, 21/05/2001).

les émissions de CO<sub>2</sub> et de SO<sub>2</sub> et lutter contre le bouleversement climatique. Nous verrons plus bas que ces « économies d'énergies » sont assez problématiques.

Tout d'abord, en termes de coût global, une centrale nucléaire est peut-être plus chère à construire qu'une centrale thermique (pétrole, charbon et gaz), mais elle est moins chère à exploiter ! Puisque les importations massives de matières fossiles sont plus coûteuses que les faibles quantités d'uranium nécessaires aux unités nucléaires. Sur le long terme, l'électricité nucléaire est donc moins chère. S'il en était autrement, comment se fait-il que le prix du kilowatt ne soit pas plus élevé en France qu'ailleurs, alors qu'EDF fait de confortables bénéfices et s'impose comme la première entreprise mondiale de production d'énergie électrique ? Si le nucléaire n'était pas rentable, EDF ne serait pas le premier électricien mondial.

En ce qui concerne la lutte contre la pollution, citons deux spécialistes qui dénoncent la contradiction des Verts qui veulent à la fois préserver l'environnement et abolir le nucléaire, l'énergie la moins polluante... : « Aujourd'hui, les écologistes "gouvernementaux" s'opposent tous au nucléaire et, simultanément, disent tous vouloir se battre contre l'accroissement de l'effet de serre, possible, voire probable responsable de futurs ou prochains désastres climatiques. Or, l'énergie nucléaire est à ce jour, aux côtés de l'électricité hydraulique, la seule source d'énergie de dimension industrielle à la fois compétitive, non émettrice de gaz à effet de serre et aux ressources si grandes que l'on peut, à l'échelle de l'espèce humaine, la considérer comme quasi inépuisable.

Les déchets qu'elle engendre, quoique posant des problèmes minuscules comparés aux catastrophes climatiques dont nous menacent les gaz à effet de serre émis par la combustion du charbon, du gaz et du pétrole, sont remarquablement bien étudiés et gérés par les industriels du nucléaire. Les énergies, également propres et inépuisables, doivent être exploitées mais sont malheureusement trop "douces" pour ne constituer jamais autre chose que de modestes appoints. »<sup>7</sup>

Si les pays de l'UE continuent leurs programmes de démantèlement des centrales et ne renouvellent pas les autorisations d'en construire, la dépendance énergétique de

---

<sup>7</sup> Livre vert sur la sécurité d'approvisionnement énergétique. CE. Bruxelles, mars 2001



l'Europe passerait de 50% aujourd'hui à 70% en 2020<sup>8</sup>. Or, un ensemble politique (tel que l'Union européenne), s'il ne dispose pas d'une relative autonomie énergétique, ne peut pas espérer être véritablement indépendant. Seul le nucléaire permettrait à l'Europe de se soustraire aux aléas et aux impondérables de la fourniture de gaz et de pétrole sur de longues distances.

Aujourd'hui, en Europe, aucun responsable politique ne réfléchit sérieusement à l'avenir énergétique du Continent, contrairement à ce qui se passait en France dans les années 60 où fut décidé le plus important programme mondial d'équipement nucléaire d'un pays.

On avance aussi que la généralisation du nucléaire civil permettrait à un nombre croissant de pays de se procurer des matières fissiles militaires et d'accéder à la technique de fabrication de bombes.

Cet argument est peu recevable. Une trentaine de pays dans le monde ont actuellement la capacité de fabriquer un armement nucléaire même rustique. La « prolifération nucléaire » militaire n'est pas liée au nucléaire civil. D'ailleurs, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Russie ont construit leurs arsenaux avant de se lancer dans la production d'électricité nucléaire. Le risque d'une conflagration nucléaire mondiale nous semble, en termes de probabilité mathématique, infiniment moins élevé pour l'humanité que le risque d'une catastrophe climatique globale, conséquence d'un accroissement de l'émission de gaz polluants.

De même les effets d'un nouveau Tchernobyl - qui serait fort possible si, à l'horizon 2030, 25% de la production d'électricité mondiale était nucléaire - seraient moins graves que l'hypothèse d'une pollution exponentielle de notre atmosphère et de nos océans.

Rappelons qu'il n'y a pas d'énergie « sans risque ». Il convient de dénoncer cette idéologie hyper sécuritaire qui innerve l'Occident, selon laquelle la sécurité absolue serait possible : guerres avec « zéro mort », transports routiers ou aériens sans accidents, production d'énergie sans pollution, etc. Il ne s'agit pas d'abolir le risque mais d'opter pour le moindre risque.

---

<sup>8</sup> Idem

## **Les économies d'énergie sont-elles vraiment possibles ?**

Pour éviter le recours au nucléaire on parle d' « économies d'énergie ». Dans le cadre de la massive croissance mondiale actuelle, celles-ci semblent utopiques ou, tout au moins, marginales et peu significatives.

Les citoyens de la plupart des pays (surtout les pays économiquement émergents, avides de consommation) sont rétifs à économiser l'énergie. Et ne parlons pas des Américains : malgré les lobbies écologistes (en fait très minoritaire), qui renoncera à son climatiseur, à son congélateur ou à l'utilisation intensive des automobiles familiales ?

La rationalisation économique de l'énergie repose sur quatre facteurs très aléatoires :

- 1) le civisme des consommateurs : moins circuler en voiture, limiter son chauffage et son éclairage, équiper son logement de procédés de régulation thermique, économiser la consommation des appareils électroménagers, prévoir des panneaux solaires, etc. L'expérience prouve, hélas, que seule une infime minorité, dans une société qui, à l'échelle mondiale, recherche l'augmentation de la consommation individuelle, pourra adopter ces comportements.
- 2) le renchérissement de l'énergie, pour inciter les usagers (ménages ou industriels) à limiter leur consommation : hausse des prix du kW/heure, de l'essence, du fuel, etc. Aucun Etat ne se risquera, de crainte d'impopularité et de crise économique, à pousser trop loin ce type de mesure.
- 3) les rationalisations des transports et de l'aménagement du territoire : développement du « ferroutage », des tramways urbains, des bus électriques, des transports en commun, etc. Là encore, l'expérience prouve, depuis trente ans, que ce type de mesures, pour très positives qu'elles soient, ont une efficacité restreinte.
- 4) les procédés techniques de limitation des pollutions par les utilisateurs d'énergies fossiles : centrales thermiques moins polluantes, automobiles diesels-électriques ou plus économes en carburant, catalyse des émissions de SO<sub>2</sub> sur les moteurs, etc. Ces solutions sont positives et indispensables, mais marginales, compte tenu de la croissance économique et démographique mondiale.

Une politique mondiale drastique d'économie d'énergie est beaucoup plus difficile à mettre en œuvre (pour stabiliser l'émission des gaz polluants) qu'un programme planétaire de développement de l'énergie nucléaire. La solution des « économies d'énergie » nous semble donc assez irréaliste : il faut, bien entendu, la défendre et la poursuivre mais sans en attendre une « solution miracle ».

Nous savons qu'en 2040 l'humanité, qu'on le veuille ou non, consommera le double d'énergie d'aujourd'hui. La solution ne viendra donc pas de la limitation de la consommation, mais de la rationalisation de la production.

### **Les arguments en faveur du nucléaire**

L'énergie nucléaire est la moins polluante de toutes, mais elle a été diabolisée de manière magique et irrationnelle. Les centrales thermiques classiques polluent massivement l'atmosphère et aucun procédé sérieux ne permet de réduire leurs émissions toxiques et perturbatrices du climat. Sauf accident, une centrale nucléaire n'est pas nocive. Les très rares accidents (*Three Miles Island* aux USA ou *Tchernobyl* en Ukraine) ont causé mille fois moins de dégâts que les marées noires ou les émissions continues de gaz toxiques de l'énergie thermique. Les *Grünen* (Verts allemands) se sont massivement mobilisés, avec affrontements médiatisés contre la police, pour bloquer les trains de combustible retraités en provenance de l'usine de La Hague en France. Pourtant aucun incident ni cas d'irradiation n'a jamais été signalé.

Les précautions qui entourent la production d'électricité nucléaire sont, en France, dix fois plus rigoureuses que celles qui entourent la production pétrolière. Un de nos arguments centraux est le suivant : il est technologiquement possible de rendre l'industrie nucléaire quasiment sûre et non polluante, mais il est technologiquement impossible de sécuriser l'exploitation des énergies fossiles.

Claude Allègre, scientifique de renom et ancien ministre de l'Education nationale, déclarait, critiquant la décision allemande d'arrêter son programme nucléaire : « Une fois levée l'hypothèque des déchets, ce que nous ferons d'ici dix ans, je maintiens qu'aujourd'hui l'énergie nucléaire est la plus sûre et la moins polluante. Car les Allemands ne nous disent pas comment ils vont produire leur énergie. Toutes les sources d'énergie statique recensées rejettent du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, entraînant à

terme une dangereuse modification du climat. Je tiens, en ce me concerne, à l'indépendance énergétique de la France. »<sup>9</sup>

Les énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) rejettent des millions de tonnes de dioxyde de soufre, de monoxyde et de dioxyde de carbone bien plus dangereuses pour la santé humaine et le climat que les mythiques « radiations ».

Rien qu'en France, l'électronucléaire évite, par an, le rejet atmosphérique de 78.000 tonnes de poussières, de 1,1 millions de tonnes de dioxyde d'azote, de 2 millions de tonnes de dioxyde de soufre et surtout de 337 millions de tonnes de dioxyde de carbone.

Grâce au nucléaire, la France a réduit de 70% ses émissions de gaz polluants, le reste n'étant plus le fait que des transports automobiles et des rejets industriels ; elle dégrade moins l'atmosphère que ses partenaires de l'UE : 6,9 tonnes de gaz carbonique émis par habitant, contre 11 tonnes pour l'Allemagne et une moyenne européenne de 8,15 tonnes.<sup>10</sup>

On peut se demander pourquoi les écologistes et les Verts s'attaquent au nucléaire mais restent forts discrets sur les ravages du pétrole : émission toxiques massives, pollution des mers et des côtes par marées noires et dégazages, dangers des ruptures d'oléoducs, etc. Ils ne s'inquiètent que peu de la progression massive du transport et du fret routier et n'ont fait aucune proposition concernant le ferroutage.<sup>11</sup>

Bref, on devrait se poser des questions sur cette complaisance des partis et mouvements écologistes occidentaux envers le pétrole....

Enfin, on oublie de dire que l'activité et la recherche en électronucléaire constituent une « industrie industrialisante », une industrie de pointe dont les retombées technologiques sont plus importantes que celles de ses rivales classiques.

---

<sup>9</sup> *Le Figaro*, 27/07/2000.

<sup>10</sup> Statistiques INSEE, EDF, pour 2000.

<sup>11</sup> Dégazage : nettoyage "sauvage" et extrêmement fréquent des cuves des pétroliers en pleine mer, destructeur de la flore et de la faune marine. Ruptures d'oléoducs : catastrophiques pour les rivières, les sols et les nappes phréatiques, ils ont été très fréquents en Sibérie. Ferroutage : transport des camions par trains sur moyenne et longue distance, limitant pollutions et gaspillages énergétiques pour un meilleur coût.

## **Les énergies alternatives « propres » existent-elles vraiment ?**

Nous avons vu plus haut que, sans bien entendu en nier la nécessité, les « économies d'énergie » ne pouvaient avoir qu'un impact très limité. Qu'en est-il maintenant des « énergies alternatives » que les opposants au nucléaire nous proposent comme une panacée ? Voici les énergies actuellement disponibles pour la production d'électricité :

- 1°) les centrales thermiques classiques au charbon, pétrole, gaz. Avantage : grand rendement. Inconvénients : pollutions massives, dépendance envers les fournisseurs ; les technologies les plus récentes de « centrale propres » (par catalyse des émissions) ne diminuent les rejets que de 20%.
- 2°) la houille blanche, autrement dit les barrages fluviaux. Inconvénients : insuffisance des sites, noyade de zones naturelles (comme le catastrophique barrage de Guyane, contre lequel les Verts français n'ont jamais protesté).
- 3°) l'énergie marémotrice<sup>12</sup>. Inconvénient : rareté des sites et pollution des embouchures par les limons.
- 4°) l'énergie géothermique<sup>13</sup>. Inconvénient : coût énorme, rareté des sites. Avantage : absence totale de pollution et de dépendance. Energie inépuisable.
- 5°) les panneaux solaires. Inconvénient : énergie renouvelable mais de simple appoint, strictement locale.
- 6°) les « fours solaires » de plus de 100 MW.<sup>14</sup> Inconvénient : les caprices de ... la météo et le coût.
- 7°) les « fermes éoliennes », composées de moulins à vent à hélices tripales. Avantage : absence de pollution et de dépendance. Inconvénient : rareté des sites,

---

<sup>12</sup> La seule usine marémotrice (qui utilise l'énergie des marées) a été construite en Bretagne, à l'embouchure de la Rance.

<sup>13</sup> L'énergie géothermique consiste à envoyer à près de 1000m de profondeur un courant d'eau, qui est donc chauffé et alimente des turboalternateurs.

<sup>14</sup> Le seul four solaire existant au monde fut construit à Montlouis, dans le Languedoc, avec des résultats peu probants. Le principe : des centaines de miroirs solaires agissent par effet thermoluminescence de convexion.

faible rendement et simple énergie d'appoint. Selon le Syndicat des énergies renouvelables, l'énergie éolienne ne parvient pas à décoller et à s'imposer.<sup>15</sup>

8°) l'énergie « aquatique », c'est-à-dire des moulins à eau (turbines) immergées dans les cours d'eau rapides ou sur les hauts-fonds marins aux courants forts et réguliers. Inconvénient : rareté des sites.

9°) l'énergie nucléaire. Avantage : très forts rendements, abondance des sites<sup>16</sup>, absence de pollution atmosphérique, facilité des approvisionnements en uranium. Inconvénients : l'enfouissement et le retraitement des déchets, le risque d'accidents et d'émissions d'aérosols radioactifs.

Au total, on le voit, il n'existe pas d'« énergie parfaite ». Celles qui sont totalement renouvelables et non polluantes sont soit trop chères soit très limitées en puissance. Les plus efficaces et les moins chères (énergies thermiques) sont lourdes à gérer et très polluantes. Le nucléaire offre un bon compromis : un coût et un rendement équivalents au thermique, avec une sécurité d'approvisionnement supérieure ; ses inconvénients - contrairement à ce dernier - sont facilement maîtrisables : le retraitement des déchets et la sécurisation des installations sont à la portée d'une technologie de pointe et d'une bonne organisation.

### **Le cas emblématique du Japon**

Le Japon comptait 55 réacteurs nucléaires opérationnels avant l'accident nucléaire de Fukushima dont 46 sont à l'arrêt en décembre 2011.<sup>17</sup> Les huit qui restent devraient prochainement être stoppés à leur tour suite aux inspections de maintenance et aux tests de résistance. Deux réacteurs sont en construction.<sup>18</sup>

Tous les réacteurs de l'archipel sont à l'arrêt depuis le dimanche 6 mai 2012, le Gouvernement espère que cette phase n'est que provisoire étant donné les conséquences négatives sur l'économie du pays. Cette situation est inédite depuis 1970. Le nucléaire

---

<sup>15</sup> EDF refuse d'acheter 48 centimes le kilowatt l'électricité éolienne et ne propose que 41 centimes. L'objectif de production de 34 TWh à l'horizon de 2010 pourra difficilement être atteint.

<sup>16</sup> Une centrale nucléaire doit simplement se trouver placée à côté d'un fleuve ou en bord de mer, pour son alimentation en eau de refroidissement.

<sup>17</sup> Vincent Touraine, *Presque plus d'électricité nucléaire au Japon*. Ouest France du 9 décembre 2011

<sup>18</sup> Dans *Nuclear Power in Japan*, World Nuclear Association, 2011. Consulté le 13 décembre 2011.

représentait environ 30 % de la production électrique, juste avant le tsunami, en mars 2011.<sup>19</sup>

Le gouvernement japonais a annoncé le 14 septembre 2012 l'abandon progressif du nucléaire sur 30 ans et de palier ce manque d'énergie par des mesures d'économie d'énergie, le développement de sources d'énergies renouvelables, l'utilisation des ressources maritimes et l'importation de gaz naturel sans en préciser le détail.

S'il est un pays qui a besoin du nucléaire, c'est bien le Japon, grande puissance industrielle dépourvue de matières premières et contrainte d'importer des millions de tonnes de pétrole et de charbon. Pourtant, avec ses 51 réacteurs, le parc nucléaire ne couvre que 30% des besoins du pays.

Pour faire face à la demande en électricité, des centrales thermiques ont dû être remises en exploitation par les différents opérateurs. Les autorités locales hésitent en effet à autoriser le redémarrage des unités à l'arrêt pour maintenance devant les réticences de la population.<sup>20</sup> Et ce, après quelques accidents mineurs et hyper médiatisés qui ont provoqué une peur irréflective. Dans l'usine de combustibles de Tokaimura, on se souvient qu'en septembre 1999, à la suite d'une grossière erreur de manipulation, deux employés étaient morts irradiés, et l'information avait fait le tour du monde, provoquant un vent de panique au Japon. Nous sommes dans l'irrationalité la plus totale : les centaines de mineurs qui périssent de coup de grisou, de pêcheurs victimes de l'océan, de passagers qui meurent dans les accidents aériens ou ferroviaires, sans parler des dizaines de milliers de morts sur les routes suscitent-ils une réprobation publique envers le charbon, la pêche, le transport aérien et ferroviaire ou l'automobile ?

L'accident nucléaire de Fukushima, également désigné comme « la catastrophe de Fukushima », a eu lieu le 11 mars 2011 au Japon.<sup>21</sup>

L'accident a impliqué tous les réacteurs nucléaires et les piscines de désactivation de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Le séisme du 11 mars 2011 a entraîné un

---

<sup>19</sup> « Le Japon annonce l'arrêt total de sa production nucléaire d'ici 30 ans ! ». *Le Monde*, 2012. Consulté le 28/09/2012

<sup>20</sup> Usinenouvelle.com : « Tous les réacteurs nucléaires en activité au Japon à l'arrêt dès cet été ! » Par Barbara Leblanc - Publié le 19 janvier 2012

<sup>21</sup> « Fukushima est-elle une catastrophe ? » par Yoann Moreau, 28/02/2012, *Catastrophes*, Hébergement Culture Visuelle, Lhivic/EHESS)

arrêt automatique des réacteurs en service, la perte accidentelle de l'alimentation électrique et le déclenchement des groupes électrogènes. L'observation d'émissions de xénon pourrait signifier que la structure des réacteurs aurait été endommagée immédiatement après le séisme avant que le *tsunami* ne l'atteigne.<sup>22</sup> À la suite du *tsunami*, des groupes électrogènes de secours sont tombés en panne. Des débris ont pu obstruer des prises d'eau. Ces défaillances, couplées à plusieurs erreurs humaines aussi bien de fond que pratiques,<sup>23</sup> ont causé l'arrêt des systèmes de refroidissement de secours des réacteurs nucléaires ainsi que ceux des piscines de désactivation des combustibles irradiés. Le défaut de refroidissement des réacteurs a induit des fusions partielles des cœurs de trois réacteurs nucléaires puis d'importants rejets radioactifs.

Cet accident nucléaire majeur est classé au niveau 7 (le plus élevé) de l'échelle internationale des événements nucléaires, ce qui le place au même degré de gravité que la catastrophe de Tchernobyl (1986), compte tenu du volume important des rejets. L'accident nucléaire de Fukushima est ce qu'on appelle au Japon un Genpatsu-shinsai, un accident combinant les effets d'un accident nucléaire et d'un tremblement de terre.

Mise hors service depuis l'accident, la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi sera démantelée sur une durée évaluée à quarante ans<sup>24</sup>. À la suite du tremblement de terre et du tsunami, la centrale nucléaire de Fukushima Daini (incident de niveau 3) et la centrale nucléaire d'Onagawa ont également été endommagées.

Rappelons que lorsque la direction de la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa - la plus puissante du monde -, propriété de la compagnie Tepco, première société électrique privée du monde, voulait utiliser le combustible recyclé MOX, moins cher que l'uranium enrichi<sup>25</sup>, les transports par bateau du MOX depuis l'Europe, pourtant sans danger, avaient suscité les protestations véhémentes du lobby anti-nucléaire japonais, ce qui avait effrayé l'opinion publique.

Conséquence : Tepco a assuré qu'elle n'utiliserait pas le nouveau combustible tant que la population ne serait pas d'accord et convaincue.... Les habitants de Kariwa

---

<sup>22</sup> « *Fukushima : deux études distinctes révisent à la hausse les rejets radioactifs* » Actu. Environnement.com du 31 octobre 2012

<sup>23</sup> *Atlantico* du 6 juillet 2012, Corinne Lepage : « *Fukushima, accident d'origine humaine. Le nucléaire français souffre des mêmes faiblesses.* »

<sup>24</sup> *Le Figaro* du 21.12.2011, *Fukushima : démantèlement sur 40 ans ?*

<sup>25</sup> Leurs fournisseurs sont la Cogema/France, BNFL/Grande-Bretagne et Belgo-nucléaire/Belgique



préfèreraient-ils à leur porte une centrale thermique classique, avec tous ses rejets ? Ces cas emblématiques nous renseignent sur la volatilité et la maniabilité de l'opinion publique (en général ignorante ou mal avisée) dès qu'il est question du nucléaire. Nos contemporains veulent la quadrature du cercle : un haut niveau de consommation énergétique et électrique, pas de pollution, mais pas non plus de centrales nucléaires. Il faut choisir....

### **Propositions pour une politique énergétique mondiale**

Les conférences internationales (Rio, Kyoto puis de Copenhague et de Cancún) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter la dégradation accélérée de l'environnement se sont heurtées aux égoïsmes nationaux - notamment celui des Etats-Unis - ou à une absence conjointe d'imagination, de volonté et de bon sens.

Nous savons que d'ici 2050 l'explosion du développement économique et démographique menace l'écosystème (atmosphère, mers, couvertures végétales, équilibres climatiques) et donc menace l'humanité elle-même.

De notre point de vue, il s'agit donc de concilier le recours aux énergies plus « propres » (pour l'électricité ou le transport) et la généralisation du nucléaire au détriment des énergies thermiques et fossiles. Voici les axes que nous proposons :

- 1°) investissements massifs des industries automobiles dans les moteurs thermiques moins polluants, ou électriques, ou encore avec des carburants d'origine agro végétale
- 2°) recours systématique, là où c'est possible, aux énergies locales d'appoint (éolienne et aquatique), incluant même l'aide de turbines éoliennes pour l'aide à la propulsion des cargos, ce qui économiserait 30% de fuel
- 3°) développement du ferroulage, du fret par canaux ou par dirigeables ainsi que des transports terrestres moyenne distance par TGV, qui limitent les inconvénients du tout avion
- 4°) construction d'un parc mondial de centrales nucléaire, apte à compenser la croissance annuelle de 5% du besoin d'énergie, sans avoir recours à de nouvelles centrales thermiques.

Signalons qu'un nouveau projet franco-allemand de centrale (actuellement bloqué) permettrait d'améliorer le rendement et la sécurité de l'électronucléaire. Une telle politique serait évidemment très profitable à la France, leader mondial du nucléaire civil

5°) investissement dans le « nucléaire de deuxième génération », c'est-à-dire l'énergie de fusion qui pourrait remplacer l'actuelle énergie de fission, dont les fondements théoriques sont connus et qui présente beaucoup moins de risques ainsi qu'un approvisionnement illimité

Tout cela suppose une volonté politique à long terme, rationnelle. La communauté internationale qui semble actuellement guidée par la logique du court terme et des idéologies irrationnelles, en sera-t-elle capable ? La France, pionnière en matière de nucléaire, saura-t-elle maintenir le cap ?

### **Combien de réacteurs nucléaires en 2030 ?**

Comparée à 372 GW<sup>26</sup> à la fin de 2007, la puissance cumulée des réacteurs nucléaires en activité en 2030 serait de 447 GW ou 691 GW selon l'AIEA, de 416 GW ou 519 GW selon l'AIE, de 3.000 GW selon certains partisans et promoteurs de l'énergie nucléaire.

Cependant, 319 des 439 réacteurs nucléaires actuels seront arrêtés d'ici fin 2030 selon les évaluations les plus récentes, soit un retrait de capacité de 266,4 GW sur les 372 GW actuels. Ainsi, il ne restera que 120 réacteurs actuels en activité en 2030, pour une puissance de 105,8 GW, soit 28,4 % de la puissance installée au début 2008.

Le nombre de réacteurs nucléaires et la puissance cumulée de ceux-ci, à construire d'ici 2030, devra donc tenir compte des réacteurs qui devront être remplacés et pas seulement de l'accroissement de puissance réalisé entre 2011 et 2030.

La disponibilité du combustible nucléaire pour alimenter les réacteurs devra être prise en compte, de même que la production minière d'uranium. La construction de nouvelles

---

<sup>26</sup> Un GW (gigawatt) = mille MW (mégawatts) = un million de kW (kilowatts)

usines sera aussi nécessaire, pour la conversion et l'enrichissement de l'uranium, la fabrication du combustible, le retraitement de celui-ci, sans oublier le stockage et la gestion à très long terme des déchets radioactifs.

**Nombre et puissance des réacteurs nucléaires arrêtés de 2008 à 2030 (en MW)**

<i>période</i>	<i>réacteurs arrêtés</i>	<i>MW retirés</i>	<i>cumul réacteurs</i>	<i>cumul MW retirés</i>	<i>réacteurs restants</i>	<i>puissance restante</i>
2011-2015	49	29 424	66	38 696	373	333 504
2016-2020	56	49 405	122	88 101	317	284 099
2021-2025	111	98 483	233	186 584	206	185 616
2026-2030	86	79 792	319	266 376	120	105 824

*Pour chaque période sont indiqués le nombre de réacteurs mis à l'arrêt, la puissance cumulée de ces réacteurs (en mégawatts), le cumul en fin de période du nombre de réacteurs arrêtés et de la puissance retirée du service (MW) depuis le début 2008, puis le nombre de réacteurs encore actifs et leur puissance cumulée, à partir de la situation existante fin 2007. A la fin de 2030, il ne restera que 120 des 439 réacteurs actuels, pour une puissance de 105,8 gigawatts, soit 28,4 % de la capacité actuelle.*

### **Objectifs de la puissance nucléaire installée en 2030**

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA ou IAEA)<sup>27</sup> et l'Agence internationale de l'énergie (AIE ou IEA)<sup>28</sup> ont chacune défini une capacité nucléaire à atteindre en 2030 pour la production d'électricité, selon leurs propres critères, avec scénario bas et haut pour l'une, scénario de référence et alternatif pour l'autre.

En dehors de ces organismes officiels, certains rêveurs partisans et promoteurs de l'énergie nucléaire imaginent qu'une capacité nucléaire de 3.000 GW pourrait être en activité en 2030. Ce qui est impossible, de toute évidence.

<sup>27</sup> IAEA/AIEA : International Atomic Energy Agency / Agence Internationale de l'Energie Atomique

<sup>28</sup> IEA/AIE : International Energy Agency / Agence Internationale de l'Energie

**Estimation de puissance cumulée des réacteurs nucléaires en 2030**

selon l'IAEA et selon l'IEA (en gigawatts)

	<i>IAEA / AIEA</i>		<i>IEA / AIE</i>	
GW	basse	haute	référence	alternative
2004			364	364
2007	370	370		
2010	378	385		
2015			391	412
2020	425	525		
2030	447	691	416	519

*Entre 2007 et 2030, la puissance totale des réacteurs nucléaires en activité dans le monde augmenterait de 21 % ou 87 % selon l'estimation basse ou haute de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et de 12 % ou 40 % selon le scénario de référence ou alternatif de l'Agence Internationale de l'Energie.*

**Puissance cumulée des réacteurs nucléaires à construire (de 2008 à 2030)**

	<i>IAEA / AIEA</i>		<i>IEA / AIE</i>		
en gigawatts (GW)	bas	haut	référence	alternatif	Rêveurs
Objectif à atteindre	447	691	416	519	3 000
Puissance restante	106	106	106	106	106
A construire	341	585	310	413	2 894
Période 2002-2007	20	20	20	20	20
Période 2008-2025	321	565	290	393	2 874
Moyenne 18 ans	17,8	31,4	16,1	21,8	160

*Les réacteurs doivent être commencés avant 2025 pour être terminés en 2030*

Tous les réacteurs qui seront arrêtés d'ici à 2030 devront être remplacés. En prenant le scénario haut de l'AIEA pour exemple, la capacité nucléaire à construire d'ici 2030 (le nombre de réacteurs standards de un gigawatt) n'est donc pas égale à l'écart entre la capacité actuelle de 372 GW et celle de 691 GW, mais à la différence entre l'objectif de 691 GW et les 106 GW de capacité résiduelle (en 2030) des réacteurs actuels.

**La durée de construction d'un réacteur nucléaire** est de cinq ans, sans compter de fréquents retards. Les réacteurs qui seront en activité en 2030 devront être commencés au plus tard en 2025 pour être terminés en 2030.

Dans cet exemple, il faudra construire une capacité de 585 GW (691 - 106). Une puissance de 20 GW, commencée entre 2002 et 2007, est en cours de construction et une capacité de 565 GW (585 - 20) doit être mise en chantier entre début 2008 et fin 2025 pour atteindre l'objectif fixé de 691 GW en 2030.

Un calcul simple indique qu'il faudrait construire l'équivalent de 31,4 réacteurs d'un GW chaque année pendant 18 ans. Cependant, il faut partir de la situation actuelle et tenir compte des disponibilités en moyens humains (ingénieurs spécialisés et personnels qualifiés), industriels (en particulier pour le forgeage des cuves et la fabrication des turbines) et financiers.

**Pendant les cinq dernières années** (2003 à 2007), seize réacteurs ont été mis en service dans le monde pour une puissance totale de 13,62 GW, soit une capacité moyenne de 2,7 GW par an. Au cours des cinq années suivantes (2008 à 2012), vingt-six réacteurs en cours de construction seront connectés au réseau pour une puissance de 20,65 GW, soit 4,1 GW par an en moyenne mondiale.

Quatre réacteurs ont été commencés en 2006, pour une puissance de 3,32 GW (monde entier), sept réacteurs pour 5,19 GW en 2007 et deux réacteurs pour 2,08 GW en six mois de 2008.

En estimant qu'une puissance de 4 GW sera mise en chantier en 2008, on peut déterminer quel rythme de croissance annuelle serait nécessaire pour atteindre en 2030 l'objectif fixé, dans chacun des cas indiqués précédemment.

**Construction de capacité nucléaire à commencer selon les années (en GW)**

en gigawatts (GW)	<i>IAEA / AIEA</i>		<i>IEA / AIE</i>		Rêveurs
	bas	haut	référence	alternatif	
croissance annuelle	15,5 %	20,9 %	14,6 %	17,5 %	36,2 %
commencé en 2008	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0
commencé en 2010	5,3	5,8	5,3	5,5	7,4
commencé en 2015	11,0	15,1	10,4	12,4	34,8
commencé en 2020	22,6	39,1	20,5	27,6	164
commencé en 2025	46,6	101,0	40,4	61,9	768
de 2008 à 2025	321	565	290	393	2 874

*Un taux de croissance annuelle, constant sur toute la période, conduit à une courbe exponentielle du nombre de réacteurs (en équivalent standard de un GW) à construire chaque année. Raisonnable les premières années, ce nombre devient très vite prohibitif les années suivantes (exposant de la fonction exponentielle de 1,155 à 1,362), en particulier pour les rêveurs du nucléaire.*

Malgré ces taux de croissance importants de la mise en chantier de nouveaux réacteurs, la puissance totale des réacteurs nucléaires en activité dans le monde resterait inférieure à celle de 2007 jusqu'en 2027 ou 2021 (AIEA), 2028 ou 2022 (AIE), 2016 (rêveurs).

Une nouvelle mise en évidence de l'incapacité du nucléaire à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et de gaz à effets de serre. Une forte croissance des énergies renouvelables et une

diminution de la consommation énergétique (possible à confort égal) sont les seuls moyens d'obtenir une réduction immédiate des émissions de dioxyde de carbone et GES.

**Puissance cumulée des réacteurs nucléaires en activité**  
selon les années réacteur actuels, moins arrêtés, plus nouveaux (en gigawatts)

<i>en gigawatts (GW)</i>	<i>IAEA / AIEA</i>		<i>IEA / AIE</i>		<i>Rêveurs</i>
	<i>bas</i>	<i>haut</i>	<i>référence</i>	<i>alternatif</i>	
à fin 2007	372	372	372	372	372
à fin 2010	374	374	374	374	374
à fin 2015	368	369	368	368	371
à fin 2020	361	373	359	365	425
à fin 2025	349	413	340	369	810
à fin 2030	447	691	416	519	3 000

*La puissance en activité à la fin de chaque année est obtenue à partir de la situation en 2007, diminuée du cumul des réacteurs retirés du service et augmentée de la somme des réacteurs mis en service, jusqu'à la date indiquée. On note que la capacité ajoutée par les réacteurs mis en service d'ici fin 2010 servira seulement à compenser la diminution de capacité entraînée par la mise à l'arrêt d'autres réacteurs.*

Afin de parvenir à **l'objectif intermédiaire de l'AIEA**, les mises en chantier de réacteurs devraient progresser chaque année de 41 % ou de 56 % (scénario bas ou haut) entre 2008 et 2015, pour atteindre 45 ou 90 réacteurs (de un GW) commencés en 2015, soit 11 ou 22 fois plus qu'en 2008. Cela **est de toute évidence impossible à réaliser**. Ensuite, un taux de croissance négatif (-15 % ou -18 %) serait suffisant pour passer de l'objectif intermédiaire (2020) à l'objectif final (2030).

Plus facile en apparence à atteindre, l'objectif intermédiaire de l'AIE est encore plus impossible à réaliser, car trop rapproché dans le temps (2015). Dans ce cas, tous les réacteurs nouveaux devraient être commencés entre 2008 et 2010, avec 12 ou 15 réacteurs commencés en 2009 (scénario de référence ou alternatif) et 36 ou 54 en 2010. Cela

représenterait une croissance si démesurée pendant ces deux années qu'il ne sert à rien d'épiloguer sur le taux de croissance négatif qui serait ensuite suffisant pour atteindre l'objectif final de 2030.

### Mise à jour août 2008

Selon le dernier rapport conjoint de l'IAEA et de la NEA<sup>29</sup> sur l'uranium (juin 2008), la puissance totale des réacteurs nucléaires en activité dans le monde serait de 509 GW ou de 663 GW selon l'hypothèse envisagée (basse ou haute).

### **Les réacteurs nucléaires dans le monde**

Les réacteurs nucléaires en activité dans le monde, avec indication de leur puissance en mégawatts et des dates du début de construction, de connexion au réseau électrique, de mise en service commercial, d'arrêt programmé ou prévu.

Excepté la date de mise hors service, toutes les données proviennent du système d'information sur les réacteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA ou IAEA : *International atomic energy agency*). Les réacteurs sont classés par année de mise à l'arrêt, puis par pays et par nom du réacteur.

La date d'arrêt d'un réacteur nucléaire est connue avec précision dans certains cas, par exemple avec le programme de sortie du nucléaire en Allemagne. Quelques autres réacteurs dans le monde seront arrêtés de façon prématurée pour des raisons diverses, comme l'absence de sécurité d'un réacteur (Lituanie) ou l'absence de solution pour la gestion des déchets du réacteur (Taiwan).

Pour les Etats-Unis, c'est la date d'expiration de la licence d'exploitation des réacteurs qui a été prise en compte, telle qu'elle figure dans les documents publiés par les autorités du pays. Certaines licences ont été prolongées, mais les nouvelles dates d'expiration ne sont pas toujours indiquées dans les documents publics.

Dans les autres cas, une durée de quarante ans de service a été retenue, bien supérieure à la durée pour laquelle les réacteurs ont été construits (trente ans le plus souvent) et supérieure à la durée de vie des réacteurs déjà mis à l'arrêt.

---

<sup>29</sup> NEA/AEN : *Nuclear Energy Agency / Agence de l'Energie Nucléaire.*



Cependant, il n'est pas certains que tous les réacteurs puissent atteindre cette durée de vie de quarante ans et encore moins de soixante ans comme le prévoient les extensions de licence américaines.

En effet, les parois de la cuve du réacteur et de son couvercle sont soumises à un flux de neutrons dont l'effet est augmenté par la température élevée et la forte pression à l'intérieur de la cuve (réacteurs à eau pressurisée, la grande majorité des réacteurs). Ceci provoque une érosion des parois de la cuve, le seul élément qui ne peut pas être remplacé dans un réacteur, à la différence d'une turbine, d'un alternateur ou des divers équipements auxiliaires.

Le tableau des réacteurs opérationnels, qui présente la situation en août 2008, sera mis à jour chaque année, en fonction des éléments nouveaux disponibles. Les extensions de licence d'exploitation jusqu'à 60 ans, lorsque c'est le cas, ont été prises en compte.

Pour réduire ou, tout au moins stopper la progression de la diffusion des gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub> et SO<sub>2</sub>), la solution la moins mauvaise est le développement à l'échelle mondiale de centrales nucléaires sécurisées. C'est une chance pour la France, qui dispose du meilleur savoir-faire en ce domaine, et qui peut donc exporter ses technologies. Pour son plus grand bénéfice et celui de l'ensemble de l'humanité. Loin d'être « inhumaine », l'énergie nucléaire semble être la plus intelligente.

Un peu de bon sens : en cinquante ans, il n'y a eu qu'un seul Tchernobyl et aucun accident grave et collectif avéré dû aux déchets radioactifs. Mais combien de milliards de tonnes de gaz polluants et cancérigènes émis, combien de marées noires, combien de morts dans les mines de charbon ?

En outre, le nucléaire nous semble être un facteur de paix, parce qu'il limite les conflits géopolitiques liés aux contrôles des sources et des routes d'énergie fossile. Des nations indépendantes énergiquement sont moins amenées à se combattre que des nations interdépendantes les unes des autres.

Pour conclure, nous comparerons l'énergie nucléaire à la démocratie selon la définition qu'en a donnée Winston Churchill : « un système terriblement imparfait, mais le moins mauvais de tous ».

## CHAPITRE 2 : GEOPOLITIQUE DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

### 1- Historique des relations régionales et rôle géopolitique de l'Iran

Vers la fin de la seconde guerre mondiale, les trois grands vainqueurs se sont réunis à la conférence de Téhéran pour discuter des questions de la guerre et du lendemain de la victoire. Dans leur déclaration ils ont surnommé l'Iran le « Pont de la victoire ». Un surnom qui signifiait parfaitement la réalité de la victoire des Alliés. Staline, Churchill et Roosevelt ont confié ce nom à l'histoire. Sans doute, si ce pont de la victoire se trouvait entre les mains des pays de l'Axe, le destin de la guerre aurait changé et les vaincus auraient remplacé les vainqueurs.

Plus de soixante ans nous séparent de la date d'attribution de ce surnom. L'histoire du monde a changé plusieurs pages, mais le rôle de l'Iran dans le monde n'en a pas été modifié pour autant. Un rôle qu'il a joué pendant plusieurs millénaires.

Le premier politologue qui, dès le lendemain de la guerre, a insisté sur le rôle de l'Iran dans l'avenir politique de la région, était un diplomate polonais, ambassadeur de son pays à Moscou avant la guerre mondiale. Au début de la guerre froide, il devint professeur d'université et conseiller en affaires étrangères des Etats-Unis dans les questions relatives au Moyen-Orient. Il insista sur le rôle clé de l'Iran compte tenu de ses longues frontières avec l'Union soviétique d'une part et du Moyen-Orient arabe et indirectement, par là, de l'Afrique du Nord de l'autre. Il décrivit l'Iran comme le barrage et l'obstacle principal au mouvement de Moscou en direction du monde arabe. L'attachement intense de la politique américaine à se succéder à la domination anglaise en Iran, démontre que ce pays était conscient de la place sensible de l'Iran dans la stratégie mondiale et en particulier dans l'affrontement Est-Ouest. La présence des Etats-Unis dans le traité de CENTO en tant qu'observateur et plus tard dans des traités bilatéraux, démontre clairement la position stratégique exceptionnelle de l'Iran entre les deux pôles belligérants. L'affrontement stratégique des deux parties se traduisait dans les hauteurs de Zagros.

Le changement des fronts et les évolutions politiques - la tombée du rideau de fer autour des frontières de l'ex-Union soviétique et l'ouverture des frontières politiques

et économiques dans la grande Asie - ont ouvert de nouveaux horizons surtout au début du XXI<sup>e</sup> siècle où le monde s'est trouvé subitement face à une situation différente, inconnue et confuse. Cette situation n'a non seulement pas réduit la place stratégique de l'Iran, au contraire, elle l'a renforcée. Si les puissances internationales monopolistiques ne tentent pas des actions aventurières, le monde, après avoir traversé l'époque néo-coloniale, rentrera dans son chemin naturel d'évolution. Tout en insistant sérieusement sur le danger de la puissance unique qui s'efforce de revenir à la loi de la jungle dans une époque où on espère l'instauration d'un système international convenable et qui s'érige face à la civilisation et viole la sécurité des peuples, les témoignages, dans leur ensemble révèlent un horizon éclatant pour la solidarité mondiale, continentale et régionale.

On peut, dans cet horizon, apercevoir l'image de l'Asie de demain. Une Asie prête à la renaissance après des siècles de sommeil et d'oppression. L'avenir de l'Asie a, dès aujourd'hui, suscité l'intérêt de l'Occident. Le Japon appartient au XX<sup>e</sup> siècle. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la Chine et l'Inde sont devenus les avant-gardes de l'Asie. Cependant, cela ne signifie guère que les autres pays asiatiques en particulier ceux de l'Asie centrale et occidentale, se contentent d'attendre l'avenir. Dans un monde où la distance qui sépare l'Est et l'Ouest, grâce aux technologies de communication, s'est réduite à la distance entre deux trottoirs d'une même rue, l'Asie libérée du colonialisme et se faufilant à travers les mailles du néo-colonialisme, est prête à lancer le char de la civilisation sur le globe. Avec la renaissance asiatique - après une période de stagnation et d'impuissance -, le monde contemporain se ressaisit. Chaque partie de l'Asie avance vers l'épanouissement. Dans ces épanouissements, une place importante et notable est réservée à l'Iran.

Dans l'histoire, tout changement et une évolution naturelle sur terre, poussaient les habitants à se déplacer. Ces déplacements du nord vers le centre, l'est et l'ouest du continent s'effectuaient en harmonie avec la nature.

L'histoire de la civilisation a attentivement suivi le déplacement des ariens, des peuples bergers et éleveurs d'animaux domestiques. Les Indo-européens se sont installés en Inde, sur le plateau d'Iran et en Europe. Nous savons que le plateau d'Iran, détient son nom de ces nouveaux arrivants. Avant leur arrivée, d'autres peuples vivaient dans ces régions avec lesquels ils se sont mélangés et ils sont entrés

en possession de leurs apports. Les vestiges de ces civilisations progressivement découverts à partir du XX<sup>e</sup> siècle, remontent à sept mille ans et dépassent les trois mille cinq cents ans qui nous séparent de l'arrivée des Ariens et de leur installation dans cette région.

Après l'arrivée des Ariens, ce passage de civilisation et de l'histoire ne fut pas obstrué. Cependant, en tant que cadre géographique, il eut un nom et les futurs déplacements de population - qui ne furent pas négligeables - se sont reliés à ce nom. Le plateau d'Iran, fut nom seulement le passage de grandes et petites migrations de population, mais le pont entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe et des peuples de différentes contrées ; il joua ainsi un rôle notable dans le destin de l'est et de l'ouest de l'Asie, mais aussi de l'Afrique et de l'Europe.

Parmi les déplacements de population ultérieurs nous en connaissons particulièrement trois qui, en Iran et parallèlement dans les trois anciens continents, ont laissé leur empreinte dans l'histoire. Le déplacement des peuples de l'Europe occidentale avec à leur tête Alexandre de Macédoine mit un terme à la domination mondiale de deux siècles des Achéménides sur l'ouest de l'Asie, le nord de l'Afrique et l'est de l'Europe. Après avoir traversé le plateau iranien, Alexandre s'avança jusqu'à l'ouest de l'Inde. Sur son trajet, il installa des colonies et répandit la civilisation hellénique jusqu'en Inde occidental, mais avec une influence limitée.

La seconde immigration se déroula sous la bannière de l'Islam et de Mahomet. Ce mouvement était dû à l'augmentation du nombre des tribus arabes et la possibilité de leur mobilisation. Il prit deux orientations. La première, la voie européenne, à la suite des affrontements avec l'empire byzantin leur fut fermée. La deuxième, en traversant la Mésopotamie et le passage du plateau iranien où régnait le dernier roi sassanide, elle suivit le chemin d'Alexandre. L'Islam n'avait pas encore cinquante ans d'histoire que les tribus arabes installées en Iran se mélangèrent de manière d'abord violente puis ségrégationniste avec la population locale. Elles s'établirent progressivement dans les plaines longeant les déserts et dans les hauteurs de Zagros. Aujourd'hui encore, outre des tribus qui vivent au Khouzistan, on trouve dans les villes du centre de l'Iran et même à Khorassan, des noms qui sont des survivances des tribus arabes, mais les tribus se sont dissoutes dans la population autochtone.

Le troisième déplacement de population, fut celui des tribus turques qui, au début, trouvèrent un marché, par le biais de la traite d'esclaves sur le plateau d'Iran. Plus tard, certains esclaves devinrent d'importants chefs de guerre. Et, en troisième lieu, les tribus turques se ruèrent par vagues successives et se chargèrent de la surveillance des frontières du califat islamique vis-à-vis de Byzance. Les Ghoshs instaurèrent le règne de la dynastie des Séleucides en Iran et à l'ouest de l'Asie. Les Turcomans, leurs ancêtres, avaient préparé le chemin à la victoire de l'armée séleucide. L'instauration de cette puissance prépara le terrain à l'invasion des mongols dirigés par Gengis Khan. Une invasion qui reste un symbole de tyrannie et de destruction dans l'histoire. Elle facilita l'arrivée de Turcs, des Tatares et des Mongoles dans toute l'Asie et plus tard des Ottomans en Europe. En détruisant l'empire byzantin, ils réussirent à réaliser ce dont l'Islam agressif avait été incapable. Ce qu'avaient fait les Mongols avec le califat islamique à Bagdad. Il n'est pas nécessaire de signaler que l'invasion d'Alexandre jusqu'à l'ouest de l'Inde aurait dû faire disparaître l'empire d'Iran, de même que celle des vagues successives des tribus arabes après la chute de la dynastie sassanide, ainsi que celle des tribus turques.

Dans toutes ces périodes, l'Iran n'avait pas simplement un rôle passif. Le rôle actif de l'Iran commençait dès la chute de la fièvre des agresseurs. La civilisation et la culture iraniennes commençaient à se mélanger ou à métamorphoser celles des occupants. Pour mieux se rendre compte de la puissance de cette influence, il suffit de signaler que la Grande-Bretagne s'est efforcée pendant un siècle de remplacer en Inde la langue persane par l'anglais. Alors que l'Iran ignorait l'imprimerie, des journaux en langue persane étaient publiés en Inde. Le sultan ottoman qui combattait le roi séfévide, composait des poèmes en persan. La culture iranienne, indépendamment du pouvoir politique, s'exportait vers des régions plus ou moins lointaines. Ibn Battûta, le voyageur tunisien, qui avait traversé la Chine durant la première moitié du huitième siècle après l'hégire, rapporte que les interprètes chantaient en persan, et il rapporte quelques vers d'un poème de Saadi récemment disparu. Certains grands poètes iraniens, sont indiens, soit qu'ils viennent de l'Inde, soit qu'ils y aient immigré. Le Cachemire doit être appelé le « petit Iran ». La présence de l'Iran peut être décelée jusqu'à la frontière de la Chine. À partir du cinquième siècle après l'hégire, les tribus turques arrivent progressivement au nord-ouest du plateau iranien

et s'y installent. À l'époque de la domination de l'empire ottoman sur l'Europe occidentale, la Bosnie devint un des centres de la culture iranienne.

La langue et la culture iraniennes n'ont pas été propagées par l'armée iranienne, elles ont été exportées par les Turcs. Les relations commerciales ont également été un des axes de la propagation de la langue persane. La culture iranienne est celle de l'harmonie et de la coexistence. Ceci constitue un des secrets de la persistance de la nation iranienne. La composition de la population iranienne en est également une preuve. Elle comporte des peuples et des traditions divers.

Par ailleurs, les relations entre l'Iran et l'Asie centrale, s'étaient éteintes à partir de la seconde décennie du XXe siècle à la suite de la muraille de fer entre les territoires de l'empire du tsar et de leurs voisins.

En Inde, la Grande-Bretagne s'efforça de propager officiellement la langue anglaise pour isoler la langue persane qui y était courante. Or, ce lit désert du fleuve ne demande qu'à être de nouveau abreuvé. L'Inde et les autres territoires ont besoin de supprimer les obstacles coloniaux érigés par le colonialisme occidental en Asie. De même que l'Iran....

Le XXI<sup>e</sup> siècle dégage de nouveaux horizons en Asie et dans le monde. Si le mouvement mondial du développement harmonieux se développe sans tomber dans les pièges dangereux tendus par les nouveaux conservateurs mondiaux sous l'égide de l'actuel gouvernement américain, l'Iran jouera de nouveau son rôle - loin des actions moyenâgeuses - établissant des liens entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

Ce rôle est dû, en premier lieu, aux conditions géographiques de l'Iran, un plateau situé dans l'intersection des terres et des eaux et de sa richesse naturelle pour satisfaire les besoins industriels et énergétiques, auxquels il conviendrait d'ajouter les axes maritimes et terrestres immédiats. Il réside également dans les liens du peuple iranien avec les peuples de l'Asie centrale et de la Chine, liens interrompus par les obstacles érigés par le néo-colonialisme. La suppression de ces obstacles permettra à l'Iran de jouer son rôle dans la solidarité de l'Asie, avec des perspectives plus larges que la solidarité de l'Amérique latine. Le rôle de l'Iran dans les lendemains épanouissants de l'Asie, doit être étudié de manière plus précise et sous différents aspects.

## **La question nucléaire iranienne, défis et tensions**

L'histoire du nucléaire iranien est longue, compliquée, escarpée et mal comprise. Certains même disent qu'elle est marquée par l'ambiguïté. Dans ce qui suit, nous essayerons d'apporter des éléments d'information, non seulement pour clarifier l'histoire, mais aussi pour situer le contexte dans lequel les activités nucléaires iraniennes continuent à se déployer.

### **A- Aperçu des faits**

Remarquons d'abord que l'on peut reconnaître plusieurs périodes distinctes et foncièrement dissemblables de l'histoire du nucléaire iranien, à savoir :

- le début des activités d'enseignement et de recherche (dans les années '60) ;
- le lancement d'un vaste plan de maîtrise de technologie et de construction de centrales nucléaires (1974) ;
- l'arrêt presque complet des activités à la suite de la Révolution de 1979,
- la reprise des activités au début des années '90 ;
- la révélation des activités nucléaires iraniennes en 2002 et les réactions hostiles des grandes puissances, particulièrement en Occident.

#### ***1. Les débuts***

C'est dans les années '60 que les activités d'enseignement et de recherche dans le domaine nucléaire ont commencé en Iran. En effet, un centre de recherche créé à la Faculté des Sciences de l'Université de Téhéran a organisé des cours de physique et de chimie nucléaires au niveau de la licence, et des cours dans le domaine des applications de l'énergie nucléaire et, en particulier, l'utilisation des radio-isotopes dans la médecine, l'agriculture et l'industrie, ainsi que des cours élémentaires concernant les réacteurs nucléaires au niveau de la maîtrise.

Ce centre de recherche était doté d'un réacteur de recherche de type « *swimming-pool* » d'une puissance thermique de 5MW fourni par les Etats-Unis, et comportait quelques laboratoires, en particulier pour l'étude et la production de radio-isotopes.

Quelques-uns des spécialistes nucléaires ont acquis une première formation dans ce centre.

## ***2. Le grand saut***

Dans les premiers mois de 1974, l'Organisation de l'énergie atomique de l'Iran (OEAI) a été créée pour lancer un programme important de construction de centrales nucléaires et de maîtrise du cycle du combustible nucléaire.

Les motifs conduisant à cette décision peuvent être résumés comme suit :

- le Shah d'Iran plaidait toujours pour le remplacement du pétrole par d'autres sources d'énergie, en particulier pour la production d'électricité. Il considérait, à juste titre, que le pétrole est une matière première de grande utilité dans l'industrie chimique et qu'il est raisonnable de limiter, autant que possible, son utilisation comme source d'énergie. Pour produire de l'électricité à grande échelle, il fallait, donc, compter sur le gaz, le nucléaire et l'hydraulique ;
- à la suite de l'augmentation importante du prix de pétrole en 1973, l'Iran disposait de revenus suffisants pour lancer de grands projets d'infrastructure, et le secteur énergétique était prioritaire. En effet, la consommation d'énergie affichait une croissance de plus de 10% par an ;
- une vision à long terme de la politique énergétique impliquait une réinjection dans le domaine de l'énergie, des fonds provenant de l'exportation du pétrole.

L'énergie nucléaire paraissait alors comme un choix incontournable. Non seulement l'expérience des autres pays engagés dans ce domaine démontrait que cette énergie était compétitive, mais en dehors du gaz naturel qui faisait aussi l'objet d'une attention particulière, il n'existait pas d'autres technologies ayant atteint un degré de maturité suffisant.

Le programme qui a pris corps à l'OEAI avait une vision ambitieuse à long terme et un caractère pragmatique dans l'application. La vision à long terme consistait à doter l'Iran d'une industrie nucléaire efficace pour atteindre un degré d'indépendance technologique souhaité.



Le pragmatisme et la progressivité des actions nous étaient imposés par l'insuffisance, en quantité et en qualité, des cadres spécialisés dont nous disposions, l'état peu avancé de l'industrie nationale, les insuffisances des infrastructures du pays et, surtout, la difficulté de trouver des sites convenables pour installer des centrales nucléaires. Ainsi, il n'y a pas eu de plan préétabli d'installer une certaine puissance à une certaine date, et tout ce qu'on a raconté à ce sujet dans la littérature est sans fondement. L'OEIA a entrepris un vaste programme de formation de spécialistes nucléaires et a fait appel aux chercheurs et ingénieurs iraniens qui, dans différents pays du monde, avaient acquis une expérience dans les domaines qui nous intéressaient.

Ainsi, avant la Révolution, l'OEAI disposait d'un cadre de spécialistes et de chercheurs bien en place pour réaliser le programme qui prenait, petit à petit, forme. Nous disposions alors d'un millier de spécialistes ayant un diplôme de maîtrise ou de doctorat, et peut-être de l'ordre de deux mille autres au niveau de la licence. En ce qui concerne les centrales nucléaires, quatre unités étaient en construction : deux à 30 km de Bouchehr d'une puissance unitaire de 1200 MW et deux à Darkhouin à une quarantaine de kilomètres de la ville d'Ahvaz et d'une puissance unitaire de 900 MW. La Société « Kraftwerk Union » (K.W.U.), filiale de la société allemande Siemens était chargée de la construction de la centrale de Bucer, alors que la société française « Framatome » était en charge de la centrale de Darkhouin. Les deux unités de Bouchehr devaient être opérationnelles respectivement en 1980 et 1981, et les deux unités de Darkhouin en 1982 et 1983. L'OEAI était aussi en pourparler avec K.W.U. pour la création de deux autres centrales d'une puissance totale de 4.800 MW.

La centrale de Bouchehr situant au bord du Golfe Persique, une grande usine de dessalement d'eau de mer était en construction sur ce site. La société japonaise « Mitsubishi » était chargée de la construction de cette usine dont la capacité de production était de 200.000 m<sup>3</sup> d'eau par jour. L'énergie thermique nécessaire pour le fonctionnement de cette usine provenait de la centrale nucléaire dont les plans étaient légèrement modifiés à cette fin. L'existence d'électricité et d'eau à profusion aurait permis la transformation de la région aride de Bucer en un complexe industriel et agricole important. En ce qui concerne le combustible nucléaire, les constructeurs des centrales avaient pris l'engagement de fournir le combustible nécessaire pendant 10 ans. D'autre part un plan important était mis en application pour la prospection et la

production d'uranium. En outre, un accord fut conclu avec la société minière « RTZ » pour une participation iranienne dans l'exploitation des mines d'uranium en Namibie. D'autres accords concernaient la prospection et l'exploitation de mines d'uranium en Afrique et ailleurs, avec la collaboration de sociétés minières française et allemande.

L'Iran a acquis une participation de 10% dans le consortium « Eurodif », qui construisait une grande usine d'enrichissement d'uranium en France, avec droit d'accès à 10% de la production de cette usine. Il faut mentionner aussi un projet d'installation en Iran, d'une usine de fabrication de combustible nucléaire. Sur le plan de la recherche et du développement, un effort important a été fait pour compléter les laboratoires et les équipements du centre de recherche nucléaire de Téhéran, qui était transféré de l'Université de Téhéran à l'OEAI. Dans ce centre, des projets avancés étaient mis à exécution. Parmi ces projets, il convient de mentionner celui de recherche portant sur l'enrichissement d'uranium par laser. Un deuxième centre de recherche a été créé à Téhéran pour l'étude des applications des radio-isotopes.

D'autre part, un grand centre de technologie nucléaire était en construction à Ispahan, en collaboration avec le Commissariat à l'énergie atomique français. Ce centre devait être une structure d'appui technologique pour le programme de la production d'électricité nucléaire en Iran, en particulier dans le domaine du cycle du combustible.<sup>30</sup> Précisons que le Shah d'Iran avait écarté l'option de recourir à la fabrication d'armes nucléaires, pour la simple raison que l'Iran jouissait déjà d'une supériorité militaire dans la région du Moyen-Orient. Un programme de fabrication d'armes nucléaires aurait créé un handicap majeur pour notre programme civil, du fait qu'il aurait amené les pays nucléaires à refuser toute coopération avec l'Iran.<sup>31</sup>

### ***3. Le démantèlement ... un début de dénucléarisation ?***

Dans les turbulences de la Révolution iranienne, l'énergie nucléaire était considérée comme une activité superflue et coûteuse. Les responsables fraîchement désignés à la

---

<sup>30</sup> Pour l'histoire du programme nucléaire iranien avant la Révolution de 1979, voir : Akbar Etemad, « *Barnâmeie Energie Atomie Iran* » (Le programme d'énergie atomique de l'Iran), interview par Gholam Reza Afkhami (en langue persane). L'ouvrage est épuisé mais on peut retrouver le texte sur le site [www.fis-iran.org](http://www.fis-iran.org).

<sup>31</sup> Pour une discussion concernant le programme nucléaire iranien, surtout sous l'angle de la non-prolifération, voir : Akbar Etemad, chapitre 7 (Iran), dans *A European Non-Proliferation Policy, Prospects and Problems*, Clarendon Press, Oxford, 1987.

tête de l'OEAI, emportés par leur ferveur révolutionnaire, trahis par leur manque de connaissance du domaine nucléaire ou encore confondus par des jalousies, se sont donné pour tâche d'arrêter l'exécution du programme, de démanteler les équipes de spécialistes en place et de réduire l'OEAI à un maigre noyau sans âme et sans mission.

Cet état de choses a amené la France et l'Allemagne à mettre fin à leur coopération et à arrêter les travaux de construction de centrales nucléaires et du Centre de technologie nucléaire d'Ispahan, invoquant tantôt les incertitudes liées au branle-bas post révolutionnaire, tantôt le non-paiement par l'OEAI des frais des travaux en cours.

L'état de guerre avec l'Irak dès 1980 et les opérations militaires par les forces armées irakiennes sur le sol iranien, enclenchant une guerre de huit ans, n'ont pas arrangé les choses : en fait pendant un long moment, les activités nucléaires n'ont pas pu reprendre de la vigueur.

#### ***4. La reprise***

C'est vers la fin des années '80 et au début des années '90 que les autorités iraniennes ont décidé de reprendre les activités nucléaires. Cette reprise s'annonçait extrêmement difficile et hasardeuse, pour deux raisons principales :

- l'OEAI était très affaiblie par suite de l'arrêt des programmes et le départ, volontaire ou forcé, de la majorité des cadres compétents ;
- les pays occidentaux avancés dans le domaine nucléaire avaient effectivement arrêté toute coopération avec l'Iran, pour des motifs devenus politiques.<sup>32</sup>

Face au refus de coopération de la part des occidentaux, l'Iran n'avait d'autre choix que de se tourner vers la Russie ou la Chine.<sup>33</sup> Un accord de coopération a été signé avec la Chine en 1990 pour le transfert de la technologie du cycle du combustible nucléaire. Cet accord a permis à l'Iran de se lancer dans la réalisation de certains

---

<sup>32</sup> Akbar Etemad : « Nucléaire iranien : quelques questions aux Européens », *Le Monde*, janvier 2005.

<sup>33</sup> Pour une discussion sur les activités nucléaires iraniennes depuis la Révolution, voir : Reza Khazaneh, *Iran : avancées et maîtrise des programmes nucléaires*, Politique étrangère, 4 : 2008, IFRI.

projets, mais, au début de l'année 1996, les Chinois ont brusquement mis un terme à leur coopération, probablement sous la pression des Etats-Unis.

L'Iran a dû alors poursuivre avec beaucoup de difficultés son effort dans le cycle du combustible, ne comptant que sur ses propres capacités.

Malgré tout, le programme réalisé jusqu'ici a été couronné de succès et on peut dire qu'à présent, l'Iran maîtrise de manière conséquente, la technologie en amont du cycle du combustible. Il s'agit de l'exploitation des mines d'uranium, des différentes transformations chimiques concernant les composés d'uranium, de l'enrichissement de l'uranium et de la fabrication du combustible.

La coopération avec la Russie porte sur l'achèvement de la première unité de la centrale de Bucer Un contrat a été signé en 1995 à cet effet, mais il s'agissait d'un projet difficile à réaliser à cause des problèmes techniques liés à l'adaptation du projet russe à la structure existante. Toujours est-il qu'après quatorze ans cette centrale n'est pas encore en fonctionnement. Tout récemment les tests des équipements de la centrale ont commencé à Bucer et il a été annoncé que la mise en fonctionnement est prévue pour la fin de l'année 2009. La puissance de la centrale sera de 1000 MW.

L'OEAI a, également, d'autres projets en exécution. Mentionnons la construction d'un réacteur de recherche et d'essai des matériaux à eau lourde d'une puissance de 40 MW près de la ville d'Arak, où une usine de production d'eau lourde fonctionne déjà. Ce réacteur est de type très avancé et lorsqu'il sera mis en fonctionnement, ce sera un succès technologique très important pour l'OEAI. Il existe aussi un projet de construction de centrale nucléaire de type « eau légère pressurisée » (PWR). L'exécution de ce projet exige non seulement une expertise nucléaire sophistiquée, mais aussi la participation d'une industrie de pointe pour fabriquer les équipements de la centrale dont la puissance visée est de 360 MW.

L'ensemble de ces projets montre que l'OEAI a atteint un grand degré de maturité technologique et que les performances de l'industrie du pays sont à la hauteur des projets nucléaires avancés. Il faut aussi ajouter que la grande majorité des cadres scientifiques et techniques de l'OEAI et des industries qui participent à la réalisation des projets a été formée dans les universités du pays. On peut alors conclure que le

refus des puissances nucléaires occidentales de coopérer avec l'Iran dans le domaine nucléaire a eu, en fin de compte, un effet bénéfique extrêmement important pour l'Iran, en forçant ce pays à améliorer, de façon significative, son potentiel scientifique, technologique et industriel.

### **5. La révélation**

Depuis qu'en 2002 le nouveau programme nucléaire iranien est connu dans le monde, une ère de suspicion et d'accusation a commencé et continue à ce jour.

Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux, ainsi qu'Israël, ont lancé une campagne assourdissante sur la nature de ce programme. Ces pays soupçonnent l'Iran de vouloir se donner les moyens de fabriquer des armes nucléaires. L'argument avancé est que l'Iran garde depuis quelque temps le secret de l'étendue de son programme, et qu'en n'en informant pas l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), n'a pas respecté ses engagements dans le cadre du protocole de contrôle et des garanties signé avec l'Agence.

Il y a un débat de caractère technique et juridique sur le degré de manque de transparence du programme iranien, qu'il ne convient pas de traiter ici. Toujours est-il que, depuis 2003 l'Iran continue à coopérer avec l'AIEA et à soumettre au contrôle de l'Agence, ses nouvelles activités nucléaires. On connaît la suite : les différents rapports du directeur général de l'AIEA empreints d'une certaine ambiguïté, donnant lieu à des interprétations divergentes, l'envoi par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA du dossier iranien au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et les sanctions imposées par le Conseil contre l'Iran en demandant l'arrêt complet des activités d'enrichissement d'uranium.

Il y a eu une phase de négociations entre trois pays européens (le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne) et l'Iran, amenant ce pays à suspendre pendant un certain temps l'enrichissement d'uranium et la mise en application du protocole additionnel de l'AIEA, alors que l'Iran n'avait pas signé et ratifié ce protocole. Tout ceci n'a pas apaisé l'ardeur des pays européens qui n'ont alors rien proposé de solide et de convaincant en échange à l'Iran.<sup>34</sup>

---

<sup>34</sup> Pour une présentation détaillée de la crise du nucléaire iranien, voir : Jahangir Amuzegar, « *Nuclear Iran: Perils and Prospects* », *Middle East Policy*, Vol.XIII, N°2, Summer 2006.

Il faut ajouter que les Etats-Unis ne participaient pas directement à ces négociations, sauf lors d'une phase ultime, mais menait une lourde campagne, tambour battant, contre l'Iran en se réservant, même, l'option d'une intervention militaire en Iran. De son côté Israël attisait les flammes en demandant l'interdiction de toute activité nucléaire en Iran et en annonçant qu'il bombarderait les installations nucléaires iraniennes si ses desiderata n'étaient pas satisfaits. Face aux rodomontades des pays occidentaux, les plus hautes autorités iraniennes ont toujours affirmé que l'Iran était membre du Traité de la Non-prolifération des Armes Nucléaires (TNP) et n'avait aucunement l'intention de fabriquer des armes nucléaires et que le programme nucléaire iranien était entièrement orienté vers des applications civiles et que, n'en déplaise aux occidentaux, en vertu de l'article IV du TNP la maîtrise de la technologie nucléaire civile est le droit inaliénable du peuple iranien.

D'ailleurs, tout montre que le peuple iranien dans son ensemble, appuie les efforts du gouvernement dans cette voie et qu'il n'admet pas que la volonté de puissance d'un certain nombre de pays interdise à l'Iran l'accès à une technologie dont ils se sont eux-mêmes emparés et en ont fait, de surcroît l'instrument de leur puissance industrielle et militaire. Autrement dit, face à l'acharnement des puissances occidentales, l'exécution du programme nucléaire est devenue la première cause nationale en Iran.

Dans les pays du Tiers-monde et les pays musulmans, les activités nucléaires de l'Iran ont été accueillies par un consentement général. En effet, le Mouvement des non-alignés ainsi que l'Organisation de la conférence islamique ont appuyé la position de l'Iran en insistant sur le droit de ce pays de développer son programme nucléaire à des fins pacifiques.

Quant aux décisions du Conseil de sécurité, les autorités iraniennes les ont rejetées purement et simplement, en y discernant la volonté de puissance des pays occidentaux dans le cadre d'une politique visiblement discriminatoire. Ajoutons que la position de la Russie et de la Chine, en tant que membres permanents du Conseil de Sécurité, a été de modérer et, parfois, de contrecarrer l'ardeur des Etats-Unis et ses

alliés occidentaux. Sans l'attitude modératrice de la Russie et de la Chine, les sanctions auraient été plus sévères.

Il est difficile de mesurer l'effet des sanctions sur l'économie iranienne, mais il est indéniable qu'elles ont gêné de façon sensible le développement économique du pays, surtout à une période où l'Iran fait déjà face à une crise économique pour des raisons internes.

Quant à la détermination du gouvernement iranien de poursuivre son programme nucléaire, il ne semble pas que les sanctions, ni d'ailleurs les menaces d'intervention militaire, aient pu avoir l'effet escompté.

## **B- Analyse politique de la crise**

Dans cette sphère d'activité et de relations, beaucoup s'est passé et se passe à huis clos. Même techniquement, le secret industriel est de rigueur sous peine de sanctions assez sévères. Qu'en est-il alors de ce qui est exposé ?

### ***1- Le cadre diplomatique***

Le cadre diplomatique bi- et multilatéral de Téhéran lui permet, avec l'Arménie du président Kocharian en contrepoint de la montée en puissance de l'Azerbaïdjan dans le premier cas et l'admission comme « observateur » à l'Organisation de coordination de Shanghai (OCS) dans le second, la démultiplication des effets de la stratégie choisie qui rend difficile la pression et relativise les effets de la menace sous peine de la voir provoquer par contagion l'internationalisation de la crise à une plus grande échelle encore. L'OCS entre maintenant dans une nouvelle phase de développement lors du dernier sommet du 15 juin 2006. Les six pays membres (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan) ont signé une dizaine d'accords sur la lutte anti-terrorisme mais également sur des questions d'éducation et de coopération commerciale et financière. Était présent encore en tant qu'observateur avant adhésion, le président Mahmoud Ahmadinejad (qui a évoqué le renforcement d'un « arc pétrolier et gazier russo-iranien ») ainsi que trois autres pays observateurs (la Mongolie, l'Inde et le Pakistan). L'OCS regroupe donc quatre puissances nucléaires que sont la Russie, la Chine, l'Inde et le Pakistan, qui, si on les regroupait de façon factice bien sûr, représenteraient une masse géostratégique mondiale considérable, une sorte de bloc s'étendant du détroit de Béring aux frontières de l'UE

en passant par la Russie, traversant la chine puis l'Inde pour aboutir au Pakistan et atteignant l'Iran qui arriverait aux frontières de l'Irak, passant le détroit d'Ormuz et aboutissant au golfe Persique.

## **2- L'état actuel du TNP**

L'ensemble des argumentations des pays occidentaux repose sur le TNP et le système de contrôle et garanties de l'AIEA qui en découle.

Le TNP était, en fait, un marché proposé par les trois pays architectes et dépositaires de ce traité (Etats-Unis, Union Soviétique et Royaume Uni) aux pays non détenteurs d'armes nucléaires. En échange d'un engagement de renoncer à l'arme nucléaire (article II), il y a la reconnaissance du droit inaliénable de tout pays membre du traité de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Cette reconnaissance s'accompagne de l'engagement de tous les membres à faciliter un échange d'équipements, de matériaux et de renseignements scientifiques et techniques en vue de l'utilisation civile de l'énergie nucléaire (article IV). De plus, les pays détenteurs d'armes nucléaires et reconnus comme tels par le traité (Etats-Unis, Union Soviétique, Royaume-Uni, France et Chine) se sont engagés à entreprendre, en toute bonne foi et dans un bref délai, les mesures nécessaires pour mettre fin à la course aux armements nucléaires, en vue d'un désarmement nucléaire faisant l'objet d'un traité de désarmement général et complet (article VI).

Un grand nombre de pays qui n'avaient ni le potentiel nécessaire, ni la motivation sécuritaire et politique pour fabriquer l'arme nucléaire ont adhéré à ce traité pour bénéficier des promesses qu'il comporte. Mais un certain nombre de pays (appelés les *threshold countries*) potentiellement aptes à produire l'arme nucléaire, le jour venu, ont refusé d'y adhérer. On peut citer le cas de l'Inde, du Pakistan, de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, d'Israël, de l'Egypte, de l'Algérie parmi d'autres. Certains de ces pays ont adhéré au traité beaucoup plus tard. Mais l'Inde, le Pakistan et Israël sont toujours restés à l'écart du traité. La Corée du Nord qui avait adhéré au traité s'en est retirée en 2003 en invoquant l'article N°X de celui-ci.

Depuis l'entrée en application du TNP, cinq pays ont procédé à des explosions nucléaires ou ont produit des armes nucléaires, à savoir : l'Inde, le Pakistan, Israël,



l’Afrique du Sud et la Corée du Nord. L’Afrique du Sud a renoncé un peu plus tard à l’arme nucléaire et a rejoint le TNP.

En 1975, seulement quelques années après l’entrée en application du TNP, les pays détenteurs de la technologie nucléaire se sont réunis, à huis clos, à Londres pour imposer des restrictions draconiennes sur l’exportation de technologie, d’équipements et de matériaux nucléaires vers d’autres pays. Ainsi ce « Club de Londres » (ou *Suppliers’ Group*) n’a pas eu de scrupule pour faire fi de l’article N°IV du TNP, bafouant, par la même, l’espoir des pays qui comptaient sur un transfert de technologie pour l’utilisation civile de l’énergie nucléaire. Ainsi la première promesse du TNP a volé en éclats.<sup>35</sup>

Les décisions du « *London Suppliers’ Group* » n’ont pas manqué de soulever une vague de mécontentement et de protestations dans les pays qui espéraient pouvoir obtenir l’accès à la technologie nucléaire. Face à cette situation, une grande conférence internationale sur le transfert de la technologie nucléaire a été organisée à Persepolis et Chiraz en Iran, en avril 1977, à l’initiative de l’OEAI et avec la coopération des « *American Nuclear Society* », « *European Nuclear Society* » et « *Japan Atomic Energy Society* ».

Lors de cette conférence, des avis presque unanimes ont été exprimés contre les décisions du club des fournisseurs de Londres, non seulement de la part des responsables et spécialistes des pays importateurs de la technologie nucléaire, mais également par les responsables de l’industrie nucléaire dans les pays exportateurs.<sup>36</sup>

Quant à la deuxième promesse du TNP, depuis quarante ans, aucun effort sérieux n’a été entrepris dans le sens d’un désarmement nucléaire total. Bien au contraire les pays nucléaires, surtout les Etats-Unis, ont continué à développer et à raffiner leurs armements nucléaires. D’ailleurs les Etats-Unis ont refusé de ratifier le Traité

---

<sup>35</sup> Pour une présentation des différents aspects des décisions du « *London Suppliers Group* » voir : Bertrand Goldschmidt et Myron B. Kratzer, « *Peaceful Nuclear Relations : A Study of the Creation and the Erosion of Confidence* », World Nuclear Energy; *Toward a Bargain of Confidence*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1982.

<sup>36</sup> « *Proceedings of the Conference on Transfer of Nuclear Technology* », *Persepolis and Chiraz*, Iran, 10-14 Avril 1977, Vol. 1 à 4. *Publications Division, Atomic Energy Organization of Iran*, voir : Akbar Etemad, *Inaugural Speech (Vol.1)*, voir aussi *Persepolis Prospectus for Peace*, Mai 2009. A. Etemad - *Les enjeux géostratégiques entre les États-Unis et l’Iran Nuclear Power* par les présidents des trois sociétés nucléaires américaine, européenne et japonaise, vol.4.

d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires (TICE). Ainsi, la deuxième promesse du TNP est restée lettre morte.

Qu'est-ce qu'il reste alors du TNP ? Il reste seulement l'engagement des pays non nucléaires, de renoncer à l'acquisition d'armes nucléaires (article N°II) et de se soumettre au contrôle de l'AIEA et à son système d'inspection (article N°III). Que reçoivent-ils en échange ? Rien. Le TNP devient ainsi un instrument de ségrégation. Il en résulte un contexte dans lequel un petit nombre d'Etats s'arrogent un droit qu'ils refusent à la grande majorité des pays du monde. Il s'agit d'un système d'apartheid technologique qui va à l'encontre des idéaux et des principes de base de l'Organisation des Nations Unies.

Et même de l'AIEA, qu'en reste-t-il ? Cette agence avait pour mission la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en assistant les pays les moins avancés pour qu'ils accèdent à la maîtrise de la technologie nucléaire.

Une autre mission de l'agence consistait à contrôler les activités nucléaires des pays membres pour qu'elles ne dévient pas vers des applications militaires.

Or, avec les restrictions draconiennes imposées par les pays détenteurs de la technologie nucléaire, l'agence n'a plus rien, ou pas grand-chose, à offrir aux pays moins avancés. Il reste donc seulement la mission de contrôle qui évolue, sous l'impulsion des pays nucléaires, vers un concept de plus en plus contraignant mettant un frein à tout échange de connaissances, d'équipement et de matériaux dont un pays moins avancés a besoin pour exécuter un programme nucléaire digne de ce nom, sans subir la contrainte coûteuse d'un contrôle envahissant et sans devenir dangereusement dépendant, pendant longtemps, des pays fournisseurs. Il n'est donc pas étonnant de voir souvent dans la littérature de langue anglaise l'expression péjorative de « *U.N. watch-dog agency* » soit « agence chien de garde » pour dire l'AIEA de l'ONU.

### ***3- Le coût de la non-prolifération***

Il est clair que la non-prolifération a un coût économique et financier. Pour être équitable, ce coût aurait dû être entièrement à la charge des pays détenteurs d'armes nucléaires, du fait du privilège dont ils jouissent et qu'ils se réservent à eux-mêmes par le biais du système de non-prolifération. En réalité, ce sont les pays non détenteurs d'armes nucléaires qui supportent toujours les coûts, ceci à cause du

pouvoir discrétionnaire qui reste la prérogative des pays détenteurs de la technologie. Pour être plus clair, citons quelques exemples :

- les modalités de l'exercice du contrôle de l'AIEA sont extrêmement encombrantes et contraignantes pour tout pays soumis à ce contrôle. Ceci occasionne des frais qui ne sont pas du tout négligeables ;
- la politique des pays nucléaires est d'empêcher l'accès d'autres pays à la technologie de l'enrichissement de l'uranium et du retraitement de combustibles usés, tout en conservant eux-mêmes le monopole du marché. Il est clair que, du point de vue économique, ceci constitue un avantage considérable pour les pays fournisseurs, au détriment des pays récepteurs qui deviendraient, de fait, des clients forcés des pays nucléaires ;
- plus redoutable encore est l'état de dépendance des pays récepteurs par rapport aux pays fournisseurs. Le fonctionnement d'une centrale nucléaire qui s'étend sur plusieurs décennies est tributaire de l'approvisionnement en combustible pendant un temps considérable. Il est clair que le pays qui doit importer son uranium enrichi d'un autre pays, reste toujours soumis aux aléas des décisions de nature politique ou économique du pays fournisseur ; c'est un risque immense, car la construction d'une centrale nucléaire nécessite des investissements énormes et l'interruption de son fonctionnement, à cause du manque de combustible, occasionne des pertes économiques directes mais aussi indirectes par le manque de puissance électrique dans le réseau de distribution entraînant éventuellement des coupures de courant ;
- pour l'achèvement de la centrale nucléaire de Bucer, un accord fut conclu avec la Russie pour la construction de la centrale et la fourniture du combustible.

Or le moment venu, les Russes ont exigé que le combustible usé qui sortira de la centrale soit renvoyé en Russie parce qu'ils craignent que si le combustible reste en Iran, les Iraniens pourraient manipuler le combustible pour en extraire le plutonium afin de fabriquer l'arme nucléaire. L'Iran, n'ayant pas d'autre choix, a dû accepter cette exigence et a pris l'engagement de livrer aux Russes les combustibles usés.

Toutefois ce combustible a un prix, parce qu'il contient de l'uranium faiblement enrichi et du plutonium, les deux éléments pouvant être utilisés comme combustible pour alimenter des centrales nucléaires, ce qui se fait actuellement, en France par exemple, de façon courante.

Croyant le problème résolu, les Iraniens voient les Russes revenir à la charge en exigeant que les frais de transport des combustibles usés soient pris en charge par l'Iran. Or le transport, à quelques milliers de kilomètres, du combustible usé, fortement radioactif, n'est pas une mince affaire et comporte des coûts importants.

Cette fois aussi, les Iraniens ont dû céder au diktat des Russes. Il est clair que si la Russie, par précaution, voulait empêcher l'Iran de disposer des matériaux fissiles contenus dans le combustible usé, elle aurait dû accorder une compensation pour la valeur de ces matériaux (*buy-back policy*) et assumer les frais du transport des combustibles usés du site de Bucer jusqu'en Russie.

#### ***4- Le désordre***

La lettre du TNP exige que les pays détenteurs de la technologie nucléaire facilitent tout transfert de technologie, d'équipements et de matériaux, aux membres non nucléaires de ce traité, pour leur permettre de procéder à l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. L'esprit du TNP impose une règle de conduite aux pays nucléaires qui consiste à s'abstenir de toute collaboration avec les pays qui ont refusé d'adhérer au TNP.

Or en fait, c'est le contraire qui se passe. Tout en imposant des limitations draconiennes à tout transfert vers beaucoup de pays membres du TNP, les pays nucléaires affichent une attitude différente envers les pays qui ont refusé de signer le traité et qui, de surcroît, ont procédé à des explosions nucléaires et ont constitué un arsenal nucléaire :

- L'Inde n'est pas membre du TNP et a procédé à des explosions nucléaires. Au lieu d'être punie et mise à l'écart de toute coopération dans le domaine nucléaire, elle fait l'objet de convoitise de la part des pays détenteurs de technologie nucléaire. Les Etats-Unis et la France ont déjà signé des accords de coopération avec ce pays qui constitue un marché potentiel important.

- Le Pakistan, également, non membre du TNP et ayant fabriqué des armes nucléaires, est l'allié des Etats-Unis et reçoit chaque année des milliards de dollars d'aide pour servir ses intérêts politiques.
- Israël, encore un pays ayant refusé de rejoindre le TNP, a constitué un arsenal nucléaire, et ce qui est pire, avec l'aide de la France et des Etats-Unis. D'ailleurs on n'a pas entendu une voix officielle s'élever, dans les pays occidentaux, contre l'armement nucléaire israélien.
- La Corée du Nord aussi a procédé à une explosion nucléaire, après avoir dénoncé le TNP. Il y a, de temps en temps, des pourparlers sous l'égide des Américains, pour amener la Corée du Nord à renoncer à son programme nucléaire militaire. Ces démarches, effectuées mollement et sans contrainte pour la Corée du Nord, continuent depuis des années sans résultat.

Remarquons que l'Inde et le Pakistan sont en conflit sur le problème du Cachemire, qu'Israël est depuis soixante ans en guerre avec ses voisins ou certains de ses voisins, et que la Corée du Nord est issue d'une guerre qui a abouti à la division de la Corée et dont les séquelles maintiennent la tension dans la région.

C'est dans ce contexte que le Conseil de sécurité, sous l'impulsion des puissances occidentales, a décidé que l'Iran devait cesser ses activités d'enrichissement d'uranium et du cycle du combustible. En pratique, ceci veut dire une interdiction de toute activité nucléaire en Iran. Car dans la situation politique actuelle, il est exclu que l'Iran puisse faire confiance aux pays nucléaires pour lui fournir le combustible nécessaire pour son programme.

Citons un fait que beaucoup ignorent ou feignent d'ignorer, pour justifier la méfiance des autorités iraniennes envers les promesses ou même les engagements des pays occidentaux. L'Iran a obtenu une participation de 10% en investissant dans le consortium européen « Eurodif », bien avant la Révolution iranienne.

Eurodif construisait alors une usine d'enrichissement d'uranium en France. Cet actionnariat donnait à l'Iran le droit de se procurer les services d'enrichissement de l'uranium, au moins jusqu'à 10% de la capacité de l'usine.

Mais quelques années après la Révolution, les autorités françaises ont notifié à l'Iran que le gouvernement français n'autorisait pas l'exportation de l'uranium enrichi vers l'Iran. Il faut préciser que l'usine d'Eurodif produit de l'uranium faiblement enrichi (de l'ordre de 4 à 5%) qui ne peut être utilisé que pour alimenter les centrales nucléaires.

Dans ce contexte, il est normal que les autorités iraniennes décident de se lancer dans un programme hasardeux et coûteux pour maîtriser la technologie de l'enrichissement de l'uranium, pour ne compter, dans l'avenir, que sur leurs propres moyens.

Or c'est surtout ce programme qui a soulevé un tollé assourdissant dans les pays occidentaux conduisant aux résolutions du Conseil de Sécurité pour interdire l'enrichissement de l'uranium en Iran et imposer des sanctions économiques dont souffre seul le peuple iranien.

On voit donc un grand désordre dans ce qu'on conçoit abusivement comme l'ordre nucléaire mondial. En effet le TNP, par son application limitative et discriminatoire est devenu un moyen de mainmise des pays nucléaires sur les activités nucléaires de caractère civil dans le monde. En fait, ces pays exploitent le traité au gré de leur politique internationale et de leurs intérêts économiques. La crise autour du nucléaire iranien en constitue un cas flagrant.

Alors il ne faut pas s'étonner de voir un analyste éminent de la géostratégie, Michael McGwire, écrire en 2005 : « Signé en 1968, le Traité de Non-prolifération Nucléaire était perçu comme un exemple inespéré de succès dans la coopération internationale. Aujourd'hui, il ressemble plutôt à une dent de sagesse dont la racine est pourrie et l'abcès empoisonne le corps de la politique internationale. »

Plus loin il ajoute : « Une vue cynique (de l'administration américaine) est que quoique furent les intentions originelles, le TNP est maintenant un instrument commode de la politique étrangère américaine »<sup>37</sup>. Le cas du nucléaire iranien illustre bien ce que McGwire a écrit dans un langage sans nuance.

---

<sup>37</sup> Michael Mc Gwire, « *The Rise and Fall of the NPT: An Opportunity for Britain* », *International Affairs* N°81, 1 (2005), 115-140.

### ***5- L'égalité, la légalité et la légitimité***

Dans le contexte international actuel, l'égalité n'existe pas. Cinq pays jouissant des privilèges exorbitants au sein de la communauté internationale, étant membres permanents du Conseil de sécurité avec droit de veto, se sont arrogés le droit de posséder chacun un arsenal nucléaire. Ils dénie, en même temps, l'accès d'autres pays à la technologie nucléaire pour les applications pacifiques. Cette logique est poussée même au point de prendre des mesures contraignantes contre un pays (l'Iran en l'occurrence), non pas en se basant sur des faits avérés mais simplement sur une suspicion obsessionnelle.

En fait, les pays disposant d'armes nucléaires se donnent la bonne conscience d'être dans leur droit, non seulement d'en disposer, mais aussi d'améliorer, de raffiner, de rendre plus flexible à l'utilisation leur armement.

Quant à la légalité, il faut préciser qu'il n'y a aucune loi internationale, aucun traité, aucun engagement qui limiterait le droit de tous les pays de disposer de la technologie nucléaire civile. L'article IV du TNP insiste même sur le « droit inaliénable » et sans discrimination de tous les membres du traité de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

De quel droit parle-t-on, donc, lorsqu'on demande à l'Iran de renoncer à l'activité du cycle de combustible ?

Les activités nucléaires iraniennes sont soumises aux contrôles de l'AIEA et cette agence n'est jamais arrivée à conclure que le programme nucléaire iranien possède une composante militaire. L'AIEA, sous la pression des puissances occidentales, demande à l'Iran d'avoir accès aux sites militaires pour inspection. Or l'accord de contrôle de l'Agence ne concerne que les sites et installations nucléaires définis et annoncés comme tels. Il est clair qu'en demandant d'étendre son inspection aux sites militaires, l'agence dépasse largement ses prérogatives. Il est également clair qu'aucun pays souverain n'accepte d'ouvrir ses sites militaires aux inspecteurs étrangers. L'Iraq de Saddam Hussein a eu l'imprudence de le faire et on a vu le résultat. Les activités nucléaires iraniennes se poursuivent, donc en toute légalité, jouissant en même temps d'une très grande légitimité. En effet, il y a un consentement général en Iran sur la nécessité de poursuivre le programme nucléaire,

d'autant plus que ce programme est mené sans aides extérieures. De plus, l'opposition des puissances nucléaires a transformé l'exécution de ce programme en une cause nationale de première importance. Les Iraniens, de quelque tendance politique qu'ils soient, réalisent que le développement de la technologie nucléaire contribue à élever le niveau scientifique et technologique du pays. De plus, la volonté de résistance face à l'intervention des puissances étrangères s'avère comme un ciment qui consolide la cohésion nationale.

Puisqu'on parle de légitimité, laissons de côté, pendant un moment, l'attitude déraisonnable des puissances occidentales, pour parler des gesticulations d'Israël face au programme nucléaire iranien. Les autorités israéliennes annoncent, dans un langage sans nuance, qu'elles ne laisseront jamais l'Iran poursuivre son programme nucléaire et ceci en utilisant tous les moyens dont ils disposent, y compris les moyens militaires. Il faut se demander en vertu de quelle légitimité l'Etat d'Israël se permet de prendre une telle position contre la souveraineté d'un pays ?

Israël est un pays qui a refusé de signer le TNP, n'est pas soumis au contrôle de l'AIEA, a fabriqué l'arme nucléaire et est en guerre contre ses voisins depuis soixante ans. Ce pays qui, dans l'ordre nucléaire mondial est, en quelque sorte, un pays « hors-la-loi » se permet de prendre une position aussi belliqueuse qu'absurde contre les activités légales et légitimes d'un pays qui, au moins depuis deux siècles n'a attaqué aucun pays, tout en ayant été attaqué plusieurs fois. Mais le mal serait encore moindre si Israël, dans son attitude envers l'Iran, ne jouissait pas de l'appui tacite des puissances occidentales.

De toute façon, ni les pressions et les interventions des puissances occidentales, ni les menaces d'intervention militaire par Israël, n'ont entamé la détermination de l'Iran à continuer son programme nucléaire.

### ***6- Une lueur d'espoir***

Dans sa campagne électorale présidentielle, le candidat Barak Obama a su trouver un nouveau langage, nettement plus réaliste et encourageant, envers l'Iran. Il a préconisé l'établissement d'un dialogue direct avec l'Iran pour arriver à rétablir une sorte de relation entre les deux pays, en vue de réduire l'extrême tension qui caractérise leurs relations depuis trente ans.



Devenu Président, Barak Obama a envoyé un message de félicitations au peuple et aux autorités iraniens à l'occasion du Nouvel An iranien. Dans ce message il a rendu hommage à la culture humaniste de ce peuple et a utilisé un langage conciliant envers l'Iran, en suggérant l'ouverture d'un processus diplomatique en vue d'un rapprochement entre les deux pays.

La réaction iranienne à ce message n'a pas tardé à venir. Par la voix de la plus haute autorité de son Etat, l'Iran se déclare prêt à envisager un rapprochement avec les Etats-Unis à condition que ceux-ci modifient radicalement leur attitude belliqueuse envers l'Iran héritée des précédentes administrations américaines. Cela veut dire qu'il reste encore beaucoup de choses à élucider.

Mais dorénavant et déjà, on peut penser que l'Iran s'attend, pour commencer, à ce que les sanctions du Conseil de sécurité soient levées et que le dossier du nucléaire iranien soit renvoyé à l'AIEA, pour que le programme nucléaire iranien puisse se développer dans un cadre légal normal.

Cependant, on peut constater que l'administration américaine n'est pas en phase avec la rhétorique du Président. En effet, les sanctions sont toujours en place et elles ont même été renforcées tout récemment. Il y a aussi des déclarations dissonantes, ci et là, qui montrent que l'équipe mise en place ne suit pas exactement, ou pas encore, la vision politique du Président et résiste à un changement d'attitude envers l'Iran. Est-ce une position de marchandage ou une conception politique propre à un « *establishment* » au sein du parti démocrate dont l'actuelle équipe dirigeante est issue ? Il faut attendre encore quelques mois, pour y voir un peu plus clair. Il paraît très probable que l'on va s'orienter vers une politique de « changement dans la continuité » de la part des Américains, avec toutes les ambiguïtés et les incertitudes qui en découlent. De toutes les façons, on ne voit pas comment les Etats-Unis peuvent faire face à une situation extrêmement compliquée dans une région tourmentée qui s'étend des rives de la Méditerranée orientale jusqu'aux confins des montagnes de l'Hindu Kuch et les vallées du fleuve Indus. Dans cette région, l'Iran est une puissance incontournable parce qu'il jouit d'une position clé sur les plans géographique et politique. En se frayant un chemin de compromis avec l'Iran, et en s'assurant d'un certain degré de coopération de ce pays, les Etats-Unis arriveront, peut-être, à calmer

les esprits et à trouver des issues, pas trop défavorables, à un certain nombre de problèmes dont ils se sont accablés.

### 3. LA PERSPECTIVE IRANIENNE

De sa conception jusqu'à aujourd'hui, le programme nucléaire iranien est teinté par des décisions politiques qui l'éloignent de ses aspects techniques et légaux. L'histoire du programme de l'énergie nucléaire de l'Iran a ses racines dans le rapport stratégique américano-iranien de l'ère prérévolutionnaire. À cette époque, la politique des États-Unis dans le Golfe Persique et l'Asie occidentale dépendait en grande partie de Mohammad Reza Pahlavi, le Shah de l'Iran (1941-1979) ; il jouait le rôle de rempart principal de l'Amérique dans la politique de l'endiguement de l'Union Soviétique dans la région.<sup>38</sup> Cette association avec Washington devrait renforcer le pouvoir économique<sup>39</sup> et militaire de l'Iran comme force dominante dans la région. En 1972, le Président Richard Nixon a annoncé la politique américaine sur la sécurité dans la région de Golfe Persique en identifiant l'Iran et l'Arabie Saoudite comme les deux piliers de cette politique.<sup>40</sup> Il s'est engagé à permettre à l'Iran d'acheter toutes armes conventionnelles américaines dont il avait besoin. Ceci a mené à l'achat massif de plusieurs milliards de dollars d'armements par l'Iran au début des années 70.<sup>41</sup> De plus, il y avait une entente tacite entre les États-Unis, l'Iran et Israël sur la suprématie

---

<sup>38</sup> Chris Quillen. "Iran's Nuclear Policy: Past, Present, and Possible Future." *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 6, No. 2, June 2006.

<sup>39</sup> Patrick Clawson & Michael Rubin, *Eternal Iran: Continuity and Chaos*, New York City, Palgrave Macmillan, 2005, p. 83. Le Shah a parlé de ses grandes ambitions de vouloir faire de l'Iran une grande puissance par l'entremise de la poursuite des investissements étrangers de profil élevé. Par exemple, il a acheté 25% des actions de l'aciérie allemande Krupp.

<sup>40</sup> Roger M. Savory, "Religious Dogma and the Economic and Political Imperatives of Iranian Foreign Policy," en MironRezun, éd. *Iran at the Crossroads: Global Relations in a Turbulent Decade*, San Francisco, Westview Press Inc., 1990, 53.

<sup>41</sup> Le Shah a entamé un des achats d'armes conventionnelles le plus cher et le plus vaste jamais fait par un pays en voie de développement. En 1972, il a placé une commande de 2 milliards de dollars pour l'achat des avions de combattant, des hélicoptères et des transporteurs C-130 Hercules américains. Ceux-ci ont été poursuivis par l'achat des avions de chasse les plus avancés F-14 *Tomcats*, des avions de commandement et de surveillance d'AWACS, les destroyers de la classe Spruance, les missiles Phoenix et Maverick et un système de surveillance électronique IBEX à coût de \$500 millions. Il a également commandé 2 000 chars britanniques *Chieftain* et d'autre matériel militaire d'Israël. De 1973 à 1978, les compagnies américaines ont livré plus de 8 milliards de dollars d'armes à l'Iran, soit environ un tiers des 34 milliards de dollars de la commande totale. Pour plus d'information voir Patrick Clawson & Michael Rubin, *Op. cit.*, p.83. L'Iran a également acheté 200 hélicoptères américains produits en Italie et des centaines de véhicules blindés. Voir C.D. Carr, "The United States-Iranian Relationship 1948-1978: A Study in Reverse Influence", in Hossein Amirsadegh, *The Security of the Persian Gulf*, London, Croom Helm, 1981, p.75.

militaire de ce dernier dans le Moyen-Orient proprement dit tandis que l'Iran dominerait l'Asie occidentale.<sup>42</sup> Les différentes administrations américaines ont conclu que permettre à l'Iran de dominer le Golfe Persique combleraient le vide de pouvoir créé par le retrait britannique de la région vers le début des années 1970.<sup>43</sup>

### ***1. Genèse du programme nucléaire iranien***

Une analyse pertinente des ambitions iraniennes en matière de technologie nucléaire doit sans aucun doute être étudiée sous ses différentes dimensions et par la compréhension du contexte historique dans lequel l'Iran a aspiré à l'acquisition de la technologie nucléaire. L'introduction de la technologie nucléaire en Iran, comme dans la plupart des pays, a commencé à la fin des années 50 avec le programme américain « Atomes pour la Paix »<sup>44</sup>. Il s'agit d'une initiative qui consistait à limiter l'accès à la technologie nucléaire aux Etats situés dans une périphérie vis-à-vis de l'influence américaine. Une coopération qui sous-entendait prévention de la nucléarisation de nouveaux Etats, en dehors des deux puissances soviétique et américaine.

C'est lors de l'ouverture de l'exposition « Atomes pour la Paix » à Téhéran en 1957, que le Shah annonce la signature d'un accord de coopération, proposé par les États-Unis, pour la recherche sur les utilisations pacifiques de la technologie nucléaire. La coopération initiale se limitait à l'assistance technique et au « bail » de quelques kilos d'uranium enrichi. Un an plus tard, le centre de formation nucléaire qui opérait à Bagdad sous les auspices du *Central Treaty Organization (CENTO)*<sup>45</sup> fut transféré à Téhéran. La coopération en matière d'énergie nucléaire ne se limita pas à cette alliance régionale, elle va prendre une dimension plus élargie avec les Européens. En 1956, la France entreprit de former des physiciens iraniens par la mise en place d'une

---

<sup>42</sup> Miron Rezun, "The Pariah Syndrome: The Complexities of the Iranian Predicament," *Op. cit.*, p.12.

<sup>43</sup> C.D. Carr, "The United States-Iranian Relationship 1948-1978: A Study in Reverse Influence," in Hossein Amirsadegh, eds, *The Security of the Persian Gulf*, London, Croom Helm, 1981, p. 74.

<sup>44</sup> Le Traité d'Organisation du Moyen-Orient, également désigné par Pacte de Bagdad, a été signé le 24 février 1955 par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran, et le Royaume-Uni. Le pacte sera rebaptisé Traité d'organisation centrale ou CENTO (*Central Treaty Organisation*) après le retrait irakien, le 21 août 1959. L'alliance dura théoriquement jusqu'en 1974 quand la Turquie envahit Chypre, obligeant le Royaume Uni à retirer ses forces d'un lieu pourtant prévu par l'alliance.

<sup>45</sup> *National Security Council 5906/1*, « *Basic National Security Policy* », 5 août 1959; déclassifié du statut secret en 1996 (*White House Office, Office of the Special Assistant for National Security Affairs: Records, 1952-1961, NSC series, Policy Papers subseries, box 27, Dwight D. Eisenhower Library, Abilene, Kans.*), p. 9. Cité dans la thèse de Kostrzewa-Zorbas, Grzegorz, *American Response to the Proliferation of Actual, Virtual, and Potential Nuclear Weapons: Lessons for the Multipolar Future*, Johns Hopkins University, MD, 1998.

coopération scientifique. Le Shah reçu en 1961 par le général de Gaulle, visita les installations françaises de Saclay. La coopération en ce domaine devint franco-américaine pour l'Iran. Les Etats-Unis réclamèrent à partir des années 1950 le contrôle stratégique du nucléaire et le choix des alliés et leurs accès au nucléaire.

Le président Eisenhower laissait entendre cette forme de coopération préventive, en déclarant en 1959 : « À chaque occasion quand les présidents des États-Unis estiment que c'est dans l'intérêt de la sécurité des États-Unis, les États-Unis doivent améliorer la capacité nucléaire militaire des alliés choisis, par, selon ce qui est approprié, des échanges, ou en leur fournissant de l'information, du matériel ; ou bien des armes nucléaires, avec des conditions de contrôle des armes à déterminer ».

Un secret qui s'avère aujourd'hui intéressant pour la conduite de la politique américaine envers l'Iran, et qui explique que la coopération européenne avec l'Iran était définie dans une stratégie propre à défendre les intérêts américains dans le golfe Persique. Les Etats-Unis exercent un véritable monopole sur la technologie nucléaire et dans le cadre de la coopération nucléaire avec les alliés européens. De ce fait, les Américains se décidèrent dans les années 1970<sup>46</sup> de bâtir des usines d'enrichissement d'uranium en Europe. L'Iran Etat associé à cette coopération avec la France et les Etats-Unis va devenir un acteur de l'ombre dans un développement des programmes nucléaires occidentaux. Deux consortiums furent créés, tout d'abord Eurodif en 1973, *European Gaseous Diffusion Uranium Enrichment Consortium*<sup>47</sup> qui regroupait la France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique et l'Iran. Il s'agit d'une gigantesque usine d'enrichissement d'uranium en Europe. La participation financière de l'Iran à ce consortium était importante en faveur de son vis-à-vis d'enrichissement de l'uranium. Cet accord a donné lieu à la création de deux sociétés de droit français, la SOFIDIF et la COREDIF. La participation iranienne était à hauteur de 40% dans le capital de SOFIDIF et 20% dans le capital de COREDIF.

Eurodif devenait alors par ce type d'actionnariat la première usine commerciale en Europe d'enrichissement d'uranium dans le monde après les États-Unis et l'Union soviétique<sup>48</sup>. L'Iran détenait la possibilité de blocage dans le consortium devant la France le plus grand actionnaire d'Eurodif, ce qui lui permettait de diriger l'affaire et

---

<sup>46</sup> Vr. Eurodif dans le glossaire.

<sup>47</sup> CEA, rapport 2001.

de décider de la répartition des fabrications appelées « sensibles », en particulier celles de l'uranium enrichi à usage militaire<sup>49</sup>. L'Iran avait dans cet accord un droit d'enlèvement sur 10 % d'uranium enrichi par Eurodif, ce qui lui permettait d'avoir une quantité suffisante pour alimenter dix centrales nucléaires.

Ce même accord prévoyait dans son volet juridique, l'apport financier de l'Iran, en prêt financier, Téhéran accordait à la France un milliard de dollars par le canal du Commissariat à l'énergie atomique, en tant que fond de soutien à la mise en place de l'usine. L'actionnariat iranien dans la société Sofidif, lui permettait d'acquérir 10% de la production de l'usine, un accord indépendant qualifié de simple : « celui-ci tenait tout entier sur une seule page d'une simplicité limpide »<sup>50</sup>. Après la signature de cet accord en 1974 à Téhéran<sup>51</sup>, la vente des centrales étaient partagée entre la France et l'Allemagne. D'ailleurs, cette dernière vendit trois centrales Westinghouse à l'Iran. La coopération des puissances nucléaires ne s'arrêtait pas à l'accord franco-iranien, mais la nouvelle usine Eurodif servait de toile de fond d'une coopération plus structurée avec les Américains.

Les Etats-Unis conduisaient un programme iranien depuis les années 1960<sup>52</sup> en parallèle avec l'engagement français. La visite d'Henry Kissinger en 1974, avant la signature de l'accord franco-iranien laissait entrevoir une coopération entretenue par les Etats-Unis. Le communiqué commun publié à l'issue de cette visite exprimait le lancement d'une coopération irano-américaine en matière de nucléaire, mais également l'intégration de l'Iran seul pays non occidental dans la nouvelle structure de puissances nucléaires : « la création d'une commission économique mixte destinée à intensifier la coopération existant déjà entre les deux pays. Les deux pays avaient exprimé leur intention à cette occasion de développer leur collaboration dans le domaine nucléaire, qui constituerait un des éléments majeurs du travail de la commission ». Kissinger confirma ces accords au début du mois d'août 1976. Ils

---

<sup>48</sup> Yves Girard, *Un Neutron entre les dents*, Paris, Rive Droite, 1997, p. 52

<sup>49</sup> Ibid., p. 60

<sup>50</sup> Signature de l'Accord d'Eurodif et du prêt d'un milliard fut organisée à Téhéran lors du voyage du Premier ministre français Jacques Chirac en décembre 1974.

<sup>51</sup> *Considering the Options: US Policy toward Iran's Nuclear Program*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, N°305, October 2003.

<sup>52</sup> Dominique Lorentz, *Secret atomique, la bombe iranienne ou la véritable histoire des otages français au Liban*, Paris, Editions des Arennes, 2002, p.36.

portaient en globalité la fourniture par les Etats-Unis de plus de six réacteurs nucléaires, en plus de ceux vendus par la France et l'Allemagne fédérale. Le développement de plusieurs centrales nucléaires sur le sol iranien était l'objectif du Shah d'Iran en coopération avec les puissances du club nucléaire. L'actionnariat dans Eurodif ainsi que l'aide américaine allait permettre à Téhéran de se lancer dans la nouvelle technologie nucléaire, tout en rappelant que la bombe nucléaire n'était totalement exclue de son programme. Le Shah déclarait en 1976, « Nous serons la cinquième puissance militaire du monde dans cinq, six ans peut être. Aujourd'hui, nous ne sommes pas encore en position de posséder l'arme nucléaire.

Mais, comme nous allons construire des stations atomiques, on pourra toujours dire qu'avec l'uranium enrichi nous en sommes capables ; mais alors, pourquoi s'en prendre à l'Iran, puisque ce sera sans doute le cas de bien d'autres pays ? ». L'évolution du programme nucléaire iranien ne va suivre un rythme régulier comme le laissait entendre les différents accords passés avec la France et les Etats-Unis. La politique énergétique, notamment le pétrole va changer la donne et modifier le paysage politique du Moyen-Orient. Le Shah commençait à renégocier ses accords pétroliers avec les sociétés occidentales, ce qui a conduit à l'augmentation du pétrole des pays de l'OPEP. La crise pétrolière se durcit avec la guerre de Kippour et le soutien des Etats-Unis à Israël.

La politique du pétrole à sa juste valeur, comme le disait le Shah, va avoir des conséquences sur son programme atomique, son plan de développement et d'infrastructure. Le développement en Iran tenait de sa nouvelle richesse, et de sa puissance militaire, qui s'accompagnait de la perspective d'un potentiel atomique. Les ambitions de développement régional faisaient également partie de cette perspective d'alliances dans le golfe persique.

Les différentes ambitions iraniennes prônées par le Shah, et relatives au développement économique et financier, en particulier au Moyen-Orient et en Asie centrale, ne plaisaient guère à l'administration américaine. Henry Kissinger déclarait : « Les Etats-Unis s'opposeront aux tentatives de n'importe quel pays pour atteindre une position dominante à l'échelle du globe ou de la région ». Les Américains ne

---

voulaient pas supplanter une puissance économique et nucléaire régionale. La coopération en matière de technologie nucléaire continue et à partir de 1975, des contrats d'achat et de construction de deux centrales de 1240 MW nucléaires furent signés avec la Société allemande Kraftwerk Union filiale de la compagnie Siemens, à Bouchehr, au sud de l'Iran. Il y avait donc quatre entreprises avec lesquelles l'Iran pouvait constituer son potentiel nucléaire : Framatome (France), *Siemens/Kraftwerk Union* (Allemagne), *Westinghouse* et *General Electric* (EU). L'exemple du réacteur nucléaire TRIGA est une catégorie de petit réacteur nucléaire, conçue et réalisée par la compagnie américaine *General Atomics*. TRIGA est l'acronyme anglais pour « *Training, Research, Isotopes, General Atomics* » ce qui signifie « Formation, Recherche, Isotopes, Nucléaire Général ». Les réacteurs TRIGA peuvent être construits et employés hors d'une chambre d'isolation nucléaire. Par conséquent, ces réacteurs sont employés principalement par des organismes scientifiques et universitaires pour des activités telles que l'enseignement, la recherche privée à but commercial ou la production d'isotopes.

Le contrôle américain sur les activités nucléaires civiles va persister durant les événements qui vont troubler le système politique iranien. Les Etats-Unis sont soucieux du développement des capacités nucléaires dans les pays en voie de développement. La Révolution islamique iranienne et l'arrivée de Khomeiny au pouvoir modifia profondément les relations de coopération et bouleverser la technologie nucléaire civile. Les déstructurations opérées par les Américains dans la région, notamment le changement des alliances, et le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran affaiblissent considérablement le potentiel nucléaire iranien. Néanmoins, l'entrée de la Chine dans le jeu à partir de 1985, date de la signature d'un accord bilatéral pour la formation d'une quinzaine d'ingénieurs nucléaires iraniens en Chine en vue de la conception de réacteurs. C'était encore la difficulté de traiter avec les étrangers - les mêmes que la République islamique avait dénoncés à peine cinq ans auparavant - qui poussait l'Iran à développer des compétences intérieures. Israël et les États-Unis continuaient à fournir les armes indispensables pour faire durer la guerre entre l'Iran et l'Irak. En août et septembre 1985, Israël envoya 504 missiles TOW à l'Iran.

En novembre de la même année 18 missiles anti-avion HAWK furent livrés directement par la CIA à l'Iran, mais ils auraient été rejetés pour des raisons

techniques. Le 17 février 1986, les États-Unis envoyèrent 500 autres missiles TOW à l'Iran en passant encore par Israël, puis 500 de plus en 27 février, 508 en mai, et encore 500 en octobre<sup>53</sup>. Le point culminant de cette coopération est qu'aucune des sociétés, en dehors d'Eurodif dont le contentieux était lourd à partir de la fin des années 1980, ne veut paraître en premier plan et développer la coopération en matière de nucléaire.

L'exemple de l'Allemagne, qui à partir de 1987, signe un contrat avec l'Argentine, qui à son tour joua un rôle central dans le développement des réacteurs iraniens. La Société argentine ENACE dans laquelle l'Allemagne (KWU) possédait 25% du capital était le partenaire de l'Iran concernant la centrale de Bouchehr.<sup>54</sup> La France ainsi que les États-Unis réagirent durement à ce nouvel accord. L'objectif de Téhéran était l'achèvement de la centrale de Bouchehr, la fourniture d'uranium par l'Argentine, la formation de techniciens et le transfert de technologies. Ce type de partenariat où le principal fournisseur se dissimule derrière une coopération d'un État tiers va continuer jusqu'aux années 1990. La participation de Bonn derrière l'Argentine réactiva la coopération américaine sous Reagan derrière la Chine, et la France signa dès lors un accord avec le Pakistan, relançant une dynamique triangulaire entre Paris, Islamabad, et Téhéran.<sup>55</sup>

L'abandon de l'engagement des Occidentaux vis-à-vis du développement du nucléaire civil iranien est l'une des caractéristiques qui va modéliser les relations entre un club nucléaire fermé et un État dont l'engagement va dépendre des différents composants politiques de son système.

Les années 1990 marquèrent la période de la nucléarisation des pays appelés du Seuil, le Pakistan, l'Inde qui pratiquèrent des essais d'armes nucléaires, ce qui provoqua un changement d'alliance. Les États de la région dépassèrent le cadre civil, Israël ne possédait pas un programme nucléaire civil pour sa production d'électricité mais a pu développer un programme nucléaire militaire important et le Pakistan est devenu une

---

<sup>53</sup> Dominique Lorentz, *op.cit.*, p.145.

<sup>54</sup> Général Gallois, *Géopolitiques*, N° 64, janvier 1999.

<sup>55</sup> Ville de la province d'Ispahan, En décembre 2002, des photos satellite diffusées par les télévisions américaines attirent l'attention internationale sur deux sites nucléaires à Arak (sud-ouest de Téhéran) et à Natanz (centre). L'Iran accepta une inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).



puissance nucléaire militaire, grâce à son usine d'enrichissement d'uranium qu'il a pu fabriquer au début des années 80. L'Inde non plus n'aurait pu accéder à la bombe atomique sans la technologie et les installations de retraitement issues de la coopération avec la France et les Etats-Unis. Ainsi l'Iran est resté sur ce que l'AIEA appelait la technologie nucléaire civile, et qui contribuait dans le cadre du TNP à la formation de compétences locales et du personnel nécessaire pour répondre au programme ambitieux dans le domaine de la technologie des réacteurs nucléaires et de la technologie du cycle de combustible.

En 1957, les États-Unis et l'Iran avaient signé un accord de coopération nucléaire civile dans le cadre du programme américain d'*Atoms for Peace*. En décembre 1972, le gouvernement iranien a annoncé son intention de se doter des centrales nucléaires pour la production de l'électricité dans les dix prochaines années. L'Iran a signé le Traité de non-prolifération nucléaire le 1er juillet 1968 et l'a ratifié le 2 février 1970. Le 15 mai 1974, l'accord de garanties TNP entre l'Iran et l'AIEA sera mise en œuvre.

Poussé par les États-Unis, le Shah a été déterminé à transformer l'Iran en État moderne et la puissance dominante au Moyen-Orient.<sup>56</sup> Pour accéder à ce statut il fallait également embrasser de nouvelles innovations scientifiques et technologiques et les employer pour répondre aux objectifs stratégiques du Shah. Le Shah avait réalisé que pour la modernisation de l'Iran il avait besoin d'une source fiable d'énergie et accès à l'approvisionnement suffisant d'électricité pour le développement durable de son pays. La technologie nucléaire, bien qu'à ses débuts, était célébrée par l'Occident comme source fiable d'énergie. À cette époque, beaucoup en Occident ont vu les avantages potentiels de l'énergie nucléaire comme source infinie d'approvisionnement en électricité. Par conséquent, en 1974 le régime royal a lancé un des programmes les plus ambitieux de la production de l'énergie nucléaire du monde et a projeté la capacité de la production de 23.000 mégawatt d'ici 1994.<sup>57</sup>

La connivence occidentale dans le programme nucléaire de l'Iran était profonde car les Occidentaux étaient les principaux bénéficiaires de l'abondance des pétrodollars

---

<sup>56</sup> Patrick Clawson & Michael Rubin, Op. Cit. p.78.

<sup>57</sup> Bijan Mossavar-Rahmani. "Iran's Nuclear Power Program revisited." Energy Policy, September 1980, p. 189.

de l'Iran. Ils ont joué un rôle significatif en incitant l'Iran sur la nécessité d'embrasser l'énergie nucléaire. Les États-Unis et leurs alliés en Europe de l'Ouest ont joué un rôle critique dans la fourniture à l'Iran de la capacité de la technologie nucléaire avancée et le savoir-faire technique et en l'aidant dans le développement de son programme d'énergie nucléaire. Les États-Unis, la France, l'Espagne, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Australie, le Danemark, l'Inde et l'Argentine ont aidé l'Iran dans son programme nucléaire en lui fournissant des réacteurs nucléaires et concluant des accords sur l'approvisionnement et association dans l'enrichissement du carburant. Les États-Unis ont même offert d'aider à former les ingénieurs nucléaires iraniens à ses meilleures universités : M.I.T., Harvard et Cambridge.<sup>58</sup>

Une partie de motifs occidentaux pour aider l'Iran avec son programme d'énergie nucléaire a dû faire avec la nécessité d'aider l'Iran à réduire sa consommation domestique du pétrole. Des autres ont dû faire avec le besoin des industries occidentales de gagner des revenus pour accroître leurs économies. Les fabricants nucléaires principaux des pays industrialisés, confrontés à une diminution des ventes à la maison étaient désireux de se tourner vers les marchés d'exportation inexploités et plus lucratifs des pays en voie de développement.<sup>59</sup>

Et avec l'Iran gagnant des milliards de dollars des revenus du pétrole, grâce à l'augmentation des prix de l'OPEP et en raison de l'embargo arabe contre les pays occidentaux pro-israéliens pendant la Guerre d'Octobre 1973, l'Iran est ainsi devenu un marché alléchant pour l'exportation d'énergie nucléaire. Ainsi, l'intérêt de l'Iran pour l'énergie nucléaire a été précipité par trois événements principaux : les développements sur les marchés de l'énergie du monde en 1973-74, l'existence des pressions externes sur l'Iran de dépenser ses pétrodollars en Occident et les soucis d'une réduction de ressources pétrolières.

Les événements sur les marchés de l'énergie du monde en 1973-74 ont renforcé le cas parmi les pays occidentaux sur les mérites de l'énergie nucléaire comme source alternative d'énergie pour les besoins domestiques. La décision des membres de l'OPEP de quadrupler le prix du pétrole a précipité les appels par des intéressés et des

---

<sup>58</sup> John Kifner. "Iranian Program Debated at M.I.T.: Training of Atom Scientist Called Dangerous by Some and Blessing by Others." New York Times, 27 avril 1975, p.16.

<sup>59</sup> Bijan Mossavar-Rahmani, *Energy Policy in Iran: Domestic Choices and International Implications*, New York, Pergamon Press, 1981, p. 17.

personnes définissant la politique énergétique dans les pays occidentaux sur le besoin d'utiliser des sources alternatives d'énergie telles que le charbon et l'énergie nucléaire. L'augmentation du prix de pétrole de \$3 par baril environ à \$12 par baril en raison de l'embargo arabe a sévèrement affecté les économies des pays occidentaux qui appuyaient Israël<sup>60</sup> les plongeant dans la stagflation. Désormais, la stratégie politique des nations occidentales consistait à réduire leur dépendance au pétrole importé. Cela a encouragé beaucoup à considérer l'énergie nucléaire comme source alternative attrayante. Le consensus global parmi des puissances principales était que le prix du pétrole continuerait à monter tandis que le coût d'énergie nucléaire stabiliserait ou même diminuerait.

Le régime de Pahlavi a aussi cru en consensus global et estimations des coûts d'énergie nucléaire. Le Shah pensait qu'au lieu de brûler le pétrole dans les centrales électriques thermiques pour produire de l'électricité, l'Iran devrait exporter le pétrole brut afin d'augmenter ses réserves en devise étrangère pour ses programmes de développements et produire l'électricité à partir des centrales électriques nucléaires à un coût inférieur.<sup>61</sup> Le régime de Pahlavi croyait que le prix du pétrole continuerait à monter tandis que le prix de l'énergie nucléaire avait comparativement stabilisé.

L'Iran a également pensé que le développement de l'énergie nucléaire soulignerait des efforts globaux de trouver et développer un produit de remplacement alternatif pour des combustibles fossiles, de ce fait préservant son pétrole pour un usage plus important dans les industries chimiques et pétrochimiques. Le Shah avait un vif intérêt pour le développement de ces industries en tant qu'élément major de son programme de modernisation.

Submergé dans la nouvelle richesse trouvée de ses ventes de pétrole, l'Iran a été pressé par l'Ouest de réutiliser son capital pour acheter les marchandises et les services occidentaux. Bijan Mossavar-Rahmani précise que l'Iran a jugé qu'il était sous une pression substantielle pour 'recycler' de nouveau ses pétrodollars récemment accrus dans l'économie des pays occidentaux. La pression a porté fruit et

---

<sup>60</sup> *The Price of Oil-in Context*, CBC News Website. 2006. <http://www.cbc.ca/news/background/oil> (consulté le 20 septembre 2006). Quelques mois après la guerre israélo-arabe en octobre 1973 le prix du pétrole a passé de \$3 à \$12 de baril.

<sup>61</sup> BijanMossavar-Rahmani. "Iran's Nuclear Power Program revisited." *Energy Policy*, Op. cit., p. 191.

a eu comme conséquence la dépense par l'Iran des milliards de dollars dans l'achat des pays occidentaux des marchandises et des services comme les réacteurs nucléaires.<sup>62</sup>

En 1975, les États-Unis et l'Iran ont signé un accord qui a engagé l'Iran pour acheter environ 15 milliards de dollars de marchandises et services américains au cours des cinq prochaines années ; c'était le plus important accord de son genre signé par deux pays.<sup>63</sup> Les États-Unis étaient clairement désireux et heureux de faire affaires avec l'Iran et d'accepter son argent pour aider son industrie nucléaire en difficulté et son économie nationale. Confronté à une balance des paiements en régression et ventes de la technologie nucléaire en baisse à la maison, les gouvernements détenteurs et fournisseurs de cette technologie l'ont promu en Iran comme générateur du revenu. Il va sans dire qu'un des objectifs de cette entreprise a été de garder leurs industries nucléaires domestiques à flot.

De plus, la crainte du déclin brusque des ressources pétrolières iraniennes dans les décennies à venir a également joué un rôle significatif dans la décision du Shah pour embrasser l'énergie atomique. Dans les années 70, la production de pétrole de l'Iran est allée de 3 millions de barils par jour en 1973 à un record étonnant de 6 millions de barils par jour en 1978, une augmentation de 100 pour cent. La sagesse conventionnelle parmi des experts en matière d'énergie dans les années 70 était que l'Iran aura de la difficulté pour maintenir des exportations de pétrole à grande échelle après les années 80. Étant donné que la production industrielle en Iran a augmenté de manière significative à une moyenne de 11.3 pour cent par an de 1963 à 1972, il était entendu que l'industrialisation soutenue fasse augmenter la consommation nationale en énergie.

C'était l'une des raisons pour lesquelles le Shah a poursuivi prioritairement la quête de l'énergie nucléaire.<sup>64</sup> C'était l'administration de Gerald Ford qui a recommandé à l'Iran la construction d'une capacité d'énergie nucléaire importante comme mesure

---

<sup>62</sup> "Iran Will Spend \$15 Billion In U.S. Over Five Years." *New York Times*, 5 mars 1975, p.1.

<sup>63</sup> *Ibid.* Participant à une conférence de presse conjointe au Département d'État avec le ministre des Finances iranien, secrétaire d'État des États-Unis Henry Kissinger dit, « c'est le plus grand accord de cette sorte qui ait été signé par deux pays quelconques. »

<sup>64</sup> Patrick Clawson & Michael Rubin. *Eternal Iran: Continuity and Chaos*. (New York City: Palgrave Macmillan, 2005) p. 79.

préventive contre un futur déclin dans les ressources du pétrole de l'Iran.<sup>65</sup> Elle était d'avis qu'un tel investissement dans l'énergie nucléaire libérerait l'Iran en lui procurant les moyens d'exporter son pétrole vers les États-Unis et gagner des revenus nécessaires pour son développement. Un texte de stratégie déclassé, daté 1975, a déclaré que l'Iran devrait «se préparer contre le temps - environ 15 ans à venir - quand on s'attend à ce que sa production de pétrole diminue brusquement.» Le gouvernement américain a convaincu le Shah que l'investissement dans l'énergie nucléaire libérera le pétrole qui aurait été autrement destiné pour la consommation locale. Ceci aurait permis au gouvernement iranien d'augmenter ses revenus en devises étrangères en bénéficiant de l'augmentation du prix de pétrole brut.

Le Shah a été convaincu par des arguments américains annoncés en mars 1974, selon lesquels le « pétrole est un matériau noble, bien trop précieux pour brûler.... Nous envisageons de produire, aussitôt que possible, 23 000 MW d'électricité en utilisant des installations nucléaires. » Ceci est naturellement compréhensible étant donné que l'appétit des États-Unis pour le pétrole était et reste toujours insatiable : plus de pétrole libéré par un allié mieux sera pour des consommateurs américains et leur économie.

Un article publié dans le *New York Times* en 1975 : « *Iran Has Plans for When the Oil Runs Out* » souligne le soutien occidental d'un programme iranien d'énergie nucléaire. L'article fait part de la profondeur de la participation occidentale dans le programme nucléaire iranien avec peu de soucis pour un prétendu programme iranien d'armes nucléaires. L'article commence par une affirmation : « Conscient du fait que ses réserves en pétrole de 60 milliards de barils seront un jour épuisées, l'Iran a dépensé un milliard de ses pétrodollars dans une source énergétique alternative qui est l'énergie nucléaire. »<sup>66</sup>

Le *New York Times* continue : « Des accords ont été conclus avec la France, la République Fédérale d'Allemagne et la semaine dernière avec les États-Unis. » Ces développements ont, entre d'autres, démontré le souci du Shah et de l'Occidental du

---

<sup>65</sup> Fereidun Fesharaki, 'Revolution and Energy Policy in Iran: International and Domestic Implication', in Hossein Amirsadeghi, *The Security of the Persian Gulf*, London, Croom Helm, 1981, p. 256. Une analyse des réserves du pétrole iranien, diffusée en janvier 1978, a conclu que les réserves prouvées de l'Iran étaient alors 65 milliards de barils.

<sup>66</sup> 'Iran Has Plans For When the Oil Runs Out', *New York Times*, 9 mars 1975, P. E3.

déclin anticipé du pétrole iranien, sa capacité de générer du revenu et son aptitude de sécuriser sa future prospérité. En 1974, l'Iran a prêté 1 milliard de dollars à la Commission de l'énergie nucléaire française pour la construction d'installations d'enrichissement d'uranium pour le compte du Consortium Eurodif. En retour, 10% des actions du Consortium ont été transférées à l'Iran. La même année, un accord fut signé entre l'Iran et la France sur la construction de cinq centrales nucléaires qui seront alimentées par l'uranium enrichi en France, chacune engendrant 1 000 mégawatts d'électricité. En 1974 encore, un autre accord était signé entre l'Iran et la compagnie Framatome française sur la construction de deux centrales nucléaires à Bandar Abbas chacune de 900 mégawatts.

L'année faste, c'est aussi en 1974 que l'Iran et la société Kraftwerk Union (KWU), une filiale de Siemens, de l'Allemagne ont signé un accord pour la construction de deux centrales de 1 293 mégawatts chaque à Bouchehr. Les travaux ont commencé à Bouchehr en 1975, la même année où l'Iran et les États-Unis ont signé un accord pour la construction de huit centrales nucléaires d'une valeur de 6.4 milliards de dollars. Enfin, en 1977 l'Iran et la France concluent un accord pour la construction de deux centrales nucléaires à Darkhoin (Ahwaz) dont chacune produirait 900 mégawatts. L'Iran a payé deux milliards de dollars à la partie française.

Donc, la nucléarisation du secteur énergétique de l'Iran était un choix stratégique pour le Shah dont le règne sera écourté par la révolution islamique en 1979. Il ne verra pas le fruit de sa quête d'une société moderne fondée sur l'énergie nucléaire et développée par les pétrodollars. De plus, outre les raisons mentionnées ci-dessus, il y a l'élément supplémentaire de grand prestige lié à l'énergie nucléaire.<sup>67</sup> La construction et l'exploitation des centrales électriques nucléaires relèvent d'une immense réussite technique et scientifique.

On peut prétendre que l'ingéniosité liée à posséder et à actionner une centrale nucléaire et la maîtrise de la science atomique accorde à un pays un certain niveau de maturité dans la sophistication technologique et dans les étapes de la modernisation qui est souvent associée aux économies industrialisées du monde. La maîtrise de la

---

<sup>67</sup> Lewis A. Dunn, 'Persian Gulf Nuclearization: Prospect and Implications,' in Hossein Amirsadeghi, *The Security of the Persian Gulf*, Londres, Croom Helm, 1981, p. 85.

science atomique entre parfaitement bien dans le plan grandiose de Mohammad Réza Pahlavi de transformer l'Iran en État moderne et puissance régionale.

À l'époque, beaucoup de gens n'ont pas douté que l'Iran pourrait s'accaparer du savoir-faire de produire les armes atomiques comme un résultat direct de la maîtrise du cycle complet de programme d'énergie nucléaire ; il paraît que personne n'a semblé s'inquiéter de cette éventualité, particulièrement l'administration américaine. Comme le contexte des tensions géopolitiques Est-Ouest dominait les relations interétatiques à cette époque de Guerre Froide, le maintien d'une alliance positive et les relations stratégiques avec l'Iran ont été jugées plus importantes que toute autre considération aux États-Unis. Et puisque Téhéran était un allié dévoué de Washington la question de l'Iran devenir nucléaire ne s'était jamais posée. Henry Kissinger, le Secrétaire d'État du président Ford a remarqué la nonchalance des États-Unis sur la possibilité d'un Iran nucléaire en affirmant, en 2005, que « je ne pense pas que la question de la prolifération soit soulevée. »<sup>68</sup>

## ***2. Révolution islamique et question nucléaire***

Le changement de régime qui a suivi la victoire de la révolution de 1979 s'est traduit par l'arrêt de la coopération nucléaire irano-américaine. Le régime révolutionnaire a hérité l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) avec plus de 20 000 employés, une dette importante et une question fondamentale à répondre : que faire avec cette organisation dont la responsabilité principale consistait à la supervision de la réalisation des programmes nucléaires en Iran à la lumière du projet de la construction de 23 centrales nucléaires ? Même si l'existence de l'OIEA n'a jamais été remise en question sous le gouvernement provisoire (GP) de Mahdi Bazargan, il fallait mettre de l'ordre dans son budget et ses actions. Il a été décidé de réduire la taille de l'OIEA et contrôler ses dépenses. L'Organisation avait décidé de construire 23 centrales pour produire 23 000 mégawatts d'électricité sans coordination avec le Ministère de l'Énergie qui avait la responsabilité d'édifier un réseau de distribution de la même électricité !<sup>69</sup>

---

<sup>68</sup> Dafnar Linzer. “*Past Arguments Don't Square With Current Iranian Policy*”, *The Washington Post*, dimanche, 27 mars 2005, P. A15.

<sup>69</sup> Cette partie de notre texte est tirée d'une entrevue, ‘*Les non-dits de l'arrêt des programmes nucléaires de l'Iran*’, que Fereidoun Sahabi, le directeur de l'OIEA après la Révolution et sous le GP, a accordé au journal *Etemad-Melli (Roozna)*, le 27 Chahrivar 1386 (18 septembre 2007)

Un autre problème que l'OIEA devrait affronter émanait des groupes verts qui, à l'instar des écologistes européens du début des années 80, s'opposaient aux installations nucléaires en général et au programme nucléaire iranien en particulier.

Ces groupes s'interrogeaient sur la pertinence de développer un programme nucléaire dans un des plus grands pays producteurs de pétrole. Le fait étonnant est l'explication identique à celle du Shah que les dirigeants révolutionnaires ont fournie pour justifier la continuation de ce programme : le besoin d'exporter le pétrole pour développer le pays à l'aide des pétrodollars. À cela il faut ajouter l'insuffisance de la production et la distribution d'électricité que les habitants des régions chaudes du pays décrivent avec les interruptions fréquentes du courant au cours des mois d'été.

Un troisième problème était lié aux rivalités internes et questions politiques. Le Parti communiste Toudeh était très actif au sein de l'Organisation à côté de l'Organisation des Moudjahidin du Peuple (OMP/MEK) qui y avait des assises profondes. En plus, il existait des membres des Associations islamiques dans l'OIEA. Ce mélange hétéroclite avait créé un climat explosif qui rendait impossible toute activité normale dans une organisation sensible au sein d'une société révolutionnaire en guerre avec l'Irak.

La situation était particulièrement survoltée dans la centrale nucléaire de Bouchehr où les compagnies subsidiaires de Siemens avaient abandonné le travail parce que l'OIEA avait échoué dans ses paiements à cause des problèmes budgétaires de l'Organisation d'une part et les sentiments antiallemands de l'autre. Devant la montée des protestations contre la poursuite du travail, le GP a ordonné une étude de faisabilité qui couvrirait six points :

1. la sécurité de la centrale à la lumière des failles dans l'étude originale sur le choix du site dans une région fréquemment touchée par les tremblements de terre<sup>70</sup>;

---

<sup>70</sup> Selon Fereidoun Sahabi, dans la construction d'une centrale nucléaire environ 50% du temps est consacré à l'étude de l'emplacement des installations. Pour Bouchehr, il fallait trois ans d'étude. Or, le Shah avait un ami hollandais, un officier retraité, à qui il a confié la tâche de trouver un endroit convenable à Bouchehr. Ce dernier a mis deux jours, 12 heures de vol, pour recommander Bouchehr et le Port de Ganaveh (dans la province de Bouchehr). La raison fondamentale pour ce choix était la proximité du Golfe Persique qui accommodait la livraison des pièces et du combustible par la voie maritime. Le choix de site, comme celui de la personne qui l'a proposé, était politique et arbitraire, fait sans consultation avec l'AIEA.

Un des farouches opposants à la centrale de Bouchehr était Ali-Asghar Soltaniyeh, l'actuel représentant de l'Iran à l'AIEA.



2. la difficulté d’approvisionnement en combustible (*fuel cycle*) et la dépendance à plusieurs pays pour alimenter les installations.
3. les questions de sécurité liées à l’enfouissement des déchets nucléaires.
4. l’absence d’un réseau de distribution pour évacuer les 2 400 mégawatts d’électricité que la centrale devrait produire.
5. le fardeau fiscal très important engendré par le design particulier de la centrale pour la sécuriser contre tout tremblement de terre.
6. les considérations écologiques et le risque de contamination de l’environnement national et international.

À la conclusion de ce débat, comme le progrès du travail à la centrale de Bouchehr était 60% et à celle de Darkhoin (Ahwaz) n’était que 10%, le GP et le Conseil Révolutionnaire ont décidé d’arrêter le projet de Darkhoin et continué la construction de Bouchehr. Il a été également décidé à payer les arriérées accumulées à la compagnie allemande. Cette décision a été prise quand les compagnies allemandes avaient déjà arrêté le travail et porté la question de non-paiement de leur dû devant une cour. Donc, contrairement à la croyance générale qui accuse le GP et l’Iran d’être responsable de l’arrêt des activités de Bouchehr, c’étaient les compagnies contractantes qui, pour des raisons financières d’abord et politiques par la suite, ont décidé d’arrêter le travail sur la centrale. Le processus d’enrichissement d’uranium pour les installations iraniennes tel qu’il existait avant la Révolution ne pouvait pas continuer dans le climat politique de l’après-1979.

Avant la Révolution, tout le cycle d’enrichissement était entièrement fait de l’extérieur de l’Iran. Le cycle est un processus fort complexe qui regroupait l’ensemble des opérations industrielles suivantes : extraction de l’uranium des mines ; fabrication du combustible ; utilisation dans le réacteur; retraitement du combustible déchargé du réacteur; traitement et stockage des déchets.<sup>71</sup> Pour faire ce travail il y avait des ententes de coopération vraiment internationale avec la participation de la

---

<sup>71</sup> Pour une présentation du cycle complet de l’enrichissement voir:  
[http://www.cea.fr/jeunes/themes/l\\_energie\\_nucleaire/le\\_cycle\\_du\\_combustible](http://www.cea.fr/jeunes/themes/l_energie_nucleaire/le_cycle_du_combustible)

Namibie, l’Afrique du Sud, le Royaume-Uni, la France, l’Allemagne de l’Ouest et même l’Union Soviétique qui s’occupait de la préparation des assemblages de combustible. La dernière étape, la consommation de l’uranium-235, le ‘chargement du cœur de la centrale nucléaire’, s’effectuait par la compagnie KWU qui alimentait le réacteur.

L’arrêt des activités liées au programme nucléaire iranien a continué jusqu’à l’arrivée au pouvoir du Premier ministre Mir-Hossein Mousavi (1981-1989). Ce développement a coïncidé avec une accalmie relative sur la scène nationale provoquée par la guerre avec l’Irak. Le régime iranien a décidé d’injecter plus de ressources financières dans l’effort nucléaire.

Le revirement de Téhéran et son changement de cap sur la question nucléaire étaient en grande partie suscités par l’existence d’un programme nucléaire en Irak, pays ennemi et rival de l’Iran. La mutation dans la réorientation de la démarche nucléaire iranienne était donc pour des raisons politiques et stratégiques, les dictats d’un *real politik*, et non pas des considérations de besoin en énergie.<sup>72</sup>

Le concours de plusieurs facteurs nationaux, régionaux et internationaux a mené le gouvernement iranien à revoir son programme nucléaire, malgré la réclamation répétée des administrations américaines successives à l’effet que l’Iran masque ses ambitions d’armes nucléaires par un programme d’énergie nucléaire.

Bien que les déclarations contradictoires des autorités iraniennes au sujet de leur programme nucléaire aient pu éveiller des soupçons américaines, il reste que le raisonnement de l’Iran pour la reprise de son programme d’énergie nucléaire est néanmoins plus compliqué et nuancé. De façon générale, les facteurs domestiques (tels le besoin d’électricité, des soucis environnementaux et de santé) et considérations régionales et internationales sont importants comme éléments justificateurs de la relance du programme nucléaire de l’Iran en 1983.

---

<sup>72</sup> Il y avait seulement une courte interruption (1979-1982) dans son programme avant que le gouvernement islamique ait été forcé de reconsidérer son option nucléaire.

### 3. Contextes régional et international

La guerre Irak-Iran (1980-1988) a eu un effet dévastateur sur la nation iranienne. Elle a laissé une cicatrice psychologique profonde sur la conscience sociale de la République islamique de l'Iran. La guerre des villes a été suivie de l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre les forces iraniennes dans l'indifférence presque totale de la communauté internationale. Ce développement a considérablement affecté le regard des Iraniens sur le droit international et au sujet de la sécurité nationale. Ces actes ont solidifié la méfiance du leadership iranien à l'égard des règles internationales et du droit des conflits armés. Ils les ont menés à reconsidérer des avantages de la technologie non conventionnelle qui a été précédemment déclarée « non nécessaire et non-islamique » par le Guide suprême. À part des expressions verbales périodiques, la communauté internationale a fait très peu pour juger la responsabilité de l'Irak dans son utilisation des armes chimiques.<sup>73</sup> L'Iran a réalisé qu'il ne pourrait pas compter sur les autres pour sa sécurité. Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani a mis cette question au clair en octobre 1988 lorsqu'il a déclaré : « Les armes chimiques et biologiques sont les bombes atomiques de l'homme pauvre et peuvent facilement être produites. Nous devrions au moins les considérer pour notre défense. Bien que l'utilisation de telles armes soit inhumaine, la guerre nous a enseigné que les lois internationales sont seulement des bouts de papier. »

En ce qui concerne les armes chimique, bactériologique et radiologiques, il a été rendu très clair pendant la guerre Iran-Irak que ces armes sont très décisives. Il a également été clair que les enseignements moraux du monde ne sont pas très efficaces quand la guerre atteint une étape sérieuse et le monde ne respecte pas ses propres résolutions et ne ferme pas ses yeux aux violations et à toutes agressions qui sont commises sur le champ de bataille. Nous devrions considérer l'utilisation offensive et défensive des armes chimiques, bactériologiques et radiologiques. Dorénavant vous devriez saisir l'occasion et exécuter cette tâche.<sup>74</sup>

---

<sup>73</sup> Geoffrey Kemp, "U.S. and Iran, *The Nuclear Dilemma: Next Steps*"

<http://www.nixoncenter.org/publications/monographs/USandIran.pdf>(consulté le 20 juillet 2006).

<sup>74</sup> Cité dans Anthony H. Cordesman, *Iran's Military Forces in Transition: Conventional Threats and Weapons of Mass Destruction* Westport, CT: Praeger, 1999, 234, et Rodney W. Jones and Mark G. McDonough, *Tracking Nuclear Proliferation: A Guide in Maps and Charts*, Washington, DC: Carnegie Endowment, 1998 – <http://www.ceip.org/programs/npp/iran.html>

Il est malheureux que la communauté internationale n'ait pas sanctionné l'Irak pour violer les règles de la guerre ; faisant ainsi elle n'aurait pas peut-être contraint l'Iran à considérer l'option d'usage des armes de destruction massive (ADM) et de ce fait de ne pas remettre en question la paix et la stabilité dans le Moyen-Orient. Même la Cour Internationale a connu, dans un avis, que les règles de la loi et les traités internationaux limitant des armements et établissant des règles spécifiques de la guerre font tous partie d'un ensemble et ont comme objectif un monde plus sécuritaire, plus stable et plus paisible.<sup>75</sup> Cependant, la communauté internationale n'est pas venue à l'aide de l'Iran quand il a été attaqué par les mêmes armes qu'elle-même avait interdites. Pendant les huit ans de guerre avec l'Irak, l'Iran a été internationalement isolé. Comme la plupart de ses armements avaient été achetées des États-Unis sous le régime royal et maintenant confronté à un embargo international sur les armes, l'Iran n'a pas pu acheter des armements et des pièces de rechange dont il avait besoin pour ses efforts de guerre. Pour rendre la situation encore plus difficile, l'Occident, incluant l'Union Soviétique, et les Etats arabes ont soutenu Saddam Hussein en lui fournissant l'argent et l'équipement militaire pour faire la guerre à l'Iran.

De plus, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) était du côté irakien et a essayé d'imposer un règlement en sa faveur dans la tentative de mettre fin aux hostilités. Sans oublier l'impact dévastateur de l'usage des armes chimiques par l'Irak contre les combattants iraniens, la destruction de l'Airbus de sa ligne aérienne et les installations pétrolières *off-shore* de l'Iran par la Marine américaine le régime islamique n'a eu d'autres choix que d'accepter la résolution 598 du CSNU qui imposait un cessez-le-feu favorable à l'Irak. La vaste majorité des Iraniens, de tendances confondues, se sentaient humiliés et ont cru qu'une grande injustice a été faite à eux par les grandes puissances. Ce sentiment est encore dominant en Iran et continue à ce jour. C'était dans ce contexte régional de forte tension que la dissuasion de l'Irak est devenue une des principales raisons pour la renaissance du programme nucléaire de l'Iran au milieu des années 80.<sup>76</sup>

---

<sup>75</sup> Thomas Graham Jr. *Commonsense on Weapons of Mass Destruction*, Seattle, the University of Washington Press, 2004, p. 48.

<sup>76</sup> Wyn Q. Bowen and Joanna Kidd, "The Iranian Nuclear Challenge", p. 264, *International Affairs*, Vol. 80, no. 2, mars 2004, pp. 257-276

Après la guerre, la classe dirigeante iranienne s'est rendue compte de la nécessité de se doter d'une base nationale de recherche et de développement scientifique en vue de réduire sa dépendance envers des armements étrangers. Pour cette raison, une initiative a été lancée pour développer une base domestique dans les domaines de la science et du génie. Une des leçons retenues par les dirigeants iraniens de la guerre avec l'Irak est que dans tout conflit futur l'Iran ne peut pas compter sur l'appui des autres nations, d'où le besoin absolu d'autosuffisance dans le domaine militaire. De plus, la recherche par l'Iran de la technologie et de la capacité des ADM a été précipitée par le fait que Saddam Hussein jugeait indispensable les ADM pour préserver lui-même des menaces extérieures et internes d'une part, et sa prétention de jouer un rôle important au le Moyen-Orient.<sup>77</sup> En conséquence, le leadership de la RII a réalisé qu'en dernière analyse, l'Iran ne pouvait que compter sur ses propres ressources pour sa défense. Cela a conduit certains analystes de conclure que le régime islamique s'est mis à acquérir une capacité indépendante pour produire des ADM en raison de la guerre avec l'Irak.<sup>78</sup> Un autre facteur important affectant la décision de l'Iran pour maîtriser entièrement la technologie atomique était lié à l'environnement géopolitique de la région et les menaces existentielles auxquelles il devrait faire face. Il n'y a pas de doute que la région stratégique de l'Iran est dangereuse. La plupart des pays voisins de l'Iran sont instables ou avec des capacités nucléaires.

Depuis l'ère du Shah, le leadership islamique avait toujours été craintif des ambitions militaires de l'Irak, notamment de ses ADM, et les menaces qu'elles posaient à sa sécurité. La guerre de huit ans entre les deux pays a renforcé cette angoisse surtout que l'Irak n'a pas hésité à utiliser les armes chimiques contre l'Iran. L'Iran avait toujours été conscient que l'Irak travaillait sur un programme d'armes nucléaires. L'Iran est bien servi par Israël qui a bombardé le réacteur nucléaire d'Osirak en 1981. Cependant, ce qui a vraiment fait peur au gouvernement iranien était la révélation de la Commission Spéciale des Nations Unies (UNSCOM) sur le programme clandestin irakien des armes de destruction massive qui avait également une composante

---

<sup>77</sup> Malfrid Braut-Hegghammer, "Rebel without a Cause: Explaining Iraq's Response to Resolution 1441", in P. Katzenstein, ed, *The Culture of National Security, Norms, Identify in World Politics*, New York, Colombia University Press, p. 20.

<sup>78</sup> Kamran Taremi, "Beyond the Axis of Evil Ballistic Missile in Iran's Military Thinking", *Security Dialogue* 2005, vol., 36, no 1, p. 98.

nucléaire. L'Iran a cru que bien que les inspecteurs de l'AIEA pourraient démanteler les programmes nucléaires irakiens, la base scientifique et les connaissances techniques étaient toujours là et pourraient ne jamais être détruites quoique l'ONU fasse. L'Iran croyait que c'était une question de temps pour Saddam Hussein de reconstituer son programme des ADM étant donné que les sanctions de l'ONU ne peuvent pas rester en vigueur pour toujours. Il paraissait que les soupçons de l'Iran n'étaient pas loin de la vérité, car Saddam Hussein aurait confié à ses proches qu'il ait projeté de reprendre ses programmes après que les sanctions aient été soulevées.<sup>79</sup> En fait, Saddam Hussein a établi un Comité Supérieur pour surveiller et cacher le programme des ADM de l'Irak en dépit du fait que la résolution 687 du CSNU a exigé que l'Irak soit désarmé.<sup>80</sup> La capacité nucléaire des autres puissances régionales a également contribué à la révision par l'Iran de ses intérêts stratégiques. Israël a été connu comme puissance nucléaire non déclarée qui a choisi de maintenir une politique nucléaire ambiguë. L'hostilité persiste entre les deux pays car il n'existe pas de confiance entre eux. L'Inde et le Pakistan sont également deux autres pays nucléaires connus qui ont des relations bilatérales difficiles. Pourtant, la dissuasion nucléaire a gardé une détente inconfortable entre eux.

Il est à noter que tous ces États se trouvent dans le voisinage immédiat de l'Iran. Ainsi, confronté à l'encerclement des puissances nucléaires, la stratégie de l'Iran est compréhensible. Une étude par le *US Council on Foreign Relations* a conclu qu'à cause de son histoire et son voisinage turbulent, les ambitions nucléaires de l'Iran ne constituent pas des calculs stratégiques irrationnels.<sup>81</sup> L'ambition nucléaire de l'Iran est-elle ainsi une nouvelle politique pour équilibrer la supériorité des forces conventionnelles des États-Unis et gêner leur libre circulation dans le Moyen-Orient? L'Iran a-t-il pris des leçons de la Corée du Nord où la présence des armes nucléaires a forcé le gouvernement américain à chercher une solution diplomatique par opposition à une invasion qui a scellé le sort de Saddam Hussein?... ou y a-t-il encore des raisons beaucoup plus profondes...? Si on applique cette logique dans le contexte iranien, alors il y a un argument plausible à faire en faveur de l'Iran : il a un besoin

---

<sup>79</sup> Malfrid Braut-Hegghammer, *Op. cit.*, P. 21.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> Zbigniew Brzezinski et Robert M. Gates, "*Iran: Time for a New Approach*", New York, Council on Foreign Relations, 2004, p. 19.

légitime de force de dissuasion nucléaire principalement contre les États-Unis et puis contre Israël. Les États-Unis ont fait face à une situation semblable vers la fin des années 40 quand ils ont utilisé les armes nucléaires comme force de dissuasion contre une force conventionnelle soviétique supérieure. Le Pakistan fait plus ou moins la même chose aujourd'hui contre son voisin beaucoup puissant, l'Inde, alors que ce dernier le fait contre son voisin plus puissant, la Chine.

#### **4. Quelle sortie de la tension ?**

L'Iran est aujourd'hui encerclé par les troupes américaines présentes sur ses frontières orientales et occidentales, en Irak et en Afghanistan, sur ses frontières méridionales par l'entremise des États arabes dans le Golfe Persique, les Émirats Arabes Unis, le Qatar, le Bahrayn, le Koweït et l'Arabie Saoudite, et sur ses frontières nordiques en Asie centrale.<sup>82</sup> De plus, la présence de la Turquie dans l'OTAN et les bombes nucléaires des États-Unis installées sur le sol turc est une autre source d'insécurité pour l'Iran. Par conséquent, pour l'Iran, son encerclement par un État hostile et les pays potentiellement hostiles (alliés des États-Unis dans la région) est une grande source de souci.<sup>83</sup> Cet encerclement a créé en Iran le soupçon sur les vraies intentions de Washington. Le soupçon de Téhéran a été encore intensifié quand l'administration de George W. Bush a identifié l'Iran en tant que membre de l'axe du mal, avec l'Irak et la Corée du Nord, en 2002.

Le recours à la doctrine d'attaque préventive par les États-Unis pour renverser Saddam Hussein en 2003, a suggérée au leadership iranien que Washington est prêt, dans certains cas, à employer sa force conventionnelle pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive. Les appels pour le changement de régime en Iran par les hauts fonctionnaires de l'administration américaine ont également intensifié le soupçon du gouvernement islamique.<sup>84</sup> Par conséquent, l'Iran croit que les États-Unis commettraient l'agression contre le régime islamique à moins que le coût de cette agression ne soit trop élevé à supporter. Et certains en Iran croient que les armes

---

<sup>82</sup> GawdatBahgat, "Nuclear Proliferation in the Middle East: Iran and Israel", *Contemporary Security Policy*, vol. 26, no. 1, avril 2005, p. 30.

<sup>83</sup> Hans M. Kristensen. "U.S. Nuclear Weapons in Europe." *P. 5 Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 60, No. 6, pp. 76-77, November/December 2004.

<sup>84</sup> GawdatBahgat, "Nuclear Proliferation in the Middle East: Iran and Israel", P. 30 *Contemporary Security Policy*, Vol. 26, No. 1 (April 2005), pp. 25-43.

nucléaires, ou au moins la capacité pour les construire, dissuaderait les États-Unis de lancer une telle attaque.

Également important, l'attitude prudente d'administration Bush à l'endroit de la Corée du Nord a démontré la valeur des armes nucléaires en retenant les États-Unis. Pour les intransigeants de l'Iran, les armes nucléaires serviraient de force de dissuasion contre les États-Unis et s'assureraient que la République islamique ne serait pas intimidée par eux.<sup>85</sup> À cet effet, l'environnement régional de l'Iran a aggravé son appréhension l'amenant ainsi à multiplier d'efforts pour hausser sa posture défensive qui inclut la possibilité d'un intérêt pour les armes nucléaires. Ainsi, l'Iran a commencé à rétablir plusieurs des politiques et des programmes du Shah dans les secteurs de la défense et de la sécurité nationales.

Le leadership islamique est amené maintenant à partager la même vision de menaces existentielles contre l'Iran qu'avait le régime du Shah avant sa chute en 1979. La différence entre les deux situations est que l'Union Soviétique est substituée par les États-Unis. En outre, des relations avec Israël sont caractérisées avec soupçon et hostilité mutuels. De même les relations avec le Pakistan – un allié américain avec un régime islamique sunnite – sont également chargées de l'antagonisme réciproque. Par conséquent, le voisinage de l'Iran est dangereux et complexe, ajoutant encore plus de suspicions chez certains observateurs de la scène iranienne dans le besoin de Téhéran d'armes nucléaires. Gawdat Bahgat résume bien l'état de la question en écrivant : « L'Iran est situé dans un voisinage dangereux. Ses relations avec certains [de ses] voisins n'ont pas été amicales : Téhéran a eu des conflits territoriaux, sectaires et idéologiques avec plusieurs d'entre eux. Pendant plus de deux décennies les États-Unis ont employé une variété de sanctions économique et diplomatiques pour affaiblir et déstabiliser le régime iranien et depuis le début du 21e siècle des troupes américaines ont été déployées dans les pays autour de l'Iran.

Les relations avec Israël, la seule puissance nucléaire dans le Moyen-Orient, sont caractérisées par hostilité. Téhéran ne reconnaît pas l'Etat d'Israël alors que Tel Aviv insiste pour maintenir et défendre son monopole nucléaire et son droit de frapper les

---

<sup>85</sup> Chahram Chubin, "Does Iran Want a Nuclear Weapon?", *Survival* vol. 37, no. 1, printemps 1995, p. 91.



installations nucléaires en Iran. »<sup>86</sup> Pire encore, la présente situation pose de nouveaux défis à l'Iran. Le manque de progrès global vers le désarmement crédible des ADM, l'absence des assurances de sécurité fiables, la réaffirmation des armes nucléaires ou le refus d'écartier leur utilisation par l'OTAN, les Etats-Unis et la Russie, entre autres, ont créé l'inquiétude parmi les Etats qui ne possèdent pas d'armes nucléaires, en particulier ceux qui sont hostiles envers Washington. Ajouter à cela est la nouvelle doctrine militaire américaine qui adopte une nouvelle triade de possibilités. Elle combine des frappes nucléaires et conventionnelles et même l'utilisation prévue des armes nucléaires contre un Etat non nucléaire.<sup>87</sup>

À part tout cela, d'autres facteurs tel l'existence de « voisins nucléaires », notamment Israël, le Pakistan et l'Inde, ont, peut-être, fait repenser à l'Iran son calcul stratégique. C'est défendable à partir des seuls éléments exposés ci-dessus : l'Iran se rend compte qu'il ne peut qu'arriver à la conclusion qu'il doit y avoir un certain avantage stratégique pour lui d'élaborer un programme d'armes nucléaires. Il est également plus qu'incertain que l'Iran cherche le savoir-faire technique pour produire des armes nucléaires dans un délai court si la situation devrait le rendre impératif. Ainsi, il est fort douteux de croire que l'histoire récente et son voisinage troublé préoccupent l'Iran à tel point qu'il ne voit d'autre issue que d'acquérir la technologie nucléaire militaire pour sa survie.

Jusqu'à maintenant, aucune évidence n'existe pour suggérer que l'Iran poursuive strictement un programme d'armes nucléaires. Plutôt, ce qui existe ce sont les tentatives de l'Iran pour maîtriser le plein spectre de la science atomique, y compris tout le cycle de l'enrichissement d'uranium et la production du carburant nucléaire.

Le problème de l'Iran sur la question nucléaire est son incapacité d'expliquer clairement son programme à la communauté internationale d'une part, de l'autre, les dimensions techniques légale et morale de l'atome. Tout laisse à croire que l'ultime ligne rouge de la RII est la survie du régime ; si celle-ci est sérieusement menacée,

---

<sup>86</sup> GawdatBahgat, "Nuclear Proliferation in the Middle East: Iran and Israel", *Contemporary Security Policy*, vol. 26, n° 1, avril 2005, p. 31.

<sup>87</sup> *United States 2002 Nuclear Posture Review*. Ce document a non seulement renforcé le rôle central des armes nucléaires dans la planification militaire des Etats-Unis pour un avenir prévisible, il a explicitement confirmé que Washington est préparé d'utiliser les armes nucléaires contre les Etats non-nucléaires. Voir : <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/policy/dod/npr.htm> (accédé le 20 août 2006)

Téhéran reculerait et ferait des concessions majeures dans certains domaines. Mais, cela ne le fera pas un délinquant du droit international.

### ***5. Droit et légitimité du nucléaire iranien***

La décision des ministres des Affaires étrangères des cinq membres du Conseil de sécurité des Nations unies et de l'Allemagne (Groupe des Six), réunis à Paris le 12 juillet 2006, d'examiner d'éventuelles sanctions contre l'Iran constitue un nouveau revirement dans la crise du nucléaire iranien. Cette décision amène l'Iran sous pression pour donner une réponse aux propositions du groupe des Six qui lui ont été faites concernant son programme nucléaire. Les propositions ont été soumises par le Haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure PESC (Politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne), représentant le groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Grande Bretagne, Chine, Russie) plus l'Allemagne, juin dernier. La question évolue de façon différente puisque le groupe des Six a formulé des sanctions en deux étapes contre l'Iran.

La première phase consiste à une résolution rapidement établie au Conseil de sécurité pour exiger la suspension de toute activité nucléaire sensible, une première décision conditionnée à la réponse du gouvernement iranien, car si Téhéran répond négativement à l'arrêt de son activité nucléaire, le groupe des six œuvrera sur une résolution de sanctions basée sur l'article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations unies<sup>88</sup>. « Nous sommes convenus d'œuvrer en vue d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies rendant obligatoire la suspension (de l'enrichissement d'uranium) demandée par l'AIEA. Si l'Iran refuse de s'y conformer, nous travaillerons alors à l'adoption de mesures sur la base de l'article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations unies »<sup>89</sup>. La réponse du Président iranien, Ahmadinejad était que l'Iran présentera une réponse aux propositions du groupe des Six le 22 août prochain. L'escalade semble se dessiner et l'éloignement d'un compromis se dissipe

---

<sup>88</sup> Chapitre VII de la Charte des Nations unies : ACTION EN CAS DE MENACE CONTRE LA PAIX, DE RUPTURE DE LA PAIX ET D'ACTE D'AGRESSION, Article 41 : « Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques. »

<sup>89</sup> Déclaration du ministre français des Affaires étrangères, Paris 12 juillet 2006

derrière une gestion opaque de cette crise. Malgré les inspections de l'AIEA depuis 2003, aucune preuve n'a été décelée sur un programme militaire nucléaire développé par l'Iran. Le temps de réflexion que Téhéran prenne est désormais sous pression occidentale, la réponse iranienne était fortement attendue avant le sommet du G8 de 2006 organisé à Saint-Pétersbourg en Russie<sup>90</sup>, dont le développement et la sécurité énergétique seront les points forts de cette rencontre.

L'Iran puissance nucléaire est aujourd'hui une préoccupation centrale de la diplomatie internationale. Un débat irrationnel sur la véritable nature du projet iranien de l'acquisition de la technologie nucléaire civile survient et remet en cause l'accès à la technologie nucléaire civile, un droit promulgué par le Traité de non Prolifération nucléaire (TNP). Depuis le démantèlement de l'Union soviétique, la notion de la dissuasion s'est modifiée et fait basculer les relations internationales. Cette transmutation a basculé les relations entre les Etats-Unis et l'ex-Union soviétique vers les pays périphériques. Néanmoins, il s'est développé un fossé entre la notion d'énergie nucléaire et l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins militaires. La question de l'accès des pays en voie de développement à l'énergie nucléaire ne se pose plus et a été remplacée par la préoccupation de prévenir l'utilisation des « armes de destruction massive ». Une politique à l'aide de laquelle les Etats-Unis ainsi que les puissances occidentales tentent d'endiguer les capacités des Etats détenteurs ou approchant la maîtrise de la technologie nucléaire au nom des risques de la prolifération des armes nucléaires et du terrorisme nucléaire<sup>91</sup>. Notre étude cherche à contribuer à la compréhension de la question nucléaire dans ses différentes dimensions, à savoir la réalité à l'aspiration à la dissuasion nucléaire et à la légitimité des Etats signataires du TNP d'acquérir la technologie nucléaire civile sans que le risque de la militarisation nucléaire soit une priorité dans le développement des technologies énergétiques modernes. Cette problématique se pose aujourd'hui au travers d'un cas unique et intéressant, celui de l'Iran : un pays en voie de développement qui fournit la rare opportunité d'une comparaison entre une dissuasion mondiale et l'émergence de nouveaux acteurs non étatiques qui s'attachent à limiter les droits des Etats à s'équiper en nouvelles technologies nucléaires pour leurs

---

<sup>90</sup> Premier sommet du G8 organisé sous l'égide de la Russie, le 17 juillet 2006.

<sup>91</sup> Général Eric de la Maisonneuve, « *la dissuasion du futur* », dans *Le Trimestre du Monde*, 1er trimestre 1996, p. 131.

besoins nationaux. Un paradigme qui éclaire la politique internationale sur la nature même du droit d'acquisition de la technologie nucléaire civile. Les doctrines classiques de la stratégie nucléaire ne changent pas, elles évoluent à travers les desseins géopolitiques régionaux. L'énergie nucléaire civile : de la coopération à la sécurité internationale.

L'énergie nucléaire civile est aujourd'hui une solution à de nombreuses crises qui affectent les domaines industriels et économiques liés aux ressources énergétiques. L'émergence de ce débat dans les solutions alternatives contre la dépendance énergétique, réside dans une stratégie de développement de diverses productions énergétiques des pays dépendants des ressources pétrolières et gazières. Le nucléaire civil fait partie de cette stratégie de développement énergétique, en sachant que les coûts de la production nucléaire et de sa gestion deviennent très élevés.

Néanmoins, cette solution demeure une option de plusieurs Etats qui sont dépendants de leurs ressources énergétiques, en particulier, le pétrole.

L'énergie nucléaire fut une révolution géoénergétique à caractère mondial, puisque la survie des nations dépend de leurs ressources énergétiques et des capacités que ces derniers offrent à sauvegarder une intégrité nationale et sa participation au développement humain. Les parcs nucléaires ont progressés de façon rapide depuis les années 1970 et constituent un héritage énergétique avec ses apports aux économies nationales et ses conséquences écologiques.<sup>925</sup> L'innovation dans les secteurs civils est conduite par les marchés globaux de plus en plus intégrés.

L'innovation avance à un rythme sans précédent et crée des alliances transnationales toujours plus larges qui investissent dans la Recherche et le Développement afin de rester compétitives. L'industrie militaire est profondément restructurée entre les Etats économiquement émergents dans un système global où l'adversité économique s'accompagne de dissuasion stratégique.

Avant l'application du TNP<sup>93</sup>, la course aux armements, perception d'une menace américaine et ensuite soviétique, pendant la guerre froide et a poussé de nombreux

---

<sup>92</sup> Cf. notre article, « *L'énergie nucléaire : un enjeu mondial et un débat irrationnel* » in *Géostratégiques* N°5, mai 2001, pp.27-28.

<sup>93</sup> D'initiative américaine avec l'appui de l'URSS et de la Grande Bretagne, le Traité de Non-Prolifération Nucléaire a été adopté le 12 juin 1968 par l'Assemblée générale des Nations unies, et

Etats, en particulier la Chine, à développer des armes nucléaires au début des années 1960. L'essai nucléaire de la Chine en 1964 avait été la preuve des capacités d'un pays du Tiers Monde à atteindre le rang des pays nucléaires, et qu'une industrie nucléaire civile n'était pas le point de passage obligé pour acquérir l'arme nucléaire. Le coût de cette nouvelle entrée au club des puissances nucléaires a été fort pour les Etats-Unis : il leur fallu se résigner au droit de veto de tous les membres nucléaires du Conseil de sécurité de l'Onu. La logique de la dissuasion pendant la guerre froide était liée à la prolifération des armes nucléaires. La question de la hiérarchie militaire des nations demeure un facteur politico-stratégique prévalant dans les relations interétatiques.

L'exemple vient de l'Inde est tout aussi remarquable, laquelle développa sa capacité nucléaire après l'essai de la Chine, et après une menace nucléaire voilée des Etats-Unis pendant la guerre en Asie du Sud en décembre 1971. La Corée du Nord ou le Pakistan sont aussi des exemples de l'impact de la dissuasion nucléaire qui s'explique par l'émergence de cette catégorie de puissances qui tentent la persuasion, contraction de prévention et de dissuasion<sup>94</sup>.

À la réunion de la septième conférence d'examen du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP)<sup>95</sup>, en 2005 à New York, la conclusion prioritaire de cette conférence était de renforcer le respect de l'accord, en tant que seul obstacle à la prolifération des armes nucléaires, et garantissant le maintien de la paix et de la sécurité. Il fournit une base collective de sécurité dans laquelle près de 190 pays prennent des engagements réciproques de non-prolifération pour prévenir la dissémination des armes nucléaires. Il exige l'application des garanties de l'Agence

---

est entré en vigueur le 5 mars 1970. Par ce traité, les États non nucléaires se sont engagés à renoncer à tout programme non contrôlé. Une condition centrale de ce traité a été l'application de garanties de l'AIEA à toutes les activités civiles des pays membres. 189 pays ont signé le Traité y compris les cinq puissances nucléaires membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies. Cf. Rapport final du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2005, NPT/CONF.2005/1. *Peace and Security through Disarmament*, Onu.

<sup>94</sup> Entretien de Jean Paul Charnay, *L'Ambition du Nucléaire au Moyen-Orient*, Géostratégiques, Edit spéciale, N°10- 2005.

<sup>95</sup> Voir le texte du TNP, et définition dans le glossaire.

internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour aider à empêcher le détournement vers d'autres objectifs des programmes nucléaires à but pacifique.

Le TNP permet à ses membres de développer des programmes nucléaires pacifiques, mais il exige que leurs activités dans ce domaine soient conformes aux obligations de non-prolifération du traité. Il facilite la coopération nucléaire pacifique entre les parties, cela va de la fourniture de réacteurs coûteux destinés à la production d'électricité à l'expansion de l'utilisation de la médecine nucléaire dans les pays en voie de développement. Toutes les parties au traité sont tenues de mener des négociations de bonne foi sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires et sur un traité de désarmement général et complet sous contrôle international strict et efficace.

Néanmoins, le principe de base du TNP repose sur la discrimination opérée entre les États dotés de l'arme nucléaire ayant fait exploser un engin nucléaire avant le 1er janvier 1967 (EDAN- États-Unis, URSS, Royaume-Uni, France, Chine)<sup>96</sup>, et les autres États, non dotés de l'arme nucléaire (ENDAN). Un principe discriminatoire dans lequel les signataires du traité observent la difficulté de développer même une technologie nucléaire civile. Le soupçon est aussi d'une grande utilisation dans le fonctionnement du TNP. La confusion entre l'acquisition de la technologie nucléaire et l'armement nucléaire prend une complexité même dans le fonctionnement du Traité. Le président américain Bush avait déclaré à l'issue de la conférence sur le TNP : « Il est indispensable, en cette période de grande menace pour la sécurité internationale, en particulier lorsque des États hors-la-loi et des terroristes cherchent à acquérir des armes de destruction massive, que la communauté internationale s'unisse pour faire face aux dangers de prolifération nucléaire ». Le paradoxe est total dès que le développement de la technologie nucléaire s'apprend et devient un enjeu de défense et de la sécurité internationale. À travers cette position, une barrière technologique s'impose aux États intéressés à l'acquisition de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. Depuis quelques années et surtout après le 11 septembre 2001, il apparaît au grand jour que le développement d'un programme nucléaire civil est le meilleur moyen pour accéder à la réalisation d'armes

---

<sup>96</sup> États dotés de l'Arme Nucléaire, notamment les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies.

atomiques.<sup>97</sup> Cette conclusion paraît paradoxale avec les ambitions technologiques et leur développement prévu par le TNP et auxquelles de nombreux Etats ont adhéré. Le TNP aux intentions initiales louables apparaît maintenant comme un leurre dangereux qui ruine son objectif même en encourageant le transfert de technologie nucléaire civile et en lui offrant un cadre juridique international. Or, il n'est pas totalement exclu et de façon inductible qu'un pays peut tenter l'acquisition d'armes de destruction massive par la maîtrise des technologies civiles. Les trois principes qui régissent le fonctionnement du TNP sont en profonde dichotomie avec la réalité du terrain et l'émergence de l'ambition de la technologie nucléaire. En effet, l'article 06 du traité prévoit que les pays signataires possédant déjà les technologies d'armement nucléaire s'engagent dans un processus de désarmement, un processus où il est prévu que les EDAN se réunissent toutes les cinq années afin de faire un bilan sur l'état du désarmement, ce qui implique une réduction de la course aux armements entre les puissances nucléaires, appelées aussi « Club nucléaire ».

Le deuxième point culminant de ce traité (annoté dans son article IV) est que les pays signataires possédant la technologie nucléaire s'engagent à la transmettre aux pays ne la possédant pas. C'est un encouragement à la coopération technologique civile (à des fins pacifique) entre les Etats dotés de la technologie nucléaire civile (Club nucléaire) et les Etats tentés par son acquisition.

Cette forme de coopération a été fructueuse dans les années 1970 et 1980, puisque de nombreux Etats ont conduit des contrats de fabrication et d'installation de centrales nucléaires dans un cadre légal, ce qui a conduit à un processus de dénucléarisation régionale propulsé dans les années 1990. Cette coopération technologique pacifique est développée sous le contrôle de l'AIEA, prévue par l'article III du TNP. L'AIEA créée en 1957, contrôle l'usage pacifique des matières nucléaires dans les pays non dotés de l'arme nucléaire, parties au Traité, par le biais d'accords de garantie signé par chaque ENDAN avec l'Agence afin que celle-ci vérifie le respect de leurs engagements. L'AIEA renforce ses capacités de contrôle et met en place un protocole additionnel en 1998, qui complète les mesures de l'accord de garanties fondé sur la

---

<sup>97</sup>Philippe Boisseau, « L'Energie dans le dossier iranien », Communication, Conférence internationale sur les relations transatlantiques, mai 2006.

Cf. Roger Brunet, « *Centrales Nucléaires et Uranium dans le Monde* », Mappemonde N°60, 2000.

vérification par l'AIEA de la compatibilité des matières nucléaires déclarées.<sup>98</sup> Le régime des garanties intégrales, principes de contrôle de l'AIEA a été pendant les années 1990, une amélioration du cadre juridique du TNP qui semble vaste et rend difficile la coopération de par son caractère discriminatoire. L'idée de base est que les régimes ou institutions internationales n'ont qu'une influence minimale sur le comportement des Etats, ceci principalement parce que les régimes ne seraient qu'une manière d'obscurcir les politiques de pouvoir dans les relations internationales. L'isolement observé de plusieurs Etats du TNP ont été expliqué par le pouvoir organisant les institutions internationales. La légitimité même des institutions, en particulier de celles qui contrôlent la sécurité et la prolifération des armes, était confrontée à un problème de régulation de leurs relations avec les Etats souverains.

Le système international est régulé par les relations entre les différentes entités qui le composent et organise sa force de coercition, Bertrand Badie définit les interactions du système : « ...un relâchement de la coercition, après des longues périodes autoritaires, pourrait paraître la situation la plus favorable à une montée de la contestation et à son glissement vers l'émeute »<sup>99</sup>.

Cette situation s'explique par l'émergence des pays appelés « Etats du seuil », Etats non signataires du TNP et soupçonnés de disposer d'armes nucléaires, ou du moins d'une expérimentation d'engins explosifs.

L'Inde, le Pakistan et Israël ont été des acteurs centraux à cette période où une distorsion apparaît dans les relations internationales. Avant leurs essais nucléaires, la législation internationale se renforce par plusieurs dispositifs qui tentent de limiter la prolifération d'armes, de produits fissiles et des techniques. La chute de l'Union soviétique en 1990 était le symbole le plus fort de la fin de la guerre froide et la transformation formelle du système politique international d'une configuration bipolaire à une configuration unipolaire et éventuellement multipolaire. Les Etats-Unis sont devenus, pendant un temps, le seul pouvoir dominant dans le monde. Le risque de dissémination proliférant à la chute de l'URSS avait conduit les Etats-Unis

---

<sup>98</sup> 58 des 189 États membres du TNP appliquent le protocole additionnel.

<sup>99</sup> Badie, Bertrand, *Les Deux Etats*, Paris, Fayard, 1986. p. 253. Michel Chossudovsky, « *Nuclear War against Iran* », Global Research, Canada, janvier 2006. Cf. Bulletin of Atomic Scientists NRDC Nuclear Notebook, November/December 2002, Vol. 58, No.6, pp. 103–104.



à procéder à mettre en œuvre un dispositif international traitant la limitation de la prolifération internationale au nom de la sécurité mondiale. La phase de la coopération initiée à partir des années 1950 prenait fin et la coopération internationale en matière de technologie civile, commencée à plusieurs États, entre le Canada et l'Inde, entre les États-Unis et l'Iran, avec l'Irak, entre la France, l'Allemagne et l'Iran, fondée sur une coopération technique et scientifique et sur des accords bilatéraux entre pays fournisseurs et acquéreurs était entravée par de nombreux dispositifs qui limitaient l'avancée de la technologie. Les nouveaux acteurs de l'environnement international demeuraient les mêmes mais la politique américaine en matière d'énergie nucléaire prenait des dimensions de sûreté et d'interdictions basées sur le soupçon d'ambitions militaires.

Le monopole de la technologie nucléaire basé sur la prohibition des armes nucléaires dans le monde devenait la tâche principale de la politique étrangère américaine. Les Américains étaient, cependant, conscients qu'il est difficile de priver des États signataires du TNP du droit d'acquisition de cette technologie. Le besoin d'une nouvelle approche approfondie pour réguler le système de la technologie nucléaire et son acquisition se voit obstruer par un panel de plusieurs traités que nous tentons d'analyser dans le cadre de la lutte contre la prolifération horizontale, un leurre devant la prolifération verticale qui n'a cessé d'augmenter. La non-prolifération est devenue en 2005 après la conférence du TNP, un plan d'action de la prévention du terrorisme radiologique et la sécurité des sources radioactives.<sup>100</sup>

## ***6. La prolifération verticale et horizontale : échec de la dénucléarisation<sup>101</sup>***

La prolifération verticale est devenue une incitation à la multiplicité de la dissuasion horizontale et la dénucléarisation des États parties au Traité du TNP, a développé la prolifération horizontale. L'échec de la non-prolifération verticale conduit forcément à l'échec de la non-prolifération horizontale. À l'examen des faits depuis la guerre en Irak de 1992, le constat s'impose que les efforts menés dans le désarmement ne sont

---

<sup>100</sup> La prolifération verticale se définit par la croissance des armes nucléaires d'une puissance nucléaire (vr. glossaire). La prolifération horizontale se définit par l'augmentation du nombre des États dotés d'armes nucléaires.(vr. Glossaire)

<sup>101</sup> <http://www.ctbto.org/> Bulletin of Atomic Scientists NRDC *Nuclear Notebook*, op.cit., p.40

pas suffisant malgré une législation internationale qui tente de limiter l'utilisation de plusieurs types d'armements par des conventions internationales que nous allons énumérer ci-contre. Malgré la pertinence de l'article VI du TNP qui invite tous les Etats signataires à « poursuivre de bonne foi des négociations visant la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée » et prône l'adoption d'un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international stricte et efficace. Ce scénario n'arrive pas à se concrétiser mais paradoxalement confirme une valorisation des armes nucléaires par le discours défensif qui use de la dissuasion nucléaire comme rhétorique de la négociation internationale.

Les raisons pour lesquelles des pays cherchent à acquérir de l'armement nucléaire sont pérennes et relatives à l'absence de respect des engagements non énoncés de la coopération occidentale en la matière.

Cependant, le nucléaire continue à instaurer une hiérarchie entre les puissances et une capacité de dissuasion. La dénucléarisation constitue un processus qui varie d'un candidat à un autre, de l'esprit d'invention et de ténacité de chaque proliférant. La renonciation mutuelle de l'Argentine et du Brésil en 1990, la dénucléarisation volontaire de l'Afrique du Sud en 1991, ou la destruction du programme irakien par l'intermédiaire de l'Onu depuis 1991, l'adhésion de l'Algérie, des États de l'ex-Union soviétique, notamment la Belarus, le Kazakhstan et l'Ukraine en tant qu'Etats non dotés d'armes nucléaires constituent une garantie qui n'est pas sûrement éternelle. Ceci illustre que la dénucléarisation ne répond pas à des critères généraux et n'est pas établi sur un programme défini pour chaque État proliférant.

L'amélioration des conditions de désarmement et de dénucléarisation est indispensable pour que l'AIEA puisse réaliser les deux tâches créées par l'accroissement du nombre des États d'une part, et par la prolifération verticale qui n'a cessé d'augmenter à partir des années 1990 de l'autre. La perspective est d'apporter des solutions qui répondent aux différents archétypes de dé prolifération.

La reconduite illimitée du TNP en 1995, a largement contribué à la lutte contre la prolifération verticale. Les efforts des négociations internationales sur la question de la « déprolifération » a abouti à la conclusion du Traité d'arrêt complet et illimité des

Essais nucléaires (*CTBT - Comprehensive Test Ban Treaty*<sup>102</sup>). Ce Traité d'interdiction complet des essais, visant n'importe quelle explosion d'essai d'arme nucléaire, a été ouvert pour signature le 24 septembre 1996. En 2006, le Traité a été signé par 176 pays et ratifié par 120. Jusqu'à présent, 33 des 44 États énumérés en vertu de l'article XIV comme États qui doivent signer et ratifier le CTBT avant qu'il puisse entrer en vigueur ont ratifié le Traité. Le Canada a signé le Traité le 24 septembre 1996, et ratifié le traité le 18 décembre 1998. Le CTBT prévoit un régime global de vérification, qui inclura par la suite un réseau de 321 stations à travers le monde, un système de communications global, un centre de calculs international et les inspections sur place pour surveiller la conformité, aux termes d'une initiative américaine selon l'amendement Exon-Hatfield voté par le congrès américain en 1992. Aujourd'hui, ce traité compte 176 États, les réticences continuèrent à son début, car le nucléaire ne pouvait plus prétendre à une modernisation et une amélioration à travers des expériences et des essais.

L'évolution de ce traité dans la dernière décennie a démontré à nouveau de grandes faiblesses de la dé prolifération voir dénucléarisation, les membres du CTBT, notamment les cinq puissances nucléaires hiérarchisent l'organisation qui est soumise aux capacités d'une puissance nucléaire et à ses besoins stratégiques.

En somme, chaque État peut quitter le traité avec préavis, ce qui constitue l'élément central de l'échec de cette politique de lutte contre la prolifération nucléaire. Une autre stratégie fut développée au sein de la Conférence de Désarmement des Nations unies, lancée par le président américain Bill Clinton en 1993, la Convention d'arrêt de la production des matières fissiles de qualité militaire (*FMCT- Fissile material Cut-Off Treaty*)<sup>103</sup>. Cette convention a pour objectif d'arrêter définitivement la production du plutonium et d'uranium hautement enrichi. Les puissances nucléaires bénéficient déjà des quantités suffisantes pour leur arsenal militaire.

La France ainsi que la Grande Bretagne disposent d'une quantité militaire suffisante la Chine y adhéra en 1994.

---

<sup>102</sup> François Géré, « *la Politique française au lendemain de la reconduction du TNP* », *Le Trimestre du Monde*, 1996. Cf. *FMCT Handbook, A guide to fissile material cut-off Treaty*, Oxford Research Group, 2003.

<sup>103</sup> Ramesh Thakur, « *L'adieu aux armes nucléaires ?* », *Chronique de l'Onu*, Volume XLI, Numéro 3 2004.

Un traité qui mettrait fin de façon permanente à la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires doit s'accompagner d'engagements parallèles des EDAN d'établir des mécanismes efficaces permettant de réduire et, à terme, d'éliminer les stocks de matières fissiles.

En 2003, le Japon proposa de revoir ce traité et de renforcer les mécanismes de contrôle du commerce des matières fissiles, et le renforcement de l'engagement des États dotés d'armes nucléaires. La prolifération a continué, les essais de l'Inde suivis par ceux du Pakistan ont démontré que même le processus de dénucléarisation régionale ne pouvait pas progresser.

Les limites de la dénucléarisation se situent dans les rapports à la dissuasion stratégique. Les EDAN continuent d'améliorer leur arsenal militaire, revoient leur posture stratégique. Le maintien des armes nucléaires est le garant efficace à travers la dissuasion et de la persuasion des intérêts nationaux. Le paradoxe du désarmement est que l'attitude des puissances nucléaires est totalement contradictoire avec la législation internationale à laquelle elles ont consenti. L'exemple des Etats-Unis qui viennent de décider la réalisation des armes nucléaires complètement nouvelles – mini bombes destinées à être employées sur le champ de bataille – conduit à abolir la distinction entre guerre conventionnelle et guerre nucléaire.<sup>104</sup> La déprolifération est sujette à une modélisation stratégique que tente d'appliquer les Etats-Unis à travers des fresques géopolitiques. Le TNP n'est pas adapté aux nouvelles technologies, il en est de même pour les différentes conventions qui n'incluent pas la mutation scientifique de la recherche en matière d'armement. La capacité d'une nation à poursuivre un programme nucléaire militaire, mis à part l'accès aux matières fissiles (uranium-235 ou plutonium), dépend aussi de la maîtrise des technologies d'explosion nucléaire. Ce n'est pas suffisant d'avoir du plutonium si un pays n'a pas accès à des technologies, assez avancées, d'usinage et de création permettant une explosion primaire traditionnelle. Le plutonium ou l'uranium, nécessaires pour une explosion pourraient effectivement être obtenus durant les étapes d'enrichissement et retraitement du cycle du combustible nucléaire.<sup>105</sup>

---

<sup>104</sup> Cf. notre article, « *L'énergie nucléaire : un enjeu mondial et un débat irrationnel* », *Géostratégiques* N°5, mai 2001.

<sup>105</sup> *Le Monde*, 27 avril 2005.

La dynamique nucléaire a subi un soubresaut politico-stratégique depuis le 11 septembre 2001, moment à partir duquel les doctrines stratégiques classiques ont commencé à se modifier, car la prolifération universelle basée sur le TNP évolue au profit d'une prolifération multiple. Le contrôle se fait aujourd'hui à travers des alliances stratégiques où les relations vont de concert au sein du club nucléaire. L'exemple du Pakistan, de l'Inde et d'Israël non adhérents au TNP conserve cette réglementation sur la non-prolifération verticale. Les Etats-Unis et l'Inde viennent de signer des accords de coopération nucléaire « civile »<sup>106</sup>. Mais n'est-ce pas ce même « civil » qui a permis au Pakistan et à l'Inde de se doter de la bombe ? Le cas d'Israël est aussi pertinent, son programme nucléaire a été anticipé par l'administration américaine dès la fin des années 1950, faisant obstacle à une prolifération entre les puissances nucléaires et des États à potentiel militaire fort, notamment entre l'URSS et l'Egypte, la France et Israël ; les Etats-Unis se lancèrent dans l'équipement d'Israël alors sous garantie américaine.<sup>107</sup>

La prolifération d'arme nucléaire ne s'est pas substituée à l'acquisition de produits fissiles. L'exigence d'instruments complexes et de connaissances de haute performance développées permet dans un cadre de transfert de connaissances l'élaboration d'armes nucléaires. Un terrain délicat puisque le fondement même de cette industrie est en Occident malgré l'existence de réseaux commerciaux et de produits commerciaux, il n'est pas certain que l'acquisition de la bombe soit un simple marché ou une simple rumeur qui servent de subterfuge à une manœuvre politique.

La réalité de la déprolifération et l'échec de la dénucléarisation démontrent que l'existence d'un régime discriminatoire rend la prolifération complexe et dépourvue de tout danger. Lors de la session d'avril 2004 du Comité préparatoire à la Conférence d'examen du TNP de 2005, qui a eu lieu à New York, certains États nucléaires s'est opposés aux demandes visant à créer des organes subsidiaires pour examiner les questions liées au désarmement. Le contrôle devient un enjeu central au sein des institutions internationales chargées de contrôler le désarmement.

---

<sup>106</sup> Baker, Steven, J., "Commercial Nuclear Power and Nuclear Proliferation", *Peace Studies Occasional, Paper no. 5, Cornell University, 1975.*

<sup>107</sup> Spector, Leonard, S.: *Nuclear Ambitions: The Spread of Nuclear Weapons 1989-1990*, Westview Press, Boulder, 1990, p. 153.

D’ailleurs, les États-Unis affirment le droit de développer de nouvelles générations d’armes nucléaires qui causent des dégâts énormes ainsi que des « mini armes nucléaires » utilisables sur les champs de bataille, et redéfinissent les doctrines concernant le déploiement et l’emploi des armes nucléaires<sup>108</sup>. De ce fait, les puissances nucléaires ont même écarté les assurances négatives de sécurité, qui les empêchent de ne pas utiliser les armes nucléaires contre des États non nucléarisés : l’échec de la déprolifération verticale est tenté par le retour à des menaces réelles telles que la non reconnaissance de Washington de l’entrée en vigueur du CTBT, l’absence d’engagement sans équivoque » des États nucléaires de procéder à l’élimination des arsenaux nucléaires, et l’abrogation du Traité sur les missiles antimissile balistiques (ABM)<sup>109</sup>.

Le TNP est souvent critiqué pour son insuffisance et pour son manque de discernement envers les puissances nucléaire. De nombreux étonnements sont évoqués sur des programmes nucléaires dont l’origine reste basée sur la coopération internationale prévue par le texte du TNP.

Néanmoins, le cas d’Israël demeure pertinent dans cette course aux armements et le retour de la dissuasion virtuelle qui est assurée par les États-Unis en tant que garants de sa sécurité. Le premier réacteur de recherche israélien sera fourni par les États-Unis, comme dans le cas de l’Iran, dans le cadre du programme « Atomes pour la Paix », en 1955. La construction de celui-ci se terminera en 1960. Comme tous les matériels de recherche fournis dans le cadre de ce programme, ce réacteur sera soumis au système de « sauvegarde » américain, puis à celui de l’AIEA. Pendant la même période une soixantaine de scientifiques israéliens seront formés aux États-Unis dans les laboratoires de la *United States Atomic Energy Commission*.<sup>110</sup> Il en relève depuis des anomalies souvent évoquées dans la conduite des inspections par l’AIEA auprès d’autres ENDAN.

En effet, dans une étude conduite par Grzegorz Kostrzewa-Zorbasen 1998, soulève qu’aucune « inspection » n’avait eu lieu sauf « une visite d’une journée organisée mi-

---

<sup>108</sup> Rapport sur la défense américaine.

<sup>109</sup> Pry, Peter : « *Israel’s Nuclear Arsenal* », Colorado: Westview, 1984, pp. 5-7.

<sup>110</sup> Voir la thèse de Kostrzewa-Zorbas, Grzegorz, « *American Response to the Proliferation of Actual, Virtual, and Potential Nuclear Weapons: Lessons for the Multipolar Future* », Johns Hopkins University, MD, 1998.

mai 1960 par deux experts en conception de réacteur américains, qui ont [...] conclu que rien n'aurait été caché par les Israéliens et qu'il n'y avait aucune manifestation évidente d'une intention de production des armes nucléaires par les Israéliens »<sup>111</sup>. Mais il est évident qu'Israël est devenu l'allié stratégique des Etats-Unis dans la région du Moyen-Orient, son désarmement ainsi que la déprolifération n'ont jamais inquiété la communauté internationale. Devenu membre du « club nucléaire », en refusant le TNP, Israël a poursuivi son programme nucléaire basé sur la technologie civile maintenant ainsi une position belliciste d'une guerre nucléaire dans la région. Il est évident que cette option est écartée mais la dissuasion nucléaire dans cette région a des atouts géostratégiques et géopolitiques régionaux de grande importance. L'arsenal israélien selon une estimation anglaise de 2003<sup>112</sup>, comprend environ quatre cents têtes nucléaires pour une puissance d'ensemble de 50 mégatonnes équivalant à 3 850 bombes d'Hiroshima. Il s'agit d'abord d'armes tactiques de faible puissance, parmi lesquelles des bombes à neutrons faites pour frapper des objectifs rapprochés sans provoquer une excessive retombée radioactive sur-le-champ de bataille. Mais on trouve aussi des armes thermonucléaires de forte puissance prêtes à être utilisées.

Les forces israéliennes disposent également de 300 chasseurs F16 et 25 F15 fournis par les Etats-Unis<sup>113</sup>. Il apparaît paradoxal aujourd'hui qu'avec la multiplication des acteurs nucléaires l'organisation de la puissance de dissuasion réciproque par menace de mutuelle destruction assurée soit un défi dans cette phase où les acteurs mêmes de la violence se multiplient. Les explosions indienne et pakistanaise leur ont permis d'acquérir une certaine puissance, notamment de ne plus figurer dans l'axe du mal défini par l'administration américaine, mais également de tempérer les conflits territoriaux. Depuis, le Pakistan a développé de 24 à 48 têtes actives et l'Inde de 30 voire à 40 têtes actives.

La prolifération horizontale marque aussi la période la plus cruciale de la dissuasion réciproque où l'Irak ainsi que la Corée du Nord représentent les deux cas complexes de la dénucléarisation. La guerre en Irak ayant démantelé tout soupçon et facilité la présence américaine dans la région, elle exclue que l'Irak soit une puissance nucléaire pour le moment puisque son programme n'a pas abouti. Par ailleurs, la Corée du Nord

---

<sup>111</sup> *Jane's Intelligence Review*, "Nuclear Proliferation", <http://www.janes.com/>

<sup>112</sup> *Ibid*, N° 40-2003

<sup>113</sup> *Le Monde*, 20 juin 2006.

a achevé l'approvisionnement en carburant d'un missile intercontinental Taepodong II d'une portée qui serait comprise entre 3 500 et 4 300 Km, capable de toucher les Etats-Unis.<sup>114</sup> La Corée du Nord qui a ratifié le TNP tout en développant son armement nucléaire. Les relations avec les Etats-Unis ont été difficilement instituées par un cadre de négociations depuis 1994, date de la mise en place du (*Agreed Framework*)<sup>115</sup>. Cet accord cadre signé à Genève : l'objectif américain d'empêcher la Corée du Nord de se doter d'armes nucléaires. Pour le gouvernement nord-coréen, le recours à l'énergie nucléaire devait permettre de pallier la crise énergétique, notamment après la fin des approvisionnements en pétrole soviétique à des conditions préférentielles. La Corée du Nord est confrontée à l'acquisition de la technologie nucléaire civile par la logique de la tractation. De nombreuses crises affectent la négociation avec Pyongyang sur son programme nucléaire civil. La crise de 2002 a entraîné plusieurs cycles de négociations à six parties de la région (Corée du Nord, Corée du Sud, Etats-Unis, Chine, Japon, Russie). L'option américaine dans ce dossier est d'œuvrer pour un changement de régime qui permettra la réunification des deux Corée et l'intégration d'une seule Corée en tant qu'ENDAN au TNP.

À l'issue du dernier cycle de négociations à six lors de la conférence de Pékin, à la fin de l'été 2005, la Corée du Nord a accepté de renoncer à l'arme atomique le 19 septembre 2005 sous réserve, d'une part, que la communauté internationale autorise son programme nucléaire civil afin de réduire sa dépendance énergétique, et d'autre part qu'elle dispose de garanties de sécurité pour prévenir une attaque américaine à son encontre. La crise reprend son cycle de tractation avec les Etats-Unis, puisque ces derniers affirment que la Corée du Nord fait partie de « l'Axe du mal ».

La prolifération horizontale se manifeste cas par cas et l'exemple de la Corée du Nord implique les Etats-Unis dans une politique de dénucléarisation sévère et partielle. Le recours à l'embargo économique contre la Corée du Nord et à des sanctions économiques, est une stratégie par laquelle, les Etats-Unis tentent d'asphyxier le

---

<sup>114</sup> Il s'agit d'un cadre de travail dans lequel la Corée du Nord abandonnerait sa filière graphite-gaz pour de nouveaux réacteurs moins plutonigènes à eau légères. Ce cadre fut négocié par l'ambassadeur américain Robert Galucci dans un processus comprenant cinq ans de préparation pour qu'en 1999, la Corée du Nord accepterait les inspections de l'AIEA.

<sup>115</sup> Philippe Pons, « *Les États-Unis tentent d'asphyxier financièrement le régime de Pyongyang* » in *Le Monde*, 27 avril 2006.



système financier nord coréen par des mesures qui frappent directement les entreprises, et les banques qui travaillent avec Pyongyang.<sup>116</sup>

Sur ce terrain très délicat où se croisent des activités de coopération, de renseignements et de soupçons, la prolifération horizontale dépend largement de la prolifération des armes au sein d'un Etat doté d'armes nucléaires.

Aujourd'hui, 245 réacteurs nucléaires militaires sur 182 bâtiments de guerre qualifiés de « centrales atomiques flottantes » sont répartis entre les cinq grandes puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Chine)<sup>117</sup>. Leurs puissances militaires se sont largement développées sur le plan technique et logistique, comme le dénombre l'Observatoire des armes nucléaires françaises : « Certes, le monde entier s'inquiète des conditions de sécurité et du démantèlement des sous-marins à propulsion nucléaire russes mais nous pouvons avoir les mêmes inquiétudes pour les conditions de stockage et de retraitement de ces réacteurs nucléaires aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, et en France ! », l'attente d'une hypothétique solution de stockage et de retraitement plus conforme à la protection de l'environnement est toujours sans proposition.

Dans le monde, Il existe actuellement 441 réacteurs nucléaires en service,<sup>118</sup> leur âge moyen est de 20 ans, cependant 59 réacteurs ont plus de 30 ans et 8 plus de 40 ans. Les Etats-Unis demeurent la première puissance nucléaire avec ces 104 réacteurs actifs en 2005, sa production représente seulement 20 % de l'électricité mondiale. La France qui est au deuxième rang mondial avec ses 59 centrales a l'un des parcs nucléaires les plus jeunes. Une de ses caractéristiques essentielles est qu'il a été, pour l'essentiel, mis en service dans la décennie 1980-1990. La troisième place revient au Japon avec ses 55 réacteurs (dont 46 sont à l'arrêt depuis décembre 2011) et la Russie est en quatrième position avec un nombre de 31 réacteurs nucléaires actifs dont la production est en hausse depuis 2000 et s'élève à 16 %. Quant au Royaume-Uni, sa possession de 23 réacteurs nucléaires le place en cinquième place mondiale, ses

---

<sup>116</sup> Voir <http://www.obsarm.org/>, Cf. « *Le complexe nucléaire : des liens entre l'atome civil et l'atome militaire* », Le CDRPC, février 2005.

<sup>117</sup> ENECLUC, les Centrales Nucléaires dans le Monde, CEA, rapport 2005.

<sup>118</sup> Les Perspectives de développement de l'énergie nucléaire en Chine, rapport du Service nucléaire de l'Ambassade de France en République Populaire de Chine et Mission Economique. Mars 2004.

réacteurs produisent 22 % de l'électricité nationale. L'Europe à 25 Etats a une part importante du parc nucléaire et de la production d'électricité, avec ses 169 réacteurs nucléaires, l'Union européenne a 25 % du marché électronucléaire.

La dépendance à l'électronucléaire est aussi un élément fortement ressenti comme la Lituanie avec 81% de sa production d'électricité à partir de réacteurs nucléaire. La France est également dépendante avec 78 % de son électricité produite à partir du nucléaire. Quant à l'Allemagne, elle produit avec ses 18 réacteurs nucléaires 28% de son électricité. La Suède dont 45% de son électricité est produite par ses 11 réacteurs qui ne seront pas abandonnés tel qu'il était prévu par la décision parlementaire de 1997, en février 2009, le gouvernement suédois à définitivement abandonné le nucléaire. Par ailleurs, l'électronucléaire se développe énormément en Asie, en dehors du grand consommateur japonais, la Chine développe également son parc, sa production d'électricité est marginale par rapport aux producteurs mondiaux, mais le gouvernement chinois apporte son soutien au développement de l'énergie nucléaire. La politique de développement de l'électronucléaire s'est modifiée à partir de la fin des années 1990, en prônant le « développement dynamique de l'électronucléaire »<sup>119</sup> un véritable programme électronucléaire qu'envisage de réaliser la Chine d'ici à 2020, sa production d'électricité actuelle est de 2.2 % pour atteindre 36 000 MW de capacité de production d'origine nucléaire, notamment par la construction de nouvelles centrales nucléaires en partenariat avec la France. L'Inde est également dans ce même niveau que la Chine, avec ses 14 réacteurs nucléaires, sa production s'élève à 3.7 % d'électricité nationale<sup>120</sup>. Les choix énergétiques de la Chine s'orientent vers une diversification de son approvisionnement énergétique et le rééquilibrage de secteur électrique par le développement de l'électronucléaire. Les trois premières puissances nucléaire (Etats-Unis, France, Japon, et également la Russie) dominent le marché du nucléaire civil, mais le renouveau technique se développe peu dans les pays producteur d'électricité, en dehors de la France et de l'Allemagne. Néanmoins, la construction de nouveaux chantiers est relative à la hausse des prix de pétrole, ce qui permet à la Chine, l'Inde ou l'Iran d'envisager de

---

<sup>119</sup> ENELUC, rapport 2001.

<sup>120</sup> Roger Brunet, « Centrales Nucléaires et Uranium dans le Monde », Mappemonde N°60, 2000.

nouvelle centrales, cela apparaît comme le souligne de nombreux observateurs comme un élan au nucléaire civil.<sup>121</sup>

Le TNP favorise l'utilisation pacifique de l'atome, en affirmant le droit inaliénable de toutes les parties au traité à développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Tous les pays signataires, et notamment les États les plus avancés dans le domaine nucléaire civil, s'engagent ainsi à faciliter un échange aussi large que possible d'informations, d'équipements et de matières nucléaires pour les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'approche collective de la gestion nucléaire n'est plus adaptée à la mutation stratégique du nucléaire, la notion de la coopération qui semble aujourd'hui anachronique est également incrédule par son principe de désarmement.

### **Les enjeux intérieurs et extérieurs de l'Iran**

À ce jour, le régime a utilisé des armes déterminées sur les deux fronts intérieur et étranger. À l'intérieur, il y a poursuite de la restriction des libertés, oppression, discriminations, mise en relief des différends religieux, accent mis de temps à autre sur la répression de différentes formes de comportement social, telles que la soumission des femmes, l'attaque contre les étudiants et les universités, l'attaque contre les mystiques « Gonabadi », les bahaïs, les missions chrétiennes. À l'étranger, pour attirer les opinions publiques dans les pays arabes, il y a opposition à l'égard d'Israël, soutien aux Palestiniens de même qu'au Hezbollah du Liban ; et enfin est soulevée la question de la technologie nucléaire, utilisée aussi bien sur le front intérieur qu'à l'étranger.

À l'intérieur du pays, la campagne montée autour de la question nucléaire, avec pour arrière-plan la guerre en Irak, détourne l'opinion publique vers le conflit avec les États-Unis et l'Occident. À l'étranger, la démonstration de force face aux États-Unis et à l'Occident attire l'admiration des opinions publiques du monde arabe et plus largement des pays du « Sud ». Les peuples arabes qui, depuis des années, sont affligés par la faiblesse de

---

<sup>121</sup> En 1955 eut lieu une conférence à Genève sur le nucléaire : *Atoms for Peace*. Celle-ci faisait écho à un célèbre discours du président Eisenhower en décembre 1954, et fut suivie de trois autres réunions sous la même dénomination. « *Atomes pour la Paix* » était un programme censé contrôler le secteur nucléaire qui échappait à tout contrôle et dérapait.

leurs pays face à Israël et aux États-Unis, et par la poursuite des agressions d'Israël en Palestine, sont aujourd'hui fiers et soutiennent un pays musulman qui s'attaque à Israël, résiste devant l'Occident, pour avoir la maîtrise de la technologie nucléaire, et soutient les Palestiniens. C'est un avantage pour les ambitions idéologiques des religieux au pouvoir en Iran.

Du fait que l'assise sociale du régime théocratique se situe dans une société semi campagnarde, avec une attitude visant à favoriser les paysans, l'écart entre ce régime et la société civile s'est de plus en plus creusé. Dans son rejet de la modernité, le régime en place rejette même ses propres troupes. Ceux qui ont été défaits lors des dernières élections présidentielles en faisaient partie. Cette situation est celle du régime actuel de l'Iran. Durant les événements de l'année dernière, outre les fractions à l'intérieur du régime, le Guide de la révolution a également été interpellé. Le conflit actuel se déroule entre les religieux, qui ont l'armée à leur dévotion, et ceux dont l'assise traditionnelle se situe au niveau du bazar et des mosquées. Dans cette campagne, le faux-semblant du gouvernement d'être mû par le nationalisme iranien, en vue d'attirer l'opinion publique dressée à l'encontre d'une attaque étrangère, a provoqué la colère des ayatollahs extrémistes. Au sein des partisans fanatiques du régime, une vague de menace et de protestation est en voie de se lever. Une autorité gouvernementale qui a fait allusion à une « doctrine iranienne » de l'Islam a été menacée d'être jugée par la plus haute autorité militaire.

Dans ces conditions, en conséquence de la décision du dirigeant de la révolution de déclarer son « pouvoir » comme absolu, l'aile la plus à droite du régime a commencé à murmurer la suppression du mot « république » dans la Constitution et la nomination du Premier ministre par le Guide. Face à l'aggravation des différends entre le président de la République et le Parlement, le premier a rédigé une lettre au dirigeant de la révolution dans laquelle il critique sévèrement les opposants et les accuse de violer ses pouvoirs, et cela alors que lui-même a de nouveau brandi le drapeau de l'exportation de la révolution islamique qui, pendant des années, était resté au placard, avec pour objectif de s'assurer le soutien des masses du monde arabe, en relation avec les groupuscules *djihadistes*, ennemis d'Israël et des États-Unis. La question qui est à l'ordre du jour sur le plan intérieur est le bras de fer engagé entre le Parlement et le président de la République pour se supprimer l'un l'autre, et en vue d'un nouvel alignement des forces à la veille d'une époque innovante (avec pour toile de fond une politique de conciliation avec les États-Unis).

La concentration du pouvoir dans le régime théocratique a atteint un tel niveau qu'au sein du régime on accueille favorablement une agression externe. Les provocations des dirigeants de l'armée des Gardiens de la révolution ont dépassé le stade de la parole. Des films et des nouvelles font état de « tombes collectives creusées pour les soldats américains ». Cela montre que, pour surmonter son impasse interne, le régime a besoin d'un facteur étranger.

Que la métropole du capital, pour l'instauration de son nouvel ordre dans le cadre de la mondialisation du capital, ait besoin d'une guerre ne fait aucun doute. La méthode d'extension stratégique des forces préfigure un tel avenir, mais elle tente d'éviter les arsenaux nucléaires et de remporter la victoire sans y avoir recours. Le retour au développement des armements classiques, en même temps que des différentes armes modernes et spatiales, ainsi que les programmes d'armement sont les preuves de la possibilité d'extension des crises dans les relations internationales jusqu'en 2015. Or, l'aggravation des crises dans certaines régions en proie à des tempêtes peut être à l'origine d'une mondialisation prématurée des guerres. Le conflit entre l'Iran, d'un côté, les États-Unis et l'OTAN, de l'autre, dans le golfe Persique peut être l'une de ces situations qui se présenteront prochainement. De son côté, Israël fait tout son possible pour que ce conflit ait lieu afin de retarder la création d'un État palestinien. Il n'est pas difficile de prévoir que les ondes d'une explosion dans le golfe Persique s'étendront jusqu'à la mer Caspienne et l'Asie centrale, entraînant les pays arabes et l'Afrique.

## **CHAPITRE 3 : LES GEOSTRATEGIES OCCIDENTALES ET LE PROBLEME IRANIEN**

Il est nécessaire de porter un regard neuf sur les stratégies mises en œuvre par l'Occident en général face au problème iranien. Le problème est extrêmement complexe, les responsabilités des dirigeants sont immenses et le devoir de prudence prévaut dans tout jugement hâtif. La diplomatie est actuellement la seule voie employée par les Etats-Unis et la France, et il faut s'en réjouir.

De ce point de vue, il est évident que cette question du nucléaire iranien qui devrait se résoudre à la seule question de la maîtrise légitime des technologies nucléaires civiles dans le cadre du TNP, est une arme de pression internationale à vocation déclaratoire tant du côté américain qu'iranien. Pour Washington, elle permet de justifier régionalement l'encerclement militaire de l'Iran, la tentative de sa mise au ban des nations, son soutien aux Moujahidines du Peuple de Maryam Radjavi, la poursuite de la campagne planétaire contre le terrorisme, le prix du contournement gazier et pétrolier, le resserrement de son influence sur les régimes arabes du Golfe pour prix de leur sécurité, le maintien du projet de Grand Moyen-Orient, le soutien systématique à Israël, etc.

Pour Téhéran, cette tension lui permet de développer l'image pionnière d'une puissance régionale grande productrice d'hydrocarbures en quête d'indépendance énergétique par la diversification de ses sources de production. Mais elle lui donne également le pouvoir d'inquiéter ses voisins hostiles, moyennant l'incertitude liée à l'enrichissement d'uranium, prélude au développement potentiel du nucléaire militaire. Cette incertitude provoque également l'inquiétude de la puissance tutélaire, garante de la stabilité géopolitique et de la sécurité des approvisionnements énergétiques de la région, de voir une authentique prolifération être la possible conséquence du choix nucléaire iranien.

La radicalisation déclaratoire permet au régime de Téhéran de justifier l'éventuelle escalade des menaces sur plusieurs théâtres régionaux tels que la réactivation du Hezbollah libanais, la renaissance d'une résistance anti-américaine de grande ampleur en Afghanistan, la pression maximale sur le Kurdistan, l'unification des diverses

tendances chiites en Irak mais pas dans le sens des projets américains, de celles du Golfe (au Bahreïn et les nombreuses minorités de l'arc chiite) le minage du détroit d'Ormuz (passage de 20% de la production mondiale de Brut), la déstabilisation du Golfe par des manœuvres d'intimidation à destination de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis, notamment après la relance par ces derniers de la question sensible de la possession des îles Tumb.

Il est nécessaire de rappeler que la moitié des 15 % des réserves mondiales de gaz que l'Iran possède, est concentrée dans des gisements *off-shore* du golfe Persique.

De plus, il existe une caractéristique d'interdépendance stratégique et diplomatique qui illustre l'ambiguïté des rapports entre Téhéran et Washington. Ce qui implique de considérer l'ensemble des paramètres géopolitiques inhérents au jeu des deux pays. Ainsi, par exemple, si l'on considère la perspective d'un embargo pétrolier, assurément redoutable pour Téhéran, elle risquerait cependant fort « d'apparaître aux yeux des nations européennes et asiatiques clientes de l'Iran comme un projet américain, voire un complot américain susceptible de se révéler préjudiciable aux partenaires et aux alliés de l'Amérique, ceux-là même dont aujourd'hui l'Amérique a un besoin vital dans le règlement du dossier iranien.

En effet, il ne peut y avoir pour les clients de Téhéran d'alternative au pétrole iranien qui n'augmente leur dépendance à l'égard des Etats-Unis. Aussi sincère soit-elle, la détermination des Etats-Unis peut rapidement mener à un isolement américain sur le dossier iranien. Le champ économique a la forme d'un cercle vicieux. Il révèle des fragilités aussi bien dans la structure de la République islamique qu'au cœur même de la solidarité occidentale ».

Mais évidemment, rien n'égale de son point de vue, l'avantage que crée l'incertitude liée à sa capacité de frappe nucléaire. Stratégiquement en effet, l'éventuelle « nucléarisation » des ogives du Chahab-3 de portée de 1300 km permettrait d'atteindre tout un ensemble régional de grande ampleur tel que la Turquie, l'Israël, l'Arabie Saoudite, le Pakistan et l'Afghanistan dans leur ensemble mais également les forces américaines positionnées dans la zone du golfe Persique, une partie du sous-continent indien, du Kazakhstan et la Russie, les Scud B et C n'ayant jusqu'à présent qu'une portée respectivement de 300 et 600 km. En 2003, l'Iran est parvenu à faire dériver du Nodong nord-coréen son missile Chahab-3 d'une portée de 1300 km et des

versions 3 et 4 sont actuellement à l'étude pour des portées de 2000 à 5000 km. En réalité, les iraniens disent s'en tenir pour l'instant au Chahab-3 en matière militaire, mais ils veulent poursuivre leur programme balistique purement civil pour la mise en orbite de satellites et espèrent le faire avec leur propre technologie de lancement.

Or, l'Arabie Saoudite s'est dotée de fusées de longue portée auprès des Chinois pour faire contrepoids à celles iraniennes mais aussi israéliennes.

On le voit, la dissuasion atomique est liée à l'omniprésence américaine dans cet environnement régional à risque, d'autant que l'Administration Bush avait multiplié ces derniers temps les menaces d'attaques sélectives à l'aide de bombes *anti-bunkers* essentiellement sur les usines de transformation de l'uranium de Natanz et d'Arak. Ainsi, les ramifications régionales et internationales des implications des Etats-Unis leur ont-elles jusqu'à ces derniers mois permis de privilégier la planification de tir(s) nucléaire(s) contre l'Iran tout en contribuant activement depuis ces dernières années à la nucléarisation du Moyen-Orient.

Dans ce jeu d'asymétrie où qui perd gagne, les Etats-Unis n'ont pas intérêt à poursuivre une montée en puissance exponentielle de la tension qui fait douter leurs alliés régionaux notamment au regard de l'échec et de l'enlisement de l'opération en Irak. La dépendance se paie au prix de la sécurité et celle-ci doit exclure l'incertitude. La puissance de l'Iran lui permet de créer à l'échelle régionale cette incertitude qui est un défi à la tentative d'ordre américain sur la zone.

### **1- Politique et menaces monopolistiques : guerre de technologie nucléaire militaire**

Les occidentaux accusent le gouvernement iranien de ne pas respecter les accords de Téhéran du 21 Octobre 2003 en vertu desquels il devait déclarer toutes ses activités nucléaires à l'AIEA. De son côté le gouvernement iranien accuse l'Europe de ne pas honorer ses engagements pris lors desdits accords.

Dans la nouvelle confrontation, il semble que l'Europe s'est davantage alignée sur les positions des Etats-Unis. Ce qui rend cette question difficile, ce n'est pas la confrontation entre deux ou plusieurs gouvernements, ce sont les fondements mêmes de cette question qui peuvent être à l'origine d'événements tragiques. Comme nous



venons de l'étudier, la politique du monopole des armes nucléaires remonte au XX<sup>e</sup> siècle.

Progressivement elle s'est dénaturée sous le prétexte de la limitation et du contrôle des armes nucléaires et, à diverses étapes, a démontré ses insuffisances.

La disparition de la bipolarité et le progrès des techniques nucléaires dans les autres pays ayant abouti au club des pays détenteurs de la technique nucléaire, et donc à un enjeu de dissuasion nucléaire à visée économique et stratégique.

Si d'un côté l'enjeu économique est évident, de l'autre, aider l'Iran dans le secteur du nucléaire permet aux puissances voisines russe et chinoise d'avoir une monnaie d'échange dans leurs négociations avec les Etats-Unis. La Russie ne subit pas encore vraiment la pression de modifier sa position concernant l'Iran et semble pouvoir continuer à récolter des bénéfices économiques de sa coopération tant avec les États-Unis qu'avec l'Iran. La Russie elle-même un important pays exportateur de pétrole ne peut être intimidée par les menaces iraniennes de réduction d'exportation de pétrole mais Téhéran conserve certains leviers de pression sur Moscou dans le domaine des relations commerciales.

Une troisième phase marque cette politique de monopolisation : la transformation de la politique du monopole en l'établissement d'une sorte de ségrégation entre les peuples et le partage du monde en pays amis et pays hostiles, ce qui, très facilement, devint un levier pour le renforcement des bases de l'ordre néo-colonial entre les mains des grandes puissances pour établir l'inégalité entre les peuples. La défense de la paix et la sécurité mondiale exige le rejet de ce levier. Cette phase se résume par la transmutation de la force de coercition qui n'est plus contrôlé par les États, l'expansion de la contrebande de la technologie nucléaire comme réaction au monopole, question essentielle dans le monde en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Il est alors naturel que cela permette le transfert de la technologie nucléaire en dehors des limites de l'action des États. Le progrès scientifique a placé le monde face au danger de l'accès à cette technologie.

Si nous ne pouvons empêcher la propagation de la technologie, on peut cependant rechercher un système convenable permettant de bénéficier de cette technologie.

Ce qui, hier encore, sous le prétexte du danger de l'expansion d'utilisation des armes nucléaires, constituait le principal instrument utilisé par M. Bush pour aggraver le Moyen-Orient et l'Asie centrale constitue la principale difficulté pour ces régions, constitue un danger dont le processus pourrait ne pas épargner l'Europe et l'Amérique.

Dans son rapport de juin 2003, el-Baradei soulève une question restée ouverte, à savoir l'usage que l'Iran entend faire de près de deux tonnes d'uranium acheté à la Chine en 1991<sup>122</sup>.

Depuis 2002, la divulgation d'un éventuel enrichissement de l'uranium par Téhéran, de grands enjeux sont apparus ainsi qu'une controverse sur la réalité du projet lui-même et son historique, qui rendent la communauté internationale, en particulier l'AIEA, confrontée à un dilemme juridique complexe, de par les composants et principes discriminatoires du TNP, et par les enjeux stratégiques et politiques régionaux du développement d'un Iran puissance nucléaire. L'Iran est un cas intéressant avec son ambition de technologie civile constitue un paradigme de la nouvelle politique internationale considérant la technologie nucléaire comme duale, en l'utilisant autant dans le domaine civil que militaire.

Aujourd'hui, l'Iran est pressé de toutes parts de signer le Protocole additionnel au TNP. Ce protocole avait été négocié à la suite de la découverte d'un programme nucléaire clandestin en Irak au début des années 1990.

À ce jour, 102 pays signataires du TNP, sur les 189, ont signé ce protocole, mais pas l'Iran<sup>123</sup>. Le protocole additionnel procure à l'AIEA des pouvoirs étendus pour l'inspection de sites nucléaires, déclarés ou pas, comme la prise d'échantillons environnementaux ou la visite sans préavis de sites suspects. Sans de telles dispositions, l'AIEA affirme que sa capacité de fournir l'assurance d'une absence d'activités nucléaires non déclarées est limitée. Les tractations de la communauté internationale sont ambivalentes, de retour des Etats-Unis dans les négociations euro

---

<sup>122</sup> Rapport du Directeur général de l'AIEA: *“Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran, Item 3(b) of the provisional agenda of the Board’s meetings commencing on 20 November 2003”*.

<sup>123</sup> Site de l'ONU consulté le 11/01/2012 :

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=23026&Cr=nucl%E9aire&Cr1=#.UKYcuofK6N>

iraniennes, menée par la troïka européenne puis par le groupe 5+1 sur ce dossier, constitue un revirement spectaculaire.

Il est certain que le droit de l'Iran à s'équiper et développer une technologie nucléaire civile est légitime et constitue un droit à toute partie du NP. La proposition du groupe des Six est largement inscrite dans le fonctionnement même de la dissuasion nucléaire où les concessions politique et économique se font par force de persuasion et de pression. La hiérarchie militaire des nations demeure un facteur politico-économique central de la négociation internationale. La relance de la négociation avec Téhéran et la participation américaine, ne serait-elle pas une dissuasion pédagogique ?

Le contenu des propositions n'a pas été rendu public, mais il apparaît évident que face à la prérogative de l'Iran signataire du TNP, il y aurait lieu d'avantager un changement affectant son programme nucléaire.

Ainsi serait développée une stratégie intégrant l'Iran par une forme de coopération nucléaire moins agressive. Il en résulterait un moindre poids sur la politique américaine au Moyen-Orient et ferait connaître la politique monopolistique de la technologie nucléaire actuellement en gesticulation.

### **Le processus de montée aux extrêmes et puissances**

La guerre par essence est un duel dans lequel chacun des adversaires tente de faire plier l'autre à sa volonté. Le bras de fer auquel on assiste depuis des années entre l'Iran et l'Occident conduit tout droit à la guerre. Il s'agit d'un processus bien connu dans la nature humaine. D'incident en incident, d'incompréhension en incompréhension, se tisse une trame qui débouche sur la guerre, impliquant le gouvernement, le peuple et le général commandant les armées, comme le souligne Clausewitz.

Dans le cas présent, l'incompréhension entre les deux camps est totale, les intérêts bien réels et la tension monte sensiblement mais régulièrement, avec une mesure certaine et un contrôle qui témoignent de la conscience des enjeux pour la paix.

L'arrivée de Barak Obama et sa réélection récente sont une occasion de rupture avec la politique précédente, même s'il ne faut pas croire aux miracles dans ce domaine.

Début février 2009, on a pu assister à un fait sans précédent depuis des années : chacun des présidents américain et iranien a tendu une main à l'autre camp, chacun demandant à l'autre, il est vrai, de passer aux actes pour changer d'attitude et prouver sa bonne volonté.

Dans un processus de montée aux extrêmes, comme le décrit René Girard dans « achever Clausewitz », il n'existe que deux issues. Soit c'est la guerre, soit l'un des deux camps en présence se retire.

Or, dans la situation actuelle, qui est par essence une montée aux extrêmes, seul l'Occident, voire même seuls les États-Unis peuvent se retirer de ce processus belliqueux.

En effet, l'Iran est absolument encerclé par des pays où sont implantées des forces américaines, à commencer par l'Irak et l'Afghanistan, et sans oublier la V<sup>ème</sup> flotte américaine dont la puissance à elle seule force le respect.

Israël ne prendra pas le risque d'intervenir en Iran sans avoir le soutien des EU. C'est une idée contestable, mais appuyée sur des observations historiques et des partages d'intérêts communs. En outre, on n'attaque pas un pays s'il n'existe pas d'intérêt réel en cause. Un pays, et à fortiori encore moins une démocratie, ne sacrifie pas inutilement la vie de ses enfants.

L'absence de frontière commune entre les deux pays donne peu de crédit à une frappe unilatérale, quelle que soit la donne nucléaire. On ne peut en effet oublier que la détention de l'arme par Israël n'est un secret pour personne, sauf pour la diplomatie israélienne.

Le président américain a d'autres priorités que de mener son pays à une guerre de plus. Il doit sauver la puissance économique de son pays avant tout.

De son côté, le président iranien pourrait profiter d'un rebond dans l'opinion publique s'il obtenait enfin un résultat probant avec les États-Unis, qui lui permettrait de la sorte de justifier ainsi toute sa politique passée.

La Maison-Blanche n'a pas les moyens d'un conflit. Son armée connaît des difficultés en disponibilité de personnel et l'envoi régulier de réservistes de la Garde

nationale en Afghanistan, le prolongement des mandats des soldats en place en témoigne. Cela ne semble d'ailleurs pas à l'ordre du jour.

L'Iran ne peut pas se retirer de ce bras de fer. C'est une question de fierté nationale. C'est dur à admettre, et il est probable que nombre d'Occidentaux et d'Iraniens pensent que le président Ahmadinejad pourrait lever le doute sur les objectifs réels du programme nucléaire iranien. En fait il ne le peut sans doute pas. Son objectif final n'est pas de détenir ou non la technologie nucléaire ou l'arme atomique ; l'objectif stratégique de l'Iran dans cette montée aux extrêmes est la reconnaissance de sa puissance. La ligne stratégique « nucléaire militaire » n'est une ligne d'opérations, avec une part de risque de démonstration de force, une part de bluff.

Faut-il le rappeler ? Officiellement, et jusqu'à preuve du contraire, l'Iran n'a pas de programme nucléaire militaire.

L'Iran est une puissance nationale sur un territoire avec souveraineté nationale sur ce territoire. C'est un fait contesté, certes, mais impliquant d'autres réalités en ce XXI<sup>ème</sup> siècle : puissance démographique, puissance spatiale, puissance du fait de sa position géopolitique à un carrefour hautement stratégique du monde, puissance culturelle et identitaire, et enfin richesses prospectives des secondes réserves mondiales connues en pétrole et en gaz.

Le président Ahmadinejad l'a rappelé dans son discours début février, après avoir énuméré les technologies détenues par l'Iran : « l'Iran est une grande puissance ». En fait, la situation actuelle est biaisée par rapport à ce que croyaient les Etats-Unis jusqu'ici. Ils pensaient pouvoir faire plier l'Iran par une démonstration de force, en les contraignant sur le plan économique par le biais d'un embargo qui s'avère limité, inefficace voire contre-productif, car renforçant le sentiment de victime des Iraniens.

### **L'Iran selon la stratégie américaine**

Les États-Unis ont joué le rôle principal dans le changement du régime monarchique en Iran. Or, le régime qui lui succéda, réprimant l'idéologie occidentale qui, agissait à l'époque en Iran, se retourna lui-même contre cette idéologie en poursuivant les objectifs suivants :

- 1) épurer l'armée de l'influence extérieure (qui se trouvait sous contrôle américain pendant la monarchie) ;
- 2) épurer administration de l'influence étrangère ;
- 3) orienter la culture vers les sources religieuses ;
- 4) asseoir la direction religieuse à la place de la direction militaire.

Le nouveau régime a remplacé, durant plus de 30 ans, les lois civiles par des lois religieuses.

Le rôle clef de l'Iran dans la région, en particulier, sur les plans stratégiques, consiste à considérer que pour préserver leurs intérêts, les Etats-Unis et l'Occident, font qu'ils ne peuvent se passer facilement de ce pays, vu également qu'historiquement les relations très proches entre le régime monarchique et les États-Unis.

Les deux principaux obstacles dans l'entente entre les États-Unis et l'Iran, sont ceux qui déterminent les fondements de la diplomatie américaine dans la région : la reconnaissance d'Israël, et la charte des Droits de l'homme. Ces deux éléments constituent en réalité des lignes rouges dans la politique de la République islamique.

Sans doute, les « droits de l'homme » parrainés aujourd'hui par les États-Unis, constituent un éventail trop large pour empêcher l'entente entre les deux pays, malgré son manque de concordance avec un régime théocratique. Dans les relations entre l'Occident avec la Chine et avec la Russie, cette question a plutôt pris aujourd'hui un aspect anecdotique. Le pragmatisme américain dispose de définitions différentes pour les droits de l'homme en Israël et les droits de l'homme en Syrie. Cependant, dans ses relations d'amitié avec Israël, les États-Unis ne sont prêts à aucune concession. Les relations entre Israël et la Chine ne peuvent laisser Washington indifférent de même que les relations entre Israël et Moscou. Or, Téhéran ne peut accepter une telle relation.

### **Dialogue Iran-Europe**

Quiconque étudie les antécédents des relations politiques entre l'Iran et l'Europe est confronté, d'emblée, à l'ancienneté des rapports et à la profondeur historique d'une particularité sans précédent. En effet, les premières relations remontent à

l'apparition des civilisations humaines dans les deux régions, à savoir les Mèdes et l'empire achéménide sur le plateau des « pays des Aryens », et les citées grecques et l'empire romain dans le berceau de la culture hellénique. De fait, la Perse est présente dans l'imaginaire européen depuis des temps immémoriaux, ainsi que l'Europe dans la pensée culturelle et littéraire iranienne. Certes ces relations ont connu des vicissitudes avec des hauts et des bas, des qualités et des défauts, pourtant, elles se sont poursuivies pendant déjà trois millénaires. Les rapports tantôt amicaux tantôt hostiles, sur la voie diplomatique ou stratégique sont éternels.

La portée et la vitesse des évènements fondamentaux au sein du système mondial nécessitent une réévaluation continuelle des politiques internationales, afin de mettre en œuvre des formules adéquates à des changements inopinés. Depuis un demi-siècle, le processus de l'intégration au sein de l'Europe a pris un tel élan qu'il a donné naissance à une communauté d'Etats unis élargie au sein de l'Union européenne, désirant jouer un nouveau rôle prépondérant sur la scène internationale compte tenu de son nouveau poids politique et économique. Par ailleurs, depuis trois décennies, une République Islamique, unique en son genre, en supplantant la plus ancienne monarchie du monde, a donné un nouvel essor à l'Iran. Le nouveau régime, se basant sur la profondeur nationale et religieuse de l'Iran, désire échapper à la « contrainte systémique », en dénonçant le déterminisme absolu du système global. De ce fait, par le fameux slogan « ni l'Est, ni l'Ouest »<sup>124</sup>, l'Iran a souhaité donner naissance à de nouvelles interactions au sein du système international.

Les deux entités politiques nouvellement créées sont donc enclines à donner suite à leurs relations historiques, bien qu'il existe un large écart entre leurs visions des relations internationales, ainsi qu'entre leurs objectifs politiques, sociaux et économiques.

Si à l'époque du Shah, un accord avait lié l'Iran à la Communauté Economique Européenne (CEE), depuis l'avènement de la République Islamique, l'Union européenne n'entretient pas de relations contractuelles avec l'Iran. En fait, en 1963, l'Iran avait été l'un des premiers pays à signer un Accord de Commerce et de

---

<sup>124</sup> En fait, depuis la révolution de 1979, le peuple iranien a rejeté l'« impérialisme sauvage » aussi bien que le « communisme athée » pour revenir aux glorieux principes religieux et nationaux d'antan. La dynamique politique de la révolution iranienne pourrait être considérée comme une perturbation inédite au sein du système dominant.

Coopération (TCA) avec la CEE. Cet accord permettait de supprimer une série de taxes sur des marchandises comme le caviar, les pistaches et les tapis. L'accord avait expiré en 1977, avant la révolution islamique d'Iran, sans pour autant être renouvelé.<sup>125</sup>

Au lendemain de la révolution iranienne, une période de crise a régné sur les relations bilatérales. Bien que des raisons politiques et économiques se trouvent à la base de l'intérêt réciproque de la République Islamique d'Iran et de l'Union européenne, une méfiance et une méconnaissance mutuelles ont fait obstacle à tout développement et institutionnalisation des relations.

Selon une classification générale, on peut résumer les trois décennies écoulées depuis la révolution iranienne en quatre phases distinctes.

### *1) Une relation de méfiance*

Cette phase qui débute au lendemain de la révolution de 1979 se prolonge jusqu'à la fin de la guerre Iran-Irak. Pendant cette période sombre des relations entre l'Iran et la Communauté Européenne, une ambiance de défiance teintée de pessimisme s'installe entre les deux camps. Plusieurs raisons sont à l'origine de cette crainte réciproque.

*Du côté européen* : la perte du Shah en tant que « maillon sûr » et la suppression des intérêts occidentaux en Iran, voire dans la région, l'apparition pour la première fois d'un islam politique, le risque de développement des vagues révolutionnaires dans la région, la politique anti-impérialiste et anti-sioniste du nouveau régime iranien, la prise d'otages américains, la Fatwa contre Salman Rushdie etc.

*Du côté iranien* : le soutien des Etats-Unis et de l'Europe occidentale au régime du Shah, le pillage des intérêts nationaux et des richesses du pays par les Occidentaux, l'opposition de l'Occident à la constitution d'une République Islamique en Iran, le soutien à l'Irak de Saddam dans la guerre imposée à l'Iran, l'embargo économique et politique contre le nouveau régime iranien etc....

---

<sup>125</sup> « Relations UE-République Islamique d'Iran » in [www.europa.eu](http://www.europa.eu).



Ainsi durant cette période, les relations n'étaient ni institutionnalisées ni stables et, le cas échéant, les contacts limités se poursuivaient dans leur cadre traditionnel entre l'Iran et les pays européens, séparément.

## 2) *Phase dialogue critique*

Avec la fin de la guerre Iran-Irak et la réorganisation du pouvoir militaire irakien pour déclencher une nouvelle guerre afin d'annexer un pays indépendant, le Koweït, finalement, l'Occident lève le rideau sur le caractère inhumain du régime baasiste et constate la loyauté de l'Iran pendant huit ans de guerre. Il reconnaît Saddam comme le déclencheur du conflit et le transgresseur des droits internationaux.

Par ailleurs, la prise de position neutre de l'Iran lors de l'invasion de la Coalition contre l'Irak a été fort bien accueillie par l'Occident. À cette période, quelques ministres des Affaires étrangères européens ont voyagé en Iran et ce dernier a commencé à donner une place privilégiée à l'Europe dans sa politique étrangère afin de compenser les pertes entraînées par sa rupture des relations avec les Etats-Unis.

Pendant ce temps, avec les bouleversements de la fin du système bipolaire et avec le nouvel ordre américain, les Etats-Unis sont parvenus à une domination totale dans le Golfe Persique et dans le Moyen-Orient, ce qui a encouragé l'Union européenne à promouvoir le développement des relations avec la grande puissance régionale.

De son côté, il s'agissait, pour l'Iran, d'une action de réinsertion sur l'échiquier mondial via les Européens, avec la prise en compte par ces derniers du rôle stratégique de ce pays au Moyen-Orient.<sup>126</sup> Ainsi donc, lors du sommet d'Edimbourg en 1992,<sup>127</sup> l'Union européenne a décidé d'entamer un dialogue spécifique avec l'Iran afin d'aboutir à un compromis politique et économique. De ce fait, entre 1993 et 1997, se sont tenues 7 séries de pourparlers entre les deux camps, au niveau des ministres adjoints dans les différentes capitales européennes. « Le dialogue critique » a permis un échange de points de vue sur des questions générales : terrorisme, droits de l'homme et armes de destruction massive et des questions régionale : Golfe

---

<sup>126</sup> Julie SCANDELLA, « L'Union européenne et l'Iran. Entre institutionnalisation et suspension des relations », in *L'Iran : le régime conforté*, Les Cahiers de l'Orient, n° 79, 3ème trimestre, 2005, pp. 101-106.

<sup>127</sup> La résolution d'Edimbourg a été émise le 14 décembre 1992, lors d'un sommet des douze tenu dans cette ville du Royaume-Uni.

Persique, Asie Centrale, processus de paix au Proche-Orient. De ce fait, il y a eu un déblocage dans des domaines de coopération, surtout en ce qui concerne les matières énergétiques, le commerce et l'investissement.<sup>128</sup> Compte tenu d'une nouvelle vague d'embargo américain, connue sous le nom de « la loi d'Amato »<sup>129</sup>, il y avait là une occasion favorable pour l'Union européenne d'investir dans différents domaines énergétiques en Iran. De plus, durant la phase de « dialogue critique » l'Iran a pu obtenir une somme importante grâce à des prêts des européens pour le développement du pays dans la période de la restauration de l'après-guerre.<sup>130</sup>

### 3) ... et discussions constructives

Compte tenu de l'augmentation des pressions américaines et de l'existence de dossiers non résolus sur les Droits de l'Homme et la paix au Moyen-Orient, le dialogue entre l'Iran et l'Europe ne pouvait aboutir à des relations contractuelles.

Avec l'affaire du Mikonos de Berlin et l'accusation faite contre l'Iran de tenter de supprimer les opposants à son régime, accusation réfutée par Téhéran, l'Union européenne convoqua ses ambassadeurs en 1997. Cette démarche suivie de réciprocité par l'Iran a mis fin à la phase de « dialogue critique ». Ainsi donc, une crise de 7 mois a dominé les relations diplomatiques entre l'Iran et l'Europe. Finalement, avec la prise de conscience des Européens de l'absurdité de leur démarche et avec l'arrivée au pouvoir d'un réformateur modéré, le Président Khatami, les nuages noirs de l'hostilité se sont dispersés. Compte tenu d'un besoin réciproque de s'entendre et d'une volonté de se comprendre, une nouvelle phase de relations a vu le jour s'intitulant « les discussions constructives ». En juillet 1998, les premiers pourparlers se sont tenus à Téhéran et se sont poursuivis tour à tour à Téhéran et dans des capitales européennes, Vienne, Helsinki, Stockholm, Madrid et Athènes.

---

<sup>128</sup> Mehdi ESKANDARIAN, « Un regard sur les relations entre l'Iran et l'Union européenne », in La politique étrangère, numéro spécial sur l'Europe, printemps 2002 pp. 61-77.

<sup>129</sup> La loi d'Amato-Kennedy est adoptée par le Congrès américain le 8 août 1996 et vise à sanctionner prétendument les Etats Parias (Rogue States). Cette loi connue aussi sous le nom d'ILSA (Iran and Lybia Sanctions Act) donne au président américain davantage de pouvoir dans l'application des sanctions économiques. Cette loi vise tout investissement dépassant les 20 millions de dollars dans le secteur énergétique. Voir : « D'Amato-Kennedy Act » in [www.fr.wikipedia.org](http://www.fr.wikipedia.org).

<sup>130</sup> On avance le chiffre de 18 milliards de dollars de crédits fournis d'une manière directe et indirecte à l'Iran.

En tout, dix séries de discussions constructives ont été entreprises sur le développement des relations et des coopérations bilatérales.<sup>131</sup> À l'inverse du « dialogue critique » qui était un « dialogue pour négociations », cette fois, les deux côtés ont entamé des « discussions pour coopération ». Ainsi, dans l'espoir de commencer une relation profonde, en octobre 1998, le Conseil a invité la Commission à examiner les domaines de coopération éventuels. Après une réunion en décembre de la même année, l'énergie, l'environnement, le transport, l'agriculture, la lutte contre la drogue, les réfugiés et les droits de l'homme ont été identifiés comme tels. Des groupes de travail sur l'énergie et le commerce se sont formés et les investissements européens ont repris en Iran. En 1999, l'Iran a été admis comme observateur du programme INOGATE (Réseau de transport du pétrole et du gaz vers l'Europe) et a aussi obtenu un statut identique dans le programme de communications terrestres TRACECA-Est-Ouest (Corridor de transport Europe-Caucase-Asie).<sup>132</sup>

Dans l'objectif d'élargir les relations, le 20 novembre 2000, le Conseil des Ministres a exigé de la Commission un nouveau rapport sur les modalités de coopération. Dans un rapport favorable paru le 7 février 2001, la Commission a recommandé la négociation d'un Accord de Commerce et de Coopération (TCA)<sup>133</sup> dans l'intérêt mutuel de l'Union européenne et de l'Iran afin de développer des relations plus étroites. Les domaines ne sont pas seulement politiques et économiques, mais aussi l'environnement, l'immigration et la lutte contre la drogue. Dans un même temps, la Commission a recommandé la promotion des relations politiques grâce à des contacts bilatéraux officiels et non officiels plus fréquents et au développement de la coopération dans des domaines de préoccupations et d'intérêts communs.<sup>134</sup>

Ainsi, dans la phase des « discussions constructives et globales », l'on peut discerner, pour la première fois, une volonté réelle de développement des relations des deux côtés. En 1997 le président du Conseil des ministres italien s'est rendu en Iran et en 1999, le président Khatami a voyagé en Italie et en France. La même année, les présidents autrichien et grec se sont rendus en Iran. L'année suivante c'était au tour

---

<sup>131</sup> « Rapport sur les relations entre la République Islamique d'Iran et l'Union européenne », Centre de recherche de l'Assemblée islamique de l'Iran, 2002.

<sup>132</sup> « Relations UE-République Islamique d'Iran » in [www.europa.eu](http://www.europa.eu).

<sup>133</sup> Trade and Cooperation Agreement.

<sup>134</sup> Rapport de la Commission Européenne au Conseil et au Parlement Européen sur les relations avec l'Iran, 7 février 2001.

de M. Khatami de se rendre en Allemagne. Des contacts bilatéraux ont pris de l'envergure, les ministres des affaires étrangères des deux côtés se sont rencontrés à plusieurs reprises. Avec la mise en œuvre de groupes de travail, quatre séries de négociations se sont poursuivies, entre la Commission et l'Iran à Bruxelles et à Téhéran.<sup>135</sup>

#### ***4) Phase de non compréhension***

Après le 11 septembre 2001, nous observons des bouleversements fondamentaux dans les relations internationales qui marquent la vie politique et annoncent de nouveaux enjeux sur l'échiquier mondial. L'unilatéralisme américain prend un nouvel essor, avec les néo-conservateurs, sous la présidence de George W. Bush.

L'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak révèle la volonté américaine de monopolisation du pouvoir mondial. L'Europe se voyant obligée d'accompagner l'Oncle Sam, se trouve plus que jamais partagée, d'autant plus, que l'élargissement de l'Union européenne éclipse la concordance déjà établie !

Dans ce contexte, la République Islamique d'Iran considérée comme le point culminant de l'opposition anti-américaine, doit supporter de nouvelles accusations, surtout avec la remise en route de son programme nucléaire.

Alors qu'ils étaient sur le point de conclure le fameux Accord de Commerce et de Coopération (TCA), les choses se sont gâtées entre l'Iran et l'Union européenne avec, entre autres, l'affaire du programme nucléaire iranien qui a interrompu *sine die* toutes les négociations.

Dans cette phase de non compréhension mutuelle, toute coopération était subordonnée à des changements de comportement politique. Dans le domaine économique, il était demandé à l'Iran de poursuivre une politique de libéralisation économique, condition préalable et indispensable pour tout renforcement de la coopération commerciale et économique entre l'Union européenne et l'Iran. Une condition qui, dans les phases précédentes, avec une économie pourtant moins libérale, n'était pas une entrave à la coopération bilatérale. Dans le domaine

---

<sup>135</sup> Par ailleurs, les relations diplomatiques qui étaient interrompues entre l'Iran et le Royaume-Uni à cause de la Fatwa contre Salman Rushdie reprennent en 1998. Un an après les deux pays procèdent à la nomination officielle d'ambassadeurs.

politique, les motifs de désaccord existant déjà dans le passé comme les droits de l'homme et le soutien aux groupes radicaux (Hamas, Hezbollah) ont émergé de nouveau pour détériorer les rapprochements déjà effectués entre les deux côtés.

Le programme nucléaire iranien, considéré comme une source de préoccupation américaine et israélienne, était devenu un enjeu pour tout renforcement des relations entre l'Union européenne et l'Iran.<sup>136</sup> De ce fait, avec l'intervention de trois grands pays européens, la France, l'Angleterre et l'Allemagne, dans les négociations sur le nucléaire iranien, à partir de 2003, désormais, les contacts politiques, économiques et parlementaires étaient remplacés par ceux concernant le nucléaire.

Dans ce contexte, l'Union européenne exigeait l'abandon du programme nucléaire iranien comme une condition préalable à la reprise des discussions sur la coopération bilatérale. L'Iran arguant du caractère pacifique de ses activités nucléaires et insistant sur son droit légal au recours au nucléaire civil, n'entendait pas interrompre une nouvelle fois le processus d'enrichissement qui s'était effectué sous le contrôle de l'Agence International de l'Énergie Atomique (AIEA).

Ainsi on peut dire à propos des relations entre l'Iran et l'Europe que l'épreuve du temps les places à l'épreuve des événements,<sup>137</sup> avec une histoire plongeant ses racines dans une très longue durée et reposant sur un terreau particulièrement ancien et fertile.

### **La menace nucléaire en Asie centrale et au Moyen-Orient**

Une arme n'est jamais abandonnée que par obsolescence et l'arme nucléaire n'échappe pas à cette règle, vérifiée depuis qu'il existe une mémoire écrite.

Il n'y a donc aucune raison pour que les Etats-Unis, puis l'Union soviétique, puis les trois autres Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU, s'adjugent le monopole de l'atome militaire.

---

<sup>136</sup> Voir : Seyed Mohammad Tabatabaei : « La diplomatie nucléaire iranienne » in L'Iran, une puissance nucléaire ?, *Confluences Méditerranée*, n° 65, printemps 2008, pp. 31-56.

<sup>137</sup> A ce titre, Ali Velayati, le ministre iranien des Affaires étrangères, a riposté lors de l'annonce de la rupture des relations diplomatiques en 1987 à l'ambassadeur de France à Téhéran : « *Nos relations ne datent pas d'hier et ce n'est pas demain qu'elles vont disparaître* », voir Pierre LAFRANCE, « Les relations franco-iraniennes : histoire d'un espoir tenace », in La crise iranienne : mythe ou réalité ? *Géostratégie*, n° 18, janvier 2008, pp. 37-41.

L'Iran, quel que soit son régime, aspire à être membre du club des nations nucléaires. Les Américains, adeptes de la non-prolifération, qui les sert, ont cherché à s'opposer à l'accession à la capacité nucléaire de l'Iran, et précédemment de la France, de l'Inde et du Pakistan et ont laissé faire Israël. Peine perdue ! Le proche et le Moyen-Orient sont en voie d'être nucléarisés.

La banalisation de l'arme nucléaire est en cours. Comme toute arme, l'atome militaire a un antidote, mais ceci est déjà en dehors de cette étude.

Plusieurs nations asiatiques possèdent l'arme nucléaire : Israël, l'Inde, le Pakistan, la Chine et la Corée du Nord à ce que proclame Pyongyang et à ce que ne proclament pas les Israéliens.

Le traité de non-prolifération, signé en 1968, entré en vigueur en 1970 et reconduit par presque l'unanimité des Etats de la planète, soit 189 sur les 192 Etats inscrits à l'ONU, moins donc l'Inde, le Pakistan et Israël, interdit la détention de l'arme nucléaire aux signataires, tout en l'autorisant aux cinq Etats-membres permanents du Conseil de Sécurité, sans qu'il y n ait d'ailleurs relation de cause à effet. La Corée du Nord s'est retirée du traité, en janvier 2003, en vertu d'un article qui le permet, comme dans tout traité, à condition de respecter le préavis déterminé. Le retrait des Etats-Unis des traités ABM en 2001, afin de conduire le programme d'un bouclier antimissile comme l'échec de la conférence de révision du TNP, en mai 2005, ont donné un exemple déplorable aux Etats tentés par la prolifération. Un protocole additionnel a été conclu le 22 septembre 1998 pour renforcer les garanties de sécurité et le renforcement des contrôles effectués par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Enfin, en septembre 2005, les 117 pays présents à la conférence sur la mise en oeuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE ou CTBT, selon le sigle américain) se sont séparés en constatant que la ratification du traité est à un horizon lointain et que le Congrès des Etats-Unis se refuse obstinément à cette ratification. Le TICE n'est donc pas entré en vigueur.

Les Etats-Unis ne se contentent pas de donner ce seul mauvais exemple. Vis-à-vis du Pakistan, ils font preuve d'une patience extraordinaire en tolérant l'existence du réseau d'Abdul Qadeer Khan, le père de la bombe pakistanaise, qui a approvisionné la Libye, l'Iran et la Corée du Nord en technologie nucléaire. Leur partenariat stratégique avec l'Inde tourne à la coopération nucléaire. Il faut que Washington

préserve ses alliances et cherche à en acquérir d'autres ! Certes ! Mais ce sont autant d'arguments en faveur de la prolifération nucléaire. L'Iran est poussé en ce sens. Après un rapide rappel du précédent nord-coréen, l'examen portera sur la prolifération nucléaire iranienne et ses conséquences.

La prolifération nucléaire est très difficile à gérer. Du temps d'un monde bipolaire, marqué par les affrontements de la guerre froide, l'évolution de la situation avait failli échapper aux deux camps opposés, ne serait-ce que lors de la crise de Cuba en 1962. L'entrée en lice de la France, se dotant d'une capacité nucléaire, compliquait la tâche des Américains, ce qu'a augmenté la montée en ligne de la Chine, puissance nucléaire intercontinentale, dont l'appareil nucléaire peut menacer les Etats-Unis et encore plus facilement les forces américaines déployées en Asie ou aux approches du continent.

Si ce concept de non prolifération a enregistré quelques succès par exemple avec le renoncement libyen en 2003 à l'acquisition d'une arme de destruction massive, cela n'est pas vrai de la Corée du Nord. Les Nord-Coréens réclamaient des Américains la signature d'un traité de non-agression, en échange de l'arrêt de leur programme nucléaire. En effet, les Nord-Coréens craignaient une intervention armée américaine visant à détruire le régime d'un « rogue state ». Les craintes nord-coréennes ont été avivées par le refus américain répété de signer un tel traité. Les Etats-Unis persistaient à vouloir se réserver la possibilité d'attaquer la Corée du Nord ! Dans l'esprit des Nord-Coréens, la seule parade au refus américain d'un traité de non-agression était ainsi une capacité militaire nucléaire. Il est bien clair que la possession de l'arme nucléaire, même à un stade rudimentaire, celui des bombardements de Nagasaki et d'Hiroshima en 1945, est de nature à préserver le possesseur d'une capacité nucléaire. En effet, les Américains ne pouvaient se permettre de prononcer une attaque à l'encontre de la Corée du Nord, face à la menace nucléaire encourue. La seconde guerre d'Irak n'étant pas encore engagée, les Américains disposaient encore d'une force de projection et pouvaient prononcer une attaque conventionnelle à l'encontre de la Corée du Nord.

Cependant, ils étaient réduits à l'impuissance parce qu'ils étaient soumis à une menace nucléaire nord-coréenne sur leurs troupes débarquées.

Question : les Nord-Coréens avaient-ils l'arme nucléaire ou leur affirmation positive n'était-elle qu'une rodomontade ? Mais si cela était vrai ! Les concentrations de troupes inévitables au moment d'un débarquement, frappées par la foudre nucléaire représentaient une faiblesse que Washington ne pouvait parer et n'a pas assumée. Une autre possibilité résidait dans une attaque aérienne américaine, nucléaire ou conventionnelle, sur les sites de recherche nucléaire nord-coréens. À cet effet, il fallait être certain du résultat, à savoir une frappe réussie sur l'ensemble des sites et, en deuxième approche, être tout aussi certain de l'incapacité des Nord-Coréens à riposter par des frappes conventionnelles ou nucléaires sur les intérêts américains en Asie, faute de pouvoir frapper le territoire même des Etats-Unis. Aucune de ces deux hypothèses n'a pu être levée, les Américains se sont donc résolus à en rester là et la Corée du Nord est le premier Etat à s'être retiré du traité de non-prolifération, sans dommage. Quant à la perspective d'une invasion américaine, elle est renvoyée à de meilleures calendes indéterminées.

La situation devient totalement ingérable lorsque la prolifération nucléaire atteint un niveau tel que le concept de contrôle nucléaire est définitivement ruiné, parce que le nombre d'Etats possesseurs de l'arme nucléaire devient trop fort, en dépassant le seuil de deux ou trois centres de décision. Or, c'est bien ce qui se passe à l'aurore du XXI<sup>ème</sup> siècle. Cependant, le concept de non-prolifération nucléaire a été considéré par bien des analystes, comme un frein à cette prolifération, non un coup d'arrêt impossible à asséner.



## CHAPITRE 4 : LE NUCLEAIRE IRANIEN EN 2012

Du point de vue des Etats-Unis l'Iran est un « *rogue state* », qui s'efforce à mener un programme nucléaire militaire, depuis au moins 1979, depuis l'attaque irakienne. En fait, ils soutiennent même que cette ambition était déjà celle, secrète, du Shah.

Au début de 2006, les Etats-Unis se trouvent placés devant un dilemme. Après s'être engagés en Irak et s'y être enlisés, les Américains ont laissé à la troïka européenne, composée des Britanniques, des Français et des Allemands, le soin de régler le problème iranien en ramenant Téhéran dans le droit chemin qui est le respect du traité de non-prolifération. Au niveau du droit, Téhéran avait beau jeu d'exprimer que le traité de non-prolifération prévoyait pour les Etats non-nucléaires une assistance des Etats nucléaires pour atteindre aux technologies nucléaires civiles. Or, il n'en avait été rien et le programme iranien d'enrichissement de l'uranium, prétendait Téhéran, était à destination civile, ce qui avec les modalités adoptées, en toute rigueur, serait discutable. Les Russes qui depuis longtemps, avaient une collaboration nucléaire avec les Iraniens leur avaient proposé, avec l'accord de la troïka, un programme d'enrichissement de l'uranium à réaliser par leurs soins. Les Iraniens avaient refusé au motif de leur souveraineté. Finalement toutes les négociations se sont révélées vaines. L'AIEA, après avoir eu accès aux sites de recherche nucléaire iraniens, s'en est vu refusé l'accès et le Conseil de sécurité de l'ONU a été saisi.

Le 29 mars 2006, une résolution du Conseil de sécurité, prise à l'unanimité après de très âpres négociations, demande à l'Iran sous trente jours de procéder « à la suspension complète et durable de toutes les activités liées à l'enrichissement de l'uranium ». À défaut, les Nations unies prendraient des sanctions allant de l'isolement politique jusqu'à une intervention armée en passant par un embargo économique.

Si les négociations furent si âpres, c'est que l'on envisageait très bien un refus iranien et que deux des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, la Russie et la

Chine, ne voulaient pas que la résolution apparaisse comme une menace tangible de sanctions et pouvaient utiliser leur droit de veto. C'est ainsi qu'au terme des trente jours, donc pour le début mai 2006, le directeur de l'AIEA, Mohamed El Baradeï, par ailleurs accusé d'être sous égide américaine, devait remettre au Conseil de sécurité un rapport sur les suites données par l'Iran à la mise en demeure. Ces suites sont connues, les Iraniens les ont explicitées : ils réaffirment avoir un programme exclusivement pacifique et civil et on peut continuer à en douter, en second lieu ils proclamaient être insensibles aux menaces. Téhéran a donc rejeté l'ultimatum en n'y répondant pas.

La France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont aussi envisagé de prendre des sanctions individuelles contre les responsables politiques iraniens, à l'instar de celles qui ont été prises contre les responsables politiques biélorusses. Ces sanctions prendraient la forme d'interdiction de voyager par refus de visas et de gel des avoirs à l'étranger. Il est évident que ce genre de menace relève d'une absurdité, en dehors de l'impossibilité d'obtenir un mandat du Conseil de sécurité. Quant à mettre à profit le délai moratoire pour convaincre les Iraniens de faire enrichir leur uranium en Russie, il semble bien que cela fut peine perdue. Et quand bien même, de quel effet serait une telle mesure et comment empêcherait-elle un programme militaire puisque l'enrichissement de l'uranium n'est qu'un moyen d'une telle visée et non un aboutissement.

La véritable problématique n'est pas dans des sanctions individuelles mais dans les moyens de pression qu'ont les Etats-Unis à l'égard de l'Iran pour lui faire abandonner son programme nucléaire militaire. Cela ramène à la problématique précédemment posée par la Corée du Nord et pose l'impératif d'agir avant que l'Iran n'accède à la capacité nucléaire militaire.

En ce qui concerne les sanctions que pourrait décréter le Conseil de sécurité, le problème est entier. Moscou et Pékin, quelle que soit leur répugnance à admettre l'existence d'un nouvel Etat nucléaire, sont opposés à la prise de sanctions, même économiques, à l'encontre de l'Iran. La Russie et la Chine ne veulent pas donner leur aval à une coalition dirigée par les Etats-Unis, estimant que ces derniers acquerraient alors une puissance accrue au Proche-Orient et en Asie Centrale, ce qu'ils jugent inadmissible.

Les options offertes Afin d'annihiler l'Iran, les stratèges américains, comme tous les autres, en toute première approche, avaient à définir le système politique iranien et son potentiel stratégique défensif, dans le but d'établir une comparaison en regard de leur propre potentiel.

Le rapport des forces stratégiques, politiques et militaires Au plan politique, depuis 1979 et sans qu'il y ait de changement fondamental, l'Iran se définit comme un régime théocratique totalitaire.

Aucune force d'opposition interne n'est tolérée au plan légal. En 2006, les forces armées iraniennes développent essentiellement une puissance terrestre. Basée sur la conscription, l'armée de terre aligne 350 000 hommes dont les deux tiers sont des conscrits, répartis en 4 corps d'armée comprenant au total 12 divisions blindées et d'infanterie ainsi que des brigades formant des groupements tactiques indépendants. Le matériel est dépassé, blindés et artillerie datent d'une trentaine d'années.

En appui, le corps des Pasdarans, une milice islamique volontaire, ajoute une capacité idéologique non négligeable mais est tout aussi médiocrement armé et instruit.

Les forces armées mettent en ligne quelque 280 avions ayant une valeur combattante mais périmés et incapables de s'opposer à l'aviation américaine.

Une centaine d'avions, résidus de l'aviation irakienne ayant cherché refuge en Iran, en 1991, achève de pourrir dans les hangars. L'entraînement des pilotes est à la hauteur de la médiocrité de leur matériel.

La faiblesse des forces armées iraniennes, surtout en matière d'équipement, s'explique partiellement par l'embargo auquel a été soumis le pays en tant que rogue state. De plus, le pouvoir a voulu surtout favoriser une valeur idéologique plutôt que militaire. En revanche, l'Iran, par moyens internes et en s'appuyant sur une coopération russe et nord-coréenne, s'est doté de missiles Chahab 2 et 3 à portée stratégique régionale, aptes à emporter une tête nucléaire. Faut-il encore posséder cette tête, mais l'éventualité inquiète les adversaires de l'Iran se situant à portée stratégiques des missiles iraniens : Israël, les monarchies pétrolières du Golfe, les implantations américaines civiles et militaires en Irak et dans la région du Golfe.

Les forces armées iraniennes se révèlent dans l'impossibilité de mener une lutte offensive contre un Etat, un tant soit peu industrialisé et développé.

Tout au plus peuvent-elles conduire un combat retardateur, défensif, avec des chances raisonnables de succès, face à une force moderne d'invasion du type de l'armée américaine, mais sous réserve absolue d'adopter une tactique adéquate. Il s'agit de refuser tout combat rangé en rase campagne au profit d'une guérilla généralisée. Une telle option a été nécessairement envisagée par les Iraniens qui devraient se résoudre à se débarrasser de leur matériel blindé périmé servi par un personnel peu instruit, de surcroît. Il y a là une perte évidente de prestige ! Téhéran en aura-t-il le courage stratégique et politique ?

Dans ces conditions, se comprend encore mieux pourquoi Téhéran cherche tant à acquérir une capacité nucléaire militaire.

En 2006, les Américains empêtrés dans leur guerre d'Irak, peinent à y maintenir un corps expéditionnaire de 140 000 hommes, qu'il leur faut relever tous les six mois, ce à quoi ils n'arrivent pas et qui explique une combativité en baisse et le recours au mercenariat. Par ailleurs, les Américains doivent entretenir quelque 38 000 hommes en Corée du Sud, presque autant dans l'archipel japonais, avec obligation de relève et près du double en Allemagne et en Europe de l'Est. Il en découle qu'une intervention aéroterrestre contre l'Iran, nécessitant la mise sur pied d'un corps expéditionnaire d'au moins 200 000 hommes, est impossible, compte tenu des effectifs totaux que l'armée de terre des Etats-Unis, *Army* et *Marines* réunis, peut rassembler. Une solution consisterait dans la mobilisation généralisée de la Réserve et de la Garde nationale, autrement dit le retour à une conscription partielle, ce à quoi s'oppose une opinion publique, déjà traumatisée par les pertes en Irak, comptabilisées à hauteur de plus de 2300 tués et quelques 11 000 blessés invalides, en mai 2006.

À Washington, on a pensé trouver une solution politique par un renversement interne du régime des mollahs et son remplacement par un système qui soit favorable aux Etats-Unis. Il s'agissait de mettre en œuvre avec bonheur un système de subvention engendrant une subversion du type des révolutions de couleurs utilisées dans les républiques anciennement constitutives de l'URSS, jusqu'à ce qu'il y soit mis un coup d'arrêt en Ouzbékistan en 2005 et en Biélorussie en 2006. Ce même système

avait été initié contre Saddam Hussein sous forme d'un soutien à une série de complot.

Ce n'est que parce que l'échec de l'entreprise avait été patent que les Américains se sont résolus à une action directe.

Le problème en Iran est de trouver une force politique adéquate. Le fils du Shah en exil aux Etats-Unis, Reza Pahlavi, eut été une solution s'il avait disposé d'un espace politique suffisant, ce qui n'est pas le cas. De plus, il se refuse à prendre en main le moindre engagement politique.

Pourtant, les Américains penchent en sa faveur. La seule opposition un tant soit peu sérieuse est offerte par le Conseil nationale de la résistance iranienne (CNRI), connu aussi sous l'appellation de Moudjahidines du peuple. Mais son implantation la plus forte est en dehors du territoire national où il ne peut avoir qu'une action clandestine. Comble d'ironie, les Américains ne veulent pas soutenir le CNRI parce qu'ils l'ont classé comme mouvement terroriste.

Les Moudjahidines du peuple, composante principale du Conseil national de la résistance iranienne, présentent donc, malgré tout, une solution plus sérieuse. Ils disposent en effet d'une organisation valable en exil et de relais tangibles en Iran. Dans leur lutte contre le régime iranien, ils ont cherché refuge en Irak. Saddam Hussein était trop content d'accueillir des adversaires de l'Iran. Auparavant, les Moudjahidines du Peuple avaient fait alliance avec les mollahs contre le Shah, puis avaient mené contre ces mollahs une lutte acharnée. Or, dans un premier temps, les Américains s'étaient accommodés du régime théocratique iranien, tandis que les Moudjahidines du peuple se proclamaient résolument laïcs. C'est ce qui explique l'inscription du CNRI sur la liste des terroristes patentés dont Washington se refuse obstinément à le rayer. Dans ces conditions comment promouvoir un système politique inscrit sur une liste terroriste ? Ainsi, se trouve close, la dernière solution d'un renversement politique de la théocratie iranienne par un procédé découlant d'une option politique soutenue par les Américains.

Les autres mouvements politiques, tous en exil, sont d'une faiblesse insigne.

Une projection de forces aéroterrestres appuyée par une force navale est en dehors de l'épure pour les raisons tenant aux capacités militaires américaines précédemment

analysées. Il en découle qu'une invasion du territoire iranien est impossible. Et ce n'est pas auprès de leurs alliés que les Américains trouveront des supplétifs en regard de la déconvenue irakienne.

Intervient alors la solution d'une ou plusieurs frappes aériennes par missiles, éventuellement à têtes nucléaires, doublées de bombardements conventionnels. Le but serait de détruire les centres vitaux de décisions gouvernementaux, économiques ainsi que les installations nucléaires.

Or, le système de dissuasion, c'est-à-dire le maniement de la menace de procéder à de telles frappes n'est pas opérant. La menace reste vaine ! À preuve, les Américains ont la capacité de réaliser les frappes et les Iraniens repoussent l'ultimatum de l'ONU ! Dans la continuité, les Iraniens sont accusés de ne chercher dans les négociations que des moyens dilatoires visant à gagner du temps, le temps de l'obtention d'une capacité nucléaire, ce qui d'évidence, est assez exact.

Par ailleurs, les Iraniens ont enfouis leurs sites sensibles, les mettant ainsi hors d'atteinte. De surcroît, les dommages collatéraux, c'est-à-dire des effets sur l'environnement humain et matériel, seront nécessairement importants, en dehors des erreurs de tirs inévitables lors d'attaques aussi massives. Pour finir, tous les sites sensibles n'ont vraisemblablement pas été répertoriés, tout du moins avec la finesse voulue par un bombardement d'une précision telle qu'elle s'apparenterait à une opération chirurgicale. Quant à ceux enfouis et défendus par des couches de béton, ils sont hors d'atteinte d'une arme conventionnelle, comme d'une arme nucléaire, dès que l'installation est à une certaine profondeur.

Le résultat le plus vraisemblable serait d'obtenir une destruction incertaine et une réaction violemment négative de la population la soudant autour du régime.

Faute d'autres solutions toutes jugées inappropriées, les stratégies américaines ont préparé et planifié une guerre nucléaire contre l'Iran. Il y a lieu de remarquer que préparation et planification ne veulent pas dire exécution inéluctable. En effet, il est du rôle et du devoir des états-majors de prévoir toutes les hypothèses et donc d'établir une planification à cet effet. Quant à la décision d'exécution, elle est du ressort exclusif du pouvoir politique.

Les Américains pourraient agir seuls, mais aussi en coopération avec les Israéliens, éventuellement encore avec les Turcs. En effet, depuis le printemps de 2005, on assiste à une intense activité entre Washington, Tel-Aviv et Ankara.

Les frappes nucléaires pourraient être coordonnées avec des frappes conventionnelles, conformément à la *Nuclear Posture Review*, adoptée en 2002 par le Congrès, autorisant des frappes préventives.

Le principe est d'utiliser des armes de très forte pénétration dans le sol, de manière à atteindre les bunkers profondément enterrés. Ces armes nucléaires sont de faibles puissances de l'ordre de 0,1 à 5Kt au plus, de manière à limiter les effets collatéraux au profit de la destruction du seul bunker. C'est ainsi que l'arme B 61-11 est la version nucléaire de l'arme conventionnelle B LU-113. D'autres systèmes existent encore. À vrai dire, la capacité de pénétration en profondeur du projectile B 61-11 est assez limitée.

Sa capacité de pénétration dans le sol, lors des essais, n'a pas dépassé 20pieds, donc de l'ordre de 6,5 mètres, dans un terrain sec et largué à une altitude de 40 000 pieds, soit 13 km. Une augmentation du rendement avec une pénétration supérieure est possible, mais pas avant un horizon se situant au-delà de l'année 2020.

L'opération qu'elle comprenne ou non des alliés israéliens ou turcs relève uniquement du commandement américain et est l'objet d'une coordination entre le Pentagone et le Quartier général de l'*US Strategic Command* sur la base aérienne d'Offutt dans le Nebraska. Pour accomplir cette mission, subordonnée à l'*US Strategic Command*, a spécialement été créé un commandement spécial, le *Joint Functional Component Command Space and Global Strike* (JFCCSGS). Ce commandement, selon la *Nuclear Posture Review*, est chargé d'organiser et de diriger l'attaque nucléaire. Les alliés sont totalement exclus de la planification comme du processus.

L'Iran a annoncé qu'il riposterait par des tirs de représailles contre Israël et les implantations américaines en Irak. Par ailleurs, il renforce sa défense en faisant l'acquisition en 2006, de systèmes anti-missiles russes TOR M-1. En octobre 2005, une fusée russe a placé en orbite un satellite espion iranien le SINAH-1.

La charge du mini-nuke, l'ogive nucléaire de faible puissance, ainsi que l'électronique associée, doivent être protégés efficacement durant la phase de creusement, lors de l'impact, notamment préfigurant la pénétration. En premier lieu une étude théorique poussée a été évaluée. Ensuite, il a bien fallu tester l'arme grâce à une expérimentation qu'a permis l'absence de ratification du traité interdisant complètement les essais nucléaires signés par les Etats-Unis en 1993, mais non ratifié. Ce n'est pas la première fois que les Américains poussent leurs commensaux au désarmement tout en s'en gardant bien eux-mêmes.

De toutes les manières, des expérimentations de faible puissance peuvent être réalisées sans risque de détection dans les sites inclus dans de vastes espaces continentaux. Ce n'est pas pour autant que l'image de marque des Etats-Unis s'en trouvera améliorée. Il est vrai aussi, qu'il est impossible de prétendre limiter les dommages collatéraux d'une arme nucléaire à un niveau avoisinant la nullité. C'est impossible. Par ailleurs, le danger d'escalade est avéré.

La fenêtre permettant aux Etats-Unis d'agir sans risque de représailles nucléaire est étroite. À ce moment tout comme la Corée du Nord, la donne amènera un changement profond dans le rapport de forces. Le résultat le plus valable et le plus visible de la stratégie américaine est de renforcer la tendance à la prolifération dans la zone et dans le monde.

Il est bien certain que l'Iran ripostera à une attaque américaine qui ne peut qu'être aéronavale. L'effet de l'attaque doit donc être relativisé en fonction de l'efficacité des armes et du frein qu'oppose la nécessité d'éviter des dommages collatéraux pourtant inévitables. La seule inconnue réside dans l'étendue de ces dommages. Cependant, l'Iran dispose encore d'une autre possibilité autrement plus efficace : celle de soulever les chiites contre les Américains et leurs alliés. Aussi bien les chiites majoritaires en Irak que les chiites minoritaires dans les pétromonarchies. Cela inquiète et explique pourquoi les monarques du Golfe sont opposés à une intervention américaine. D'autre part, les Iraniens disposent de l'ensemble des mouvements terroristes Hezbollah opérant sur toute l'étendue du Proche-Orient comme dans le monde.

Une autre riposte mécanique se fait jour : la rumeur d'une intervention américaine ou un embargo économique sur l'Iran a provoqué une hausse du baril de pétrole flirtant



désormais avec les 75 dollars. Un baril à 100 dollars apparaît désormais vraisemblable. En effet, la pénurie de pétrole est entretenue par la volonté américaine de maintenir des stocks conséquents comme par la correspondance assez étroite de la consommation avec la production, sans pratiquement aucune marge. À rappeler que la consommation américaine représente un tiers de la consommation mondiale et que la production américaine est notoirement insuffisante.

La seule contre-mesure américaine serait d'en revenir à une inflation annulant les hausses spéculatives du baril, mais les conséquences sont incalculables.

Un point est passé sous silence absolu dans les médias autant que dans les rapports de l'AIEA. Quel est l'apport pakistanais à la recherche nucléaire iranienne ? Le père de la bombe pakistanaise, Abdul Qaeder Khan, déjà accusé d'avoir fourni des centrifugeuses à la Corée du Nord pour enrichissement de l'uranium, n'a-t-il pas fourni de l'uranium hautement enrichi, à destination militaire, à l'Iran, en 2001 ? On se demande s'il n'a pas continué et en ce cas la recherche de site iranien d'enrichissement de l'uranium est un leurre développé au seul but de prétendre stopper une marche inéluctable vers l'accession à la puissance nucléaire. Quel est l'apport exact de la Russie dans l'obtention iranienne de l'arme nucléaire ?

Cependant que fait-on, au niveau du Conseil de Sécurité, comme de l'AIEA pour établir une certitude sur le démantèlement du réseau nucléaire d'Abdul Qaeder Khan ? Le Pakistan, tout comme les Etats-Unis refusent toute inspection de l'AIEA sur leur sol. Et Téhéran a reconnu des importations d'uranium enrichi.

Il est vrai que le Pakistan est désormais l'allié des Etats-Unis ce qui amène le président Musharaff à être un chaud partisan des droits de l'homme ! Il n'y a que lui qui affiche une certitude aussi ferme sur ce sujet !

La prolifération nucléaire a de beaux jours devant elle et à commencer par les Etats du Golfe et la Syrie, avec en continuité l'Asie Centrale.

Washington a commis une erreur majeure en assurant les conditions conduisant à la promotion de l'arme nucléaire.

Il est vrai que jamais aucune arme n'a disparu autrement que par obsolescence voir autodestruction.

La conséquence directe de l'état de fait qu'est la prolifération nucléaire est que l'Iran est apte à posséder une capacité nucléaire en 2007. Aucune sanction ne sera prise contre Téhéran qui fournit déjà un exemple probant, tout comme la Corée du Nord.

Le 17 mai 2006, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, dans un discours public, annonce rejeter catégoriquement les propositions de l'Union européenne sur un programme nucléaire iranien. Il répète son argumentation : il 'y a aucune raison pour que la possession de l'arme nucléaire soit une exclusive de certains pays. Toute suspension, à ce sujet, « a été une expérience amère pour le peuple iranien ».

La France est profondément impliquée dans le problème parce qu'elle a signé des traités extrêmement contraignants avec les Emirats arabes unis et le Qatar. Or, en cas d'attaque américaine à l'encontre de l'Iran, suivi d'une riposte sur les alliés américains, les Emirats arabes unis et le Qatar seraient susceptibles d'exiger de la France qu'elle respecte sa signature.

Le Proche et le Moyen-Orient sont donc nucléarisés sans rémission.

L'arme nucléaire est en voie d'une banalisation irrémédiable. On peut le regretter, on ne peut que s'incliner devant le fait.

Aux Français, en ce qui les concerne, d'en tirer les conclusions. Pour les Américains, c'est réalisé !

### **1- Les nouveaux rôles : la Turquie, et l'« Union islamique »**

L'Iran, principale préoccupation de l'Occident sous l'égide des Etats-Unis dans le Moyen-Orient et dans le bassin pétrolifère sensible du Golfe Persique, trouve une place primordiale dans la nouvelle stratégie de l'Est et de l'Ouest. Le régime iranien, par expérience historique, considère comme nécessaire l'existence de tumultes étrangers à son voisinage en vue de détourner son opinion publique des contradictions internes. Il a eu, proportionnellement aux attaques de Washington contre l'Iran, des réactions qui, progressivement, sont devenues des mots d'ordre de groupes extrémistes.

Les Etats-Unis également, au lieu de montrer leur bonne volonté, ont tenté avec arrogance de renforcer leur pression afin de faire plier le régime iranien à leur

volonté, utilisant toutes leurs possibilités dans la région et dans le monde en vue d'isoler l'Iran. Cette politique comporte aussi des avantages pour Washington :

- 1) un climat de tension dans la région du Golfe Persique permet des transactions colossales en matière d'armements ;
- 2) il justifie la présence permanente des Etats-Unis et le maintien de leurs bases militaires dans les Emirats et l'Arabie Saoudite ;
- 3) opposer l'Iran aux États arabes permet de détourner l'esprit des peuples arabes de la domination et des agressions que mène Israël depuis une soixantaine d'années en Palestine et dans les territoires occupés qui, grâce au soutien occidental, sont devenues une plaie irrémédiable dans la région. Cette politique pousse les intégrismes religieux et ethniques contre l'Iran de sorte que, malgré ses récentes attaques à Gaza, Israël « invite à l'union les pays arabes » pour contrecarrer « le danger de l'Iran » !
- 4) obliger les grands et petits États limitrophes du Golfe Persique dépendant des Etats-Unis à se soumettre totalement à la volonté de Washington.

Cependant, la question de l'Iran, une des plus importantes du monde actuel, est directement liée aux politiques des Etats-Unis et de la Russie. L'époque où l'Occident, sans la présence de Moscou, a scellé lors de la conférence de Guadeloupe le destin du régime iranien – qu'il considérait à sa solde – et a défini à son rival mondial une « ligne rouge » d'intervention, est révolu. Avec l'aide de l'Iran, Moscou tente de trouver une part dans le « marché libre » du Golfe Persique, où la France a aussi instauré une base militaire dans les Émirats.<sup>138</sup>

Les efforts américains pour tenter d'isoler l'Iran ont conduit ce pays à pouvoir – dans un avenir proche, en tant que passage maritime et terrestre au-delà de la mer Caspienne avec des capacités nouvelles – intervenir dans la région et dans les communications à travers le monde. Or cette position pourrait devenir un obstacle si la normalisation des relations avec les Etats-Unis n'intervenait pas simultanément.

---

<sup>138</sup> *Le Figaro.fr international.*

Elle est, de même, en relation directe avec l'affrontement entre Washington, Moscou et Pékin dans l'Asie centrale et occidentale.<sup>139</sup>

De *cyberstrikes* (frappes informatiques ou cyber-attaques), assassinats et surveillance drone, l'Iran semble copier les tactiques de l'Ouest. Représailles, pas d'escalade, c'est là l'objectif de Téhéran.

Le plus évident que l'Iran était derrière un certain nombre de cyber-attaques récentes contre les institutions occidentales et arabes a suscité des inquiétudes dans de nombreux quartiers sur la façon dont la République islamique peut employer ses capacités de cyberguerre dans l'avenir. Bien qu'il n'y ait aucun moyen d'être certain, à court terme, l'Iran devrait agir avec beaucoup de retenue dans le domaine de cyber en accord avec la plus grande stratégie "*copycat*" qu'il utilise pour exercer des représailles contre des adversaires sans escalade des tensions supplémentaires. À plus long terme, cependant, il va de soi que l'Iran va incorporer cyberguerre dans sa doctrine militaire actuelle.

Les cyber-attaques récentes contre les banques américaines et du Moyen-Orient compagnies pétrolières font partie de la stratégie globale de l'Iran près de émulant les attaques de ses adversaires contre la République islamique elle-même. En répliquant ses tactiques adversaires aussi étroitement que possible, l'Iran est en mesure d'exercer des représailles contre ces pouvoirs, tout en signalant à eux qu'il ne cherche pas à élargir le conflit.

Cette "*copycat*" stratégie était d'abord évident des tentatives d'assassinat contre l'Iran diplomates israéliens et à leurs familles en Inde, la Géorgie, et (sans doute) Thaïlande en Février de cette année. Dans l'Inde et les incidents de la Géorgie, les ressortissants iraniens travaillant dans l'unité Qods forces de l'Iran Corps des Gardiens de la révolution (CGR) connectés bombes magnétiques pour le ventre de voitures ambassades israéliennes dans le but d'assassiner le personnel diplomatique de Tel Aviv (bien que dans le cas de la Géorgie l'explosif pas explosé avant d'être découvert et désarmé.) Un tracé similaire a probablement été prévu pour la Thaïlande avant d'agents iraniens prématurément mis hors l'une des explosifs alors qu'ils étaient de les construire dans une maison sûre à Bangkok.

---

<sup>139</sup> *Courrier International*, 14.06.2009

Les services de renseignement européens ont été, implicitement, atterrés par l'audace de l'Iran, en proclamant : « Jusqu'à récemment, il était possible de voir pourquoi ils [les dirigeants iraniens] ont fait ce qu'ils ont fait. Maintenant elle est devenue très imprévisible. » C'est très dur de voir la logique derrière les attentats février de cette déclaration même, le raisonnement derrière ces tentatives d'assassinat était évident : au cours des dernières années, de nombreux scientifiques nucléaires iraniens ont été ciblés et tués dans les rues de Téhéran dans les attaques que l'agence de renseignement d'Israël, le Mossad, est largement soupçonné d'être derrière. Notamment, les auteurs des attaques contre les scientifiques iraniens ciblés souvent leurs victimes en attachant des bombes magnétiques au fond de leurs automobiles.

L'extension des rivalités entre l'Est et l'Ouest dans la mer Caspienne et l'Asie Occidentale, intensifiée dès le début du 21ème siècle par l'invasion militaire américaine de l'Afghanistan, a ouvert un nouveau chapitre dans les stratégies, différentes du 20ème siècle. Le changement politique incontournable de Washington déterminera l'avenir de ces stratégies dont l'objet réside dans le destin des nouveaux pays issus de la dislocation de l'ancienne Union soviétique et dont l'Iran et la Turquie constituent les voies par lesquelles passe leur relation indépendante avec le reste du monde.

Le voyage de Barak Obama en Turquie et son éloge de l'Islam de même que son insistance sur l'entrée d'Ankara dans l'Union européenne, démontre une nouvelle campagne des États-Unis sur la scène internationale. Washington vise ainsi à diminuer l'influence de la présence de l'Iran islamique dans un espace qui constitue le même « Grand Moyen-Orient » des néo-conservateurs, un espace beaucoup plus large que le Proche-Orient situé sous la domination politique d'Israël et parmi des rivalités entre les pays arabes du Golfe Persique.

Sans doute, la Turquie, islamique ou laïque, devenue alliée stratégique de Washington au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est préférable à l'Iran islamique pour diriger une union islamique et ne comporte pas des dangers comme le développement de nébuleuses telles que l'Al-Qaïda ou les Talibans.

Après les infortunes des Etats-Unis pour réprimer Al-Qaïda ou les Talibans qui ont également entraîné les Nations unies et l'OTAN dans ce borbier, la forteresse qu'est le Pakistan, doublée de celle de l'Afghanistan, est en train de s'écrouler.

La présence à long terme des spécialistes militaires et politiques américains en Afghanistan était une occasion pour Washington de prendre conscience du danger des régions tribales du Pakistan pour la sécurité de la région et de prendre en compte ce facteur dans sa stratégie concernant l'Afghanistan. Dans la nouvelle stratégie, comme elle a été décrite par le président des Etats-Unis lors de ses tournées, outre l'OTAN, les pays de la région, de l'Iran à l'Inde, jusqu'au Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, la Chine, etc. auront des rôles à jouer.<sup>140</sup>

La rotation à 180 degrés du président des États-Unis, durant cette courte période, pour préserver l'hégémonie de son pays sur le monde, aussi bien à l'intérieur des Etats-Unis qu'à l'échelle internationale, ne se limite pas uniquement à ses entrevues avec les dirigeants des pays ou ses prises de position lors d'importantes conférences comme celles de Londres, de Strasbourg et de Bruxelles. La déclaration simultanée de ses décisions dans les programmes d'armement et de formation des forces armées américaines, principale base de la puissance de ce pays, confirme une réalité qui est en passe de se concrétiser.

Dans l'application du plan annoncé par les néo-conservateurs, Barak Obama a effectué une rotation stratégique. Il s'agit premièrement de mettre un terme à l'approche arrogante à l'égard des autres puissances disposant de puissance militaire, attitude qui avait conduit les Etats-Unis à déplacer vers l'espace son programme d'armement dans sa rivalité traditionnelle avec la Russie. L'expérience de l'Afghanistan, de l'Irak et l'éternel conflit entre Israël et les Palestiniens ont démontré que ces armements sur terre, dans leur confrontation avec des marées humaines, restent inefficaces et ne servent qu'à contenir les grandes puissances. Ainsi, les Etats-Unis tentent de se réconcilier avec les autres puissances quant aux armements spatiaux et de réduire le nombre d'ogives nucléaires existantes. Ils ont répondu positivement à la proposition russe de réduire ces armements et leur portée. Les futurs pourparlers qui se dérouleront prochainement entre Moscou et Washington

---

<sup>140</sup> *Le Moyen-Orient à l'épreuve de l'Irak*, Actes-Sud-Sindbad, 2003.

constituent le début de cette action. Par ailleurs, les énormes capitaux dégagés par l'abandon de ces programmes – ayant provoqué l'opposition intense des trusts et de leurs défenseurs dans ces secteurs – serviront à développer des armes et équipements conformes aux défis qui se déroulent sur terre et dans lesquels les Etats-Unis tenteront de préserver et de stabiliser le système néo-colonial.

Ce transfert de la stratégie militaire, de l'espace vers la terre, sera sans doute un point culminant dans l'évolution du défi mondial de l'instauration de l'ordre néo-colonial. Cependant, aujourd'hui, un des moyens pour atténuer le danger de confrontation sur terre est celui de l'espace, ce qui diminuera en partie les tensions entre les puissances internationales et, peut-être, augmentera le poids des Nations unies.

Malgré l'accueil positif du Kremlin à l'égard du projet de démantèlement des armes nucléaires présenté par Washington, la réaction des spécialistes militaires russes était hésitante. Par exemple, le général Pawel Zanariév (vice-président de l'institut des Etats-Unis et du Canada de l'Académie des sciences de la Russie) déclare : « La baisse des armements nucléaires, sans la prise en compte du bouclier anti-missiles n'a aucun intérêt pour la Russie. » Les propositions d'Obama à propos du désarmement nucléaire total ne sont pas uniquement destinées à la propagande.

Les Américains suivent une politique à long terme dans leur propre intérêt. Disposant d'armes conventionnelles plus développées et de l'extension simultanée de leur système anti-missiles, ils sont prêts à démanteler les armes nucléaires. Or, on ne peut tendre vers le désarmement total sans modifier l'attitude de « faire avancer la politique par la force » et de « perfectionner des systèmes anti-missiles ».

Victor Yesken ancien commandant général des forces stratégiques aériennes de la Russie est persuadé que : « Les Américains ne s'abstiendraient pas d'instaurer une troisième ceinture de bouclier anti-missiles en Europe... La question est de savoir si Obama se contenterait ou non de 10 missiles anti-missiles en Pologne et d'installation de radars en Tchéquie... »<sup>141</sup>.

Néanmoins, l'espoir de la baisse sérieuse des tensions alarmantes entre Washington et Moscou persiste. L'effort commun pour sortir de la crise issue des Etats-Unis avec ses impacts sur la Russie (notamment en raison de la baisse du prix du pétrole)

comme dans d'autres pays, la reprise des relations collatérales entre Moscou et l'OTAN (il ne faut pas oublier le rôle joué par la France et la Grande-Bretagne dans cette reprise) – les négociations portant sur l'installation du réseau de missiles anti-missiles dans l'Europe de l'Est – font l'objet de négociations bilatérales.

Or, ce qui est inquiétant, est l'avancée de l'OTAN dans le Caucase et l'Asie centrale qui constitue aujourd'hui le point de départ du mouvement stratégique des Etats-Unis pour sortir de l'impasse en Afghanistan, en régionalisant la lutte contre le terrorisme qui affecte aujourd'hui l'ouest du Pakistan. C'est cet élément qui justifie la volonté d'Obama à vouloir réconcilier la politique américaine avec l'Islam.

La forte tendance du Tadjikistan de vouloir se rapprocher des Etats-Unis – accompagnée d'une intense critique à l'égard de Moscou –, bien qu'elle puisse provenir d'une volonté d'obtenir des privilèges de la part de la Russie, peut être également le résultat de ce mouvement vers la mer Caspienne et l'Asie centrale.

Bien qu'on ne puisse douter de la volonté du Président des Etats-Unis de dissiper les vieux traumatismes de l'époque des néo-conservateurs dans les relations internationales, néanmoins, la stratégie de domination par un système néo-colonial à travers l'entremise de l'OTAN est évidente. Les politiques islamiques de l'URSS et de la Russie serviraient uniquement à stabiliser les inégalités et déséquilibres dans les relations internationales et cela sous couvert de l'Organisation des Nations unies, facteur qui générera et développera l'insécurité mondiale.

Il ne faut pas oublier que le destin de six milliards d'êtres humains se trouve toujours entre les mains de quelques puissances qui rivalisent de manière permanente en vue d'instaurer leur domination. Même après la codification du droit international datant de presque un siècle, la volonté de domination dans les relations entre les peuples ne s'est pas atténuée, et en dernière instance, c'est l'utilisation de la force qui a le dernier mot.

Il faut admettre que pour réorganiser le monde, à l'abri de la volonté de domination des grandes puissances et les conflits que cela génère, la charte des Nations unies

---

<sup>141</sup> Citation de *Ria Novosti* de « *VremiaNovosti*», « *Gazetta*»)



reste, à ce jour, l'acquis le plus efficace de la civilisation qui doit régir la volonté des grandes puissances et des alliances<sup>142</sup>.

## 2- L'Iran et la Chine

Lorsque la Chine se sépara du bloc de l'Est, Washington et l'Europe ont tenté de remplir le vide de ses relations avec Moscou. Les pays satellites de l'Occident ont reçu la permission de commercer avec la Chine. Les États-Unis eux-mêmes ont accepté de ne pas porter la candidature de Taiwan de devenir membre de l'Organisation des Nations Unies tout en devenant un des principaux partis dans le commerce avec la Chine. Cette même relation fut établie entre les pays européens et Pékin. Les relations des États-Unis et de l'Europe avec la Chine atteignirent un tel degré que vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la Chine devint membre de l'Organisation mondiale du Commerce, tandis que Moscou n'a pas encore obtenu cet avantage.

La Chine devient une puissance économique incontestée. Ses exportations vers les États-Unis dépassent de 50 milliards de dollars celles des États-Unis vers la Chine<sup>143</sup>. La Chine domine de la même manière les marchés mondiaux. Ce qui est survenu en Chine, où un régime communiste s'est lié aussi largement avec l'économie capitaliste, constitue un exemple pour tous les pays qui tentent de se libérer de la discrimination et de la dépendance vis-à-vis de l'Occident.

En Iran, où, à la suite de la révolution de 1978, un régime idéologique et théocratique a pris le pouvoir, la politique et les méthodes adoptées par les Chinois attirent l'attention particulière des dirigeants dans leur lutte contre l'Occident. Compte tenu de ses différentes capacités du point de vue géopolitique et des réserves souterraines, ce pays a été convoité depuis la Seconde Guerre mondiale par les différentes puissances planétaires. Il compte parmi les dommages subis de la part de ses voisins et alliés des États-Unis et de l'Occident, une guerre de huit ans contre l'Irak. Pour surmonter le blocus qu'il subit depuis la révolution de la part des Américains, il cherche des alliés parmi les rivaux des États-Unis. Les difficultés auxquelles doivent faire face l'Iran est à la hauteur de la situation qui règne dans le golfe Persique.

---

<sup>142</sup> Charles ZORGBIBE, *Pour une refonte de l'Onu*, Géostratégiques N° 14, avril 2006.

<sup>143</sup> *World Development Indicators, The World Bank*, divers numéros. Voir également François Gaudemont, « *Chine - États-Unis : entre méfiance et pragmatisme* », Paris, *La Documentation Française*, 2001.

La grande différence entre la politique des « portes ouvertes » de la Chine et celle de « recherche d'amis » de l'Iran réside dans le fait que la Chine, y est parvenue progressivement pendant une période de soixante ans en prenant toutes les précautions. Pour parcourir ce chemin, la Chine a supprimé l'obstacle de l'idéologie.

L'horizon géostratégique de la Chine couvre plusieurs questions : la volonté dominatrice des États-Unis en tant que première puissance mondiale, en particulier dans la région de l'Océan atlantique – ensuite à l'égard du Japon et les difficultés qu'il provoque dans son voisinage, la crise de Taiwan – qui est encore loin d'être résolue – la puissance militaro-économique du Japon qui occupe la seconde place dans l'économie mondiale, les politiques multiples des États-Unis visant à renforcer l'Inde contre la Chine, le conflit entre l'Inde et le Pakistan, deux de ses voisins. Or, la Chine ne néglige jamais de rechercher des voies d'entente avec les États-Unis en tant que première puissance mondiale<sup>144</sup>.

Simultanément, la Chine s'inquiète de la montée des idéologies religieuses et des nationalismes dans l'Asie centrale. Elle s'attache à renforcer sa coopération avec la Russie pour créer une alliance en vue de préserver l'Asie centrale de l'influence américaine<sup>145</sup>. Elle poursuit également une politique d'amitié avec d'autres pays, en particulier ceux du golfe Persique – tout en gardant la priorité pour sa politique d'entente mondiale avec les États-Unis. De même, la Chine tente de s'attirer l'amitié et la confiance des pays africains.

La Chine accueille favorablement la mondialisation de l'économie en tant qu'un processus inévitable. Elle considère que, malgré les tentatives des États-Unis de préserver le monopole de la puissance mondiale, un système multipolaire finira par s'installer dans les relations internationales. La Chine évalue la puissance militaire russe capable de tenir tête aux États-Unis, tandis que l'Union européenne serait capable, par une indépendance relative économique et militaire, de rivaliser avec la

---

<sup>144</sup> Cf. Yves Viltard, *La Chine américaine*, Paris : Belin, 2003.

<sup>145</sup> Cf. Mikhail Lukin, "Peace Mission 2005: A 1970s Template for Sino-Russian Peacekeeping", Moscow Defense Brief, n° 2, 2005. La Chine et la Russie conviennent de renforcer leur coopération économique et culturelle, Zinhua, 05/07/2007. « Le traité traduit l'aspiration commune des deux peuples au maintien d'une amitié qui se transmet de génération en génération ; le développement des relations amicales sino-russes dans tous les domaines correspond non seulement aux intérêts des deux peuples, mais favorise également la sauvegarde de la paix, de la stabilité et du développement sur les plans régional et mondial », 2001. Voir également, Yang Baoyun, *La Chine et la Russie*, Outre Terre N°4-2003-03 pp.181-188.

puissance américaine, tandis que le Japon, en tant que deuxième puissance économique mondiale, serait un puissant concurrent de cette superpuissance émergente.

La Chine, énorme puissance montante, constitue le premier choix de l'Iran, à la recherche d'alliés en vue de faire face à l'axe dominant des États-Unis et d'Israël dans le Grand Moyen-Orient rêvé par l'administration Bush. Or, ce choix iranien, aurait-il également l'approbation de Pékin ?

Aujourd'hui, la Chine, grâce à toutes ses capacités, attire les pays détachés du camp occidental, de la même manière que les États-Unis du début du XX<sup>e</sup> siècle constituaient l'espoir des pays libérés du colonialisme européen. L'Iran du XX<sup>e</sup> siècle, y fonda également son espoir pendant vingt ans, jusqu'en septembre 1941. Lorsque ce pays fut attaqué par les troupes anglaises et russes, Réza Shah demanda l'aide de Roosevelt qui lui répondit que son pays doit se soumettre à l'occupation<sup>146</sup>.

Sans doute le XXI<sup>e</sup> siècle est différent du XX<sup>e</sup>, et l'époque des superpuissances s'est révolue. Les alliances régionales dans les conditions actuelles du monde ont pris un sens différent et peuvent défendre l'Organisation des nations unies et sa charte, et résoudre d'autres questions que les simples intérêts des sociétés extranationales.

---

<sup>146</sup> ROUX, Jean Paul, *Histoire de l'Iran et des Iraniens : Des origines à nos jours*, Paris, Fayard, 2006.

## **DEUXIEME PARTIE**

# **L'HISTOIRE DE LA COOPERATION NUCLEAIRE FRANCO-IRANIENNE DE 1956 À AUJOURD'HUI**

## **CHAPITRE I : L'AMBITION NUCLEAIRE IRANIENNE, UN ENJEU STRATEGIQUE REGIONAL ET INTERNATIONAL**

Le Secret atomique iranien démarre en 1974 mais la coopération nucléaire franco-iranienne a commencé en 1956, l'année où la France a vendu à Israël un réacteur et une usine d'extraction du plutonium. Une transaction faite en réplique à la construction de réacteurs sur son sol avec l'aide de physiciens israéliens.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les Américains avaient chassé de l'Iran aussi bien les Anglais que les Russes. L'Iran était alors passé sous leur influence. Son armée et ses services secrets étaient dirigés par les militaires américains installés dans le pays. Toutes les armes fournies par les Etats-Unis allaient faire de l'armée iranienne l'une des plus puissantes du monde. La Maison Blanche lui avait donné pour mission de défendre les intérêts pétroliers occidentaux dans le Golfe Persique.

En 1956, la France entreprit de former des physiciens iraniens. Des experts français de l'énergie nucléaire s'installèrent à Téhéran, tandis que des scientifiques iraniens furent accueillis sur les sites nucléaires français. Au mois d'octobre 1961, le Shah d'Iran fit un voyage officiel à Paris et le Général de Gaulle lui fit visiter les installations de Saclay, où seraient formés les physiciens iraniens. Deux ans plus tard, en octobre 1963, le Général lui-même effectua le déplacement à Téhéran.

À la même époque, les Etats-Unis livrèrent à l'Iran son premier réacteur de recherche, alimenté par de l'uranium hautement enrichi. Des scientifiques américains vinrent travailler en Iran. Les Iraniens poursuivirent alors leur accès au savoir-faire de la bombe à cheval entre Téhéran (où ils bénéficiaient d'une double assistance française et américaine) et les différents centres nucléaires français.

Au début des années 1970, les trois usines américaines d'enrichissement d'uranium couvraient l'ensemble des besoins de l'Occident (indépendamment des petites unités installées ici ou là pour des usages locaux). Ces trois usines arrivèrent à saturation du fait de la multiplication des centrales nucléaires. Le nombre des réacteurs commandés

chaque année était passé de 25 en 1965 à 58 en 1971, 49 en 1972, 73 en 1973 et 85 en 1974.

La consommation d'uranium enrichi avait évolué au même rythme de la construction de réacteurs<sup>147</sup>. Les Américains exerçaient un monopole absolu sur les technologies nucléaires, notamment sur celles de l'enrichissement. Après s'être interrogés, ils décidèrent de ne pas construire de nouvelles usines sur le sol iranien. Le cas échéant, il eût été flagrant qu'ils soient les fournisseurs des neuf dixièmes des programmes nucléaires développés dans le monde.

Ils choisirent donc d'implanter des usines d'enrichissement d'uranium en Europe. Deux consortiums furent créés. Le premier « *Eurodif* » regroupait la France (associée à l'Iran), l'Espagne, l'Italie et la Belgique. Sa gigantesque usine, destinée à alimenter une centaine de centrales, fut construite en France avec des capitaux iraniens. Le deuxième consortium, baptisé « *Urenco* », avait pour associés la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Deux grandes usines furent bâties en Angleterre et aux Pays-Bas. En 1976, à l'époque où le Président américain Ford déclara qu'en 1985, quarante pays seraient en mesure de « fabriquer des bombes atomiques »<sup>148</sup>, les Occidentaux développaient au Moyen-Orient de sérieux programmes avec l'Irak, l'Égypte, l'Iran et Israël, ainsi qu'avec l'Arabie Saoudite et la Turquie. Ces partenaires figuraient déjà parmi les plus gros acheteurs d'équipements nucléaires.<sup>149</sup> Dans cette région, les Soviétiques étaient inexistantes. Les coopérations qu'ils avaient entreprises avec l'Irak et l'Égypte avaient été reprises par les Occidentaux dès qu'ils s'étaient alliés avec ces pays.

La France conduisait le programme de l'Irak, avec lequel elle avait signé son accord en 1975<sup>150</sup>. Elle était directement engagée dans celui de l'Égypte avec laquelle elle

---

<sup>147</sup> Akbar Etemad, « Barnâmeie Energie Atomie Iran » (Le programme d'énergie atomique de l'Iran), interview par Gholam Reza Afkhami (en langue persane). L'ouvrage est épuisé mais on peut retrouver le texte sur le site [www.fis-iran.org](http://www.fis-iran.org). Cf. Akbar Etemad, « La Question du nucléaire iranien », *Géostratégiques* N°23, AGP, mai 2009.

<sup>148</sup> *Le Monde*, 01/08/76

<sup>149</sup> *Le Monde*, 12/08/76

<sup>150</sup> Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, les Arènes, 2001, chapitre 4.

avait passé un accord la même année<sup>151</sup>. Elle avait également engagé des pourparlers avec l'Arabie Saoudite, pour la construction d'un centre d'études nucléaires<sup>152</sup>.

La Syrie voulait tout comme l'Égypte toucher les dividendes atomiques de son ralliement aux États-Unis, mais elle avait été confiée aux bons soins de la France. À l'issue du voyage officiel du Président syrien à Paris, au mois de juin 1976, Valéry Giscard d'Estaing et Hafez el-Assad avaient mentionné dans leur communiqué commun un projet de coopération nucléaire entre leur deux pays<sup>153</sup>. Cependant, tous ces accords n'étaient que des futilités devant la coopération que la France avait entreprise avec l'Iran. À la fin du mois de juin 1974, le Shah était venu en voyage officiel à Paris : « *l'Iran passe à la France des commandes fabuleuses* », avait alors titré la presse sur un ton triomphal<sup>154</sup>. Le président Valéry Giscard d'Estaing et le Shah d'Iran avaient en effet annoncé dans un communiqué commun :

« *Les deux gouvernements ont convenu d'engager une large coopération scientifique, technique, industrielle, pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. À cette fin, les ministres des Affaires étrangères des deux gouvernements ont signé le 27 juin un accord de coopération prévoyant notamment une collaboration entre les deux pays pour la création d'un centre de recherche nucléaire en Iran et la formation de personnel spécialisé, ainsi que la fourniture de centrales nucléaires...* »<sup>155</sup>.

Dans le détail, l'accord franco-iranien prévoyait la vente par la France de cinq centrales atomiques américaines, sous l'enseigne Framatome<sup>156</sup> ; l'approvisionnement de l'Iran en uranium enrichi<sup>157</sup> ; la construction par Technicatome<sup>158</sup> d'un centre nucléaire comportant trois réacteurs de recherche<sup>159</sup> ; l'exploitation en commun des gisements d'uranium qui pourraient être découverts en Iran et celle de gisements uranifères dans des pays tiers<sup>160</sup> ; la formation des scientifiques iraniens.<sup>161</sup> En toute

---

<sup>151</sup> Ibid., chapitre 8.

<sup>152</sup> Georges Le Guelte, *Histoire de la menace nucléaire*, Hachette, 1997, p. & Yves Girard, *Un neutron entre les dents*, Rive droite, 1997, p.

<sup>153</sup> Le Monde, 22/06/1976

<sup>154</sup> Le Monde, 28/06/1974

<sup>155</sup> Le Monde, 29/06/1974

<sup>156</sup> Le Monde, 28/06/1974

<sup>157</sup> Le Monde, 28/06/1974 et Le Monde du 20/11/1974

<sup>158</sup> Yves Girard, op. cit. p. & Georges Le Guelte, op. cit. p.

<sup>159</sup> Le Monde, 8-9/06/ 1975

<sup>160</sup> Le Monde, 20/11/74

logique, la France devait également vendre une usine d'extraction du plutonium à l'Iran. Mais cet équipement, qui venait tout juste d'être mis sur la sellette par l'essai nucléaire de l'Inde, survenu un mois plus tôt, n'était pas nommé dans l'accord. Il était néanmoins évident que « *l'Iran était un pays « possible » pour une telle réalisation* »<sup>162</sup>. Le Shah ne cachait pas son projet d'acquérir une usine de retraitement<sup>163</sup>.

Indépendamment de ces points, l'accord instaurait « *une large coopération entre la France et l'Iran dans l'industrie du combustible* »<sup>164</sup>. Plus précisément, il s'agissait de permettre « *l'accès de l'Iran à l'industrie de l'enrichissement de l'uranium* »<sup>165</sup>. Pour cela, l'Iran était entré à côté de la France dans le capital d'Eurodif. L'usine de ce consortium européen allait être construite à Pierrelate, dans la Drôme, sur le site des infrastructures françaises. Une société franco-iranienne baptisée Sofidif (société franco-iranienne d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse) avait été créée. Son capital était réparti entre le Commissariat à l'énergie atomique français (CEA) à hauteur de 60% des parts, et l'Organisation iranienne à l'énergie atomique (OIEA), à hauteur des 40% restants<sup>166</sup>. La Sofidif, société à 100% franco-iranienne, avait pris 25% des parts d'Eurodif<sup>167</sup>. Le reste du capital était réparti entre le Commissariat à l'énergie atomique français, à hauteur de 27,8% des parts, et trois actionnaires minoritaires qui étaient l'Italie, l'Espagne et la Belgique<sup>168</sup>.

### 1.1 LA STRATEGIE IRANIENNE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

L'Iran était ainsi entré par la grande porte dans le club très fermé des industriels de l'enrichissement de l'uranium. Il était, à part l'Union soviétique, le seul pays non occidental dans ce cas. En outre, sa position dans Eurodif était tout à fait privilégiée. Il détenait en effet la minorité de blocage dans la société franco-iranienne. Sofidif,

---

<sup>161</sup> Le Monde, 20/11/74

<sup>162</sup> *Le Monde*, 12/10/76

<sup>163</sup> Le Monde, 8-9/06/75

<sup>164</sup> Le Monde, 20/11/74

<sup>165</sup> Yves Girard, op. cit. p.

<sup>166</sup> Frédérique de Gravelaine, Sylvie O'Dy, *L'Etat EDF*, Alain Moreau, 1978, p. & Yves Girard, op. cit., p. & *Le Monde*, 15/09/76

<sup>167</sup> Frédérique de Gravelaine et Sylvie O'Dy, *L'Etat EDF*, Alain Moreau, 1978 & Yves Girard, op. cit., p. & *Le Monde* du 15/09/76

<sup>168</sup> Frédérique de Gravelaine et Sylvie O'Dy, *L'Etat EDF*, Alain Moreau, 1978 & Yves Girard, op. cit., p. & *Le Monde* du 15/09/76



laquelle, avec 25% des parts d'Eurodif, détenait la minorité de blocage dans le consortium. La France, pour sa part, était le plus gros actionnaire d'Eurodif. Elle assurait à ce titre « *la direction générale de l'affaire et (décidait de) la répartition des fabrications « sensibles »* »<sup>169</sup>, c'est-à-dire des fournitures d'uranium enrichi à usage militaire.

L'Iran, en qualité d'actionnaire, avait par ailleurs un droit d'enlèvement sur 10% de l'uranium enrichi par Eurodif<sup>170</sup>. Le consortium étant destiné à alimenter une centaine de centrales, l'Iran pourrait, une fois l'usine mise en service, retirer l'équivalent de la consommation des dix centrales nucléaires. Enfin, le dernier volet de l'accord franco-iranien concernait le prêt par l'Iran d'un milliard de dollars à la France, par le Canal du commissariat à l'énergie atomique.<sup>171</sup> Ces fonds étaient destinés à soutenir le financement de l'usine<sup>172</sup>. Le prêt d'un milliard de dollars et le montage juridique par lequel l'Iran était actionnaire de la Sofidif, elle-même actionnaire d'Eurodif, et avait droit à 10% de la production de l'usine formaient un accord indépendant des fournitures d'équipements. « *Celui-ci tenait tout entier sur une seule page d'une simplicité limpide* »<sup>173</sup>.

Les contrats portant sur la vente de centrales et d'équipements avaient été signés à Téhéran le 18 novembre 1974 par Michel d'Ornano, Ministre français de l'Industrie et de la Recherche et son homologue iranien<sup>174</sup>. Finalement, la France n'avait pas vendu cinq, mais deux centrales Westinghouse à l'Iran<sup>175</sup>. Cette fourniture avait été partagée entre la France et l'Allemagne fédérale. Le 20 novembre 1974, les autorités de Bonn avaient ainsi reçu confirmation de la commande de deux centrales américaines par le gouvernement iranien<sup>176</sup>. L'accord sur l'entrée de l'Iran dans le capital d'Eurodif et sur le prêt d'un milliard de dollars à la France avait été signé lors

---

<sup>169</sup> Yves Girard, *op. cit.* p.

<sup>170</sup> *Le Monde*, 15/09/76 & *Le Monde*, 07/05/88 & François Scheer, Ambassadeur de France, chargé par le Président Mitterrand de la négociation du contentieux Eurodif avec l'Iran en 1989, interview pour *la République atomique*, documentaire de 52 minutes diffusé le 14/11/01 sur ARTE.

<sup>171</sup> Yves Girard, *op. cit.* p.

<sup>172</sup> Yves Girard, *op. cit.* p.

<sup>173</sup> Yves Girard, *op. cit.* p.

<sup>174</sup> *Le Monde* du 16/11/74 & *Le Monde* du 20/11/74 & Yves Girard, *op. cit.*, p.

<sup>175</sup> *Le Monde*, 20/11/74

<sup>176</sup> Yves Girard, *op. cit.* p & Georges Le Guelte, *op. cit.* p.

du voyage officiel du Premier Ministre Jacques Chirac à Téhéran, à la fin du mois de décembre suivant<sup>177</sup>.

Les Américains, qui conduisaient le programme nucléaire iranien depuis les années 1960, parallèlement à la coopération engagée à la même époque entre Paris et Téhéran, ne s'étaient pas retirés des affaires atomiques iraniennes. De même que les accords signés par la France et l'Égypte, par exemple, n'étaient que des doublons des accords passés entre les gouvernements égyptien et américain. Les accords franco-iraniens avaient été conclus sur une toile de fond américano-iranienne. Ainsi, au début du mois de novembre 1974, une dizaine de jours avant le déplacement de Michel d'Ornano à Téhéran, Henry Kissinger s'était lui-même rendu en Iran. Il s'était longuement entretenu du programme atomique iranien avec le Shah. À l'issue de sa visite, un communiqué commun avait été publié. Ce communiqué annonçait la création d'une commission économique mixte « *destinée à intensifier la coopération existant déjà entre les deux pays* » :

*« Les deux pays (avaient exprimé) à cette occasion leur intention de développer leur collaboration dans le domaine nucléaire, « qui (constituerait) un des éléments majeurs du travail de la commission ». S'ajoutant aux fournitures déjà prévues de combustible enrichi destiné à deux réacteurs nucléaires, « des contrats (seraient) signés dans un proche avenir pour la fourniture de combustible destiné à alimenter six réacteurs supplémentaires. L'Iran (négocierait) la construction de ces réacteurs avec des firmes américaines », précisait le communiqué. »<sup>178</sup>*

Henry Kissinger confirma ces accords au début du mois d'août 1976. Ils portaient désormais sur la fourniture par les États-Unis de « *six à huit* » réacteurs nucléaires à l'Iran, en plus de ceux vendus par la France à l'Allemagne Fédérale<sup>179</sup>. Le souverain iranien avait en effet planifié la construction de vingt centrales atomiques sur son sol<sup>180</sup>. Ces installations, couplées à l'actionnariat de l'État iranien dans Eurodif,

---

<sup>177</sup> *Le Monde* du 25/12/74 & TF1 et Antenne 2, *Journaux télévisés* de 13 heures et 20 heures, du 20 au 24 décembre 1974 & Yves Girard, *op. cit.* p.

<sup>178</sup> *Le Monde*, 05/11/74

<sup>179</sup> *Le Monde*, 10/08/76

<sup>180</sup> Mohammed Reza Pahlavi, *Réponse à l'Histoire*, Albin Michel, 1979, p. & *Le Monde*, 23-24/06/74 & Général Gallois in *Géopolitique* n°64, janvier 1999

devaient faire de Téhéran une super-puissance atomique. Au début du mois d'octobre suivant, le Shah déclara justement :

« *Nous serons la cinquième puissance militaire du monde, dans cinq, six ans, peut-être. (...) Aujourd'hui nous ne sommes pas encore en position de posséder l'arme nucléaire. Mais, comme nous allons construire (des) stations atomiques, on pourra toujours dire qu'avec l'uranium enrichi nous en sommes capables ; mais alors, pourquoi s'en prendre à l'Iran, puisque ce sera sans doute le cas de bien d'autres pays ?* »<sup>181</sup>

L'Iran, comme le rappelle Yves Girard, alors vice-Président de Framatome, était « *hors les cinq Grands, le seul pays (qui eût choisi) la voie de la prolifération tranquille et affichée. (...) La bombe atomique étant l'arme ultime, il ne pouvait être question qu'(il) n'en (disposât) pas pleinement.* »<sup>182</sup>. Toutefois, le Shah ne connut pas le bonheur de conduire l'accès de son pays à l'arme nucléaire. Contrairement au Général de Gaulle, qui avait disserté sur les ambitions de la France mais s'était abstenu de passer à l'acte, le souverain iranien eut la malencontreuse idée de mener une politique conforme aux intérêts de son propre pays et, par voie de conséquence, un tant soit peu contraire aux intérêts américains dans la région. Pourtant, comme le relève Henry Kissinger dans ses Mémoires, « *l'intérêt personnel n'empêche pas d'avoir raison* »<sup>183</sup>. Mais le Shah paya sa hardiesse de son trône, de sa réputation et du travestissement de ce que fut son règne.

Au mois de décembre 1973, il avait accueilli à Téhéran la Conférence des pays producteurs de pétrole (OPEP) et annoncé lui-même le doublement du prix du baril<sup>184</sup>. Il avait « *immédiatement (été) accusé par les médias du monde entier de vouloir désintégrer l'économie occidentale et, finalement, celle du monde entier* »<sup>185</sup>. En fait, les gisements pétroliers iraniens étaient exploités depuis plusieurs décennies par des consortiums occidentaux qui s'étaient beaucoup enrichis tandis que l'Iran était resté un pays sous-développé. Par ailleurs, les accords passés par ces consortiums avec

---

<sup>181</sup> *Le Monde*, 01/10/76

<sup>182</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>183</sup> Henry Kissinger, *Les années orageuses*, volumes 1 et 2, Fayard, 1982

<sup>184</sup> Henry Kissinger, *op. cit.*, & Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>185</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.* p.

l'Iran étaient bien moins avantageux que ceux conclus avec les monarchies arabes du Golfe Persique<sup>186</sup>. Le Shah avait donc commencé par renégocier ses accords avec les compagnies pétrolières occidentales, afin que l'Iran puisse bénéficier d'une partie des ressources tirées de son propre sol<sup>187</sup>.

Mais les fonds débloqués à cet effet n'avaient pas suffi à assurer le développement de son pays. Dès 1970, il avait entrepris en association avec l'Arabie Saoudite et les autres membres de l'OPEP, une augmentation graduelle du prix du pétrole. « *Pendant les trois premières années de ses exactions, d'abord progressives puis rapidement croissantes, l'OPEP avait érigé en art le déplacement des responsabilités d'un pays à l'autre* », raconte Henri Kissinger<sup>188</sup> :

« *L'Iran et l'Arabie Saoudite, les deux grands rivaux pour la prédominance dans le Golfe Persique, étaient particulièrement habiles à ce jeu. Celui que nous interrogeons soutenait avec conviction que c'était l'autre le coupable. Si l'on en croyait nos interlocuteurs, on en venait à se demander comment les prix pouvaient monter. La vérité était que tous les membres clés de l'OPEP étaient favorables à la hausse des prix* »<sup>189</sup>.

Le choc pétrolier n'avait pas été lancé au mois de décembre 1973 à Téhéran, mais au milieu d'octobre de la même année, au Koweït. Cette conférence de l'OPEP s'était tenue en plein cœur de la guerre de Kippour, trois jours après la mise en place par les Américains du pont aérien grâce auquel ils livrèrent les armes à Israël. Les pays producteurs de pétrole avaient alors décidé de limiter leurs ventes aux pays consommateurs et d'appliquer un embargo total sur les livraisons aux Etats-Unis. Les initiateurs de ces mesures étaient l'Arabie Saoudite et l'Égypte. « *Le Shah nous avait témoigné (une loyauté inébranlable) durant la guerre d'octobre* », raconte Henry Kissinger<sup>190</sup> :

« *L'Iran (n'avait participé) en aucune façon à l'embargo pétrolier et (n'avait pas réduit) sa production, alors que les mesures prises en ce*

---

<sup>186</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.* p.

<sup>187</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.* p.

<sup>188</sup> Henry Kissinger, *op. cit.* p.

<sup>189</sup> Henry Kissinger, *op. cit.* p.

<sup>190</sup> Henry Kissinger, *op. cit.*

*domaine par les autres producteurs (avaient entraîné) d'abord la panique, puis une pénurie de pétrole, et (permis) enfin la hausse massive des prix pétroliers. Cela n'empêcha pas les chroniqueurs de l'Histoire de reprocher au Shah l'augmentation des prix du pétrole dont d'autres étaient autant, sinon davantage responsables. Il (avait continué) de fournir du pétrole à Israël. Quand nous (avons introduit) un porte-avions et son escorte dans l'océan indien, nos bateaux (avaient été) ravitaillés par l'Iran sans aucune discussion quant aux prix du carburant »<sup>191</sup>.*

Néanmoins, le Shah avait bel et bien pris la direction du choc pétrolier dès la conférence de Téhéran, réunie à son initiative au mois de décembre 1973<sup>192</sup> : « *Il (avait suggéré) à l'OPEP, de relever le prix du baril – alors de 5,12 dollars – à 11,65 dollars, ce à quoi tous ses partenaires de l'OPEP (s'étaient empressés) d'acquiescer »<sup>193</sup>. Puis il avait lui-même annoncé la nouvelle du doublement du prix du baril, au monde entier.<sup>194</sup> Quelles que furent par la suite la malhonnêteté des dirigeants occidentaux et la désinformation qu'ils pratiquèrent à son propos, le souverain iranien assumait pleinement ses décisions en matière de tarification pétrolière. Selon lui, « *il était anormal, aberrant en vérité, que le pétrole resta meilleur marché que l'eau d'Evian »<sup>195</sup>. Il considérait que « la politique du pétrole cher (était) la politique du pétrole payé à sa juste valeur »<sup>196</sup>. Grand admirateur du Général de Gaulle, il ne pouvait tolérer que le sol iranien soit pressé comme une orange pour le seul bien-être des Occidentaux<sup>197</sup>.**

Il avait donc fait du pétrole, une source de richesse inépuisable, et un instrument du développement politique, économique et militaire de son pays :

*« Les revenus pétroliers de l'Iran s'élevaient (en 1973) à 4,4 milliards de dollars. Ils devaient atteindre (en 1974) 20,3 milliards de dollars. Pour les cinq années couvrant le plan quinquennal (1973-1977), le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances, M. Mahran, (avait*

---

<sup>191</sup> Henry Kissinger, *op. cit.*

<sup>192</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>193</sup> Henri Kissinger, *op. cit.*

<sup>194</sup> Henri Kissinger, *op. cit.*

<sup>195</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>196</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>197</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

*évalué) à 108 milliards de dollars le total des revenus que l'Iran tirerait de ses exportations de pétrole brut »<sup>198</sup>.*

De fait, l'Iran, qui ne figurait pas en 1973 sur la liste des pays les plus riches établie par le Fonds monétaire international, il y avait été mentionné dès 1974 à la dixième place<sup>199</sup>. Jamais aucun pays ne s'était enrichi à une vitesse aussi fulgurante.

À part son gigantesque programme nucléaire, le plan de développement du Shah consistait à «*renforcer (les éléments conventionnels de) l'armée, ...développer massivement et rapidement l'industrie, loger, éduquer et soigner la population, investir dans les sociétés étrangères à la pointe de la technologie.*»<sup>200</sup>. Les accords franco-iraniens<sup>201</sup> signés lors du voyage de Jacques Chirac à Téhéran au mois de décembre 1974 s'élevaient, indépendamment des 10 milliards alloués aux deux centrales nucléaires, à 35 milliards de francs. Ils portaient sur la construction d'un métro, d'une usine d'aciers spéciaux, d'un aéroport, de logements et d'hôpitaux, sur l'installation de lignes téléphoniques<sup>202</sup> :

*« Des dispositions relatives à l'agriculture non encore chiffrées et des projets moins importants que M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat au commerce extérieur (signerait ultérieurement) portaient le total à quelque 50 milliards de francs. La France n'avait jamais conclu d'accords économiques d'une telle ampleur en une seule fois »<sup>203</sup>.*

Ces chiffres étaient d'autant plus impressionnants que cinq ans plus tôt, «*Georges Pompidou, lors de son passage à Téhéran, avait envisagé d'accorder à l'Iran une aide de 600 millions de francs*»<sup>204</sup>. Désormais, c'était l'Iran qui déposait dans les banques françaises «*un cautionnement de 5 milliards, achetait pour 400 millions d'obligations de l'Etat français et signait à tour de bras des contrats industriels*»<sup>205</sup>.

---

<sup>198</sup> *Le Monde*, 16/11/74

<sup>199</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>200</sup> *Le Monde* du 16/11/74

<sup>201</sup> Cf. les accords en annexe I ???

<sup>202</sup> *Le Monde* du 28/06/74 & *Le Monde* du 29/06/74

<sup>203</sup> *Le Monde* du 25/12/74

<sup>204</sup> *Le Monde* du 25/12/74

<sup>205</sup> *Le Monde* du 25/12/74

Parallèlement au développement de son propre pays, le Shah apportait son concours financier à de nombreux alliés des Etats-Unis, ainsi qu'à la Banque mondiale elle-même.

*Il « distribuait des prêts, crédits et diverses aides au fil de ses nombreux voyages ou à l'occasion des nombreuses visites qu'il recevait. Pour la France, 1 milliard de dollars pour le financement de l'usine Eurodif. Pour l'Italie, 3 milliards de dollars de prêts. Pour la Grande-Bretagne, 1,2 milliards. Pour l'Egypte, 1 milliard destiné à la reconstruction du Canal de Suez. L'Inde et le Pakistan avaient reçu plusieurs centaines de millions de dollars chacun. Quant à la Banque mondiale, l'Iran lui avait versé 1 milliard de dollars. « Au total, le pays a accepté des engagements de financement pour une somme supérieure à 7,7 milliards de dollars ».*

Avait indiqué M. Ansary, ministre de l'Economie et des finances, qui comparait ces chiffres au montant du Plan Marshall (13 milliards de dollars). En fait, on atteignait le chiffre de 10 milliards<sup>206</sup>.

La mission que les Etats-Unis avaient assignée à l'Iran était la défense du Golfe Persique. « *L'Iran était l'ancrage oriental de notre politique au Moyen Orient* » explique Henry Kissinger<sup>207</sup> :

*« Ses forces armées, équipées par nous, freinaient les ambitions de l'Irak en direction du golfe Persique... en outre, l'Iran avait une longue frontière avec l'Union soviétique. Le rôle de l'Iran dans la stratégie occidentale était d'opposer aux débordements soviétiques une barrière qui ne peut être traversée que par une invasion en règle ; ce rôle était également de contribuer à protéger contre tout bouleversement les régimes établis le long du golfe Persique et dont l'importance était vitale pour nous. (...) Plus de 40% des importations de pétrole des*

---

<sup>206</sup> *Le Monde* du 16/11/74

<sup>207</sup> Henry Kissinger, *op. cit.*

*démocraties industrielles (transitaient par le détroit d'Ormuz) », rappelle encore l'ancien Secrétaire d'Etat<sup>208</sup>.*

Mais, fort de sa nouvelle richesse, de sa puissante armée et de son futur potentiel nucléaire, le Shah avait nourri dès 1974 l'ambition de réunir dans une alliance régionale sur le modèle européen les pays riverains de l'Océan indien : Iran, Pakistan, Inde, Ceylan, Bangladesh, Birmanie, Malaisie, Thaïlande, Singapour, Indonésie, Australie, voire Nouvelle Zélande et tous les pays de l'Est africain. Pour l'Iran, il est séparé de l'Afrique que par la péninsule arabique, la mer Rouge et l'Océan indien<sup>209</sup>. Il avait lancé l'idée d'un « *Marché commun des pays riverains de l'Océan Indien* »<sup>210</sup>. Par ailleurs, il avait soumis le projet suivant :

*« Douze pays industrialisés se joignent aux douze membres de l'OPEP, pour créer un Fonds international d'aide, en y contribuant chacun par 150 millions de dollars. Le Conseil du Fonds, outre les représentants de vingt-quatre nations, aurait été composé de douze pays du tiers-monde, et tous ensemble auraient étudié les projets soumis par les pays en voie de développement. Ces projets auraient tendance à rendre peu à peu économiquement indépendants les pays aidés. (...) La Banque mondiale et le Fonds monétaire international auraient servis de conseillers et auraient facilité les échanges, en accordant des prêts sur vingt ans à 2,5% l'an. (...) Ce fonds aurait en quelque sorte joué le rôle de coopérative mondiale, ou, mieux encore, d'Organisation des Nations unies économiques, mais cette fois avec un pouvoir d'exécution »<sup>211</sup>.*

Le Shah, motivé par la puissance de l'Iran, s'était posé en leader d'une immense région qui s'étendait, à l'est, jusqu'au Sud-Est Asiatique, en englobant tout le sous-continent indien et, à l'ouest, jusqu'à la face orientale de l'Afrique. Son découpage plaçait implicitement l'Arabie Saoudite – son propre concurrent et l'un des alliés les plus précieux des Américains - dans la zone d'influence qu'il comptait s'octroyer. Le souverain iranien se proposait au surplus de diriger la politique du camp occidental

---

<sup>208</sup> Henri Kissinger, *op. cit.*

<sup>209</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>210</sup> *Le Monde* du 16/11/74

<sup>211</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*



dans les pays du Tiers-monde. Une telle ambition était géographiquement démesurée. À l'égard des Etats-Unis, elle était politiquement déplacée. Additionnée au leadership de l'OPEP et à la capacité d'intervention que les pétrodollars donnaient à l'Iran, elle avait fait du Shah un homme à abattre.

Les Américains n'avaient en effet pas pour habitude de se laisser supplanter par des puissances régionales. Henry Kissinger lui-même avait déclaré à cette époque que les Etats-Unis « *s'opposeraient aux tentatives de n'importe quel pays pour atteindre une position dominante à l'échelle du globe ou de la région* »<sup>212</sup>. Le Shah d'Iran recevait des oppositions à ses propositions, tant par les pays industrialisés que par ceux de l'OPEP<sup>213</sup>. Puis les Etats-Unis passèrent à l'offensive. L'Iran, mis à part ses pétrodollars, était entièrement sous leur coupe. Toutes les armes fournies à Téhéran étaient vendues par les Etats-Unis<sup>214</sup>. L'armée iranienne était encadrée par onze mille militaires américains basés en Iran<sup>215</sup>. Ceux-ci appartenaient à un corps de personnels dont l'effectif était de vingt-quatre mille<sup>216</sup>. Les services secrets iraniens étaient noyautés par les services américains. La Savak<sup>217</sup>, le service de renseignement iranien avait en effet été créé en 1953 sous la direction de la CIA, qui assurait depuis cette date la formation des agents secrets iraniens<sup>218</sup>. Rien n'était donc plus facile, pour eux, que d'organiser la chute du souverain. Ils eurent néanmoins recours à leurs alliés français pour réaliser la destitution du Shah, « *Le calme qui régnait en surface en 1976 était trompeur. Deux années après que j'eus quitté mon poste, le chaudron explosa* », se rappelle Henry Kissinger<sup>219</sup>. L'année 1976 fut effectivement celle du basculement de l'Iran. Le Shah raconte :

*« Hors d'Iran, les événements de 1978-1979 apparurent à presque tous les yeux comme étant l'œuvre exclusive des mollahs... Rien n'est plus faux... Ce n'est pas non plus des milieux religieux que partit) la campagne des calomnies qui déclencha, encouragea et favorisa la*

---

<sup>212</sup> Henry Kissinger, op. cit.

<sup>213</sup> Mohammad Reza Pahlavi, op. cit.

<sup>214</sup> Henry Kissinger, op. cit., & Mohammad Reza Pahlavi, op. cit. & *Le Monde* du 25/12/74 & *Le Monde* du 03/08/76

<sup>215</sup> *Le Monde* du 08.09/08/76

<sup>216</sup> *Le Monde* du 03/08/76

<sup>217</sup> Services de renseignement et de sécurité iraniens fondés en 1957 sous le shah et furent rempcaés par la Vevak en 1979 à l'arrivée de Khomeiny au pouvoir.

<sup>218</sup> Mohammad Reza Pahlavi, op. cit.

<sup>219</sup> Henry Kissinger, op. cit.

*subversion. Elle partit, dès la fin de 1976, de chez les libéraux et les gauchistes, soutenue de l'extérieur par des groupes d'individus dont l'objectif commun était de renverser le régime »<sup>220</sup>.*

Ainsi le pays fut, dès la fin de l'année 1976, secoué par des attentats à répétition<sup>221</sup>. Dans le même temps, les relations du Shah avec les Etats-Unis et la France se dégradèrent. Avec la France, « *On assista à une déchirure qui alla, chez Giscard d'Estaing, jusqu'à accueillir Khomeiny deux ans plus tard à Neauphle-le-Château »<sup>222</sup>. Quant aux Américains, ils assurèrent dès le début du mois d'août 1976 « s'inquiéter de l'ampleur des fournitures à l'Iran »<sup>223</sup>. « Les ventes d'armes à l'Iran avaient atteint un niveau inquiétant, et la présence de techniciens civils et de fonctionnaires américains de plus en plus nombreux pourrait créer une situation potentiellement dangereuse » indiquait un rapport du Sénat publié le dimanche 1<sup>er</sup> août<sup>224</sup>. Selon ce document établi par la commission des Affaires étrangères du Sénat, ces ventes (avaient) totalisé la somme de 10 milliards de dollars depuis 1972.... Le rapport indiquait également que les personnels civils et militaires américains en Iran étaient passés de 16.000 personnes en 1972 à 24.000 et que le chiffre de 60.000 pourrait être atteint et même dépassé en 1980 si le rythme de développement actuel se poursuivait. Cette situation, mentionnait le document, avait déjà créé des « problèmes socio-économiques ». En outre, en cas de crise militaire, « les personnels américains en Iran pourraient devenir des otages ». À ce sujet le rapport citait, à titre d'exemple, l'éventualité d'une intervention iranienne utilisant des armes américaines à l'occasion d'un nouveau conflit entre l'Inde et le Pakistan<sup>225</sup>.*

## **1.2. L'IMPLICATION AMERICAINE**

Les Américains remirent ainsi pour la première fois en question leur soutien à l'Iran, aux mauvais prétextes<sup>226</sup> du nombre de leurs concitoyens basés à Téhéran (où ils

---

<sup>220</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.* & Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, Complexe, 1989

<sup>221</sup> *Le Monde* du 05/10/76 & Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>222</sup> Alexandre Adler, interview pour *la République atomique, doc. cit.*

<sup>223</sup> *Le Monde* du 03/08/76

<sup>224</sup> Rapport ...

<sup>225</sup> *Le Monde*, 03/08/76.

<sup>226</sup> Selon Henry Kissinger, Henry Kissinger, *op. cit.*

étaient installés depuis près de quarante ans) et d'une hypothétique intervention militaire du Shah (avec une armée dont il tenait le contrôle) dans un éventuel conflit indopakistanaï. Ce renversement intervenait au moment précis où ils relançaient leur coopération nucléaire avec l'Égypte. Le nouvel accord entre les gouvernements égyptien et américain avait en effet signé le 5 août 1976, quatre jours avant la publication du rapport dans lequel le Sénat américain demandait l'arrêt de l'armement de l'Iran<sup>227</sup>.

Le 6 août 1976, moins d'une semaine après la publication de ce rapport, Henry Kissinger se rendit à Téhéran, un voyage que le journal *le Monde* décrit étape par étape :

*« Il acheva le samedi 7 août sa visite de deux jours en Iran en présidant une réunion de la Commission mixte pour la coopération économique irano-américaine. Cet organisme avait été mis sur pied lors de sa dernière visite à Téhéran deux ans plus tôt »*

*« Vendredi 6 août, le Secrétaire d'état avait eu avec le Shah d'Iran, dans une résidence de ce dernier sur les bords de la Mer Caspienne, un entretien de plus de trois heures qui avait notamment porté sur les achats par l'Iran d'armes et de réacteurs nucléaires américains »<sup>228</sup>.*

Bien que Henry Kissinger eût confirmé la vente de « six à huit » réacteurs à Téhéran<sup>229</sup>, le Shah avait pris ce jour-là que les autorités américaines avaient décidé de geler la nucléarisation de l'Iran, aussi longtemps qu'il serait lui-même au pouvoir. De fait, à l'issue de sa conversation avec le secrétaire d'Etat, le souverain iranien avait déclaré « *qu'à son avis, l'Iran était sous armé par rapport à certains de ses voisins moins peuplés et qu'en cas de refus des Etats-Unis, il se tournerait vers d'autres fournisseurs.* »<sup>230</sup>. Puis il avait interpellé la presse : « *Les Etats-Unis et le monde non communiste peuvent-ils se permettre de perdre l'Iran ? Quel autre choix avez-vous ? Soit l'holocauste nucléaire, soit d'autres Vietnam* »<sup>231</sup>. Les Etats-Unis ne

---

<sup>227</sup> Cf. Dominique Lorentz, *Affaires atomiques, op. cit.*, chapitre 8

<sup>228</sup> *Le Monde* du 8.9/08/76

<sup>229</sup> *Le Monde*, 10/08/76

<sup>230</sup> *Le Monde*, 10/08/76

<sup>231</sup> *Le Monde*, 10/08/76

pouvaient se permettre de perdre l'Iran, mais ils pouvaient se permettre de perdre le Shah. L'erreur du souverain fut ici de se confondre avec son pays.

Au début du mois d'octobre suivant, Valéry Giscard d'Estaing fit un voyage officiel en Iran. Selon le porte-parole de l'Élysée, le Président français et le souverain iranien devaient :

*« Se borner à l'examen du dossier nucléaire – qui (allait) « bien au-delà » de l'achat par l'Iran de deux centrales nucléaires-, laissant à leurs ministres le soin de traiter les autres questions : pétrole et gaz, sidérurgie, grandes infrastructures, industries agricoles et alimentaires... »<sup>232</sup>.*

Sous des apparences trompeuses, le voyage de Valéry Giscard d'Estaing confirma la décision américaine de lâcher le Shah, et laissa également transparaître un début de complicité française dans cette entreprise. La veille de l'arrivée du Président français à Téhéran, deux rapports sur la répression en Iran avaient été publiés, en anglais, par la Commission internationale de juristes, dont le siège était à Genève. L'un avait été rédigé par William J. Butler, président du Comité exécutif et membre du barreau de New York, l'autre par Georges Levasseur, spécialiste du Droit pénal comparé, professeur à l'Université de Paris II. Les deux auteurs condamnaient les juridictions militaires iraniennes et surtout la police politique (Savak) dont ils dénonçaient l'arbitraire<sup>233</sup>.

Ces spécialistes des Droits de l'homme s'étaient en revanche bien gardés de rappeler que la Savak avait été créée par les Etats-Unis et qu'elle demeurait sous leur contrôle. Henry Kissinger, pour sa part, écrit dans ses mémoires :

*« Dans le Golfe Persique, nous en étions presque inéluctablement réduits à choisir entre un pouvoir autoritaire ami et un pouvoir totalitaire hostile. (...) En Iran, les excès de la police secrète, la Savak, étaient impardonnables, même si l'on (faisait) la part des exagérations. (...) Pourtant, les fautes accumulées du Shah ne furent pas plus graves que les pratiques en usage dans d'autres nations du Golfe Persique ou parmi bien*

---

<sup>232</sup> *Le Monde* du 06/10/76

<sup>233</sup> *Le Monde* du 03.04/10/76

*des pays non-alignés qui ne (firent) pas l'objet d'un tel opprobre. Et rien de ce qui se produisit sous son règne ne peut se comparer à la chasse aux sorcières, aux exécutions, aux actes de terreur et aux folies de ses successeurs... »<sup>234</sup>.*

Pendant le séjour de Valéry Giscard d'Estaing à Téhéran, la presse fit alterner dans ses pages des articles nourris de bonnes nouvelles concernant la coopération franco-iranienne et des papiers dénonçant les activités de la Savak<sup>235</sup>, le prétendu surarmement de l'Iran, la corruption de chefs d'entreprises iraniens et d'un membre de la famille royale<sup>236</sup>. Dans la rubrique des bonnes nouvelles, « *le Shah d'Iran (qualifia) de « vraiment grandioses » les projets de contrats entre son pays et la France. (...) « La coopération que nous pouvons établir avec la France, (poursuivit-) il, n'a ni bornes ni limites. Cela s'est passé ainsi jusqu'à présent. Il y a toutes les raisons de croire que dans le futur il en sera de même, et davantage encore »<sup>237</sup>. Le Président Giscard d'Estaing indiqua quant à lui, « qu'il y aurait désormais « une rencontre régulière annuelle (franc-iranienne) au niveau des hauts fonctionnaires » des ministères des Affaires étrangères. Les ministres eux-mêmes « se rencontreraient également une fois par an, soit à l'occasion de rencontres internationales, soit à l'occasion de visites particulières, si celles-ci s'avéraient nécessaires »<sup>238</sup>.*

Dans leur communiqué commun, les deux chefs d'Etat « (marquèrent) leur volonté de poursuivre et d'approfondir leur coopération nucléaire, afin d'assurer un développement équilibré de leurs relations commerciales, industrielles et technologiques en ce domaine, dans l'intérêt mutuel des deux pays. Le communiqué (énumérait) les contrats dont M. Giscard d'Estaing avait parlé dans sa conférence de presse »<sup>239</sup>. Ceux-ci concernaient essentiellement les fournitures dont la vente avait été conclue en 1974. Toutefois, la commande par l'Iran de six centrales nucléaires supplémentaires à la France parallèlement aux négociations engagées sur d'autres

---

<sup>234</sup> Henry Kissinger, op. cit.

<sup>235</sup> *Le Monde* du 05/10/76

<sup>236</sup> *Le Monde* du 06/10/76

<sup>237</sup> *Le Monde* du 07.08/10/76

<sup>238</sup> *Le Monde* du 09/10/76

<sup>239</sup> *Le Monde* du 09/10/76

tranches de centrales avec les industriels allemands et américains qui était également planifiée<sup>240</sup>.

Les nouveaux contrats franco-iraniens portaient par ailleurs sur une usine automobile Peugeot, un chemin de fer et de nombreux logements<sup>241</sup>. Un seul concernant une autoroute, semblait poser un certain nombre de problèmes, « *Un groupement où figuraient à égalité Américains et Français devait construire cet ouvrage de deux fois trois voies. Le coût : 4 milliards de francs, dont 850 millions rapatriables en France. Le contrat ne put être signé, le mode de financement n'ayant pas été décidé du côté américain* »<sup>242</sup>.

A propos de l'armement de l'Iran, la presse française, après l'avoir décrit dans le détail, s'interrogea : « *à quoi servira cette fantastique machine de guerre ?* »<sup>243</sup>. Ensuite, la presse se relayait à la voix de la Maison Blanche : « *pas grand chose pour les-années à venir* », répond en substance avec une précaution verbale, « *une sous-commission du Sénat américain qui a mené à ce sujet une longue et minutieuse enquête tant en Iran qu'auprès d'organismes compétents aux Etats-Unis (département d'Etat, département de la défense, CIA, etc.)* »<sup>244</sup>.

Les autorités américaines freinaient l'armement de l'Iran parce qu'elles avaient déjà prévu de fomenter une révolution contre le Shah :

« *La politique étrangère de Téhéran, axée sur la résistance contre l'influence soviétique dans les pays bordant le Golfe Persique et l'océan Indien était en tous points conforme aux intérêts nationaux américains* », selon les termes de M. Kissinger : « *Le Shah estimait dès lors que Washington était condamnée à le soutenir, faute de quoi l'Iran serait perdu pour l'Occident. La commission sénatoriale n'était pas tout à fait de cet avis. La dépendance de l'armée iranienne à l'égard des États-Unis était telle, soutenait-elle, qu'il serait très difficile, sinon impossible, de modifier sensiblement les relations entre les deux pays, même si une*

---

<sup>240</sup> *Le Monde* du 09/10/76 & *Le Monde* du 10.11/10/76

<sup>241</sup> *Le Monde* du 09/10/76

<sup>242</sup> *Le Monde* du 10.11/10/76

<sup>243</sup> *Le Monde* du 06/10/76

<sup>244</sup> *Le Monde* du 06/10/76

« révolution en Iran devait aboutir au remplacement du Shah par un régime anti-américain »<sup>245</sup>.

Pour se débarrasser du Shah, les Etats-Unis pensaient qu'ils pouvaient s'offrir le luxe d'une révolution en Iran, quand bien même celle-ci placerait au pouvoir des dirigeants anti-américains. Ils partaient du principe qu'ils tenaient tellement bien l'armée iranienne que le régime révolutionnaire qui succéderait au Shah se tournerait inévitablement vers Washington, pour être réapprovisionné.

Le cas échéant, les Américains n'en étaient pas à leur premier coup d'essai. Au mois d'août 1953, ils avaient renversé le gouvernement de Mossadegh, leader du parti nationaliste, le Front national de l'Iran et qui venait de contraindre pacifiquement le Shah à le nommer Premier ministre<sup>246</sup>.

Le souverain avait alors quitté le pays. Pour commencer, la CIA avait monté une opération de dénigrement du nouveau dirigeant, afin de le faire passer, pour « *un homme immoral* » aux yeux des religieux<sup>247</sup>. Puis, le 17 août 1953, les services secrets américains, assistés du général Norman Schwarzkopf, à l'époque instructeur de l'armée iranienne, avaient organisé une fausse manifestation dont les meneurs appartenaient à la CIA et les participants étaient des figurants rémunérés par la Maison Blanche<sup>248</sup>. Les militants du Toudeh<sup>249</sup>, abusés par ce leurre, s'étaient joints au cortège en scandant des slogans hostiles au Shah tout en renversant des statues, « *Il importait d'effrayer la foule et de susciter un mouvement favorable à l'ordre et à Zahedi* », l'homme que les Américains voulaient voir à la tête du gouvernement iranien<sup>250</sup>. Quarante-huit heures plus tard, la police avait pris position contre Mossadegh. Les religieux avaient organisé une contre-manifestation. La CIA avait fait en sorte que celle-ci dégénérât en affrontement avec les militants du parti

---

<sup>245</sup> *Le Monde* du 06/10/76

<sup>246</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *L'Iran au XX siècle*, Fayard, 1998.

<sup>247</sup> *Ibid.*, p.

<sup>248</sup> *Ibid.*, p.

<sup>249</sup> Parti communiste fondé en 1941 avec un programme réformateur au sein de la Monarchie constitutionnelle. Il était composé de militants marxistes et socialistes et démocrates en lutte contre les extrémistes. En 1948, ce parti a été interdit par le parlement iranien pour tentative d'attentat contre le Shah au sein de l'Université de Téhéran. Après la révolution islamique, le diplomate soviétique kozethkin réfugié en Angleterre, a révélé qu'un le parti Toudeh collaborait avec les services secrets soviétiques. Depuis cette affaire, le parti a été interdit de nouveau et la plupart de ses membres se sont séparés en plusieurs groupuscules, et se sont réfugiés en ex-URSS, et vivent en exil en continuant de militer via des sites internet.

<sup>250</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

communiste Toudeh. La journée s'était soldée par un faux coup d'État, « *Environ 300 personnes avaient été tuées. La maison de Mossadegh avait été détruite par des tanks et pillée. Lui-même avait réussi à s'enfuir mais il s'était rendu le lendemain* ». Zahedi avait été nommé Premier ministre, tandis que le Shah avait été rétabli sur son trône<sup>251</sup>.

A la fin du voyage de Valéry Giscard d'Estaing à Téhéran, les contrats franco-iraniens semblaient sur des rails. Les titres de la presse étaient toujours aussi triomphalistes : « *Un voyage en or* », « *La route du pétrole est définitivement rouverte* » ; « *Des milliards pour Giscard* »<sup>252</sup>. Mais en fait, la construction des centrales nucléaires iraniennes, approuvée deux ans plus tôt, n'avait toujours pas commencé<sup>253</sup>. Le 19 janvier 1977, le Shah, à qui un journaliste demanda si la réalisation des contrats passés avec la France connaissait des difficultés, répondit : « *Pour ce qui concerne les nouveaux accords, je ne sais pas encore. Mais je sais que pour les deux centrales atomiques que nous voulions commander à la France, ce n'est pas encore fait* »<sup>254</sup>. Interrogé sur l'armement de l'Iran, il retourna une question : « *Pourquoi est-ce que pour la France ce serait normal pour l'Allemagne fédérale ce serait normal pour l'Angleterre ce serait normal d'avoir des armements atomiques ou à hydrogène et que pour l'Iran qui n'est pas dans l'OTAN, qui n'est garanti par aucun pays du monde, le simple principe de se défendre ou de défendre ses intérêts devient un problème ?* »<sup>255</sup>.

Dans ses Mémoires, le Shah raconte :

« *Au début de 1977, il se produisit quelque chose de tout à fait surprenant. Le terrorisme cessa brusquement. Je compris immédiatement que quelque chose d'autre se préparait. Les politiciens qui, jusque-là, s'étaient tenus cois, sortirent de l'ombre et commencèrent à faire parler d'eux. Il devenait parfaitement clair que le terrorisme n'ayant pas donné les résultats escomptés, il fallait jouer la carte de la contestation politique. Tout cela était parfaitement orchestré. Les premiers animateurs de cette campagne étaient des personnages fortunés. Le régime qu'ils*

---

<sup>251</sup> Ibid., p.

<sup>252</sup> Yves Girard, op. cit.

<sup>253</sup> Ibid., p.

<sup>254</sup> Antenne 2, Magazine "Le grand témoin": le 19 janvier 1977

<sup>255</sup> Antenne 2, Magazine "Le grand témoin": le 19 janvier 1977: aucun commentateur n'avait relevé le fait que le Shah avait mentionné l'armement nucléaire de l'Allemagne fédérale. Ainsi perdurent les légendes...



*condamnaient ne les avait pas empêchés de faire d'excellentes affaires et de prospérer. Ils appartenait, pour la plupart, à des lobbies libéraux et avaient presque tous de solides attaches dans certains pays occidentaux. Ils se mirent avec ardeur à multiplier les déclarations démagogiques et à réclamer une « authentique démocratie parlementaire ». L'agitation et la propagande incessantes entretenues par ces « démocrates » constituaient une surenchère à mon propre programme de libéralisation dont le temps se trouva accéléré. Je n'allais pas tarder à me rendre compte que cela constituait un défi au bon sens : plus j'avançais dans la voie de la libéralisation, plus la situation intérieure se dégradait ».*<sup>256</sup>

Le début de l'année 1977 était l'arrivée à la présidence américaine de Jimmy Carter. La tactique américaine avait évolué, mais l'objectif poursuivi par la Maison Blanche restait inchangé. Il était question d'affaiblir le souverain iranien. Celui-ci tentait alors d'obtenir le déblocage, par les Américains, des Accords de coopération nucléaire conclus avec la France. En effet, les centrales vendues par Framatome étant sous licence Westinghouse, seule la Maison Blanche pouvait approuver leur livraison. Les négociations qu'il avait entreprises avec le gouvernement américain ne donnant aucun résultat, le Shah tenta la manière forte. Il organisa une conférence sur « *les transferts de technologies nucléaires* » à Téhéran<sup>257</sup>. Celle-ci s'ouvrit le 11 avril 1977, elle réunit plus de cinq cents participants venus des quatre coins du monde et bénéficia du soutien du président de l'Agence internationale de l'énergie atomique<sup>258</sup>.

Son objectif était de faire pression sur Jimmy Carter, qui s'apprêtait à présenter sa politique d'exportation nucléaire<sup>259</sup>. Pendant sa campagne électorale et durant les premières semaines de son mandat, le nouveau Président américain s'était engagé à appliquer des mesures drastiques en la matière<sup>260</sup>. Quatre jours avant l'ouverture de la conférence de Téhéran, il déclara qu'il était décidé à exercer un strict contrôle sur le plutonium<sup>261</sup>. Tous les grands alliés des États-Unis, la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et le Japon étaient contre cette mesure de contrôle. Ils s'étaient

---

<sup>256</sup> Mohammad Reza Pahlavi, op. cit. & Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>257</sup> Le Monde du 13/04/77

<sup>258</sup> Le Monde du 13/04/77 & Mohammad Reza Pahlavi, op. cit.

<sup>259</sup> Le Monde du 29/04/77

<sup>260</sup> Le Monde du 29/04/77

<sup>261</sup> Le Monde du 29/04/77

solidairement déclarés hostiles à une telle mesure, dont ils avaient promis que dans le cas échéant, ils ne l'appliqueraient pas<sup>262</sup>. Le Shah, en habile politicien, avait pris la tête du mouvement de contestation de la politique nucléaire américaine, avant même que celle-ci fût officiellement présentée. Le président de l'AIEA affirma :

« Certains pays pourraient se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire, après l'intention manifestée par les États-Unis de limiter les exportations américaines de technologies nucléaires »<sup>263</sup>. Au cours d'un entretien avec la presse, Sigvard Eklund, président de l'Agence internationale de l'énergie atomique, estima à Téhéran, en marge de la conférence iranienne sur les transferts de technologies nucléaires : « *Que toute tentative pour bloquer les transferts de technologies constituait une violation de l'article 4 du traité, qui prévoit les droits pour les signataires d'entreprendre des recherches, de produire et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans aucune discrimination* . Il rajouta : « *Je crains que la décision américaine ne soit prise très au sérieux par certains pays et que ceux-ci ne se retirent du Traité ...* ».

Pendant la conférence, le Président Carter adressa aux participants un message de sensibilisation aux dangers de la prolifération nucléaire<sup>264</sup>. Le Shah lui répondit dans des termes qui marquaient sa détermination à poursuivre son propre programme, avec ou sans les États-Unis. « *Je conçois parfaitement l'attention particulière que vous portez à la question de l'énergie nucléaire et saisis entièrement les dangers éventuels et les catastrophes qu'une attitude irresponsable pourrait faire subir à l'humanité. Dans ce domaine, ma volonté est que l'Iran tende tous ses efforts vers l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Nous continuerons à coopérer avec tous les pays du monde, dans l'intérêt de la communauté humaine pour atteindre ce but.* » Écrivit-il à Jimmy Carter<sup>265</sup>. Rapportant cet épisode dans ses Mémoires, il conclut : « *Voici donc l'un de mes principaux « crimes » : avoir voulu faire passer l'Iran de l'ère du pétrole à l'ère atomique avant qu'il ne fût trop tard* »<sup>266</sup>.

Le 27 avril 1977, le Président Carter présenta sa politique d'exportation nucléaire<sup>267</sup>. Les alliés des États-Unis furent aussitôt rassurés après avoir été inquiets par les

---

<sup>262</sup> Le Monde du 29/04/77 & Le Monde du 10.11/04/77

<sup>263</sup> Le Monde du 13/04/77

<sup>264</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>265</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>266</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>267</sup> Le Monde du 29/04/77

discours électoralistes. «*M. Carter entendait apparemment se garder les mains libres, dans un message au Congrès, il proposa de nouvelles règles pour l'exportation des technologies nucléaires, laissant une assez bonne marge de manœuvre à l'exécutif (...) « Plutôt que de demander aux pays acheteurs d'abandonner à tout jamais les techniques d'enrichissement et de retraitement, le projet permettrait d'élaborer de nouveaux accords comportant des encouragements propres à dissuader ces pays d'acquérir ces techniques... »*. En outre, la législation nouvelle laissait au Président le droit de faire des exceptions et des dérogations à la loi en faveur de certains pays si ces derniers se conformaient à l'objectif poursuivi. D'autre part, le Président Carter estimait également important d'assurer les pays partageant le même souci de non-prolifération que les États-Unis leur fournissaient « régulièrement » le combustible et l'équipement nucléaire<sup>268</sup>. Jimmy Carter, tirant les enseignements des déboires de ses prédécesseurs, concentra tout simplement le pouvoir de décision entre ses propres mains. Il reniait ainsi allégrement les engagements pris durant sa campagne électorale. En fait, il n'avait pas un seul instant songé à freiner la dissémination des armes atomiques, laquelle soutenait depuis vingt ans la politique étrangère américaine.

Au début du mois d'octobre suivant, le Président français Valéry Giscard d'Estaing eut besoin d'un émissaire qui pût conduire une mission délicate en Iran. Plutôt que de s'appuyer sur l'un des ministres du gouvernement, il préféra faire appel à un proche. Son choix se porta sur Michel Poniatowski. Celui-ci se rendit à Téhéran, où il s'entretint avec le Shah. Yves Girard raconte : « *Valéry Giscard d'Estaing, en plein accord avec Jimmy Carter, dépêcha à Téhéran son ami Michel Poniatowski, afin de briser les dernières réticences du Shah à abandonner son trône sans combattre* »<sup>269</sup>. A son retour en France, Michel Poniatowski rendit compte de la position du Shah au président de la République<sup>270</sup>. Quelques heures plus tard, le porte-parole de l'Élysée fit une déclaration d'une voix blanche : « *Deux séries de décisions concrètes pour renforcer la coopération économique entre l'Iran et la France. Premier domaine, celui des centrales électronucléaires. La France va en livrer deux. Les discussions*

---

<sup>268</sup> *Le Monde* du 29/04/77

<sup>269</sup> Yves Girard, op. cit.

<sup>270</sup> TFI, *Journal de 13 heures*, le 6 octobre 1977

*sur ce point étaient déjà très engagées. De nouvelles discussions vont s'ouvrir pour quatre autres centrales nucléaires »<sup>271</sup>.*

Personne ne s'étonna de ce que la décision de livrer à l'Iran des installations atomiques (dont la vente avait été conclue trois ans plus tôt) fût prise à l'occasion du voyage officieux d'un ami du président de la République. Celui-ci avait fait chou blanc. Le Shah avait refusé de quitter son trône et exigé la livraison de ses centrales nucléaires. Pour obtenir satisfaction, il avait pu avancer un argument de poids. L'usine Eurodif de Pierrelatte se construisait grâce au milliard de dollars qu'il avait prêté à la France<sup>272</sup>. Valéry Giscard d'Estaing, en concertation avec Jimmy Carter, avait préféré céder à ses exigences plutôt que de voir éclater un conflit ouvert entre Paris et Téhéran. Dans le cas contraire, les médias et le public auraient pu comprendre que la décision avait été prise d'abandonner le souverain iranien. En effet, une rupture de contrat nucléaire avec l'Iran, ajoutée au rôle que la France s'appropriait à jouer dans le renversement du Shah, aurait désigné Valéry Giscard d'Estaing comme coupable de l'effondrement de la monarchie iranienne. Il fallait donc que la France, qui jouerait bientôt la partition la plus trouble de cette affaire, semblât irréprochable. Jimmy Carter se faisait fort de chasser le souverain avant que les centrales ne fussent mises en service. Il donna donc son accord à Framatome pour la réalisation du contrat d'exportation vers l'Iran. Selon Yves Girard : « *Au mois d'octobre 1977, j'eus le plaisir de signer de ma main ce fabuleux contrat du Karun, dont le montant, combustible nucléaire compris, excédait l'équivalent de trois milliards de dollars* »<sup>273</sup>. Peu après, les Français commencèrent à bâtir les centrales iraniennes<sup>274</sup>.

Du 14 au 16 novembre suivant, trois jours avant le voyage historique du président égyptien Anouar el-Sadate à Jérusalem, le Shah se rendit aux Etats-Unis, où il s'entretint avec Jimmy Carter<sup>275</sup>. Avant de quitter Téhéran, il accorda une interview à Arnaud de Borchgrave, un journaliste américain proche du pouvoir politique et des services de renseignement américains. L'hypothèse d'une révolution en Iran - officiellement avancée par le Sénat américain dès le mois d'octobre 1976 et

---

<sup>271</sup> TFI, *Journal de 13 heures*, le 6 octobre 1977

<sup>272</sup> Cf. l'Accord est en annexe 1.

<sup>273</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>274</sup> Yves Girard, *op. cit.* & Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>275</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

approuvée dans son principe au motif qu'elle ne «*modifierait pas sensiblement les relations entre Washington et Téhéran* »<sup>276</sup>, fut au cœur de leur conversation. Elle se précisa sous forme d'une entente entre Soviétiques et Américains.

Arnaud de Borchgrave demanda au Shah « *ce qu'il pensait d'un scénario imaginé dans certaines Ecoles de guerre occidentales. Ce scénario était le suivant : un régime gauchisant a été instauré en Iran. Sérieusement menacé, il appelle à l'aide les Soviets. Ceux-ci lancent alors une guerre éclair ; de la Caspienne au Golfe persique.* L'envoyé de Newsweek interrogea le Shah : « *A votre avis, quelle serait la réaction des USA, compte tenu des précédents du Vietnam, du Zaïre, de l'Angola, etc. ?* ».

Le Shah répondit : « *Beaucoup d'Américains, et parmi eux des parlementaires, paraissent ignorer qu'un accord bilatéral essentiel existe entre l'Iran et les Etats-Unis. Cet accord stipule qu'après consultation entre les deux pays, le gouvernement américain serait tenu d'intervenir pour nous venir en aide ...* »

Le reporter de Newsweek insista : « *Ne croyez-vous pas que les Etats-Unis pourraient être tentés de trouver un terrain d'entente avec Moscou si le pétrole destiné à l'Occident n'était pas menacé ?* »

(Le shah) fournit cette réponse : « *... Quelle est la limite à partir de laquelle les Etats-Unis commenceraient à réagir, entreraient en guerre ? Cela devient de plus en plus imprécis. Cela dépendrait uniquement de la conception que vous auriez de vos intérêts et de la signification que vous accorderiez encore à certains principes ...* »<sup>277</sup>.

Un mois et demi plus tard, en Iran, raconte le shah « *certaines mollahs firent leur apparition dans le dispositif de la subversion. (...) C'est à Qom, la ville sainte où des foules de pèlerins vont se recueillir sur la tombe de Massoumeh, la sœur de l'Imam Reza, que les premières émeutes eurent lieu, le 7 janvier 1978* »<sup>278</sup>.

Ces émeutes firent six morts selon le gouvernement iranien, bien plus selon ses opposants<sup>279</sup> :

---

<sup>276</sup> *Le Monde* du 6/10/76

<sup>277</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>278</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.* & Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>279</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

« A partir de là, la « tactique des deuils » permit à ceux qui manipulaient les foules de les mobiliser tous les quarante jours pour de nouvelles manifestations qui, en raison de leur violence, auraient toutes les chances de dégénérer en nouvelles émeutes, faisant de nouvelles victimes. Ainsi serait portée au paroxysme la colère de populations à la fois crédules et fanatisées. Selon la tradition musulmane, en effet, les parents et amis d'un mort doivent se recueillir sur sa tombe quarante jours après son décès »<sup>280</sup>.

Dès lors, « les intellectuels laïcs et les politiciens nationalistes modérés (cédèrent) progressivement les commandes (de la contestation) aux religieux »<sup>281</sup>. Les émeutes succédèrent à d'autres. Elles s'étendirent aux grandes villes iraniennes Téhéran, Tabriz, Chiraz, Ispahan, pour finalement gagner tout le pays<sup>282</sup>. A la fin du mois de juillet 1978, elles étaient quasiment quotidiennes<sup>283</sup>. Dans les rues, les femmes qui manifestaient portaient à nouveau le tchador. Le 5 août 1978, le Shah annonça la tenue d'élections « ouvertes à tous les partis » dès la fin de la session parlementaire, au printemps 1980<sup>284</sup>. La réponse à cette proposition fut meurtrière. Le 19 août, près de quatre cents personnes trouvèrent la mort dans l'incendie criminel du cinéma Rex, à Abadan. Yves Girard relève que « ce signe fut négligé par la plupart. Certains soulignèrent seulement qu'il y avait là le premier effet de la volonté des majors pétroliers américains de déstabiliser le Shah .... »<sup>285</sup>. Le signe était pourtant clair. Le Shah était un Roi et le mot « Rex » signifiait Roi. Le souverain iranien était directement visé par cet attentat. Quant à sa déstabilisation du régime iranien, elle n'était pas l'œuvre des compagnies pétrolières américaines, mais celle du gouvernement américain. Cela n'empêcha pas les opposants du souverain, relayés avec plus ou moins de naïveté par la presse occidentale, d'accuser la Savak d'être l'auteur de l'incendie du cinéma<sup>286</sup>.

Au cœur des émeutes, se distingua le mouvement nationaliste et religieux de l'ayatollah Khomeiny, l'homme auquel la Maison Blanche avait décidé de confier le

---

<sup>280</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.* & Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>281</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>282</sup> Ibid., p.

<sup>283</sup> Ibid., p.

<sup>284</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>285</sup> Yves Girard, *op. cit.*

renversement du Shah. Plutôt que de laisser la révolte dans les mains des opposants appartenant à la gauche laïque, où les communistes étaient particulièrement actifs<sup>287</sup>, les Américains avaient donné leur préférence aux mollahs fanatiques. Pour Alexandra Adler, la donne a été changée :

*« A cette époque, commençait à réapparaître en pleine force une tendance présente à la CIA depuis la fondation de l'organisme et qui consistait à jouer la carte de l'islamisme, voire même de l'islamisme radical contre le communisme et les courants laïcs potentiellement alliés de l'Union soviétique. C'était la vision des cold warriors les plus à droite de la CIA qui considéraient que la lutte contre le communisme était prioritaire et qui voyaient en Khomeiny un personnage un peu excité, un peu déplaisant, mais un allié potentiel contre la menace venue de Moscou »<sup>288</sup>.*

### **1.3. LA REVOLUTION IRANIENNE DE 1979 ET SON IMPACT SUR LE PROGRAMME NUCLEAIRE IRANIEN**

Le Président Carter voulait bien d'un régime anti-américain, mais à aucun prix d'un régime pro-soviétique en Iran. Il avait donc privilégié les mollahs, dont il pouvait être à peu près certain que, pour des raisons idéologiques, ils ne pactiseraient pas avec l'Union soviétique. Ainsi, conformément aux prévisions de la commission des Affaires étrangères du Sénat, l'instauration à Téhéran d'un régime hostile à l'Amérique ne perturberait pas outre mesure les relations entre l'Iran et les Etats-Unis.

L'ayatollah Khomeiny, jugé responsable d'une tentative d'attentat contre le Shah en 1963, avait été expulsé d'Iran à cette époque. Il avait trouvé refuge en Irak, d'où il entretenait des liens étroits avec la frange la plus extrémiste du clergé iranien. Depuis l'entrée en scène des mollahs, celle-ci réclamait à sa demande une abolition de la monarchie<sup>289</sup>. La frange modérée du clergé estimait en revanche « *le départ du Shah*

---

<sup>286</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>287</sup> Mohammad Reza Pahlavi, op. cit. & Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>288</sup> Alexandre Adler, op.cit.p

<sup>289</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

*impossible et jugeait plus raisonnable de s'en tenir au strict respect de la Constitution »<sup>290</sup>.*

Rapidement, les fanatiques l'emportèrent sur les modérés. Pendant le mois d'août 1978, qui était le mois du Ramadan, « *l'euphorie révolutionnaire, stimulée par l'exaltation des cérémonies religieuses, poussa la foule en avant. Le 4 septembre, à l'occasion de l'Eid el-Fitr, jour de fête marquant la fin du jeûne, plusieurs centaines de milliers de personnes organisèrent des prières collectives dans les rues de Téhéran et réclamèrent le retour de Khomeiny... Le 7, la foule conspua le Shah, demanda la chute de la monarchie et plébiscita Khomeiny. Cette journée de rassemblement populaire réunit près d'un million de manifestants à Téhéran »<sup>291</sup>. Dans la nuit du 7 au 8 septembre, la loi martiale fut promulguée à Téhéran et dans onze autres villes. Toute manifestation et tout rassemblement étaient désormais interdits sur la voie publique<sup>292</sup>.*

Le 8 septembre 1978 fut le Vendredi noir où près de deux mille personnes se rassemblèrent sur une place de Téhéran. L'armée tira sur la foule, faisant plusieurs dizaines de morts. Des émeutes se déclenchèrent alors dans la plupart des quartiers de la capitale : « *Une bataille de rue s'engagea y où la population (affronta) les blindés. Des barricades rudimentaires furent élevées. Les insurgés brûlèrent des pneus, lancèrent des cocktails Molotov, des pierres, incendièrent des autobus. Ces combats tournèrent au carnage »<sup>293</sup>. Le bilan de cette dramatique journée fut, selon plusieurs sources, de cent à plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de victimes. Dix jours plus tard, le 18 septembre, les dirigeants égyptien et israélien signèrent les Accords de paix de Camp David, sous l'autorité du Président Carter<sup>294</sup>. L'automne 1978 vit alors « *un conflit pathétique entre un Shah d'Iran prématurément rongé par la maladie (il était atteint d'un cancer) et un Président des Etats-Unis, Jimmy Carter, imbibé d'une volonté d'innocence non moins malade »*, se souvient Yves Girard<sup>295</sup>.*

Cependant, il était temps pour les Américains de donner à l'ayatollah Khomeiny la stature d'un véritable révolutionnaire. Cela ne pouvait être fait en Irak, pour des

---

<sup>290</sup> Ibid., p.

<sup>291</sup> Ibid., p.

<sup>292</sup> Ibid., p.

<sup>293</sup> Ibid., p.

<sup>294</sup> Voir Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, op. cit., chapitre 8

<sup>295</sup> Yves Girard, op. cit. p.



raisons à la fois politiques, pratiques et de marketing. L'Iran et l'Irak avaient conclu en 1975 - alors qu'il avait été décidé de les nucléariser tous les deux - un accord qui mettait fin à un vieux différend frontalier entre leurs pays<sup>296</sup>. Depuis lors, ils ne s'étaient plus battus. Mais ils demeuraient habités d'une profonde hostilité l'un envers l'autre. La Révolution islamique ne pourrait donc être lancée par Khomeiny depuis l'Irak sans fournir au Shah le prétexte d'une intervention armée chez son voisin. De même, celui qui allait devenir le plus célèbre opposant au régime du Shah ne pouvait être laissé sans risque dans les mains du principal ennemi régional de l'Iran, donc cela ne serait pas possible en Irak.

Par ailleurs, l'ayatollah Khomeiny, obscur personnage sans la moindre culture politique devrait être étroitement encadré, contrôlé et protégé<sup>297</sup> par des alliés de l'Amérique durant la préparation de son retour en Iran<sup>298</sup>. Enfin, l'ayatollah Khomeiny avait besoin d'acquiescer une forme de respectabilité. Ce dernier objectif ne pouvait être atteint que dans une grande démocratie occidentale. Les Américains portèrent naturellement leur choix sur la France, pays qui, du fait de ses liens très anciens avec l'Iran, abritait déjà les principaux opposants au régime du Shah. Bani Sadr, futur président de la République islamique, vivait en banlieue parisienne. Il fut donc décidé d'installer l'ayatollah Khomeiny à côté de chez lui, à Neauphle-le-Château<sup>299</sup>.

Le 6 octobre 1978, après que Saddam Hussein l'expulsa d'Irak, l'ayatollah Khomeiny atterrit à Paris et s'installa à Neauphle-le-Château<sup>300</sup>. Son domicile fut aussitôt placé sous la haute protection des forces de police françaises. Quelques jours plus tard, une interview de lui, recueillie par deux journalistes français dans les dernières minutes de son exil irakien, fut publiée par le quotidien *le Monde*<sup>301</sup>. Cette opération médiatique avait été préparée par Bani Sadr, le futur président de la République islamique qui s'était fait fournir par les journalistes la liste des questions qu'ils

---

<sup>296</sup> Chapour Haghghat, *Histoire de la crise du Golfe*, Complexe, 1992.

<sup>297</sup> Bani Sadr, ancien président d'Iran, *Le complot des ayatollahs*, Paris, la Découverte, 1989

<sup>298</sup> L'ayatollah Khomeiny a vécu 20 ans d'asile politique sur au moins 2 continents l'Asie et l'Europe, il devenait connu sur le plan international et dans l'actualité internationale alors que le Shah n'avait plus de popularité nationale ou internationale.

<sup>299</sup> Bani Sadr, op. cit.

<sup>300</sup> *Eurorient* n°3, septembre 1998- janvier 1999.

<sup>301</sup> Bani Sadr, op. cit.

souhaitaient poser à l'ayatollah. Il en avait lui-même écrit les réponses, puis il les avait adressées à l'ayatollah Khomeiny.<sup>302</sup>

À Neauphle-le-Château, Bani Sadr et un groupe d'opposants au Shah prirent les commandes de la révolution. Ces hommes agissaient en coulisses, tandis que l'ayatollah était poussé devant les caméras de télévision pour diffuser leur message révolutionnaire. Bani Sadr raconte :

*«Nous avons rédigé une plate-forme politique en dix-neuf points et j'ai clairement expliqué à Khomeiny qu'il devait s'y tenir s'il voulait être crédible. Les outrances et les divagations pouvaient lui coûter sa réputation et son avenir. Il l'a compris et sa vie politique a donc commencé. (. . .) C'est ainsi que le discours de la révolution s'est élaboré. A Neauphle-le-Château, chaque jour, je lui rédigeais une analyse de la situation »<sup>303</sup>.*

Toutefois, Bani Sadr s'abstint de publier dans ses mémoires les fameux dix-neuf points de sa plate-forme politique. Peut-être fut-il embarrassé pour le faire. L'ayatollah Khomeiny, interviewé plusieurs fois par semaine par les télévisions françaises - à l'occasion de chaque soubresaut en Iran - se contentait en effet de toujours répéter les mêmes mots. Sur fond de « *Allah akbar* (Dieu est grand) » montant du jardin, il réclamait d'une voix tremblotante le départ du Shah, encourageait la population iranienne à la violence, à la désobéissance et au martyr<sup>304</sup>. Son programme politique se résumait à ces revendications élémentaires.

Le Shah raconte : « *Je n'ai pas demandé au gouvernement français de le condamner au silence. Il importait peu qu'il parlât de là ou d'ailleurs, puisqu'il n'était rien de plus qu'une marionnette dont se servaient ceux qui, de l'extérieur, avaient condamné mon régime.* »<sup>305</sup>. Dans le même temps, des cassettes de propagande étaient enregistrées et dupliquées à des milliers d'exemplaires dans un studio spécialement aménagé dans le pavillon de Neauphle-le-Château. Elles étaient ensuite distribuées en Iran, où elles entretenaient le fanatisme des étudiants dont la pensée avait été réduite

---

<sup>302</sup> Ibid., p.

<sup>303</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>304</sup> Journaux télévisés français, durant tout le séjour de l'ayatollah Khomeiny à Neauphle-le-Château

<sup>305</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

à des préceptes moyenâgeux<sup>306</sup>. Les autorités françaises avaient également fait installer dans le pavillon de multiples lignes de téléphone et de télex, afin que le quartier général de la Révolution islamique basé près de Paris pût être en liaison constante avec ses relais iraniens<sup>307</sup>.

Ce dispositif donna une formidable accélération à l'effondrement du régime du Shah. En effet, des grèves furent déclenchées progressivement dans les administrations et les secteurs industriels et paralysèrent l'activité économique du pays. Au départ, elles affectèrent les transports publics, les banques, les douanes, la raffinerie de Téhéran, le complexe pétrochimique de Bandar-Chapour, l'aciérie d'Ispahan, l'usine de machines-outils de Tabriz, puis elles s'étendirent à toutes les branches de la production. Le 18 octobre 1978, la plus grande raffinerie d'Iran, celle d'Abadan cessa ses activités. Le gouvernement tenta, sans succès, d'éviter la catastrophe économique. En dépit de la loi martiale, les manifestations et les agitations dans la rue continuèrent. Les 28 et 29 octobre, des heurts eurent lieu dans plus de trente villes<sup>308</sup>. Le Shah tenta alors de protéger son trône en instaurant un gouvernement militaire dirigé par des fidèles et de lâcher du lest en faisant arrêter l'ancien chef de la Savak et des hauts fonctionnaires accusés de corruption. Parallèlement, il essaya de former un gouvernement de coalition avec ses opposants non-religieux<sup>309</sup>.

À la fin du mois de novembre 1978, les Soviétiques annoncèrent par un communiqué publié dans la *Pravda* qu'ils s'opposaient à toute intervention étrangère en Iran :

*« L'Union soviétique, qui entretient avec l'Iran des relations de bon voisinage, déclare résolument qu'elle est contre une ingérence dans les affaires intérieures de l'Iran de la part de qui que ce soit, sous quelque forme et prétexte que ce soit. Dans ce pays ont lieu des événements d'ordre purement intérieur et les problèmes qui y sont liés doivent être réglés par les Iraniens eux-mêmes. (...) Il doit être clair que toute intervention, a fortiori une intervention militaire, dans les affaires de*

---

<sup>306</sup> *Eurorient* n° 3, septembre 1998-janvier 1999 &TF1, journal de 20 heures, le 4 décembre 1978.

<sup>307</sup> *Eurorient* n° 3, Ibid., p.

<sup>308</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>309</sup> Ibid., p.

*l'Iran, Etat directement limitrophe de l'URSS, serait considérée comme une atteinte aux intérêts de sa propre sécurité »<sup>310</sup>.*

En Iran, la violence redoubla. Le 3 décembre, au début du Moharram, le mois de deuil chiite, une nouvelle série de troubles s'amorça dans tout le pays. Peu avant, Khomeiny avait invité la population à verser son sang « *pour protéger l'Islam et renverser le tyran* ». Les processions religieuses se transformèrent en batailles de rue. Le soir, après le couvre-feu, les manifestants prirent place sur les toits et les terrasses des maisons en scandant « *À bas le Shah* », « *Allah akbar (Dieu est grand)* »<sup>311</sup>. Le lendemain, le 4 décembre 1978, un correspondant de la télévision française à Téhéran rapporta que « *la nouvelle, venue de Paris, d'un retour imminent de l'ayatollah Khomeiny en Iran - du moins dès que le Shah serait parti* » - avait fait la Une de tous les quotidiens. *Le départ du Shah ne semblait plus être qu'une question de jours et la pression des Américains paraissait y être pour quelque chose* »<sup>312</sup>. Le 7 décembre, la Maison Blanche fit officiellement savoir que « *les Etats-Unis n'interviendraient d'aucune façon en Iran* »<sup>313</sup>. Quelques jours plus tard, lors de la célébration de Tassouaet d'Achoura, jours de la commémoration rituelle de l'imam Hossein à Karbala, deux millions de personnes manifestèrent et demandèrent le départ du Shah»<sup>314</sup>. Par ailleurs, les grèves en chaîne continuaient à ébranler sérieusement l'économie nationale. Le 26 décembre, les exportations pétrolières furent interrompues et le régime fut mis au pied du mur<sup>315</sup>.

Le 31 décembre 1978, le Shah nomma Chapour Bakhtiar Premier ministre. Celui-ci dissout la Savak, supprima la censure de la presse et promit la levée progressive de la loi martiale<sup>316</sup>. Mais son gouvernement se solda par un échec. Comme le résume le Shah, « *les dés étaient jetés* »<sup>317</sup> :

*« À la fin du mois de décembre raconte-t-il encore, tous mes projets, tous ceux qui avaient été acceptés avec enthousiasme étaient jugés « impossibles » : impossible, le métro que devait construire à Téhéran la*

---

<sup>310</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>311</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, *op. cit.*

<sup>312</sup> TF1, *Journal de 20 heures*, le 4 décembre 1978

<sup>313</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>314</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, *op. cit.*

<sup>315</sup> *Ibid.*, p.

<sup>316</sup> *Ibid.*, p.

*RATP française ; impossible l'électrification de notre réseau ferroviaire et le doublement de la plupart des voies ; impossible l'autoroute du sud ; impossibles les gazoducs nous permettant d'utiliser notre gaz - qui représente les trois quarts des réserves du Moyen-Orient »<sup>318</sup>.*

Du 5 au 7 janvier 1979, Valéry Giscard d'Estaing, Jimmy Carter et le chancelier allemand Helmut Schmitt se retrouvèrent pour un sommet à la Guadeloupe. Dès la première séance, le Président américain confirma à ses alliés européens que sa décision de lâcher le Shah était irréversible. Il les rassura quant aux conséquences de ses actes en leur disant, en substance, que tout se passerait bien puisqu'il tenait l'armée iranienne<sup>319</sup>. À l'instant précis où il prononçait ces mots, le général américain Huyser arrivait à Téhéran. Le Shah raconte :

*« Les événements des dernières semaines m'avaient appris à ne plus m'étonner de rien. Tout de même, le général Huyser, Commandant adjoint de l'OTAN, n'était pas un mince personnage. Il était venu à Téhéran à plusieurs reprises, précédée à chaque fois d'une demande d'audience. Il ne s'agissait pas de simples visites de courtoisie, mais de celles rendues nécessaires par le fait que j'étais le chef des armées... (...) Cette fois, rien, mystère total. Son arrivée avait été fort discrète. Les militaires américains allaient et venaient sur leurs propres avions et n'avaient naturellement pas à se soumettre aux formalités rituelles lorsqu'ils se posaient sur les bases militaires iraniennes. (...) Un homme assumant les responsabilités qui étaient celles du général Huyser ne jouait pas à cache-cache sans de sérieuses raisons. Dès que la nouvelle de sa présence fut ébruitée, la presse soviétique réagit : « Le général Huyser est à Téhéran pour fomenter un coup d'État militaire.*

*« (...) De Paris, le New York Herald Tribune se chargea de rassurer les chancelleries. Il n'eut qu'à remplacer le verbe « fomenter » par « empêcher ». C'était cela, la préoccupation des dirigeants américains :*

---

<sup>317</sup> Mohammad Reza Pahlavi, op. cit.

<sup>318</sup> Ibid., p.

*empêcher un coup d'Etat militaire en Iran. (... ) Je ne vis le général Huyser qu'une fois pendant son séjour. Il accompagnait l'ambassadeur américain Sullivan lors d'une des dernières entrevues que j'eus avec ce dernier. Ce qui les préoccupait l'un et l'autre, c'était de savoir quel jour et à quelle heure je partirais »<sup>320</sup>.*

Pour verrouiller l'armée iranienne, le général Huyser s'entretint notamment avec son chef d'état-major, auquel il proposa de rencontrer Mehdi Bazarghan, l'homme dont l'ayatollah Khomeiny ferait son Premier ministre quelques jours après son retour en Iran<sup>321</sup>. Ensuite, il ne quitta pas Téhéran. Il resta sur place en attendant que le souverain eût quitté le pays<sup>322</sup>.

Le départ du Shah « *pour quelques semaines de vacances* » fut annoncé depuis Washington par le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance, le 11 janvier 1979.<sup>323</sup> Le souverain partit le 16, avec son épouse. « *Je ne puis ni ne désire exprimer les sentiments qui m'animaient lorsque je pris, avec l'Impératrice, le chemin de l'aéroport. (...) J'avais au cœur un sinistre pressentiment et trop d'expérience pour ne pas imaginer ce qui pouvait arriver.* » Raconte-t-il<sup>324</sup>. Henry Kissinger, pour sa part, n'hésite pas à dénoncer l'attitude des dirigeants français et américains. « *L'Amérique et ses alliés se sont déshonorés par leur attitude envers (le Shah)* », écrit-il<sup>325</sup> : « *Ils ont abandonné un ami, non seulement dans le domaine des relations politiques - ce qui peut s'expliquer par les impératifs brutaux de l'intérêt national -, mais également sur le plan des rapports humains, lorsqu'il allait à la dérive, sans refuge, et appelait au secours. L'Histoire est écrite par les vainqueurs ; ceux-ci, en l'occurrence, se sont montrés cruels*»<sup>326</sup>. Puis il conclut : « *L'exil consumma cruellement l'abandon du Shah par presque tous ceux qui avaient recherché ses faveurs durant quarante ans* »<sup>327</sup>.

---

<sup>319</sup> Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir et la vie*, Compagnie douze, 1988 et 1991.

<sup>320</sup> Mohammad Reza Pahlavi, op. cit.

<sup>321</sup> Mohammad Reza Pahlavi, op. cit. & Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, op.cit.

<sup>322</sup> Ibid., p.

<sup>323</sup> Ibid., p.

<sup>324</sup> Ibid., p.

<sup>325</sup> Henry Kissinger, op. cit.

<sup>326</sup> Ibid., p..

<sup>327</sup> Ibid., p.

Dès le départ du Shah, l'ayatollah Khomeiny publia depuis Neauphle-le-Château des communiqués demandant l'instauration d'une République islamique<sup>328</sup>. Ceux-ci furent relayés en Iran par le clergé intégriste. « *Les intellectuels progressistes, qui s'interrogeaient sur la nature de cette République et sur la place que Khomeiny entendait occuper dans la société, ne cachèrent pas leur inquiétude* »<sup>329</sup>. Ils tentèrent d'ouvrir un débat sur ce que serait le prochain régime iranien. Les mollahs les accusèrent de soutenir un « *complot communiste* »<sup>330</sup>. Le 22 janvier 1979, les organisations de gauche prirent la tête d'un rassemblement de dix mille personnes. Les manifestants « *furent attaqués par des bandes islamiques et des activistes musulmans aux cris de : « Il n'y a pas d'autre parti que le parti de Dieu ». Khomeiny lança alors un appel en demandant à toutes les formations politiques d'abandonner leur idéologie pour rejoindre l'Islam* »<sup>331</sup>.

Le 1er février 1979, l'ayatollah Khomeiny quitta Paris pour Téhéran. À l'aéroport, avant d'embarquer, il remercia les autorités françaises. « *Au nom de Dieu, après quatre mois de résidence en France, je quitte ce pays pour servir mon pays. Je remercie le gouvernement et le peuple français qui a assuré ma sécurité et garanti ma liberté d'expression* » déclara-t-il<sup>332</sup>. Puis il prit place à bord d'un Boeing d'Air France spécialement affrété pour l'occasion. Il était accompagné de Bani Sadr, d'une quarantaine de collaborateurs et d'une centaine de journalistes de la presse internationale. À Téhéran, il descendit de son avion au bras d'un steward d'Air France. Une foule galvanisée l'attendait. Fidèle à la « *tactique des deuils* » si chère aux islamistes, il se rendit dans un immense cimetière pour prononcer son premier discours. Sur le parcours qui le conduisit de l'aéroport à ce théâtre macabre, plusieurs millions de personnes étaient massées, tout le long de la route<sup>333</sup>. Au cimetière, juché sur une chaise haute, il commença par rendre hommage aux martyrs de la Révolution. Puis sa voix enfla « *Je frapperai à la figure le gouvernement de Chapour Bakhtiar. Je*

---

<sup>328</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>329</sup> Ibid., p.

<sup>330</sup> Ibid., p.

<sup>331</sup> Ibid., p.

<sup>332</sup> TF 1, *Journal de 20 heures*, le 1er février 1979

<sup>333</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

*passerai tous ces gens devant des tribunaux que je formerai et c'est moi, désormais, qui vais nommer le gouvernement* », promit-il<sup>334</sup>.

Le 5 février, l'ayatollah Khomeiny nomma Mehdi Bazargan Premier ministre. Chapour Bakhtiar s'effaça<sup>335</sup>. Dès lors, deux forces apparemment antagonistes semblèrent capables de se disputer le pouvoir : les religieux et l'armée. Mais, comme Jimmy Carter en avait donné l'assurance à Valéry Giscard d'Estaing et à Helmut Schmitt, les Américains avaient préparé le ralliement des généraux à la Révolution islamique<sup>336</sup> :

*« Bien qu'ils (s'opposassent) en public, les militaires et les religieux (étaient), dans les coulisses, à la recherche d'un terrain d'entente. Cette tentative de compromis avait été instamment conseillée par Washington, qui, durant tout le déroulement des événements, n'avait jamais perdu le contact avec le haut commandement militaire iranien »*<sup>337</sup>.

William Sullivan, dernier ambassadeur des États-Unis à Téhéran, avait conclu dès le mois de janvier - pendant le séjour du général Huyser - un accord avec Khomeiny, ses représentants en Iran et l'armée impériale. Celui-ci prévoyait l'instauration d'un régime reposant sur une alliance entre religieux et militaires<sup>338</sup>. Le 7 février 1979, six jours après le retour de l'ayatollah, le chef d'état-major de l'armée iranienne, qui avait été courtisé par le général Huyser en janvier, *« s'adressa aux élèves officiers... Son discours révéla un changement de ton. Il insista sur l'unité de l'armée, (déconseilla) aux militaires de se mêler de politique et leur rappela que leur premier devoir était de préserver l'intégrité nationale et territoriale »*<sup>339</sup>.

Le 9 février, les conseillers du Président Carter organisèrent une rencontre entre les généraux iraniens, le Premier ministre Mehdi Bazargan et des proches de l'ayatollah Khomeiny<sup>340</sup>. L'alliance entre civils, militaires et religieux fut scellée. Mais les

---

<sup>334</sup> Antenne 2, *Journal de 20 heures*, le 1 février 1979 & Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>335</sup> Dernier Premier ministre du Shah 04 janvier au 5 février 1979.

<sup>336</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, op. cit.

<sup>337</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>338</sup> William Sullivan, op. cit. de Bani Sadr

<sup>339</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>340</sup> Ibid., p.



soldats de la garde impériale, restés fidèles au Shah, attaquèrent ce soir-là une base de l'armée de l'air : « *Cet affrontement fut le point de départ d'une insurrection qui dura deux jours et s'étendit à toute la capitale. Les dépôts d'armes furent pris d'assaut. Des milliers de fusils automatiques et de mitrailleuses furent distribués à la population qui s'empara des centres stratégiques de la ville* »<sup>341</sup>. L'opposition laïque prit la tête du mouvement. L'armée commença à se diviser entre pro et anti-Khomeiny. Mais le 2 février, les militaires rentrèrent dans le rang : « *Un conseil suprême de l'armée, réuni d'urgence, annonça sa neutralité totale et ordonna aux soldats de regagner leurs casernes... Le soir même, dans une allocution télévisée, le Premier ministre Mehdi Bazargan déclara : « Le chef d'état-major, dans un entretien personnel, a affirmé sa collaboration avec mon gouvernement », (...) Le lendemain, le pouvoir (était) entièrement aux mains du gouvernement provisoire islamique (qui s'empresse) de récupérer les armes* »<sup>342</sup>.

Le 12 février, les Etats-Unis et l'union soviétique reconnurent le nouveau régime iranien<sup>343</sup>. Le président Carter semblait avoir la situation bien en main. Le shah avait été balayé par les islamistes. L'armée iranienne s'était ralliée sans difficulté à la cause de la Maison blanche. Les soviétiques étaient restés en dehors de l'affaire. Aux Etats-Unis, en France et dans toutes les démocraties occidentales, les medias présentaient la révolution iranienne comme un mouvement spontané, conséquence de la tyrannie exercée jusqu'alors par le shah. L'ayatollah Khomeiny passait pour le libérateur du peuple iranien. Sa cote était au plus haut. Un premier ministre et un gouvernement provisoire avaient été nommés. Ceux-ci étaient profondément anticommunistes, le parti communiste iranien étant leur seule opposition organisée. Ils demeureraient donc résolument antisoviétiques. De fait, quel que fut le rejet des valeurs occidentales par l'idéologie islamique, l'Iran resterait un pays uni à Washington par son hostilité au régime de Moscou ... tout allait donc pour le mieux, si ce n'est que Jimmy carter avait commis une grossière erreur dont il serait l'un des premiers à payer le prix fort.

En faisant de Khomeiny le Guide de la Révolution islamique, Jimmy Carter comptait que l'ayatollah s'en tiendrait là. Il n'avait jamais envisagé que le pouvoir pouvait être exercé par Khomeiny lui-même. Les religieux ne disposaient d'aucun parti ni

---

<sup>341</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>342</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>343</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

d'aucune formation politique en Iran<sup>344</sup>. Le Président Carter et son administration considéraient donc que « *le clergé n'était pas capable de diriger un pays complexe et serait contraint de demander l'aide des dirigeants occidentalisés* »<sup>345</sup>. Ainsi, Mehdi Bazargan, le Premier ministre choisi par la Maison Blanche et nommé par l'ayatollah Khomeiny le 5 février 1979 n'était pas un mollah. Il n'était qu'une grande figure de l'opposition au Shah qui entretenait à ce titre d'excellentes relations avec la bourgeoisie du Bazar et le clergé<sup>346</sup>. Il était également, « *par une triste ironie du sort* », l'ancien président de la Société des Droits de l'Homme<sup>347</sup>.

Le 9 février, il avait présenté le programme du gouvernement provisoire. Celui-ci consistait à « *organiser un référendum sur le changement de régime* », c'est-à-dire sur l'abolition de la monarchie, et à « *préparer l'élection de l'Assemblée constituante et du Parlement* »<sup>348</sup>. Il n'était nulle part question de l'instauration d'une République islamique dont les commandes seraient confiées aux religieux. Khomeiny était le seul qui eût évoqué cette éventualité, dans les derniers communiqués publiés avant son départ de Paris. En fait, l'arrangement passé entre Jimmy Carter et l'ayatollah Khomeiny ne portait que sur le départ du Shah. Par la suite, le projet du Président américain était de faire gouverner le pays par Mehdi Bazargan et d'autres hommes de son acabit; de maintenir l'armée iranienne sous le contrôle de la Maison Blanche afin de pouvoir, en cas de besoin, renverser les dirigeants en place par un coup d'État militaire<sup>349</sup>; d'entretenir grâce aux Islamistes, un fort courant anticommuniste en Iran.

Mais l'ayatollah Khomeiny s'est révélé un politicien retors, dont le cynisme et l'habileté eurent raison de Jimmy Carter. Le Président américain avait convenu avec les nouvelles autorités iraniennes qu'elles renonceraient aux ambitions qui avaient causé la perte du Shah. Au plan régional, Téhéran devrait désormais se contenter de surveiller ses frontières avec l'Irak et l'Union soviétique, afin de jouer son rôle de rempart du Golfe persique. Par ailleurs, le gouvernement iranien s'était engagé à tirer, au moins provisoirement, un trait sur le programme nucléaire lancé par le Shah. Cet arrangement impliquait que l'Etat iranien résiliât les contrats passés avec la France et

---

<sup>344</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>345</sup> Extrait d'une note adressée le 5 septembre 1979 par le secrétaire d'Etat adjoint Harold Saunders au secrétaire d'Etat Cyrus Vance, in *Le Monde* du 21/07/84

<sup>346</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>347</sup> Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.*

<sup>348</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

la République fédérale. Ceux-ci concernaient notamment la construction de quatre centrales nucléaires américaines (deux par la Française Framatome, deux par l'Allemande KWU), celle d'un centre de recherche équipé de petits réacteurs proliférants (par l'entreprise française Technicatome) et la fourniture par la France d'uranium enrichi.

Indépendamment de ces contrats, l'Etat iranien était depuis 1974 actionnaire d'Eurodif, le complexe européen d'enrichissement de l'uranium. En dépit des règles les plus élémentaires de la législation internationale, Jimmy Carter avait demandé aux Iraniens de renoncer à leurs droits dans ce consortium. Il suffirait, selon lui, que la France remboursât le prêt d'un milliard de dollars consenti par le Shah pour que Paris et Téhéran fussent quittes. Les paiements de l'Etat français devaient intervenir à partir de 1982, année au cours de laquelle l'usine Eurodif atteindrait son plein rendement<sup>350</sup>. Les promesses des Iraniens n'avaient été formalisées par aucun document puisqu'elles avaient été faites, avant l'instauration du nouveau régime, par des personnages qui ne jouissaient d'aucune légitimité pour engager l'Etat iranien.

Les événements ne se déroulèrent pas selon les prévisions du Président Carter et de ses conseillers de la CIA. Khomeiny, auteur de ce que Bani Sadr appelle « *le complot des ayatollahs* »<sup>351</sup>, était décidé à exercer le pouvoir et à relancer le programme nucléaire de l'Iran. Au lendemain de la Révolution, il fonda un parti politique, le (Parti de la République islamique)<sup>352</sup>. Puis il entama une purge, tant parmi les anciens dirigeants du pays qui avaient eu l'imprudence de pas s'exiler que parmi les opposants à la République islamique. Des dizaines, puis des centaines, puis des milliers de personnes furent sommairement exécutées.<sup>353</sup>

Dès le 14 mars 1979, Mehdi Bazargan se plaignit des procès expéditifs des « *comités Khomeiny* »<sup>354</sup>. Les 30 et 31 mars, un référendum qui n'avait rien de démocratique

---

<sup>349</sup> *Le Monde* du 21/07/84

<sup>350</sup> *Le Monde* du 07/05/88

<sup>351</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>352</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>353</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.* & Mohammad Reza Pahlavi, *op. cit.* & Henry Kissinger, *op. cit.*

<sup>354</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

donna 98% de votants en faveur de l'instauration d'une République islamique<sup>355</sup>. Dans la nuit du 1er au 2 avril, l'ayatollah Khomeiny proclama la République islamique<sup>356</sup>. Puis, le 3 mai, dans un discours prononcé à Qom, la ville sainte d'où étaient parties les premières émeutes religieuses, il fit une mise au point à l'attention du Président Carter. « *La révolution iranienne n'avait pas pour but le renversement du régime monarchique, mais bien de poser les fondements d'une République d'inspiration divine* », déclara-t-il<sup>357</sup>.

Au début du mois de juillet 1979, « *en dépit de ses promesses, (il rejeta) l'idée de l'élection d'une large assemblée constituante représentative de l'ensemble de la population... Il se (prononça) pour une assemblée restreinte d'experts islamiques* »<sup>358</sup>. Le 21 juillet, à Téhéran, cinquante mille personnes manifestèrent contre l'emprise des religieux sur le pouvoir politique, à l'appel des formations nationalistes, libérales et des partis de gauche<sup>359</sup>. L'élection d'une assemblée restreinte eut néanmoins lieu le 3 août. Les candidats, sélectionnés par le courant khomeyniste, étaient presque tous des religieux, membres ou sympathisants du PRI.<sup>360</sup> L'Assemblée d'experts (Majless-e Khebragan), placée sous l'autorité de l'ayatollah, entreprit alors la rédaction de la nouvelle Constitution iranienne.<sup>361</sup> Dans le même temps, Mehdi Bazargan, débordé par la contestation de la gauche, interdit le droit de grève et celui de manifester, rétablit la censure de la presse et supprima l'un des plus grands quotidiens du pays.<sup>362</sup>

À l'automne 1979, le conflit qui couvait depuis plusieurs mois entre le Président Carter et l'ayatollah Khomeiny éclata au grand jour. Saisissant le prétexte d'un bref séjour du Shah dans un hôpital américain, Khomeiny se servit d'un groupe d'étudiants fanatiques qui se nommaient les « *étudiants suivant la ligne de l'Imam* »<sup>363</sup> pour attaquer l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Le 4 novembre, après avoir défilé dans les rues en scandant « *Marg bar Amerika (À bas l'Amérique)* », ceux-ci envahirent la représentation américaine et prirent une cinquantaine de diplomates en

---

<sup>355</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>356</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>357</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>358</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>359</sup> Ibid., p.

<sup>360</sup> Ibid., p.

<sup>361</sup> Ibid., p.

<sup>362</sup> Ibid., p.

<sup>363</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

otages<sup>364</sup>. La date du 4 novembre n'était pas anodine. Elle précisait la teneur du message adressé par l'ayatollah Khomeiny à Jimmy Carter. Un an jour pour jour plus tard, le 4 novembre 1980, se tiendraient les élections présidentielles américaines. Par la prise d'otages, Khomeiny indiquait au Président Carter qu'il détenait le pouvoir de compliquer sa réélection.

Ce que voulait Khomeiny était simple. Il exigeait que le Président Carter acceptât que l'Iran fût dirigé par les mollahs<sup>365</sup> et attendait, en signe de bonne volonté de la Maison Blanche, la reprise des fournitures d'armes à Téhéran. Le programme nucléaire, qu'il ne tarderait pas à relancer officiellement<sup>366</sup>, était également au coeur de ses préoccupations. Mehdi Bazargan, qui s'était entretenu avec le secrétaire d'Etat américain Brezinski à Alger peu avant la prise d'otages, démissionna de ses fonctions de Premier ministre le 6 novembre<sup>367</sup>. Le Conseil de la Révolution prit en main les affaires de l'Etat. Un bras de fer opposa alors l'ayatollah Khomeiny, désormais seul maître du destin de l'Iran et le Président américain. Le 12 novembre 1979, Jimmy Carter annonça l'arrêt des importations américaines de pétrole iranien.<sup>368</sup> Le 14, il gela les avoirs iraniens aux Etats-Unis.<sup>369</sup> Le 15, Khomeiny fit adopter par l'Assemblée d'experts le texte de la nouvelle Constitution iranienne<sup>370</sup>. Le 12 décembre, la Constitution fut approuvée par l'un de ces référendum dont les dictatures se font une spécialité : avec un faible taux de participation et un vote massivement positif<sup>371</sup>.

Elaborée par un juriste formé en France, elle stipulait que :

*« La République islamique est un système reposant sur la foi en un Dieu unique ... , la révélation divine ... , le jour du Jugement dernier ... , la justice de Dieu, la dignité et la valeur suprême de l'homme. « La légitimité du pouvoir appartenait donc à Dieu et, de façon subsidiaire, au peuple. Le système politique reposait sur l'islam chiite et surtout sur*

---

<sup>364</sup> Ibid., p.

<sup>365</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>366</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, *op. cit.*

<sup>367</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>368</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, *op. cit.*

<sup>369</sup> Ibid., p.

<sup>370</sup> Ibid., p.

<sup>371</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique*, *op. cit.* & Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

*l'institution du « velâyat-e faqih », le gouvernement exercé par le Guide la Révolution islamique, en l'occurrence l'ayatollah Khomeiny. Qui concentrait in fine tous les pouvoirs»<sup>372</sup>.*

Le 11 janvier 1980, les partisans de l'ayatollah Chariat Madari, chef de file du clergé modéré, furent arrêtés et fusillés.<sup>373</sup> Khomeiny tenait désormais l'intégralité du clergé, lequel détenait tous les pouvoirs. Quinze jours plus tard, Bani Sadr fut élu président de la République islamique. Il tenta d'infléchir la politique de Khomeiny mais ne parvint qu'à se faire retirer le commandement de l'armée.<sup>374</sup> Pour lui, l'aventure se termina un an et demi plus tard par le vote de sa destitution par le Parlement iranien.<sup>375</sup>

Jimmy Carter était pris à son propre piège. Trois ans et demi plus tôt, il avait inventé un danger que l'Iran- ne représentait pas pour se débarrasser du Shah. Il avait colporté l'hypothèse d'une prise d'otages de ressortissants américains en Iran pour attiser les craintes de ses concitoyens. Puis il avait encouragé le Sénat à défendre le scénario d'une Révolution iranienne dont les effets ne pèseraient pas sur les relations entre Washington et Téhéran. Désormais, il avait pour seul interlocuteur un faux révolutionnaire qui n'aurait jamais dû prendre le pouvoir, tandis que cinquante ressortissants américains étaient bel et bien détenus en otages en Iran. Pour couronner le tout, l'ayatollah Khomeiny disposait, avec la prise de l'ambassade américaine, d'un formidable instrument de pression sur la Maison Blanche. Aux Etats-Unis, l'affaire des otages était en effet devenue un véritable feuilleton médiatique. Elle comportait tous les ingrédients prompts à émouvoir le public. Des citoyens américains étaient en danger de mort, loin de leur pays. Les Américains, qui suivaient au jour le jour le déroulement de la crise, attendaient une solution de leur Président. À l'aube de la campagne pour les élections présidentielles, Jimmy Carter n'avait pas droit à l'erreur.

Dès le début du printemps 1980, l'ayatollah Khomeiny doubla ses négociations avec Jimmy Carter de discussions avec Ronald Reagan, le concurrent du Président en place dans la course à la Maison Blanche. Ces pourparlers, au cours desquels il n'était question que d'armements, firent appel aux protagonistes de ce qui devint l'affaire de

---

<sup>372</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>373</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>374</sup> *Ibid.*, p.

<sup>375</sup> *Ibid.*, p.

l'Iranganate, ainsi qu'aux deux pays liés à l'Iran par des accords nucléaires, la France et la République fédérale d'Allemagne<sup>376</sup>. Puis, au début du mois d'avril 1980, Khomeiny publia un communiqué annonçant que « *les otages resteraient aux mains des étudiants islamiques jusqu'à la réunion du Parlement.* »<sup>377</sup> Bani Sadr, alors président de la République islamique, raconte : « *Cette démarche était pour moi synonyme de blocage définitif (...) Ce communiqué de Khomeiny était l'aboutissement des contacts (avec les proches de Ronald Reagan) et qui n'avaient qu'un seul but : empêcher la libération des otages avant les élections américaines de novembre 1980 pour handicaper Carter dans sa réélection* »<sup>378</sup>.

Le 7 avril, au lendemain de la publication du communiqué, Jimmy Carter rompit les relations diplomatiques avec l'Iran<sup>379</sup>. Deux semaines plus tard, il tenta de libérer les otages par une opération de commando. Ce fut un fiasco. Dans la nuit du 24 au 25 avril, huit hélicoptères décollèrent d'un porte-avions qui croisait dans le golfe Persique. Par une troublante conjonction de malchances, trois appareils tombèrent en panne tandis qu'un quatrième s'écrasa. Le bilan de la catastrophe était de huit morts. L'opinion américaine était en état de choc et la cote de popularité de Jimmy Carter en chute libre.

Dans la première semaine du mois de juillet 1980, Zbigniew Brzezinski, le secrétaire d'Etat américain s'entretint avec Saddam Hussein à Amman, en Jordanie.<sup>380</sup> Les deux hommes étudièrent « *la manière dont les Etats-Unis et l'Irak pourraient coordonner leurs activités* » pour s'opposer à la politique dangereuse de l'Iran ». <sup>381</sup> En clair, les États-Unis s'entendirent avec l'Irak pour qu'il entrât en guerre contre l'Iran. Ils prévoyèrent également que la France, déjà fournisseur d'armements conventionnels et de technologies nucléaires à l'Irak, armerait massivement Bagdad pour soutenir sa lutte contre Téhéran. Dans le même temps, le Président Bani Sadr reçut un émissaire français à Téhéran. Il se plaignit auprès de lui des politiques française et européenne à l'égard de l'Iran. Son interlocuteur lui répondit : « *Le président Giscard d'Estaing voudrait bien intervenir ; mais les Américains lui ont fait comprendre que pour deux*

---

<sup>376</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>377</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, *op. cit.*

<sup>378</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>379</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, *op. cit.*

<sup>380</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>381</sup> Kenneth Timmerman, *Le lobby de la mort*, Calmann-Lévy, 1991

*pays, l'Iran et l'Allemagne, ils seraient prêts à faire la guerre. Si vous faites un pas vers l'Iran, lui auraient-ils dit, nous vous casserons les jambes »*<sup>382</sup>.

Le 17 septembre 1980, Saddam Hussein dénonça l'accord d'Alger, conclu entre l'Irak et l'Iran en 1975. Il déclara que certains territoires kurdes dont il avait reconnu cinq ans plus tôt qu'ils étaient iraniens étaient finalement des Irakiens.<sup>383</sup> C'était sa déclaration de guerre. Le 22 septembre, il lança son offensive contre l'Iran.<sup>384</sup> Pendant les premiers jours du conflit, l'ayatollah Khomeiny poursuivit ses contacts avec les deux candidats à la Maison Blanche.<sup>385</sup> Mais au mois d'octobre, deux semaines avant l'élection présidentielle, il passa un arrangement avec Ronald Reagan.<sup>386</sup> Les discussions qui précédèrent cet accord se déroulèrent tantôt à Washington, tantôt à Paris.<sup>387</sup> Elles portaient sur la reprise de l'armement de l'Iran par les Etats-Unis, en échange d'une libération tardive des otages retenus dans l'ambassade américaine à Téhéran.<sup>388</sup> Le 4 novembre 1980, Ronald Reagan fut élu Président des Etats-Unis avec une dizaine de points d'avance sur Jimmy Carter. Le 20 janvier 1981, à l'instant où il prêtait serment, les avions qui ramenaient les otages américains décollèrent de Téhéran.<sup>389</sup>

Le mensonge sur les relations entretenues par les Etats-Unis, la France, les autres pays du camp occidental et l'Iran se poursuivit tout au long des Présidences de Ronald Reagan (1981-1989), de George Bush (1989-1993), puis de Bill Clinton (1993-2000). Aujourd'hui, il demeure dans les chancelleries occidentales l'un des sujets les plus tabous qui soient. Officiellement, les Etats-Unis et leurs partenaires cessèrent dès 1979 tout commerce nucléaire avec Téhéran. Cette version des événements, à laquelle les dirigeants américains et européens se tiennent depuis plus de vingt ans est une gigantesque imposture. L'affaire iranienne est en revanche, de toute l'Histoire du nucléaire, la seule qui vit la France et les Etats-Unis être dramatiquement mis en échec.

---

<sup>382</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>383</sup> Chapour Haghghat, *Histoire de la crise du Golfe, op. cit.* & Kenneth Timmerman, *op. cit.*

<sup>384</sup> *Ibid.*, p.

<sup>385</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>386</sup> Bani Sadr, *op. cit.* & Gary Sick, ancien conseiller de la Maison Blanche spécialiste de l'Iran, dans son livre *October Surprise*, in *Le Monde* du 05/12/91 & *Les hommes de la Maison Blanche*, documentaire de William Karel, volet n°2, diffusé par Arte le 15/11/00

<sup>387</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>388</sup> *Ibid.*, p.

<sup>389</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*



Contrairement à ce que dit une légende, les Iraniens n'abandonnèrent pas leur programme nucléaire au lendemain de la Révolution islamique, pour le relancer bien des années plus tard. Dès l'installation de l'ayatollah Khomeiny au pouvoir, en 1979, ils reprirent l'exploitation de leurs gisements d'uranium<sup>390</sup>. Leurs projets ne furent momentanément interrompus qu'en raison du contentieux nucléaire qui les opposa aussitôt à la France et aux Etats-Unis. Les responsables de la Maison Blanche avaient décidé de suspendre les fournitures atomiques à Téhéran. Ils n'avaient aucune intention de livrer aux mollahs extrémistes la bombe qu'ils avaient promise au Shah d'Iran en 1974. Les Français et les Allemands gelèrent donc les chantiers des centrales nucléaires de Karun et de Busher. Les centrales KWU et Framatome étant sous licence américaine, la Maison Blanche était le véritable décideur de cette interruption. Le 9 avril 1979, une semaine après la proclamation de la République islamique, les autorités iraniennes rompirent leur contrat avec Framatome, mais confirmèrent celui passé avec l'Allemande KWU<sup>391</sup>. Le chantier de Busher ne reprit pas pour autant. Mais les Iraniens conservèrent ainsi un possible partenaire nucléaire. Celui-ci ne pouvait être que l'Allemagne fédérale, puisque le différend franco-iranien dépassait largement la question des centrales nucléaires.

---

<sup>390</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>391</sup> FR3, *Journal télévisé*, le 9/04/79

## **CHAPITRE 2 : EURODIF ET L'EMERGENCE D'UNE POLITIQUE NUCLEAIRE IRANIENNE**

La France avait en effet signifié à l'autorité révolutionnaire iranienne qu'elle n'acceptait pas que la République islamique conservât sa participation au capital d'Eurodif. Selon les responsables français, dont la position était soutenue par la Maison Blanche, l'Iran ne pouvait demeurer actionnaire du consortium européen d'enrichissement de l'uranium. Ce statut faisait de la République islamique un associé de la France et de l'Europe dans l'une des industries les plus sensibles de toute la chaîne du nucléaire. L'Iran possédait 40 % du capital de la Sofidif (Société franco-iranienne de diffusion gazeuse), elle-même actionnaire d'Eurodif à hauteur de 25 %. Les Iraniens détenaient ainsi la minorité de blocage dans la Sofidif qui la détenait dans Eurodif. La France ne pouvait donc, si elle respectait l'actionnariat de l'Iran, prendre aucune décision qui ne fût approuvée par le gouvernement de l'ayatollah Khomeiny. Une telle situation était évidemment impensable. Par ailleurs, le capital détenu par l'Iran lui donnait le droit d'enlever 10 % de l'uranium enrichi par Eurodif. L'accès à une telle production lui permettrait, le cas échéant, non seulement de fabriquer des armements dans des quantités pratiquement illimitées, mais de rétrocéder légalement de l'uranium enrichi à des pays amis. Du point de vue des Français et des Américains, cela non plus n'était pas acceptable.

### **2.1. LE PARTENARIAT FRANCO-IRANIEN : ETUDE DES TRAITES BILATERAUX.**

L'ayatollah Khomeiny portait un regard bien différent sur cette affaire. Il faisait valoir qu'au strict plan du droit international, le changement de régime survenu en Iran n'était pas une clause de résiliation de l'accord. Celui-ci avait été conclu entre l'Etat iranien et l'Etat français. Il demeurerait donc valable, l'Iran fût-il une monarchie ou une République islamique. Cette divergence conduisit la France et l'Iran à engager, dès l'arrivée de Khomeiny au pouvoir, diverses actions devant des juridictions

internationales.<sup>392</sup> Dans le même temps, les Américains remirent au tribunal arbitral de La Haye leur propre contentieux avec l'Iran.<sup>393</sup> Celui-ci concernait notamment le gel des avoirs iraniens aux Etats-Unis, décidé par Jimmy Carter pendant la prise de l'ambassade américaine à Téhéran.

Cependant, comme l'avait prévu l'Administration de Jimmy Carter, la République islamique continua à appartenir au camp occidental. Le contentieux nucléaire entre la République islamique et les Occidentaux ne modifiait ni la position de l'Iran sur la carte du monde, ni l'intérêt que les Etats-Unis lui portaient, ni la volonté des autorités iraniennes d'échapper à l'emprise soviétique. Ainsi, du mois d'avril 1980 au mois de janvier 1981, l'Iran fut soumis pour la forme à un embargo sur les produits alimentaires (la viande, le blé, le riz, le sucre)<sup>394</sup>. Celui-ci fut systématiquement détourné par les Occidentaux :

*« Soit par la falsification des dates de contrats, soit par le biais de la réexpédition d'importations en provenance de la Communauté européenne et des Etats-Unis, par des pays tiers, tels le Pakistan et les Emirats du Golfe Persique, de mai à juin 1980, la Grande-Bretagne avait augmenté de 38 % ses exportations vers Dubaï et les Etats-Unis avaient multiplié par quatre leurs ventes destinées aux Emirats Arabes Unis. Or, à la même époque, l'Iran était au premier rang des acheteurs sur le marché des réexportations des petits pays du Golfe persique, en particulier de Dubaï »<sup>395</sup>.*

Dans le même temps, les exportations des pays de la Communauté européenne de produits n'étant pas soumis à l'embargo ne baissèrent que de 4 %<sup>396</sup>. Seuls les Etats-Unis réduisirent singulièrement leurs ventes directes à Téhéran<sup>397</sup>. Cela n'empêcha pas Ronald Reagan de fournir dès le mois de juillet 1981 des armes à la République islamique, en vertu de l'arrangement passé avec Khomeiny pour que les otages de

---

<sup>392</sup> *Libération* du 03/07/91 & Yves Girard, *op. cit.*

<sup>393</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>394</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, *op. cit.*

<sup>395</sup> *Ibid.*, p.

<sup>396</sup> *Ibid.*, p.

<sup>397</sup> *Ibid.*, p.

l'ambassade américain à Téhéran ne fussent pas libérés avant l'élection présidentielle<sup>398</sup>.

La même année, « *des contacts (furent) pris entre des responsables américains, britanniques et français ; afin de faire le point sur la situation iranienne... Ceux-ci (aboutirent) à la conclusion... qu'il était temps de mettre un terme au climat de tension qui entravait les rapports avec ce pays* »<sup>399</sup>. En fait, les Occidentaux étaient déjà soumis à la pression terroriste de l'Iran. Le 18 juillet 1980, Chapour Bakhtiar, l'ancien Premier ministre du Shah, avait été victime d'une tentative d'assassinat à son domicile de Suresnes, près de Paris.

Le 5 février 1981, à la date anniversaire de la nomination de Mehdi Bazarghan, le chef du premier gouvernement de Khomeiny, un double attentat avait visé les compagnies aériennes *Air France* et *TWA*, à Paris<sup>400</sup>. La République islamique réagissait ainsi, par actes terroristes interposés, au refus franco-américain de relancer son programme atomique, aux ventes d'armes françaises à l'Irak et au bombardement par des avions irakiens sur la centrale nucléaire de Busher dont les Allemands avaient commencé la construction avant le départ du Shah<sup>401</sup>. À toutes ces récriminations s'ajoutaient le soutien apporté par la France aux opposants à la République islamique.

L'ayatollah Khomeiny était bien placé pour savoir que les révolutions et les coups d'Etat se préparent généralement à l'étranger, dans des pays hostiles au pouvoir en place. En 1981, son régime n'était pas stabilisé. L'opposition grondait à l'intérieur du pays, et les Occidentaux (c'est-à-dire les américains) n'acceptaient pas sa captation du pouvoir en Iran. Sa plus grande crainte était donc que les Etats-Unis ne parvinssent pas à l'évincer, comme ils avaient éliminé le Shah, en organisant un soulèvement populaire depuis le territoire français. Or, le 27 juillet 1981, le Président Mitterrand accepta que l'ancien Président iranien Bani Sadr<sup>402</sup> et le chef des Moudjahidin du

---

<sup>398</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>399</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>400</sup> TF1, *Journal de la nuit*, le 5 février 1981 - Les terroristes manient des symboles. Leurs cibles - lieux ou personnes et les dates de leurs attentats sont toujours porteuses de messages. Ainsi, lors d'une réunion consacrée à la crise iranienne, à l'Elysée, un « *expert* » attira l'attention des participants sur « *le danger des dates symboliques chez les terroristes, par exemple, pour les Iraniens, les jours où ils célèbrent la chute du Shah et le retour de Khomeiny à Téhéran, du 16 janvier au début de février* ». Le 28/07/87, in Jacques Attali, *Verbatim*, volume 2, Fayard, 1995.

<sup>401</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>402</sup> ... dont la destitution venait d'être confirmée, cf Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

peuple iraniens, Massoud Radjavi, vinssent à l'instar de Chapour Bakhtiar se réfugier en France.<sup>403</sup> Cette décision était un acte d'hostilité à l'égard de la République islamique, au même titre que l'accueil de Khomeiny en avait été un à l'égard du Shah.

En Iran, les Moudjahidin du peuple menaient une véritable guerre contre le pouvoir. Le 28 juin précédent, « *une bombe avait détruit le siège du Parti de la République islamique, faisant officiellement 74 morts parmi l'élite politique du pays dont 40 députés et 4 ministres. La répression avait alors pris un tour jamais atteint : tous ceux qui étaient soupçonnés d'être Moudjahidin ou opposant actif (avaient été) arrêtés et pour la plupart torturés, condamnés, puis exécutés* »<sup>404</sup>. Dès l'annonce de la venue de Massoud Radjavi et de Bani Sadr en France, le Quai d'Orsay s'attenait à des représailles de la part des nouveaux dirigeants iraniens<sup>405</sup>. Effectivement, le 30 juillet 1981, au lendemain de leur arrivée à Paris, cinq mille Gardiens de la Révolution assaillirent l'ambassade de France à Téhéran<sup>406</sup>. François Mitterrand calma les esprits en autorisant la livraison à la République islamique de trois vedettes lance-missiles commandées par le Shah en 1974<sup>407</sup>. Mais le 5 août suivant, le nouveau Président iranien Ali Radjaï et son Premier ministre furent tués dans un attentat<sup>408</sup>, « *Une bombe avait été placée dans leur bureau par le chef des services de sécurité. Cet événement montra à quel point tout l'appareil d'Etat, même au plus haut niveau, était infiltré par des commandos de Moudjahidines*<sup>409</sup>. La réponse iranienne fut immédiate, le 4 septembre, Louis Delamare, ambassadeur de France à Beyrouth, fut assassiné<sup>410</sup>.

En 1982, la crise s'enlisa. Les actions en Justice engagées par la France et l'Iran aboutirent à la saisie conservatoire du remboursement du prêt octroyé par le Shah. À partir de cette date, les versements français du principal et des intérêts du prêt iranien furent immobilisés sur un compte bloqué<sup>411</sup>. Les Iraniens amplifièrent leur pression terroriste. Ainsi, le 18 janvier 1982, Charles Ray, l'attaché militaire adjoint à l'ambassade américaine fut assassiné à Paris. Son meurtre fut revendiqué par les FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises), un groupe jusqu'alors

---

<sup>403</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>404</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>405</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>406</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>407</sup> Ibid., p.

<sup>408</sup> Ibid., p.

<sup>409</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>410</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

inconnu<sup>412</sup> qui venait d'être fondé pour mener un combat en Europe<sup>413</sup>. Ils mettaient alors en place un réseau terroriste aux multiples visages, dont les fondements idéologiques étaient la guerre sainte et la lutte contre l'Occident. « *Ils (incitaient) les musulmans du monde entier à combattre les puissances occidentales qualifiées de « sataniques » et (soutenaient) sur les plans financier et militaire un nombre impressionnant de mouvements de libération, de propagande islamiste ou de guérilla, allant de l'Irlande du Nord au Cachemire, en passant par le Soudan, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, les banlieues des villes européennes et, bien sûr, les organisations palestiniennes.* »<sup>414</sup> Yasser Arafat, premier étranger qui rendit visite à la République islamique<sup>415</sup>, bénéficia ainsi d'un soutien de l'Iran pour son organisation, le Fatah.<sup>416</sup> Il facilita pour sa part l'implantation, à Beyrouth, de l'organisation iranienne du Jihad islamique (la Guerre sainte)<sup>417</sup>. Les Iraniens créèrent également le Hezbollah (le parti de Dieu), basé lui aussi à Beyrouth. Le Liban devint ainsi la principale base arrière des organisations révolutionnaires iraniennes<sup>418</sup>.

## 2.2. L'EVOLUTION DES RELATIONS DES RELATIONS FRANCO-IRANIENNES

Cette même année 1982, un événement accentua l'hostilité de la République islamique à l'égard de la France et des Etats-Unis. Au mois de mars, François Mitterrand fit le premier voyage officiel d'un chef d'Etat français en Israël. Aucun de ses prédécesseurs, ni sous la IV<sup>e</sup> ni sous la V<sup>e</sup> République n'avait jusqu'alors fait le déplacement à Jérusalem. Dans son discours à la Knesset, le 4 mars, il tint un langage qui se voulait équilibré, soutenant à la fois le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité sur sa terre et celui des Palestiniens à créer leur Etat.<sup>419</sup> Sa visite marqua néanmoins la reprise de relations très étroites entre Paris et Jérusalem. Menahem Begin et François Mitterrand s'entendirent en effet pour relancer la coopération nucléaire entre leurs pays. Des négociations portant sur la vente par la France de deux

---

<sup>411</sup> *Le Monde* du 7/05/88

<sup>412</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, *op. cit.*

<sup>413</sup> Roland Jacquard, *Les dossiers secrets du terrorisme*, Albin Michel, 1985

<sup>414</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>415</sup> Le 18 février 1979, in Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann, *op. cit.*

<sup>416</sup> Roland Jacquard, *op. cit.*

<sup>417</sup> *Ibid.*, p.

<sup>418</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>419</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, *op. cit.*

centrales nucléaires Framatome à Israël furent ouvertes<sup>420</sup>. Il s'agissait bien évidemment des fameuses centrales vendues aux Israéliens par les Etats-Unis, conjointement à celles qu'ils avaient promises aux Egyptiens, mais qui n'avaient jamais pu être livrées. Les Américains n'étaient en effet toujours pas parvenus à réaliser les contrats qu'ils avaient officiellement signés en 1976 avec les gouvernements du Caire et de Jérusalem ! Ainsi, parallèlement à ses discussions avec Israël, l'entreprise Framatome reprit ses négociations pour la vente de deux centrales nucléaires à l'Egypte.<sup>421</sup>

Pour les Iraniens, la vente de centrales à Israël et à l'Egypte, tandis les chantiers de leurs propres installations étaient gelés, aurait été une provocation. Le Président Reagan avait donc pris les devants. Au mois de mars 1982, alors que François Mitterrand ouvrait ses discussions avec Menahem Begin, il avait autorisé la relance du programme nucléaire iranien par l'Allemagne fédérale. La république islamique avait ainsi pu s'entendre avec le gouvernement de Bonn pour que celui-ci reprît la construction à Busher, de l'une des deux centrales KWU sous licence américaine qu'il avait vendues à l'Iran<sup>422</sup>. Mais cela ne suffit pas à enrayer la fureur des Iraniens. Le 3 avril, Yaacov Barsimantov, un diplomate israélien en poste à Paris fut exécuté.<sup>423</sup> Douze jours plus tard, le 15 avril, Guy Cavallo, un employé de l'ambassade de France et son épouse Caroline furent assassinés dans leur appartement de Beyrouth.<sup>424</sup>

Au début de l'année 1983, les autorités révolutionnaires, qui critiquaient pendant la Révolution « *le gigantisme* » et « *l'extravagance* » des projets industriels du Shah, relancèrent la plupart de ceux-ci<sup>425</sup>. Elles engagèrent la construction d'infrastructures pétrolières, gazières, minières et sidérurgiques, de routes, de ports, de voies de chemin de fer<sup>426</sup>... Leur décision ne fut pas le fruit d'une prise de conscience tardive du bien-fondé des actions planifiées par le Shah. Les iraniens, avant de se préoccuper du développement de leur pays, avaient simplement dû écraser toute résistance

---

<sup>420</sup> Freddy Eytan, *David et Marianne*, Alain Moreau, 1986 & Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>421</sup> *Le Monde* du 26/03/85

<sup>422</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>423</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>424</sup> Ibid., p.

<sup>425</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, op. cit.

<sup>426</sup> Ibid., p.

intérieure<sup>427</sup>. En 1983, la purge était achevée<sup>428</sup>. Les intellectuels et la gauche étaient réduits au silence. Les Moudjahidines du peuple avaient déserté le pays. La résistance kurde avait été réprimée dans le sang. Le clergé modéré n'avait plus droit de cité et la presse était soumise à la censure du pouvoir. Les femmes, qui s'étaient violemment révoltées au lendemain du retour de Khomeiny, se conformaient désormais au port obligatoire du tchador et ne participaient plus à la vie publique. Les écoles et les universités dispensaient d'un enseignement islamique<sup>429</sup>. Le régime laïc et autoritaire du Shah avait été remplacé par la dictature des clergés.

Au printemps 1983, alors que l'ayatollah Khomeiny venait d'annoncer sa décision de relancer l'industrie iranienne, le Président Reagan jugea que les échanges avec Téhéran devaient, pour plus de simplicité, retrouver un caractère officiel. Il saisit donc l'opportunité de la tenue, aux Etats-Unis, d'un sommet des sept pays les plus industrialisés<sup>430</sup> pour organiser une réconciliation des Occidentaux avec la République islamique. Ainsi, à Williamsburg, au mois de mai 1983 :

*« Les pays du G7 accueillirent avec bienveillance l'appel du gouvernement iranien qui leur demandait de l'aider à sortir de son isolement. Ils (laissèrent) entendre qu'ils feraient tout pour empêcher l'Iran de tomber sous l'influence soviétique. (...) En réalité, la « réhabilitation » de l'Iran avait un caractère purement formel Elle était destinée à lever les barrages institutionnels et politiques qui pesaient sur des échanges restés jusque-là camouflés, discrets et prudents »<sup>431</sup>.*

Sans doute Ronald Reagan avait-il puisé dans un récent attentat anti-américain de nouvelles ressources de sympathie pour la République islamique. Le 18 avril précédent, un véhicule piégé conduit par un terroriste du Jihad islamique s'était écrasé contre l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, faisant 17 morts et 41 blessés<sup>432</sup>.

Au lendemain du sommet de Williamsburg, l'Allemagne fédérale, déjà en tête des fournisseurs de la République islamique, fit de l'Iran son premier client au Proche-

---

<sup>427</sup> Ibid., p.

<sup>428</sup> Ibid., p.

<sup>429</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*, & Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>430</sup> Les Etats-Unis, la France, l'Allemagne fédérale, le Japon, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Italie.

<sup>431</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>432</sup> Roland Jacquard, *op. cit.*



Orient.<sup>433</sup> Les Allemands, par ailleurs chargés de la reconstruction de la centrale nucléaire de Busher, devinrent ainsi les principaux représentants du camp occidental à Téhéran. Ils furent accompagnés du Japon, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, tous pays dont les échanges avec Téhéran décuplèrent à cette époque.<sup>434</sup> Seuls les deux véritables artisans du programme atomique de l'Iran, qui étaient les Etats-Unis et la France, demeurèrent absents de ce paysage.

Cependant, cette absence était elle-même une illusion. Depuis leurs premières fournitures d'armes, effectuées dès le mois de juillet 1981, les Américains avaient continué à alimenter l'Iran. Mais ils avaient eu la prudence de s'abriter derrière leurs alliés. Ainsi, le 28 septembre 1983, l'Israélien Ariel Sharon<sup>435</sup> « *lança une bombe (en déclarant) : « Oui, nous vendons des armes à l'Iran »*<sup>436</sup>. Les autorités de Jérusalem n'avaient pas été difficiles à convaincre de soutenir le régime de Téhéran. Dans la guerre Irak-Iran, une défaite de l'Iran aurait signifié une victoire de l'Irak, pays le plus menaçant à l'égard d'Israël. Les dirigeants de l'Etat hébreu faisaient-*donc* tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter un effondrement de l'Iran.<sup>437</sup>

La France, qui était le plus important vendeur d'armes occidental à l'Irak, apporta elle aussi sa contribution à l'armement de Téhéran. Dès 1982, la société Luchaire vendit d'impressionnantes quantités d'obus à la République islamique.<sup>438</sup> Les autres fournisseurs de Téhéran furent la quasi-totalité des pays européens,<sup>439</sup> notamment la Suède<sup>440</sup>, la Belgique et l'Autriche, mais aussi le Brésil, l'Argentine, la Syrie et la Libye<sup>441</sup>.

À tous ces pays, il fallait ajouter un autre partenaire de taille, qui était la Chine.<sup>442</sup> Dès le début du conflit, Pékin vendit des armes à la fois à Bagdad et à Téhéran.<sup>443</sup> La Chine soutint ainsi la politique américaine de double endiguement de l'Irak et de l'Iran. La Maison Blanche veillait en effet à ce que la guerre ne fût gagnée par aucun

---

<sup>433</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>434</sup> Chapour Haghghat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>435</sup> qui avait quitté depuis le mois de février précédent ses fonctions de ministre de la défense

<sup>436</sup> *L'Express* du 6 au 12/02/87.

<sup>437</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>438</sup> *L'Express* du 6 au 12/02/87

<sup>439</sup> Pierre Péan, *La menace*, Fayard, 1987

<sup>440</sup> *L'Express* du 6 au 12/02/87

<sup>441</sup> *Le Matin* du 29.30111/86

<sup>442</sup> *L'Express* du 6 au 12/02/87

<sup>443</sup> *Le Monde* du 2/07/85 & *L'Express* du 6 au 12/02/87

des belligérants.<sup>444</sup> Son projet était de les mettre tous les deux à genoux, afin de reprendre le contrôle d'une situation qui lui avait échappé. « *Une victoire de l'un des deux camps entraînerait de « terribles problèmes » dans la région du Golfe Persique* », déclara à cette époque un haut responsable de l'Administration américaine<sup>445</sup>. L'enjeu régional était toujours le même. Il s'agissait du pétrole du golfe Persique, dont les Occidentaux dans leur ensemble ne pouvaient se passer.

Les Iraniens ne tiraient aucune satisfaction des abondantes livraisons d'armes dont ils bénéficiaient. Celles-ci ne représentaient pas un soutien amical, mais le simple moyen de résister à la guerre d'usure menée par les Irakiens et entretenue par les Occidentaux. Parmi ceux-ci, la France était le pays était le plus nuisible. Le Président Mitterrand affirmait qu'en vendant des armes à l'Irak, il ne faisait que tenir les engagements pris par la France sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing<sup>446</sup>. Il s'agissait d'un mensonge. François Mitterrand armait l'Irak dans des proportions et avec une qualité qui outrepassaient très largement les accords conclus par son prédécesseur. Ainsi, le 6 octobre 1983, il annonça en Conseil des ministres que la France prêterait à l'Irak cinq avions de combat Super-Etendard armés de missiles Exocet<sup>447</sup>. Cette décision était la sienne. Elle n'était prévue par aucun contrat antérieur à 1981. « *Tout sera fait (...) pour que la livraison soit aussi discrète que possible et pour que l'arrivée ne soit pas aussitôt annoncée* » convinrent donc les ministres des Affaires étrangères et de la Défense et le Président Mitterrand<sup>448</sup>. Le 7 octobre, « *les cinq super-Etendard (partirent) pour l'Irak via la Corse et un porte-avions. Leurs pilotes (furent), pour 3 jours, placés hors de l'armée et employés par Dassault.* »<sup>449</sup> Le 8, Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères, démentit la livraison des super-Etendard, pourtant déjà parvenus en Irak<sup>450</sup>. Le 13, « *à Bagdad, Saddam Hussein se (plaignit) des tergiversations de la France concernant la livraison des cinq Super-Etendard ... qui (étaient) déjà chez lui.* »<sup>451</sup>

---

<sup>444</sup> Bani Sadr, *op. cit.*

<sup>445</sup> *Le Monde* du 5/04/84

<sup>446</sup> Antenne 2, *Interview de François Mitterrand sur le porte-avions Clemenceau*, le 23/12/87

<sup>447</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit. & Le Monde* du 29/07/87

<sup>448</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>449</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>450</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>451</sup> *Ibid.*, p.

En Iran, Hachemi Rafsandjani, le président du Parlement, lança de violentes diatribes contre la France.<sup>452</sup> Puis, quelques jours plus tard, la véritable sanction arriva. Le 23 octobre, à 6 h 17, un camion suicide bourré d'explosifs et conduit par un kamikaze du Jihad islamique se jeta contre le quartier général des Marines américains, à Beyrouth.<sup>453</sup> À 6 h 20, un deuxième camion suicide se lança contre l'immeuble Drakkar, dans lequel étaient basés les soldats français à Beyrouth. Ce double attentat fit 241 morts côté américain, 58 morts côté français.<sup>454</sup> Douze jours plus tard, le 4 novembre, à la date anniversaire de la prise de l'ambassade américaine à Téhéran, un véhicule piégé conduit par un kamikaze du Jihad islamique se fracassa contre le commandement de l'armée israélienne à Tyr, dans le sud du Liban. L'attentat fit 60 morts, dont 28 soldats israéliens et 32 prisonniers locaux.<sup>455</sup>

Au mois de juillet 1984, Hachemi Rafsandjani déclara : « *La France ne veut pas avoir de bonnes relations avec l'Iran ... Nous sommes donc opposés à un tel régime* »<sup>456</sup>. Il assura cependant que « *toutes les portes (n'étaient) pas fermées avec la France* » et que si Paris réglait le contentieux Eurodif et cessait d'accueillir les opposants à la République islamique sur son territoire, la France et l'Iran pourraient retrouver « *de bonnes relations* »<sup>457</sup>. Malgré sa tonalité hostile, cette déclaration était un appel au dialogue. À l'époque, écrit Yves Girard, alors vice-président de Framatome :

« *La guerre languissait. Il semblait peu vraisemblable que l'un des deux adversaires (fût) en mesure de porter à l'autre un coup décisif. Les amis de Rafsandjani commençaient à rêver d'une trêve honorable. La France jouait à l'évidence un rôle épouvantablement nuisible. La punir par quelques attentats était une bonne chose, mais il fallait faire plus, neutraliser ce damné pays dont l'assistance militaire contribuait à encourager l'Irak à poursuivre une guerre interminable. (...) Il devenait intéressant de faire miroiter aux Français une possible résolution des*

---

<sup>452</sup> *Le Monde* du 06/10/85

<sup>453</sup> Roland Jacquard, *op. cit.*

<sup>454</sup> Roland Jacquard, *op. cit.*

<sup>455</sup> Nissim Mishal, *Ces années-là*, Virn/Yediorh Aharonot, 1998

<sup>456</sup> *Le Monde* du 18/07/84

<sup>457</sup> *Le Monde* du 18/07/84

*contentieux financiers, et tout particulièrement, vue leur importance relative, des contentieux nucléaires »<sup>458</sup>.*

À l'automne suivant, de premières négociations sur le contentieux Eurodif s'ouvrirent donc entre Français et Iraniens<sup>459</sup> sous l'œil vigilant de la Maison Blanche<sup>460</sup>. Mais aucun compromis ne put être trouvé puisque les Iraniens refusaient de se retirer du capital d'Eurodif et que les Français n'acceptaient pas de les laisser exercer leurs droits.<sup>461</sup> Au début de l'année 1985, la République islamique passa donc à l'offensive. Le 22 mars, deux diplomates français, Marcel Fontaine et Marcel Carton furent enlevés au Liban.<sup>462</sup> Deux mois plus tard, le 22 mai, Jean-Paul Kauffmann, journaliste à *L'Événement du Jeudi* et Michel Seurat, chercheur au CNRS furent à leur tour capturés à Beyrouth.<sup>463</sup> Dans le même temps, des Américains<sup>464</sup>, des Britanniques et un Italien furent eux aussi enlevés au Liban.<sup>465</sup> Les prises d'otages furent revendiquées par le Jihad islamique.<sup>466</sup> Le Hezbollah déclara pour sa part qu'il était « *en guerre avec le gouvernement français* », que les prises d'otages avaient un caractère « *politique* » et que la France était « *un petit Satan* » tandis que les Etats-Unis étaient « *un grand Satan* »<sup>467</sup>.

Les otages occidentaux étaient enlevés et détenus par des organisations révolutionnaires iraniennes ou pro-iraniennes installées au Liban. À Beyrouth, la France et les Etats-Unis étaient les cibles de meurtres et d'attentats fomentés par les mêmes groupes. Le Liban était occupé et dirigé par la Syrie, laquelle, en abritant les prises d'otages et les attentats, se faisait la complice de l'Iran.<sup>468</sup> Les organisations terroristes déchaînées contre la France et les Etats-Unis étaient les mêmes qui frappaient Israël à l'intérieur de ses frontières ou dans le sud du Liban<sup>469</sup>. Cela ne devait rien au hasard. Le Président syrien Hafez el Assad était foncièrement hostile à la politique française au Moyen-Orient. En soutenant l'Iran, il luttait contre le rapprochement franco-israélien opéré dès l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir.

---

<sup>458</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>459</sup> *Le Monde* du 18/07/84 & *Libération* du 3/07/91 & Yves Girard, *op. cit.*

<sup>460</sup> François Scheer, *conversation avec l'auteur*

<sup>461</sup> François Scheer, *conversation avec l'auteur*.

<sup>462</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>463</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>464</sup> Leur premier otage fut capturé en 1984

<sup>465</sup> *Le Monde* du 14/07/85 & in *Le Monde* du 22/06/86

<sup>466</sup> *Le Monde* du 14/07/85 & Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>467</sup> *Le Monde* du 14/07/85.

<sup>468</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.* & Roland Jacquard, *op. cit.*

<sup>469</sup> Roland Jacquard, *op. cit.*

Depuis le voyage du Président français à Jérusalem, au mois de mars 1982, les projets d'implantation de centrales nucléaires en Israël avaient en effet bien avancé. Une commission mixte, dédiée notamment aux « *échanges scientifiques* » entre la France et Israël avait été créée, sur la base d'un accord conclu en 1959, à l'époque où la coopération nucléaire franco-israélienne battait son plein<sup>470</sup>. Puis les négociations sur la vente des centrales avaient démarré entre les gouvernements français et israélien.

Au mois de mars 1984, Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, s'était rendu en visite officielle à Jérusalem, où il s'était entretenu du contrat des centrales avec son homologue israélien.<sup>471</sup> Un peu plus tard, « *une délégation israélienne associant le ministère de l'Énergie et la Compagnie d'électricité (était venue) en France pour discuter avec les techniciens de Framatome.* »<sup>472</sup> Puis, au mois de décembre, Shimon Peres, devenu Premier ministre, avait accompli sa première visite officielle à Paris<sup>473</sup>. Au cours d'une conférence de presse, il avait confirmé que ses négociations avec la France portaient sur l'achat de deux centrales Framatome de 900 Megawatts chacune<sup>474</sup>. François Mitterrand avait alors confié le dossier des centrales israéliennes à Jacques Attali.<sup>475</sup> Le 4 février 1985, le conseiller spécial du président de la République s'était rendu en Israël, où il avait « *traité directement avec Shimon Peres et son conseiller Ben Nathan* ». <sup>476</sup> Un mois plus tard, une délégation de Framatome avait effectué un repérage à une soixantaine de kilomètres de Dimona, sur le site de Shifta, qui avait été retenu pour la construction des deux centrales<sup>477</sup>.

Tandis que les ingénieurs de Framatome visitaient cet emplacement, au mois de mars 1985, les premiers otages français furent capturés au Liban. Dès lors, les tractations entre Paris et Jérusalem se mirent à « *piétiner* ». <sup>478</sup> En l'espace de quelques semaines, elles se trouvèrent « *dans l'impasse* »<sup>479</sup>. Finalement, la vente des centrales à Israël fut annulée<sup>480</sup>. Par voie de conséquence, la France abandonna également son contrat avec

---

<sup>470</sup> *Le Monde* du 12/01/83

<sup>471</sup> Freddy Eytan, *op. cit.*

<sup>472</sup> Freddy Eytan, *op. cit.*

<sup>473</sup> *Le Monde* du 8/12/84

<sup>474</sup> *Le Monde* du 8/12/84

<sup>475</sup> Freddy Eytan, *op. cit.*

<sup>476</sup> Freddy Eytan, *op. cit.* & *Le Monde* du 18/10/85

<sup>477</sup> Freddy Eytan, *op. cit.* & *Le Monde* du 18/10/85

<sup>478</sup> *Le Monde* du 18/10/85

<sup>479</sup> *Le Monde* du 18/10/85

<sup>480</sup> Freddy Eytan, *op. cit.*

l'Egypte, pourtant « *beaucoup plus avancé* » que celui prévu avec Israël.<sup>481</sup> Cela était inévitable. Les accords passés par les Etats-Unis avec l'Egypte et Israël étant fondés sur une parfaite équité des fournitures américaines à ces deux pays, l'interruption d'un projet entraînait nécessairement l'ajournement de l'autre.

En France, l'affaire des otages soumettait le gouvernement à une « *intense pression médiatique... Tous les jours, les photographies (des captifs) étaient montrées à la télévision.* »<sup>482</sup> François Mitterrand se trouvait dans une situation comparable à celle qu'avait connue Jimmy Carter lors de la prise de l'ambassade américaine de Téhéran. Celle-ci avait commencé un an avant l'élection présidentielle américaine. De même, la capture des premiers otages français au Liban était intervenue un an avant les élections législatives françaises, fixées au mois de mars 1986. Le Président Mitterrand ne risquait pas de perdre son fauteuil présidentiel, mais d'être dépossédé de sa majorité. L'Etat français connaîtrait alors une situation inédite : un président de la République de gauche, qui demeurerait le chef des Armées et le gardien des institutions dirigerait le pays avec un Premier ministre et un gouvernement de droite.

Aux Etats-Unis, le Président Reagan était en pleine campagne présidentielle. L'élection devait se tenir au mois de novembre 1985. Ronald Reagan savait qu'avec les otages du Liban, l'ayatollah Khomeiny détenait une carte maîtresse. Il avait plus que tout autre en mémoire la prise de l'ambassade américaine à Téhéran, laquelle avait, avec sa propre complicité, provoqué la chute de Jimmy Carter. Il décida donc de lâcher du lest. Il mit en place le dispositif de l'Irangate, qui permit aux Etats-Unis de vendre directement à l'Iran les armes américaines dont il avait besoin dans sa guerre contre l'Irak.<sup>483</sup> Il noua à cette occasion d'étroits contacts entre sa propre administration et les dirigeants iraniens proches de Hachemi Rafsandjani, le président du Parlement<sup>484</sup>. Dès lors, Américains, Français et Iraniens se rencontrèrent régulièrement, tantôt à Washington, tantôt à Téhéran, tantôt à Paris, tantôt à Londres<sup>485</sup>. Pour les Occidentaux, le « *problème n° 1* » était à présent la succession de Khomeiny.<sup>486</sup> Ils misaient sur Rafsandjani, dont ils pensaient qu'il deviendrait

---

<sup>481</sup> *Le Monde* du 26/03/85

<sup>482</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, *op. cit.*

<sup>483</sup> Pierre Péan, *La menace*, *op. cit.*

<sup>484</sup> *Ibid.*, p.

<sup>485</sup> Pierre Péan, *La menace*, *op. cit.* & Yves Girard, *op. cit.*

<sup>486</sup> Pierre Péan, *La menace*, *op. cit.* & Yves Girard, *op. cit.*

l'homme fort de l'Iran et avec lequel ils espéraient que des arrangements pourraient être trouvés<sup>487</sup>.

Parallèlement aux ventes d'armes, le Président Reagan donna une nouvelle impulsion au programme nucléaire de la République islamique. Cette fois, il ne fit pas directement appel à l'Allemagne fédérale, dont les travaux sur le site de Busher étaient suivis à la loupe et déjà dénoncés par la presse spécialisée. Dès le mois d'avril 1984, la revue anglaise *Jane's Defense Weekly* avait en effet écrit que l'Iran était « *près de produire une bombe atomique* »<sup>488</sup>. Les auteurs de l'article avaient appuyé leur démonstration sur l'avancement des travaux entrepris par la République fédérale. Au lendemain de cette parution, les autorités allemandes avaient affirmé que « *tant que (durerait) la guerre Irak-Iran ..., les travaux de construction de la centrale nucléaire de Busher ne seraient pas achevés* »<sup>489</sup>. De son côté, le porte-parole du gouvernement américain avait déclaré : « *Nous ne pensons pas que cette information en provenance de Londres soit exacte* »<sup>490</sup>.

Mais ces faibles n'avaient pas convaincu grand monde. Officiellement, les Allemands se contentaient de bâtir une centrale à Busher. Cependant, en Iran comme dans tous les pays candidats à la bombe atomique, le dispositif nucléaire se composait de réacteurs et d'unités de traitement des combustibles. Du temps du Shah, l'Iran faisait partie des clients potentiels de la France et de l'Allemagne pour la construction d'une usine d'extraction du plutonium. 1 Par ailleurs, son entrée dans le capital d'Eurodif lui avait donné accès à la technologie de l'enrichissement. Avant la Révolution islamique, Téhéran aurait ainsi été doté de ses premières capacités d'enrichissement de l'uranium et d'extraction du plutonium.

### **2.3. L'ACCES DE L'IRAN AU DROIT DE LA TECHNOLOGIE NUCLEAIRE CIVILE.**

En 1985, les transferts de technologies vers l'Iran étaient ceux qui demandaient, tous alliés des Etats-Unis confondus, à être entourés de la plus grande discrétion. La République islamique était un régime fanatique et terroriste, par ailleurs en guerre avec l'un de ses voisins. De fait, il n'était pas pensable que son programme fût poursuivi ouvertement par l'Allemagne fédérale, au simple prétexte d'« *applications*

---

<sup>487</sup> Yves Girard, *op. cit.* & Pierre Péan, *La menace, op. cit.*

<sup>488</sup> *Le Monde* du 25/04/84

<sup>489</sup> *Le Monde* du 25/04/84

*pacifiques* » de l'énergie nucléaire. Le Président Reagan se tourna donc vers la Chine, avec laquelle il venait d'officialiser ses propres liens atomiques. Dès le printemps 1984 La Chine et les États-Unis paraissaient proches pour aboutir à un accord de coopération pour l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. Le jeudi 19 avril un porte-parole de la Commission d'Etat pour la Science et la Technologie, M Wu Xing, (avait) estimé « *qu'on ne pouvait pas exclure la possibilité d'un tel accord lors de la visite du Président Reagan en Chine. Ce dernier était attendu à Pékin le 26 avril* »<sup>491</sup>. La principale vocation de cet accord, s'il était signé, serait de permettre aux entreprises de l'industrie nucléaire américaine de conclure des contrats avec Pékin. Depuis près de quinze ans, la politique étrangère américaine consistait à s'abriter derrière des pays amis (au premier rang desquels figurait la France), avait en effet tenu General Electric et Westinghouse à l'écart du gigantesque marché chinois<sup>492</sup> : « *D'autre part, un accord sino-américain ouvrirait la porte à des accords similaires avec d'autres pays, à commencer par le Japon. Chine nouvelle (avait) annoncé que M Li Peng signerait n tel accord avec la République fédérale d'Allemagne lors du voyage qu'il (ferait) dans ce pays le mois (suivant)* »<sup>493</sup>. La conclusion de l'accord de coopération nucléaire entre la Chine et le Japon avait déjà été « *officiellement (annoncée) le 2 mars (précédent), à Tokyo* »<sup>494</sup>. À cette occasion, les autorités japonaises avaient évoqué le fait que l'Allemagne fédérale avait, à l'instar de la France, accepté « *d'exporter en Chine (des équipements nucléaires) sans contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique* »<sup>495</sup>.

L'accord nucléaire entre les Etats-Unis et la Chine n'avait fait qu'entériner « *l'alliance de fait* »<sup>496</sup> qui existait déjà entre les deux pays, tant au plan atomique qu'au plan stratégique. Mais Ronald Reagan, en allant le signer à Pékin, lui avait donné un retentissement planétaire. Ainsi, le vendredi 27 avril 1984, lendemain de l'arrivée du Président américain en Chine :

---

<sup>490</sup> Le Monde du 25/04/84

<sup>491</sup> Le Monde du 22/04/84

<sup>492</sup> *Le Monde* du 22/04/84

<sup>493</sup> *Le Monde* du 22/04/84

<sup>494</sup> *Le Monde* du 4.5/03/84

<sup>495</sup> *Le Monde* du 4.5/03/84

<sup>496</sup> *Le Monde* du 25/04/84



« *Le clou de la journée (avait) été, tant du point de vue du spectacle que de l'information, l'allocution que M Reagan (avait) prononcée dans une salle de l'Assemblée du peuple, devant un parterre de six cents personnalités chinoises. C'est devant cet aréopage de savants, d'hommes de lettres, de responsables économiques que le Président (avait) eu la « fierté » d'annoncer que la Chine et les Etats-Unis s'étaient mis d'accord pour une coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. (...) « Je peux vous dire », (avait) déclaré le Président, dont les paroles, à travers son auditoire, s'adressaient en fait au Congrès américain<sup>497</sup>, « que nos pays partagent les mêmes principes fondamentaux quant à la préservation de la dissémination déstabilisante des explosifs nucléaires ... »<sup>498</sup> Les Présidents américain et chinois avaient paraphé leur accord de coopération nucléaire le lundi suivant, le 30 avril<sup>499</sup>.*

Six mois plus tard, en octobre 1984, le chancelier Helmut Kohl avait fait le déplacement à Pékin. La République fédérale était déjà « *le premier partenaire commercial de la Chine en Europe* »<sup>500</sup>, mais elle n'avait jamais signé de contrats atomiques avec Pékin. Désormais, elle était liée par un accord de coopération nucléaire avec la Chine<sup>501</sup> :

« *La visite à Pékin du chancelier Kohl (avait donc été) suivie avec attention par l'industrie électronucléaire française. ( . . . ) Un consortium français conduit par Framatome ... (avait) déposé, le 30 septembre (précédent), une offre pour les réacteurs des tranches 3 et 4 qui (seraient) installés à Sunnan, près de Shanghai. Il (était) opposé à l'Allemand KWU ainsi qu'au groupe américain Westinghouse, bien que, officiellement les sociétés américaines (n'eussent) pas encore le droit de déposer une offre puisque le Congrès (n'avait) pas ratifié l'accord*

---

<sup>497</sup> dont il espérait obtenir un agrément pour commercialiser des équipements et des technologies nucléaires à la Chine

<sup>498</sup> in *Le Monde* du 28/04/84

<sup>499</sup> *Le Monde* du 28/04/84 & *Le Monde* du 23/07/85

<sup>500</sup> *Le Monde* du 12/10/84

<sup>501</sup> *Le Monde* du 26/10/85

*cadre de coopération nucléaire (signé) par le Président Reagan lors de sa visite à Pékin ... »<sup>502</sup>.*

En fait, Ronald Reagan n'avait pas soumis son accord de coopération avec la Chine au Congrès, « *de peur qu'il ne (fût) rejeté* »<sup>503</sup>. À son retour aux Etats-Unis, il s'était heurté à l'opposition d'Alan Cranston, un célèbre sénateur du Parti démocrate qui avait révélé, sur la base d'informations fournies par les services secrets américains, que la Chine fournissait une assistance au Pakistan dans « *une usine d'enrichissement de l'uranium pouvant mettre au point des applications militaires de l'énergie nucléaire* »<sup>504</sup>. Le sénateur Cranston faisait référence à l'usine pakistanaise de Kahuta<sup>505</sup>, dont les plans avaient été cédés à Islamabad par le consortium Urenco<sup>506</sup> à l'issue de la formation d'un ingénieur pakistanais à Almelo, aux Pays-Bas<sup>507</sup>. Or, officiellement, « *Washington (faisait) dépendre la vente éventuelle à la Chine de centrales nucléaires d'un engagement ferme des autorités chinoises de ne contribuer d'aucune manière à la fabrication d'armes nucléaires par d'autres pays.* »<sup>508</sup> Ronald Reagan attendit donc que l'usine pakistanaise fût mise en service - ce qui intervint dans le courant de l'année 1984,<sup>509</sup> et que les nombreux experts chinois présents sur le site de Kahuta<sup>510</sup> eussent quitté le Pakistan pour soumettre son accord avec la Chine au Congrès.

Au printemps 1985, l'Allemagne fédérale, qui construisait la centrale de Busher, en Iran, avait signé un accord de coopération nucléaire avec la Chine. La Chine, qui vendait déjà des armes à Téhéran, venait de parapher un accord de coopération nucléaire avec les Etats-Unis. Elle en avait signé un autre avec le Japon.<sup>511</sup> Le Japon, qui était l'un des plus proches alliés de l'Amérique, était aussi l'un des principaux partenaires économiques de la République islamique.<sup>512</sup> Il était par ailleurs lié depuis 1958 par un accord de coopération nucléaire avec les Etats-Unis.<sup>513</sup> Son programme,

---

<sup>502</sup> *Le Monde* du 12/10/84

<sup>503</sup> *Le Monde* du 25/07/85

<sup>504</sup> *Le Monde* du 25/07/85

<sup>505</sup> *Le Monde* du 25/07/85

<sup>506</sup> Regroupant l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas

<sup>507</sup> Voir Dominique Lorentz, *Affaires atomiques, op. cit.*, chapitre 9

<sup>508</sup> in *Le Monde* du 29/01/83

<sup>509</sup> Voir Dominique Lorentz, *Affaires atomiques, op. cit.* chapitre 9.

<sup>510</sup> in *Le Monde* du 25/07/85

<sup>511</sup> in *Le Monde* du 25/07/85

<sup>512</sup> Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique, op. cit.*

<sup>513</sup> in *Le Monde* du 9/04/77

qui était « *l'un des plus importants du monde* », <sup>514</sup> était composé de centrales américaines et d'unités de retraitement des combustibles fournies par la France. Le Président Reagan confia donc à la Chine la poursuite de la coopération nucléaire avec l'Iran, en liaison avec le Japon et parallèlement aux travaux de l'Allemagne sur le site de Busher. <sup>515</sup>

Il était exclu que des contrats nucléaires entre Téhéran et Pékin fussent rendus publics en cette période agitée. Les autorités américaines, chinoises et iraniennes s'entendirent donc pour que la coopération établie entre la Chine et l'Iran demeurât discrète et officieuse. En cas de révélation impromptue, les Chinois n'auraient, selon le modèle instauré par Henry Kissinger et Zhou Enlai, qu'à « *ne tenir aucun compte des protestations* » <sup>516</sup> que les Etats-Unis se sentiraient obligés d'émettre. Le jeu des protestations de pure forme n'était en effet pas réservé aux affaires nucléaires franco-chinoises. Il était également une constante des relations sino-américaines. Le 3 avril 1984, par exemple, trois semaines avant l'annonce par la Maison Blanche de la prochaine signature d'un accord de coopération nucléaire entre les Présidents chinois et américain :

« *Les États-Unis (avaient) demandé la cessation de toutes les livraisons d'armes tant à l'Irak qu'à l'Iran, mais surtout à Téhéran... qui (faisait) preuve, selon Washington, d'intransigeance. Cet appel (avait) été lancé par le porte-parole du département d'Etat, alors que, selon des informations publiées (ce jour-là) par le Washington Post, la Chine aurait fourni et continuerait de livrer à l'Iran d'importantes quantités de matériel militaire ... Pékin (avait) démenti cette information.* » <sup>517</sup> La Chine avait continué ses ventes d'armes, tant à l'Iran qu'à l'Irak, sans tenir aucun compte des « *l'appel* » des Américains.

Ainsi, à la fin du mois de juin 1985, Hachemi Rafsandjani, à la fois président du Parlement et président du Conseil supérieur de défense iraniens se rendit en visite officielle à Pékin, où il séjourna cinq jours. Le 1er juillet, avant de quitter la capitale

---

<sup>514</sup> in *Le Monde* du 14/07/85

<sup>515</sup> Yves Girard évoque dans son ouvrage le « *terrain d'entente* » qu'avaient trouvé à cette époque le Japon et l'Allemagne pour traiter leurs affaires nucléaires avec l'Iran. Il s'abstient en revanche de mentionner la Chine, intimement liée à la France, avec laquelle elle signa l'un de ses plus importants contrats l'année suivante. Yves Girard, *op. cit.*

<sup>516</sup> Voir Dominique Lorentz, *Affaires atomiques, op. cit.*, chapitre 7

<sup>517</sup> in *Le Monde* du 5/04/84

chinoise, il « (*qualifia*) sa visite de « succès total, ayant quelquefois dépassé toute espérance » ». <sup>518</sup> Personne ne lui demanda si une coopération nucléaire entre la Chine et son pays avait été établie. Interrogé en revanche sur les ventes d'armes, « il (*refusa*) de démentir ou de confirmer les informations selon lesquelles la Chine vendait des armes à Téhéran. « Nous ne nous attendons pas à ce que la Chine nous fournisse des armes », (*déclara*) Hachemi Rafsandjani, qui (*nia*) aussi que l'un des objectifs de sa visite (*fût*) d'obtenir une aide militaire de la Chine. » <sup>519</sup> Hachemi Rafsandjani disait vrai. Son principal fournisseur était à présent l'Amérique, qui lui vendait directement des armes grâce au dispositif de l'Irangate. De Pékin, le président du Parlement iranien s'envola directement pour Tokyo <sup>520</sup>, où il séjourna également plusieurs jours. <sup>521</sup>

Trois semaines plus tard, le 20 juillet 1985, le département d'État et le département de l'Énergie (recommandèrent) officiellement au Président Reagan d'approuver un accord de coopération nucléaire avec la Chine, paraphé pendant sa visite à Pékin :

*« Cette recommandation (fut) transmise à la Maison Blanche, accompagnée d'une déclaration du directeur de l'Agence pour le contrôle des armements et le désarmement, M Kenneth Adelman, indiquant que l'accord (n'était) pas contraire à la politique américaine visant à éviter la prolifération nucléaire. (. . .) L'accord nucléaire, qui (devait) être ratifié par le Congrès, (fixait) les lignes générales de la coopération américano-chinoise en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ; il (contenait) une clause soulignant que les deux parties (étaient) opposées à la prolifération nucléaire. (. . .) Washington avait mis en veilleuse la signature de cet accord après que des révélations des services de renseignement américains <sup>522</sup> eurent fait état de la présence d'experts chinois au Pakistan » <sup>523</sup>.*

---

<sup>518</sup> in *Le Monde* du 2/07/85

<sup>519</sup> in *Le Monde* du 2/07/85

<sup>520</sup> in *Le Monde* du 2/07/85

<sup>521</sup> in *Le Monde* du 5/07/85

<sup>522</sup> Relayées au Congrès par le sénateur Cranston, in *Le Monde* du 25/07/85

<sup>523</sup> in *Le Monde* du 23/07/85

Le lendemain, 21 juillet, le Président chinois Li Xiannan arriva aux Etats-Unis, en voyage officiel.<sup>524</sup> Il s'agissait d'une première. Jamais un président de la République populaire ne s'était rendu en Amérique.<sup>525</sup> Le 23 juillet, la signature de l'accord de coopération nucléaire marqua le point culminant de la visite du président chinois, M. Li Xinnian :

*« Le réalisme (déterminait) le Président américain à accepter un accord nucléaire qui, dans sa lettre, ne (contenait) pas les garanties demandées ultérieurement par Washington pour éviter la prolifération nucléaire. (...) Il fallait s'attendre à un débat animé au Congrès. (...) L'administration (devrait) expliquer pourquoi un accord, jugé insuffisant un an plus tôt, (était) à présent considéré comme satisfaisant »<sup>526</sup>.*

Le débat au Congrès s'ouvrit le 25 juillet<sup>527</sup>. De controverse en polémique, il aboutit, le 23 octobre suivant, à la révélation par le sénateur Alan Cranston et le *Washington Post*, tous deux informés par les services de renseignement américains, de la vente de technologies nucléaires militaires à l'Iran par la Chine.<sup>528</sup> Les éléments sur lesquels s'appuyaient le parlementaire et le journal montraient que « *le gouvernement américain (avait) reçu des indications en ce sens au cours des derniers mois, notamment après la visite en Chine du président du Parlement iranien, M Rafsandjani* »<sup>529</sup>. Le sénateur Cranston dénonça également les coopérations nucléaires entretenues par la Chine avec le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud et à nouveau le Pakistan (accusé simultanément par l'Inde d'avoir procédé à un essai nucléaire en territoire chinois).<sup>530</sup> Le lendemain, 24 octobre 1985, la Chine démentit les accusations du sénateur américain Alan Cranston selon lesquelles elle aiderait l'Iran, le Pakistan, l'Afrique du Sud et d'autres pays à se doter de technologies nucléaires à des fins éventuellement militaires. Cette accusation, déclara un porte-parole du ministère des Affaires étrangères :

---

<sup>524</sup> *Le Monde* du 23/07/85

<sup>525</sup> *Le Monde* du 24/07/85

<sup>526</sup> in *Le Monde* du 25/07/85

<sup>527</sup> in *Le Monde* du 25/07/85

<sup>528</sup> *Le Monde* du 25/10/85 & *Le Monde* du 26/10/85

<sup>529</sup> in *Le Monde* du 25/10/85

<sup>530</sup> *Le Monde* du 25/10/85 & *Le Monde* du 26/10/85

« Est sans fondement », « la Chine ne soutient pas et ne pratique pas la prolifération nucléaire, elle n'aide pas non plus d'autres pays à mettre au point des armes nucléaires ». On précisa également, de même source, que le programme de coopération existant entre Pékin et sept autres nations (France, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, Japon, Belgique, Brésil et Argentine) « (servait) et (servirait) exclusivement à des fins pacifiques », « Il n'existe aucune relation de coopération similaire avec l'Iran », (poursuivit) le porte-parole»<sup>531</sup>.

Le gouvernement chinois ne mentionnait que les sept accords de coopération passés avec des pays dont les activités nucléaires ne se trouvaient au cœur d'aucune polémique. Mais la Chine était bien liée, depuis le début des années 70, par un étroit accord de coopération nucléaire avec le Pakistan.<sup>532</sup> Elle apportait à Islamabad l'assistance que les Américains ne pouvaient lui fournir eux-mêmes. Depuis 1983, il était de notoriété publique qu'elle « avait transféré les plans complets d'une arme nucléaire validée » au Pakistan.<sup>533</sup> Plus précisément, ses experts avaient apporté aux scientifiques d'Islamabad la confirmation « qu'un dispositif déterminé pouvait effectivement fonctionner, évitant ainsi au Pakistan de procéder à une expérience nucléaire - qui aurait nécessairement entraîné une interruption de l'aide militaire américaine à ce pays »<sup>534</sup>. L'information avait été donnée au mois de janvier 1983 au *Washington Post* par une fraction des services secrets américains<sup>535</sup>. De même, la Chine fournissait l'Iran pour tirer les Etats-Unis et la France d'un mauvais pas. Elle poursuivit donc ses transferts de technologies vers Téhéran, Islamabad et bien d'autres capitales, sans se soucier des campagnes de presse américaines. En revanche, les entreprises General Electric et Westinghouse, « qui (espéraient) bien compenser leurs absences de commandes aux Etats-Unis par des contrats de construction de centrales nucléaires en Chine portant sur 5 milliards de dollars sur une période de

---

<sup>531</sup> *Le Monde* du 26/10/85

<sup>532</sup> Marie-Hélène Labbé, *La tentation nucléaire*, Payer, 1995

<sup>533</sup> Marie-Hélène Labbé, *La tentation nucléaire*, Payer, 1995

<sup>534</sup> in *Le Monde* du 29/01/83

<sup>535</sup> in *Le Monde* du 29/01/83

*cing ans* »<sup>536</sup> restèrent le bec dans l'eau. Le Congrès ne se laissa pas convaincre. Le gros des contrats chinois revint une fois de plus à Framatome.

Ronald Reagan avait donc mis en place un double dispositif en direction de la République islamique d'Iran. Il lui vendait lui-même des armes et lui faisait transférer des technologies nucléaires par les Chinois. Du point de vue des Iraniens, il s'agissait d'un progrès, mais cela était tout à fait insuffisant. Leur coopération nucléaire avec la Chine était officieuse. À peine mise en place, elle avait été dénoncée, au même titre que les travaux des Allemands à Busher. Il était donc douteux qu'elle acquît l'envergure qu'ils escomptaient. Par ailleurs, la guerre avec l'Irak ne leur laissait aucun répit. Saddam Hussein avait même opéré, au mois de février 1984, des bombardements avec des armes chimiques<sup>537</sup>. Enfin, il restait à dénouer le contentieux Eurodif, qui se résumait selon eux à évidence toute simple : ils étaient actionnaires du consortium et devaient, à ce titre, pouvoir exercer leurs prérogatives.

Au mois de juillet 1985, tandis que les Présidents Li Xinnian et Reagan signaient leur accord de coopération nucléaire à Washington, François Mitterrand avait exploré un nouveau canal de négociations avec l'Iran. Désormais, toute discussion avec la République islamique passait notamment par la Syrie,<sup>538</sup> indirectement détentrice, au Liban, des otages occidentaux capturés par les organisations terroristes iraniennes<sup>539</sup>. François Mitterrand avait donc fait appel à la médiation du Président Assad, à la fois pour débloquer les négociations entre la France et l'Iran et pour obtenir la libération des otages. Le 20 juillet 1985, il avait envoyé à Damas une délégation du ministère des Affaires étrangères<sup>540</sup>. Le 21, le journal persan *Etteelaat* avait publié une interview d'Ali Velayati, le ministre iranien des Affaires étrangères, dans laquelle celui-ci déclarait : « *Dans tous les entretiens que des responsables français ont eus avec des représentants de la République islamique, ils ont fait part de leur désir de voir les relations entre les deux pays se développer, mais en réalité ils n'ont rien fait de positif.* »<sup>541</sup> Ali Velayati avait rappelé que les conditions posées par l'Iran étaient le règlement du contentieux Eurodif et la cessation de toute aide française à l'Irak et aux

---

<sup>536</sup> in *Le Monde* du 25/07/85

<sup>537</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>538</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.* & M. Murphy, secrétaire d'Etat adjoint, in *Le Monde* du 3/07/85

<sup>539</sup> in *Le Monde* du 2/07/85 & *Le Monde* du 3/07/85

<sup>540</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>541</sup> in *Le Monde* du 23/07/85

opposants iraniens à la République islamique.<sup>542</sup> Le 23, à Paris, Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, s'était entretenu avec le chargé d'affaires iranien en France du volet financier du contentieux Eurodif. Il lui avait « *fait part de sa volonté de trouver une solution « aussi rapide que possible » à ce problème et lui (avait) annoncé qu'il allait désigner une commission à cette fin. Le diplomate iranien (avait) souligné qu'une telle démarche constituerait « un premier pas pour améliorer les relations entre les deux pays. »* »<sup>543</sup> Le 29, François Mitterrand avait eu une conversation téléphonique avec Hafez el Assad.<sup>544</sup> Puis, le 6 août, il avait discrètement reçu le ministre syrien des Affaires étrangères dans sa propriété de Latché<sup>545</sup>.

Ces contacts se poursuivirent en pointillés jusqu'à la fin de l'année, dans un climat de tension persistant. Le 4 octobre 1985, par exemple, Hachemi Rafsandjani *accusa la France d'ignominie parce qu'elle mettait à la disposition de l'Irak sa technologie militaire pour les bombardements sur l'île de Kharg*<sup>546</sup> : « *Le dignitaire iranien souligna que l'Irak, qui n'était plus qu'une marionnette qui faisait ce qu'on lui disait, utilisait les bombes les plus précises et les plus sophistiquées que la France eût jamais livrées à personne* ». *Sous quel contrôle sont donc placées ces bombes ? s'interrogea-t-il. Cette attitude de la France montre combien elle est « dangereuse » et combien « les socialistes sont anti-islamiques* », poursuivit Rafsandjani, dans une des attaques les plus virulentes contre la France depuis l'affaire des Super-Etendard<sup>547</sup>. Les pourparlers entre Français et Iraniens continuèrent néanmoins, dans le même temps, par les canaux du Commissariat à l'énergie atomique, de Framatome, de Technicatome et des ministères concernés.<sup>548</sup> Des émissaires officieux furent également mis à contribution. Reza Raad, un médecin d'origine libanaise<sup>549</sup> et Jean-Pierre François, un banquier proche de François Mitterrand<sup>550</sup> conduisirent ainsi des négociations parallèles. Mais les multiples

---

<sup>542</sup> in *Le Monde* du 23/07/85

<sup>543</sup> in *Le Monde* du 26/07/85

<sup>544</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>545</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>546</sup> Où se trouve le plus gros terminal pétrolier du monde, in *Le Monde* du 9/04/90

<sup>547</sup> *Le Monde* du 6/10/85

<sup>548</sup> *Libération* du 3/07/91 & Yves Girard, *op. cit.*

<sup>549</sup> in *Le Monde* du 22/06/86

<sup>550</sup> Qui avait épousé « *une riche iranienne dont la fortune familiale était relativement récente, puisqu'elle datait de l'occupation soviétique du nord de l'Iran* », pendant la Seconde Guerre. « *Cette famille s'était exilée à l'époque où le Dr Mossadegh avait provisoirement chassé Reza Pahlavi de son trône* » c'est-à-dire au mois d'août 1953, « *et n'était jamais revenue en Iran.* » In Yves Girard, *op. cit.*



discussions engagées avec Téhéran n'aboutirent à aucun accord. Au début du mois de décembre 1985, les Iraniens réveillèrent donc le Président Mitterrand par un double attentat. Le 7 décembre, deux bombes explosèrent simultanément aux Galeries Lafayette et au Printemps, à Paris. « ...l'évidence, la partie engagée avec les enlèvements de Français au Liban se (poursuivait) » écrit Jacques Attali.<sup>551</sup>

Trois semaines plus tard, le 28 décembre 1985, François Mitterrand parvint à un arrangement avec les Iraniens par l'intermédiaire du Président Assad.<sup>552</sup> Selon la légende, cet accord ne concernait que les otages. François Mitterrand ne se serait engagé, en échange de la libération des quatre prisonniers français, qu'à accorder une grâce immédiate au terroriste Anis Naccache<sup>553</sup> et à faire libérer les autres membres du commando avant la fin de son mandat<sup>554</sup>. Le discours officiel ne pouvait mentionner le contentieux nucléaire franco-iranien puisque le public n'était pas informé de son existence<sup>555</sup>.

En réalité, le Président français avait passé un accord concernant Eurodif. La libération des otages ne devait être que la conséquence de l'heureux dénouement du contentieux nucléaire franco-iranien. Ainsi, François Mitterrand écrivit le 31 décembre au Président Assad un petit mot sibyllin qui confirmait l'arrangement passé trois jours plutôt : « *Je vous confirme les ouvertures faites par la France et dont vous avez été informé. Elles demeurent valables. Je veillerai, comme vous le faites vous-même, à la bonne réalisation de ce qui est prévu* »<sup>556</sup>. Trois jours plus tard, il envoya à Téhéran une délégation de huit personnes.<sup>557</sup> Conduite par Jacques Martin, un diplomate spécialisé dans les questions atomiques et de défense,<sup>558</sup> celle-ci était composée de responsables du Commissariat à l'énergie atomique, du ministère des Finances et de la COFACE (organisme chargé d'assurer les contrats passés par des entreprises françaises avec des Etats tiers)<sup>559</sup>. Les émissaires du Président de la

---

<sup>551</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>552</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>553</sup> Responsable de la tentative d'assassinat de Chapour Bakhtiar, en 1980.

<sup>554</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>555</sup> Il ne l'est toujours pas.

<sup>556</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>557</sup> *Le Monde* du 24/01/86

<sup>558</sup> *Who's Who in France*, dictionnaire biographique annuel, Jacques Lafitte

<sup>559</sup> in *Le Monde* du 9/01/86 & *Le Monde* du 24/01/86

République étaient chargés de conduire une négociation sur « *l'ensemble du dossier iranien* »<sup>560</sup>, c'est-à-dire à la fois sur les volets nucléaire et financier du contentieux.

Ils arrivèrent à Téhéran le 3 janvier 1986<sup>561</sup>. Au lendemain, le 4 janvier, Hafez el Assad répondit à la lettre de François Mitterrand dans des termes que seules les personnes informées de l'accord conclu avec les Iraniens pouvaient comprendre. En substance, le message du Président syrien disait que tout allait bien : « *Je suis heureux de pouvoir vous informer que nous sommes à présent parvenus à des résultats définitifs comprenant les éléments de solution à ce problème dans le sens des idées que nous avons échangées dans nos lettres...* »<sup>562</sup>. Le 5 janvier, tandis que Jacques Martin et les responsables du Commissariat à l'énergie atomique et du ministère des Finances négociaient avec le gouvernement iranien, à Téhéran, Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, se prépara à quitter Paris pour aller récupérer les otages français en Syrie. « *Le Mystère 50 présidentiel (était) prêt à décoller à Villacoublay.* »<sup>563</sup> Mais en début de soirée, Hafez el Assad appela François Mitterrand, à qui il dit qu'« *il y avait encore des difficultés à régler.* »<sup>564</sup> Tout fut remis au lendemain.<sup>565</sup> Le 6 janvier, rien ne se passa. Le 7, à Téhéran, « *les pourparlers franco-iraniens sur le contentieux Eurodif (s'enlisèrent)* »<sup>566</sup>. Le jour même, Jacques Martin mit un terme à sa mission et rentra à Paris, en compagnie de sa délégation<sup>567</sup>. Le projet de libération des otages tomba aussitôt à l'eau<sup>568</sup>.

Dès lors, une rumeur se répandit dans le microcosme parisien. La droite, conduite par Jacques Chirac, aurait fait monter les enchères avec les Iraniens et fait capoter le règlement entrepris par François Mitterrand. Selon Jacques Attali, un responsable de l'OLP aurait fait état d'un accord entre la droite française et la République islamique.<sup>569</sup> Cette information aurait été confirmée à l'ambassadeur de France à Tunis par un responsable iranien.<sup>570</sup> Tout cela n'avait rien de surprenant. Le cas échéant, l'ayatollah Khomeiny n'aurait fait que rééditer, avec Jacques Chirac et

---

<sup>560</sup> in *Le Monde* du 24/01/86

<sup>561</sup> in *Le Monde* du 24/01/86

<sup>562</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>563</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>564</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>565</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>566</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>567</sup> in *Le Monde* du 9/01/86

<sup>568</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>569</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

François Mitterrand, la manœuvre qui lui avait si bien réussi avec Jimmy Carter et Ronald Reagan. Le résultat des élections législatives de mars 1986 ne faisait aucun doute. La victoire de la droite était une certitude<sup>571</sup>. La future désignation de Jacques Chirac au poste de Premier ministre était prévisible<sup>572</sup>. Il était donc plus que probable que des négociations parallèles avaient été engagées entre la droite française et l'Etat iranien.

Après la rupture du 7 janvier 1986, les négociations franco-iraniennes ne purent être relancées. Au contraire, dans les semaines qui précédèrent les élections législatives, les Iraniens redoublèrent d'hostilité à l'égard de la France mitterrandienne. Les 3, 4 et 5 février 1986, trois attentats commandités par la République islamique prirent pour cibles la galerie Claridge des Champs-Élysées, la librairie Gibert Jeune et la Fnac-Sports des Halles.<sup>573</sup> Revendiqués par le CSPPA (Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient), une organisation inventée pour l'occasion,<sup>574</sup> ils furent accompagnés des traditionnelles revendications iraniennes, qui étaient le règlement du contentieux Eurodif et la cessation des ventes d'armes françaises à l'Irak, auxquelles vinrent s'ajouter une demande de libération d'Anis Naccache et des membres de son commando<sup>575</sup> « *Le signal ne (pouvait) être plus clair* », écrit Jacques Attali.<sup>576</sup> Les attentats s'étaient en effet produits aux dates anniversaires du retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran et de la nomination de son premier chef de gouvernement, le 5 février 1979.

Le 5 mars 1986, l'Élysée fut informée par le Jihad islamique de l'exécution de Michel Seurat, l'un des otages français du Liban<sup>577</sup>. Le 7, l'hebdomadaire du Hezbollah iranien au Liban annonça que « *le prix de la sécurité des Français dans le monde (était) ... la chute du gouvernement de M. Mitterrand* »<sup>578</sup>. Le 8, quatre journalistes d'Antenne 2 furent enlevés à Beyrouth. Le 10, le Jihad islamique fit parvenir à la

---

<sup>570</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>571</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>572</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>573</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>574</sup> Xavier Rauffer in *L'Express* du 12 au 18/06/87 & Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>575</sup> *Le Figaro* du 6/02/86

<sup>576</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>577</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>578</sup> in *Le Monde* du 22/06/86

presse française des photographies du cadavre de Michel Seurat.<sup>579</sup> Celles-ci étaient accompagnées d'un communiqué assurant que «*la vie des autres otages (dépendait) de la rapidité du gouvernement français à satisfaire (leurs) revendications*»<sup>580</sup>. Le 14, quarante-huit heures avant les élections législatives, le Jihad islamique adressa aux médias «*une cassette vidéo dans laquelle trois otages - les diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine et le journaliste Jean-Paul Kauffinann - (laissaient) entendre que leur libération (dépendait) d'une modification de la politique française au Proche-Orient.*»<sup>581</sup> En cinq semaines, les Iraniens avaient plongé la France dans une horreur habilement médiatisée, dont la cessation était conditionnée par le renversement de François Mitterrand. Auraient-ils voulu s'assurer de la victoire de la droite aux élections législatives qu'ils n'auraient pas agi autrement.

Le 16 mars 1986, la droite remporta la majorité absolue aux élections législatives<sup>582</sup>. Le 17, un attentat revendiqué par le CSPPA frappa un TGV de la ligne Paris-Lyon<sup>583</sup>. Le 19, «*Radio-Téhéran se (félicita) bruyamment de la « défaite des socialistes »*» qu'elle attribua à «*la pression des musulmans contre leur politique de soutien à Israël et à l'Irak*»<sup>584</sup>. Le 20, François Mitterrand nomma Jacques Chirac Premier ministre. À l'instant où celui-ci annonçait sa nomination depuis l'Hôtel de Ville, un attentat revendiqué par le CSPPA fit 2 morts et 28 blessés à la galerie Point-Show, sur les Champs-Élysées.<sup>585</sup> Quelles que fussent les promesses de la droite française aux Iraniens, elles étaient rappelées au bon souvenir de leurs auteurs. Après cette explosion, les attentats cessèrent. Jacques Chirac composa son gouvernement et reprit aussitôt les négociations sur le contentieux Eurodif. Il était prévu que le dossier iranien serait conduit dans le cadre d'une concertation entre le président de la République et le Premier ministre.<sup>586</sup> Au début du mois d'avril 1986, Jacques Chirac envoya à Téhéran une mission conduite par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, afin de reprendre les discussions avec le gouvernement iranien<sup>587</sup>. Puis, du 21 au 23 mai suivants, Ali Reza Moayeri, vice-Premier ministre iranien, vint

---

<sup>579</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>580</sup> in *Le Monde* du 22/06/86

<sup>581</sup> in *Le Monde* du 22/06/86

<sup>582</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>583</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>584</sup> in *Le Monde* du 22/06/86

<sup>585</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>586</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>587</sup> in *Le Monde* du 8.9/06/86

s'entretenir avec les dirigeants français à Paris.<sup>588</sup> Il fut successivement reçu par Jacques Chirac et François Mitterrand<sup>589</sup>. « *Il souhaitait obtenir le règlement du conflit Eurodif et le démantèlement des réseaux de Massoud Radjavi (le chef des Moudjahidin du peuple) en France.* »<sup>590</sup>

Pendant son séjour, Jacques Chirac déclara devant les membres de l'association de la presse diplomatique que « *le préalable à toute négociation (était) la respectabilité de l'Iran, qui ne (pouvait) être démontrée que par le fait que les autorités de ce pays (fissent) tout ce qui était en leur pouvoir pour participer au règlement du problème des otages français.* »<sup>591</sup> À propos des opposants à la République islamique, le Premier ministre évoqua « *certains excès commis par des réfugiés iraniens qui ... ne (respectaient) pas la neutralité qui s'impose lorsqu'on demande l'asile dans un pays comme la France* »<sup>592</sup>. À l'égard de ceux-ci, il dit que son gouvernement « *(verrait) ce qu'il y (avait) lieu de faire.* »<sup>593</sup> Avant de quitter Paris, Ali Reza Moayeri se dit satisfait du « *climat amical et compréhensif* » qui avait prévalu lors de sa visite.<sup>594</sup> Indéniablement, le ton avait changé. La France n'était plus « *l'ennemie* » de la République islamique.<sup>595</sup>

Une dizaine de jours plus tard, le 3 juin 1986, Jacques Chirac envoya en Iran une délégation de dix personnes composée de représentants du Commissariat à l'énergie atomique, du ministère des Affaires étrangères et de celui des Finances, afin de relancer sur de « *nouvelles bases* » les négociations sur le contentieux Eurodif.<sup>596</sup> Selon le porte-parole du Quai d'Orsay, un « *climat nouveau* » s'était instauré entre la France et l'Iran et les deux pays étaient maintenant désireux de « *parvenir à un accord acceptable* »<sup>597</sup>. Pendant le séjour de ses émissaires en Iran, Jacques Chirac fit opérer par Robert Pandraud, son ministre chargé de la sécurité :

« *Une importante opération de police (contrôles d'identité et perquisitions) au quartier général de M Massoud Radjavi, le chef des Moudjahidines du*

---

<sup>588</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>589</sup> *Le Monde* du 15.16/06/86

<sup>590</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>591</sup> *Le Monde* du 10/06/86

<sup>592</sup> *Le Monde* du 8.9/06/86

<sup>593</sup> *Le Monde* du 8.9/06/86

<sup>594</sup> *Le Monde* du 15.16/06/86

<sup>595</sup> *Le Monde* du 18/07/84

<sup>596</sup> *Le Monde* du 4/06/86 & Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

*peuple iraniens, et dans son entourage... (. ..) L'avertissement lancé par M Chirac (devant la presse diplomatique) avait été entendu par bon nombre des militants iraniens puisque ... plus de la moitié des Moudjahidin du peuple (avait) déjà quitté le pays. Le but des autorités françaises (était) moins d'expulser ceux qui restaient en France que de les convaincre du changement d'attitude à leur égard, afin qu'ils (quittassent) eux-mêmes l'Hexagone »<sup>598</sup>.*

Le 7 juin, Massoud Radjavi s'envola de Paris vers Bagdad. Son « départ « volontaire » »<sup>599</sup> était un geste du gouvernement français envers la République islamique,<sup>600</sup> alors que Français et Iraniens discutaient leur contentieux nucléaire à Téhéran. Ces négociations, sur le contenu desquelles rien ne filtra, eurent pour résultat le retour de deux otages français, dès le 21 juin 1986.<sup>601</sup> Dans leur communiqué, les ravisseurs justifiaient la libération de ces captifs par les « indices, et engagements nouveaux du gouvernement français »<sup>602</sup>. Les « indices » évoquaient les bonnes dispositions de Jacques Chirac ; les « faits » pouvaient se référer au départ de Massoud Radjavi du territoire français, ou à une autre gratification dont le gouvernement Chirac n'aurait pas informé la presse ; « les engagements » pris par le Premier ministre français ne furent pas révélés. Jacques Chirac avait opté pour « la discrétion et le refus de tout commentaire sur les actions éventuellement menées auprès des diverses parties intéressées »<sup>603</sup>. Au retour des otages, il fit une déclaration sur le perron de l'hôtel Matignon, dans laquelle il remercia la Syrie, l'Algérie, principal intermédiaire de l'Iran dans ses négociations avec les Etats-Unis depuis la rupture de leurs relations diplomatiques<sup>604</sup>, et l'Iran.<sup>605</sup> Cinq jours plus tard, le 26 juin 1986, un nouveau round de négociations sur le contentieux Eurodif fut lancé. Une délégation iranienne de dix personnes - composée de membres de l'Organisation de l'énergie atomique, du ministère des Affaires étrangères et de la Banque centrale -

---

<sup>597</sup> *Le Monde* du 4/06/86

<sup>598</sup> in *Le Monde* du 8.9/06/86

<sup>599</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>600</sup> *Le Monde* du 10/06/86

<sup>601</sup> *Le Monde* du 22/06/86

<sup>602</sup> *Le Monde* du 22/06/86

<sup>603</sup> *Le Monde* du 22/06/86

<sup>604</sup> Ambassadeur iranien auprès de l'ONU in *Le Monde* du 14/11/86 & Bani Sadr, op. cit.

<sup>605</sup> *Le Monde* du 22/06/86

vint à Paris<sup>606</sup>. Le gouvernement français « (*tout en restant*) « *d'une extrême prudence* », *n'excluait pas complètement pouvoir « boucler » le dossier de la normalisation des relations avec Téhéran, à l'issue de la visite de cette délégation.* »<sup>607</sup> Français et Iraniens arrivèrent à un accord partiel, dont le contenu ne fut pas intégralement révélé. Seul le volet financier de l'arrangement fut communiqué à la presse. Celui-ci prévoyait que la France effectuerait un versement de 330 millions de dollars à l'Iran, en règlement d'un tiers de sa dette, intérêts non inclus.<sup>608</sup> Il fut paraphé au mois de juillet suivant, à Téhéran, par Jean-Claude Trichet, directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des Finances<sup>609</sup>. À cette occasion, Jean-Claude Trichet s'entretint du contentieux nucléaire avec Reza Amirollahi, le président de l'Organisation iranienne à l'énergie atomique<sup>610</sup>. Rien ne fut dévoilé de leurs entretiens. La signature définitive de l'Accord de règlement partiel devait intervenir au début du mois d'août suivant, à Genève<sup>611</sup>. Mais un obstacle survint et l'accord fut suspendu<sup>612</sup>. Le 1<sup>er</sup> septembre 1986, le CSSPA menaça dans un communiqué, de reprendre les hostilités.<sup>613</sup> Une semaine plus tard, le 8 septembre, un attentat au bureau de poste de l'Hôtel de Ville, à Paris, fit 1 mort et 8 blessés<sup>614</sup>. Le 12, l'explosion d'une bombe à la cafétéria du magasin Casino, à la Défense, blessa 41 personnes<sup>615</sup>. Le 14, au Pub Renault, sur les Champs-Élysées, un gardien de la paix fut tué par la bombe qu'il tentait de désamorcer<sup>616</sup>. Le 15, un attentat à la Préfecture de police de Paris fit 1 mort et 55 blessés.<sup>617</sup> Le 17, une bombe explosa rue de Rennes, tuant 6 personnes et en blessant 51 autres<sup>618</sup>. À la fin du mois, les ministres des Affaires étrangères français et iranien se retrouvèrent à New York.<sup>619</sup> Dans le même temps, Ronald Reagan envoya Robert McFarlane, son ancien conseiller pour

---

<sup>606</sup> *Le Monde* du 28/06/86

<sup>607</sup> *Le Monde* du 28/06/86

<sup>608</sup> *Le Matin* du 24/11/86

<sup>609</sup> *Le Matin* du 24/11/86

<sup>610</sup> *L'Express* du 9 au 15/0 1/87

<sup>611</sup> *Le Matin* du 24/11/86

<sup>612</sup> *Le Matin* du 24/11/86

<sup>613</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>614</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>615</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>616</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>617</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>618</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>619</sup> *Le Matin* du 24/11/85

les affaires de sécurité, rencontrer Hachemi Rafsandjani à Téhéran<sup>620</sup>. Les attentats sur le sol français s'arrêtèrent.

#### 2.4. VERS LA DETENTE FRANCE - IRAN

Le 31 octobre 1986, une radio libanaise annonça que des otages français et américains seraient prochainement libérés<sup>621</sup>. Le 2 novembre, David Jacobsen, fut relâché<sup>622</sup>. Il s'agissait, en peu de temps, du quatrième otage américain qui retrouvait la liberté.<sup>623</sup> Dans un communiqué, les ravisseurs encouragèrent les Etats-Unis à « *poursuivre leurs efforts* »<sup>624</sup>. Quarante-huit heures plus tard, le 4 novembre, Hachemi Rafsandjani prononça un discours lors « *d'une manifestation organisée pour l'anniversaire de la prise d'otages à l'ambassade américaine, à Téhéran, le 4 novembre 1979* »<sup>625</sup>. Cette allocution marqua un tournant dans l'affaire iranienne. Hachemi Rafsandjani admit implicitement que l'Iran était le commanditaire des prises d'otages au Liban, ce que la République islamique s'était jusqu'alors refusée à faire. Puis il révéla que les Etats-Unis et l'Iran avaient amorcé un rapprochement. Ainsi pour la première fois, le mardi 4 novembre, peu après la libération de l'Américain David Jacobsen, le président du Parlement iranien reconnut publiquement que son pays pouvait obtenir l'élargissement des Occidentaux retenus au Liban par des extrémistes chiites proches de la République islamique. C'était un aveu sans précédent depuis le début de la crise des otages :

*« Il était d'autant plus important que M Rafsandjani (indiqua) dans le même temps que les Etats-Unis avaient récemment tenté de se rapprocher de l'Iran et délégué pour ce faire un émissaire à Téhéran en la personne de M. Robert McFarlane, ancien conseiller du Président Reagan pour les affaires de sécurité. (. . .) L'étonnant discours de M Rafsandjani (fut) suivi ou accompagné d'une avalanche de « révélations » de presse, notamment aux Etats-Unis, laissant entendre que Téhéran et Washington avaient bel et bien entamé un processus de rapprochement. (. . .) À Washington, la Maison Blanche (refusa) de*

---

<sup>620</sup> *Le Monde* du 6/11/86

<sup>621</sup> *Le Monde* du 2.3/11/86

<sup>622</sup> *Le Monde* du 9.10/11/86

<sup>623</sup> *Le Monde* du 4/11/86

<sup>624</sup> *Le Monde* du 4/11/86

<sup>625</sup> *Le Monde* du 6/11/86



*confirmer ou de démentir d'éventuels contacts américano-iraniens, conseillant à la presse de « faire attention », afin de ne pas nuire à situation des otages »<sup>626</sup>.*

La révélation du réchauffement des relations irano-américaines n'était ni le choix de Hachemi Rafsandjani ni celui du Président Reagan.<sup>627</sup> La veille de l'allocution du président du Parlement iranien, un journal libanais, informé par un dan que le rapprochement de Téhéran et Washington dérangeait, avait dévoilé de nombreuses informations sur les relations irano-américaines, notamment en matière de ventes d'armes.<sup>628</sup> Hachemi Rafsandjani n'avait donc fait que reprendre la main en officialisant, sur un ton positif, des faits qui ne tarderaient pas à défrayer les médias, sur un ton polémique. Il s'était également appliqué à se poser en interlocuteur privilégié des Etats-Unis,<sup>629</sup> protégeant ainsi l'ayatollah Khomeiny et la doctrine islamique. Dans les jours qui suivirent son discours, les publications sur les ventes d'armes à l'Iran, dont il apparut immédiatement qu'elles avaient été effectuées par Ronald Reagan et ses plus proches conseillers en cachette du Congrès, se succédèrent dans la presse internationale. Ce fut l'explosion de l'Irangate, scandale le plus retentissant des années 80. L'affaire ne concernait pourtant que la partie visible de l'iceberg. Mais elle remontait jusqu'au Président américain, contraint dès les premiers jours de s'expliquer publiquement.<sup>630</sup> Tout son sel était là.

À Téhéran, la révélation des largesses américaines provoqua une onde de choc. Les mollahs intégristes, qui croyaient sur parole l'ayatollah Khomeiny, en étaient restés à la version officielle selon laquelle l'Amérique était un « *grand Satan* » Ils tombèrent donc des nues et demandèrent au Guide de la Révolution de leur rendre des comptes. Faute de perdre toute crédibilité, celui-ci fut dans l'obligation de radicaliser sa position à l'égard de la Maison Blanche. Ainsi, « *les remous soulevés par les révélations sur les livraisons d'armes américaines et les contacts établis entre Washington et certains responsables iraniens (entraînèrent) un net durcissement du pouvoir islamique. Les tenants de la « ligne de l'Imam » (reprochèrent) ces contacts et l'imam Khomeiny (fit) lui-même*

---

<sup>626</sup> *Le Monde* du 6/11/86

<sup>627</sup> Qui avait été réélu au mois de novembre 1985.

<sup>628</sup> in *Le Monde* du 14/11/86

<sup>629</sup> in *Le Monde* du 6/11/86

<sup>630</sup> in *Le Matin* du 21/11/86

*une mise au point, refusant toute négociation avec la Maison Noire.* »<sup>631</sup> « *Ceux qui, il y a quelques années, rompaient leurs relations avec l'Iran nous supplient aujourd'hui d'établir des rapports, mais notre peuple refuse, et cela constitue notre plus grande victoire* » (déclara) le Guide de la Révolution iranienne dans un discours diffusé par Radio-Téhéran. Pour lui, la Maison Blanche (était) devenue « la Maison Noire ». (. . .) L'imam Khomeiny (était) également intervenu pour mettre une sourdine à la grogne intérieure, stigmatisant « certains députés qui (avaient) adressé une lettre au ministère des Affaires étrangères iranien, critiquant sa politique à l'égard des Etats-Unis. » »<sup>632</sup>

Le 10 novembre 1986, six jours après le discours de Hachemi Rafsandjani, deux otages français furent libérés.<sup>633</sup> Le 12, Jean-Bernard Raimond, ministre français des Affaires étrangères, adressa à Ali Velayati, son homologue iranien, le texte de l'accord partiel établi au mois de juillet précédent.<sup>634</sup> Celui-ci concernait notamment un premier versement, par la France, de 330 millions de dollars à l'Iran. Sa signature avait été suspendue peu avant la vague d'attentats du mois de septembre.<sup>635</sup> Le 17 novembre, l'accord partiel de règlement fut signé<sup>636</sup>. Dans la soirée, un communiqué du Quai d'Orsay confirma la nouvelle<sup>637</sup>.

Au même instant, Georges Besse fut abattu de deux balles en pleine tête.<sup>638</sup> Depuis le lancement du programme de la première bombe française, cet homme était l'un des plus éminents nucléocrates français. Il s'était dès 1958 spécialisé dans les questions relatives à l'usage militaire de l'uranium enrichi<sup>639</sup>. Toutes les installations françaises d'enrichissement destinées à la production d'armes atomiques avaient été bâties et dirigées par lui.<sup>640</sup> Cela l'avait naturellement conduit à superviser la création d'Eurodif puis à être nommé président du Directoire de ce consortium, en 1974.<sup>641</sup> Comme le déclara André Giraud (ministre de la Défense et ami intime de Georges Besse) dans son oraison funèbre, « *L'épopée atomique (avait) été l'aventure de (sa)*

---

<sup>631</sup> in *Le Matin* du 24/11/86

<sup>632</sup> *Le Matin* du 21/11/86

<sup>633</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>634</sup> *Le Matin* du 24/11/86

<sup>635</sup> *Le Matin* du 24/11/86

<sup>636</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>637</sup> *Le Matin* du 18/11/86 & *Libération* du 18/11/86

<sup>638</sup> *Le Figaro* du 18/11/86

<sup>639</sup> *Who's Who* in France, op. cit.

<sup>640</sup> *Who's Who* in France, op. cit. & *Le Figaro* du 18/11/86

vie. »<sup>642</sup> Directement menacé par les Iraniens, avec lesquels il ne devait pas être en bons termes, il avait, à titre de précaution, été nommé président de l'entreprise automobile Renault, en 1985. Mais cela n'avait pas suffi à écarter le danger. Les terroristes, grands amateurs de symboles, l'avaient clairement désigné en prenant pour cible, le 14 septembre précédent, le Pub Renault. Une protection rapprochée lui avait été proposée, à la fois par le ministère de la Défense, par la police et par l'entreprise Renault. Il l'avait refusée.<sup>643</sup> « *S'ils veulent me descendre, ils y arriveront toujours.* » disait-il<sup>644</sup>. Son meurtre fut attribué au groupuscule français d'extrême gauche Action Directe, qui en accepta la paternité. Action Directe était intimement lié aux FARL, les Fractions armées révolutionnaires libanaises. Ses premiers militants historiques avaient suivi des stages de formation au terrorisme, au Liban.<sup>645</sup> L'imbrication des deux mouvements était telle qu'au début des années 80, « *les services antiterroristes français se (demandaient) si les FARL n'étaient pas tout simplement un camouflage sous lequel opéraient des organisations révolutionnaires européennes, notamment Action Directe. L'hypothèse était d'autant plus plausible que la plupart des attentats commis par les FARI avait lieu sur le territoire français.* »<sup>646</sup> Ainsi, les attentats qui avaient frappé Charles Ray, l'attaché militaire à l'ambassade américaine à Paris, tué le 18 janvier 1982, et Yaacov Barsimantov, le diplomate israélien abattu le 3 avril 1982, avaient été revendiqués par les FARL.<sup>647</sup> Action Directe et les FARL avaient par ailleurs pour point commun de compter des femmes françaises ou francophones dans leurs rangs.<sup>648</sup> De fait, Yaacov Barsimantov et Georges Besse furent tous deux tués à bout portant par des femmes.

Les services antiterroristes français s'étaient finalement aperçus que les deux mouvements étaient distincts, mais qu'« *une étroite alliance existait depuis les attentats de 1982, entre les FARL et Action Directe.* »<sup>649</sup> Ainsi, par exemple, les armes qui avaient servi aux meurtres de Charles Ray et de Yaacov Barsimantov

---

<sup>641</sup> Yves Girard, *op. cit.* & *Who's Who in France, op. cit.*

<sup>642</sup> *Le Figaro* du 22.23/11/86

<sup>643</sup> *Le Matin* du 19/11/86 & Roland Jacquard, *La longue traque d'Action directe*, Albin Michel, 1987

<sup>644</sup> Roland Jacquard, *La longue traque d'Action directe*, *op. cit.*

<sup>645</sup> Roland Jacquard, *La longue traque d'Action directe*, *op. cit.*

<sup>646</sup> Roland Jacquard, *Les dossiers secrets du terrorisme*, *op. cit.*

<sup>647</sup> *Ibid.*, p.

<sup>648</sup> *Ibid.*, p.

<sup>649</sup> *Ibid.*, p.

avaient été retrouvées dans un dépôt où venait s'équiper Action Directe ; les tracts de revendication de ces assassinats, signés des FARL, avaient été imprimés par un militant de la mouvance Action Directe.<sup>650</sup> Par la suite, les deux mouvements étaient allés jusqu'à co-signer certains de leurs attentats.<sup>651</sup> Les FARL, basées au Liban, financées et téléguidées par l'Iran, avaient été tout spécialement créées pour agir sur le sol français. Action Directe était leur relais et leur associé.

Les attentats du mois de septembre 1986, qui avaient été annoncés par un communiqué du CSPPA mais n'avaient pas été revendiqués, étaient attribués aux FARL.<sup>652</sup> Les services de police savaient que le CSPPA n'était rien d'autre que les FARL.<sup>653</sup> Le leader des FARL était Georges Ibrahim Abdallah, un terroriste libanais arrêté en 1984 et emprisonné en France,<sup>654</sup> dont le CSPPA réclamait la libération.<sup>655</sup> En résumé, Action Directe était le frère siamois des FARL, dont le CSPPA était la doublure. Les trois organisations agissaient en l'occurrence pour le compte de la République islamique, au même titre que le Jihad islamique et le Hezbollah. Ainsi, Action Directe avait revendiqué le meurtre de René Audran, le directeur des Affaires internationales au ministère de la Défense, lui aussi abattu de plusieurs coups de feu devant son domicile, le 25 janvier 1985. Les spécialistes du terrorisme avaient alors conclu que ce haut fonctionnaire avait été tué en représailles à « *l'interruption de la négociation sur la livraison d'armes françaises à l'Iran... (. . .) Cet acte de guerre* » (avait) eu un grand retentissement au ministère de la Défense. Des mesures (avaient) été prises pour la protection non seulement des hauts responsables des Armées, mais aussi des pilotes de la force aérienne nucléaire et des commandants de sous-marins atomiques. »<sup>656</sup> Le conflit qui opposait Paris et Téhéran étant de nature nucléaire, les acteurs de la force atomique française étaient des cibles toutes désignées pour des attentats iraniens.

Au mois de février 1987, trois mois après l'assassinat de Georges Besse, les principaux militants d'Action Directe, parmi lesquels les coupables présumés de ce meurtre, furent arrêtés dans une ferme, dans les environs d'Orléans. Les documents retrouvés dans cette planque établirent que « *l'une des prochaines victimes de*

---

<sup>650</sup> Ibid., p.

<sup>651</sup> *Le Figaro* du 21/11/86

<sup>652</sup> *Le Figaro* du 21/11/86

<sup>653</sup> *Le Monde* du 19/09/86

<sup>654</sup> Roland Jacquard, *Les dossiers secrets du terrorisme, op. cit.*

<sup>655</sup> in *Le Monde* du 1/11/86

*l'organisation, qui (échappa) in extremis à un enlèvement et peut-être à la mort, était un des responsables du Commissariat à l'énergie atomique. »*<sup>657</sup>

Le secrétaire général de Framatome figurait lui aussi en bonne place parmi les victimes des meurtres suivants<sup>658</sup>. Georges Besse fut assassiné le jour de la signature de l'accord partiel de règlement de 330 millions de dollars par la France à l'Iran. Son nom était associé à Eurodif, à un tel point qu'après sa mort, l'usine Eurodif fut rebaptisée « usine Georges Besse »<sup>659</sup>. Ce meurtre était un message d'une clarté limpide, à l'attention des autorités françaises. Il signifiait que la République islamique ne se contenterait pas du remboursement du prêt octroyé par le Shah. Le contentieux Eurodif était un dossier nucléaire, dont la conclusion ne tiendrait ni dans le versement de 330 millions, ni dans celui d'un milliard de dollars. Le remboursement de la dette française à l'égard de l'Iran ne pourrait se substituer à la régularisation de l'actionnariat de la République islamique dans le consortium Eurodif.

Peut-être les Iraniens se seraient-ils passés d'assassiner Georges Besse si l'affaire de l'Iranganate n'avait pas éclaté et si les convictions anti-occidentales de l'ayatollah Khomeiny n'avaient pas été aussi brutalement mises en doute. Le cadavre du fondateur d'Eurodif servit sans aucun doute de trophée au Guide de la Révolution, lequel put ainsi réaffirmer aux mollahs son intransigeance à l'égard des Occidentaux. Mais le fait est que la mort de Georges Besse ouvrit à la République islamique les portes d'Eurodif. Le 22 novembre 1986, une semaine après le meurtre, la France adressa à l'Iran son règlement de 330 millions de dollars<sup>660</sup>. Le vice-ministre iranien des Finances en accusa réception le jour même. « *L'annonce par le responsable iranien de ce premier remboursement fut assortie de quelques précisions modératrices. (. . .) Mehdi Navab (souligna) que cette somme constituait « le remboursement partiel du prêt d'un milliard de dollars consenti à la France en 1974*

---

<sup>656</sup> Roland Jacquard, *La longue traque d'Action directe*, op. cit.

<sup>657</sup> Roland Jacquard, *La longue traque d'Action directe*, op. cit.

<sup>658</sup> Après des PDG de Luchaire, de la Snecma, d'Air Liquide, de l'Aérospatiale, d'Ariane-Espace, de plusieurs militaires, d'un conseiller d'Etat et d'un pilote d'essai, in Roland Jacquard, *La longue traque d'Action directe*, op. cit. p. Action Directe avait passé des alliances avec d'autres organisations terroristes, notamment d'Allemagne fédérale. Dans ce pays également, ses cibles de prédilection étaient les patrons de l'industrie de l'armement et les responsables ministériels du même secteur. Les attentats anti-israéliens et antisémites étaient une autre de ses spécialités.

<sup>659</sup> Le 5 mars 1988, au cours d'une cérémonie solennelle, en présence d'André Giraud. In FR3, *Journal du soir*, le 5 mars 1988

*par le régime de l'ex-Shah » mais que le contentieux (Eurodif) « (comportait) d'autres éléments dont le règlement (était) en cours. » »<sup>661</sup>.*

Un mois plus tard, en décembre 1986, Reza Amrollahi, vice-Premier ministre et président de l'Organisation iranienne à l'énergie atomique, vint en France.<sup>662</sup> Ce voyage n'avait en soi rien d'extraordinaire puisque « *le patron du nucléaire iranien (était) un visiteur régulier à Paris.* »<sup>663</sup> Mais cette fois, Reza Amrollahi et les experts nucléaires qui l'accompagnaient se rendirent au Tricastin, dans la Drôme, où ils furent reçus à l'Usine Eurodif Actionnariat l'obligeait :

*« Lors de cette visite, Reza Amrollahi, avec plus d'insistance que les fois précédentes, (proposa) à la France de reprendre la coopération nucléaire. (. . .) À Matignon, on (confirma) que l'iranien (avait) fait des « ouvertures », mais on (assura) qu'il s'était heurté à une fin de non-recevoir. Cependant, une délégation d'industriels concernés par l'aspect « centrales nucléaires » du contentieux (Framatome, Spie Batignolles et Alsthom Atlantique), conduite par Jean-François Petit, patron d'Eurodif, (devait) se rendre prochainement à Téhéran. Une mission dont ... Matignon (assurait) qu'elle ne concernait que le contentieux - en parallèle avec la mission Trichet - et en aucun cas une éventuelle relance des projets »<sup>664</sup>.*

Cependant, la visite des Iraniens à Eurodif et celle des industriels nucléaires français en Iran ne réglèrent pas le contentieux. Aucun nouvel accord ne fut signé. Le 24 décembre 1986, un otage fut libéré, pour partie grâce à une médiation de l'OLP<sup>665</sup>. Mais le 13 janvier 1987, le journaliste Roger Auque fut enlevé à Beyrouth<sup>666</sup>. L'affaire pourrissait. Les Français, les Américains et les Israéliens attendaient la mort de Khomeiny, en espérant que Hachemi Rafsandjani serait son successeur et se montrerait un interlocuteur plus conciliant. Certains étaient tentés d'accélérer le

---

<sup>660</sup> *Le Matin* du 24/11/86

<sup>661</sup> *Le Matin* du 24/11/86

<sup>662</sup> *L'Express* du 9 au 15/01/87

<sup>663</sup> *L'Express* du 9 au 15/01/87

<sup>664</sup> *L'Express* du 9 au 15/01/87

<sup>665</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>666</sup> *Ibid.*, p.

mouvement. Ainsi, le 22 janvier 1987, Shimon Pérès, en visite à Paris, dit à François Mitterrand l'inquiétude que lui procurait une éventuelle débâcle de l'Iran face à l'Irak. Puis il enchaîna : « *Khomeiny est atteint d'un cancer. Il en a pour moins de deux ans. Il est paralysé des pieds. Deux successeurs possibles : Montazéri, le dur, ou Rafsandjani, l'opportuniste.* »<sup>667</sup> François Mitterrand lui répondit : « *Personne ne veut bouger et rien ne se passera.* »<sup>668</sup> En parlant de « *personne* » le Président Mitterrand faisait évidemment référence aux Américains, lesquels auraient pu, avec des complicités iraniennes, renverser le Guide de la Révolution et placer Hachemi Rafsandjani au pouvoir. Mais Ronald Reagan, emporté par la tourmente de l'Irangate, affaire qui faisait l'objet d'une enquête officielle et continuait à alimenter la Une des journaux, n'était pas en position de prendre le moindre risque de cette nature. Bien au contraire, le Président américain s'appliquait à resserrer ses liens avec le régime en place à Téhéran.

## 2.5. LA DIMENSION GEOSTRATEGIQUE INTERNATIONALE DU PROGRAMME NUCLEAIRE IRANIEN

Depuis la révélation de l'Irangate, la Chine avait pris le relais des États-Unis dans les ventes d'armes à l'Iran. De ce côté, tout allait bien sauf que la Chine, en assumant ces fournitures, se trouvait marginalisée. De fait, ses relations officielles avec les États-Unis, notamment au plan nucléaire, étaient compromises. Ainsi, le 27 février 1987, « *le rapport Tower sur l'Irangate (suscita) à Washington, dès sa publication, de nombreuses prises de position de membres du Congrès. Sans être toujours accablants pour le Président, les commentaires n'en (étaient) pas moins, dans l'ensemble) très sévères à son égard. (...) M. Schultz, secrétaire d'Etat, qui (avait) quitté Washington pour la Chine trois heures avant la publication du rapport Tottoer ; (avait) fait savoir aux journalistes qui l'accompagnaient dans son avion qu'il demanderait aux dirigeants de Pékin de cesser leurs ventes d'armes à l'Iran.* »<sup>669</sup> Evidemment, George Schultz tint aux dirigeants chinois un discours exactement inverse à celui qu'il avait tenu aux journalistes. En 1987, la République populaire fournit ainsi à elle seule 65 % des armes achetées par l'Iran<sup>670</sup>.

---

<sup>667</sup> Ibid.,p.

<sup>668</sup> Ibid.,p.

<sup>669</sup> Le Monde du 28/02/87

<sup>670</sup> Le Monde du 23/02/88

Mais cette situation bouleversait les projets nucléaires du Président Reagan. La coopération établie entre la Chine et l'Iran avait été révélée trois mois après le voyage de Hachemi Rafsandjani à Pékin. À Washington, elle entretenait une polémique entre les Républicains et leurs opposants Démocrates et empêchait l'approbation par le Congrès de l'accord de coopération nucléaire signé par les Présidents Reagan et Li Xinnian. Le rôle de premier plan tenu désormais par la Chine dans l'armement conventionnel de l'Iran démultipliait les pressions sur Pékin. La République populaire était doublement dénoncée, pour ses fournitures de technologies atomiques et pour ses ventes d'armes à Téhéran. Elle ne pouvait donc continuer à porter ouvertement le programme nucléaire de la République islamique. L'Allemagne fédérale, quant à elle, ne pouvait s'impliquer davantage dans les fournitures nucléaires à l'Iran. Les Chinois avaient justement été mis à contribution pour permettre aux Allemands de rester en retrait. Or, les relations entre Bonn et Téhéran s'étaient sérieusement dégradées depuis que l'Allemagne, elle-même dénoncée pour ses activités sur le chantier de Busher, avait freiné ses travaux. Les Iraniens lui reprochaient sa décision de ne pas terminer la construction de la centrale.<sup>671</sup> De fait, l'Allemagne fédérale était-elle aussi devenue la cible de prises d'otages, d'attentats et de meurtres de dirigeants des industries nucléaires et de l'armement. Ronald Reagan décida donc de faire intervenir de nouveaux partenaires, afin de relancer le chantier de Busher et l'ensemble du programme nucléaire de l'Iran. Il mit en place deux nouvelles sources d'approvisionnement pour la République islamique, en liaison avec la France.

Son premier choix se porta sur l'Argentine, pays qui présentait l'avantage d'être lié par d'importants accords de coopération avec la Chine et l'Allemagne fédérale, lesquelles ne se retirèrent pas du programme iranien. Au printemps 1987, les Iraniens signèrent donc un accord de coopération nucléaire en bonne et due forme avec les Argentins.<sup>672</sup> Celui-ci avait été négocié entre Buenos Aires et Téhéran avec l'assistance de l'Allemagne fédérale.<sup>673</sup> Il n'était en fait qu'un paravent, qui permettait aux Allemands de poursuivre discrètement leur coopération avec les Iraniens. « *La société ouest-allemande KWU (semblait) ne pas désirer apparaître au premier plan ... mais les liens de la firme allemande avec l'Argentine (étaient) bien connus : KWU (avait) joué un rôle majeur dans le programme nucléaire de Buenos Aires et (possédait) 25 % du capital d'Enace - l'entreprise argentine signataire du contrat*

---

<sup>671</sup> Le Monde du 15/10/87

<sup>672</sup> Le Monde du 15/10/87



avec l'Iran -, les 75 % restants étant détenus par la Commission argentine de l'énergie atomique »<sup>674</sup>. « Mal connu dans ses détails, cet accord... (semblait) déborder largement le domaine civil. (...) Des indices de plus en plus nombreux (laissaient) penser que l'Iran, tout en s'abritant derrière son programme civil (souhaitait) surtout faire rapidement partie des pays dits « du seuil », c'est à dire de ceux qui, comme Israël, l'Afrique du Sud le Pakistan, le Brésil et, justement, l'Argentine, (étaient) soupçonnés soit de posséder déjà... , soit d'être sur le point de maîtriser l'arme atomique, sans l'avoir jamais officiellement reconnu. »<sup>675</sup> L'un des volets de l'accord irano-argentin concernait la centrale de Busher. L'Iran signa un contrat avec « un consortium de sociétés argentines et espagnoles - conduit par la compagnie argentine Enace - pour achever la centrale de Busher ; ce qui lui (permet) d'accéder aux technologies allemandes : KWU (était en effet actionnaire) de la compagnie argentine Enace, qui (avait) conclu un accord avec Téhéran. »<sup>676</sup> En clair, les centrales nucléaires bâties par KWU en Argentine étaient les mêmes centrales américaines que celle dont l'entreprise allemande avait entrepris la construction en Iran. L'entreprise argentine Enace, dont l'Allemagne détenait 25 % du capital (c'est à dire la minorité de blocage), exportait donc en Iran des équipements et un savoir-faire américains, en partenariat avec l'Allemagne fédérale et, comme l'exigeait la règle, avec l'agrément de la Maison Blanche. Ainsi, les Etats-Unis s'abritaient derrière leur licencié allemand, lequel se cachait derrière l'Argentine. « Grâce à cet accord, la République islamique (espérait) compléter la centrale de Busher « le plus rapidement possible », (assura) M. Reza Amrollahi, président de l'Organisation iranienne à l'énergie atomique »<sup>677</sup>.

Un autre volet de l'accord concernait la fourniture d'uranium enrichi.<sup>678</sup> L'Argentine était dotée d'une usine d'enrichissement par diffusion gazeuse dont la technologie, « très difficile à mettre en œuvre » était semblable à celle des installations dont étaient équipés les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France pour leurs applications

---

<sup>673</sup> Le Monde du 10/03/87

<sup>674</sup> Le Monde du 10/03/87

<sup>675</sup> Le Monde du 15/10/87

<sup>676</sup> Le Monde du 15/10/87

<sup>677</sup> Le Monde du 15/10/87

<sup>678</sup> Le Monde du 15/10/87

militaires<sup>679</sup>. Pourtant, l'Allemagne en était le fournisseur officiel.<sup>680</sup> En France, deux usines, bâties tout près l'une de l'autre dans la Drôme, fonctionnaient selon ce procédé. Il s'agissait de celle dédiée aux armements atomiques français et de celle d'Eurodif. Ainsi, les Argentins, détenteurs de la technologie de l'enrichissement utilisée dans l'usine Eurodif et liés par un accord de coopération nucléaire avec l'Iran, devinrent également dès le printemps 1987 les fournisseurs d'uranium enrichi à la République islamique,<sup>681</sup> elle-même actionnaire du consortium européen. Peu après la signature de cet accord, l'usine argentine passa à des taux d'enrichissement de qualité militaire<sup>682</sup>.

Les autres termes de l'accord furent tenus secrets.<sup>683</sup> Le détail des technologies et des équipements qui devaient être transférés à l'Iran par l'Argentine ne fut pas communiqué.<sup>684</sup> Tout juste apprit-on que des techniciens nucléaires iraniens devaient recevoir une formation en Argentine<sup>685</sup>. Mais le 2 septembre 1987, six mois après la conclusion de l'accord :

*« Le président du Parlement iranien, M Rafsandjani, (laisa) entendre que le but de Téhéran (était) la maîtrise de l'arme atomique. Recevant les membres d'une unité de guerre des gardiens de la Révolution, il (estima) que les Musulmans devaient se doter d'une « arme de dissuasion » pour faire échec à l'arsenal de « l'hérésie mondiale », ajoutant que le monde ne s'était pas encore aperçu que l'Iran serait « bientôt capable de se défendre » contre les armes chimiques de l'Irak»<sup>686</sup>.*

Tout cela conduisit un haut fonctionnaire français à qualifier l'accord irano-argentin de « dangereux, car mal contrôlable »<sup>687</sup> Tel n'était pas l'avis du Président Mitterrand. Au mois d'octobre suivant, celui-ci fit un voyage officiel en Argentine. Le 6, premier jour de sa visite, il se rendit au siège de la Présidence pour un entretien

---

<sup>679</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>680</sup> Marie-Hélène Labbé, op. cit.

<sup>681</sup> Georges Le Guelte, op. cit. & *Le Monde* du 15/10/87

<sup>682</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>683</sup> *Le Monde* du 9/05/87

<sup>684</sup> *Le Monde* du 9/05/87

<sup>685</sup> *Le Monde* du 9/05/87

<sup>686</sup> *Le Monde* du 9/05/87

<sup>687</sup> *Le Monde* du 9/05/87

avec le Président Alfonsín. « *Je suis pour le désarmement, la suppression des bombes, mais la vraie bombe est celle du sous-développement* »<sup>688</sup>, déclara-t-il, soutenant ainsi le programme nucléaire militaire de l'Argentine et approuvant implicitement ses contrats d'exportation vers l'Iran.

Une large coopération nucléaire entre l'Argentine et l'Iran, comprenant l'achèvement de la centrale de Buser, la fourniture d'uranium enrichi, la formation de techniciens iraniens et la possibilité d'opérer des transferts de technologies incontrôlés fut donc signée au printemps 1987. L'Argentine était liée par une coopération nucléaire avec la Chine, mais elle était surtout l'associée de l'Allemagne au travers de l'entreprise Enace, signataire de l'accord avec l'Iran. Parallèlement à cet accord, qui réactivait la participation de Bonn, le Président Reagan mit en place un second accord, lequel remettait Pékin en selle. Le Pakistan, dont le programme nucléaire était développé avec la Chine, signa un accord de coopération avec l'Iran.<sup>689</sup> Dans le même temps, la France signa elle aussi un accord de coopération avec le Pakistan, en liaison avec la Chine. Une triangulaire s'établit ainsi entre Paris, Islamabad et Téhéran.

Jean-Bernard Raimond, ministre français des Affaires étrangères, se rendit en voyage officiel en Chine du 3 au 5 mai 1987, puis au Pakistan du 6 au 8 mai suivants.<sup>690</sup> Depuis Islamabad, il annonça la volonté de la France de reprendre « *une coopération nucléaire « non proliférante* » » avec le Pakistan.<sup>691</sup> Jean-Bernard Raimond pesait ses mots, tous les observateurs ayant à l'esprit la mésaventure de l'usine d'extraction du plutonium que la France avait vendue aux Pakistanais dans les années 70<sup>692</sup>. Sous la pression des Américains, les Français avaient dû en abandonner la construction et en céder les plans aux Pakistanais.<sup>693</sup> Depuis, le gouvernement d'Islamabad demandait des compensations, l'usine lui ayant coûté plus cher que ce que le contrat passé avec la France prévoyait<sup>694</sup>. Avant la visite de Jean-Bernard Raimond à Islamabad, les Pakistanais avaient proposé au gouvernement de Jacques Chirac que ce petit contentieux fût annulé, en échange de la vente de centrales nucléaires par la

---

<sup>688</sup> *Le Monde* du 8/10/87

<sup>689</sup> Général Gallois, in *Géopolitique* n° 64, janvier 1999

<sup>690</sup> *Le Monde* du 23/04/87 & *Le Monde* du 7/05/87

<sup>691</sup> *Le Monde* du 09/05/87

<sup>692</sup> *Le Monde* du 09/05/87

<sup>693</sup> Voir Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, op. cit., chapitre 8

<sup>694</sup> *Le Monde* du 7/05/87 & *Le Monde* du 9/05/87

France<sup>695</sup>. Publiquement, le gouvernement Chirac avait fait savoir qu'il préférait dissocier la nouvelle coopération nucléaire franco-pakistanaise et les éventuelles ventes de centrales nucléaires qui l'accompagneraient de la question des compensations financières.<sup>696</sup> Mais en réalité, il était désireux d'accepter la proposition du gouvernement pakistanais.

Le 22 mai 1987, une quinzaine de jours après le retour de Jean-Bernard Raimond, le ministre des Affaires étrangères pakistanais vint à Paris. Il s'entretint à nouveau de la coopération nucléaire franco-pakistanaise avec Jean-Bernard Raimond.<sup>697</sup> Le gouvernement Chirac annonça à l'Elysée qu'il était d'avis de vendre une centrale nucléaire au Pakistan.<sup>698</sup> L'agrément de François Mitterrand était nécessaire à la signature de ce contrat. En qualité de président de la République, François Mitterrand était en effet président du Conseil de politique nucléaire extérieure et décideur de ces fournitures. Le gouvernement Chirac sollicita donc son approbation.<sup>699</sup> Mais François Mitterrand ne la donna pas<sup>700</sup>. Il n'était pourtant pas hostile à la coopération nucléaire franco-pakistanaise, à la relance de laquelle il ne s'était pas opposé et qu'il poursuivrait par la suite. Simplement, il voulait que le Pakistan s'en tînt au rôle d'intermédiaire entre la France et l'Iran qui venait de lui être attribué. Par ailleurs, il ne souhaitait pas laisser à Jacques Chirac, par le biais de fournitures au Pakistan, la moindre latitude pour des concessions dans le règlement du contentieux nucléaire avec l'Iran. Enfin, il se conformait à la volonté des États-Unis, lesquels auraient eu le plus grand mal à maintenir leur aide militaire au Pakistan si la France lui avait livré une centrale. Cette aide était indispensable à la préservation des intérêts américains puisque l'Afghanistan, frontalier du Pakistan, était toujours occupé par les Soviétiques.<sup>701</sup> Or, en 1984, le Congrès avait voté l'amendement Pressler, lequel « *(interdisait) toute aide et toute vente d'armes à un Etat si le Président des États-Unis ne (pouvait) pas certifier que ce pays ne (possédait) pas d'armes nucléaires.* »<sup>702</sup> Depuis cette date, le Président Reagan était régulièrement obligé de « *certifier* » que

---

<sup>695</sup> *Le Monde* du 7/05/87

<sup>696</sup> *Le Monde* du 7/05/87

<sup>697</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>698</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>699</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>700</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>701</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>702</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

le Pakistan ne détenait pas d'armes atomiques.<sup>703</sup> Le maintien par le Congrès de l'aide militaire américaine à Islamabad ne reposait que sur ces fragiles mensonges. Il n'était donc pas question que la France vendît une centrale nucléaire au Pakistan.

Néanmoins, la coopération nucléaire entre la France et le Pakistan fut rétablie. Au printemps 1987, la France était donc liée au Pakistan, lui-même uni à l'Iran et à la Chine par des accords de coopération nucléaire. La Chine, dont la France était le principal fournisseur, entretenait une large coopération avec l'Argentine et l'Allemagne, ces dernières étant associées dans l'entreprise Enace, signataire d'un accord de coopération nucléaire avec l'Iran. La République islamique était donc alimentée en équipements et en technologies nucléaires par les couples germano-argentin et sino-pakistanaï, tous les intervenants de l'affaire ayant pour point commun d'être liés par une coopération nucléaire avec la Chine, elle-même fournie par la France.

Pendant l'été 1987, à l'occasion d'une crise entre la France et l'Iran, le rôle d'intermédiaire attribué au Pakistan prit un caractère officiel. Tout commença le 29 mai 1987. Ce jour-là, le juge Boulouque, chargé d'instruire le dossier des attentats du mois de septembre 1986, délivra des commissions rogatoires concernant trois Iraniens de l'ambassade, « *dont deux employés de bas niveau ... et Wahid Gordji* ». <sup>704</sup> Officiellement, Wahid Gordji, qui faisait office de traducteur, était un *attaché de l'ambassade d'Iran en France* <sup>705</sup>. Mais il n'était pas un simple fonctionnaire. Il était étroitement associé aux négociations sur le contentieux Eurodif entreprises par gouvernement Chirac avec l'Etat iranien. Le Premier ministre l'avait même reçu à son bureau, le 20 janvier 1987, en présence d'un ministre iranien et en dehors de toute concertation avec le Président Mitterrand <sup>706</sup>. Le même jour, Jacques Chirac s'était entretenu en privé avec Ali Ahani, le directeur pour l'Europe et l'Amérique au ministère iranien des Affaires étrangères. <sup>707</sup> Ce responsable iranien était venu à Paris pour remettre à Jacques Chirac un message du Premier ministre de la République islamique. <sup>708</sup> Jacques Attali rapporte ainsi ce rendez-vous : « *Incredible imprudence*

---

<sup>703</sup> Ibid., p.

<sup>704</sup> Ibid., p.

<sup>705</sup> Ibid., p.

<sup>706</sup> Ibid., p.

<sup>707</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.* & *Le Monde* du 23/01/87

<sup>708</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

*ou insigne courage : le Premier ministre a négocié seul, dans son bureau, la libération des otages !* »<sup>709</sup> Selon l'ancien conseiller du Président Mitterrand, Jacques Chirac se serait entendu avec le gouvernement iranien pour que les derniers otages français fussent libérés entre les deux tours de l'élection présidentielle, fixée au printemps 1988.<sup>710</sup> Cette manœuvre, si elle se vérifiait, était bien évidemment destinée à favoriser l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République.

Au mois de mars 1987, sept terroristes de la filière iranienne avaient été arrêtés.<sup>711</sup> Ils préparaient alors, « *sous le contrôle de l'ambassade iranienne, des attentats à Paris avec des explosifs comparables à ceux utilisés rue Rennes* » lors de l'attentat du mois de septembre 1986.<sup>712</sup> Ils avaient été entendus par le juge Boulouque. « *Au cours de leur interrogatoire, plusieurs des principaux inculpés... (n'avaient) pas fait mystère de leurs relations avec Gordji.* »<sup>713</sup> Le magistrat avait donc délivré une commission rogatoire, laquelle devait lui permettre d'entendre Wahid Gordji. Sa décision avait beaucoup ennuyé Jacques Chirac. Le Premier ministre s'appliquait en effet à masquer la responsabilité de la République islamique dans les vagues d'attentats parisiens, afin de pouvoir poursuivre son rapprochement avec l'Iran. « *Le gouvernement (laisait) entendre que les responsabilités (étaient) syriennes. Or la main iranienne y (semblait) omniprésente, ce qui (plongeait) ledit gouvernement dans un grand embarras : cela (remettait) en effet en cause la politique de normalisation avec l'Iran* », raconte Jacques Attali<sup>714</sup>.

Jacques Chirac ne voulait donc à aucun prix que Wahid Gordji fût entendu, voire inculpé par le juge Boulouque. Pour que cela ne se produisît pas, l'attaché iranien fut prévenu de la délivrance de la commission rogatoire. Selon des informations recueillies par Jacques Attali :

« *Didier Destremeau, responsable du dossier Proche-Orient au Quai d'Orsay, (rencontra) Wahid Gordji dans une brasserie tout près de l'Ecole Militaire, le 1<sup>er</sup> juin dans l'après-midi, soit deux jours après le*

---

<sup>709</sup> Ibid., p.

<sup>710</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.* : Jacques Attali raconte le rendez-vous qui a eu ce jour-avec Ali Ahani et Wahid Gordji en pointillés, à des dates successives, qui sont le 20 janvier 1987, le 21 janvier 1987, le 2 juillet 1987 et le 4 mai 1988, jour de la libération des derniers otages.

<sup>711</sup> Ibid., p.

<sup>712</sup> Ibid., p.

<sup>713</sup> Ibid.,p.

*lancement, par le juge Boulouque, de trois commissions rogatoires, dont une concernant nommément Gordji»<sup>715</sup>*

Les policiers qui allaient chercher Wahid Gordji à son domicile ne le trouvèrent pas. Son père affirma qu'il était parti pour Genève. La presse relayait l'information selon laquelle il avait quitté la France.<sup>716</sup> Le juge Boulouque cessa donc de le chercher à Paris. En fait, Wahid Gordji s'était discrètement réfugié à l'ambassade d'Iran. « *Les conséquences diplomatiques et politiques (de la commission rogatoire du juge Boulouque) (étaient) circonscrites. Le chargé d'affaires iranien (avait) fait une protestation diplomatique en bonne et due forme. Téhéran (n'avait) pas réagi excessivement, sans doute parce qu'il n'y (avait) pas eu d'arrestation d'iraniens. Mais tout basculerait si Gordji, au lieu de rester tranquillement là où l'on (supposait) qu'il se (trouvait), se (faisait) arrêter. On entrerait alors dans un processus extrêmement grave...* »<sup>717</sup>.

Le 28 juin 1987, « *sur Europe 1, Charles Villeneuve (révéla) la présence de Wahid Gordji à l'ambassade d'Iran. Le gouvernement le savait déjà, mais ne voulait pas le savoir* » raconte Jacques Attali. À Téhéran, le 14 juillet, jour de la fête nationale française, « *Paul Torri, premier secrétaire de l'ambassade de France, (fut) officiellement accusé d'espionnage. Il fut convoqué pour être entendu par la justice islamique.* »<sup>718</sup> Jacques Chirac, qui voulait éviter une crise ouverte avec l'Iran, essaya de débloquer la situation en faisant discrètement appel à l'Algérie.<sup>719</sup> Jean-Bernard Raimond, son ministre des Affaires étrangères, tenta pour sa part une escapade en Afrique, où plusieurs « anciennes » colonies françaises abritaient des régimes proches de la République islamique. Jacques Attali raconte : « *Dès la fin des cérémonies du 14 juillet, il (s'envola) pour l'Afrique, comme si de rien n'était. Fureur du Président. Un Mystère 20, dépêché en catastrophe à Dakar, le ramena discrètement à Paris dans la nuit* »<sup>720</sup>.

---

<sup>714</sup> Ibid., p.

<sup>715</sup> Ibid., p.

<sup>716</sup> Ibid., p.

<sup>717</sup> Ibid., p.

<sup>718</sup> Ibid., p.

<sup>719</sup> Ibid., p.

<sup>720</sup> Ibid., p.

Enfin, Jacques Chirac et François Mitterrand s'entendirent sur une proposition de la France à l'Iran. Elle était la suivante : Wahid Gordji serait entendu par le juge Boulouque, au Palais de Justice. Le magistrat « *recourrait à un autre canal que celui de la commission rogatoire délivrée à la DST* » le service de contre-espionnage français.<sup>721</sup> En d'autres termes, la procédure ne serait pas tout à fait orthodoxe. L'audience ne serait qu'une simple formalité, destinée à sauver la face des autorités françaises (qui auraient interrogé le terroriste) et iraniennes (dont le représentant serait absout). Cela permettrait, « *si Gordji n'était pas inculqué* » que celui-ci fût expulsé vers le Pakistan ou l'Algérie.<sup>722</sup> Le président de la République et le Premier ministre ne divergeaient, à en croire Jacques Attali, que sur le dernier point de cette proposition. François Mitterrand voulait que les cinq otages français encore détenus au Liban fussent libérés en échange du départ de Wahid Gordji. Jacques Chirac partait du principe qu'il ne fallait pas demander la libération de plus de deux otages aux Iraniens, faute de « *casser la négociation* ». <sup>723</sup> Le Premier ministre pensait peut-être aux conversations privées qu'il avait eues avec des responsables iraniens, le 20 janvier précédent. Le message final fut délivré à la République islamique par un envoyé du gouvernement Chirac, à Genève.

Le 16 juillet 1987, les Iraniens rejetèrent la proposition française. Ils exigèrent que Wahid Gordji pût quitter librement leur ambassade et menacèrent de rompre leurs relations diplomatiques avec la France. C'était l'impasse. Les Français ne pouvaient laisser partir Wahid Gordji, alors que la presse faisait le siège de l'ambassade. Ils ne pouvaient pas davantage attendre que les Iraniens rompissent leurs relations diplomatiques avec la France. Téhéran aurait alors donné l'impression d'avoir le pouvoir de sanctionner Paris. La France se serait trouvée en position de faiblesse. Le Président Mitterrand demanda donc à Jacques Chirac de prendre l'initiative et de rompre lui-même avec Téhéran. Le 17 juillet, après avoir beaucoup « *tergiversé* » le Premier ministre rompit les relations diplomatiques avec l'Iran. Il venait de perdre une bataille. La normalisation avec la République islamique, qu'il avait entreprise tambour battant dès sa nomination à Matignon, était suspendue. La responsabilité de cet échec lui incombait puisque la crise était née de sa volonté de protéger Wahid Gordji et de masquer la responsabilité de l'Iran dans les attentats parisiens. Le



lendemain de la rupture, 18 juillet 1987, les États français et iraniens remirent leurs intérêts à des pays amis. La France choisit l'Italie, deuxième grand actionnaire d'Eurodif juste après la France. L'Iran choisit le Pakistan.<sup>724</sup> La crise traîna en longueur durant tout l'été et une bonne partie de l'automne. Wahid Gordji était reclus dans l'ambassade iranienne à Paris. Les Iraniens retenaient Paul Torri, le diplomate français en poste à Téhéran, au prétexte d'activités d'espionnage. Il s'agissait, selon l'expression employée par Jean-Bernard Raimond, d'une « *mesure de réciprocité* ». <sup>725</sup>

Les Français, s'ils ne voulaient pas que Paul Torri croupît dans une prison iranienne, seraient obligés de relâcher Wahid Gordji. Les Iraniens faisaient par ailleurs doucement pression sur le Premier ministre. Ainsi, le 1er août 1987, « *le Président iranien (laissa) entendre que le RPR (avait) bloqué la libération des otages, en mars 1986. Chirac (était) fou de rage* ». En France, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, refusait de remettre à l'Élysée le rapport de la DST concernant Wahid Gordji. Il prétendait que ce document n'existait pas. De même, il perdait la mémoire des preuves qu'il affirmait, au mois de juillet précédent, détenir contre l'attaché iranien. La situation se débloqua à la fin du mois de novembre 1987. Le 27, deux otages français du Liban furent relâchés. Il en resta donc trois dans les geôles des environs de Beyrouth. Le lendemain, Jacques Chirac alla accueillir les deux captifs qui venaient d'être libérés à l'aéroport d'Orly. Peu avant leur arrivée, il déclara aux journalistes : « *Cette libération de deux otages, dont nous n'imaginons pas qu'elle ne puisse pas et ne doive pas être suivie de celle de tous les autres, nous fait progresser naturellement vers un règlement des contentieux que nous avons avec l'Iran et donc vers un rétablissement de relations normales avec ce pays.* » <sup>726</sup> Le surlendemain, 29 novembre, « *Wahid Gordji (quitta) l'ambassade d'Iran à Paris pour le Palais de Justice. Il y (fut) entendu par le juge Boulouque, lequel estima qu'il (n'existait) « pas de charges devant entraîner son inculpation »* ». <sup>727</sup> Le juge Boulouque avait suivi les réquisitions du Parquet <sup>728</sup>, lequel avait adopté la position du gouvernement. Wahid

---

<sup>724</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>725</sup> Ibid., p.

<sup>726</sup> *Le Monde* du 1/12/87

<sup>727</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>728</sup> *Le Monde* du 1/12/87

Gordji quitta donc libre le Palais de Justice.<sup>729</sup> Il fut aussitôt conduit au Bourget, d'où il s'envola pour Karachi, au Pakistan. Le lendemain, 30 novembre, il fut échangé contre Paul Torri, sur l'aéroport de Karachi.<sup>730</sup> Le 1er décembre, Jean-Bernard Raimond annonça que le volet financier du contentieux Eurodif allait probablement « franchir un « nouveau pas »... et qu'une « nouvelle avance sur le solde final » du remboursement du prêt iranien d'un milliard de dollars au CEA « pourrait intervenir rapidement » ». <sup>731</sup> Quelques jours plus tard, la France effectua un deuxième versement de 330 millions de dollars à la République islamique.<sup>732</sup>

Dès lors, plus rien ne bougea. Les relations diplomatiques entre la France et l'Iran ne furent pas rétablies et aucun otage supplémentaire ne fut libéré. Les élections présidentielles françaises devaient se tenir cinq mois plus tard. Les Iraniens attendirent donc cette échéance, en espérant que leur interlocuteur le plus complaisant, qui était Jacques Chirac,<sup>733</sup> s'installerait à l'Élysée. Le premier tour des élections se tint le 24 avril 1988. Son résultat était en faveur du Président en place.<sup>734</sup> Jacques Attali se rappelle : « l'annonce des premiers résultats, (le diplomate) François Bujon me (téléphona) : « J'ai déjà vu Chirac accuser un coup, mais là, il m'a effrayé : on aurait dit un automate dont on avait perdu la clé. » »<sup>735</sup>.

Quatre jours plus tard, le 28 avril, Jacques Chirac et François Mitterrand s'affrontèrent dans le traditionnel débat télévisé d'entre les deux tours. L'après-midi, le Président prévint Jacques Attali que si Jacques Chirac l'accusait de laxisme envers les terroristes, il lui parlerait de Wahid Gordji.<sup>736</sup> Or, comme s'en doutait François Mitterrand, le Premier ministre l'attaqua sur ce terrain lors de leur face à face. Les Français assistèrent alors à un duel surréaliste auquel ils ne pouvaient comprendre un traître mot puisque les enjeux de la crise iranienne ne leur avaient pas été révélés. Tout juste pouvaient-ils se faire une opinion, au doigt mouillé, sur celui des deux candidats qui mentait le plus, ou le mieux.

---

<sup>729</sup> *Le Monde* du 1/12/87

<sup>730</sup> *Le Monde* du 1/12/87

<sup>731</sup> *Le Monde* du 3/12/87

<sup>732</sup> *Le Monde* du 1/12/87 & *Le Monde* du 31/12/91

<sup>733</sup> *Le Monde* du 7/05/88

<sup>734</sup> François Mitterrand obtint 34,09 % des suffrages exprimés. Il était suivi de Jacques Chirac avec 19,94 % des voix, Raymond Barre avec 16,54 %, Jean-Marie Le Pen avec 14,39 % et André Lajoinie avec 6,76 %. In Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>735</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>736</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

Jacques Chirac ouvrit son offensive en parlant des militants d'Action Directe. « *Lorsque vous avez été élu président de la République et lorsque vous avez formé votre gouvernement, Rouillan et Ménigon étaient en prison, c'est un fait. Ensuite, ils sont sortis. Et vous me dites : « Je ne les ai pas graciés, je ne les ai pas amnistiés. Ils ont dû sortir par l'opération du Saint-Esprit1» »* lança-t-il.<sup>737</sup> Jean-Marc Rouillan avait bénéficié d'une amnistie présidentielle en 1981, alors qu'il était emprisonné pour avoir fait exploser un an plus tôt une bombe devant le ministère du Travail.<sup>738</sup> Cet attentat artisanal n'avait fait aucune victime. Quant à Nathalie Ménigon, la cour d'appel ayant refusé sa mise en liberté, elle avait été relâchée - à la demande du Parquet, lui-même « *soumis aux instructions du gouvernement* » pour raisons médicales.<sup>739</sup>

Jacques Chirac poursuivit : « *Nous avons eu beaucoup mal à les retrouver. Nous les avons retrouvés, nous les avons mis en prison. Hélas! Entre-temps, ils avaient assassiné Georges Besse et le général Audran.* » François Mitterrand : « *Vous en êtes là, monsieur le Premier ministre ?* » Jacques Chirac : « *Oui.* »

François Mitterrand : « *C'est bien triste. Et pour votre personne et pour votre fonction. Que d'insinuations en quelques mots* »<sup>740</sup>. Le Président justifia les libérations de Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, puis il contre-attaqua : « *Je suis obligé de dire que je me souviens des conditions dans lesquelles vous avez renvoyé en Iran M Gordji, après m'avoir expliqué, à moi, dans mon bureau, que son dossier était écrasant et que sa complicité était démontrée dans les assassinats qui avaient ensanglanté Paris à la fin de 1986 Voilà pourquoi je trouve indigne de vous l'ensemble de ces insinuations* »<sup>741</sup>.

Jacques Chirac : « *Monsieur Mitterrand, tout d'un coup vous dérapez dans la fureur concentrée. (...) Est-ce que vous pouvez dire, en me regardant dans les yeux, que je vous ai dit que nous avions dit que Gordji était coupable de complicité ou d'actions ... alors que je vous ai toujours dit que cette affaire était du seul ressort du juge, que je n'arrivais pas à savoir... ce qu'il y avait dans le dossier et que, par conséquent, il*

---

<sup>737</sup> Franz-Olivier Giesbert, *Le Président*, Points Actuels-Le Seuil, 1990

<sup>738</sup> in *Le Matin* du 1/12/86

<sup>739</sup> Franz-Olivier Giesbert, op. cit.

<sup>740</sup> Franz-Olivier Giesbert, op. cit.

<sup>741</sup> Ibid., p..

*n'était pas possible de dire si, véritablement, Gordji était ou non impliqué dans cette affaire? (. . .) Pouvez-vous vraiment contester ma version des choses en me regardant dans les yeux? »*

François Mitterrand : « *Dans les yeux, je la conteste.* »<sup>742</sup>

Dans l'après-midi du 4 mai 1988, quatre jours avant le second tour des élections, François Mitterrand reçut un appel du Président syrien Hafez el Assad. Celui-ci lui annonça que les derniers otages français du Liban seraient libérés dans la soirée.<sup>743</sup> Le 5 mai, les otages rentrèrent à Paris. Jacques Chirac alla les accueillir à l'aéroport d'Orly. À cette occasion, il remercia l'Iran et annonça :

*« Le rétablissement de relations normales avec ce pays pouvait être envisagé ». M. Chirac fut entendu à Téhéran. Quelques heures (Plus tard) ... , le gouvernement iranien (salua) « l'attitude positive » de Paris envers la République islamique : « En tenant compte de l'évolution intervenue entre les deux pays depuis la nomination de M Chirac et l'attitude positive de la France à l'égard des conditions iraniennes, l'Iran a demandé aux Libanais d'aider la France en vue de la libération (des otages), (déclara) le vice-Premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayeri. » »<sup>744</sup>*

Depuis la nomination de Jacques Chirac, la presse regorgeait d'interrogations concernant la monnaie d'échange qui permettait au gouvernement d'obtenir le retour des otages. Les rumeurs les plus courantes concernaient le paiement de rançons.<sup>745</sup> Les déclarations du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, affirmant : « *Nous n'avons accordé quelque subside que ce soit à personne. Nous n'avons cédé à aucune revendication* »<sup>746</sup>, ils abusaient pas les observateurs. En effet, de telles « *déclarations, (laissaient) supposer que le*

---

<sup>742</sup> Ibid., p. .Jacques Attali rapporte ce dialogue. Mais il en coupe toute la première partie, celle au cours de laquelle Jacques Chirac accusa François Mitterrand d'être responsable de la mise en liberté de Jean-Marc Rouillon et Nathalie Ménigon. Il écrit en effet : « *à leur arrivée sur le plateau, les candidats ont de la peine à se serrer la main. Le débat vient sur l'affaire Gordji. François Mitterrand : « Je suis obligé de dire les conditions dans lesquelles, etc.»* Dans le témoignage de Jacques Attali, « *mis à la disposition des citoyens qui, pour exercer leurs droits, doivent en savoir davantage sur l'exercice du pouvoir et ceux à qui ils le délèguent.* » Action Directe a disparu du débat. De fait, il ne subsiste aucune trace de la mention des assassinats de Georges Besse et René Audran. In Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>743</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>744</sup> *Le Monde* du 1/12/87

<sup>745</sup> in *Le Monde* du 1/12/87

*gouvernement (avait) réalisé une grande première : obtenir la libération d'otages sans la moindre contrepartie.* »<sup>747</sup> Toute la question était de savoir de quelle nature était cette contrepartie. La réponse était simple. Jacques Chirac avait accordé à la République islamique ce qu'elle réclamait depuis près de dix ans.

Le 6 mai, lendemain du retour des otages et avant-veille du second tour de l'élection présidentielle, les termes d'un accord concernant la normalisation des relations entre la France et l'Iran, passé par les gouvernements français et iranien, furent publiés. « *Paris et Téhéran (étaient) convenues de reprendre leurs relations diplomatiques au terme de trois étapes étalées sur quarante jours à compter du retour des derniers otages français au Liban... ( . . . ) Des conversations entre Eurodif et l'Organisation iranienne à l'énergie atomique (devaient) commencer « dès la première phase des normalisations et parallèlement à celles-ci » ... De plus, Paris (avait) proposé à Téhéran « d'examiner » une « participation directe de l'Iran au capital d'Eurodif » et des garanties politiques - non précisées - au gouvernement iranien pour « l'octroi sans restriction », par le gouvernement français, de licences d'exportation d'uranium enrichi d'Eurodif vers l'Iran. L'examen de ces deux propositions (dépendait) de « la formalisation d'un accord global et définitif » sur le contentieux Eurodif qui (passait), entre autres, par des négociations entre le groupement Framatome-Spie-Batignolles-Alstom et l'Organisation iranienne à l'énergie atomique.* »<sup>748</sup> Ces négociations concernaient les compensations financières demandées par l'entreprise Framatome et le groupement d'industriels qu'elle conduisait au titre de la rupture, par les Iraniens, du contrat des deux centrales de Karun :

*« Les négociateurs français (avaient) toutefois souligné à leurs interlocuteurs iraniens que :*

*1/ (C'était) aux actionnaires d'Eurodif et non au gouvernement français qu'il appartenait d'accepter que l'Iran (eût) un statut « d'actionnaire plein ».*<sup>749</sup> Cette disposition visait à remplacer l'actionnariat de l'Iran dans la Sofidif (Société franco-iranienne de diffusion gazeuse), elle-

---

<sup>746</sup> in *Le Monde* du 7/05/88

<sup>747</sup> in *Le Monde* du 7/05/88

<sup>748</sup> Christian Millet, dépêche AFP, rubrique « *Politique France* » : le 6 mai 1988

<sup>749</sup> Christian Millet, dépêche AFP, rubrique « *Politique France* » : le 6 mai 1988

même actionnaire d'Eurodif, par un actionnariat direct de l'Etat iranien dans Eurodif. L'accord des autres pays associés dans le consortium, qui étaient l'Italie, l'Espagne et la Belgique, était donc indispensable.

2/ « (C'était) le président de la République François Mitterrand qui (présidait) le Conseil de politique nucléaire extérieure, dont l'aval était nécessaire »<sup>750</sup>. La référence à l'autorité du Président Mitterrand pouvait avoir deux sens différents. Soit elle signifiait que le processus de normalisation ainsi défini avait reçu l'agrément de François Mitterrand, soit elle tenait de la clause de style. En effet, deux jours plus tard, soit François Mitterrand serait réélu - il nommerait alors un Premier ministre de gauche et conduirait à sa guise la normalisation des relations avec l'Iran : en respectant l'engagement du gouvernement Chirac s'il était également le sien, ou sur de nouvelles bases, si ce processus n'avait pas reçu sa caution - ; soit Jacques Chirac serait élu et le Conseil de politique nucléaire extérieure serait placé sous sa propre autorité. Seule la suite des événements pourrait, peut-être, dire ce qu'il en était.

« Les négociateurs avaient également fait savoir aux autorités iraniennes que, si elles le souhaitaient, le ministre français des Affaires étrangères pourrait « envisager » d'effectuer une visite à Téhéran après l'échange d'ambassadeurs. »<sup>751</sup> Une telle visite, si elle intervenait, serait un événement. Depuis la Révolution islamique, en 1979, aucun ministre français n'avait fait le déplacement à Téhéran. Le dialogue franco-iranien n'avait été fait, au cours des neuf dernières années, que de meurtres, d'attentats, de prises d'otages (côté iranien) et de bombardements par Irakiens interposés (côté français). Le cas échéant, il s'agirait donc d'un signal fort, marquant la reprise de relations amicales, ou pour le moins équilibrées entre la France et l'Iran.

## 2.6. LE RETOUR A LA NORMALITE DE LA COOPERATION FRANCO-IRANIENNE

Le 8 mai 1988, François Mitterrand remporta l'élection présidentielle avec 54,02 % des suffrages exprimés, contre 45,98 % à Jacques Chirac.<sup>752</sup> Le 16 juin, les relations

---

<sup>750</sup> Ibid.,

<sup>751</sup> Ibid.,

<sup>752</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

diplomatiques entre la France et l'Iran furent rétablies.<sup>753</sup> Les derniers otages étaient rentrés le 5 mai précédent. Il s'était donc écoulé, conformément à l'accord franco-iranien publié entre les deux tours de l'élection présidentielle, quarante jours entre leur libération et la reprise des relations diplomatiques. Cela ne signifiait pas que François Mitterrand se conformerait par la suite au processus de normalisation défini par Jacques Chirac et son homologue iranien. Mais cela montrait que la première décision du président de la République en respectait les dispositions. Durant les mois qui suivirent, les négociations entre Paris et Téhéran se déroulèrent exclusivement en coulisses. Rien ne fut communiqué à la presse. La fin de l'année 1988 fut consacrée à l'arrêt de la guerre Irak-Iran, comme en avaient décidé les Américains. Le 20 juillet 1987, l'ONU avait voté une résolution demandant un cessez le feu entre les deux belligérants. Les Iraniens l'avaient refusé.<sup>754</sup> Au mois d'avril 1988, les Etats-Unis étaient directement intervenus dans le conflit, en détruisant la majeure partie de la flotte iranienne.<sup>755</sup> Trois mois plus tard, le 3 juillet 1988, un Airbus de la compagnie Iran-Air fut abattu par un missile tiré par un croiseur américain au nom bien français, le Vincennes. 290 personnes furent tuées.<sup>756</sup> Officiellement, il s'agissait d'une « méprise » de l'armée américaine.<sup>757</sup> Mais les commentaires venus des capitales occidentales, liant la destruction de l'Airbus à la nécessité pour l'Iran d'accepter un cessez-le-feu ne laissaient planer guère de doute quant au professionnalisme des militaires américains. Ainsi, « *les principaux alliés des Etats-Unis..., tout en déplorant la catastrophe, ne {remirent} pas en question le droit d'intervention armée des États-Unis. (. ..) Le président du Conseil italien {déclara} : « Ce nouvel épisode atroce incitera le gouvernement italien à multiplier ses efforts afin que se développe une initiative concrète de paix dans cette région tourmentée du monde.»* »<sup>758</sup> Le communiqué du ministère français des Affaires étrangères disait à peu près la même chose.<sup>759</sup> « *Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères {exprima} également cet espoir au moyen d'une « application intégrale de la résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations Unies », résolution sur le conflit dans le Golfe acceptée par*

---

<sup>753</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>754</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>755</sup> *Ibid.*, p.

<sup>756</sup> *Ibid.*, p.

<sup>757</sup> *Le Monde* du 5/07/88

<sup>758</sup> *Le Monde* du 5/07/88

<sup>759</sup> *Le Monde* du 5/07/88

*l'Irak mais refusée par l'Iran.* »<sup>760</sup> Quinze jours plus tard, le 18 juillet 1988, l'ayatollah Khomeiny accepta « *comme on absorbe un poison* »<sup>761</sup> de décréter le cessez-le-feu, selon la résolution 598 de l'ONU.<sup>762</sup> La guerre Irak-Iran, qui avait duré huit ans et fait 1 500 000 victimes, dont près de deux tiers d'Iraniens,<sup>763</sup> était terminée.

Les négociations franco-iraniennes aboutirent, le 3 février 1989, au voyage officiel en Iran de Roland Dumas, ministre français des Affaires étrangères. François Mitterrand continuait donc à se conformer à la lettre à l'accord franco-iranien publié entre les deux tours de l'élection présidentielle. En outre, Roland Dumas débarqua à Téhéran pour le lancement des fêtes célébrant le dixième anniversaire de la Révolution islamique.<sup>764</sup> L'Etat français ne pouvait mieux exprimer sa reconnaissance du régime des ayatollahs et sa volonté de normaliser ses relations avec lui. « *Les principaux objectifs de M. Dumas (étaient) d'ordre financier, économique et commercial. Il (s'agissait) en premier lieu de relancer les discussions pour le règlement du contentieux franco-iranien. (. . .) « Je viens en Iran avec la volonté de relancer notre coopération », (déclara) vendredi 3 février M. Dumas au journal Téhéran Times.* »<sup>765</sup> Le 5 février, Français et Iraniens annoncèrent « *une première décision : la République islamique (avait) désigné une personnalité de rang ministériel qui (serait) chargée de mener à bien (l'apurement du contentieux Eurodif) et la France (nommerait) prochainement à son tour un maître d'œuvre.* »<sup>766</sup>

Cette nomination ne put intervenir aussi rapidement que prévu. Le 14 février 1989, une semaine après la visite de Roland Dumas, l'ayatollah Khomeiny lança une *fatwa* contre l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie dont le quatrième roman, intitulé *Les Versets sataniques*, constituait selon lui une « *offense à l'Islam, au Prophète et au Coran* ». <sup>767</sup> La fatwa était un décret religieux qui faisait obligation, pour tous les musulmans de la planète, d'assassiner celui qui en était frappé. Six jours plus tard, le 20 février, les ministres des Affaires étrangères de la Communauté

---

<sup>760</sup> *Le Monde* du 5/07/88

<sup>761</sup> *Géopolitique* n°64, janvier 1999

<sup>762</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, op. cit.

<sup>763</sup> Général Gallois in *Géopolitique* n°64, janvier 1999

<sup>764</sup> *Le Monde* du 3/02/89 & *Le Monde* du 5.6/02/89

<sup>765</sup> *Le Monde* du 5.6/02/89

<sup>766</sup> *Le Monde* du 7/02/89

<sup>767</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.



économique européenne décidèrent, en guise de protestation, de rappeler leurs ambassadeurs en Iran.<sup>768</sup> Les discussions sur le contentieux Eurodif furent suspendues. Cela n'empêcha pas François Mitterrand de signifier publiquement que le temps où la France, contrairement à ses alliés occidentaux, s'interdisait de commercer avec l'Iran était révolu. Le 18 mai 1989, le président de la République donna une conférence de presse à l'Élysée. Interrogé sur les relations franco-iraniennes, il répondit : « *J'ai ..., avec le gouvernement de M. Michel Rocard rétabli les relations diplomatiques avec l'Iran, jusqu'à ce que de nouveaux événements viennent troubler l'atmosphère. Nous avons observé que, dans les périodes précédentes, l'attitude de la France n'avait pas été très contagieuse et que, si nous avions renoncé à un certain nombre d'avantages qui se traduisent dans des contrats de toutes sortes avec ce pays, pendant ce temps, beaucoup de vertueux vendaient beaucoup de choses. Nous voulons bien être vertueux, nous ne voulons pas être naïfs.* »<sup>769</sup> Une quinzaine de jours plus tard, le 4 juin 1989, la nouvelle attendue dans toutes les capitales occidentales tomba enfin : l'ayatollah Khomeiny était mort.<sup>770</sup> Le 28 juillet, l'ayatollah Rafsandjani, ancien président du Parlement, fut élu président de la République islamique avec 94,5 % des voix.<sup>771</sup> Le même jour, un référendum permit l'approbation d'une réforme constitutionnelle qui renforçait les pouvoirs présidentiels.<sup>772</sup>

Au cours de l'été, malgré la disparition de Khomeiny et « l'élection », tellement espérée par les Occidentaux, de Hachemi Rafsandjani à la Présidence iranienne, les négociations entre les gouvernements de Paris et Téhéran ne reprirent pas. La France, contrairement à l'annonce faite lors du voyage de Roland Dumas à Téhéran, n'avait toujours pas nommé de négociateur du contentieux Eurodif. Les Iraniens, pour leur part, avaient désigné leur représentant depuis la visite du ministre français des Affaires étrangères, six mois plus tôt.<sup>773</sup> Il s'agissait de Mahmoud Vaezi, leur vice-ministre des Affaires étrangères.<sup>774</sup> De fait, « *fin août 1989, les menaces syro-iraniennes contre la France se (firent) très précises* ». <sup>775</sup> Téhéran et Damas « *étaient*

---

<sup>768</sup> Ibid., p.

<sup>769</sup> *Le Monde* du 20/05/89

<sup>770</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>771</sup> Ibid., p.

<sup>772</sup> Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit. & Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, op. cit.

<sup>773</sup> *Le Monde* du 7/02/89

<sup>774</sup> *Le Monde* du 28/10/89

<sup>775</sup> Pierre Péan, *Vol VTT 772*, Stock, 1992

*particulièrement déchaînées contre Paris.* »<sup>776</sup> Officiellement, les gouvernements syrien et iranien reprochaient à la France « *le déploiement de ses forces navales... au large de Beyrouth.* »<sup>777</sup> Ces manœuvres, significatives du soutien de la France au général Aoun,<sup>778</sup> lui-même en lutte contre le gouvernement fantoche mis en place par la Syrie au Liban, pouvaient effectivement déplaire au Président Assad. Mais elles ne menaçaient en rien les intérêts iraniens. Dans les derniers jours du mois d'août, la colère des ayatollahs monta d'un cran. Des otages américains étaient toujours détenus par la République islamique au Liban, à titre d'ultime garantie. Par conséquent, « *l'Iran {réactiva} la carte des otages, afin que Washington (fit) pression sur Paris. Le Hezbollah publia des communiqués menaçant la France de représailles et visant sa sécurité stratégique. Paris {prit} ces menaces très au sérieux et {redouta} des actions terroristes contre ses intérêts « partout dans le monde »* »<sup>779</sup>.

Au début du mois de septembre, François Mitterrand se décida à confier à François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay et selon lui « *l'un des meilleurs diplomates (français)* »,<sup>780</sup> la mission de régler le contentieux Eurodif avec les Iraniens.<sup>781</sup> Indépendamment de ses compétences, François Scheer présentait l'avantage d'être, du fait de ses fonctions,<sup>782</sup> membre du Comité de l'énergie atomique et administrateur de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires).<sup>783</sup> Il fut convenu que Mahmoud Vaezi, le négociateur iranien, et François Scheer se verraient une fois par mois.<sup>784</sup>

Le 18 septembre 1989, cinq jours après avoir été désigné,<sup>785</sup> François Scheer se rendit à Téhéran pour de premières discussions avec son interlocuteur iranien.<sup>786</sup> Le même jour, une délégation conduite par Farouk A-Charaa, le ministre syrien des Affaires étrangères, vint elle aussi dans la capitale iranienne.<sup>787</sup> Syriens, Français et Iraniens se retrouvèrent donc à Téhéran, alors que les gouvernements des Présidents Assad et

---

<sup>776</sup> Ibid., p.

<sup>777</sup> Ibi., p.

<sup>778</sup> Pierre Péan, *Vol VTT 772*, Stock, 1992

<sup>779</sup> Ibid., p.

<sup>780</sup> Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>781</sup> François Scheer, *conversation avec l'auteur & Le Monde* du 15/09/89 & *Le Monde* du 31/12/91

<sup>782</sup> Ibid., p.

<sup>783</sup> *Who's who in France*, op.cit.

<sup>784</sup> *Le Monde* du 28/10/89

<sup>785</sup> *Le Monde* du 15/09/89

<sup>786</sup> *Le Monde* du 25/10/89

<sup>787</sup> Lucien Bitterlin, *Guerres et Paix au Moyen-Orient*, Jean Picollec, 1996

Rafsandjani multipliaient depuis plusieurs semaines les menaces à l'encontre de la France.<sup>788</sup> Pour la République islamique, la Syrie n'était pas un simple partenaire de circonstance, dans l'affaire des otages du Liban, mais un véritable allié régional. En outre, elle n'avait pas joué gratuitement son rôle d'intermédiaire entre la France et l'Iran. À Téhéran, ce 18 septembre 1989, « *le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Velayati, qui (recevait) la délégation de Farouk ACharaa, (qualifia) les relations entre la Syrie et l'Iran de « profondes » et « stratégiques »* ». <sup>789</sup> Les responsables de Damas et Téhéran réitérèrent « *leur soutien à la lutte contre Israël, notamment au soulèvement héroïque en Palestine.* » <sup>790</sup> Puis ils publièrent un communiqué commun indiquant qu'ils venaient de signer un « *accord bilatéral* » dans les domaines « *scientifique, technologique et de l'industrie* ». <sup>791</sup> La Syrie, qui avait tissé des liens atomiques avec la France sous la Présidence de Valéry Giscard d'Estaing, <sup>792</sup> comptait, grâce à cet accord, bénéficiaire de rétrocessions de technologies nucléaires.

Par ailleurs, ce 18 septembre toujours, le journal libanais *As-Shira*, qui avait révélé les ventes d'armes américaines à l'Iran quelques années plus tôt, « *(publia) une lettre présentée comme émanant des ravisseurs des (ex) otages français, dans laquelle ceux-ci (déclaraient) que le gouvernement français (n'avait) pas tenu ses promesses.* » <sup>793</sup> Les auteurs de la missive accusaient l'ancien Premier ministre Jacques Chirac d'avoir renié ses engagements et enjoignaient le gouvernement socialiste de « *corriger les erreurs de ses prédécesseurs dans l'intérêt de tout le monde.* » <sup>794</sup> Cette fois, la menace était clairement exprimée.

Le lendemain, 19 septembre 1989, un DC la de la compagnie française UTA reliant Brazzaville à Paris *via* N'Djamena <sup>795</sup> explosa en plein vol, au-dessus du Niger. L'attentat fit 171 morts, dont 55 français et 56 Congolais. <sup>796</sup> Il fut revendiqué à trois reprises dans les jours qui suivirent. Deux revendications émanèrent du Jihad

---

<sup>788</sup> Pierre Péan, *Vol UTT 772*, op. cit. p.

<sup>789</sup> Lucien Bitterlin, *op. cit.*

L'accord couvrait également les domaines du pétrole, des finances, du commerce et de l'agriculture.

<sup>790</sup> Lucien Bitterlin, *op. cit.*

<sup>791</sup> Lucien Bitterlin, *op. cit.*

<sup>792</sup> Voir chapitre 1

<sup>793</sup> Pierre Péan, *Vol UTT 772*, op. cit.

<sup>794</sup> *Libération*, in Dominique Lorentz, *Une guerre*, les Arènes, 1997

<sup>795</sup> Brazzaville est la capitale du Congo, « ancienne » colonie française, à ne pas confondre avec la République démocratique du Congo, ex-Zaire, ex-Congo Belge. N'Djamena est la capitale du Tchad.

islamique, l'organisation iranienne déjà signataire des prises d'otages du Liban et des attentats opérés contre des intérêts français et américains à Beyrouth, depuis le début du contentieux Eurodif.<sup>797</sup> La troisième revendication, qui n'était qu'un paravent, fut adressée à l'AFP par la « *Résistance clandestine tchadienne* », un mouvement inconnu dont on n'entendit plus jamais parler par la suite<sup>798</sup>. Le rédacteur en chef d'*As-Shira* déclara que la lettre qu'il avait publiée la veille du crash du DC avait double valeur d'annonce et de revendication de l'attentat.<sup>799</sup> Il précisa qu'il existait « *un rapport direct entre le non-respect des promesses faites ... et l'attentat.* »<sup>800</sup> Puis il expliqua : « *Dans les promesses non-tenues, il y a deux points.* »<sup>801</sup> Le premier était d'ordre financier. Le second était « *beaucoup plus important et se rapportait aux négociations entre Paris et Téhéran.* »<sup>802</sup> Le seul problème, à la fois capital et informulable était celui concernant l'actionnariat de l'Iran dans Eurodif et l'approvisionnement de la République islamique en uranium enrichi. En regard de cet enjeu, les questions financières qui restaient à régler entre la France et l'Iran étaient effectivement secondaires.<sup>803</sup> Par cet attentat, les Iraniens signifiaient aux autorités françaises que la fin de l'ère Khomeiny ne marquait pas, contrairement aux espoirs qu'elles avaient inconsidérément entretenus, un assouplissement du régime islamique. La France avait pris des engagements sous le gouvernement Chirac, au travers d'un accord conclu au mois de mai 1998, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Cet accord prévoyait le rétablissement de l'actionnariat iranien dans Eurodif et garantissait « *l'octroi sans restriction, par le gouvernement français, de licences d'exportation d'uranium enrichi d'Eurodif vers l'Iran.* »<sup>804</sup> Désormais, les Français devaient tenir leurs engagements et cesser d'espérer que le Président Rafsandjani s'écarterait de la ligne dure fixée par l'ayatollah Khomeiny.

Les discussions que François Scheer eut avec Mahmoud Vaezi et les autres responsables iraniens au cours de ce séjour à Téhéran ne firent l'objet d'aucun

---

<sup>796</sup> Pierre Péan, *Vol UTT 772, op. cit.*

<sup>797</sup> *Ibid.*, p.

<sup>798</sup> *Ibid.*, p.

<sup>799</sup> *Ibid.*, p..

<sup>800</sup> *Libération*, in Dominique Lorentz, *op. cit.*

<sup>801</sup> *Libération*, in Dominique Lorentz, *op. cit.*

<sup>802</sup> *Libération*, in Dominique Lorentz, *op. cit.*

<sup>803</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>804</sup> Christian Millet, dépêche AFP, *rubrique « Politique France »* : le 6 mai 1988

commentaire officiel. L'attentat du DC-10 fut pour sa part soigneusement déconnecté de l'actualité iranienne. Les autorités françaises s'échinèrent en effet, bien qu'il eût été annoncé et revendiqué par les Iraniens du Jihad islamique, puis explicité par le rédacteur en chef *d'As-Shira*, à en attribuer la responsabilité à Mouammar Kadhafi.<sup>805</sup> Aux yeux du grand public, le dirigeant libyen passait pour un coupable idéal. Il était lui-même adepte du terrorisme et son pays était impliqué dans de nombreux attentats, notamment contre des intérêts américains.<sup>806</sup>

Mise à part la pression terroriste des ayatollahs, le paysage nucléaire dans lequel François Scheer s'aventura au mois de septembre 1989 avait quelque peu évolué. L'Argentine et le Pakistan, qui avaient tous deux signé des accords avec la République islamique en 1987, avaient conclu ensemble un accord de coopération portant sur « *la recherche (nucléaire)* » au milieu de l'année 1988.<sup>807</sup> Le Président Alfonsin avait alors « *mit fin à l'embargo* » qui était supposé frapper New-Delhi et Islamabad depuis l'essai indien du printemps 1974.<sup>808</sup> L'Iran se trouvait donc, lorsque François Scheer entama ses discussions sur l'accord final du contentieux Eurodif, au cœur d'une vaste toile d'araignée tissée par la Chine, l'Allemagne, l'Argentine et le Pakistan, tous ces pays étant de plus en plus intimement liés les uns aux autres. Le 23 octobre 1989, à Téhéran, l'ayatollah Rafsandjani donna sa première conférence de presse depuis son élection à la présidence de la République islamique. Il déclara que son pays n'avait « *aucune demande particulière à formuler à la France* » et qu'il ne souhaitait que « *l'application des contrats* » passés avec elle.<sup>809</sup> Le lendemain, 24 octobre, Mahmoud Vaezi, négociateur iranien du contentieux Eurodif vint passer quatre jours à Paris, afin de poursuivre ses conversations avec François Scheer.<sup>810</sup> « *Si M Vaezi (fit) état « d'obstacles » entravant encore une normalisation complète, il se (refusa) à les nommer ... Les deux parties (étaient) convenues de ne rien dire qui (pût) nuire aux « démarches » engagées. (Restait) que si) sur le plan économique} les conversations qualifiées de « satisfaisantes » par M Vaezi (semblaient) avoir*

---

<sup>805</sup> Pierre Péan, *Vol UTT 772, op. cit.*

<sup>806</sup> Jacques Attali ne retient du 19 septembre 1989 que des événements mineurs relatifs à l'Union soviétique, à l'affaire du carmel d'Auschwitz et au financement des partis politiques. Les 171 morts de l'attentat du DC-10 glissent sur sa journée, sans laisser d'empreinte. In Jacques Attali, *Verbatim*, op. cit.

<sup>807</sup> Marie-Hélène Labbé, *op. cit.*

<sup>808</sup> Marie-Hélène Labbé, *op. cit.*

<sup>809</sup> *Le Monde* du 25/10/89

<sup>810</sup> *Le Monde* du 28/10/89

progressé, des « différences sensibles » (existaient) toujours. (. . .) Pour les Iraniens ... les rapports entre les deux pays « (dépendaient) des relations de coopération » qu'ils (réussiraient) à établir, (souligna) M. Vaezi. » Visiblement, le volet financier du contentieux ne présentait pas d'obstacle majeur, tandis que les questions nucléaires continuaient à diviser les deux parties. Quelques mois plus tard, la Chine revint sur le devant de la scène. Au tout début de l'année 1990, elle donna son accord au Pakistan pour la vente d'une centrale nucléaire.<sup>811</sup> Puis, au mois de juin, elle vendit un petit réacteur à l'Iran,<sup>812</sup> du même type que l'un de ceux qu'elle céda à cette époque à l'Algérie et qui conduisirent les observateurs à penser « que l'Algérie pouvait devancer le Pakistan dans la mise au point de la première « bombe islamique » ». <sup>813</sup> Dans le même temps, elle fournit à la République islamique « (un de ces calutrons que l'Iran avait développés ... pour produire (uranium enrichi nécessaire à sa bombe (atomique) »).<sup>814</sup> Ces équipements étaient destinés à être implantés dans deux « centres de recherche » iraniens.<sup>815</sup> Le programme nucléaire de la République islamique avançait désormais à grands pas.

Du 19 au 21 février 1990, au lendemain de l'accord donné par la Chine au Pakistan pour la vente d'une centrale nucléaire,<sup>816</sup> le Président Mitterrand se rendit en voyage officiel à Islamabad. « Le Premier ministre pakistanais, Mme Benazir Bhutto, (qualifia) « d'historique » la visite de M François Mitterrand. (C'était) en effet la première fois qu'un chef d'Etat français se (rendait) au Pakistan ... »<sup>817</sup>. La France n'en était pas moins, depuis la Présidence du général de Gaulle, l'un des principaux vendeurs d'armes aux pakistanais, à la marine et à l'aviation desquels elle contribuait activement ... )<sup>818</sup>. « Le désir d'Islamabad d'acheter une centrale nucléaire (domina) la visite de M Mitterrand ». <sup>819</sup> Pourtant, en 1987, François Mitterrand avait refusé cette vente au gouvernement Chirac, afin de ne pas compromettre l'octroi, par le Congrès, de l'aide américaine au Pakistan. Mais en 1990, les Soviétiques s'étaient

---

<sup>811</sup> *Le Monde* du 20/02/90 & *Le Monde* du 21/02/90

<sup>812</sup> *Libération* du 30/12/91 & *Le Monde* du 19/11/92 & *Le Monde* du 13/05/95

<sup>813</sup> Marie-Hélène Labbé, *op. cit.*

<sup>814</sup> *Le Monde* du 19/11/92 & *Le Monde* du 13/05/95

<sup>815</sup> *Libération* du 30/12/91 & *Le Monde* du 19/11/92

<sup>816</sup> *Le Monde* du 20/02/90

<sup>817</sup> *Le Monde* du 20/02/90

<sup>818</sup> *Le Monde* du 15/01/92

<sup>819</sup> *Le Monde*, 21/02/90

retirés d'Afghanistan.<sup>820</sup> Par ailleurs, le mur de Berlin était tombé et Mikhaïl Gorbatchev, devenu Président de l'Union soviétique, avait engagé la « *perestroïka* ». L'heure était à la détente entre Washington et Moscou, mais aussi et surtout à l'affaiblissement de l'Union soviétique. L'aide militaire américaine au Pakistan n'était donc plus une nécessité aussi vitale qu'au cours des années précédentes. La promesse des Chinois de fournir une centrale nucléaire aux Pakistanais était la conséquence de cette nouvelle donne mondiale et régionale.

À son tour, « À Islamabad, François Mitterrand (annonça) que la France acceptait de vendre une centrale nucléaire au Pakistan ». « La décision politique est prise. (. . .) Je considère que l'accord est fait. (. . .) Nous avons décidé de faire confiance au Pakistan », (déclara) notamment M Mitterrand au cours de la conférence de presse qu'il (donna) conjointement avec Mme Benazir Bhutto. (. . .) Le compromis élaboré ne (constituait) cependant pas un accord en bonne et due forme, mais il faisait tomber un tabou, celui de l'interdiction de toute coopération nucléaire avec le Pakistan au nom de la crainte de la « bombe islamique », (...) Les Pakistanais n'en (disposaient) pas moins enfin d'un calendrier. Selon les engagements de M. Mitterrand, la France (proposerait) en effet « dans les prochaines semaines » un accord précisant les détails d'une coopération dans l'énergie nucléaire, l'industrie, la médecine, l'agriculture. »<sup>821</sup>

De même que certains s'étonnèrent, en 1993, que la Chine fournît à l'Inde de l'uranium enrichi alors que Pékin était l'allié politique et nucléaire d'Islamabad et l'ennemi régional de New-Delhi, des journalistes demandèrent à François Mitterrand si l'Inde ne risquait pas de s'offusquer des fournitures nucléaires de la France au Pakistan. « M. Mitterrand (balaya) d'un revers de main l'éventualité d'une réaction hostile de l'Inde. (...) « Nos relations avec l'Inde sont tout à fait actives. Nous leur avons vendu une centrale nucléaire en 1982. Je ne vois donc pas où serait le scandale si nous en vendions une au Pakistan. »<sup>822</sup> La France continuait d'ailleurs à fournir de l'uranium enrichi aux Indiens, en vertu de l'accord par lequel elle s'était substituée, en 1982, aux Américains pour achever la réalisation de leur propre

---

<sup>820</sup> Au mois de février de l'année précédente

<sup>821</sup> *Le Monde* du 23/02/90

<sup>822</sup> *Le Monde* du 23/02/90

contrat.<sup>823</sup> En outre, l'entreprise Framatome avait engagé, parallèlement aux discussions avec le Pakistan, une négociation pour la vente de deux autres centrales nucléaires à New-Delhi.<sup>824</sup> La construction de la centrale pakistanaise, quant à elle, était susceptible de se réaliser en partenariat entre la France et l'Allemagne. En effet, « *Framatome pourrait l'associer à ... l'Allemande (KWU) qui livrerait les turbo-alternateurs de la centrale.* »<sup>825</sup> La négociation du contrat se déroulait en liaison avec les Chinois, dont le ministre de la Défense se trouvait à Islamabad durant la visite de François Mitterrand.<sup>826</sup>

Deux mois plus tard, le 22 avril, François Thiébaud, sous directeur chargé des questions atomiques et spatiales au ministère français des Affaires étrangères, se rendit au Pakistan.<sup>827</sup> Ce haut fonctionnaire était chargé de formaliser « *un accord cadre de coopération dans le domaine de « l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire » »* avec les autorités pakistanaises, indépendamment d'un éventuel contrat de vente d'une centrale.<sup>828</sup> Le 1er octobre suivant, « *les Soviétiques (ayant quitté) l'Afghanistan, le Président Bush (annonça) au Congrès qu'il (n'était) plus en mesure d'assurer que le Pakistan ne (détenait) pas d'armes nucléaires et qu'il (fallait) en conséquence bloquer toute aide financière et militaire à ce pays. Il (était) trop tard, l'arsenal pakistanais ... (était) devenu une réalité* »<sup>829</sup>.

Pendant ce temps, François Scheer retourna en Iran, afin de s'entretenir avec Mahmoud Vaezi. Il arriva à Téhéran le 2 avril 1990.<sup>830</sup> « *Cette rencontre (constituait) la cinquième session des négociations entamées au mois de septembre (précédent).*<sup>831</sup> (Elle) prit fin jeudi soir 5 avril. Les délégations conduites par MM. François Scheer et Mahmoud Vaezi (maintinrent) toutefois une stricte confidentialité sur l'évolution de leurs pourparlers. (. . .) Les signes d'amélioration des relations franco iraniennes (étaient) nets. Les firmes françaises (avaient) notamment décroché, au cours des dernières semaines, de beaux contrats en Iran, dont la reconstruction de la plateforme offshore de Nasr, dans le Golfe, et celle du plus gros terminal pétrolier du

---

<sup>823</sup> Voir Dominique Lorentz, *Affaires atomiques, op. cit.*, chapitre 9

<sup>824</sup> *Le Monde* du 20/02/90

<sup>825</sup> *Le Monde* du 20/02/90

<sup>826</sup> *Le Monde* du 21/02/90

<sup>827</sup> *Le Monde* du 24/04/90

<sup>828</sup> *Le Monde* du 24/04/90

<sup>829</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>830</sup> *Le Monde* du 4/04/90



*monde, celui-là sur l'île de Kharg* »<sup>832</sup>. Les Français allaient ainsi reconstruire les installations pétrolières détruites par les Super-Etendard équipés de missiles Exocet qu'ils avaient eux-mêmes prêtés quelques années plus tôt à Saddam Hussein.

François Scheer et Mahmoud Vaezi se virent une fois encore les 10 et 11 juillet 1990, à Paris.<sup>833</sup> À la fin du mois, le terroriste Anis Naccache et les membres de son commando, coupables de la tentative d'assassinat de Chapour Bakhtiar, furent graciés par le Président Mitterrand.<sup>834</sup> Puis, au mois d'octobre suivant, alors que Saddam Hussein venait d'envahir le Koweït, Roger Fauroux, ministre français de l'Industrie,<sup>835</sup> se rendit en Iran. Le 11 octobre 1990, après des entretiens avec le premier vice-Président de la République islamique, il fit part d'« *une convergence* » des positions française et iranienne sur la crise du Golfe. »<sup>836</sup> Le temps où la France livrait à l'Irak les armes qui lui permettaient de bombarder la centrale nucléaire de Busher ou le terminal pétrolier de Kharg était loin. Les relations entre Saddam Hussein et les occidentaux s'étaient dégradées au rythme auquel celles entre la France et l'Iran – symptomatiques de la normalisation entreprise par la République islamique avec l'ensemble du camp occidental – s'étaient réchauffées.

Pendant huit ans, l'Irak avait servi les intérêts des Occidentaux en entretenant sa guerre d'usure contre l'Iran. Durant toute cette période, il avait été alimenté en armes conventionnelles (essentiellement par la France) et fourni en équipements nucléaires et chimiques par de multiples alliés des Etats-Unis.<sup>837</sup> Le conflit terminé, il s'était trouvé détenteur d'un potentiel nucléaire près d'être opérationnel, d'armes chimiques dont il s'était servi dans sa guerre contre l'Iran et de systèmes balistiques capables d'expédier des missiles à têtes non conventionnelles chez la plupart de ses voisins.<sup>838</sup> Cet armement et l'usage que Saddam Hussein pourrait en faire étaient devenus une préoccupation majeure des Américains.<sup>839</sup> Le 17-08-1989, « l'usine irakienne d'al-Hillah (s'était envolée en fumée. L'explosion (avait été) si violente qu'on l'avait

---

<sup>831</sup> *Le Monde* du 4/04/90

<sup>832</sup> *Le Monde* du 9/04/90

<sup>833</sup> *Le Monde* du 30/07/90

<sup>834</sup> *Le Monde* du 30/07/90

<sup>835</sup> Ministère de tutelle des entreprises de l'industrie nucléaire.

<sup>836</sup> *Le Monde* du 13/10/90

<sup>837</sup> Voir Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, op. cit., chapitre 8

<sup>838</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

entendue jusqu'à Bagdad, à près de 80 kilomètres au nord. (...) C'était là qu'était implantée l'usine secrète al-Qaqa qui fabriquait des carburants solides pour *une grande variété de missiles, y compris le Condor II* », <sup>840</sup> développé en partenariat avec l'Egypte et l'Argentine. « *L'origine de l'explosion (était restée) un mystère. (. . .) Mais les Irakiens étaient convaincus qu'il s'agissait d'un sabotage dont ils (avaient accusé) le Mossad israélien, la CIA américaine et le MI6 britannique.* » <sup>841</sup> Au mois de décembre suivant, les Irakiens avaient testé un missile d'une portée de 2000 kilomètres et annoncé qu'ils avaient mis au point un autre engin de portée équivalente. <sup>842</sup> Celui-là avait été baptisé Tamouz, du nom de la centrale nucléaire vendue par la France et bombardée en 1981 par les Israéliens. <sup>843</sup> *À lui seul ce nom indiquait clairement quelles étaient les intentions de Saddam.* » <sup>844</sup> Sa guerre contre l'Iran terminée, le dirigeant irakien était en effet revenu à ses ambitions traditionnelles, qui étaient l'exercice d'un leadership régional et la lutte contre l'Etat hébreu. Il avait adopté une position radicalement anti-américaine, les Etats-Unis ayant eux-mêmes abandonné la neutralité bienveillante dont ils avaient fait preuve à son égard de 1980 à 1988.

Saddam Hussein, dont les programmes nucléaire et balistique étaient couplés à ceux de l'Egypte, avait tenté de réunir une coalition arabe dédiée à la lutte contre la prédominance américaine dans la région. Dès le mois d'août 1989, à l'époque où l'usine d'al-Hillah avait été détruite par un incendie, il avait basé, avec l'assentiment du roi Hussein, une escadrille de Mirage en Jordanie. Les avions irakiens effectuaient depuis lors des missions de reconnaissance au-dessus du Jourdain, « *pour mettre à jour les renseignements (de Saddam Hussein) concernant les objectifs militaires à l'intérieur du territoire d'Israël.* » <sup>845</sup> Six mois plus tard, le 17 février 1990, « *la Jordanie (avait) officiellement annoncé la création d'une « escadrille aérienne arabe » composée de Mirage jordaniens et irakiens et basée dans le désert à*

---

<sup>839</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>840</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>841</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>842</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>843</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>844</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>845</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

*proximité d'Israël.* »<sup>846</sup> Par l'intermédiaire des États-Unis, les autorités de Jérusalem avaient fait parvenir au roi Hussein un message lui disant qu'elles considéraient avec « *gravité* » ses projets d'alliance militaire avec l'Irak.<sup>847</sup> Mais le souverain jordanien avait fait la sourde oreille. Une semaine plus tard, le 24 février 1990, le roi Hussein, Saddam Hussein, Hosni Moubarak et le Président du Yémen Ali Saleh avaient tenu une réunion à Amman, en Jordanie. Celle-ci était supposée élargir l'alliance jordano-irakienne au Yémen, et surtout à l'Égypte, pays frontalier d'Israël et dont l'armée était la plus puissante de tous les pays arabes de la région. Ce jour-là, Saddam Hussein avait « *déclaré que les Arabes devaient tirer les conséquences des changements intervenus dans les rapports internationaux : déclin de l'URSS, arrivée massive de Juifs soviétiques en Israël, surarmement d'Israël par les Américains.* »<sup>848</sup> Il avait plaidé pour l'unité des Arabes, derrière l'Irak, et assuré qu'il n'y avait pas de place, dans sa coalition, « *pour les lâches « ... qui (croyaient) n'avoir » pas d'autre choix que de se soumettre « à la volonté des États-Unis.* » »<sup>849</sup> Il avait accusé les Américains de conduire « *une politique « suspecte », dont le résultat était de faire chuter le prix du pétrole et de priver l'Irak : d'accomplir sa « destinée* » ».<sup>850</sup> Puis il avait « *réclamé le retrait de la flotte américaine de la région.* »<sup>851</sup> Le Président Moubarak et sa délégation avaient quitté la salle de conférence, signifiant ainsi le refus de l'Égypte de s'associer au combat irakien.<sup>852</sup>

À la même période, la France avait suspendu la livraison à l'Irak des huit avions Mirage restant du dernier contrat signé par Jacques Chirac pendant la cohabitation.<sup>853</sup> Les Américains s'étaient mis à commenter les photos satellites qu'ils avaient jusqu'alors gardées sous le coude et qui indiquaient que « *l'Iran allait passer du statut de puissance moyenne à celui de menace majeure.* »<sup>854</sup> Ils avaient multiplié les navettes diplomatiques au Moyen-Orient, sans pour autant relâcher la pression qu'ils exerçaient sur Saddam Hussein par pays pétroliers interposés. Ceux-ci avaient continué à augmenter leur production, faisant ainsi chuter le prix du baril et baisser

---

<sup>846</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>847</sup> Ibid., p.

<sup>848</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe*, op. cit.

<sup>849</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>850</sup> Ibid., p.

<sup>851</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe*, op. cit.

<sup>852</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

<sup>853</sup> Ibid., p.

<sup>854</sup> Ibid., p.

les ressources de l'Irak. Le Koweït et les Émirats Arabes Unis étaient allés jusqu'à dépasser les quotas prévus par l'OPEP.<sup>855</sup> Le Koweït et l'Arabie Saoudite avaient par ailleurs refusé d'aider l'Irak à effacer sa dette, laquelle s'élevait, notamment du fait de ses huit années de guerre contre l'Iran, à 35 milliards de dollars.<sup>856</sup>

---

<sup>855</sup> Chapour Haghghat, *Histoire de la crise du Golfe*, op. cit.

<sup>856</sup> Kenneth Timmerman, op. cit.

## CHAPITRE 3 : ANALYSE ENERGETIQUE ET ECONOMIQUE DE LA POLITIQUE NUCLEAIRE

Le 3 mai 1990, Tarek Aziz, le ministre irakien des Affaires étrangères, avait violemment critiqué, sans les nommer, les pays responsables de la surproduction pétrolière.<sup>857</sup> Trois semaines plus tard, au cours d'un sommet arabe extraordinaire, à Bagdad, Saddam Hussein s'était dit « *victime d'une guerre économique. On ne fait pas toujours la guerre avec des militaires, on peut la faire avec des moyens économiques* » avait-il déclaré<sup>858</sup>. Le 16 juillet, Tarek Aziz avait adressé une lettre au Secrétaire général de la Ligue arabe, à Tunis, « *accusant le Koweït et les Émirats Arabes Unis de vouloir nuire à l'Irak en faisant baisser le prix du pétrole. De plus, Bagdad (avait) reproché au Koweït de lui « voler » depuis 1980 du pétrole en pompant dans la nappe du champ pétrolifère de Roumaïla, au sud de l'Irak, et de « grignoter » son territoire. Il (considérait) que cette conduite équivalait à une « agression militaire » contre l'Irak.* »<sup>859</sup> Le lendemain, 17 juillet 1990, dans un discours radiodiffusé, Saddam Hussein avait menacé les pays surproducteurs, de représailles militaires...<sup>860</sup> Des négociations entre l'Irak et le Koweït avaient alors été ouvertes, avec la médiation du Président égyptien et du souverain jordanien.<sup>861</sup> Elles avaient échoué. Dans la nuit du 1er au 2 août 1990, l'armée irakienne avait envahi le Koweït.<sup>862</sup> Le 4 août, les Irakiens avaient annoncé la composition d'un « *gouvernement koweïtien provisoire* ». <sup>863</sup> Le Koweït venait d'être annexé par l'Irak. Saddam Hussein avait alors été dénoncé par l'ensemble des pays du camp occidental (États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, France, RFA ...), lesquels avaient immédiatement pris des sanctions économiques contre Bagdad<sup>864</sup>. Le 8 août, le

---

<sup>857</sup> Chapour Haghghat, *Histoire de la crise du Golfe*, op. cit.

<sup>858</sup> Ibid., p.

<sup>859</sup> Ibid., p.

<sup>860</sup> Ibid., p.

<sup>861</sup> Ibid., p.

<sup>862</sup> Ibid., p.

<sup>863</sup> Ibid., p.

<sup>864</sup> Ibid., p.

gouvernement Irakien avait proclamé la « *fusion totale et irréversible* » de l'Irak et du Koweït ... et (s'était) déclaré « prêt à la confrontation » avec les États-Unis. »<sup>865</sup>.

### 3.1. LA GUERRE DU GOLFE ET SON IMPACT SUR LE PROGRAMME NUCLEAIRE IRANIEN

Le déséquilibre provoqué par l'annexion du Koweït et le risque d'extension du conflit à l'ensemble du Golfe avaient aussitôt fait augmenter le prix du baril de pétrole de 30 %.<sup>866</sup> Saddam Hussein avait en effet massé ses troupes le long de la frontière saoudienne. Les Américains avaient aussitôt déployé leurs propres soldats en Arabie Saoudite. Le Conseil de coopération du Golfe, organisation arabe régionale, avait « demandé le retrait immédiat de l'Irak et assuré « le pouvoir légitime koweïtien de son soutien total ». »<sup>867</sup> Moshe Arens, le ministre israélien de la Défense, avait pour sa part déclaré qu'Israël interviendrait militairement si les troupes irakiennes pénétraient en territoire jordanien.<sup>868</sup> Mises à part une invasion de l'Arabie Saoudite et une guerre israélo-irakienne, l'un des plus grands dangers que présentait la situation était une éventuelle agression de l'Iran par l'Irak. Des discussions avaient donc été ouvertes entre les deux pays, afin de formaliser un accord de paix. Le 15 août 1990, « Dans un message adressé au Président Rafsandjani, Saddam Hussein (avait) déclaré accepter les conditions mises par l'Iran à la signature d'un accord de paix entre Bagdad et Téhéran. Il avait reconnu l'accord d'Alger de 1975, qui (fixait) la frontière (entre l'Irak et l'Iran) » et dont la dénonciation, en 1980, avait été sa déclaration de guerre à Téhéran.<sup>869</sup> « L'Iran (avait) accepté la proposition irakienne, tout en condamnant l'occupation du Koweït. Le Président Rafsandjani (avait) affirmé que « l'Irak (devait) évacuer ses forces du territoire koweïtien, afin de créer les conditions du rétablissement de la paix. »<sup>870</sup>

Saddam Hussein avait tenté d'associer l'annexion du Koweït au conflit israélo-palestinien et à l'occupation du Liban par la Syrie. Le 12 août, il avait « subordonné le règlement (de la question koweïtienne) à un retrait israélien des territoires

---

<sup>865</sup> Ibid., p.

<sup>866</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe*, op. cit.

<sup>867</sup> Ibid., p.

<sup>868</sup> Ibid., p.

<sup>869</sup> Ibid., p.

<sup>870</sup> Ibid., p.

*occupés et à celui des forces syriennes du Liban.* »<sup>871</sup> En réaction, Damas et Téhéran avaient affiché une entente parfaite et manifesté leur soutien au camp occidental. Le 22 septembre, le Président syrien s'était rendu en voyage officiel en Iran. À l'issue de cette visite, un communiqué commun des Présidents Rafsandjani et Hafez el Assad avait « *condamné l'occupation du Koweït par l'Irak et (proposé) la création d'un système de sécurité auquel participeraient les Etats de la région...* ».<sup>872</sup> Quarante-huit heures plus tard, le 27 septembre, Londres et Téhéran avaient rétabli leurs relations diplomatiques, rompues depuis le lancement par l'ayatollah Khomeiny d'une fatwa contre Salman Rushdie.<sup>873</sup>

Au cours de ces semaines, Saddam Hussein n'avait cessé de durcir sa position. Il avait pris plusieurs centaines d'otages occidentaux, qu'il avait fait retenir dans de grands hôtels koweïtiens. Puis il avait commencé à faire libérer ses captifs au compte-gouttes, en veillant à conserver une majorité de prisonniers de nationalité américaine. Il avait lancé des appels à la « *guerre sainte* », invitant les « *musulmans du monde entier* » à « *se soulever contre l'oppression* » et à « *délivrer « La Mecque et le tombeau du prophète Mohammed à Médine*<sup>874</sup> *de l'occupation.* » »<sup>875</sup> Il avait encouragé les peuples saoudien et égyptien à « *se révolter contre leurs dirigeants* ».<sup>876</sup> Tandis que l'ONU votait des résolutions condamnant son pays et le soumettant à un embargo, il avait menacé de recourir à une « *guerre totale* » contre Israël et les pays pétroliers de la région.<sup>877</sup> Il avait également promis, en cas de conflit armé, de « *renvoyer des milliers d'Américains dans des cercueils.* »<sup>878</sup> Au cœur de cette crise, quarante détonateurs nucléaires en partance pour Bagdad, et qui avaient été fabriqués au Etats-Unis, avaient été interceptés de justesse à l'aéroport d'Heathrow, près de Londres.<sup>879</sup> La France, la Grande-Bretagne, l'Europe, l'Australie, le Pakistan ... avaient envoyé des forces armées dans le Golfe, auprès des soldats américains. Le 21 août 1990, François Mitterrand avait déclaré : « *Nous sommes pour l'instant et à la suite de la*

---

<sup>871</sup> Ibid., p.

<sup>872</sup> Ibid., p.

<sup>873</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe, op. cit.*

<sup>874</sup> En Arabie Saoudite

<sup>875</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe, op. cit.*

<sup>876</sup> Ibid., p..

<sup>877</sup> Ibid., p.

<sup>878</sup> Ibid., p.

<sup>879</sup> Kenneth Timmerman, *op. cit.* & Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe, op. cit.*

*responsabilité prise par le Président irakien dans une logique de guerre.* »<sup>880</sup> Le 3 octobre, il avait été le premier chef d'Etat occidental à se rendre dans le Golfe.<sup>881</sup> Il s'était alors entretenu avec les dirigeants des Emirats Arabes Unis et d'Arabie Saoudite. Puis il avait rendu visite aux troupes françaises basées pour l'occasion à Yanbu, en territoire saoudien.<sup>882</sup>

Le 11 octobre suivant, à Téhéran, Roger Fauroux trouva donc dans la crise du Golfe matière à des commentaires amicaux à l'égard de la République islamique. Le Président Rafsandjani excluait fort logiquement que l'Iran participât à la force multinationale que réunissaient les Américains en prévision d'une guerre contre l'Irak.<sup>883</sup> Mais sa ferme condamnation de l'annexion du Koweït le plaçait sans ambiguïté dans le camp des Etats-Unis. Cependant, le ministre français de l'Industrie n'était pas en Iran pour parler de politique étrangère mais pour relancer la coopération franco-iranienne. Le 13 octobre 1990, troisième jour de sa visite, il signa avec son homologue iranien un « *communiqué ... qui (soulignait) « l'importance (attachée) au développement et à l'approfondissement des relations entre les deux pays dans les domaines politique, économique, industriel commercial et financier, ainsi que dans celui de la coopération scientifique, technique, culturelle et éducative* ». MM Fauroux et Nejad-Hosseini (assortirent) ce communiqué de la définition d'objectifs de coopération entre leurs deux ministères, visant notamment au développement des exportations entre les deux pays et à celui des actions de coopération et de transferts de technologies... » »<sup>884</sup> La vaste coopération économique, incluant des transferts de technologies, que les Iraniens appelaient de leurs vœux venait de trouver un cadre.

Une dizaine de jours plus tard, le 22 octobre 1990, les ministres des Affaires étrangères de la Communauté des Douze levèrent les sanctions prises collectivement contre l'Iran au lendemain de la fatwa lancée par l'ayatollah Khomeiny contre Salman Rushdie.<sup>885</sup> Depuis le 20 février 1989, les Européens étaient en effet supposés avoir « *suspendu les contacts diplomatiques à haut niveau* » avec la République

---

<sup>880</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe, op. cit.*

<sup>881</sup> Ibid., p.

<sup>882</sup> Ibid., p.

<sup>883</sup> Ibid., p.

<sup>884</sup> *Le Monde* du 16/10/90

<sup>885</sup> *Le Monde* du 24/10/90



islamique.<sup>886</sup> En fait, la plupart d'entre eux, notamment la France, avaient maintenu ces contacts. La Grande-Bretagne venait quant à elle de rétablir ses relations diplomatiques avec l'Iran, bien que Salman Rushdie fût de nationalité britannique et que la fatwa dont il était frappé ne fût pas remise en question par le Président Rafsandjani.

Le 29 novembre 1990, le Conseil de sécurité de l'ONU adopta une résolution autorisant « *les Etats membres qui (coopéraient) avec le Koweït* » à « *user de tous les moyens nécessaires* » pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït » si les troupes irakiennes ne s'étaient pas retirées le 15 janvier 1991.<sup>887</sup> Il s'agissait d'un ultimatum. Le 14 janvier, veille de son expiration, le Parlement irakien adopta une loi qui « *(excluait) toute concession sur le Koweït.* »<sup>888</sup> Le 15, Saddam Hussein, en visite sur le front koweïtien, déclara : « *Le Koweït, c'est du passé.* »<sup>889</sup> Le 16, le Président Mitterrand adressa un message aux Français. « *Sauf événement imprévu, les armes vont parler. (. . .) La nation tout entière doit se sentir engagée* » leur dit-il.<sup>890</sup> Le 17, à 0 heure GMT, le Président George Bush<sup>891</sup> donna le coup d'envoi de l'opération Tempête du désert. À 0 heure 40, les forces américaines, britanniques et saoudiennes entrèrent en action.<sup>892</sup>

Dans la nuit, le Président américain s'adressa à ses concitoyens. Le véritable motif du conflit qui opposait Saddam Hussein et les États-Unis apparut dès ses premiers mots. « *George Bush (indiqua) que l'attaque se (déroulait) « comme prévu » et se dit déterminé à « éliminer le potentiel nucléaire et chimique de l'Irak* » ». <sup>893</sup> À l'aube, l'aviation française s'associa aux combats.<sup>894</sup> Le lendemain, 18 janvier, l'Irak lança ses premiers missiles Scud sur Israël. « *Bagdad (tentait) ainsi d'impliquer l'État hébreu dans le conflit, afin de dissuader les pays arabes de la coalition* » de se battre contre lui.<sup>895</sup> Mais Israël ne répliqua pas aux tirs irakiens et les pays arabes de la région participèrent à la guerre ou la soutinrent implicitement. Seul le roi Hussein de

---

<sup>886</sup> *Le Monde* du 24/10/90

<sup>887</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe*, op. cit.

<sup>888</sup> Ibid., p.

<sup>889</sup> Ibid., p.

<sup>890</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe*, op. cit.

<sup>891</sup> Qui avait pris ses fonctions au mois de janvier 1989.

<sup>892</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe*, op. cit.

<sup>893</sup> Ibid., p.

<sup>894</sup> Ibid., p.

<sup>895</sup> Ibid., p.

Jordanie continua à se montrer favorable à Bagdad, sans pour autant se battre à ses côtés.<sup>896</sup> En tout, vingt-huit pays amis des Etats-Unis participèrent, à des degrés divers, à la coalition anti-irakienne.

Yves Girard, ancien vice-Président de Framatome, alors vice-Président de Technicatome, avait repris avec les Iraniens des négociations portant sur les compensations financières éventuellement dues aux entreprises françaises « victimes » de la rupture des contrats portant sur la construction de centrales nucléaires et l'implantation de petits réacteurs et d'équipements divers dans les centres de recherche iraniens<sup>897</sup>. Au mois de janvier 1991, alors que la guerre du Golfe venait tout juste de commencer, il se rendit en Iran, en compagnie d'autres responsables français. « *Nous fumes fort bien reçus à Téhéran en ce mois de janvier 1991. (...) La raison qui à elle seule justifiait le voyage fut la précipitation avec laquelle Reza Amrollahi (président de l'Organisation iranienne à l'énergie atomique) souhaita que nous visitions le centre de recherche d'Ispahan. (. . .) Alors que, en 1985, le centre de recherche d'Ispahan ressemblait, à quelques îlots près, à un camp d'asile pour physiciens coupés du monde, en 1991, le changement était spectaculaire. (...) Il y avait de petits laboratoires fort bien tenus et les infrastructures destinées à accueillir des équipements chinois prenaient forme. Plus important encore, le comportement général des équipes semblait transformé : le thème moteur de l'activité n'était plus la survie, mais l'avenir. Le compte-rendu de cette visite intéressa François Scheer et laissa apparemment les services français chargés du suivi de la prolifération de marbre.* »<sup>898</sup>, raconte-t-il. Les Iraniens s'apprêtaient à réceptionner le réacteur et les équipements destinés à l'enrichissement de l'uranium que les Chinois leur avaient vendus au mois de juin 1990. Le réacteur allait être installé dans le centre de recherche d'Ispahan.<sup>899</sup> Dans le même temps, les Argentins poursuivaient leurs travaux sur le chantier de Busher et livraient de l'uranium enrichi à l'Iran.

Le 26 février 1991, après cinq semaines de combats, Saddam Hussein annonça dans un discours radiodiffusé le retrait des troupes irakiennes du Koweït. Le 27, George Bush déclara : « *Le Koweït est libéré ; l'armée irakienne est défaite, nos objectifs*

---

<sup>896</sup> Kenneth Timmerman, *op. cit.* & Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe, op. cit.*

<sup>897</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>898</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>899</sup> in *Le Monde* du 19/11/92

*militaires sont atteints.* »<sup>900</sup> Le 28, les combats cessèrent. Le 2 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU fixa les conditions du cessez le feu entre l'Irak et les pays de la coalition.<sup>901</sup> La guerre du Golfe était terminée. L'exhumation des installations nucléaires de l'Irak pouvait commencer. Le 2 avril, « *le Conseil de sécurité de l'ONU (adopta) la résolution 687 qui (enjoignait) le gouvernement irakien de communiquer dans les quinze jours la liste des matières ; des composants et des équipements relatifs à son programme nucléaire.* »<sup>902</sup> Le 18 avril, le gouvernement irakien remit à l'ONU une liste divisée en trois sous-ensembles : « *les équipements livrés par l'Union soviétique à la fin des années 60, les fournitures effectuées par la France entre 1976 et 1983 et quelques éléments achetés à d'autres pays.* »<sup>903</sup> Cette liste était très incomplète.<sup>904</sup> Mais cela n'était pas grave. Le programme atomique de l'Irak était désormais placé sous le contrôle de l'ONU.<sup>905</sup> Des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique allaient pouvoir se rendre sur place.<sup>906</sup> Ils n'auraient qu'à jouer la surprise, alors qu'ils dévoileraient un à un les sites nucléaires officiels de l'Irak et les multiples installations qui lui avaient été livrées en pièces détachées par des alliés de l'Amérique. La bombe atomique de l'Irak venait d'être mise sous cloche. L'Iran, allié traditionnel des Etats-Unis et de la France depuis la fin de la Seconde Guerre allait pouvoir reprendre sa place. L'arme nucléaire qui venait d'être reprise à Saddam Hussein allait être donnée aux ayatollahs iraniens. « *Alors que les installations nucléaires de l'Irak étaient hachées menu, puis ses services passés au crible, beaucoup se prirent à croire que les Iraniens mettaient les bouchées doubles dans la même inquiétante direction* » se souvient Yves Girard.<sup>907</sup> Le général Gallois écrit pour sa part : « *Certes, Téhéran déclara qu'il n'entendait pas se doter d'armes nucléaires. Mais (c'étaient) là les propos que (tenaient) tous les Etats soupçonnés de vouloir devenir membres du « club » des nantis.* »<sup>908</sup> Le 29 avril 1991, onze jours après la remise par Saddam Hussein de sa première liste d'équipements nucléaires à l'ONU, Roland Dumas se rendit en visite officielle en Chine.<sup>909</sup> De Pékin,

---

<sup>900</sup> Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe persique, op. cit.*

<sup>901</sup> Ibid., p.

<sup>902</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>903</sup> Ibid., p.

<sup>904</sup> Ibid., p.

<sup>905</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.* & Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe, op. cit.*

<sup>906</sup> Ibid., p.

<sup>907</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>908</sup> *Géopolitique* n° 64, janvier 1999

<sup>909</sup> *Le Monde* du 29/04/91

il s'envola pour l'Iran, où il arriva le 4 mai. À Téhéran, il fut rejoint par François Scheer.<sup>910</sup> « *(C'était) une normalisation pleine et entière des relations franco-iraniennes que M Dumas (était) venu chercher à Téhéran. Plus rien, selon le ministre des Affaires étrangères) ne (s'opposait) au rétablissement de relations politiques normales, hautement souhaitables selon lui. .. à l'heure où (s'ébauchait) un nouvel ordre régional.* »<sup>911</sup>

Le 5 mai 1991, Roland Dumas et son homologue Ali Velayati annoncèrent qu'ils avaient conclu un « *accord de principe* » sur le contentieux Eurodif.<sup>912</sup> Les termes de cet accord ne furent pas révélés. « *La normalisation des relations franco-iraniennes (devait) être consacrée par un sommet à Paris entre les Présidents Rafsandjani et Mitterrand probablement à l'automne {suivant}. Il {s'agirait} du premier déplacement en Occident d'un chef d'Etat de la République islamique depuis la création de celle-ci, en 1979, par l'imam Khomeiny.* »<sup>913</sup> Le 2 juillet suivant, Ali Velayati vint en visite officielle à Paris.<sup>914</sup> Il était prévu que lors de ce séjour, il signerait un accord définitif sur le contentieux Eurodif avec Roland Dumas.<sup>915</sup> Dès son arrivée, il eut à cet effet de nouveaux entretiens avec son homologue français. Ceux-ci portèrent sur l'actionnariat de l'Iran dans l'Eurodif et sur les achats d'uranium enrichi auxquels ce statut lui donnait droit.<sup>916</sup> « *Les Iraniens (souhaitaient) conserver leur participation ... dans le capital d'Eurodif et voulaient reprendre les enlèvements d'uranium enrichi ...* »<sup>917</sup>

Le 4 juillet 1991, Ali Velayati fut reçu par le Président Mitterrand, auquel il transmit l'invitation du Président Rafsandjani. François Mitterrand fit savoir qu'il acceptait cette invitation et se rendrait en voyage officiel en Iran à l'automne.<sup>918</sup> Mais le lendemain, le ministre iranien repartit sans avoir signé d'accord définitif. Au dernier moment, un « *imprévu* » avait surgi.<sup>919</sup> Avant de s'envoler pour Téhéran, Ali Velayati assura néanmoins qu' :

---

<sup>910</sup> *Le Monde* du 6/05/91

<sup>911</sup> *Le Monde* du 6/05/91

<sup>912</sup> *Le Monde* du 7/05/91

<sup>913</sup> *Le Monde* du 7/05/91

<sup>914</sup> *Libération* du 3/07/91

<sup>915</sup> *Libération* du 3/07/91

<sup>916</sup> *Le Monde* du 5/07/91 & *Libération* du 12/07/91

<sup>917</sup> *Le Monde* du 5/07/91

<sup>918</sup> *Le Monde* du 5/07/91

<sup>919</sup> *Libération* du 12/07/91

« une grande partie » du contentieux entre l'Iran et la France avait été « réglée ». Il (déclara) qu'il ne restait plus qu'un point sur lequel s'entendre ... (. . .) Il (précisa) qu'un « accord en seize points (avait) été rédigé, dont quinze (avaient) reçu l'accord des deux parties, le seizième devant être réglé probablement avant la visite à Téhéran, au mois de septembre, de M Mitterrand ». Selon les termes de l'accord, ... « les ministres des Affaires étrangères des deux pays se rencontreraient annuellement », (ajouta) M Velayati, selon qui l'accord (prévoyait) également « la formation d'une commission économique mixte entre les deux pays » »<sup>920</sup>.

Une rumeur se mit alors à courir dans Paris. La négociation aurait achoppé sur la demande iranienne de reprendre ses enlèvements d'uranium enrichi. Les Français, selon la rumeur, n'auraient pas accepté cette condition<sup>921</sup>. « Une source gouvernementale (confia) « qu'il n'était pas faux » de dire que « la présence au capital d'Eurodif de l'Iran » et « la question des livraisons » d'uranium avaient été discutées. »<sup>922</sup> En toute logique, l'actionnariat de l'Iran dans Eurodif et les fournitures d'uranium enrichi étaient deux points indissociables l'un de l'autre. L'un des négociateurs de l'équipe de François Scheer « minimisa l'affaire » en expliquant à la presse « qu'il ne s'agissait que d'une question de rédaction ».<sup>923</sup> Français et Iraniens auraient donc été d'accord sur le fond, mais auraient peiné à s'entendre sur la forme. Le 9 juillet 1991, quatre jours après le départ d'Ali Velayati, François Scheer retourna précipitamment en Iran.<sup>924</sup> Le 10, à l'issue d'entretiens avec les responsables iraniens, il assura que « le dossier (Eurodif) serait bouclé dans une quinzaine de jours. »<sup>925</sup> Le lendemain, un communiqué du ministère iranien des Affaires étrangères « (affirma) qu'une « solution (avait) été trouvée pour régler le différend qui avait surgi à Paris » la semaine (précédente). »<sup>926</sup> Ali Velayati déclara personnellement que le contentieux franco-iranien était « réglé » et qu'un accord définitif était « attendu

---

<sup>920</sup> *Le Monde* du 8/07/91 : « Commission économique mixte » était l'appellation donnée en 1974 par les Etats-Unis et l'Iran à la structure dédiée à la coopération nucléaire entre leurs pays. Voir chapitre 1.

<sup>921</sup> *Le Monde* du 5/07/91 & *Libération* du 12/07/91

<sup>922</sup> *Libération* du 12/07/91

<sup>923</sup> *Libération* du 12/07/91

<sup>924</sup> *Le Monde* du 11/07/91

<sup>925</sup> *Libération* du 12/07/91

<sup>926</sup> *Libération* du 12/07/91

*prochainement* ». <sup>927</sup> Huit jours plus tard, dans une interview diffusée par Radio-Téhéran, « *il (ajouta) que Paris était d'accord pour autoriser son pays à demeurer actionnaire d'Eurodif* » <sup>928</sup>.

La participation de l'Iran au capital d'Eurodif était donc bien le point sur lequel la négociation avait butté quelques jours plus tôt. Tous les actionnaires bénéficiant d'un droit d'enlèvement, la fourniture d'uranium enrichi était la conséquence de la participation au capital du consortium. <sup>929</sup> C'était la raison pour laquelle les Iraniens se montraient tellement intransigeants. Leur actionnariat dans Eurodif leur permettrait, une fois le contentieux réglé, de ne jamais être tributaires de contrats de fournitures de ce combustible. Aussi longtemps que le consortium existerait, ils n'auraient qu'à enlever la part d'uranium enrichi qui leur reviendrait. « *Le Quai d'Orsay (refusa) de commenter les propos de M Velayati. Son porte-parole se (contenta) de déclarer : « À ce stade, les choses sont en l'Etat. Il ne m'appartient pas ici de commenter tel ou tel élément d'un schéma d'accord qui forme un tout, à partir des données diverses et complexes de ce dossier. » »* » <sup>930</sup>

Contrairement aux prévisions de François Scheer, l'accord ne fut pas signé dans la quinzaine. Au début du mois d'août 1991, Français et Iraniens en étaient toujours au même point. Les ayatollahs rappelèrent donc leurs obligations aux autorités françaises. Le 6 août, Chapour Bakhtiar, l'ancien Premier ministre du Shah, <sup>931</sup> fut égorgé « *sous la haute surveillance de la police française* », <sup>932</sup> dans son appartement de Suresnes, en banlieue parisienne. <sup>933</sup> Ce meurtre fit s'effondrer le château de cartes patiemment bâti par Roland Dumas. Au mois de mai précédent, à Téhéran, le ministre français des Affaires étrangères avait en effet « *balayé les dernières réserves liées à l'image d'Etat terroriste attachée à l'Iran, pour estimer que les Iraniens « (accordaient) leurs actes à leurs paroles* ». <sup>934</sup> La République islamique était toujours un Etat terroriste. Aucun miracle ne s'était produit à Téhéran. La France, si elle ne

---

<sup>927</sup> *Libération* du 12/07/91

<sup>928</sup> *Le Monde* du 19/07/91

<sup>929</sup> *Libération* du 30/12/91

<sup>930</sup> *Le Monde* du 19/07/91

<sup>931</sup> Déjà victime d'une tentative d'assassinat en 1980.

<sup>932</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>933</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>934</sup> *Le Monde* du 7/05/91

cédait pas à toutes les exigences iraniennes, continuerait à être la cible de meurtres ou d'attentats.

Le Président Mitterrand reporta *sine die* son voyage officiel en Iran.<sup>935</sup> Il était désormais exclu qu'il prît le risque politique d'être le premier chef d'Etat occidental à se rendre à Téhéran. En revanche, Yves Girard retourna ces jours-ci en Iran, où il fit une autre promenade instructive. « *Nous visitâmes le nouveau centre de recherche nucléaire iranien, situé à une heure de route au nord-ouest de Téhéran et officiellement destiné aux applications médicales et agricoles* » écrit-il.<sup>936</sup> En réalité, le centre de recherche de Karaj abritait, entre autres choses, les installations d'enrichissement de l'uranium fournies par la Chine.<sup>937</sup> De retour en France, Yves Girard eût une idée qui pouvait selon lui freiner l'accès de l'Iran à la bombe atomique.<sup>938</sup> Il assure qu'il ne peut « *explicitement* » cette idée sans faire prendre « *des risques inutiles à un homme pour lequel (il) éprouve une grande estime.* »<sup>939</sup> Mais il raconte les réactions que provoqua son initiative : « *Par excès de logique, je commis deux erreurs successives. La première fut de communiquer cette idée au Commissariat à l'énergie atomique qui, terrorisé au simple son du mot « Iran », me pria d'oublier cette suggestion audacieuse. Sottement vexé d'avoir été ainsi éconduit, je rendis compte à François Scheer qui trouva l'idée excellente, mais devant relever du CEA, à qui il fit sèchement connaître son jugement. Cela redoubla la fureur du CEA international à mon égard. Dès lors, n'ayant aucune parenté avec Don Quichotte, je préfèrai considérer le dossier Iran « comme clos* ». »<sup>940</sup> Le fondateur d'Eurodif Georges Besse, avait été abattu de deux balles dans la tête, en 1987. Chapour Bakhtiar venait d'être égorgé à l'arme blanche. Les dirigeants du Commissariat à l'énergie atomique n'avaient aucune envie de jouer les héros. Quant au pouvoir politique, il avait depuis longtemps pris la décision d'accorder à l'Iran ce qu'il réclamait. Les autorités françaises laissèrent passer quelques semaines, le temps pour l'opinion publique d'oublier l'assassinat de Chapour Bakhtiar. Puis, le 23 octobre 1991, Mahmoud Vaezi revint à Paris.<sup>941</sup> « *Nous voyons le bout de la négociation* »,

---

<sup>935</sup> *Libération* du 7.8/12/91

<sup>936</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>937</sup> *Le Monde* du 19/11/92

<sup>938</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>939</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>940</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>941</sup> *Le Monde* du 26/10/91

*(déclara) M Roland Dumas vendredi 25 octobre, en commentant sur France Inter le sens de la visite du négociateur iranien... « Les négociateurs ont terminé leur travail. Nous passons aujourd'hui au peigne fin l'ensemble des textes. Ceux-ci devraient être paraphés dans la journée. »*<sup>942</sup>

Le ministre français des Affaires étrangères se garda d'entrer dans les détails. Il ne se passait à l'époque pas une semaine sans qu'une nouvelle révélation sur l'ampleur du programme atomique de l'Irak intervînt. Or, la France, bien qu'elle n'eût pas été le seul fournisseur de Bagdad, avait tout de même été son principal partenaire nucléaire. La discrétion était donc plus que jamais de mise dans le règlement du contentieux nucléaire franco-iranien. Les observateurs, qui avaient à l'esprit le blocage du mois de juillet précédent, se demandaient *« si l'Iran (garderait) ou non un droit d'accès aux fournitures d'uranium enrichi produit dans l'usine Georges Besse du Tricastin. Dans un contexte de méfiance internationale accrue vis-à-vis des dangers de la prolifération nucléaire, dont les découvertes faites en Irak (soulignaient) l'importance, ce « détail » n'en était pas un. (. . .) L'Iran (avait) sur ce point un dossier juridiquement imparable. (...) Sa participation (à Eurodif) lui donnait un droit d'accès à 10 % de l'uranium enrichi produit. (. . .) Les Iraniens (insistaient) pour conserver et exercer ces droits, et surtout pour le dire. (...) Le gouvernement français ... coincé juridiquement, n'en (souhaitait) pas moins, dans ce domaine, préserver au moins les apparences »*<sup>943</sup>.

Le principal problème semblait effectivement être devenu celui-là. Les Iraniens commentaient ouvertement l'accord qu'ils étaient en train de conclure avec Paris, tandis que les Français s'appliquaient à l'entourer de secret. En fait, les ayatollahs voulaient non seulement être des actionnaires à part entière, mais aussi des partenaires à la légitimité reconnue par les autres associés du consortium. Ils avaient besoin, pour soutenir leur retour sur la scène internationale, que leur pays acquît une respectabilité. Les Français, encombrés par l'identité terroriste de l'Iran, entachés par la révélation du programme atomique de l'Irak et en contradiction permanente avec la théorie de la non-prolifération nucléaire, tentaient au contraire de cacher au public l'admission de la République islamique dans le consortium Eurodif.

---

<sup>942</sup> Le Monde du 26/10/91

<sup>943</sup> Le Monde du 26/10/91



Le 25 octobre 1991, conformément à l'annonce de Roland Dumas, François Scheer et Mahmoud Vaezi paraphèrent l'accord final sur le contentieux Eurodif.<sup>944</sup> Les dispositions concernant l'actionnariat de l'Iran dans le consortium ne furent pas précisées. Cependant, à Téhéran, le vice-Président iranien déclara « *que « les pays musulmans devaient acquérir la bombe » pour « être à parité avec Israël. »* »<sup>945</sup> La signature officielle de l'accord par les ministres des Affaires étrangères français et iranien devait avoir lieu quelques semaines plus tard, « *une fois que les deux négociateurs, MM. François Scheer et Mahmoud Vaezi (auraient) reçu l'aval de leur gouvernement* »<sup>946</sup>.

### 3.2. L'ÉMERGENCE DE L'ORGANISATION IRANIENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE.

Au mois d'octobre 1991, tandis que Français et Iraniens paraphaient leur accord définitif, le Président américain George Bush se trouva comme l'année précédente dans l'impossibilité de « *certifier que le Pakistan ne (possédait) aucun engin nucléaire* ». <sup>947</sup> L'aide américaine à Islamabad demeura donc suspendue. <sup>948</sup> À la fin du mois, le Président chinois Yang Shangkun fit un voyage officiel au Pakistan. À Islamabad, il s'entretint avec son homologue pakistanais de « *la coopération* » notamment nucléaire, entre leurs pays. <sup>949</sup> Puis il annonça que la Chine accordait un crédit de 10 millions de dollars au Pakistan. <sup>950</sup> Pékin, qui était devenu « *l'un des principaux fournisseurs d'armes* » d'Islamabad, <sup>951</sup> avait pleinement pris le relais des Etats-Unis. Le Président Yang Shangkun s'envola ensuite pour Téhéran. « *Il était le premier chef d'Etat d'un pays membre du Conseil de sécurité de l'ONU à se rendre en Iran depuis la Révolution islamique de 1979.* » <sup>952</sup> Le programme du Président chinois, qui le faisait aller d'Islamabad à Téhéran n'avait rien de fortuit. L'Iran et le Pakistan avaient entamé leur coopération nucléaire en 1987, l'année où la France avait elle-même relancé sa coopération avec Islamabad. Lors de la rupture des relations

---

<sup>944</sup> *Le Monde* du 26/10/91 & *Le Monde* du 28/10/91

<sup>945</sup> *Libération* du 30/12/91

<sup>946</sup> *Le Monde* du 28/10/91

<sup>947</sup> Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat, in *Le Monde* du 16/01/92

<sup>948</sup> *Le Monde* du 16/01/92

<sup>949</sup> *Le Monde* du 30/10/91

<sup>950</sup> *Le Monde* du 30/10/91

<sup>951</sup> *Le Monde* du 30/10/91

<sup>952</sup> *Le Monde* du 1/11/91

diplomatiques entre Paris et Téhéran, l'Iran avait confié ses intérêts au Pakistan. Ces deux pays étaient, à l'instar de la France, liés par des accords de coopération avec la Chine.

L'accord conclu entre les Iraniens et les Chinois au mois de juin 1985, lors du voyage officiel de Hachemi Rafsandjani à Pékin avait toujours été démenti de part et d'autre et camouflé par les États-Unis, malgré la multiplication des fuites dans la presse. Alors que le Président Yang Shangkun arrivait à Téhéran, le *Washington Post* publia des informations selon lesquelles la Chine fournissait à l'Iran « *des équipements susceptibles de fabriquer la matière fissile nécessaire à la fabrication d'une arme nucléaire* ». <sup>953</sup> Il s'agissait du, ou des calutrons que les Chinois avaient vendus aux Iraniens au mois de juin 1990, en même temps qu'un petit réacteur et dont Reza Amrollahi, le président de l'Organisation iranienne à l'énergie atomique, attendait la livraison au mois de janvier 1991, à l'époque de la visite d'Yves Girard.

Le 30 octobre 1991, au lendemain de la parution de l'article du *Washington Post*, Richard Solomon, secrétaire d'État adjoint pour l'Asie et le Pacifique fut interrogé à ce propos par les sénateurs américains. « *Pour la première fois, un responsable du département d'Etat (déclara) devant le Congrès que Washington « (pensait) qu'il (existait) une forme de coopération nucléaire entre la Chine et l'Iran. » » (. . .) « Il y a quelque chose là-dessous, dont nous avons parlé avec les Chinois et que nous continuerons à suivre »*, (dit)-il. <sup>954</sup> La reconnaissance soudaine, par les autorités américaines, de l'existence d'une coopération sino-iraniennne n'intervenait pas sans raison en cette fin de mois d'octobre 1991. Elle était l'un des éléments du règlement entrepris avec Téhéran. La Chine était appelée à jouer un rôle de premier plan dans la poursuite du programme atomique de l'Iran. Pour que cela fût possible, il était prévu que Pékin, après l'avoir refusé pendant vingt-trois ans, signerait le Traité de non-prolifération nucléaire. Par ce subterfuge, les Américains espéraient à la fois normaliser les relations atomiques de la Chine avec l'Iran et le Pakistan et relancer leurs propres projets de coopération nucléaire avec Pékin. L'accord de coopération signé au mois de juillet 1985 par les Présidents Reagan et Li Xiannan n'avait en effet pu être suivi d'aucun contrat de vente de centrales, en raison des liens entretenus par la Chine avec le Pakistan et l'Iran.

---

<sup>953</sup> *Le Monde* du 1/11/91

De même, il était prévu que la France adhêrât au TNP. Les engagements de non-prolifération nucléaire auxquels elle assurait se tenir dans son accord avec l'Iran jouiraient ainsi d'un minimum de crédibilité. « *Le choc provoqué par la révélation du programme irakien. ... (avait remis) le problème de la prolifération sur le devant de la scène mondiale. (...) Ce regain d'actualité (s'était traduit), ... au printemps 1991, par l'annonce de l'adhésion prochaine des deux puissances nucléaires (officielles) qui en étaient absentes : la Chine et la France.* »<sup>955</sup>. Ces jours-ci, à Paris, « *le projet de loi de ratification du traité de non-prolifération nucléaire (avait été) soumis au Parlement et adopté sans aucune opposition, dans l'indifférence générale et devant un hémicycle presque vide.* »<sup>956</sup> L'enjeu était nul. La signature du traité de non-prolifération, celui-ci devant être sous peu qualifié par les dirigeants indiens de « *traité de prolifération nucléaire* »<sup>957</sup>, n'aurait aucune incidence sur le commerce nucléaire de la France. « *L'adhésion de la France (était) attendue pour la mi-1992, quelques mois après celle de la Chine.* » Alors qu'elle ouvrait à l'Iran les portes d'Eurodif, la France s'achetait à peu de frais une nouvelle ... virginité. Le 4 novembre 1991, une dizaine de jours après avoir paraphé l'accord Eurodif avec François Scheer, Mahmoud Vaezi annonça depuis la capitale iranienne que « *les documents portant sur le règlement du contentieux franco-iranien seraient signés « le mois (suivant) » à Téhéran, en présence du chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas* »<sup>958</sup>. Le Quai d'Orsay se refusa à confirmer ou démentir la nouvelle. « *c'(était) vraisemblable que cette visite, sujette à controverses en France, ne (serait) annoncée qu'au dernier moment.* »<sup>959</sup> À Paris, la politique de rapprochement de l'Iran était critiquée à la fois par les amis de l'Irak, dont le chef de file, Jean-Pierre Chevènement, avait démissionné de ses fonctions de ministre de la Défense pour protester contre la participation de la France à la guerre du Golfe, et par les amis d'Israël (eux-mêmes adversaires de Bagdad), que la nucléarisation de la République islamique inquiétait au plus haut point. Pour ceux-là, le danger représenté par la bombe irakienne jusqu'au début de l'année 1991 avait été remplacé par la menace d'une prochaine arme

---

<sup>954</sup> *Le Monde* du 1/11/91

<sup>955</sup> Bertrand Goldschmidt, in *L'aventure de l'atome*, op. cit.

<sup>956</sup> *Le Monde* du 06/11/91

<sup>957</sup> *Le Monde* du 06/11/91

<sup>958</sup> *Le Monde* du 6/11/91

<sup>959</sup> *Le Monde* du 31/12/91

atomique iranienne. Au lendemain du meurtre de Chapour Bakhtiar, le gouvernement français adoptait donc un profil bas. Les Iraniens continuaient en revanche à parler :

*« Rendant compte de ses négociations avec la France, M Vaezi, qui (négociait) depuis trois ans ce dossier pour la partie iranienne, (déclara) que ce règlement contenait « cinq dossiers », seize articles et vingt appendices. (. . .) Deux dossiers (concernaient) le prêt Eurodif de 1 milliard de dollars octroyé en 1974 par l'Iran du Shah au Commissariat à l'énergie atomique pour la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium dans le cadre du programme multinational Eurodif. (...) Le troisième dossier (concernait) « le contrat avec un consortium de sociétés françaises pour construire la centrale nucléaire de Karoun que l'Iran (avait) abandonnée après la Révolution », (. . .) Les deux autres dossiers (concernaient) les parts de l'Iran dans la société Eurodif (ajouta) M Vaezi. (. . .) Il (précisa) que la participation iranienne dans le consortium de production d'uranium enrichi (était) maintenue. Au Quai d'Orsay, on (nota) que l'Iran avait effectivement des « droits théoriques », qui seraient gérés le moment venu, conformément aux engagements que la France (avait) par ailleurs en matière de non-prolifération ... Le ministère des Affaires étrangères (maintint) d'autre part qu'il (avait) été convenu de garder confidentiel le contenu de l'accord et ne (confirma) par conséquent aucune des informations données par M Vaezi. »<sup>960</sup>. Tout était dit.*

Dès lors, les événements se précipitèrent. Le 29 décembre 1991, à Téhéran, l'accord final sur le contentieux franco-iranien fut signé par Mahmoud Vaezi et François Scheer. Il s'agissait du même document « *en 16 points et 20 pages* » déjà paraphé par les deux négociateurs le 25 octobre précédent.<sup>961</sup> Contrairement à ce qui était initialement prévu, la cérémonie se déroula « *dans la discrétion, Roland Dumas n'ayant pas cru bon de faire le voyage. (. . .) Le contexte nucléaire dans lequel (intervenait) la signature du contentieux entre la France et l'Iran (n'était) pas très heureux. Il (apparaissait) de plus en plus clair... que l'Iran (concoctait) activement quelques bombes. (. . .) Téhéran (avait) beau être signataire du traité de non-*

---

<sup>960</sup> *Le Monde* du 06/11/91

*prolifération nucléaire, cela ne (rassurait) personne. ( ...) Selon certains experts nucléaires, l'Iran pourrait (« acquérir la bombe atomique ») en quelques années. Côté français ... on se (voulait) ferme : « Nous leur avons clairement dit que nous respecterions nos engagements en matière de non-prolifération. » Mais les Iraniens, (reconnaissait) une source autorisée, « (avaient) fait mine de ne pas entendre »<sup>962</sup>.*

Le Quai d'Orsay confirma la signature de l'accord, mais il « (invoqua) une entente avec l'Iran pour ne pas en révéler la teneur. »<sup>963</sup> Il s'agissait, précisèrent les responsables du ministère des Affaires étrangères, « d'un « mémorandum avec mention secrète » ou d'un « arrangement » qui ne « nécessiterait pas l'accord du Parlement ». »<sup>964</sup> Cette présentation des choses était frauduleuse. En effet, « l'article 53 de la Constitution stipule : « Les traités ou accords... qui engagent les finances de l'Etat ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi... Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés. » »<sup>965</sup> Or, l'accord franco-iranien engageait les finances de l'Etat. Il aurait donc dû faire l'objet d'un débat parlementaire, suivi d'un vote. Mais aucune voix ne s'éleva pour rappeler les termes de la Constitution au président de la République. Cependant, plusieurs points de l'accord furent confirmés ou révélés par les autorités françaises. En premier lieu, l'Iran fut rétabli dans son statut d'actionnaire d'Eurodif avec les droits afférents, notamment celui de retirer sa part d'uranium enrichi.<sup>966</sup> Il ne fut en revanche pas précisé si, conformément à l'accord publié entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988, la République islamique avait désormais une « participation directe au capital d'Eurodif »,<sup>967</sup> en remplacement de son actionnariat de 40 % dans la Sofidif (Société franco-iranienne de diffusion gazeuse), elle-même détentrice de 25 % des parts du consortium. Pour ce qui concernait le prêt de 1 milliard de dollars, la France, qui avait remboursé deux fois 330 millions de dollars à l'occasion de la libération d'otages du Liban, en 1986 et

---

<sup>961</sup> *Le Monde* du 31/12/91

<sup>962</sup> *Libération* du 30/12/91

<sup>963</sup> *Le Monde* du 31/12/91

<sup>964</sup> *Le Monde* du 31/12/91

<sup>965</sup> André Postel-Vinay, *Diplomatie française et affairisme - Un étrange secret d'Etat*, in *Le Monde*, avril 1992

<sup>966</sup> François Scheer, *doc. cit.* & *Le Monde* du 31/12/91 & André Postel-Vinay, *Diplomatie française et affairisme - Un étrange secret d'Etat*, in *Le Monde*, avril 1992.

<sup>967</sup> Christian Millet, Dépêche AFP, rubrique « *Politique France* », le 6 mai 1988.

1987, s'était engagée à verser 1 milliard de dollars supplémentaire.<sup>968</sup> Selon les négociateurs du gouvernement Chirac, les 600 millions de dollars déjà payés avaient, pour partie, été « « (reversés par l'Iran) au Hezbollah et au Jihad islamique » à titre de « remboursement des frais engagés par les ravisseurs pour avoir gardé les otages ». »<sup>969</sup> Mais il ne s'agissait, selon eux, pas d'une « rançon ». <sup>970</sup> L'Etat français avait donc financé les extrémistes qui avaient capturé ses ressortissants et organisé des attentats sur son territoire et contre ses intérêts à l'étranger. Les autres clauses financières connues se rapportaient au contentieux qui avait opposé les entreprises françaises et la République islamique. Le consortium d'industriels conduit par Framatome réclamait 5 milliards de francs de compensation à l'Iran, du fait de l'annulation du contrat des centrales de Karun.<sup>971</sup> Il avait été indemnisé par la COFACE, la compagnie d'assurance chargée de garantir les accords passés par des sociétés françaises avec des Etats tiers. En guise de dédommagement, il avait perçu 1,2 milliard de francs.<sup>972</sup> Les Iraniens l'indemnisèrent néanmoins, dans le cadre de l'accord, à hauteur de 3,2 milliards de francs...<sup>973</sup> Cet arrangement était cohérent puisque le tribunal arbitral de Lausanne avait, au mois d'octobre précédent, estimé à 4,06 milliards de francs le préjudice subi par les constructeurs de centrales.<sup>974</sup> L'Etat iranien complétait donc l'indemnisation déjà assurée par la COFACE. Par ailleurs, les entreprises COGEMA et Framatome avaient été condamnées par un tribunal international pour n'avoir pas livré à l'Iran l'uranium enrichi qu'il avait acheté<sup>975</sup> par un contrat indépendant des enlèvements prévus dans le cadre de son actionnariat dans Eurodif.<sup>976</sup> Celui-ci avait été signé en 1977, en même temps que celui qui avait permis le lancement des travaux de la centrale de Karun.<sup>977</sup> Framatome et COGEMA s'engagèrent dans le cadre de l'accord à verser solidairement 1,3 milliard de francs à Téhéran.<sup>978</sup> Cette disposition était elle aussi parfaitement logique. L'Iran n'avait pas reçu l'uranium enrichi qu'il avait commandé et partiellement payé.<sup>979</sup> Les entreprises

---

<sup>968</sup> *Le Monde* du 02/01/92

<sup>969</sup> Déclarations des « officiels français » dans le *Washington Post*, in *Libération* du 10/05/88

<sup>970</sup> Déclarations des « officiels français » dans le *Washington Post*, in *Libération* du 10/05/88

<sup>971</sup> *Le Monde* du 3/10/91

<sup>972</sup> *Le Monde* du 2/01/92

<sup>973</sup> *Le Monde* du 2/01/92

<sup>974</sup> *Le Monde* du 3/10/91

<sup>975</sup> *Le Monde* du 2/01/92

<sup>976</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>977</sup> Yves Girard, *op. cit.*

<sup>978</sup> *Le Monde* du 2/01/92

<sup>979</sup> Yves Girard, *op. cit.*

françaises étaient coupables de cette rupture de contrat. Elles payaient donc le prix du préjudice infligé à la République islamique.

Le volet concernant Eurodif était beaucoup plus surprenant. Dans l'accord, le consortium était présenté comme ayant subi un préjudice du fait du non-enlèvement par l'Iran, durant la période du contentieux, de l'uranium enrichi que son statut d'actionnaire l'obligeait à acheter.<sup>980</sup> Or, la République islamique avait été empêchée d'opérer ces enlèvements par la France. Les dirigeants iraniens n'avaient cessé, au cours des années passées, de réclamer « *la reprise des enlèvements d'uranium enrichi* » dans le cadre de leur participation à Eurodif. Le motif du conflit qui les opposait à la France depuis 1979 était celui-là. Il était donc invraisemblable que la République islamique dédommageât Eurodif pour un préjudice dont elle était elle-même la victime et pour la reconnaissance duquel elle se battait depuis dix ans. Pourtant, le consortium reçut, au titre de ce préjudice imaginaire, 5 milliards de francs de l'Iran.<sup>981</sup> La République islamique, qui avait négocié pied à pied avec la France, ne déboursait pas une telle somme sans raison. Ce versement abritait fatalement un contrat. L'Iran ne pouvait rien acheter d'autre au consortium Eurodif que ce qu'il vendait, c'est à dire de l'uranium enrichi. Cette clause de l'accord prévoyait donc selon toute vraisemblance que la République islamique pût effectuer été refusés au cours des dix années précédentes, parallèlement à ceux qui lui étaient désormais autorisés. Les Iraniens s'étaient offert, à concurrence de 5 milliards de francs, l'uranium enrichi qui aurait dû leur revenir depuis la mise en service de l'usine Eurodif. Par cette disposition, Paris et Téhéran avaient remis les compteurs à zéro. Leur contentieux était ainsi complètement apuré. Aucune autre information ne filtra. Mais il apparut clairement que l'accord franco-iranien avait été élaboré en étroite concertation avec les Etats-Unis et en association avec la Chine et le Pakistan. Ainsi, le 29 décembre 1991, à l'instant précis où François Scheer et Mahmoud Vaezi signaient leur document final à Téhéran, les Etats-Unis et la République islamique paraphèrent un accord qui mettait fin à leur propre « *différend* ». <sup>982</sup> « *Même si les Etats-Unis (affirmaient) qu'il ne (fallait) y voir « aucun lien », la presse américaine (avait) relevé que les dernières libérations d'otages américains au Liban (avaient) lieu au moment où un règlement (intervenait) dans le contentieux entre Washington et*

---

<sup>980</sup> *Le Monde* du 2/01/92

<sup>981</sup> *Le Monde* du 2/01/92

Téhéran. *L'affaire... remontait à la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran, en 1979 : en représailles, les Etats-Unis avaient saisi les avoirs iraniens sur leur territoire et placé sous embargo certaines livraisons d'armes déjà payées par l'Iran.* »<sup>983</sup> Officiellement, l'accord signé ce 29 décembre portait exclusivement sur les compensations dues par Washington à Téhéran. Mais cette version était peu vraisemblable. En effet, l'imbrication des accords américano-iraniens et franco-iranien, ce dernier étant exclusivement nucléaire, était telle qu'ils avaient dû être signés le même jour. La France et les Etats-Unis avaient donc pris des engagements croisés à l'égard de la République islamique. Par ailleurs, le 29 décembre encore, le Parlement chinois approuva la décision du gouvernement de Pékin de signer le traité de non-prolifération nucléaire.<sup>984</sup> L'adhésion de la Chine au TNP devait être ratifiée lors de la session parlementaire du mois de mars suivant.<sup>985</sup> Cette disposition, loin de faire obstacle à la coopération sino-iranienne, allait au contraire permettre de l'institutionnaliser. De tous les pays du « *second cercle* » destinés à détenir la bombe atomique, l'Iran était l'un des seuls qui eussent un retard à combler. De fait, la République islamique allait devoir signer des contrats et engager des travaux pour l'implantation de nouvelles installations nucléaires. Il n'était ni possible ni même souhaitable que ces opérations fussent officieuses. Le programme atomique de l'Iran, pour pouvoir se poursuivre parallèlement à un retour de ce pays sur la scène internationale, devait être banalisé. Pour cela, tous les achats d'équipements nucléaires effectués par la République islamique devraient pouvoir être justifiés. L'Iran était signataire du traité de non-prolifération nucléaire. Il était indispensable que son principal fournisseur, qui serait désormais la Chine, le fût également.

Les dirigeants chinois, lorsqu'ils seraient dénoncés pour leurs transferts de technologies vers l'Iran, n'auraient qu'à « (*prôner*) le respect (de l'article 4) du traité de non-prolifération) qui engage les puissances nucléaires à aider les Etats non nucléaires à se doter d'une capacité nucléaire civile.»<sup>986</sup>. Les technologies nucléaires étant pour la plupart duales, Pékin pourrait ainsi fournir à Téhéran les équipements

---

<sup>982</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

<sup>983</sup> *Le Monde* du 5/12/91

<sup>984</sup> *Le Monde* du 31/12/91

<sup>985</sup> *Le Monde* du 31/12/91

<sup>986</sup> *Le Monde* du 30/10/97



nécessaires à la mise au point de son arsenal atomique, tout en se conformant au traité de non-prolifération. Position officielle de la Chine, depuis son adhésion au TNP, à l'égard des transferts de technologies qu'elle opère notamment vers l'Iran. Désormais, plus rien ne s'opposait à l'accès de l'Iran à l'arme atomique. La République islamique était actionnaire d'Eurodif et habilitée à acheter de l'uranium enrichi au consortium. Elle était fournie en technologies et en équipements nucléaires par des alliés des Etats-Unis. Les Français et les Américains avaient cédé à l'intégralité de ses revendications. Il ne restait plus qu'à veiller à ce que les apparences fussent sauvegardées.

Il était prévu que la Chine devînt le fournisseur officiel de l'Iran. Cela permettrait que l'Argentine, qui avait signé un vaste accord de coopération avec Téhéran au printemps 1987 et travaillait depuis cette date, au travers de l'entreprise à capitaux allemands Enace sur le site de Busher, se retirât du programme iranien.<sup>987</sup> La centrale nucléaire de Busher étant une centrale américaine, les responsables de la Maison Blanche préféraient en effet qu'elle ne fût pas achevée par l'un de leurs licenciés. La manœuvre qui consistait à abriter les Allemands derrière une entreprise argentine dont ils détenaient le quart du capital, pour fournir des équipements américains à la République islamique n'avait abusé personne. Les responsables de la Maison Blanche prévoyaient donc de faire appel à un partenaire plus discret. Il ne subsisterait ainsi aucune trace des Etats-Unis dans la bombe atomique iranienne. Le Pakistan, qui avait lui aussi passé un accord de coopération avec l'Iran en 1987, devait en revanche poursuivre son assistance. L'achèvement du potentiel nucléaire de la République islamique passerait ainsi pour une initiative de Pékin et Islamabad.

Le 31 décembre 1991, quarante-huit heures après la formalisation des accords franco et américano-iraniens, la Chine et le Pakistan signèrent un contrat en bonne et due forme par lequel Pékin vendit à Islamabad la petite centrale nucléaire promise au début de l'année 1990.<sup>988</sup> Une semaine plus tard, le 6 janvier 1992, le sénateur républicain Lary Pressler, qui avait donné son nom à l'amendement interdisant au Congrès américain de fournir une aide aux pays soupçonnés de détenir la bombe atomique, se rendit au Pakistan.<sup>989</sup> À Islamabad, il redit « *que le Pakistan (possédait) déjà l'arme nucléaire. « La crainte existe ici d'une bombe islamique..., Affirma)-t-il* »<sup>2</sup> dans une allusion à peine voilée aux travaux communs au Pakistan et à l'Iran. Les Pakistanais furent aussitôt accusés de toutes parts d'aider la République islamique

---

<sup>987</sup> in *Le Monde* du 19/11/92

<sup>988</sup> in *Le Monde* du 20/01/92

<sup>989</sup> in *Le Monde* du 16/01/92

à concevoir sa bombe atomique.<sup>990</sup> Le 12 janvier, le vice-Premier ministre pakistanais démentit cette information.<sup>991</sup> Le lendemain, Dick Cheney, secrétaire d'Etat américain à la Défense<sup>4</sup> déclara depuis Bonn, où il était reçu par le chancelier Helmut Kohl :

*« Que « quinze à vingt pays du tiers-monde pourraient être capables de lancer des missiles balistiques d'ici à la fin du siècle » et que « la moitié d'entre eux pourrait avoir la bombe atomique ». (...) Les déclarations de M. Cheney sur la prolifération nucléaire (rejoignaient) les observations des services spécialisés français, selon lesquels quinze pays autour de la Méditerranée, au Moyen-Orient et en Asie (avaient déjà) la capacité de concevoir des armes balistiques. Lis (seraient) une vingtaine avant la fin du siècle. (...) Parmi ces pays, certains (étaient) déjà ou (seraient) bientôt en mesure de maîtriser la fabrication d'armes nucléaires emportées, d'abord par des avions, ensuite par leurs missiles. Outre l'Inde, Israël et le Pakistan, dont l'avancement des travaux nucléaires (était) connu, il (s'agissait) de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Argentine, du Brésil, des deux Corées, de l'Irak, de l'Iran, de la Libye, de la Syrie et de Taïwan ».*<sup>992</sup>

En fait, de tous les pays cités, seuls l'Iran, la Syrie, l'Algérie et la Libye appartenaient encore à la catégorie des pays qui « seraient bientôt en mesure de maîtriser la fabrication d'armes nucléaires emportées ». Tous les autres pays « étaient en mesure » de le faire. Le surlendemain, le 14 janvier, Nawaz Sharif, Premier ministre du Pakistan vint en visite officielle en France. À peine arrivé à Paris, il déclara à la presse « que la coopération dans les domaines de la défense et du nucléaire serait au cœur de ses conversations avec les responsables français. »<sup>993</sup> Le même jour, « Washington exprima à nouveau sa « préoccupation » à propos du programme nucléaire pakistanais. (...) « Nous sommes incapables de dire que le Pakistan ne possède pas la bombe nucléaire », (indiqua) M<sup>me</sup> Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat. »<sup>994</sup>

Le 26 janvier 1992, « sous l'amicale pression de Washington »,<sup>995</sup> le gouvernement argentin annonça sa décision de « suspendre l'envoi de matériel nucléaire à l'Iran dans le cadre du

---

<sup>990</sup> Marie-Hélène Labbé, *op. cit.*

<sup>991</sup> Marie-Hélène Labbé, *op. cit.*

<sup>992</sup> *Le Monde* du 15/01/92

<sup>993</sup> *Le Monde* du 15/01/92

<sup>994</sup> *Le Monde* du 16/01/92

<sup>995</sup> *Le Monde* du 19/11/92

*contrat de 18 millions de dollars* » signé au printemps 1987.<sup>996</sup> La République islamique « *se (tourna)* » alors vers Pékin.<sup>997</sup> Au mois de février suivant, l'Agence internationale de l'énergie atomique donna sa bénédiction au programme nucléaire iranien. Une délégation de l'Agence inspecta le centre de recherche de Téhéran (où était installé le réacteur de recherche fourni par les États-Unis dans les années 60), le centre d'Ispahan (abritant le réacteur livré par la Chine), le centre de Karaj (où étaient les installations d'enrichissement de l'uranium vendues par la Chine), le centre de Mohallem-Kalayeh (encore en construction)<sup>998</sup>, ainsi que l'exploitation des mines uranifères de Saghand<sup>999</sup>. Un an plus tôt, Yves Girard avait visité les centres de recherche d'Ispahan et de Karaj. Il en avait alors suffisamment vu pour tenter de trouver une parade à la bombe atomique iranienne.<sup>1000</sup> Les experts nucléaires de l'AIEA, en revanche, ne « *(trouvèrent) rien qui donnait à penser que les Iraniens (avaient) un programme militaire* »<sup>1001</sup> « *À son retour à Vienne, le principal responsable (de la mission d'inspection de l'AIEA), M. Jennekens (affirma) qu'il n'avait aucune raison de suspecter un quelconque détournement du programme nucléaire de l'Iran, en dépit des doutes avancés dès mars 1990 par le service de renseignement de la marine américaine* ». <sup>1002</sup>

Le 9 mars 1992, la Chine adhéra au Traité de non-prolifération nucléaire.<sup>1003</sup> Huit jours plus tard, les Iraniens, appuyés par les Pakistanais, sanctionnèrent la défection de l'Argentine et signifièrent aux Américains qu'ils attendaient un nouveau partenaire pour l'achèvement de la centrale de Busher. Le 17 mars, une voiture piégée fut projetée contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires.<sup>1004</sup> L'attentat, qui fit 28 morts et 235 blessés, fut revendiqué par le Jihad islamique.<sup>1005</sup> Quatre islamistes pakistanais furent arrêtés.<sup>1006</sup> Les gouvernements israélien et américain désignèrent aussitôt l'Iran. « *Du côté israélien, on (avança) la thèse de représailles contre la politique étrangère du Président Menem au Proche-Orient, et notamment sa décision de retirer l'appui*

---

<sup>996</sup> *Le Monde* du 19/01/92

<sup>997</sup> *Le Monde* du 19/11/92

<sup>998</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>999</sup> *Le Monde* du 19/11/92

<sup>1000</sup> Voir chapitre 2

<sup>1001</sup> Marie-Hélène Labbé, op. cit.

<sup>1002</sup> *Le Monde* du 25/07/92

<sup>1003</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>1004</sup> *Le Monde* du 23/03/92

<sup>1005</sup> *Le Monde* du 20/03/92 & *Le Monde* du 23/03/92

<sup>1006</sup> *Le Monde* du 14/05/99

*argentin au programme nucléaire iranien.* »<sup>1007</sup> Après enquête et instruction de l'affaire, « *la Cour suprême de justice argentine (accusa) le groupe terroriste Jihad islamique, bras armé du Hezbollah pro-iranien, (...) mettant (ainsi) en cause Téhéran.* »<sup>1008</sup>

Le 3 août 1992, la France adhéra au traité de non-prolifération nucléaire<sup>1009</sup>. Le 9 septembre suivant, Hachemi Rafsandjani se rendit à Pékin pour une visite d'Etat de quatre jours. « *Les entretiens du Président iranien avec son homologue chinois, M. Yang Shangkun, ainsi qu'avec les principaux dirigeants du pays (seraient) essentiellement consacrés à leur coopération nucléaire et militaire... Pékin (négociait) la vente d'une centrale nucléaire à Téhéran...* »<sup>1010</sup> La coopération sino-iranienne était désormais officielle. Le 10 septembre, deuxième jour de sa visite, Hachemi Rafsandjani annonça que son pays allait acheter une centrale nucléaire à la Chine.<sup>1011</sup> L'agence de presse Chine nouvelle, qui relayait la voix du gouvernement de Pékin, « *(rappela) que « l'Iran (acceptait) l'inspection et la supervision de ses installations nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique.* » »<sup>4</sup> En apportant sa caution, l'Agence achevait de légitimer le programme militaire de l'Iran. Quinze jours plus tard, le 23 septembre 1992, Reza Amrollahi, vice-Président de l'Iran et président de l'Organisation iranienne à l'énergie atomique se rendit au siège de l'AIEA, à Vienne. Là, il donna une conférence de presse au cours de laquelle il précisa que la centrale vendue par la Chine était composée de deux réacteurs de 300 mégawatts chacun « *(disposant) d'éléments européens et japonais* »<sup>1012</sup>, c'est-à-dire de la technologie américaine essentiellement fournie à Pékin par la France, à la demande des Etats-Unis.

Les réacteurs achetés par les Iraniens, baptisés Qishan<sup>1013</sup>, étaient en effet des répliques de celui que la Chine avait vendu au Pakistan le 31 décembre 1991 pour compléter son programme militaire, et qui « *(comportait) un grand nombre d'éléments très importants provenant de pays occidentaux : les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon et l'Italie.* »<sup>1014</sup>

---

<sup>1007</sup> *Le Monde* du 14/05/99

<sup>1008</sup> *Le Monde* du 14/05/99

<sup>1009</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>1010</sup> *Le Monde* du 11/09/92

<sup>1011</sup> *Le Monde* du 12/09/92

<sup>1012</sup> *Le Monde* du 25/09/92

<sup>1013</sup> Du nom de l'agglomération chinoise dans laquelle le premier exemplaire de ce réacteur était construit. In Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>1014</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

Dans l'évocation de ses fournisseurs, Reza Amrollahi avait juste oublié de citer les États-Unis.

Le président de l'Organisation iranienne à l'énergie atomique indiqua par ailleurs que l'Iran pourrait acheter deux réacteurs à la Russie.<sup>1015</sup> La République islamique signifiait ainsi que si la Chine ne lui vendait pas les installations dont elle avait besoin, elle n'hésiterait pas à se tourner vers Moscou. Les Iraniens avaient commencé ce chantage au mois de mars 1990, avant le démantèlement du bloc soviétique, en claironnant que Moscou serait d'accord pour leur vendre des centrales nucléaires.<sup>1016</sup> Enfin, Reza Amrollahi, interrogé sur la centrale de Busher, « *(admit) que l'Iran rencontrait « des difficultés » avec l'Allemagne pour l'achèvement de (sa) construction.* »<sup>1017</sup> Il s'abstint de mentionner l'Argentine, pourtant signataire du contrat qui venait d'être résilié. Sans doute cela eût-il été une référence trop criante à l'attentat contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, survenu six mois plus tôt. La construction des deux réacteurs vendus par la Chine fut aussitôt entreprise à Esteghlal, à deux pas de Busher.<sup>1018</sup> Au mois de novembre suivant, les autorités américaines assurèrent que l'Iran détiendrait l'arme nucléaire autour de l'année 2000<sup>1019</sup>.

Le 12 décembre 1992, « *l'Union européenne décida d'avoir un « dialogue critique » avec l'Iran* ». <sup>1020</sup> La République islamique demeurait en effet théoriquement bannie par la communauté internationale. En réalité, sa seule disgrâce consistait à apparaître sur la liste des Etats terroristes établie par le Pentagone. Cela avait pour conséquences que les relations diplomatiques entre Washington et Téhéran n'étaient pas rétablies et que les Américains appliquaient un embargo sur l'Iran. De ce fait, les entreprises américaines des secteurs pétroliers, de l'armement et du nucléaire ne pouvaient commercer librement avec la République islamique. Les Européens, qui n'avaient jamais interrompu leurs échanges avec l'Iran, avaient inventé la formule du « *dialogue critique* » pour donner à leurs affaires iraniennes l'apparence de la pureté. La République islamique était ainsi supposée être placée sous leur vigilante surveillance. Deux mois plus tard, en février 1993, les Iraniens signèrent un nouveau contrat avec les Chinois, portant sur deux

---

<sup>1015</sup> *Le Monde* du 25/09/92

<sup>1016</sup> *Le Monde* du 09/03/90

<sup>1017</sup> *Le Monde* du 25/09/92

<sup>1018</sup> *Le Monde* du 01/10/97

<sup>1019</sup> *Le Monde* du 19/11/92

<sup>1020</sup> Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *op. cit.*

autres réacteurs de 300 mégawatts et « *divers éléments de technologie nucléaire* ». <sup>1021</sup> La construction de ces réacteurs fut laissée en suspens, pour des raisons financières. <sup>1022</sup> L'Iran était en pleine crise économique <sup>1023</sup> et les autorités de Téhéran privilégiaient le projet de relancer le chantier de la centrale de Busher. Les États-Unis étaient d'accord. Les Allemands étaient donc prêts à vendre à l'Iran les cœurs des deux réacteurs américains qui n'avaient jamais été livrés. <sup>1024</sup> Mais il n'était pas question qu'ils le fissent en direct.

### 3.3. BUSHEHR, LE SITE SYMBOLE DU NUCLEAIRE CIVILE IRANIEN

L'entreprise KWU, signataire du contrat de la centrale de Busher, en 1974, était une filiale des sociétés allemandes AEG (détentriche de la licence américaine Général Electric) et Siemens (dotée de la licence américaine Westinghouse). <sup>1025</sup> Elle avait exploité les deux licences tout au long de son existence. <sup>1026</sup> KWU avait été absorbée par Siemens, laquelle détenait désormais les deux licences américaines. <sup>1027</sup> Pour fournir les cœurs des réacteurs de Busher aux Iraniens, les Allemands et les Américains décidèrent de prendre les Tchèques pour intermédiaires. Un accord triangulaire fut discrètement passé en 1993. Il était prévu que la société Siemens vendît les cœurs des réacteurs à l'entreprise Skoda, laquelle les rétrocéderait à l'Iran. <sup>1028</sup> Mais la transaction fut révélée et le gouvernement tchèque fut obligé de bloquer le contrat. <sup>1029</sup> Il faudrait donc trouver une autre solution, les Iraniens n'étant pas disposés à abandonner la centrale de Busher.

Le 2 juin 1994, « *rentrant d'un séjour « privé », tout de même très officiel, de dix jours aux États-Unis, le Président du Pakistan, Farouk Leghari, (fit) une escale d'un jour à Paris, au cours de laquelle il (fut) reçu durant une heure par son homologue François Mitterrand. (...) Selon M. Leghari, les deux hommes (parlèrent) de « nucléaire* ». <sup>1030</sup> La teneur de

---

<sup>1021</sup> *Le Monde* du 19/04/95 & *Le Monde* du 24/02/93

<sup>1022</sup> *Le Monde* du 30/09/95

<sup>1023</sup> *Le Monde* du 30/09/95

<sup>1024</sup> *Le Monde* du 01/10/97

<sup>1025</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>1026</sup> *Ibid.*, p.

<sup>1027</sup> *Ibid.*, p.

<sup>1028</sup> *Le Monde* du 01/10/97

<sup>1029</sup> *Le Monde* du 01/10/97

<sup>1030</sup> *Le Monde* du 16/01/92

leurs entretiens ne fut pas dévoilée. Les observateurs posèrent donc l'hypothèse que les deux Présidents avaient reparlé du projet pakistanais d'acheter une centrale nucléaire à la France.<sup>1031</sup> Mais il n'en était rien, la France ayant pris pour règle au mois de septembre 1991 d'adopter les « *contrôles intégraux* » et de ne plus vendre de centrales qu'à des pays signataires du traité de non-prolifération.<sup>1032</sup>

Bill Clinton, qui avait pris ses fonctions de Président des États-Unis un an plus tôt, tentait, comme son prédécesseur Pavait fait avant lui<sup>4</sup>, d'amener l'Inde et le Pakistan à approuver le TNP. Seul ce sujet fut publiquement abordé lors du passage à Paris du Président Leghari. « *Islamabad, fortement perçue comme la capitale d'un pays en mesure de fabriquer « la » bombe, voire crédité d'en posséder jusqu'à une dizaine, (faisait) l'objet de pressions, spécialement américaines, pour signer le TNP. De longue date, le Pakistan (était) prêt, M. Leghari le (répéta), à signer si l'Inde... en (faisait) autant. (...) M. Leghari venait d'avoir à ce sujet des discussions avec le vice-Président américain Al Gore et le secrétaire d'Etat Warren Christopher sur l'éventualité, fortement suggérée à Washington, de permettre au moins des formes d'inspection « moins inquisitoriales », par satellite notamment, de ses installations. En échange de quoi, Islamabad pourrait voir lever partiellement les effets de « l'amendement Pressler », qui (sanctionnait) le Pakistan, et lui seul, du fait de son programme nucléaire, le privant depuis 1990 de l'aide militaire et économique des Etats-Unis, au point que plusieurs dizaines d'avions F16 (étaient) toujours en attente de livraison au Texas. L'administration américaine, embarrassée sans doute par cette discrimination flagrante à l'égard d'un vieil allié, (avait) elle-même suggéré un tel accommodement, à l'issue duquel trente-huit des soixante et onze avions pourraient être livrés* »<sup>1033</sup>.

Mais le Président Leghari s'était monté inflexible. Tant que l'Inde n'adhérerait pas au traité de non-prolifération nucléaire, son pays ne le signerait pas lui non plus. Les Pakistanais et les Indiens n'étaient pas rétifs au TNP par peur que leur programme militaire fût freiné. Ils voulaient simplement se réserver la possibilité de pratiquer des essais nucléaires sur leur propre territoire, ce que le traité réprouvait. L'Inde avait déjà opéré un tir, au printemps 1974. Le Président Leghari n'excluait pas que son pays en fût autant. Le rétablissement de leur aide à Islamabad n'était pas la principale raison

---

<sup>1031</sup> Bertrand Goldschmidt, *l'Aventure de l'atome*, op. cit. & Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>1032</sup> *Le Monde* du 16-01-92

<sup>1033</sup> *Le Monde* du 04/06/94

pour laquelle les Américains tentaient de convaincre le Président Leghari d'adhérer au traité de non-prolifération. Les Pakistanais s'en sortaient très bien grâce au soutien de la Chine. De fait, ils pouvaient se permettre de refuser de signer le TNP. Pour les Américains, l'adhésion du Pakistan au traité était une condition nécessaire à l'approbation par le Congrès de leur accord de coopération nucléaire avec la Chine, celui-ci étant toujours en souffrance<sup>1034</sup>. Par ailleurs, une échéance d'une extrême importance se profilait à l'horizon. Au printemps 1995 devait se tenir « *la conférence d'extension du TNP* ». <sup>1035</sup> L'article 10 du traité prévoyait en effet que vingt-cinq ans après son entrée en application, intervenue en 1970, « *une conférence (serait) convoquée en vue de décider si le traité (demeurait) en vigueur pour une durée indéfinie, ou (était) prorogé pour une ou plusieurs périodes supplémentaires. Cette décision (serait) prise à la majorité des parties au traité.* »<sup>1036</sup>

Les États-Unis et les quatre autres puissances nucléaires officielles (la Russie, la France, la Chine et la Grande-Bretagne) tenaient à ce que le traité fût prorogé pour une durée indéterminée.<sup>1037</sup> Mais « *de nombreux pays (voulaient) garder un moyen de pression sur les (cinq Grands) et (préféraient) une formule autre que l'extension indéfinie. Malgré l'intense campagne diplomatique menée par les pays industrialisés... en faveur de l'extension pour une période indéfinie, la plupart des commentateurs prévoyait plutôt une prorogation décidée à une courte majorité pour une ou plusieurs périodes de vingt-cinq ans. Les plus optimistes évoquaient la possibilité d'une extension pour un nombre indéfini de périodes de vingt-cinq ans, ce qui (n'équivaudrait) pas à une prorogation indéfinie, car au terme de chaque période de vingt-cinq ans, l'application du traité pourrait être remise en cause* »<sup>1038</sup>.

En outre, les Américains craignaient que la conférence ne fût prétexte à un grand déballage. La mascarade des programmes nucléaires militaires développés depuis les années 50 au prétexte d'applications « *pacifiques* », puis « *civiles* » de l'énergie atomique ne reposait que sur la foi du public dans l'institution du TNP. Celle-ci devait donc être préservée à tout prix, parallèlement à la croyance dans l'efficacité des contrôles de l'AIEA. Pour cela, il était capital que tous les pays détenteurs d'équipements nucléaires, notamment ceux dotés d'une arme atomique officieuse rejoignissent les adhérents du traité. Entre le début

---

<sup>1034</sup> *Le Monde* du 19/04/95

<sup>1035</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>1036</sup> *Ibid.*, p.

<sup>1037</sup> *Ibid.*, p. . & in *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1038</sup> *Le Monde* du 19/04/95



de l'année 1991 et ce mois de juin 1994, vingt-quatre pays, en plus de la France et de la Chine, s'étaient résolus à ratifier le TNP.<sup>1039</sup> Cent soixante-quatre pays en étaient désormais signataires.<sup>1040</sup> Les Américains attendaient donc de l'Inde et du Pakistan, dont les potentiels nucléaires étaient connus, qu'ils fissent la concession de l'approuver à leur tour.

La visite à Paris du Président Leghari, ami et allié nucléaire de l'Iran, fut suivie, à la fin du mois de juin 1994, de celle du secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), l'un des principaux opposants à la République islamique. Mostapha Hejri ne fut officiellement reçu par aucun des dirigeants français. *« Un membre du PDKI réfugié au Danemark (avait) été retrouvé assassiné, vendredi 24 juin,... et les deux prédécesseurs de M. Hejri (avaient) été tués : le premier en juillet 1989, à Vienne, et le second en septembre 1992, à Berlin. (...) M. Hejri n'excluait pas d'être assassiné comme ses prédécesseurs, « ou comme tout peshmerga » (combattant kurde), parce que, dit-il, le gouvernement iranien (était) « plus dictatorial et terroriste que jamais ». (...) L'un des objectifs de sa tournée (était) de demander aux dirigeants européens de mettre le régime iranien en quarantaine. (...) Il (avait) peu de chances d'être entendu. L'Italie (venait) d'accorder un prêt de 800 millions de dollars à l'Iran. La Belgique, la Pologne, le Danemark, des entreprises allemandes, la Suisse, l'Autriche (avaient) conclu des accords de rééchelonnement des dettes iraniennes. Même les États-Unis... (étaient) redevenus depuis deux ans », c'est-à-dire depuis l'instauration du « dialogue critique » entre l'Union européenne et la République islamique, « l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Iran. (...) À l'attention des Occidentaux, M. Hejri (souligna) tout particulièrement les intentions de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire... »*<sup>1041</sup> Au mois de septembre suivant, Reza Amrollahi annonça la mise en chantier d'un cinquième « centre de recherche » nucléaire en Iran.<sup>1042</sup>

Le 8 janvier 1995, les Iraniens signèrent avec les Russes « un accord estimé à plus de 1 milliard de dollars » pour l'achèvement de la centrale nucléaire de Busher.<sup>1043</sup> Dès lors, la question se posa de savoir si les équipements russes pourraient s'adapter aux réacteurs de conception américaine.<sup>1044</sup> Mais les Russes ne rencontrèrent aucun problème particulier. Les États-Unis leur avaient fourni des « informations confidentielles sur le

---

<sup>1039</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>1040</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>1041</sup> *Le Monde* du 29/06/94

<sup>1042</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1043</sup> *Le Monde* du 01/10/97

<sup>1044</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

*programme nucléaire iranien* ». <sup>1045</sup> Officiellement, ces renseignements avaient été transmis dans le but de sensibiliser les dirigeants de Moscou au danger représenté par l'Iran. <sup>1046</sup> Les services secrets de Russie et les responsables du Kremlin étaient supposés ne pas s'être aperçus que la République islamique était à la veille de détenir l'arme nucléaire <sup>1047</sup>. Les Américains faisaient entre Israël et l'Iran un grand écart identique à celui qu'ils pratiquaient entre l'État hébreu et les pays arabes. Ainsi, après avoir donné à Moscou des informations capitales sur Busher, la Maison Blanche protesta contre la signature du contrat russo-iranien. Reprenant une argumentation bien rodée par les Chinois, « *les Russes (répondirent) que l'Iran était signataire du TNP, que toutes ses activités étaient sous le contrôle de l'AIEA et qu'aucune preuve n'avait été apportée d'activités suspectes dans ce pays.* » <sup>1048</sup> Puis, « *des sources américaines et israéliennes (indiquèrent) que les deux réacteurs de 1300 mégawatts de Busher (permettraient) à l'Iran de disposer entre 1999 et 2001 d'un armement nucléaire. Des responsables israéliens (indiquèrent) que l'État hébreu pourrait être contraint de détruire ce site, comme celui de l'Irak lors du raid du 7 juin 1981.* » <sup>1049</sup> Une telle frappe, si elle intervenait, bouleverserait le processus de rapprochement de l'Iran entrepris par les États-Unis, la France et l'Europe. Elle déboucherait sur un nouvel ordre régional. La décision de l'effectuer ne pouvait donc être prise en toute indépendance par le gouvernement de Jérusalem. De fait, la seule possibilité qu'avait la Maison Blanche d'accorder ses actes et ses paroles était de l'autoriser, voire de l'ordonner, comme elle avait laissé faire celle de 1981 sur la centrale irakienne Tamouz, puis conduit elle-même les raids de la guerre du Golfe sur les installations nucléaires de Saddam Hussein.

### 3.4. LE TNP, UN TRAITE INTERNATIONAL COMPLEXE

La conférence d'extension du Traité de non-prolifération nucléaire s'ouvrit le 17 avril 1995, à New York. <sup>1050</sup> Le premier jour, « *le Washington Post (révéla) que la Chine (avait) engagé des pourparlers avec l'Iran pour fournir à ce pays deux réacteurs de 300 mégawatts, ainsi que divers éléments de sa technologie nucléaire.* » <sup>1051</sup> Le journal américain faisait référence aux

---

<sup>1045</sup> *Le Monde* du 19/04/95

<sup>1046</sup> *Le Monde* du 19/04/95

<sup>1047</sup> *Le Monde* du 19/04/95

<sup>1048</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>1049</sup> Marc Theleri, *Initiation à la force de frappe française*, Stock 1997

<sup>1050</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>1051</sup> *Le Monde* du 19/04/95

deux réacteurs vendus par la Chine au mois de février 1993 et dont la construction (contrairement à celle des réacteurs fournis par Pékin au mois de septembre 1992) avait été suspendue, les Iraniens préférant consacrer leur budget à la reconstruction de la centrale de Busher. La révélation était donc plutôt mince. Mais ce fut le signal d'envoi d' « *une campagne de presse... sur l'existence d'installations nucléaires clandestines en Iran...* »<sup>1052</sup> Le Président Clinton craignait que la bombe pakistanaise ne vînt perturber la conférence. C'était finalement le potentiel atomique de l'Iran qui défrayait la chronique, bien que ce pays fût signataire du TNP.

L'accord conclu entre la Chine et l'Iran « *(fut) implicitement confirmé à Washington et à Pékin. Le département d'Etat se (déclara) « très inquiet » d'une telle perspective, et le secrétaire d'Etat Warren Christopher, qui (rencontra), à New York, le ministre chinois des Affaires étrangères, Gian Quichen, lui (fit) part de la vive préoccupation des Etats-Unis. M. Quichen (rejeta) les objections américaines : « Ce que nous faisons est conforme aux pratiques internationales, (souligna)-t-il, aucune loi n'interdit une telle coopération », celle-ci s'effectuant, selon le ministre chinois, en accord avec les règlements de l'Agence internationale de l'énergie atomique. M. Christopher (précisa) qu'il n'était pas question de « montrer du doigt » la Chine tout en soulignant que l'Iran était un pays « dangereux et hors la loi » dont les ambitions « (étaient) hostiles vis-à-vis du monde entier ».* »<sup>1053</sup> La comédie se poursuivait, sur fond de conférence d'extension du traité de non-prolifération nucléaire.

Cependant, les récriminations de Warren Christopher ne trompèrent pas grand monde. En effet, « *l'hostilité manifestée par Washington envers Téhéran (connaissait) au moins une exception : ... l'Administration Clinton fermait les yeux depuis de nombreux mois sur les livraisons d'armes de l'Iran en faveur des Musulmans bosniaques. (...) Le Congrès (devait) examiner dans les prochaines semaines la proposition de Robert Dole prévoyant que les Etats-Unis (reprissent) des livraisons d'armes aux Musulmans de Bosnie.* »<sup>1054</sup> À l'instar du Pakistan, qui fournissait des armes aux résistants afghans pour le compte de la Maison Blanche, l'Iran apportait aux Musulmans bosniaques les armements dont le Congrès américain n'avait pas encore approuvé la vente.

---

<sup>1052</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>1053</sup> *Le Monde* du 19/04/95

<sup>1054</sup> *Le Monde* du 19/04/95

Le 10 mai 1995, veille de la clôture de la conférence, Bill Clinton et Boris Elstine tinrent un sommet, à Moscou.<sup>1055</sup> En marge de celui-ci, le Président russe rencontra plusieurs dirigeants occidentaux, dont le chancelier allemand Helmut Kohi. À l'issue de leur entretien, il déclara, avec un humour ravageur : « *Le chancelier n'est pas aussi dur que les Américains sur la question du contrat nucléaire entre la Russie et l'Iran...* »<sup>1056</sup> En reprenant la construction de la centrale de Buser, la Russie s'était substituée à l'Allemagne, laquelle, avant de se cacher derrière l'Argentine, puis d'essayer de transiter par la République tchèque, avait opéré sous licence américaine, le tout pour le compte des Etats-Unis. La situation prêtait effectivement à sourire.

Le lendemain, 11 mai 1995, le traité de non-prolifération nucléaire fut reconduit pour une durée indéfinie. Cette décision n'avait rien de consensuel. Elle avait été « *acquise sans vote, par une « majorité » des 175 pays représentés à la conférence organisée par les Nations Unies. (...) Un vote, qui aurait étalé au grand jour les divisions qui (s'étaient) exprimées en coulisses, aurait affaibli le « message » du TNP dont l'autorité, faute de mécanisme contraignant, (résidait) dans le respect international qu'il (pouvait) inspirer.* »<sup>1057</sup> Pour garantir la pérennité et la « *respectabilité* » du traité, les cinq Grands, États-Unis en tête, avaient purement et simplement annulé le vote de reconduction. Néanmoins, « *le caractère « historique » de la prorogation du traité (fut) longuement et justement célébré, à New York... Il (s'agissait), comme (tint) à le souligner le Président américain Bill Clinton, d'une « mesure cruciale » qui « (renforçait) la sécurité de toutes les nations et de tous les peuples »* »<sup>1058</sup>.

La réponse de la conférence à la campagne de presse sur le programme atomique de l'Iran fut un autre modèle d'hypocrisie. « *La conférence (réaffirma) en termes très nets le rôle de l'AIEA et de son système de contrôle pour assurer le respect du traité, et elle (souligna) que rien ne (devait) venir affaiblir l'autorité de l'Agence à cet égard. (...) Elle (déclara) que si un Etat (concevait) des soupçons sur ce qui se (passait) dans un autre pays, (c'était) à l'AIEA qu'il (devrait) faire part de ses préoccupations, en lui fournissant les preuves et les informations nécessaires. Façon discrète de souligner que le premier réflexe ne (devait) pas être d'informer les agences de presse et les chaînes de télévision...* »<sup>1059</sup> Les « *preuves* », au sens juridique du terme, étaient détenues par toutes les grandes puissances, notamment par

---

<sup>1055</sup> *Le Monde* du 11/05/95

<sup>1056</sup> *Le Monde* du 11/05/95

<sup>1057</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1058</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1059</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

les États-Unis qui s'étaient vantés de les avoir communiquées aux Russes, au prétexte mensonger de les alerter sur l'état d'avancement du programme militaire de l'Iran. Les Américains avaient également transmis ces précieux renseignements à la Chine.<sup>1060</sup> Ils se gardaient en revanche de les fournir à l'AIEA, seule institution qui eût alors été tenue de dénoncer l'arme nucléaire iranienne, au nom de tous ses adhérents. Les propos de la conférence incitant les pays qui « *concevaient des soupçons* » à en faire part à l'AIEA s'adressaient à Israël. L'État hébreu était en effet le seul véritable adversaire de la bombe atomique iranienne, dont il était la première cible désignée. Or, le risque que le gouvernement de Jérusalem déposât une plainte officielle était nul. Durant la conférence, « *l'une des batailles les plus difficiles (avait) été menée par seize pays arabes* », conduits par l'Égypte<sup>1061</sup>, « *qui souhaitait singulariser Israël, Etat nucléaire officieux, afin de le contraindre à signer le TNP et à placer ses activités sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique.* »<sup>1062</sup> Les Israéliens, soutenus en ce domaine par l'administration du Président Clinton<sup>1063</sup>, refusaient de signer le traité, non pour se réserver la possibilité de pratiquer des essais sur leur sol, mais pour tenir secret le niveau de leur armement atomique. Ils n'étaient donc pas en position de lutter à visage découvert contre le programme nucléaire militaire de l'Iran.

Des annexes accompagnaient le document de prorogation du TNP. Sans aucune valeur juridique, elles n'en avaient pas moins une « *portée politique* ». <sup>1064</sup> L'une d'entre elles, « *présentée par les pays arabes, (appelait) « tous les États du Moyen-Orient qui ne (l'avaient) pas encore fait, sans exception », à adhérer au TNP* ». <sup>1065</sup> Une autre prévoyait la tenue de négociations devant aboutir, au plus tard en 1996, à un « *traité d'interdiction total des essais nucléaires, universel, international et effectivement vérifiable* ». <sup>1066</sup> Ce projet ne visait pas à freiner le développement des bombes atomiques, mais à le rendre moins visible.

Depuis la naissance de l'arme nucléaire, les essais n'avaient jamais été une nécessité. Pendant la Seconde Guerre, les Américains avaient élaboré, dans la cadre du programme Manhattan District, les deux types de bombes atomiques dont dérivèrent tous les armements

---

<sup>1060</sup> *Le Monde* du 19/04/95

<sup>1061</sup> Georges Le Guelte, op. cit.

<sup>1062</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1063</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1064</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1065</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1066</sup> *Le Monde* du 13/05/95

nucléaires.<sup>1067</sup> L'une utilisait le plutonium comme explosif, l'autre l'uranium enrichi.<sup>1068</sup> La bombe au plutonium avait été beaucoup plus difficile à mettre au point que celle à l'uranium 235. Les Américains avaient donc pratiqué un essai de cette arme, le 16 juillet 1945, à Ala-mogordo, dans le désert du Nouveau-Mexique<sup>1069</sup>. Le 6 août suivant, ils avaient largué sur Hiroshima une bombe à uranium 235 qui n'avait jamais été testée.<sup>1070</sup> Le 9, ils avaient frappé la ville de Nagasaki avec une bombe au plutonium identique à celle essayée à Alamogordo.<sup>1071</sup>

Les essais, qui n'avaient jamais été indispensables, étaient devenus au fil des ans de moins en moins utiles aux pays du second cercle. Les technologies n'avaient cessé de se perfectionner et les cinq Grands, qui s'étaient octroyé le privilège de pratiquer des essais nucléaires, avaient associé leurs partenaires respectifs à certains de ces tests. Les pays du second cercle avaient ainsi conduit des essais nucléaires dans le cadre des campagnes de leurs alliés. Pour toutes ces raisons, l'essai indien du printemps 1974 était resté une exception.

Par la suite, les cinq Grands avaient développé des systèmes de simulation qui devaient leur permettre de poursuivre leurs essais en laboratoire.<sup>1072</sup> Parallèlement, ils avaient continué à pratiquer des tirs, lesquels avaient permis de développer une vaste gamme d'armements sophistiqués. Les recherches n'avaient alors plus porté sur la puissance des engins - les pays nucléarisés détenaient suffisamment de bombes pour faire sauter plusieurs fois la planète -, mais au contraire sur leur adaptation au champ de bataille. On avait alors commencé à parler de frappes nucléaires « chirurgicales », ou « décapitantes ». <sup>1073</sup> Au début des années 90, il avait été officiellement admis par « les scientifiques de l'atome » que « les pays du second cercle n'avaient « plus besoin de pratiquer des essais en vraie grandeur pour tester des charges nucléaires. » » <sup>1074</sup> Début 1995, les systèmes de simulation des grandes puissances étaient, sinon au point, du moins très

---

<sup>1067</sup> Michel Gurfunkiel, *Israël, géopolitique d'une paix*, Michalon, 1996

<sup>1068</sup> Claude Delmas, *La bombe atomique*, Complexe, 1985.

<sup>1069</sup> Claude Delmas, op. cit.

<sup>1070</sup> Claude Delmas, op. cit.

<sup>1071</sup> Claude Delmas, op. cit.

<sup>1072</sup> Marc Theleri, op. cit.

<sup>1073</sup> Le Président François Mitterrand, conférence de presse du 05 mai 1994, in Marc Theleri, op. cit.

<sup>1074</sup> *Le Monde* du 15/01/92

avancés.<sup>1075</sup> Seule la Chine avait annoncé qu'elle pratiquerait une dernière campagne d'essais avant l'adoption du traité qui les interdirait.<sup>1076</sup>

Le 22 juin 1995, un mois après la clôture de la conférence d'extension du TNP, « *le New York Times* (annonça) que, selon un rapport remis par la CIA à l'exécutif américain, la Chine (avait) vendu des éléments de guidage de missiles à l'Iran et au Pakistan, en contravention d'un accord signé en 1994 par Pékin et les États-Unis. »<sup>1077</sup> « Ces révélations ne (furent) pas démenties par la Maison Blanche, dont le porte-parole (indiqua) que les États-Unis (devaient) avoir avec Pékin « des discussions bilatérales supplémentaires sur la question des transferts de technologies en matière de missiles. » »<sup>2</sup> La coopération nucléaire entre la Chine et les États-Unis ne permettait aucune vente de centrales américaines à Pékin, le Congrès s'opposant à de telles transactions. La coopération sino-américaine au plan technologique était en revanche florissante. La Chine achetait « nombre d'équipements technologiques » militaires aux Américains,<sup>1078</sup> destinés à la fois à son propre usage et à des rétrocessions à l'Iran, au Pakistan et aux autres puissances régionales dont elle était le fournisseur.

Les éléments vendus à l'Iran par la Chine devaient « permettre à l'Iran d'améliorer la précision des missiles Scud de fabrication nord-coréenne qui (faisaient) partie de son arsenal ». <sup>1079</sup> La Corée du Nord était une puissance nucléaire officieuse. Selon un euphémisme couramment utilisé, elle disposait " d'un stock de plutonium suffisant pour fabriquer au moins une arme atomique. » <sup>1080</sup> Pendant la guerre du Golfe, elle avait servi de relais à la Chine pour de nombreuses fournitures d'armes à l'Iran.<sup>1081</sup> Elle achetait alors ses propres armements tantôt à l'Union soviétique, tantôt à la Chine.<sup>1082</sup> En effet, depuis la rupture de l'alliance entre Moscou et Pékin, en 1960, elle « n'était pas dans le camp soviétique ». <sup>1083</sup> La Chine, en développant des échanges avec elle, avait permis son rapprochement du camp occidental. Dès que les Iraniens avaient lancé leur programme balistique, elle leur avait vendu, parallèlement aux fournitures assurées par Pékin, une version modifiée des missiles Scud, faisant appel à la technologie russe, ainsi que

---

<sup>1075</sup> Marc Theleri, op. cit.

<sup>1076</sup> Marc Theleri, op. cit.

<sup>1077</sup> *Le Monde* du 24/06/95

<sup>1078</sup> *Le Monde* du 16/08/93

<sup>1079</sup> *Le Monde* du 07/07/95

<sup>1080</sup> James Woosley, directeur de la CIA, in *Le Monde* du 26/02/93

<sup>1081</sup> John Hugues, porte-parole du Département de l'Etat, in *Le Monde* du 05-04-84

<sup>1082</sup> *Le Monde* du 21/06/86

<sup>1083</sup> Porte-parole du gouvernement nord-coréen in *Le Monde* du 21/06/86

divers équipements.<sup>1084</sup> Ces missiles étaient quelque peu dépassés. Pour les perfectionner, les Chinois avaient donc rétrocedé aux Iraniens des éléments de technologie qui leur avaient été vendus par les États-Unis.

Trois mois plus tard, le 27 septembre 1995, un membre de l'Administration de Bill Clinton affirma, sous couvert de l'anonymat et sur le ton de la victoire que « *l'accord sur la fourniture de réacteurs nucléaires à l'Iran ne serait pas mis en œuvre* » par la Chine.<sup>1085</sup> Cette nouvelle fut présentée comme « *une concession majeure* » de Pékin.<sup>1086</sup> En réalité, les Américains faisaient beaucoup de bruit pour pas grand chose. Ils faisaient en effet référence aux réacteurs dont les Iraniens avaient eux-mêmes suspendu la construction au profit de la relance du chantier de Busher. Ainsi, le lendemain, « *on estimait, dans les milieux diplomatiques de Pékin, que la décision chinoise... (était) principalement liée aux difficultés financières de Téhéran et ne (signifiait) aucunement une inflexion diplomatique de la Chine à l'égard duc régime islamique. Selon les experts occidentaux et chinois, le contrat, conclu en février 1993, était déjà pratiquement enterré depuis un an et demi...* ». <sup>3</sup> Le surlendemain, le ministre chinois des Affaires étrangères déclara que la fourniture des deux réacteurs « *(était)* « *ajournée* », *et non pas annulée comme (l'avaient) annoncé les États-Unis.* »<sup>1087</sup>

### **3.5. L'INTERNATIONALISATION DU PHENOMENE NUCLEAIRE IRANIEN : LE DIALOGUE CRITIQUE**

En cet automne 1995, les Iraniens disposaient, selon les seules informations officielles publiées par la presse, de cinq centres équipés de plusieurs réacteurs de recherche ; de deux réacteurs de puissance de 300 mégawatts; d'installations d'enrichissement de l'uranium; d'uranium enrichi venant d'Eurodif ; de la centrale de Busher, laquelle, une fois mise en service, produirait 180 kg de plutonium par an ;<sup>1088</sup> de missiles Scud agrémentés de technologies américaines. Par ailleurs, la République islamique, « *déjà forte de 250 «techniciens supérieurs* » *de l'énergie nucléaire*

<sup>1084</sup> James Woosley, directeur de la CIA, in *Le Monde* du 26/02/93 & in *Le Monde* du 25/07/92 & *Le Monde* du 03/11/92

<sup>1085</sup> *Le Monde* du 29/09/95

<sup>1086</sup> *Le Monde* du 30/09/95

<sup>1087</sup> *Le Monde* du 30/09/95

<sup>1088</sup> *Le Monde* du 01/10/97. En fait, La fabrication d'une bombe en nécessite 7 à 8 kg ; in *Le Monde* du 01 :10 :97



(projetait) d'en former quelques 450 autres. De plus, 500 Iraniens (suivraient) un enseignement pratique au collège d'énergie nucléaire de Busher et à l'étranger. (...) Téhéran (avait) aussi invité les expatriés à rentrer au pays pour contribuer au programme nucléaire. »<sup>1089</sup>.

L'Agence internationale de l'énergie atomique, qui fermait ses yeux et ses oreilles, « (n'était) pas en mesure de dire s'il (existait) en Iran des sites qui (échappaient) à son contrôle »<sup>1090</sup>. Mais il était désormais connu que l'accord conclu avec l'Argentine prévoyait « la fourniture de matériels nécessaires à la fabrication de combustible nucléaire »<sup>1091</sup>. Ce contrat avait nécessairement été repris par la Chine. En effet, la logique des Iraniens consistait, depuis 1979, à exiger la réalisation de tous les volets de l'accord signé en 1974 par le Président Valéry Giscard d'Estaing et le Shah. Les fournisseurs se succédaient, mais les engagements pris par la France et les Etats-Unis demeuraient. L'accord secret du 29 décembre 1991 ne disait rien d'autre que cela.

Les Américains, chefs de file du projet de traité d'interdiction des essais nucléaires,<sup>1092</sup> ne pouvaient, quand bien même ils le souhaitaient, pratiquer des tirs atomiques. La France pouvait en revanche se permettre de déclencher une vague de protestations. Cela serait sans conséquence. Il fut donc décidé que la France conduirait une dernière campagne de tirs, à la fois pour son propre compte et pour celui des Etats-Unis. Officiellement, toutefois, Paris serait le seul signataire de ces essais. Ainsi, le 13 juin 1995, un mois après son élection, le Président Chirac annonça la reprise des essais nucléaires français.<sup>1093</sup> Pourtant, le gouvernement de cohabitation d'Édouard Balladur avait décidé, le 12 avril 1992, d'appliquer un moratoire sur l'arrêt des essais nucléaires.<sup>1094</sup> Le 5 mai 1994, le Président Mitterrand s'était prononcé en faveur de la « simulation complète », possible selon lui « sans essais nouveaux ».<sup>1095</sup> Puis, le 26 avril 1995, Édouard Balladur avait signé « le décret d'engagement du programme de simulation des essais nucléaires, baptisé PALEN (Programme d'aide à la limitation des essais nucléaires) ».<sup>1096</sup>

---

<sup>1089</sup> *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1090</sup> in *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1091</sup> in *Le Monde* du 13/05/95

<sup>1092</sup> in *Le Monde* des 14-5-6/08/96

<sup>1093</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1094</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1095</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1096</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

Depuis son premier tir, pratiqué en 1960, la France avait réalisé 192 essais nucléaires.<sup>1097</sup> Néanmoins, conformément à l'ordre du Président Chirac, une série de six nouvelles explosions fut menée dans le Pacifique, de l'été 1995 au mois de janvier 1996.<sup>1098</sup> Les spécialistes qui observèrent la puissance des différents tirs conclurent que ceux-ci attestaient de « *la mise au point d'une charge à puissance variable, envisagée et étudiée depuis de nombreuses années* », notamment par les Américains.<sup>1099</sup> Le 22 février 1996, lors d'une conférence de presse, Jacques Chirac déclara : « *La dissuasion nucléaire reste l'élément fondamental de notre stratégie... Elle demeure l'ultime garantie contre toute menace sur nos intérêts vitaux... Elle garde son impérieuse nécessité... La France disposera, aussi longtemps qu'il le faudra, d'une force de dissuasion fiable et sûre, qui sera modernisée et adaptée... Les essais que nous avons faits ont atteint la perfection, je dis bien la perfection... Je peux vous dire que les Américains ont été stupéfaits* »<sup>1100</sup>. Le 17 juin, la France et les Etats-Unis signèrent dans la plus grande discrétion un nouvel accord de coopération nucléaire, à Washington<sup>1101</sup>. Celui-ci portait « *sur des échanges de données...y en particulier au titre des charges, des données essais, de la simulation, de la variation de puissance...* ». <sup>1102</sup> Cette coopération franco-américaine dans le domaine de la simulation des essais nucléaires se poursuit encore aujourd'hui.<sup>1103</sup> En outre, les Etats-Unis fournissent à la France les systèmes informatiques (des « *logiciels de calcul extrêmement puissants* ») sur lesquels reposent ses propres installations de simulation.<sup>1104</sup>

Le 8 mars précédent, Shimon Pères, Premier ministre israélien, s'était départi le temps d'une interview de la langue de bois affectionnée par les chefs d'Etat ou de gouvernement. Il avait parlé de la bombe atomique iranienne, non comme d'une perspective mais comme d'une réalité, et dans des termes aussi peu diplomatiques que possible. Israël était à l'époque la cible d'attentats particulièrement meurtriers, lesquels étaient commandités par Téhéran.<sup>1105</sup> Interrogé sur l'Iran par des journalistes français, Shimon Pères s'en était pris à la France, à l'Allemagne et finalement à l'Europe, en dénonçant le « *dialogue critique* » qu'elles prétendaient entretenir avec Téhéran<sup>1106</sup>. « *Il faut arrêter le flirt avec les Iraniens. C'est vraiment incroyable! On appelle ce flirt le «*

---

<sup>1097</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1098</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1099</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1100</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1101</sup> Ibid., p.

<sup>1102</sup> Ibid., p.

<sup>1103</sup> Rapport n°330 – 1997-1998 du Sénat

<sup>1104</sup> Dépêche AFP, *Monroviens-France*, du 28/09/00

<sup>1105</sup> Charles Enderlin, *Paix ou guerres*, Stock, 1997.

*dialogue critique* ». *Mais quelle critique? Quel dialogue?* », Avait-il interrogé.<sup>1107</sup> « *L'Iran est aujourd'hui le centre du terrorisme, le centre de l'intégrisme, le centre de la subversion, et savez-vous, à mon avis, il est plus dangereux que le nazisme car Hitler ne possédait pas la bombe nucléaire. Les Iraniens essayent d'achever une option nucléaire. Franchement je ne comprends pas pourquoi quelques pays en Europe sont prêts à pardonner et à fermer les yeux sur cette menace centrale* »<sup>1108</sup>.

Seul un dirigeant israélien pouvait s'autoriser une telle déclaration. Les Français et les Allemands, soutenus par les Américains, avaient cédé au chantage à l'attentat et au meurtre pratiqué par les Iraniens. Israël était depuis 1979 la cible permanente du terrorisme islamique. Il n'était prêt à aucune concession nucléaire car le projet du gouvernement de Téhéran, régulièrement énoncé en public, était « *d'expulser les Juifs* » de leur terre.<sup>1109</sup> Il s'agissait donc pour lui d'une question de survie. Les Européens étaient en revanche hors de portée des missiles nucléaires iraniens. En signant l'accord Eurodif et en autorisant par Chine, Argentine, République tchèque ou Russie interposée l'accès de l'Iran à la bombe atomique, ils avaient fait le choix du confort. Mais aucun d'entre eux, s'il avait vécu à Jérusalem ou à Tel-Aviv, n'aurait pris une telle décision.

Le 29 juillet 1996, la Chine pratiqua un tir nucléaire, le quarante-cinquième de son Histoire.<sup>1110</sup> Le gouvernement de Pékin annonça qu'il interrompait les essais pour une période dix ans.<sup>1111</sup> Aussitôt après, la conférence sur l'interdiction des essais nucléaires s'ouvrit à Genève. Le projet des Américains était de conclure vers la mi-août, afin que le traité pût être présenté à la signature lors de l'Assemblée générale de l'ONU du mois de septembre suivant.<sup>1112</sup> Le 12 août, alors que les négociations étaient en phase finale, « *l'Inde, le Pakistan et l'Iran (bloquèrent) le traité. (...) L'Inde (menaça) d'appliquer son veto. Elle (estimait) que ce texte (consacrait) le monopole des cinq puissances nucléaires déclarées. (...) le Pakistan (dit) ne pas vouloir signer si l'Inde ne*

---

<sup>1106</sup> France-2, *Envoyé Spécial*, le 7 mars 1996.

<sup>1107</sup> Ibid., 07 mars 1996.

<sup>1108</sup> Ibid., 07 mars 1996.

<sup>1109</sup> *Le Monde* du 10/02/97

<sup>1110</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1111</sup> Marc Theleri, *op. cit.*

<sup>1112</sup> *Le Monde* du 14/08/96

(signait) pas. L'Iran (réclama) pour sa part de nouvelles négociations pour qu'Israël (fût) rayé de la liste des pays du Moyen-Orient qui (devraient) veiller à son respect. »<sup>1113</sup>

Les Américains prévinrent que « si tout échouait, ils proposeraient avec d'autres pays une résolution soumettant directement le traité à l'Assemblée générale de l'ONU, sans l'aval de la conférence de Genève »<sup>1114</sup>. Les 13 et 14 août, les négociations s'enlisèrent « par la volonté de l'Inde, de l'Iran et du Pakistan. (...) L'Inde (s'opposa) violemment à ce que le traité (fût) communiqué à l'Assemblée générale de l'ONU. »<sup>1115</sup> En fait, les Indiens étaient hostiles à la mécanique du traité. Les Américains, soutenus par les quatre autres puissances nucléaires officielles, avaient en effet prévu que l'entrée en vigueur du traité fût conditionnée par sa ratification par tous les pays « disposant des capacités technologiques pour développer un armement atomique ».<sup>1116</sup> Ils avaient dressé une liste de 44 Etats répondant à cette définition. Le pronostic avancé par le Président Ford en 1976, selon lequel 40 pays seraient en mesure de « fabriquer des bombes atomiques »<sup>1117</sup> en 1985, s'était réalisé. L'objectif des Américains était que toutes les puissances atomiques officieuses prissent l'engagement de ne jamais pratiquer d'essais. La nucléarisation de la planète, désormais effective et irrémédiable, demeurerait ainsi invisible aux yeux du grand public. L'Inde faisait évidemment partie de la liste des 44 pays.<sup>1118</sup> Or, les dirigeants de New-Delhi, qui se refusaient toujours à adhérer au traité de non-prolifération, n'acceptaient pas que la validité du traité d'interdiction des essais nucléaires, qu'ils n'avaient pas davantage l'intention d'approuver, dépendît de leur signature.<sup>1119</sup> De fait, le 15 août, l'Inde opposa son veto au traité. La conférence, « (présentée) comme « historique »... par les Etats-Unis et la France », se solda par un échec.<sup>1120</sup> Le 10 septembre 1996, le traité fut présenté sans son aval à l'Assemblée générale de l'ONU.<sup>1121</sup> Il fut adopté par 158 voix, contre 3 (dont celle de l'Inde) et 5 abstentions.<sup>1122</sup> Mais il faudrait, pour qu'il

---

<sup>1113</sup> *Le Monde* du 14/08/96

<sup>1114</sup> *Le Monde* du 14/08/96

<sup>1115</sup> *Le Monde* du 15/08/96.

<sup>1116</sup> *Le Monde* du 15/10/99.

<sup>1117</sup> *Le Monde* du 01/08/76

<sup>1118</sup> Ministère canadien des affaires étrangères, *Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction des essais nucléaires – Entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*- 2000.

<sup>1119</sup> *Le Monde* du 14/08/96 & *Le Monde* du 15/08/96 & *Rapport n°330 – 1997-1998* du Sénat

<sup>1120</sup> *Le Monde* du 16/08/96

<sup>1121</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

<sup>1122</sup> Georges Le Guelte, *op. cit.*

entrât en vigueur, qu'il fut ratifié par les 44 pays, dont l'Inde, « *(disposant) de capacités nucléaires significatives.* » <sup>1123</sup>

Au début du mois de novembre suivant, les Français, supposés avoir limité depuis le début de l'année leurs contacts avec les Iraniens « *à cause de l'attitude de Téhéran quant aux attentats perpétrés en Israël, et parce qu'un opposant iranien, Reza Mazlouman, (avait) été assassiné dans la capitale française* », reçurent à nouveau Mahmoud Vaezi.<sup>1124</sup> Depuis la conclusion de l'accord Eurodif, le 29 décembre 1991, un « *comité de suivi franco-iranien* » avait été mis en place. Il avait été confié aux deux signataires de l'accord, Mahmoud Vaezi, vice-ministre iranien des Affaires étrangères et François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay. Depuis 1993, Bertrand Dufourcq avait succédé à François Scheer.<sup>1125</sup>

Le 6 novembre, alors que le comité de suivi franco-iranien était théoriquement en panne depuis huit mois, « *Mahmoud Vaezi, chargé de ce suivi côté iranien, (commença) une visite de deux jours à Paris au cours de laquelle il bénéficia d'une certaine prévenance. M, Vaezi (s'entretint) non seulement avec son interlocuteur habituel, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, mais il (fut) aussi reçu par le ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette, le ministre de l'Équipement et des Transports, Bernard Pons, le conseiller diplomatique du président de la République, Jean-David Levitte et le président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Valéry Giscard d'Estaing. Tapis rouge ? « Non, mais un signal, après que l'Iran eût fait preuve d'une certaine bonne volonté » (répondit)-on de source française.* » »<sup>1126</sup>

Selon le gouvernement français, la bonne volonté de la République islamique s'était manifestée lorsqu'elle avait *signé le traité sur l'interdiction des essais nucléaires ; ... calmé le Hezbollah dans la guerre qui l'opposait à Israël; ... accepté de brider d'éventuelles velléités d'attentats terroristes en Israël de la part du Jihad islamique.* »<sup>1127</sup> Toutefois, quelques mois plus tard, les Européens durent à nouveau prendre symboliquement leurs distances avec Téhéran. Au mois d'avril 1997, le

---

<sup>1123</sup> *Rapport n°330 – 1997-1998 du Sénat.* En février 2001, moins de 30 pays, sur les 44 requis, ont ratifié le traité. Il n'a par conséquent aucune valeur juridique. Il conserve néanmoins une portée politique.

<sup>1124</sup> *Le Monde* du 11/11/96

<sup>1125</sup> *Who's Who in France, op. cit.*

<sup>1126</sup> *Le Monde* du 11/11/96

<sup>1127</sup> *Le Monde* du 11/11/96

tribunal de Berlin rendit son jugement dans une affaire de terrorisme. À l'automne 1992 (après que la société germano-argentine Enace se fût retirée du chantier de la centrale de Busher et avant la tentative de contrat avec l'entreprise tchèque Skoda), quatre responsables du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran avaient été assassinés en Allemagne. « *Le procès (avait) mis cruellement en lumière non seulement le caractère politique des assassinats, mais aussi la responsabilité de l'appareil d'Etat iranien dans ce crime (implication d'émissaires et de commanditaires jugés en relation directe avec les plus hauts responsables du pays).* » <sup>1128</sup>

Il s'agissait d'un fait sans précédent. L'Etat iranien était jugé responsable d'actes de terrorisme par un tribunal occidental. « *L'indignation (était) à son comble à Téhéran, où le Guide, Ali Khameneu (voulait) sanctionner Bonn.* » <sup>1129</sup> Les Allemands craignaient des représailles sanglantes. Ils en appelèrent donc, avec le soutien de la Grande-Bretagne, à la solidarité des Européens. <sup>1130</sup> Les Quinze n'avaient pas d'autre alternative que de prendre collectivement une mesure discriminatoire à l'encontre de l'Iran. Ainsi, « *les ambassadeurs des Quinze furent rappelés dès le prononcé du verdict de Berlin. (...) Dans une déclaration rendue publique le 29 avril 1997 les ministres des Affaires étrangères européens proclamèrent ensemble leur solidarité* » <sup>1131</sup>. Néanmoins, les contacts et les affaires entre Européens et Iraniens se poursuivirent sans aucun changement. Seules les visites officielles au niveau ministériel furent suspendues. <sup>1132</sup> Cette mesure était elle aussi sans conséquence. Les voyages officiels de ministres européens en Iran étaient en effet rarissimes.

Moins d'un mois plus tard, le 23 mai 1997, l'ayatollah Mohammad Khatami fut élu président de la République islamique <sup>1133</sup>. Son prédécesseur, Hachemi Rafsandjani, avait en son temps été présenté comme un « *modéré* » <sup>1134</sup>. Mohammad Khatami, quant à lui, fut gratifié du titre de « *réformateur* ». Dès son élection, il ne parut plus dans la presse française aucun article dans lequel cet adjectif ne fût accolé à son nom. Un tel enthousiasme exprimait davantage l'espoir des observateurs et la volonté des politiques de faire croire que le changement était en marche qu'une réalité profonde. Lui-même fils d'un ayatollah, Mohammad Khatami avait été directeur du plus grand Centre islamique implanté en

---

<sup>1128</sup> *Géopolitique* n°64, janvier 1999

<sup>1129</sup> *Le Monde* du 15/03/99

<sup>1130</sup> *Géopolitique* n°64, *op. cit.*

<sup>1131</sup> *Géopolitique* n°64, *op. cit.*

<sup>1132</sup> *Géopolitique* n°64, *op. cit.*

<sup>1133</sup> *Géopolitique* n°64, *op. cit.*

Europe<sup>1135</sup> de 1978 à 1980, c'est-à-dire durant l'avènement de la Révolution, le séjour de Khomeiny à Neauphle-le-Château et l'installation de ce dernier au pouvoir<sup>1136</sup>. À son retour à Téhéran, il avait été nommé ministre de la Culture et de l'Orientation islamique,<sup>1137</sup> ces deux disciplines étant indissociables en Iran. Selon lui, Khomeiny était « *le pionnier de la renaissance islamique* ». <sup>1138</sup> Tout cela faisait de lui un pur produit du système khomeiniste. Néanmoins, il existait en Iran, depuis la fondation de la République islamique, un courant ultraconservateur auquel l'ayatollah Khatami n'appartenait pas. En 1992, lassé des excès des fondamentalistes, il avait démissionné de ses fonctions et écrit au Président Rafsandjani : « *La montée de l'esprit rétrograde et le climat d'insécurité qui règnent de plus en plus sur les activités culturelles m'ont poussé à démissionner* »<sup>1139</sup>. Pendant sa campagne électorale, il avait promis « *d'établir l'Etat de droit, de garantir le multipartisme et la liberté d'opinion, de respecter la place et le rôle des intellectuels, de favoriser l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans les instances administratives et politiques...* »<sup>1140</sup> Les jeunes, les femmes et les intellectuels avaient massivement voté pour lui. Une fois arrivé au pouvoir, il s'entoura d'hommes dont le profil était comparable au sien. Ils avaient soutenu la ligne de Khomeiny et détenu des portefeuilles ministériels sous la présidence de Hachemi Rafsandjani. Ils aspiraient à davantage d'ouverture vers l'Occident, mais ne remettaient en question aucun des fondements de la République islamique.

Au mois de juin suivant, les Iraniens testèrent des missiles air-mer de fabrication chinoise qui leur avaient été fournis par Pékin, en complément de ceux achetés à la Corée du Nord.<sup>1141</sup> Le 17 juin, le Sénat américain proposa que l'Administration Clinton prît des sanctions contre Pékin.<sup>1142</sup> Le Pentagone « *(estima) que l'acquisition par Téhéran de missiles air-mer de type Exocet ne constituait pas une violation de l'accord international de non-prolifération.* »<sup>1143</sup> Mais une quinzaine de jours plus tard, le 26 juin, le Pentagone publia un communiqué officiel indiquant que « *l'Iran (disposerait) probablement d'armes*

---

<sup>1134</sup> Yves Girard, *op. cit.* & Jacques Attali, *Verbatim, op. cit.*

<sup>1135</sup> À Hambourg

<sup>1136</sup> *Géopolitique* n°64, janvier 1999

<sup>1137</sup> *Géopolitique* n°64, *op. cit.*

<sup>1138</sup> *Géopolitique* n°64, *op. cit.*

<sup>1139</sup> *Géopolitique* n°64, *op. cit.*

<sup>1140</sup> *Géopolitique* n°64, *op. cit.*

<sup>1141</sup> *Le Monde* du 19/06/97

<sup>1142</sup> *Le Monde* du 19/06/97

<sup>1143</sup> *Le Monde* du 19/06/97

*nucléaires avant l'année 2000* ». <sup>1144</sup> Cette déclaration fut suivie, quelques jours plus tard, de l'annonce par le gouvernement iranien de la prochaine mise en service du premier réacteur de Busher. <sup>1145</sup>

Le 23 février 1998, les Européens décidèrent de reprendre les visites officielles au niveau ministériel qu'ils avaient suspendues avec l'Iran dix mois plus tôt. <sup>1146</sup> Dès le mois de mars, Lamberto Dini, ministre des Affaires étrangères de l'Italie, ce pays étant le deuxième grand actionnaire d'Eurodif, se déplaça à Téhéran <sup>1147</sup>.

Le 9 mai 1998, le ministre indien des Affaires étrangères se rendit à Washington, où il eut différents entretiens avec les dirigeants américains. <sup>1148</sup> Le 11, l'Inde procéda à trois essais nucléaires souterrains. <sup>1149</sup> Le Président Bill Clinton se dit « *profondément troublé* » par cette nouvelle et assura que son pays imposerait des sanctions à New-Delhi. <sup>1150</sup> Les responsables de la CIA, qui avaient détecté trois ans plus tôt des projets d'essais nucléaires indiens sur la foi de « *déplacements de voitures suspects* » observés sur des photos satellites, jurèrent qu'ils n'avaient rien vu venir <sup>1151</sup>. Le Premier ministre pakistanais, auquel les Américains demandaient de ne pas répliquer par d'autres essais nucléaires, déclara : « *Le Pakistan n'a aucun ordre à recevoir sur la façon de répondre à ses besoins légitimes et décidera seul de ce qu'il doit faire* » <sup>1152</sup>.

Le 13 mai, l'Inde pratiqua deux autres essais nucléaires souterrains. Dans un communiqué officiel, le gouvernement de New-Delhi expliqua que ces explosions « *représentaient « la poursuite du programme planifié de tests » commencé lundi 11 mai... « Les tests ont été effectués pour obtenir des données supplémentaires afin d'améliorer la simulation par ordinateur et pour acquérir la capacité de procéder à des expériences sous-critiques (c'est à dire n'entraînant pas une réaction nucléaire en chaîne) si celles-ci sont nécessaires », (affirmait) le texte.* » <sup>1153</sup> Le Premier ministre indien déclara par ailleurs : « *Nous espérons que le monde, en particulier ces nations qui veulent maintenir leur monopole nucléaire, comprendra que les mêmes règles doivent*

---

<sup>1144</sup> *Le Monde* du 01/10/97

<sup>1145</sup> *Le Monde* du 01/10/97

<sup>1146</sup> *Géopolitique* n°64, janvier 1999

<sup>1147</sup> *Le Monde* du 04/08/98

<sup>1148</sup> *Le Monde* du 13/05/98

<sup>1149</sup> *Le Monde Dossiers et Documents*, juillet-août 1998

<sup>1150</sup> *Le Monde* du 13/05/98

<sup>1151</sup> *Le Monde* du 14/05/98

<sup>1152</sup> *Le Monde* du 13/05/98

<sup>1153</sup> *Le Monde* du 15/05/98



*s'appliquer à tous.* »<sup>1154</sup>. Le Président Clinton, « *contraint par la loi américaine* », annonça la suppression de l'aide économique et militaire des États-Unis à New-Delhi.<sup>1155</sup> Puis, « *rappelant qu'il avait été un ardent défenseur de l'approfondissement des relations indo-américaines, M. Clinton (déclara) : « À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Inde n'a pas besoin de manifester sa grandeur par de telles actions. Je pense que c'est une terrible erreur de la part d'un merveilleux pays* ». »<sup>1156</sup> Ces propos n'avaient rien de menaçant. Au contraire, ils réaffirmaient la grandeur de l'Inde et disaient, par l'évocation du caractère « *merveilleux* » de ce pays, toute la sympathie que le Président américain éprouvait pour lui. Bill Clinton n'annula pas son projet de voyage officiel en Inde, prévu à l'automne suivant.<sup>1157</sup> En outre, il ne demanda pas aux pays du G8 de prendre des sanctions collectives contre New-Delhi.<sup>1158</sup> Il accentua en revanche sa pression sur Islamabad. Ainsi, « *le département d'Etat (demanda) instamment, jeudi 14 mai, au Pakistan de s'abstenir d'effectuer à son tour un essai nucléaire... et (laissa) entendre qu'il serait récompensé s'il s'abstenait. Les deux émissaires américains envoyés mercredi au Pakistan, le secrétaire d'État adjoint Stobe Talbott et le commandant en chef des forces américaines dans la région, le général Anthony Zinni, « ne sont pas partis les mains vides », (souligna) le porte-parole du département d'Etat, famés Rubin. (...) L'objectif de cette mission « extrêmement difficile » était de « démontrer les avantages pour le Pakistan de ne pas effectuer d'essais et les inconvénients extrêmes qu'il y aurait à le faire », (expliqua)-t-il. ..* »<sup>1159</sup>.

Le 15 mai, peu avant de s'entretenir avec Stobe Talbott, le Premier ministre pakistanais déclara à la presse : « *Nous ne sommes pas pressés de tester la bombe immédiatement après l'Inde, Nous avons la capacité de le faire et nous ne l'avons pas fait durant les vingt dernières années* »<sup>1160</sup>. Nawaz Sharif confirma ainsi que le Pakistan disposait de la bombe À depuis la fin des années 70. Le même jour, le Premier ministre indien accorda une interview à un hebdomadaire de New-Delhi : « *Nous ne voulons pas dissimuler notre action sous un voile d'ambiguïté inutile. L'Inde est désormais une puissance nucléaire. Vous avez noté que ni ma déclaration du 11 mai ni celle du gouvernement n'avaient caractérisé les tests de tests nucléaires pacifiques* », souligna-t-il.<sup>1161</sup> Atal Behari Vajpayee faisait référence au premier essai indien, pratiqué au printemps 1974 et qui avait été qualifié par les autorités de l'époque d'« *explosion*

---

<sup>1154</sup> *Le Monde* du 15/05/98

<sup>1155</sup> *Le Monde* du 15/05/98

<sup>1156</sup> in *Le Monde* du 15/05/98

<sup>1157</sup> *Le Monde* du 18/05/98

<sup>1158</sup> *Le Monde* du 18/05/98

<sup>1159</sup> *Le Monde* du 16/05/98

<sup>1160</sup> *Le Monde* du 18/05/98

*pacifique* »<sup>1162</sup>. Dans les jours qui suivirent, « *certains cercles militaires et du renseignement, impressionnés par les tests indiens, (avancèrent) l'éventualité d'une collaboration entre Israël et l'Inde. Une des thèses qui (circulaient) dans ces milieux (était) que les deux derniers essais indiens (avaient) été faits pour le compte d'Israël.* »<sup>1163</sup> Il s'agissait de bien plus que d'une thèse. Le 29 janvier 1992, un mois après la signature de l'accord Eurodif et de celui de règlement du contentieux américano-iranien, Israël et l'Inde avaient annoncé qu'ils étaient convenus d'établir des relations diplomatiques et d'ouvrir des ambassades à New-Delhi et à Tel-Aviv.<sup>1164</sup> Depuis cette date, les deux pays avaient entretenu une coopération nucléaire, laquelle s'était renforcée au rythme auquel les liens atomiques entre l'Iran et le Pakistan étaient devenus plus étroits.<sup>1165</sup> Depuis que la décision de voter le traité d'interdiction des essais nucléaires avait été prise, Israël et l'Inde s'étaient trouvés dans une situation comparable à celle de la France, des Etats-Unis et de la Chine. Ils avaient besoin de mener une dernière campagne de tirs avant de s'en remettre aux seules simulations.<sup>1166</sup> La France et les États-Unis avaient en toute logique conduit des essais communs, à la veille de la conférence de Genève. La Chine en avait pratiqué un de son côté. Israël et l'Inde avaient mené les leurs ensemble, avec l'accord des États-Unis. La visite du ministre indien des Affaires étrangères à Washington l'avant-veille des premiers essais, l'extraordinaire aveuglement des satellites américains, l'incapacité temporaire de la CIA et, surtout, les réactions complaisantes du Président Clinton et des alliés de l'Amérique l'attestaient. Avant de prendre la décision de répliquer ou de s'abstenir, le Premier ministre pakistanais « *avait précisé que (son pays) observerait avec attention l'attitude de la communauté internationale vis-à-vis de l'Inde, pour savoir si elle (réagissait) mollement ou vigoureusement* ». »<sup>1167</sup> Il s'agissait du seul baromètre qui pût renseigner Nawaz Sharif sur les conditions politiques dans lesquelles les essais indiens avaient été préparés. Quinze jours après les tirs de New-Delhi, « *le gouvernement pakistanais (s'avoua) profondément déçu des réactions plutôt molles qu'(avaient) suscité ces essais. « Sur le plan des principes comme sur le plan pratique, rien de sérieux n'a été globalement entrepris contre l'Inde », (déplora) un haut responsable pakistanais. « Nous aurions voulu qu'il soit dit*

---

<sup>1161</sup> *Le Monde* du 18/05/98

<sup>1162</sup> *Le Monde* du 19.20/05/98. Cf. Dominique Lorentz, *Affaires atomiques, op. cit.*, chapitre 7.

<sup>1163</sup> *Le Monde* du 27/05/98

<sup>1164</sup> *Le Monde* du 31/01/92

<sup>1165</sup> *La lettre du Caire n°201*, du 7/06 au 10/07/98 & Alexandre Adler, doc. cit.

<sup>1166</sup> Comme l'expliquait très clairement le communiqué officiel du gouvernement indien publié le 19 mai 1998

<sup>1167</sup> *Le Monde* du 18/05/98

*clairement que l'Inde ne serait en aucune façon récompensée pour ces essais... », dit-il. Le refus des pays du G8 de décider de sanctions collectives contre l'Inde (était) durement ressenti ici. »*<sup>1168</sup>

Le 28 mai 1998, en début d'après-midi, le Pakistan procéda à cinq tirs nucléaires.<sup>1169</sup> Quelques heures plus tard, à Islamabad, des éditions spéciales des principaux journaux furent mises en vente. « *« Le Pakistan est devenu le premier Etat nucléaire islamique », (titra) le journal Ausaf faisant écho aux cris d'« Allah Akbar (Dieu est grand) » entendus dans les rues. »*<sup>1170</sup> En fin de journée, le Premier ministre pakistanais prononça une allocution télévisée. « *« Nous avons égalé l'Inde. C'est un jour béni d'une importance historique. (...) Le Pakistan a été obligé d'exercer son option nucléaire du fait de la militarisation du programme nucléaire indien. (...) Nous n'avions pas le choix. (...) La réponse internationale aux tests nucléaires indiens n'a pas été à la hauteur de la situation », (déclara) M. Sharif »*<sup>1171</sup>.

Les Etats-Unis réagirent « *en annonçant des sanctions contre le Pakistan, comme ils l'avaient fait contre l'Inde. »*<sup>1172</sup> Les Américains ne pouvaient retirer l'aide militaire et financière déjà suspendue par le Congrès en 1990. Il leur faudrait, s'ils tenaient à punir Islamabad, imaginer une autre mesure. « *Les Etats-Unis ne (furent) pas suivis par leurs alliés, à l'exception du Japon. »*<sup>1173</sup> Tokyo, plus grand contributeur d'aide à l'Inde, avait pris une sanction symbolique contre New-Delhi en annulant 30 millions de dons.<sup>1174</sup> Afin de ne marquer aucune différence, il annonçait une disposition parallèle à l'encontre d'Islamabad.

Le 30 mai, le Pakistan pratiqua au moins un sixième essai nucléaire, et peut-être plusieurs.<sup>1175</sup> Le lendemain, Abdul Qadeer Khan, fondateur du programme atomique d'Islamabad donna une conférence de presse. Depuis les essais indiens comme au cours des années précédentes, la plupart des observateurs avaient très largement sous-estimé le potentiel atomique pakistanais. La presse des années 80 et 90 regorgeait de spéculations sur la « *bombe artisanale* », ou la « *bombe sale* » que les Pakistanais auraient, dans le meilleur des cas, réussi à produire. Abdul Qadeer Khan révéla que « *les bombes testées le 28 mai étaient « à fission améliorée », c'est à dire des charges « dopées » utilisant de l'uranium 235, comme lors de certaines expériences indiennes... L'une des explosions était une bombe de forte puissance d'environ 30 à 35 kilotonnes, soit*

---

<sup>1168</sup> *Le Monde* du 27/05/98

<sup>1169</sup> *Le Monde dossiers et documents*, juillet-août 1998

<sup>1170</sup> *Le Monde* du 30/05/98

<sup>1171</sup> *Le Monde* du 30/05/98

<sup>1172</sup> *Le Monde* du 30/05/98

<sup>1173</sup> *Le Monde* du 30/05/98

<sup>1174</sup> *Le Monde* du 15/05/98

*deux fois la bombe d'Hiroshima. .. Quatre des autres charges pakistanaises étaient tactiques, de faible puissance. Montées sur de petits missiles, elles pouvaient être utilisées sur le champ de bataille contre des concentrations de troupes. »*<sup>1176</sup> Les Pakistanais détenaient des armes tactiques. Leur armement nucléaire était du meilleur niveau. Abdul Qadeer Khan se refusa en revanche à révéler le nombre de tirs intervenus la veille et la nature de ces tests.<sup>1177</sup> Les militaires et les agents secrets qui avaient attiré l'attention de la presse sur le fait que la deuxième série d'essais indiens avait vraisemblablement été conduite par les Israéliens se gardèrent de suggérer le nom du commanditaire de ces mystérieux essais nucléaires. Au contraire, ils tentèrent d'accréditer l'idée selon laquelle « *les relations entre Téhéran et Islamabad n'étaient pas aussi amicales qu'on voudrait bien le faire croire.* »<sup>1178</sup> Malheureusement, Pakistanais et Iraniens affichaient, au-delà de leur amitié, une parfaite complicité nucléaire. Les essais avaient été conduits le long de leur frontière commune, à quelques dizaines de kilomètres seulement du territoire iranien. Interrogé sur ce choix étrange, qui pouvait passer pour une hostilité d'Islamabad à l'égard de Téhéran, un responsable de la République islamique expliqua que ce site avait été choisi car « *dans toute cette région, le Pakistan (était) leur meilleur interlocuteur.* »<sup>1179</sup>

Le ministre pakistanais du pétrole, un proche de Nawaz Sharif, déclara pour sa part que l'Iran avait été « *consulté avant les essais* »<sup>2</sup> et qu'il « *avait offert d'aider le Pakistan à faire face aux sanctions* ». <sup>1180</sup> L'autre pays ami associé aux essais pakistanais était la Chine, <sup>1181</sup> principal partenaire nucléaire de Téhéran. Par ailleurs, Nawaz Sharif, dans son allocution télévisée du 28 mai, s'était défendu à demi-mot de l'accusation, portée dès le mois de janvier 1992 par le sénateur Lary Pressler, d'aider l'Iran à concevoir sa bombe atomique. « *Nous n'avons pas transféré et nous ne transférerons pas de technologies sensibles à d'autres pays* »<sup>1182</sup> avait-il déclaré avant même d'être attaqué.

En deux séries d'essais, quatre pays avaient testé des armements nucléaires. L'un d'eux, l'Iran, avait fait son entrée dans le club des puissances atomiques officielles.

---

<sup>1175</sup> *Le Monde* du 02/06/98

<sup>1176</sup> *Le Monde* du 01/06/98 & *Le Monde* du 02/06/98

<sup>1177</sup> *Le Monde* du 02/06/98

<sup>1178</sup> *Le Figaro* du 07/07/98

<sup>1179</sup> *Le Figaro* du 07/07/98

<sup>1180</sup> *Le Monde* du 30/05/98

<sup>1181</sup> *Le Monde* du 01/06/98

<sup>1182</sup> *Le Monde* du 01/06/98

Le 4 juin 1998, les cinq Grands se réunirent aux Nations Unies, à Genève. À l'issue de trois heures de discussions, ils publièrent un communiqué conjoint. Les premières lignes de ce texte résumaient à elles seules la farce nucléaire : « *Malgré leurs récents essais nucléaires, l'Inde et le Pakistan n'ont pas le statut d'Etats dotés d'armes nucléaires en accord avec le TNP* », était-il déclaré.<sup>1183</sup> Dix, vingt, trente ou quarante puissances nucléaires pourraient se révéler, le dogme demeurerait celui de l'existence de cinq pays dotés de l'arme atomique. La suite du communiqué déclinait sur tous les tons les bonnes intentions de ses signataires en matière de non-prolifération et de lutte contre la course aux armements. Un mois plus tard, le 9 juillet 1998, le Sénat américain « *(vota) en faveur d'un assouplissement des sanctions imposées à l'Inde et au Pakistan.* »<sup>1184</sup> Celles-ci furent « *partiellement levées* » après 4 mois<sup>1185</sup>.

Pendant ce temps, Européens et Iraniens étaient passés du « *dialogue critique* » au « *dialogue politique* ». <sup>1186</sup> En d'autres termes, leurs relations étaient au beau fixe. Le Premier ministre italien, Romano Prodi, s'était rendu à Téhéran à la fin du mois de juin, un mois après les essais nucléaires pakistano-iraniens.<sup>1187</sup> Le 26 juillet, Mahmoud Vaezi, signataire de l'accord Eurodif et chargé du « *suivi franco-iranien* » était venu à Paris.<sup>1188</sup> Le 30, Massoud Hendi, l'un des Iraniens impliqués dans le meurtre de Chapour Bakhtiar et emprisonné en France avait été prématurément libéré. Il était rentré dans son pays le jour même.<sup>1189</sup> Du 22 au 24 août suivants, Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin <sup>1190</sup> avait effectué une « *visite de travail* » en Iran<sup>1191</sup>. « *Nous entendons pratiquer un dialogue politique normal et global avec un Etat extrêmement important, dont la place est tout à fait majeure au Proche-Orient* », (avait) précisé le ministre français des Affaires étrangères (avant son départ). »<sup>1192</sup> À Téhéran, Hubert Védrine avait transmis au Président Khatami une invitation de Jacques Chirac à se rendre en France.<sup>1193</sup> Ce voyage officiel, qui serait le premier d'un président de la République islamique, devait intervenir « *après le nouvel an*

---

<sup>1183</sup> *Le Monde* du 06/06/98

<sup>1184</sup> *Le Monde* du 11/07/98

<sup>1185</sup> *Le Monde* du 09/11/98 & *Le Monde* du 03/12/98

<sup>1186</sup> *Le Monde* du 04/08/98

<sup>1187</sup> *Le Monde* du 04/08/98

<sup>1188</sup> *Le Monde* du 04/08/98

<sup>1189</sup> *Le Monde* du 04/08/98

<sup>1190</sup> Nommé Premier ministre par le Président Jacques Chirac au mois de juin 1997.

<sup>1191</sup> *Le Monde* du 04/08/98

<sup>1192</sup> *Le Monde* du 04/08/98

<sup>1193</sup> *Le Monde* du 03/02/99

iranien », lequel tomberait le 21 mars 1999.<sup>1194</sup> Au mois de février 1989, Roland Dumas s'était appliqué à ce que son premier voyage officiel en Iran coïncidât avec la célébration du dixième anniversaire de la République islamique. Le 2 février 1999, alors que ses concitoyens ouvraient les réjouissances du vingtième anniversaire de la République islamique, Kamal Kharazi, le nouveau ministre iranien des Affaires étrangères débarqua à Paris.<sup>1195</sup> « *L'intérêt principal de sa visite (était) la préparation de celle que le Président réformateur de la République islamique d'Iran, Mohammad Khatami, (devait) faire à Paris en principe au printemps. Pour le ministre iranien, les relations franco-iraniennes (étaient) « excellentes ». (...) M. Kharazi (aurait) deux séances de travail avec M. Védrine. Il (serait) reçu par le Président Jacques Chirac et rencontrerait, au cours de son séjour, le ministre de l'économie et des Finances, Dominique Strauss-Kahn, et le président du Sénat, Christian Poncelet.* »<sup>1196</sup> En revanche, Kamal Kharazi ne s'entretenait pas avec le Premier ministre Lionel Jospin.

Dans les premiers jours du mois de mars 1999, il fut précisé que la visite du Président Khatami interviendrait à la mi-avril. « *Elle (coïnciderait) pratiquement avec le vingtième anniversaire de la proclamation de la République islamique, le 11 avril 1999* ». <sup>1197</sup> Le 9 mars, le Président Khatami entama une visite officielle de trois jours en Italie.<sup>1198</sup> « *Dès son arrivée, il (souhaita), devant les députés et les sénateurs italiens, « une collaboration entre le monde islamique et l'Europe », estimant qu'il (était) « indispensable de trouver des solutions dans le cadre de la coopération régionale et mondiale ». Reçu par le chef de l'Etat, Oscar Luigi Scalfaro, il devait rencontrer Massimo d'Alema, le chef du gouvernement... (...) Plusieurs milliers d'opposants au régime iranien (manifestèrent) dans les rues de Rome leur désaccord avec cette visite officielle. (...) La présence du Président iranien (était) loin de faire l'unanimité du monde politique italien, y compris au sein de la majorité. Une pétition hostile à cette visite aurait rassemblé la moitié des députés et l'opposition (critiquait) la « politique du tapis rouge » pour le représentant d'un régime qui était loin d'avoir fait la démonstration que le printemps (s'était) annoncé en Iran.* » <sup>1199</sup>

---

<sup>1194</sup> *Le Monde* du 03/02/99

<sup>1195</sup> *Le Monde* du 03/02/99

<sup>1196</sup> *Le Monde* du 03/02/99

<sup>1197</sup> *Le Monde* du 08/03/99

<sup>1198</sup> *Le Monde* du 11/03/99

<sup>1199</sup> *Le Monde* du 11/03/99

Pendant le séjour de Mohammad Khatami à Rome, on apprit que sa venue à Paris avait été fixée au 12 avril, « *le lendemain du vingtième anniversaire de la proclamation de la République islamique.* »<sup>1200</sup> Mais, « *au mépris du protocole, c'est par un communiqué rendu public le 29 mars, à Téhéran, que la présidence de la République islamique d'Iran (informa) la France du report de la visite du Président Mohammad Khatami.* « *Le voyage du Président Khatami en France ne pourra pas avoir lieu à temps car les deux parties n'ont pas pu se mettre d'accord sur le programme de la visite* », (annonça) Téhéran, invoquant des questions de protocole. Les autorités françaises en (prirent) acte... »<sup>1201</sup>

Le problème était que « *l'Iran insistait pour que la visite du Président Mohammad Khatami, qui devait se faire à l'invitation du Président Jacques Chirac, (fût) une visite d'Etat, la plus solennelle possible.* »<sup>1202</sup> Ainsi, les Français n'avaient pas proposé à Mohammad Khatami un séjour d'un niveau protocolaire correspondant à son rang, ou à l'idée qu'il s'en faisait. La France était en période de cohabitation. Le président de la République avait fait la preuve de sa proximité avec le régime islamique. En outre, Mohammad Khatami était son invité. Il était donc peu probable qu'il fût à l'origine de ce litige. Le Premier ministre brillait en revanche par son absence publique des affaires iraniennes. Il ne recevait pas les ministres du gouvernement de Téhéran lors de leur passage à Paris. Depuis que le voyage du Président Khatami avait été annoncé, son nom n'avait jamais été associé à ce projet.

Peut-être Lionel Jospin s'opposait-il à ce que la visite de Mohammad Khatami « *fût une visite d'Etat, la plus solennelle possible* » ? Il n'était pas exclu qu'il préférât une visite ordinaire. En qualité de chef du gouvernement, il détenait le pouvoir de faire valoir son point de vue. Le ministère des Affaires étrangères était en effet placé sous son autorité. De fait, le président de la République pouvait recevoir qui bon lui semblait, à l'Elysée, mais il n'était pas habilité à engager diplomatiquement le pays sans l'accord du Premier ministre. Une hypothèse plus extrême pouvait être posée. Lionel Jospin, qui se singulariserait quelques mois plus tard en qualifiant, au cours d'un voyage officiel en Israël,<sup>1203</sup> les membres du Hezbollah de « *terroristes* »<sup>1204</sup>,

---

<sup>1200</sup> *Le Monde* du 11/03/99

<sup>1201</sup> *Le Monde* du 31/03/99

<sup>1202</sup> *Le Monde* du 31/03/99

<sup>1203</sup> Du 23 au 26 février 2000

refusait peut-être purement et simplement de recevoir le Président iranien. Le cas échéant, la visite de l'ayatollah Khatami, en réponse à l'invitation de Jacques Chirac, ne pourrait être que privée. Cependant, une rumeur, destinée à devenir la version officielle de cet incident diplomatique, dit que le problème protocolaire portait sur l'exigence française de servir des vins à table, tandis que Mohammad Khatami, de religion musulmane, ne buvait que de l'eau claire.<sup>1205</sup>

Le 11 avril 1999, le Président Khatami accepta l'invitation du chancelier allemand Gerhard Schröder à se rendre en visite officielle à Bonn.<sup>1206</sup> Il semblait que l'on servît de l'eau dans toutes les capitales d'Europe, à l'exception de Paris. Six mois plus tard, du 22 au 26 octobre, le Président chinois Jiang Zemin fit en France une « *visite d'Etat d'un faste inégalé depuis le début du septennat de Jacques Chirac. (...) La République française (accorda) des honneurs quasi monarchiques au chef du parti communiste et de l'Etat chinois, Jiang Zemin, pour son arrivée, dimanche 24 octobre, à Paris, pour la partie la plus officielle d'une visite marquée par la forte implication personnelle de Jacques Chirac... Aux invalides, des unités des trois armées (terre, air, mer) et la garde républicaine lui (présentèrent) les armes avant que la délégation ne (s'installa) à l'hôtel de Marigny, à côté du palais de l'Elysée, pour deux nuits et une tournée d'entretiens officiels : avec M. Chirac puis avec le Premier ministre Lionel Jospin, qui le recevrait à déjeuner à Matignon avant le banquet d'Etat lundi soir. (...) Le plus haut degré de protocole accordé à cette occasion (suscita) les critiques des associations de défense des Droits de l'Homme et de quelques personnalités politiques* »<sup>1207</sup>.

En entourant le voyage de Jiang Zemin de fastes exceptionnels, le Président Chirac répondait à sa manière aux obstacles posés par le Premier ministre sur la route de Mohammad Khatami. Le Président iranien était attendu à Paris quelques jours plus tard. Un consensus avait donc été trouvé entre l'Elysée et Matignon. Mais celui-ci ne pouvait satisfaire Jacques Chirac. En effet, la visite de Mohammad Khatami ne serait ni d'Etat, ni

---

<sup>1204</sup> Appellation la plus appropriée pour désigner des poseurs de bombes, mais que les diplomates, et à plus forte raison les dirigeants français ont toujours évité d'employer, afin de ménager le camp palestinien.

<sup>1205</sup> *Le Monde* du 31/03/99

<sup>1206</sup> *Le Monde* du 13/04/99

<sup>1207</sup> *Le Monde* du 26/10/99



même officielle. Tout ce que le service de presse de l'Elysée avait pu en dire aux médias était quelle était « *importante* » !<sup>1208</sup>

Mardi 26 octobre 1999, le Président chinois acheva son voyage. Mercredi 27, Mohammad Khatami lui succéda dans le ciel parisien. Mais il lui fallut un peu de temps pour atterrir. Alors qu'un soleil radieux brillait sur la capitale, son avion fut obligé de tourner en l'air pendant plus d'une heure au-dessus de l'aéroport, en raison d'un « *brouillard* » visible des seuls porte-paroles de la Présidence et du gouvernement français.<sup>1209</sup> Du fait de ce malheureux contretemps, Mohammad Khatami ne croisa Lionel Jospin que pendant cinq minutes. Le Premier ministre devait en effet se rendre pour plusieurs jours aux Antilles. Il n'aurait donc pas le temps de le recevoir.<sup>1210</sup>

Le président de la République l'accueillit en revanche très chaleureusement, sur le perron de l'Elysée. Puis, « *les tête-à-tête entre chefs d'Etat étant faits pour discuter des questions les plus sensibles* », Mohammad Khatami et Jacques Chirac s'entretenirent en privé pendant une heure, avant d'être rejoints par leurs collaborateurs respectifs.<sup>1211</sup> Le Président iranien « *qualifia de « très fructueuse » sa rencontre avec M. Chirac et (releva) « des communautés de vue..., en particulier concernant le développement des relations bilatérales* »<sup>1212</sup>.

Jeudi 26 octobre, deuxième jour de sa visite, le discours que Mohammad Khatami devait prononcer devant rassemblée générale de l'UNESCO fut annulé « *pour des raisons de sécurité* ». <sup>1213</sup> Les occupations du Président iranien se résumèrent donc à une rencontre informelle avec des chefs d'entreprise<sup>1214</sup>. Vendredi, dernier jour de sa visite, il put prononcer son discours à l'UNESCO. La Conférence générale de l'organisation avait en effet accepté de se réunir en séance spéciale<sup>1215</sup>. Mais Mohammad Khatami quitta cette enceinte sous les invectives et les jets de tomates d'une poignée de Moudjahidin du peuple<sup>1216</sup>. Le soir, il s'envola pour Téhéran.

Son voyage, régi par un protocole bâtard et parsemé d'humiliations dont la plus cuisante était le refus du Premier ministre français de le recevoir était un échec

---

<sup>1208</sup> Claude Sérillon, France 2, Journal de 20 heures, le 27/10/99

<sup>1209</sup> *Le Monde* du 29/10/99 & *Arte Journal* le 27/10/99

<sup>1210</sup> *Le Monde* du 29/10/99 & *Arte Journal* le 27/10/99

<sup>1211</sup> *Le Monde* du 29/10/99

<sup>1212</sup> *Le Monde* du 29/10/99

<sup>1213</sup> *Le Monde* du 29/10/99

<sup>1214</sup> *Le Monde* du 30/10/99

<sup>1215</sup> *Le Monde* du 29/10/99

politique. Mais la République islamique n'en était pas moins le grand vainqueur de cette affaire. Que cela plût ou non à Lionel Jospin, elle était actionnaire d'Eurodif auprès de la France et de ses partenaires européens. Les Iraniens étaient donc chez eux à l'usine de Pierrelatte et dans les bureaux parisiens du consortium. Ils détenaient un armement nucléaire dont la qualité avait été prouvée un an plus tôt par des essais sur le sol pakistanais. Leur potentiel atomique leur avait été fourni par la France. Mohammad Khatami l'avait habilement rappelé à ceux qui étaient tentés de l'oublier. Jeudi 26 octobre, alors que son discours à l'UNESCO avait été annulé, il avait en effet demandé à se rendre au Panthéon. Là, il avait déposé une gerbe sur les tombes de Pierre et Marie Curie<sup>1217</sup>.

Le message était limpide. Pourtant, aucun observateur ne se demanda pour quelle raison le Président Khatami avait tenu à honorer les pionniers français de l'atome.

---

<sup>1216</sup> Arte Journal, le 29/10/99

<sup>1217</sup> France 2, *Journal de 20 heures*, le 28/10/99 & *Le Monde* du 29/10/99 & *Le Monde* du 30/10/99

## **TROISIEME PARTIE**

# **QUELQUES APPROCHES JOURNALISTIQUES**

*(Le Point, Valeurs Actuelles, L'Express,  
Courrier International, Marianne)*

## CHAPITRE 1 - POUR *LE POINT*, CE QUI SE CACHE DERRIERE LE CONTENTIEUX NUCLEAIRE DE L'IRAN EST EFFRAYANT

08/08/2003 - « Le bras de fer nucléaire » - M. Duteil

Si les Américains ont fait de la lutte contre la prolifération nucléaire une des priorités de leur politique étrangère, ils ne dédaignent pas, à travers les pressions exercées sur l'Iran, approfondir le fossé entre conservateurs et réformateurs et affaiblir le régime des ayatollahs. Car signer ou non le nouveau protocole est devenu un enjeu de pouvoir à Téhéran. *Les conservateurs s'y refusent, estimant que les inspections inopinées reviendraient à ouvrir le tiroir des secrets de famille aux « Américains, Européens et Israéliens » (ces derniers n'ont pas signé le TNP). Or la décision finale doit revenir au Conseil suprême de la sécurité nationale, dominé par les conservateurs, et au Guide, l'ayatollah Ali Khamenei. Vont-ils prendre le risque de poursuivre le bras de fer avec Washington ?*

02/06/2005 - Iran - « Le marchandage nucléaire »

**Derrière le nucléaire se cache un autre enjeu : l'adhésion de l'Iran à l'OMC**

« (...) la négociation est aussi politique : Washington a accepté, à la demande des Européens, de lever son veto sur l'ouverture de négociations sur l'adhésion de l'Iran à l'Organisation mondiale du commerce. Toutes les parties jouent donc l'apaisement, en attendant l'échéance de l'élection présidentielle du 17 juin, dont Hachemi Rafsandjani demeure le favori ».

07/09/2006 - « L'Iran en embuscade »

« **Le président Ahmadinejad a érigé le nucléaire en étendard du nationalisme iranien.** Avec un certain succès : un sondage réalisé (par Zogby International) pour le compte du *Reader's Digest* indique que 52 % d'Iraniens estiment qu'il faut poursuivre le programme nucléaire et 56 % que leur pays a vocation à **dominer la région sur les plans diplomatique et militaire** ».

27/04/2006 - « Poker menteur à Téhéran »

**« Mais l'Occident veut encore croire au réveil des modérés. Une espérance qui sous-estime le nationalisme iranien dont le nucléaire est devenu le symbole ».**

*Pourquoi ? D'abord dans l'aire arabe de l'univers musulman, les peuples se sentent plus que jamais humiliés et offensés par la geste occidentale. L'image omniprésente des télévisions leur découvre un monde qui leur paraît arrogant et décadent, quand ils n'envient pas son opulence du fond de leur échec. L'islam consolait, depuis des lustres, leurs persistantes misères. Il nourrit aujourd'hui la vague promesse d'une revanche historique » (...) « Une espérance qui sous-estime peut-être le nationalisme millénaire de l'Iran : il peut encore cimenter le régime. Et il fait du nucléaire le viatique moderniste du grand peuple perse. Le fanatisme ne fait qu'y ajouter son élan et sa tragique imprévisibilité. Car Allah reste bien le joker d'une partie infernale.*

20/12/97 - « Le mot de la semaine »

**« Mais l'Iran change depuis l'élection de Khatami. Non seulement nombre d'Iraniens restent fascinés par les Etats-Unis, mais les nouveaux responsables voudraient faire leur retour sur la scène internationale. Celui-ci passe par la réconciliation avec l'Oncle Sam. (...) »** Mais déjà, aux Nations unies, Américains et Iraniens ont commencé à travailler ensemble dans une commission traitant de l'Afghanistan. Un premier petit pas. »

01/08/98 - « Les anciens et les modernes » - Cornu

**L'Iran et les Etats unis se rencontrent pour la première fois depuis la prise d'otage de 1978. La preuve que le pays a changé mais il reste une force instable, miné par les luttes de clan entre réformateurs et conservateurs. « Qu'un ancien preneur d'otages et une de ses victimes puissent débattre prouve que les excès de la révolution islamique appartiennent au passé. Mais d'autres développements rappellent que l'Iran reste un acteur de premier plan au Moyen-Orient et que la stabilité du pays n'est pas assurée. »**

24/10/2003 - « Iran, l'enjeu nucléaire »

**« L'Iran a accepté de signer le traité de non prolifération : une victoire des trois grand pays européens. Mais qui doit aussi à la menace américaine; Bush est un peu agacé, mais trop occupé avec l'Irak et la Corée du Nord un problème autrement plus grave. »**

23/09/2004 - « Téhéran hausse le ton » - M. Picard

**« Téhéran hausse le ton face aux soupçons de non respect du traité de non prolifération: à terme l'Iran pourrait sortir du TPN si la surenchère avec les Etas Unis continue. »**

12/05/2005 - « Le bras de fer »

**Le bras de fer continue entre l'Iran et l'Europe : « *L'Iran a menacé de reprendre cette semaine les activités de conversion de son usine d'Ispahan. Risquant de s'attirer les foudres du Conseil de sécurité de l'ONU.* »**

02/06/2005 - « Marchandage nucléaire »

**L'Iran fait une pause dans son marchandage et suspend les activités nucléaires en échange de nouvelles propositions de l'Europe.**

23/06/2005 - **Confidentiel Monde**

**Le prince Tourki Alfaisal, ex patron du renseignement saoudien fait allusion à l'Iran et rappelle qu'Israël ne respecte pas le TPN :**

*« L'Iran a, lui, signé le TNP et accepte les inspections, contrairement à Israël. Aussi il ne peut pas être populaire chez les Iraniens de s'entendre dire : vous n'avez pas droit au nucléaire. »*

23/06/2005 - « Nucléaire la nouvelle donne »

**L'arrivée d'Ahmadinejad change la donne et peut compliquer les négociations.**

*« L'arrivée d'Ahmadinejad change la donne. D'une part, l'UE ne veut pas prendre des engagements vis-à-vis de l'Iran sans avoir reçu un feu vert, au moins tacite, des Etats-Unis. Or l'arrivée d'un président ultraconservateur renforce le camp des*

*faucons américains. Ceux-ci se méfient d'un recours éventuel au Conseil de sécurité de l'ONU, où Chinois et Russes pourraient opposer leur veto, et prônent un durcissement de l'embargo contre l'Iran. À Téhéran, ceux qui estiment que l'Iran doit se doter du nucléaire à des fins militaires pour être en position de force vis-à-vis d'Israël ou du Pakistan vont aussi avoir le vent en poupe. Et on s'interroge sur le maintien en fonction d'Hassan Rohani, proche d'Akbar Rafsandjani. Un départ compliquerait les négociations. »*

11/08/2005 - « **Le bras de fer nucléaire** »

Toujours pas de solution dans la crise du nucléaire : **l'impasse : l'Iran refuse les propositions européennes, et veut plus de garanties de sécurité, ce que refuse Washington.** La Chine et la Russie menacent toujours de leur veto en cas de résolutions.

22/09/2005 - « **Les enchères de l'Iran** »

La crise nucléaire toujours sans solution : « **Face à l'intransigeance de Téhéran, la marge de manœuvre de l'UE3 (France, Grande-Bretagne, Allemagne), qui négocie avec l'Iran au nom de l'UE et avec l'aval des Etats-Unis, se réduit sérieusement** ». L'Iran semble se moquer des sanctions, menace de quitter le TPN et d'user de l'arme du pétrole.

03/11/2005 - « **Etats voyous : casse-tête** »

**L'Iran sait, comme les USA qu'aucune solution militaire n'est réellement envisageable ; si l'Iran donne priorités aux négociations, Ahmadinejad et ses propos choquants compliquent la donne, mais l'Occident va devoir avaler la couleuvre.**

*« Envers l'Iran, les Etats-Unis font montre d'une certaine prudence. Ils ont cautionné les pourparlers engagés par l'Europe avec Téhéran. Les Américains sont conscients du fait qu'aucune solution militaire n'est sérieusement envisageable. Mais les Iraniens le savent aussi. « Il n'y aura pas de guerre, ils n'ont pas les moyens de faire la guerre sur deux fronts [...] et des sanctions pétrolières ne feraient qu'augmenter le prix du brut. » Ce constat cyniquement réaliste a été fait lundi par*

*Ali Larijani, désormais en charge du nucléaire iranien. Il s'est cependant empressé d'ajouter que, sur le nucléaire, « les négociations sont la priorité ».*

*« Les propos du président iranien appelant à « rayer Israël de la carte » compliquent singulièrement les choses : ces menaces sont intolérables, mais l'Occident risque fort de devoir avaler la couleuvre sans trop broncher. »*

**19/01/2006 - « Nucléaire le bras de fer »**

Le bras de fer diplomatique continue, la saisine du conseil de sécurité devient probable après les nouvelles provocations iraniennes. Mais l'Iran a l'atout pétrole qui pèse très lourd. *« La phase actuelle est donc celle du bras de fer diplomatique, l'action militaire étant exclue. Personne ne veut perdre la face. Mais qui possède les meilleurs atouts ? »*

**09/02/2006 - « Donald Rumsfeld »**

« Fidèle à son profil de faucon, **Rumsfeld n'hésite pas à brandir la menace militaire** pour stopper l'escalade nucléaire de Téhéran. Dans son bras de fer avec les occidentaux, qui ont décidé de transmettre le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Iran a franchi un nouveau pas. Lundi dernier, Téhéran annonçait la reprise de ses activités d'enrichissement d'uranium qu'il avait suspendues fin 2003 ».

**02/03/2006 - « Avis de tempête »**

« C'est l'Irak qui fait, aujourd'hui, le plus de bruit, mais c'est l'Iran qui devient, pour les cassandres, l'épicentre des périls. La théocratie iranienne vient de porter à sa présidence un de ces énergumènes qui font trembler l'Histoire. Par sa voix, la Perse chiite ranime l'ambition jamais éteinte du monde arabe et sunnite : abolir l'Etat juif, « tumeur cancéreuse » en terre arabe, pavé dans le patrimoine d'Allah. Il y a pire : pour corser sa surenchère, Téhéran profile, dans un poker d'enfer, la perspective de l'arme nucléaire. »

*Comme on imagine, Israël, les Etats-Unis et l'Europe des Vingt-Cinq ne voient pas sans effroi la bombe atomique aux mains d'un illuminé qui prévoit le pire avant le retour du douzième imam qui, depuis douze siècles, se fait attendre. Que faire ? Au Pentagone et en Israël, la solution militaire d'un bombardement des sites*



***nucléaires, habilement enterrés et dispersés par l'Iran, mijote toujours dans le secret des états-majors.***

***Elle soulève des montagnes d'objections. Car Téhéran n'a jamais eu autant d'atouts. Washington est empêtré jusqu'au cou dans l'Irak voisin et sait fort bien que l'Iran peut exciter à Bagdad la solidarité chiite et précipiter un retrait catastrophique - comme au Vietnam - de l'armée américaine. Bush mesure aussi la violence d'un choc pétrolier ruineux pour tout l'Occident. Enfin, et au-delà, l'Amérique redoute la rage de tout l'Islam contre le Satan américain. Cauchemar !***

***L'Amérique préférerait, bien sûr, brider Téhéran avec l'appui discret d'une Chine angoissée par sa dépendance pétrolière. Et, plus encore, avec l'entregent d'une Russie qui a ses entrées à Téhéran et concocte des arrangements à soumettre à l'Agence idoine de l'énergie atomique. En somme, l'Amérique veut croire aux vertus d'un attermolement combatif, c'est-à-dire assorti d'une menace de sanctions que le Conseil de sécurité de l'ONU pourrait d'aventure voter.***

***La France, cette fois, n'y sera pas à la traîne. L'arc Téhéran-Damas (et l'assassinat de Hariri) suscite à l'Elysée une rare répulsion.***

***En coulisses, enfin, court toujours la solution d'un bombardement américano-israélien qu'on aurait tort de croire enterrée.***

***Cette politique de carottes et de bâton, discrète mais sévère, parie sur le réalisme ultime des mollahs. Et sur la résignation forcée des fous d'Allah. Inch' Allah !***

***30/03/2006 - « Nous voulons offrir la garantie que nos activités nucléaires sont pacifiques » - J. Guisnel***

Portrait de Latini, chef du Conseil suprême, intransigeant sur le nucléaire iranien mais pragmatique : il a eu l'idée d'une « concession » pour sortir du problème de l'uranium, reste à voir comment cette ouverture sera perçue.

***« Il ne fit pas le poids face au démagogue Mahmoud Ahmadinejad, mais Ali Khamenei lui a donné un joli lot de consolation en le nommant à la tête du Conseil de sécurité. Dans la complexe architecture du pouvoir iranien, Ali Larijani est l'une des clés de voûte de l'édifice idéologique et politique. Face à la fuite en avant et aux dérapages verbaux de Mahmoud Ahmadinejad, Larijani représente désormais la***

*ligne plus « pragmatique » du Guide suprême. Intransigeant sur le fond, à savoir la possibilité pour l'Iran d'accéder au meilleur de la technologie nucléaire, donc à l'enrichissement de l'uranium, le pouvoir iranien est prêt à des accommodements sur la forme. Pour parvenir à ses fins, un « deal » avec la communauté internationale, qui ne parvient toujours pas à se mettre d'accord sur d'éventuelles sanctions, aurait sa préférence. Comment cette ouverture sera-t-elle perçue ? »*

20/04/2006 - « Iran la bombe au poing » - P. Eylau

**Ahmadinejad est un idéologue impavide, un calculateur froid, pas un fol exalté.** Sous Khatami un vent d'ouverture soufflait sur Téhéran et il était alors possible de négocier avec l'Iran. L'impasse est totale aujourd'hui et Ahmadinejad ne rate pas une occasion de faire monter la pression. Il faut aussi persuader la Russie et la Chine de résister, pour l'instant c'est l'Iran qui a la main. Mais le programme nucléaire est soutenu par l'opinion. Il y a pourtant clairement des arrière-pensées derrière ce programme. L'Iran ne semble pas craindre la riposte américaine et a des moyens de pression : infiltrer l'Irak ; faire monter le prix du pétrole ; un « réchauffement » des « fronts libanais et palestinien ».

*« Mahmoud Ahmadinejad n'est pas un homme compliqué. Ce n'est ni un exalté imprévisible, ni un boutefeu irresponsable, ni un agité romantique. C'est un calculateur froid, un stratège méthodique, un idéologue impavide. Le président iranien dit franchement ce qu'il pense et fait ce qu'il dit.*

*Alors qu'un dangereux compte à rebours est enclenché à propos du nucléaire iranien, il s'est, une fois de plus, placidement lancé dans des propos scabreux sur l'Holocauste, au sujet duquel, confie-t-il, il a « de sérieux doutes ». Il a aussi tranquillement prédit la disparition d'Israël et invité les pays européens à céder aux juifs « une partie de leur territoire ».*

*(...) L'Iran est au confluent de trois traditions. De l'une, héritée de la Perse, il tient sa fierté nationale et la conscience aiguë de son rang. De l'autre, le chiisme, lui vient une vision tragique de l'Histoire et un goût pour le martyr. De la troisième, une imprégnation rationaliste occidentale. Espérons que la dernière l'emportera sans renier les deux autres ».*

11/05/2006 - « Ahmadinejad : lettre au grand Satan »

**Ahmadinejad a adressé une lettre à Bush :** « *Téhéran souhaite, car c'était déjà un point de la négociation avec les Européens, obtenir un accord de sécurité régionale en contrepartie de l'abandon de son programme nucléaire.* » Faut-il y voir un espoir d'amélioration des relations irano américaines? Aux USA les avis sont partagés, l'Europe espère tout en brandissant le bâton des sanctions. La Chine et la Russie bloquent toujours les négociations.

14/12/2006 - « L'aveu d'Olmert »

**Olmert a reconnu qu'Israël était une puissance nucléaire : c'est un signe donné à l'Iran qui accueillait justement la fine fleur du négationnisme mondial.** « *Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, rêve tout haut de détruire Israël, et Téhéran accueillait cette semaine la fine fleur du négationnisme mondial, conviée à débattre de la réalité de la Shoah (lire page 68). Reste qu'en mettant cartes sur table Olmert donne des arguments aux dirigeants iraniens, déjà engagés dans une course éperdue à la bombe.* »

21/12/2006 - « Nucléaire : du Shah à l'ayatollah »

Retour sur le développement du nucléaire en Iran : aide américaine puis Russe. Aujourd'hui les dirigeants ne cessent de provoquer et d'affirmer que le programme nucléaire est irréversible.

« *Officiellement, l'Iran détient 164 centrifugeuses susceptibles d'enrichir l'uranium à 3,5 %. Mais, avec 2 000 à 3 000 appareils supplémentaires, on pourrait obtenir rapidement de l'uranium hautement enrichi qui ensuite pourrait éventuellement servir à fabriquer une bombe. C'est cette éventualité qui explique les inquiétudes de l'Occident. En attendant une solution à cet imbroglio, les dirigeants iraniens ne cessent de multiplier les provocations et d'affirmer que la voie choisie est irréversible.* »

17/01/2007 - « Le précédent Osirak »

Les USA voudraient frapper l'Iran comme l'avait fait Israël en Irak. « *L'un des scénarios envisagés par les Etats-Unis contre l'Iran prévoit le bombardement d'un ou plusieurs sites nucléaires. Il pourrait être le fait d'avions ou de missiles américains*

*ou israéliens. On n'exclut pas que, comme pour la destruction du réacteur irakien Osirak en 1981, Israël décide de détruire un élément de la chaîne de fabrication de l'uranium enrichi iranien, avant que celui-ci soit fabriqué. Encore que l'Iran ne soit pas à la portée des avions israéliens sans ravitaillement, comme pouvait l'être Bagdad. »*

**17/01/2007 - « Les américains sur le pied de guerre »**

Il semble certain que les iraniens pratiquent une politique de dissimulation des installations sensibles. De leur côté les Etats-Unis réfléchissent à une manière d'intervenir si nécessaire et continuent de surveiller de près les installations.

**17/01/2007 - « Si l'Iran va au plus vite, il peut avoir la bombe d'ici deux ou trois ans ! » - M. Duteil**

L'Iran pourrait avoir la bombe fin 2008 s'il continue son programme. Mais les sanctions américaines pourraient aussi marcher, nuance tout de même Le Point, car la situation intérieure est difficile, le régime perd en légitimité et l'Iran possède une vraie opinion publique. Au fond ce pays veut la bombe pour faire partie des grandes puissances, c'est plus politique que sécuritaire. Mais cela ne le rend pas moins dangereux.

*« Une telle opération n'aura lieu que si Téhéran continue à s'approcher du seuil nucléaire et que les sanctions ne s'avèrent pas efficaces. **On n'en est pas là, et des sanctions pourraient provoquer un revirement iranien.** Le régime a un vrai souci de sa légitimité au plan intérieur et extérieur. Ce n'est pas la Corée du Nord. L'Iran a une vraie opinion publique.*

*Si les mollahs estiment que la légitimité du régime est mise en cause par la population, ils réfléchiront. De même, s'ils voient que leur objectif de se voir reconnaître comme grande puissance est compromis, ils changeront peut-être d'avis. L'Iran voudrait être, comme l'Inde, une puissance nucléaire respectée. La motivation de son programme nucléaire est plus politique que sécuritaire.*

*Cela ne le rend pas moins dangereux. Nous devons lui faire comprendre qu'il n'obtiendra pas la reconnaissance souhaitée sans renoncer aux activités proliférantes. »*

12/07/2007 - « Un inquiétant tunnel en Iran »

L'Iran creuse un tunnel souterrain près de Natanz sans doute pour construire une centrale souterraine (selon l'*Institute for Science and International Security*), qui a découvert ces travaux en analysant des images satellites fournies par des sociétés commerciales. Echo de la suspicion nucléaire irakienne du temps de Saddam Hussein ?

29/03/07 - « Le dangereux poker de l'Iran » - Weber

*L'Iran est-il en passe de se doter de l'arme nucléaire ?*

*Grâce à un programme clandestin mené depuis deux décennies, l'Iran est techniquement en mesure de posséder l'arme nucléaire dans un délai de cinq à dix ans, selon les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Pour ce programme, l'enrichissement de l'uranium est vital, notamment dans l'usine de Natanz, où les Iraniens envisagent d'assembler 3 000 centrifugeuses. Au total, l'Iran vise 50 000 centrifugeuses pour produire de 400 à 500 kilos d'uranium enrichi par an. De quoi confectionner en théorie entre 15 et 20 bombes nucléaires.*

*La crise peut-elle dérapier et déboucher sur un affrontement militaire ?*

*On est encore loin d'un scénario militaire malgré les menaces américaines et un front diplomatique désormais uni, depuis la résolution de l'ONU. La résolution 1747 s'inscrit dans le cadre de l'article 41 du chapitre 7 de la charte de l'ONU, qui exclut explicitement tout recours à la force. Dana Perino porte-parole de la Maison-Blanche, a d'ailleurs précisé lundi que les Etats-Unis n'avaient « aucune intention de partir en guerre contre l'Iran ». « L'ancienne Perse n'est pas l'Irak, avec ses 70 millions d'habitants, un nationalisme fort et 3 500 ans d'Histoire », commente l'expert en géopolitique Gérard Chaliand, auteur de « L'Amérique en guerre » (Le Rocher). On se situe plutôt dans une logique de négociation, avec une surenchère de la part de Téhéran dans un cheminement pas toujours maîtrisé, en raison notamment des luttes d'influence au sein du pouvoir iranien. »*

19/07/2007 - « Les promesses de Téhéran » - M. Picard

Un vent positif souffle sur le dossier du nucléaire mais il ressemble toujours à un jeu de dupes.

*« Une légère brise d'optimisme souffle sur le dossier nucléaire iranien : après quatre ans et demi de tergiversations et de surenchères, l'Iran a enfin accepté d'ouvrir toutes grandes ses portes à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour lever les « ambiguïtés techniques... » autour de son programme nucléaire. **À bien des égards, le plan d'action élaboré conjointement par Téhéran et l'AIEA le 12 juillet ressemble pourtant à un jeu de dupes.***

*Certes, les autorités iraniennes s'engagent à garantir « sous soixante jours » l'accès des inspecteurs au site d'Arak, où se poursuit la construction d'un réacteur de recherche à eau lourde destiné à produire du plutonium. Elles ont également promis de délivrer des visas à une quarantaine d'inspecteurs de l'agence et à autoriser le renforcement des contrôles sur le site de Natanz, où s'opère l'enrichissement d'uranium.*

*Mais l'AIEA n'a toujours pas pu interviewer les responsables du programme nucléaire iranien. Ni avoir accès aux documents sur la fabrication de centrifugeuses perfectionnées. Téhéran rechigne, en outre, à expliquer la présence de traces d'uranium hautement enrichi découvertes çà et là. Sur le fond, la donne ne change donc pas véritablement. »*

**15/03/2007 - « L'Iran parle à Satan »**

D'abord parce que chacun a intérêt à éteindre la mèche. L'Iran qui veut devenir puissance régionale a des arguments mais souhaite éviter l'isolement : Ahmadinejad risque d'être mis sous tutelle. L'Irak aussi est au centre du grand marchandage, avec comme objectif l'équilibre institutionnel entre sunnites chiites kurdes et pour le pétrole

**15/11/2007 - « Tentative de dialogue » - M. Duteil**

Les USA ont deux front avec l'Iran : le dossier irakien et le nucléaire mais Téhéran a semblé faire un geste pour ne pas souffler trop sur le brasier irakien, les Etats Unis ont semblé y répondre en libérant des iraniens. *Téhéran a, semble-t-il, décidé de faire un geste sur ce dossier. Les Etats-Unis ont constaté que le nombre des engins explosifs responsables de la mort de beaucoup de GI a baissé depuis cet été. « Je comprends que l'Iran a donné des assurances à l'Irak, déclarait, la semaine passée, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates. Je ne sais pas s'il faut y croire,*

*j'attends de voir », poursuivait-il. Mais, curieuse coïncidence : les Etats-Unis ont soudain libéré sept Iraniens qu'ils avaient arrêtés en Irak ces derniers mois. »*

**20/03/2008 - « Pourquoi l'Iran fait moins peur » - M. Duteil**

Il n'y a plus urgence comme avant à envisager une solution militaire car les centrifugeuses fonctionnent mal : mais l'Iran bloque toujours sur les garanties qu'il exige.

*« En effet, les 2 592 centrifugeuses de type P1 mises en place par Téhéran pour fabriquer de l'uranium enrichi fonctionnent mal. La métallurgie fine n'est pas le fort des Iraniens, de sorte qu'ils manquent de pièces détachées et que le programme a pris du retard. Aussi le moment serait-il venu de tenter de ramener l'Iran sur le terrain de la négociation.*

*Les Six (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne et Allemagne) sont d'accord sur le principe d'une nouvelle formulation, plus attrayante pour Téhéran, de leur proposition de 2006 en matière de sécurité. Les mollahs voudraient obtenir des Occidentaux la garantie que leur régime ne sera pas mis en cause - ce que Washington refuse toujours ».*

Premières négociations américaines avec Téhéran, la carotte est alléchante mais l'Iran refuse toujours en contrepartie de geler l'enrichissement d'uranium. Blocage donc, mais les américains ont besoin de l'Iran pour leurs autres dossiers.

**24/07/2008 - « La carotte américaine »**

*Washington est perplexe. Les Américains ne peuvent espérer stabiliser l'Irak si l'Iran n'adopte pas, au moins, une neutralité bienveillante. La difficile pacification de l'Afghanistan passe aussi par une coordination avec Téhéran, très hostile à Al-Qaeda, fer de lance de l'extrémisme sunnite. » (...) « ... pour la première fois depuis la Révolution islamique, un haut responsable américain s'était assis à une table de négociations face aux Iraniens. Aux côtés de Javier Solana, le diplomate en chef de l'Union européenne, les six pays engagés dans les pourparlers avec Téhéran sur le nucléaire (les cinq membres du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) ont, en vain, samedi dernier, tenté d'obtenir une réponse claire aux propositions qu'ils avaient formulées le 12 juin. »*



07/08/2008 - « Mahmoud Ahmadinejad »

*« Le président iranien a redit, le 2 août, que l'Iran « ne céderait pas un pouce de ses droits au nucléaire ». Pour les six grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Russie et Chine), ce nouveau rejet doit conduire à de nouvelles sanctions ».*

23/10/2008 - « Les atouts d'Obama » - P. Eylau

*« Le ministère iranien des Affaires étrangères affirme ne pas avoir été informé. Pourtant, ces députés représentent un large éventail de l'échiquier politique iranien. Le premier, président de la Commission économique du Parlement, est un religieux conservateur ; le deuxième, neveu de l'ancien président Mohammad Khatami, est un réformateur ; le troisième, lui aussi conservateur, est le rapporteur de la Commission économique du Majlis (Parlement).*

*Cette initiative intervient après qu'une soixantaine de membres du Congrès américain ont signé, il y a un an, une lettre ouverte appelant leur gouvernement à entrer en contact direct avec l'Iran. Ce que préconise aussi le candidat Obama ».*

26/03/2009 - « Danse avec Satan »

*En apparence l'Iran a répondu par une fin de non-recevoir à la proposition américaine pourtant sur un ton d'ouverture qui n'avait pas cours sous Bush. « Les Iraniens sont des joueurs d'échecs. Ils mûrissent leur stratégie. Ils savent parfaitement qu'Obama n'est pas Bush. Que l'Amérique a besoin de l'Iran pour stabiliser l'Irak et l'Afghanistan. Mais Téhéran souffre douloureusement des sanctions qui lui sont infligées. Alors les Iraniens laissent venir. À quelques semaines de l'élection présidentielle de juin, le guide ne peut ébrécher publiquement l'un des grands mythes fondateurs de la révolution islamique : l'antiaméricanisme. »*

14/01/2010 - « Bras de fer » - M. Duteil

*Le bras de fer continue : « L'Iran veut échanger de petites quantités d'uranium qu'il enrichit à 3 % contre du minerai enrichi à 20 % pour son matériel médical. L'absence de confiance est totale de part et d'autre. L'Iran menace d'enrichir lui-même son uranium au-delà de 3 % mais n'en a pas encore les moyens. Les pays*



*négociateurs évoquent de nouvelles sanctions, mais les repoussent de fait, voulant éviter de pénaliser une population qui manifeste contre le régime des mollahs ».*

**21/01/2010 - « Problème technique » - M. Picard**

On ignore si l'Iran a arrêté ses centrifugeuses mais c'est possible, en raison notamment de problèmes techniques.

**11/02/2010 - « L'escalade »**

*« Le président Ahmadinejad affirme que l'Iran a commencé à enrichir de l'uranium à 20 % (contre 3,5 % actuellement) dans l'usine de Natanz. Selon les Occidentaux, si Téhéran a éventuellement la capacité de produire de l'uranium enrichi à 20 % pour faire fonctionner une centrale électrique, il n'a pas la possibilité de fabriquer du combustible nucléaire enrichi à 90 %. **L'Iran se heurte à des problèmes techniques pour y parvenir rapidement, mais compte sur les divisions de la communauté internationale et sur le soutien de la Chine, opposée aux sanctions, pour pousser son avantage.** »*

**20/05/2010 - « Le sud entre dans le jeu nucléaire »**

Brésil et Turquie entrent dans le jeu nucléaire avec l'Iran.

*« Un coup de tonnerre dans les relations internationales. Pour la première fois, lundi 17 mai, deux pays du « Sud » - **le Brésil et la Turquie** - ont fait une intrusion remarquée dans un dossier jusqu'ici chasse gardée des grandes puissances : celui du nucléaire iranien. Le président brésilien Lula et le Premier ministre turc Erdogan ont arraché à l'Iranien Ahmadinejad un accord prévoyant que l'Iran transférera en Turquie 1 200 kilos d'uranium faiblement enrichi (à 3,5 %) et recevra en échange, avant un an, 120 kilos d'uranium enrichi à 20 % destiné à un réacteur nucléaire de recherche médicale. Une offre semblable, en octobre, faite par le groupe 5+1 (les cinq membres du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) s'était enlisée. Le but de la manœuvre est clair : en privant l'Iran, pour quelques mois, de l'essentiel de son stock d'uranium faiblement enrichi, on retarde le moment où il pourrait, éventuellement, construire une bombe atomique après avoir enrichi le combustible à 90 %. Cet accord, qui reste à confirmer, complique en tout cas la prise de sanctions sérieuses contre Téhéran. »*

15/07/2010 - « Menace nucléaire » - M. Duteil

Même le président russe Dimitri Medvedev s'inquiète : « *L'Iran est proche d'avoir le potentiel pour créer une arme nucléaire* », a-t-il déclaré. (...) « *Si Téhéran n'est pas encore en mesure de fabriquer une bombe, l'accélération de son programme de recherche est préoccupante* ». »

02/12/2010 - « La main d'Israël » - M. Duteil

Série d'attentats contre des scientifiques iraniens qui travaillent sur le nucléaire; cela pourrait être la main d'Israël : « *Des documents révélés par WikiLeaks rapportent comment, en août 2007, Meir Dagan, le chef du Mossad, dévoile au secrétaire d'Etat américain, Nicholas Burns, les cinq points de la stratégie d'Israël face à la menace nucléaire iranienne. Les mesures clandestines en font partie, comme les tentatives pour susciter des troubles dans le pays. Et, probablement, le virus qui a perturbé les installations nucléaires iraniennes ces derniers temps.* »

08/09/2011 - « Contre la montre »

« *L'Iran vient de franchir un nouveau pas dans sa course à l'arme nucléaire. Des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont révélé que les ingénieurs iraniens avaient récemment mis en service de nouvelles centrifugeuses, capables de produire de plus grandes quantités de combustible. Ce rapport devrait relancer le bras de fer entre le régime islamique et les pays occidentaux, qui ont déjà multiplié les sanctions pour dissuader Téhéran de se doter de la bombe.* »

15/12/2011

Israël menace de frapper. « *C'était la première fois que Peres, qui n'est pas le plus va-t-en-guerre des responsables israéliens, faisait état d'un tel risque. Un bluff ? Peut-être. Car Israël n'a pas l'habitude d'annoncer à l'avance ses raids.* »

03/11/2005 - « Une provocation calculée »

Ahmadinejad en a appelé à la destruction d'Israël : c'est une provocation calculée. Reste qu'il n'y a plus qu'en Iran que l'on prononce de telles paroles, les pays arabes ont fini par accepter Israël. Les autres autorités iraniennes ont précisé le lendemain que l'Iran n'avait pas l'intention d'attaquer Israël. La politique iranienne est un jeu

complexe : *« En fait, la politique iranienne ressemble plus que jamais à ces miroirs persans brisés à mille facettes, fort prisés au début du XXe, et que l'on trouve encore dans les maisons bourgeoises de Téhéran. Ils renvoient une image complexe, déformée, et rendent la réalité difficile à appréhender. »* Au fond il cherche à renouer avec les idéaux de la révolution, une position qu'il sait populaire et soutenue par les mollah à qui il doit en partie son élection. Mais il n'a pas les mains libres en Iran, et l'Iran n'a pas les moyens de détruire Israël qui pourrait en revanche frapper.

*« Mahmoud Ahmadinejad se veut le dauphin de l'ayatollah Khomeyni et estime que les idéaux de la révolution islamique ont été dévoyés par ses deux prédécesseurs, Ali Akbar Rafsandjani et surtout Mohammad Khatami, le réformateur. Il entend donc renouer avec les thèmes chers aux premières années de la révolution : la destruction d'Israël et la lutte d'une nation musulmane menacée par les Américains. Ce discours populiste trouve un certain écho (...) **Il espère enfin reprendre en main les Iraniens des couches populaires qui ont voté pour lui et leur faire oublier qu'il n'a pas tenu ses promesses.** Son élection n'a pas amélioré leur vie quotidienne alors que l'Iran, grâce à l'envolée du prix du pétrole, dort sur un confortable matelas de devises. Le chômage est de 15 % tandis que la fuite des capitaux, qui s'accélère ces dernières semaines - ils partent s'investir en masse à Dubaï -, et l'effondrement de la bourse entravent la relance de la machine économique. »*

*« C'est aussi une manière de remercier les mollahs qui l'ont soutenu ! »* explique le journaliste.

Mais si l'Iran n'a pas les moyens de détruire Israël, en revanche une attaque de l'Iran (américaine, israélienne) n'est pas à exclure.

**« Ahmadinejad n'a pas les mains libres » - Louis Laroque Olivier Weber**

*« Président de la république, il est sous l'autorité du guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Si celui-ci est un conservateur affiché - et tout aussi hostile à Israël qu'Ahmadinejad -, il a toujours considéré que son rôle consistait à obtenir un consensus des différents courants politiques. Depuis l'élection d'Ahmadinejad, l'ayatollah Khamenei s'est employé à rogner les prérogatives du nouveau président de la république. Il a confié récemment au Conseil des gardiens, présidé par Ali Akbar Rafsandjani, rival malheureux d'Ahmadinejad lors de la présidentielle, le soin*

*de superviser l'action gouvernementale. Y compris en matière nucléaire. Rafsandjani veut demander à Khamenei d'imposer une ligne plus souple à la diplomatie iranienne. »*

*« Au sein même du camp conservateur, Mahmoud Ahmadinejad n'a pas non plus les mains totalement libres. Ainsi le Parlement conservateur a-t-il renvoyé trois des vingt et un ministres de son gouvernement pour manque de compétences. »*

**Mahmoud Ahmadinejad est donc obligé de composer non seulement avec le Guide suprême, mais aussi avec les autres centres de pouvoir au sein du régime islamique.**

*Le président Ahmadinejad a-t-il les pleins pouvoirs en Iran ?*

*« Le président de la République, sous le régime islamique en Iran, est officiellement le deuxième personnage de l'Etat iranien. La Constitution accorde pratiquement tous les pouvoirs au Guide suprême du régime, actuellement l'ayatollah Ali Khamenei. **Mahmoud Ahmadinejad est donc obligé de composer non seulement avec le Guide suprême, mais aussi avec les autres centres de pouvoir au sein du régime islamique.** Ainsi, le clergé, véritable institution à part entière du régime, le Parlement, l'Assemblée des experts, le Conseil de discernement, instance d'arbitrage dirigée par l'ancien président Rafsandjani, interviennent sans cesse, et à tous les niveaux, comme de véritables acteurs politiques indépendants. Cette particularité réduit considérablement la marge de manœuvre du chef de l'exécutif au détriment des multiples centres de décision du régime. L'ancien président réformateur Khatami, lui, est partisan d'une approche plus souple. Certains milieux de l'armée estiment par ailleurs qu'Ahmadinejad est allé trop loin dans la provocation, notamment en demandant la destruction d'Israël. »*

**27/04/2006 - « Poker menteur à Téhéran »**

**« Pourquoi craignons nous que l'Iran ait la bombe ? Parce que derrière se profile un conflit de civilisation qui devient de plus en plus évident et menaçant. »**

Au fond ce qui est inacceptable ce n'est pas tant que l'Iran détienne la bombe, elle serait neutralisée, c'est le risque d'une prolifération dans toute la région « **vouée aux frénésies messianiques** ».

08/02/2007 - « **Le vrai faux aveu de Chirac** »

*« Jacques Chirac a dit « des choses que beaucoup d'experts disent dans le monde, même aux Etats-Unis », constatait de son côté Hubert Védrine. Mais le moment était certainement mal choisi : par ses déclarations, Chirac enfonce un coin dans l'unanimité européenne trois semaines avant la réunion du Conseil de sécurité, qui risque de durcir les sanctions contre l'Iran. Etait-ce voulu ? En fait, Jacques Chirac a une conviction, un souci et une inquiétude.*

*(...) Une conviction : l'arme atomique, lorsqu'elle existe, n'est pas faite pour être utilisée. Sauf à courir à sa propre perte, une puissance nucléaire ne l'emploie pas. Tel est le principe de la dissuasion nucléaire qui a conduit à une paix armée pendant la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS. « L'Iran veut disposer de l'arme atomique à des fins défensives, pour s'assurer une hégémonie régionale et conforter son régime », affirmaient, mardi, des chercheurs israéliens dans le quotidien Haaretz. « Il utilisera l'arme atomique uniquement pour faire face à un danger majeur. **La destruction d'Israël ne représente pas un intérêt justifiant un tel recours** », estimaient-ils. »*

La stratégie américaine de l'embargo et des sanctions a donc ses limites. En 2006 l'Iran est même le « maître du jeu ». Le point insiste sur les difficultés de la négociation et donc la nécessité de discuter avec l'Iran, seule approche possible. Tout en restant ferme.

08/05/95 - « **Confidentiel monde** »

**Clinton veut un embargo sur l'Iran**, mais l'Europe partisane d'un dialogue critique risque de refuser une solution unilatérale. Il faut aussi convaincre les Russes de renoncer à la vente de deux engins nucléaires; sans compter les conséquences sur le marché américain ...

*« Clinton part en croisade mais "Reste à savoir si cette stratégie peut réellement inciter Téhéran à plus de modération. Et si l'on peut à la fois isoler l'Iran et l'Irak",*

*l'article semble se moquer un peu de la stratégie américaine qui fait de l'embargo sa nouvelle arme diplomatique. »*

08/04/95 - « L'arme du pétrole » - B. Laporte

*« Mais l'administration Clinton est en train de réaliser que, si sa stratégie d'isolement de Téhéran ne marche pas, elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même. **En effet, depuis quinze ans, les Etats-Unis sont à la fois le pire ennemi politique et le meilleur client pétrolier de l'Iran.** Les Américains n'ont jamais appliqué aux Iraniens le type de sanctions imposées contre l'Irak, la Libye, la Serbie ou Cuba. « Notre embargo économique est un mythe, affirme le sénateur Alfonse D'Amato. Nous subventionnions le terrorisme iranien en achetant le pétrole des ayatollahs. »*

08/07/95 - « Confidentiel monde »

Les sanctions pétrolières n'ont eu qu'un effet fugitif : l'Iran a trouvé d'autres acheteurs que les Américains, essentiellement des européens.

31/03/2000 - « Confidentiel »

L'Iran a refusé de signer le nouveau protocole de Production de pétrole qui l'engageait à produire plus pour faire baisser les prix.

08/11/97 - « Confidentiel monde »

*« Les services de renseignement occidentaux se préoccupent des risques de voir des technologies avancées américaines contribuer au développement des missiles iraniens via la Russie. Plusieurs sociétés russes qui ont des programmes de coopération avec des compagnies américaines collaborent en effet aussi avec l'Iran. Energomash, un consortium russe qui produit des moteurs et a des relations avec la firme Pratt and Whitney ; l'Institut Polyus, spécialisé dans les systèmes de guidage, qui a des liens avec Litton ; Tsagi, un autre institut russe qui se consacre à l'aérodynamique et coopère avec Lockheed-Martin, sont dans le collimateur. »*

23/06/2000 - « Confidentiel monde »

*« Les Américains surveillent de très près les conséquences de la visite en Chine du président iranien, Mohammad Khatami. Washington redoute que les Chinois fournissent à l'Iran la technologie nécessaire à la mise au point du missile Shahab 4.*

*Ce vecteur est présenté par Téhéran comme un engin civil destiné à placer des satellites en orbite, mais les Occidentaux redoutent qu'il soit utilisé à des fins militaires. »*

**13/12/2007 - « La Chine trouve du pétrole »**

*La Chine annonce un contrat pétrolier avec l'Iran : « Pour les Iraniens, ce contrat est une sorte de défi lancé aux Etats-Unis, qui font pression sur les grandes entreprises pour les dissuader d'investir. C'est aussi un signal lancé aux Occidentaux pour leur montrer que l'Iran, même frappé de sanctions économiques et financières de la part de Washington et du Conseil de sécurité, pourra compter sur la Chine, son principal partenaire politique et économique. Une position qui ne cesse de se renforcer, d'autant que la Chine apporte aussi son soutien à l'Iran dans la crise nucléaire qui l'oppose à l'Occident. »*

**17/01/2007**

*Bush et Poutine ne s'entendent pas sur les grands dossiers dont le dossier iranien : « Certes, à Bratislava, Bush et Poutine sont au moins tombés d'accord sur un point : leurs pays doivent s'opposer à la prolifération nucléaire, en particulier en Corée du Nord et en Iran. Leur entente cache pourtant une profonde divergence. Poutine a répété à Bush, incrédule, que les Iraniens ne cherchaient pas à se doter de l'arme nucléaire. D'ailleurs, le 27 février, Moscou et Téhéran ont signé un accord prévoyant que les Russes fourniraient aux Iraniens l'uranium dont ils ont besoin pour faire fonctionner la centrale atomique (civile) de Bouchehr, dans le sud de l'Iran. Celle-ci devrait être opérationnelle fin 2006. Moscou s'est engagé à récupérer l'uranium enrichi afin qu'il ne puisse pas être utilisé à des fins militaires. »*

**18/01/2007 - « Les grandes manœuvres de Poutine »**

*Poutine en visite à Téhéran : il savoure car le monde a les yeux braqués sur celui qui continue de prendre la défense de Téhéran. Pourquoi ? Par intérêt : « L'indulgence du Kremlin a une explication : le commerce. Il y a d'abord la centrale nucléaire de Bouchehr, construite par les Russes, dans le sud de l'Iran. Un dossier enlisé depuis treize ans. Il y a surtout les ventes d'armes, lesquelles n'auraient jamais cessé, au grand dam de Washington. Une moitié des batteries de missiles russes achetées par Téhéran pour 1,4 milliard de dollars aurait même été livrée l'an passé et protégerait*



*désormais les sites nucléaires iraniens ! Poutine jure ne pas pécher par naïveté. Lors d'un forum du Congrès juif européen à Moscou, il a réaffirmé l'importance des liens avec Israël. Des paroles bien accueillies face aux menaces répétées du leader iranien de « rayer de la carte » l'Etat juif. Problème : l'idée russe de vouloir donner du temps au temps s'éloigne de plus en plus de la logique de Washington. »*

**18/01/2007 - « L'Axe Ahmadinejad Hugo Chavez »**

*« Ils ont tous les quatre reçu à bras ouverts le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. Hugo Chavez, Daniel Ortega, Rafael Correa et Evo Morales, respectivement présidents du Venezuela, du Nicaragua, de l'Equateur et de la Bolivie, dont les économies sont en piteux état, ont accepté comme une manne céleste les aides du gouvernement iranien.*

*Usines de ciment, centrale hydroélectrique, tracteurs pour le Nicaragua, coopération industrielle et agricole pour l'Equateur et la Bolivie. Dans chaque pays, Ahmadinejad a été décoré des plus hautes distinctions. (...) **Objectif : convaincre les pays visités d'adhérer à l'axe anti-américain Iran-Venezuela qui se constitue avec l'assentiment discret de la Chine et de la Russie.** »*

**29/03/97 - « Terrorisme l'Iran encore » - Michel Colomès**

*L'Iran mêlé à deux affaires de terrorisme : celle du Mykonos et celle de la bases américaine de Dhahran : « Décidément, comme l'a dit en substance à ses interlocuteurs, à Paris, le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, dix-huit ans après la révolution, ni vous ni nous ne savons nous y prendre avec la république islamique : car ni l'embargo américain ni le dialogue critique des Européens n'ont réussi à changer la perversité de ce régime. »*

**04/10/97 - « Le pied de nez de la France » - P. Eylau**

*« Le débat risque toutefois de rebondir : que faire avec l'Iran, soupçonné de menées terroristes ? Le vieux dilemme que l'Occident connut jadis face à l'URSS réapparaît. Le commerce avec les Etats totalitaires est-il susceptible de faire évoluer ces derniers, ou ne sert-il qu'à renforcer les régimes en place ? Dans le cas de l'Iran, personne n'en sait trop rien. Mais tout le monde, Américains en tête, a une conscience claire de ses intérêts. »*



31/03/00 - « Les erreurs américaines »

Madeleine Albright reconnaît les erreurs de la politique américaine envers l'Iran, en particulier son rôle dans la chute de Mossadegh, un soulagement pour l'Iran dont les relations avec les Etats-Unis sont difficiles. « *Madeleine Albright, reconnaissait, le 17 mars, les erreurs passées de la politique américaine envers l'Iran. « En 1953, les Etats-Unis ont joué un rôle significatif dans le renversement du populaire Premier ministre Mossadegh. L'administration américaine pensait que son action était justifiée par des considérations stratégiques, mais le coup d'Etat a clairement marqué un recul du développement politique de l'Iran. » (...)* »

07/05/2002 - « Pactole iranien »

« *TotalFinaElf continue de pousser ses pions en Iran. Si les derniers tests exploratoires s'avèrent positifs, les nouveaux puits dans les champs de Doroud, au nord de l'Iran, produiront bientôt 80 000 barils de pétrole supplémentaires par jour* ». Mais Elf confira ensuite les puits à la compagnie nationale qui paiera Elf. C'est ainsi en Iran. Les USA n'apprécient pas.

12/07/2002

« *5,8 milliards de dollars. C'est le montant des amendes infligées à plus de 115 entreprises internationales pour avoir réalisé des opérations commerciales avec des pays frappés de sanctions par Washington : l'Iran, Cuba, le Soudan, etc.* ».

09/03/96 - « Piège iranien pour Kohl » - Audibert

« *L'Allemagne a toujours cultivé de bonnes relations avec Téhéran. Il est vrai qu'elle est - c'est un détail qui compte - son premier partenaire commercial, avec 2,3 milliards de marks d'exportations en 1995. Autant dire que l'adhésion proclamée aux grands principes, comme souvent, bouscule quelque peu les intérêts mutuels bien compris. Surtout au moment où une mission de la troïka de l'Union européenne s'apprête à demander à Téhéran une condamnation et des engagements explicites contre le terrorisme.* »

*Mais, cette fois, le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a dû faire les gros yeux : « Nous sommes favorables au dialogue critique avec l'Iran, mais pas à n'importe quel prix. »*

02/06/2011 - « Business avec Téhéran » - Kriegel

*« Mais, pour le quotidien "Haaretz", pas moins de 200 entreprises israéliennes auraient des liens commerciaux directs ou indirects avec le régime de Téhéran. »*

30/01/2011

Allusion à l'Iran : *« L'invasion américaine de l'Irak, en 2003, a eu l'effet prévisible de renforcer l'influence de l'Iran. Pas seulement celle de la théocratie au pouvoir dans ce pays, mais celle de la puissance chiite dans l'ensemble du monde arabo-musulman, jusqu'alors dominé par les sunnites. »*

Limites - critique de la stratégie occidentale :

### **Nous préférons nos intérêts à nos valeurs dit en substance BHL**

En 1996 Pour BHL pourtant il ne faut pas rejeter en bloc le texte américain, aussi électoraliste soit-il car il nous demande au fond aussi de choisir entre préserver nos intérêts économiques ou combattre le terrorisme : *« Entre les intérêts de Total et ceux d'une démocratie en guerre contre l'intégrisme de la fin du siècle, oser dire ce que l'on choisit - et, donc, ce que l'on sacrifie... ».*

Si la politique de Clinton a montré ses limites, la politique de Bush plonge les Européens dans l'inquiétude.

03/08/2001 - « Bush et la guerre des Etoiles »

Les grandes manœuvres diplomatiques américaines, visent à contourner l'Europe peu favorable à la diabolisation des pays voyous.

*« Ces grandes manœuvres diplomatiques américaines visent à contourner l'Europe, où le projet de bouclier antimissile n'a pas très bonne presse.*

*Les Européens ne croient guère à la réalité de la supposée menace que feraient peser les « Etats voyous » (Corée du nord, Irak, Iran, Libye). Ils redoutent une déstabilisation complète des grands équilibres stratégiques et soupçonnent de solides arrière-pensées économiques. » - P. Eylau*

08/02/2002 - « Bush inquiète les européens »

*« L'axe du mal » dénoncé par George Bush a plongé la diplomatie européenne en général et française en particulier dans la perplexité »*

15/02/2002 - « L'Iran brûle l'effigie de Bush »

*Pour fêter le 23e anniversaire de la Révolution islamique iranienne, des milliers de manifestants ont conspué les Etats-Unis, en brûlant des drapeaux et des mannequins symbolisant le président américain. Une réponse aux propos de Bush, qui a classé l'Iran parmi les pays formant « l'axe du mal », avec la Corée du Nord et l'Irak. Selon le président iranien Khatami, pourtant modéré, certains dirigeants américains « se prennent pour les maîtres du monde ».*

06/06/2003 - « Les Etats-Unis cherchent des prétextes » - Chevalerias

Interview de Kamal Kharazi : il défend l'Iran et dénonce les contradictions américaines.

*KAMAL KHARAZI : « Les Etats-Unis fonctionnent selon un principe simple. Ou vous êtes avec eux, ou vous êtes contre eux. De toute façon, ils cherchent des prétextes. À partir du moment où ils ne vous considèrent pas comme étant de leur côté, quoi que vous fassiez ils trouveront de bonnes raisons pour vous critiquer. En réalité, l'Iran ne cherche pas à obtenir des armes de destruction massive. Nous considérons qu'elles ne peuvent en aucun cas assurer notre sécurité. Au contraire, nous pensons qu'il faut trouver une solution pour éliminer toutes les armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nous utilisons l'énergie nucléaire à des fins civiles, c'est notre droit (...) Vous ne trouverez pas en Iran un seul site nucléaire qui ne soit pas sous l'inspection de l'AIEA... (...) Il n'existe pas dans le monde une seule forme de démocratie. Ainsi, la démocratie européenne est différente de l'américaine... Comparé aux autres pays de la région, il faut admettre que l'Iran est l'un des plus démocratiques. Vous voyez bien que les accusations américaines n'ont rien à voir avec la démocratie. Ce sont des prétextes pour stigmatiser un pays qui ne soutient pas leur politique. Si vous êtes ami avec les Américains, même si vous êtes un dictateur, il n'y a pas de problème à leurs yeux (...) L'Iran est un pays victime du terrorisme. Et dans la lutte contre le terrorisme, nous ne faisons pas deux poids, deux mesures. Ce sont les Européens qui, dans la lutte contre le terrorisme, pratiquent une forme de double langage. Vous*

*autorisez des gens pratiquant contre nous le terrorisme [NDLR : l'organisation des Moudjahidine du peuple] à résider chez vous. Par contre, vous ne permettez pas à un partisan d'Al-Qaeda d'avoir une activité en France. En clair, si le terrorisme est dirigé contre vous, c'est mauvais, mais, si nous en sommes les victimes, vous le trouvez acceptable (...). »*

**30/03/2006 - « Nous voulons offrir la garantie que nos activités nucléaires sont pacifiques » - Jean Guisnel.**

Interview de Larijani : il accuse les Etats-Unis d'appliquer des règles différentes à ses amis et ses ennemis, à l'Inde et l'Iran. De ne pas respecter le TPN en divulguant des informations qui doivent rester secrètes sur le nucléaire iranien ; de se conduire de manière incompatible avec les droits de l'homme en Irak; de ne pas avoir, par le passé, avec l'Europe, respecté les accords passés avec l'Iran sur le nucléaire. « Nous voulons offrir la garantie que nos activités sont pacifiques. » assure-t-il, nous sommes prêts aux négociations ; De toute façon les pressions internationales ne serviront à rien, rappelle-t-il. Sur les deux français détenus en Iran, il assure que la justice iranienne est indépendante.

**02/02/2006 - « L'Iran maître du jeu ? » - Duteil, Denise Amoun, Nicolas Hénin**

L'Iran est semble-t-il devenu le maître du jeu : pas de solution militaire possible, les sanctions économiques touchent davantage la population que les dirigeants, reste la diplomatie : l'Europe et la Russie ont essayé mais Ahmadinejad change la donne. Si sur le papier la position de l'Iran est défendable, en réalité le pays cherche à obtenir la bombe. « *Face à l'Iran, l'Occident manœuvre depuis deux ans à la vitesse du glacier. Pour une excellente et inavouable raison : toutes les solutions sont mauvaises. La destruction de l'Irak a changé l'équilibre stratégique dans la région, et placé l'Iran en position de force.* » *Personne n'a un plan sérieux qui ait la moindre chance de succès* », constate dans Newsweek Fareed Zakaria, très perspicace éditorialiste de l'hebdomadaire. »

**08/06/2006 - « Iran : la carotte et le bâton »**

« *Après de difficiles arbitrages, les Etats-Unis endossent officiellement la politique européenne de la carotte et du bâton* ». Leur stratégie est la bonne juge le journaliste.

*« Mais, entre le pragmatisme et l'emprise idéologique, nul ne peut dire où ira, in fine, le choix stratégique de Téhéran ».*

*« D'un côté, une offre alléchante faite à Téhéran : coopération économique, possibilité d'accéder à des matériels de haute technologie, de moderniser sa flotte aérienne civile, de remettre à niveau son industrie pétrolière.*

*Les Américains acceptent pour la première fois l'idée de fournir à Téhéran une centrale nucléaire à eau légère non proliférante et une sorte de banque de combustible pour l'alimenter. Washington a, en revanche, refusé d'aller aussi loin que les Européens le souhaitaient sur le terrain politique. Le dialogue avec l'Iran est soumis à un préalable : la suspension par Téhéran de l'enrichissement de l'uranium. Voilà pour la « carotte ».*

*(...) « Mais il y a aussi la menace du bâton : si l'Iran refuse et poursuit son programme nucléaire, en violation des recommandations de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), le Conseil de sécurité des Nations unies devra prendre des sanctions. »*

*(...) « En adoptant cette stratégie, la Maison-Blanche joue gagnant-gagnant : ou Téhéran entre dans le jeu de la négociation et George Bush pourra se targuer d'un succès, ou l'Iran poursuit l'escalade et portera la responsabilité d'une éventuelle épreuve de force ».*

*(...)*

*« Les Etats-Unis ont de bonnes raisons d'opter pour cette approche, qui a le mérite de laisser du temps au temps : empêtrés dans le borbier irakien, engagés sur le théâtre d'Afghanistan, ils n'ont aucune envie d'ouvrir un troisième front. Frapper l'Iran, même ponctuellement, risquerait de compliquer encore un peu plus la situation irakienne et de déstabiliser tout le Proche-Orient. »*

*(...)*

*« L'Iran, outre l'Irak, a d'indéniables capacités de nuisance, que ce soit au Liban, en Palestine ou dans le Golfe. Téhéran ne peut, en revanche, utiliser l'arme du pétrole qu'avec précaution. »*

31/08/2006 - « Les cartes de Téhéran »

**L'Iran continue de souffler le chaud et le froid comme à son habitude. Mais même Bush est convaincu grâce à Rice qu'il faut être patient. C'est que, dans le bras de fer Iran-Occident, Téhéran a des atouts.**

*« Dans cet interminable bras de fer, Téhéran a des atouts. La guerre du Liban a démontré que ses alliés chiites - le Hezbollah - devaient être pris au sérieux. Or l'Iran pourrait utiliser d'autres mouvements alliés en Irak (où les Américains sont en mauvaise posture) et dans certains pays du Golfe (Bahreïn, Qatar). Le Qatar, qui dispose d'un siège actuellement au Conseil de sécurité de l'ONU, fait très attention à ne pas heurter sa majorité chiite en prenant position en faveur de sanctions contre l'Iran. Une attitude qui est aussi celle de la Chine et de la Russie, qui préfèrent repousser le moment des sanctions économiques sans y être opposées. En fait, c'est sur leur rythme et leur importance que les divergences demeurent ».*

23/10/2008 - « Les atouts d'Obama » - P. Eylau

*« Sur l'Iran, l'attitude est ambivalente : propos très durs mais offre de discussions. »*

06/11/2008 - « Ce qu'il a en tête »

*« Je suis prêt à dialoguer avec l'Iran. » À contre-courant de l'opinion majoritaire sur l'Irak hier, il l'est également sur l'Iran aujourd'hui. Beaucoup, y compris au sein de son propre parti, jugent prématuré, voire dangereux, de privilégier le dialogue avec un pays qui cherche à se doter de l'arme nucléaire et reste soupçonné de soutenir des mouvements terroristes.*

27/05/95 - « Contre quelques dollars de plus » - P. Eylau

L'Iran semble prêt à assouplir sa position vis-à-vis de l'Occident : pas par humanisme mais par intérêt: le rial s'est effondré suite aux menaces d'embargo américain. Avec 44 milliards de dette le pays est au bord de la banqueroute et la population gronde. La position européenne qui refuse l'embargo est perçue comme « un signe positif » par Téhéran (Président Rafsandjani) qui continue le dialogue critique avec l'Europe. Mais méfiance, prudence, la politique intérieure avec ses luttes de clan a souvent conduit à une surenchère. D'autre part cela ne concerne que la frange la plus « pragmatique » écrit *Le Point*.

19/04/97 - « Iran le double jeu » - P. Eylau (avec Pascale Hugues à Berlin)

L'Iran joue double jeu ; il pratique la dialectique entre terrorisme et business, activisme sanglant et idéologique et en même temps normalisation des rapports avec l'Occident pour cause d'intérêts communs. Même al Nourri, proche de Khamenei, président du Parlement et candidat à la présidentielle, a conscience de la nécessité de discuter avec l'Europe.

*« L'Iran islamiste a en effet une double logique.*

*La première se fonde sur le réalisme et des structures étatiques traditionnelles. Elle conduit à une normalisation avec l'Occident sur la base d'intérêts réciproques.*

*La seconde logique est idéologique. Elle mène à perpétuer un activisme sanglant, un prosélytisme tous azimuts. » (...) « La crise déclenchée par le jugement de Berlin ne peut qu'embarrasser à terme les mollahs. Ceux-ci comptent sur l'Europe pour desserrer l'étreinte des sanctions décidées par les Etats-Unis. Le « dialogue critique » prôné par les Européens constituait une bouffée d'oxygène. L'Allemagne était le plus important partenaire occidental de Téhéran et 170 entreprises allemandes étaient représentées en Iran. (...) Même les éléments les plus radicaux du régime sont conscients de cette réalité. Ainsi, l'ayatollah Nateg-Nourri, proche du guide Khamenei, président du Parlement et candidat à la prochaine présidentielle, se préoccupe déjà de ses relations publiques en Occident, notamment en France. » Le mouvement dialectique entre terrorisme et business a encore de beaux jours devant lui.*

30/03/2006 - « un jeu opaque » - P. Eylau

*« Les Iraniens sont les inventeurs du jeu d'échecs. Ils sont experts dans les stratégies obliques, les diversions subtiles, les techniques de division. Leur dernière proposition pour sortir de la crise nucléaire - créer en territoire iranien une sorte de zone franche internationale destinée à l'enrichissement de l'uranium - est imaginative. Elle est cependant accueillie avec une certaine méfiance par les Occidentaux. Il faudra connaître le contenu exact de cette offre avant de savoir si elle correspond à une ouverture réelle ou à une manœuvre tactique. »*

17/01/2008 - « Les faux semblants de Téhéran »

L'Iran a promis que les investigations de l'Aiea pourront être closes mi-février ; mais les Etats-Unis n'y croient guère tant l'Iran n'a cessé de jouer au chat et à la souris : « *Tel est, du moins, l'engagement pris par le régime des mollahs envers le directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, pour voir lever les sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies. Un vœu pieux, selon des diplomates en poste à Vienne, l'Iran n'ayant cessé de « jouer au chat et à la souris » avec l'agence nucléaire depuis le début des inspections, en février 2003.* »

« *Un vœu pieux, selon des diplomates en poste à Vienne, l'Iran n'ayant cessé de « jouer au chat et à la souris » avec l'agence nucléaire depuis le début des inspections, en février 2003.*

*Pour s'extraire de l'œil du cyclone, Téhéran avait promis en août 2007 de « faire toute la lumière sur les questions encore en suspens avant la fin de l'année ».*

*Au 31 décembre, aucune explication n'avait pourtant été donnée sur les traces de contamination à l'uranium hautement enrichi découvertes dans les locaux de l'université technique de Téhéran, pas plus que les détails du « projet Green Salt », nom de code recouvrant les tentatives de « militarisation » du programme nucléaire, qui auraient porté sur des dispositifs de mise à feu et des tests de missiles à capacité nucléaire. »*

10/07/2008 - « Ali Akbar Velayati, cet iranien qui veut rassurer l'Occident »

Velayati, conseiller de Khamenei, est un homme discret chargé de calmer le jeu lorsqu'Ahmadinejad dérape, reste à voir si cela est sincère ou s'il s'agit seulement de faire baisser la tension.

29/07/95

Les relations ne sont pas « mauvaises » en 1995 écrit *Le Point* : « Attentats en France: la piste iranienne semble être exclue ; les relations avec l'Iran ne sont pas "mauvaises". »



### 10/02/96 - Le bloc note de BHL

*« Salman Rushdie à Paris. Reçu par Philippe Douste-Blazy comme il l'avait été par Jack Lang. La vraie continuité républicaine. La vraie patrie des droits de l'homme telle que nous la chérissons. Le pays de la culture et de l'esprit, ouvert à tous les écrivains, même et surtout persécutés. Dans ce geste tranquille, presque banal, d'un ministre qui accueille l'auteur - proscrit - d'un très grand roman contemporain, il y a déjà comme un défi à l'intégrisme et à ses tueurs. Monsieur Pons, ministre des Transports, n'a pas eu, lui, cette audace ou n'a pas trouvé les cinq minutes qui lui auraient permis, dans quelques jours, quand il arrivera à Téhéran, de dire aux ayatollahs : « la main que vous serrez et qui paraphera, demain, de bons et fructueux contrats a serré celle de Salman Rushdie ». C'est dommage. C'est un peu triste. Encore que l'on me souffle, à l'instant où je livre ce bloc-notes, que le même M. Pons compte prononcer, en Iran, le nom de l'écrivain martyr. Attendons ! »*

### 09/03/96 - Colombes

*« La condamnation par le président iranien des « actions violentes des Palestiniens en Israël » a sans doute constitué un début de soulagement. Certes, il était temps que Téhéran fasse ce geste, après une sortie honteuse de l'agence de presse iranienne IRNA qualifiant de « châtiment divin » les attentats kamikazes d'Israël. **La déclaration de Rafsandjani a enfin justifié la position de « dialogue critique » avec l'Iran définie par les Européens après les attentats.** Et leur espoir de reprendre des relations commerciales normales avec ce pays qui, avec 64 millions d'habitants, n'est pas un banal émirat. » (...) L'Iran, qui dans le passé a souvent eu recours au terrorisme, n'est pas disculpé pour autant. **Mais des visites récentes, comme celle de Bernard Pons à Téhéran, ont montré que, au-delà d'amorces de contrats point négligeables en ces temps de crise (construction d'un aéroport, radar pour l'aviation civile, rames TGV d'occasion), le « dialogue critique » semblait commencer à payer sur le plan politique.***

*Ainsi de la garantie que pourrait avoir obtenue le ministre français auprès du président iranien que la fatwa contre Salman Rushdie n'était strictement applicable qu'en « terre islamique ». Ce qu'un de ses ministres a confirmé publiquement lundi dernier, en annonçant que l'Iran n'enverrait plus aucun tueur contre l'auteur des « Versets sataniques. »*

09/03/2001 - « Les talibans ne sont pas fréquentables » - P. Eylau

*« Au sein de la nébuleuse taliban, il existe davantage que des nuances ou des divergences tactiques. Le degré d'autisme varie notablement selon les individus. La stratégie de l'isolement ne fait que renforcer les plus intransigeants. L'Afghanistan n'est pas l'Iran. Les femmes iraniennes doivent porter le tchador. Mais elles travaillent, conduisent des voitures, font de la politique. Même les éléments les plus rétrogrades du régime iranien sont conscients de la nécessité de moderniser l'appareil industriel du pays, de veiller à ses intérêts pétroliers. L'Iran est sensible aux pressions extérieures. Téhéran sait défendre ses intérêts, parfois de manière discutable. Le régime taliban vit, lui, dans un autre monde. La seule façon de le réintégrer un jour dans le nôtre est de discuter, de marchander, de garder le contact. C'est moins facile que de proférer des incantations ou de fulminer des anathèmes, mais sans doute plus réaliste. »*

21/12/2001 - « L'Iran abrite des fanatiques, mais l'Europe ne devrait pas céder à la tentation américaine de s'attaquer à toute la région. »

22/12/2005 - « Est-il encore possible d'arrêter les "fascislamistes" de Téhéran ? »

Nous n'avons pas épuisé toutes les armes contre l'Iran : diplomatique, économique, soutien à la société civile. C'est aux Européens de les chercher mais nous n'avons que très peu de temps.

*« Mais avons-nous épuisé l'arsenal, en revanche, des rétorsions économiques ?*

*Sommes-nous si dénués de moyens que cela, face à un adversaire qui vit du pétrole que nous lui achetons ?*

*La plausibilité de la guerre atomique annoncée par Ahmadinejad ne mérite-t-elle pas que l'on s'interroge sur une politique énergétique qui nous fait, non plus exactement vendre la corde pour nous pendre, mais acheter l'énergie qui nous tuera ?*

*(...) Et ces sociétés d'investissement, fonds de pension, banques, dont l'argent ne cesse de s'investir dans une économie directement ou indirectement devenue une économie de guerre ?*

*(...) Et l'effort idéologique ? Et le soutien à la société civile ? Et la main tendue, non au gouvernement terroriste, mais aux hommes et femmes terrorisés qui aspirent aux droits de l'homme et sont le vrai ressort d'un antitotalitarisme conséquent ?*

*(...) Et les pressions diplomatiques ? Eux, les mollahs, ont bien rappelé, ces derniers mois, des dizaines de diplomates jugés, comme en Grande-Bretagne, trop mous, trop conciliants : que ne leur rendons-nous la pareille ? ...que n'expulsons-nous les voyous qui les remplacent et dont leurs représentations sont désormais truffées ? ...jusqu'à quand ces prétendues « négociations » qui ne servent qu'à leur faire gagner de précieux mois et, comme l'a lui-même dit Philippe Douste-Blazy, à « humilier » les démocraties ?*

*(...) L'Amérique étant empêtrée dans son absurde guerre irakienne, c'est à nous, Européens, de poser ces questions - et il nous reste pour y répondre, je le répète, très peu de temps. »*

**21/09/2006 - « L'ouverture de Chirac »**

Chirac assouplit la position française : il n'exige plus comme préalable le gel des activités nucléaires de l'Iran. Les Américains observent cette démarche avec prudence mais semblent vouloir essayer : ils ne peuvent pas compter sur l'ONU à cause de la Chine et la Russie. Ils cherchent à rassembler en fait de grandes puissances industrielles pour peser sur l'Iran qui a gagné en marge de manœuvre avec la crise et a démontré son pouvoir de nuisance régional.

**28/09/2006 - « Les signaux de Téhéran »**

La Russie va livrer à l'Iran la centrale de Bouchehr : un succès de plus pour l'Iran, après la proposition de Chirac. **On est encore loin d'un accord mais les relations se sont réchauffées.**

*« Les Iraniens assurent qu'ils n'entendent produire qu'une partie du combustible dont ils auront besoin pour faire fonctionner Bouchehr. Auparavant, ils exigeaient de le fabriquer en totalité au nom du droit que leur donne la signature du TNP de pouvoir disposer de cette technologie civile. Les Occidentaux s'y refusent et proposent en contrepartie une coopération économique et diplomatique. Les positions sont encore*

*éloignées, mais le dialogue a permis de réchauffer l'atmosphère, et Téhéran pourrait accepter un gel temporaire de l'enrichissement. »*

**17/01/2007 - « Les occidentaux vont être obligés de considérer la capacité de nuisance de l'Iran » - Olivier Weber**

« Il ne faut pas s'empêcher de dialoguer avec l'Iran ! » rappelle Védrine.

Interview de Védrine : notre politique occidentale n'est pas habile car s'aligne sur celle des américains trop manichéenne car ils ramènent tout au terrorisme. Il ne faut pas s'empêcher de dialoguer avec l'Iran.

*L'attitude du monde occidental va-t-elle changer vis-à-vis de l'Iran après la guerre au Liban ?*

*Védrine : « Les Occidentaux vont être obligés de considérer la capacité de nuisance de l'Iran. La politique occidentale n'est pas habile. Elle est alignée sur celle des Etats-Unis, manichéenne, qui ramène tout à la lutte contre le terrorisme et qui est contre-productive. Cette politique cristallise l'antagonisme musulman alors qu'il faudrait fragmenter la lutte contre l'islam radical. Il s'agit de désamorcer la question libanaise, de traiter la question israélo-palestinienne et de s'occuper du cas iranien à part. Alors que les Etats-Unis ne font que généraliser. Les Etats-Unis doivent reparler avec Téhéran. Parler ne veut pas dire s'envoyer des fleurs ! Il faut une approche plus habile pour le nucléaire. Pendant la guerre froide, le monde occidental a bien traité avec l'URSS ! C'est une erreur de s'enfermer dans des interdictions de dialoguer avec l'Iran, comme avec le Hamas. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne pourraient faire bouger les Etats-Unis sur ce point. »*

**01/03/2007 - « Le jeu persan de Roland Dumas »**

Dumas intervient dans les négociations : avec l'aile modérée du régime il cherche une solution.

*« L'aile modérée du régime tente donc de proposer une solution pour éviter de nouvelles sanctions économiques. D'où l'arrivée de Roland Dumas dans le jeu persan. Sa visite a été minutieusement préparée par l'ambassadeur d'Iran à Paris, Ali Ahani, un proche de Ali Akbar Velayati, ancien ministre des Affaires étrangères et actuel conseiller du Guide, l'ayatollah Ali Khamenei. Velayati, qui connaît bien*

*Dumas, aurait évoqué plusieurs options pour sortir de la crise. L'une, déjà proposée à la France en juillet, reviendrait à créer un consortium franco-iranien, ou irano-européen, voire dans le cadre d'Eurodif, dont l'Iran détient encore un siège, laissé vacant, au conseil d'administration.*

*(...) L'avocat Roland Dumas devrait pouvoir trouver « une ligne de défense » acceptable dans le dossier nucléaire, espèrent des proches de Velayati. Téhéran ne cache pas aussi son envie d'établir de meilleurs contacts avec les socialistes français qui, estime-t-on, remontent dans les sondages. »*

06/12/2007 - « Washington révisé sa copie » - P. Eylau

*« Un pavé dans la mare. Un rapport d'évaluation synthétisant les travaux de seize services américains de renseignement contredit en partie la thèse selon laquelle l'Iran cherche à se doter à court terme d'un arsenal atomique. » : de quoi conforter ceux qui préconisent la voie diplomatique et dérouter les partisans de la manière forte. Téhéran serait sensible aux sanctions montre aussi le rapport*

22/02/2007 - « Crépuscule sur l'Iran »

*« (...) Alors il faut être prudent, naturellement.*

*Il faut se souvenir que les régimes totalitaires ont toujours excellé à souffler le chaud et le froid ;*

*(...) Mais enfin...*

*Il n'est pas déraisonnable non plus de penser que, comme dans l'affaire Rushdie justement, la fermeté, la menace de sanctions ainsi qu'une pression qui a eu, cette fois-ci, le mérite de s'afficher à la fois financière et militaire, commencent quand même à payer.*

*Il n'est ni déraisonnable ni absurde de se dire qu'on a affaire à un régime qui, contrairement à l'Irak de Saddam Hussein, n'est pas un régime autiste, enfermé dans son propre délire, sourd et aveugle à l'évolution d'un rapport de forces qui lui devient défavorable.*

*Et, surtout, surtout, on est en train de découvrir que n'avaient pas complètement tort ceux des stratèges européens et américains qui misaient sur les ressorts d'une*

*population civile trop occidentalisée, trop moderne et trop avide, tout simplement, d'exister pour accepter le Viva la muerte qui est devenu, au fil des mois, dans le plus pur style totalitaire, le seul programme de son président. »*

20/08/2009 - « La Syrie joue le jeu »

La Syrie a aidé à la libération de Clotilde Reiss. Un pays qui est proche de l'Iran et à qui l'Iran ne peut rien refuser sans être isolé dans la région. La stratégie de Sarkozy de réintégrer la Syrie est la bonne. *« En remerciement de ses bons offices, la Syrie attend de la France qu'elle l'aide à normaliser ses relations avec les Européens et les Américains. L'Iran, de son côté, peut espérer que Paris et Washington « oublient » les nouvelles sanctions contre sa politique. »*

28/09/2006 - « Iran : 20 intellectuels lancent un appel aux dirigeants européens »

**Iran : 20 intellectuels lancent un appel aux dirigeants européens : ils appellent à faire obstacle à la barbarie, obstacle à l'Iran qui veut se doter de la bombe.**

*« Au nom de notre attachement à la démocratie, à ses valeurs, aux libertés qu'elle garantit, au respect des règles de droit qui la fondent, nous exhortons les dirigeants européens à faire face au danger que font peser sur le monde les dirigeants iraniens, à leur volonté de se doter de l'arme nucléaire et de "rayer Israël de la carte". »*

BHL en appelle à la fermeté contre tous les marchés de dupes.

*Et puis l'Iran enfin. Cet Iran terrifiant, où règne un gang de néonazis, et dont le discours, ces jours-ci, revient de plus en plus à dire : « Oubliez l'Irak, le Liban, Al-Qaeda... ou plutôt non, ne les oubliez pas tout à fait, mais laissez-nous nous en soucier pour vous... laissez-nous nous en charger à votre place... laissez-nous, en échange d'un peu de considération et d'une certaine indulgence à l'endroit de nos projets nucléaires, faire la police et la paix dans cette région qui est la nôtre et dont nous avons les clés... »*

14/12/2006 - La négociation est jugée inutile par certains

Négocier avec « un forcené qui veut éradiquer Israël c'est une autre paire de manche ». *« Tant que le guide suprême n'aura pas publiquement administré des*

*calmants à son fou d'Allah, il y a peu de chances pour que l'Occident aille à Canossa.* » Ceux qui veulent négocier sous-estiment les résistances.

**Infléchissement de la politique française : Sarkozy met finalement la France au diapason américain, un choix que ne reproche pas *Le Point*.**

20/09/2007 - « **Kouchner s'en va-t-en guerre** »

Bourde de Kouchner ? Non infléchissement de la diplomatie française : « *Quelle mouche a donc piqué Bernard Kouchner, le 16 septembre, dans l'émission « Le Grand Jury » de RTL ? « Le monde doit se préparer au pire, c'est-à-dire à la guerre avec l'Iran », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, qui s'est fait une spécialité de mettre les pieds dans le plat. « Bourde diplomatique du ministre des Affaires étrangères ? Non, plutôt un infléchissement de la diplomatie française vis-à-vis de Téhéran. Hier, Jacques Chirac avait un triple souci : éviter à tout prix une action armée américaine contre la république islamique qui risquerait de mettre le feu aux poudres dans la région ; ne pas se laisser entraîner dans le sillage des Américains si ceux-ci décidaient un jour de bombarder les sites nucléaires ; et, enfin, s'abriter derrière l'ONU pour voter des sanctions visant à obtenir de Téhéran l'abandon de son programme d'enrichissement de l'uranium » (...) « Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner l'ont répété : « Nous n'accepterons pas que cette bombe soit construite. »*

*(...) L'objectif est donc clair : imposer des sanctions à l'Iran pour tenter de convaincre la population et l'aile la moins radicale du pouvoir que la politique suivie mène le pays au désastre, les ayatollah croient aux menaces américaines mais pensent se protéger avec la bombe qui reste leur meilleure arme : mais, persuadés que la future arme atomique restera leur meilleur argument de survie, les ayatollahs ne semblent pas devoir faire machine arrière. Il faut peut-être s'attendre au pire. On voit mal ce que Paris aura gagné à l'annoncer à quelques mois du départ de George Bush. » »*

27/09/2007 - « **Sarkozy à l'ONU** »

Sarkozy réussit son oral à l'ONU : « *Sur l'Iran, il est au diapason de Washington. Et réclame de la fermeté à l'égard de Téhéran, qui ne peut se doter de l'arme nucléaire sans faire « courir un risque inacceptable à la stabilité de la région et du monde ».*

24/01/2008 - « Abu Dhabi. Pourquoi ? »

La France va installer une base interarmées permanente à Abu Dhabi : pour rassurer les Emirats qui se sentent vulnérables face à leur voisin iranien et pour être au plus prêt de l'Iran sur qui pèse la menace nucléaire. La France veut se rapprocher d'Ahmadinejad pour le faire céder « *Sarkozy est convaincu - et redoute - que le bras de fer entre Washington et Téhéran sur le nucléaire débouchera sur un bombardement américain des sites iraniens. « C'est un engrenage inéluctable », affirment certains à Paris. C'est pour éviter le pire, en faisant céder Mahmoud Ahmadinejad, le président iranien, que Nicolas Sarkozy rappelle qu'avec Téhéran il veut employer « la fermeté et le dialogue ».*

29/07/2010 - « Le tour de vis européen » - Y. Cornu

« *L'Union européenne renforce les sanctions : elle a imposé lundi à l'Iran des sanctions sans précédent. Les 27 ont décidé de frapper au cœur : les secteurs pétrolier et gazier. Désormais, tout investissement, transfert de technologie ou assistance technique à la République islamique est interdit. Le quatrième producteur mondial de brut, qui était déjà obligé d'importer 40 % de sa consommation d'essence par manque de capacités de raffinage, risque à terme de devoir faire face à une pénurie de carburant. »*



## CHAPITRE 2 - POUR VALEURS ACTUELLES, L'IRAN EST UNE POUDRIERE

20/08/2004 - **Shahab 4 contre Arrow**

Tir du missile Shahab 4 par l'Iran le 11 août qui pourrait toucher aussi bien Israël qu'une base américaine au MO. Les Etats-Unis sont capables de détruire un missile comparable à l'aide d'un Arrow, en plein vol.

« *L'Iran n'en finit pas de narguer l'administration américaine* » - « *le dossier prend un air de déjà vu celui de l'Irak de Saddam Hussein.* »

« *La négociation n'est plus de mise, assurent les États-Unis. Washington cherche à convaincre l'AIEA et ses partenaires européens de voter des sanctions, via une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Le dossier prend un air de déjà vu, celui de l'Irak de Saddam Hussein.* »

01/10/2004 - « **Bras de fer nucléaire** » - K. Barzegar

Le régime iranien est accusé de développer un programme nucléaire militaire. Il hausse le ton. « **Le moment pour une action approche !** » disent les américains. Téhéran a repris la construction de centrifugeuses nucléaires. L'Aiea a été empêchée de poursuivre ses inspections, elle durcit le ton. Israël prépare des options préventives contre Téhéran. Image : *L'installation de Bouchehr hautement suspecte*

12/11/2004 - « **Le nucléaire suspendu pour six mois** »

Le nucléaire est suspendu pour six mois en raison de la menace de la Troïka. Photo : « *Mohammed Khatami, l'art de souffler le chaud et le froid.* » On évoquait déjà des attaques préventives, même si les sites iraniens sont enterrés. « *On évoquait déjà des frappes aériennes préventives sur les installations nucléaires iraniennes, même si les leçons du raid israélien de 1981 contre le réacteur irakien Osirak ont été retenues par les iraniens : tous leurs sites sensibles sont enterrés, "durcis" et redondants.* »

21/01/2005 - « **Bush II face au MO, trois dossiers chauds** » - Gurfinkiel

L'Iran fait partie des dossiers chauds de 2005, ceux qui peuvent dégénérer en crise majeure. Ultime recours des mollahs, **la bombe atomique pour "pérenniser leur pouvoir face à une opinion de plus en plus hostile"**. L'administration Bush pense que l'Iran est à un stade avancé et envisage des interventions préventives contre les installations iraniennes.

Allusion à l'Iran parmi les six dictatures qui risquent de ne « pas passer l'année » et désignées par Rice comme les « six avant-postes de la tyrannie ». **L'article propose un résumé complet de la situation: l'Iran est un dossier central, ce pays s'arme de jour en jour, une attaque est impossible, les sanctions économiques ne sont efficaces qu'avec le soutien des européens or la Russie rechigne, des frappes chirurgicales sont envisageables mais l'Iran a des moyens de pression en particulier avec le terrorisme et l'influence chiite.**

*« (...) Le léger rapprochement entre les deux pays observé après l'élection, en 1997, du président Mohamed Khatami, a fait place à un statu quo prudent après les attentats du 11 septembre 2001. Les révélations sur le programme nucléaire iranien viennent de raviver les tensions. Face au véritable chef du régime, l'ayatollah Ali Khamenei, l'équipe Bush est confrontée à trois options : l'invasion, la sanction ou la discussion.*

*Le pays est peuplé de soixante-dix millions d'habitants. L'armée iranienne dispose de missiles Shahab de courte et moyenne portée. Contrairement à l'Irak de Saddam Hussein, son potentiel n'a pas été dégradé par des années d'embargo et de frappes préventives. Une intervention militaire avalisée par le Conseil de sécurité de l'ONU reste une vue de l'esprit : toute résolution en ce sens sera systématiquement contrée par un veto de la Russie, soucieuse de garder un espace stratégique de sécurité face aux Américains installés en Afghanistan et en Irak, et de la Chine, l'un des principaux importateurs du pétrole iranien. Les sanctions économiques seraient inefficaces sans le partenaire européen. En Iran, l'Union européenne a choisi une realpolitik qui refuse d'appliquer un quelconque embargo mais consiste à signer des contrats, à implanter des compagnies pétrolières, à exercer des pressions sur le programme nucléaire. Si les experts américains n'écartent pas l'éventualité de frappes chirurgicales sur les sites présumés des installations nucléaires iraniennes, ils rappellent les deux arguments dissuasifs utilisables par l'Iran : son influence*

*politique reconnue sur les chiïtes, majoritaires en Irak et dans les régions pétrolifères d'Arabie saoudite ; sa capacité à déclencher des représailles militaires contre Israël, au risque de déstabiliser toute la région. »*

04/02/2005 - « Iran : Khamenei temporise »

L'Iran est donc suspect.

18/03/2005 - « Iran : toujours suspect »

*« Une étape majeure vient d'être franchie dans le délicat dossier du nucléaire de l'Iran, pour la première fois européens et Américains ont décidé de travailler ensemble ». On espère que cela relancera les négociations, l'Iran étant passé maître dans l'art de la tergiversation. Il n'a plus qu'un partenaire de poids : la Russie qui a obtenu de récupérer l'uranium usagé mais Baradei est sceptique... Les USA reprochaient à l'Europe sa mollesse.*

Elle a donc montré qu'elle était capable de sortir le bâton, un soutien nécessaire pour avancer dans les négociations. Les Iraniens n'ont pour l'instant renoncé à rien et prétend toujours ne vouloir produire que du nucléaire civil. L'Iran dit vouloir négocier mais attend davantage qu'une simple coopération commerciale, technologique et nucléaire. **Personne ne sait vraiment ce que prépare Téhéran (schéma de l'infrastructure nucléaire iranienne) encadré "des missiles en attente de charge militaire" ».**

*« Tout le problème de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique) sera d'arriver à vérifier les quantités de combustible usagé effectivement rapatrié. » Le 2 mars, Mohamed el-Baradei, le chef de l'AIEA, avouait son scepticisme : « Si je dois nommer trois choses importantes que nous attendons de l'Iran, je dirais : transparence, transparence et encore plus de transparence. »*

*« (...) Personne ne sait exactement ce que Téhéran prépare sur le plan militaire. L'Iran possède déjà des missiles dont la portée ne cesse de s'accroître. Les cercles stratégiques iraniens ont défini les "besoins en sécurité" de leur pays. Leurs analyses sont convergentes : la sécurité de l'Iran ne pourra être assurée que par la possession d'un armement nucléaire, "afin de dissuader Israël et tous les ennemis de la république islamique". »*

19/03/2005 - « ...des arsenaux à détruire » - entretien

Interview d'Annalisa Gianella représentante de Javier Solana au conseil de l'UE, chargée de la non-prolifération. **Interview axée sur les failles du système.** Elle juge le dossier iranien d'une importance fondamentale.

Un tel programme ne débouche-t-il pas, à terme, sur des applications militaires ?

« C'est bien pour cela que nous ne demandons pas seulement la suspension mais aussi la cessation des activités d'enrichissement. »

Cette suspension est-elle réelle ?

« Elle a été vérifiée. C'est sur la base de cette vérification que nous avons engagé les négociations à long terme. »

Les Américains ne sont pas aussi formels que vous... Ils disent qu'il reste des activités.

« Certaines nous préoccupent, mais elles ne sont pas importantes. »

(...)

Malgré la résolution 1540 sur la non-prolifération, reste des failles...

« C'est pourquoi il est si important d'utiliser le réseau des accords passés avec des pays ou des groupes de pays pour les amener à agir avec nous. »

(...)

Les règles actuelles ne sont-elles pas dépassées ?

« Le régime de non-prolifération n'est pas si mauvais que cela. Il faut l'améliorer sur certains points. Pour le nucléaire, malheureusement, certains pays qui développent un programme militaire n'ont pas signé le traité de non-prolifération. »

Et pour les autres armes de destruction massive ?

La convention sur les armes chimiques est un très bon outil doté d'une agence de vérification (OIAC), mais trop de pays n'en sont pas signataires.

(...)

Le contrôle des missiles reste une lacune majeure...

« Oui. Il n'existe pas de traité multilatéral concernant les missiles. Nous n'avons qu'un code de conduite. Il n'est pas universel et ce n'est pas un traité. Notre objectif est de faire adhérer le plus de pays possible puis de transformer ce code en convention. »

20/03/2006 - Risques nucléaires - Barzegar

**Traitement différent entre l'Inde et l'Iran qui cultive lui une image sulfureuse d'Etat voyou.**

Accord entre l'Inde et les USA pour la coopération nucléaire civile. La stratégie américaine à l'égard de l'Inde est soutenue par la France et l'AIEA. C'est une nouvelle donne sur l'échiquier nucléaire asiatique. Un dangereux aux pays cherchant à acquérir l'arme atomique. Politique contrastée des usa à l'égard de l'Inde et l'Iran : la différence de traitement surprend. Mais il y a tout de même d'un côté une puissance responsable, de l'autre un Etat provocateur. Mais le risque de l'accord USA/Inde est de renforcer le lien Chine Iran car la Chine craint l'Inde. Le Pakistan qui espère un accord similaire a été déçu par le refus américain.

« George Bush a été très clair à ce propos : « Ce que dit cet accord (avec l'Inde), c'est que les choses changent, que les temps changent. » Peuplé d'un milliard d'habitants et dotée d'une croissance économique de 6 à 8 %, l'Inde représente un immense marché à conquérir, une puissance économique émergente, « nécessaire » pour contrebalancer l'influence de la Chine.

(...)

L'Iran semble au contraire cultiver une image sulfureuse, fidèle à celle de « l'Etat-voyou » que dénonce l'Amérique : déclarations antisémites de Mahmoud Ahmadinejad, attaques d'ambassades

lors de l'affaire des caricatures du prophète Mahomet, financement et soutien du Hamas, Téhéran multiplie les provocations et les incitations au rejet de l'Occident. « L'Inde est responsable. L'Iran

est irresponsable. », souligne Nicholas Burns du département d'État.

(...)

*En Iran, l'AIEA a réussi à démontrer les omissions et les dissimulations de Téhéran. Même si l'exemple iranien montre qu'un pays peut avoir ratifié le TNP tout en cachant certaines activités, les inspections de l'agence restent le seul moyen légal et pacifique de surveiller d'éventuels contrevenants au TNP. C'est l'avis de la France qui a salué, par la voix de Jacques Chirac, l'accord indo-américain. (...) »*

#### 01/09/2006 - Le droit de veto des terroristes - D'Orcival

Nous sommes en plein marécage international. La prétention de certains d'avoir la bombe bouleverserait le principe des nations unies avec ses cinq membres permanents dotés de l'arme nucléaire : ils veulent exercer un droit de veto sur la paix.

*« Le divorce, c'est le "choc des civilisations" annoncé par Sam Huntington et tant redouté par les Occidentaux parce que cela ruinerait les derniers équilibres existant encore dans le monde et que cela signifierait la mort de cette organisation des Nations unies née de la Seconde Guerre mondiale. » (...) La paix mondiale, si ce n'est l'"ordre mondial", a reposé jusqu'à présent, malgré tous les conflits secondaires, sur le droit de veto exercé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, tous dotés de l'arme nucléaire et par conséquent en mesure de résister au chantage de quiconque. Mais il y a, depuis le 11-Septembre, un fait nouveau, et le président de la République le souligne : « Des groupes radicaux veulent exercer un droit de veto sur la paix. »*

#### 09/02/2007 - « le Billard du Mo » - D'Orcival

Douste Blazy explique que ce qui est en jeu en Iran avec la bombe c'est l'équilibre de la région, donc à mots couverts le risque de prolifération.

#### 19/08/2005 - « L'Iran monte aux extrêmes » - K. Barzegar

*« En quelques jours Ahmadinejad a fait voler en éclats la stratégie de la coalition suivie par son prédécesseur Khatami. Vers un nouveau conflit au MO? Téhéran n'a pas encore la bombe mais il a les missiles... "Pourquoi cette volteface après deux années "d'ouverture"? Parce qu'à cause de la situation en Irak; les mollahs ont le sentiment que le rapport de forces a changé en faveur de Washington" (images des installations nucléaires sur carte d'Iran et des réserves pétrolières à portée de*

**missile**) ; mais pas sûr que la stratégie d’Ahmadinejad soit la bonne, les excès iraniens pourraient aussi représenter une occasion idéale pour l’Amérique de hausser le ton... »

*« La corrélation des forces a évolué sur beaucoup d’autres plans. La Turquie, naguère alliée fidèle des États-Unis, ne considère pas le potentiel nucléaire iranien comme un danger. En Asie centrale, la présence militaire américaine est contestée. L’Afghanistan n’est toujours pas pacifié. La hausse des cours du pétrole pénalise les économies occidentales, mais assure une trésorerie abondante aux pays islamiques, y compris l’Iran, et à la Russie. Des alliances “anti hégémoniques” sont en train de se dessiner entre l’Iran, la Russie, la Chine, certains pays d’Amérique latine. Et Al-Qaïda continue à frapper « où il veut, quand il veut ». Mais la ligne Ahmadinejad peut se révéler contre-productive. « En fait, les Américains ne sont pas mécontents du durcissement insensé du régime », note un analyste du cabinet Condor Advisers. C’est la divine surprise qui va peut-être leur permettre d’aller très loin. » Jusqu’à la guerre?*

*Le journal allemand Berliner Zeitung publiait le 4 août une caricature qui résume bien la situation. Dans un commissariat de police, un commissaire portant sur sa casquette les lettres UE tente d’extorquer des aveux à l’accusé, un mollah barbu : « Ne me forcez pas à appeler l’inspecteur Bush à la rescousse », lui dit-il. Par la porte entrouverte, on voit Bush qui retrousse ses manches. »*

**16/09/2005 - « Téhéran sous la menace » - Barzegar**

***« Le nucléaire iranien accroît la tension internationale. L’UE vient d’en faire les frais. Le conseil de sécurité pourrait se saisir du dossier. »***

*« Au pied du mur, l’UE multiplie les appels de dernière minute, tandis que surgissent des scénarios militaires de frappe contre le potentiel nucléaire de l’Iran, largement commentés aux États-Unis et en Israël. Le 9 septembre, de retour d’Israël, Philippe Douste-Blazy, le ministre français des Affaires étrangères, redemandait à l’Iran de « prendre les mesures nécessaires au retour de la confiance » d’ici la prochaine réunion de l’AIEA, le 19 septembre. Sinon? « Nous n’aurons d’autre choix que de soutenir un rapport du dossier au Conseil de sécurité. Mais ce n’est pas notre chemin préféré. »*

### 30/09/2005 - « La voie de l'affrontement »

Jeu de dupes en Iran sur le nucléaire : la communauté internationale se dirige vers un conflit avec l'Iran : le dossier iranien va être transféré au conseil de sécurité de l'ONU grâce à la Troïka.

*« Après avoir tour à tour calmé, menacé et cajolé Téhéran, l'Union européenne a décidé de donner corps à ses menaces de saisine des Nations unies au terme de deux ans de pourparlers infructueux. »*

### 04/11/2005 - Fuite en avant pour Téhéran

L'Iran provoque à nouveau et menace Israël d'Etat à Etat, l'ONU doit réagir. Une provocation sur fond de crise économique qui déstabilise le pays. Le président iranien a affirmé qu'Israël devait être rayé de la carte. En fait c'est surtout pour remobiliser en période crise économique grave pour l'Iran que le président joue la carte du nationalisme.

*« Certes, cela s'inscrit dans la rhétorique extrémiste pratiquée par le régime islamique depuis 1979. Mais il y a une différence entre les déclarations ou les textes émanant de fonctionnaires et de militants et les paroles d'un chef d'Etat. Les premiers peuvent susciter l'indignation, la réprobation, le mépris. Les secondes constituent une « menace » d'Etat à Etat, pratique explicitement proscrite par l'article 2 de la charte. Bien entendu, le contexte général de la politique iranienne facilite cette mobilisation. La République islamique d'Iran est soupçonnée de soutenir le terrorisme international ou de pratiquer elle-même le terrorisme. Elle cherche à acquérir des armes de destruction massive, notamment nucléaires. »*

*Le fait est que Téhéran cherche, depuis quelques jours, à revenir sur les propos de son président ou du moins à les relativiser.*

*(...) Ses prédécesseurs, en particulier Ali Akbar Hashemi Rafsandjani et Mohamed Khatami, savaient louvoyer avec plus de dextérité entre les buts à long terme du régime, ses intérêts à court terme et la légalité internationale...(...) Le « fanatisme » du président actuel n'explique pas tout : selon de nombreux analystes, la détérioration de la situation économique et sociale est la véritable clé de son attitude.*



*« Les milieux “populistes-islamistes” qui constituent la base du régime seraient eux-mêmes “ébranlés” par cette crise. Pour les remobiliser, Ahmadinejad aurait joué la carte du nationalisme et de l’antisionisme à outrance. Cela s’appelle la fuite en avant. »*

### **03/02/2006 - Entretien Marie Hélène Labbé : une bombe nucléaire en moins de deux ans - Barzegar**

Spécialiste des questions de prolifération nucléaire, prof à Sciences po, elle évalue le risque nucléaire : « On a du mal à évaluer l’avancée de l’Iran car il y a des "gaps" - des choses cachées, or, au pire, si l’Iran possède des centrifugeuses P2, il lui faudra quelques mois pour avoir la bombe! C’est ainsi que finit l'article... »

*« Comme le montrent les inspections menées par l’AIEA depuis 2003, l’Iran a engagé dès le milieu des années 1980 un programme ayant un double objectif : maîtriser l’ensemble du cycle du combustible et se ménager une option militaire. »*

*Sans parler des missiles...*

*Oui, les missiles Shahab, dont la version la plus récente, le Shahab-3, aurait une portée d’environ mille cinq cents kilomètres.*

***(...) Rien ne garantit que Téhéran ne continue pas de dissimuler ses recherches, ce serait même assez logique Il existe des “gaps” troublants dans les découvertes faites par les inspecteurs.***

*Des traces d’uranium enrichi inexplicables suggèrent que des expériences non comptabilisées par l’AIEA auraient pu être réalisées.*

*L’Iran a refusé d’autoriser l’inspection complète de certains de ses sites militaires, notamment sur l’un où des essais de détonique pourraient avoir eu lieu.*

***(...) L’incertitude vient de notre ignorance de leur maîtrise du processus d’enrichissement.***

*Ont-ils des cascades de centrifugeuses dans un site dissimulé ?*

*(...) D'après un rapport de l'IISS (Institut international d'études stratégiques) de septembre 2005, il faudrait trois ans pour fabriquer à Natanz environ vingt-cinq kilos d'uranium hautement enrichi.*

*Un millier de centrifugeuses P1 permettrait à l'Iran de fabriquer suffisamment d'uranium de qualité militaire- cela prendrait entre dix-huit et vingt-quatre mois. Si l'Iran s'est procuré des P2, le délai tombe à quelques mois ! »*

### 0302/06 - La Russie s'agace

Des intérêts commerciaux et militaires lient les deux pays. Téhéran en a profité, Moscou commence à hausser le ton. Les iraniens se tournent vers la Chine. Depuis des années Moscou tente de mettre à profit ses relations avec l'Iran pour le dissuader mais depuis l'arrivée d'Ahmadinejad cela est plus difficile; Poutine ne veut pas d'un Iran nucléaire, mais la présence d'un lobby iranien puissant à Moscou a pu brouiller le message; la Russie s'agace, Téhéran cherchant encore à gagner du temps.

« **Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad, en juin 2005, Poutine ne dissimule plus son agacement.** En septembre, pour la première fois, la Russie ne s'est pas opposée à des sanctions contre l'Iran dans le cadre de l'AIEA. Roumiantsev a été remplacé par l'ancien premier ministre Sergueï Kirienko, un proche de Poutine, réputé pro-occidental. Au début janvier, Poutine a adressé un message sans ambiguïté à Ahmadinejad : si le plan russe d'enrichissement de l'uranium iranien en Russie n'était pas accepté, le Conseil de sécurité serait saisi. Téhéran a aussitôt fait savoir qu'il ne refusait pas le plan... à condition d'y impliquer également la Chine. Une nouvelle manière de gagner du temps. »

### 03/02/2006 - « Et si on « cognait » sur l'Iran » - F. Pons

L'Iran balade la communauté internationale depuis 3 ans. Le pays a encore besoin de 2 ou 3 ans pour réussir, et mettre le monde devant le fait accompli; il n'y a que l'embargo international ou une intervention rapide qui puisse l'arrêter; **l'option militaire est sur la table, mais pas vraiment crédible : elle est possible mais très risquée. Elle est compliquée, risquée, enfin l'Iran garderait de vrais moyens de nuisance.**

*« Ensuite, il faut accepte de gros risques. **Toute intervention militaire couperait Washington (et Israël) de ses alliés européens et les mettrait en procès devant les Nations unies.***

*Toute incursion étrangère en Iran ne pourrait que souder l'opinion iranienne derrière ses ayatollahs. Ce n'est évidemment pas le but recherché. (...)*

*Autre risque : un cataclysme social, au moins aussi important que la déstructuration de la société irakienne depuis 2003. (...) Enfin, l'Iran garderait de vrais moyens de nuisance : la déstabilisation des marchés pétroliers et la montée au combat de ses djihadistes. En Irak, où la communauté chiïte est majoritaire, ce n'est pas le moment. Ni en Israël, où le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien ne peuvent qu'enflammer un peu plus une situation déjà explosive. Il ne resterait que cendres du projet de "Grand Moyen- Orient démocratique" rêvé par George Bush. »*

**24/02/2006 - « jeu nucléaire risqué pour l'Iran » - F. Pons**

L'offre russe peut aider l'Iran à sortir de l'impasse : si cela échoue, l'Iran perd son allié Russe, ne peut compter que sur la Chine et prend le risque de nouvelles sanctions; reste que les provocations continuent.

*« Leurs diplomates s'activent, s'efforçant de souffler le chaud et le froid, d'introduire des divergences entre l'UE, les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Plutôt conciliant, le ministre iranien des Affaires étrangères est venu devant le Parlement européen. Mais ailleurs, à Damas et à Beyrouth, d'autres responsables iraniens multiplient les déclarations belliqueuses ou les provocations verbales, mettant en cause l'existence de l'État hébreu et appelant au retrait des forces occidentales d'Irak. »*

**03/03/2006 - « Le compromis part en fumée » - Barzegar**

Alors que l'AIEA devait rendre son rapport accablant, l'Iran avait semblé assouplir sa position. Illusion; le rapport est formel en plus, il devient urgent d'agir car l'Iran avance.

*« Les Iraniens semblaient avoir cédé aux pressions des Russes, qui sont leurs principaux fournisseurs en matière de nucléaire civil mais qui s'opposent, comme les Occidentaux, à une éventuelle dérive vers le nucléaire militaire. À moins qu'il ne se*

*soit agi d'une simple manœuvre dilatoire. Cet assouplissement intervenait en effet au moment où l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) allait examiner un rapport accablant préparé par son président, Mohamed el-Baradei. Et où il était question, au Conseil de sécurité de l'ONU, de sanctions internationales contre Téhéran. À priori, l'Iran peut compter sur le veto de la Chine et même celui de la Russie. À condition, toutefois, de donner à ces pays les moyens de justifier une telle diplomatie.*

*Pourquoi ces palinodies? En acceptant en paroles le compromis russe, les Iraniens croyaient probablement pouvoir obtenir la "classification" du rapport El-Baradei. Comme ce n'était pas le cas, ils auraient préféré réserver ce compromis – ou ce leurre – pour une autre occasion. Le rapport El-Baradei est formel : Téhéran aurait concentré ses efforts au cours des derniers mois sur des processus d'explosion à forte puissance pouvant servir de détonateur à d'éventuelles bombes atomiques. Ce qui rendrait plus urgent que jamais la suspension de toute activité d'enrichissement de l'uranium, quel qu'en soit officiellement le caractère. »*

**28/04/2006 - « si les Américains attaquaient l'Iran » - Barzegar**

La solution militaire est improbable mais pas exclue : elle est complexe : il faudrait faire du renseignement d'abord puis contrer la défense anti aérienne, laissant le temps à l'Iran de déclencher une guerre totale en attaquant Israël...

**12/05/2006 - « Ahmadinejad prend son porteplume » - Gurfinkiel**

Fiction de dialogue avec Bush : Ahmadinejad a envoyé un courrier à Washington, **manœuvre pour se donner un statut ou pour garder une porte ouverte.** Toujours est-il que l'Iran est en passe d'avoir la bombe pour les israéliens qui menacent de railler l'Iran de la carte, eux aussi.

*« Une lettre inattendue : envoyée par le président Mahmoud Ahmadinejad, elle a été remise la semaine dernière à George Bush par l'intermédiaire de l'ambassade suisse à Washington, qui représente les intérêts iraniens aux États-Unis. La Maison-Blanche l'a rendue publique. Sans avoir l'intention d'y répondre. Dans ce texte, Ahmadinejad expose une fois de plus la position officielle de son gouvernement sur la mise en place d'un « potentiel nucléaire ». Pourquoi une telle démarche? Des contacts officieux ont eu lieu au cours des dernières semaines entre les deux pays, à*

*la demande du Guide spirituel de la République islamique, Ali Khamenei. Ils n'ont pas abouti. Mais Téhéran chercherait à maintenir une porte ouverte : à travers un éventuel échange de courriers. Autre explication : Ahmadinejad entend démontrer à son opinion publique qu'il parle "d'égal à égal" avec son homologue américain. Un besoin de "statut" qui semble jouer un rôle important en Iran. L'acquisition de l'arme nucléaire s'inscrirait, elle-même, dans cette logique. À Jérusalem, les services secrets estiment que l'Iran possédera la bombe en 2010 au plus tard.*

*Commentaire de l'homme le plus respecté du gouvernement, Shimon Peres : « L'Iran parle de nous rayer de la carte. Mais il pourrait l'être lui aussi. »*

**10/11/2006 – « Arrêt sur image »**

L'Iran a lancé des missiles pouvant atteindre Israël et le sud de l'Europe.

**2006 - Explosion nucléaire en Corée du nord, un exemple qui va inciter l'Iran à aller plus vite**

*« Ainsi le processus nord-coréen – on négocie sous la menace, on souffle le chaud et le froid, on expulse les inspecteurs de contrôle, tandis que l'on fabrique des lanceurs et des engins militaires – ressemble furieusement à ce qui se passe depuis trois ans avec l'Iran. »*

**16/02/2007 - Tensions internationales ; les ayatollahs ne lâcheront rien, souffle de guerre froide. Israël se prépare au pire - Pons**

*« Les ayatollahs ne lâcheront rien. Ils ont fait du nucléaire civil et militaire une cause nationale, le symbole de la souveraineté iranienne. Tout le monde le sait mais chacun fait comme si l'ONU pouvait résoudre le problème. De part et d'autre, on fourbit ses armes. Téhéran réactive sa diplomatie pour gagner deux à trois ans de délais. Moscou en appelle à une « pause », pour préserver ses marchés stratégiques en Iran (énergie et armements). » Washington accuse Téhéran de jeter de l'huile sur le feu en Irak : des agents iraniens sont arrêtés, accusés d'avoir fourni des mines élaborées aux insurgés irakiens, et deux groupes aéronavals croisent dans le Golfe. **Israël se prépare au pire.** Dans la nuit du 11 au 12 février, Tsahal a procédé avec succès à un nouveau tir de son système Arrow, seule arme capable d'intercepter le missile à longue portée iranien Shahab-3. Au même moment, l'Iran testait une*

*nouvelle fois ses missiles balistiques et annonçait le démantèlement d'un réseau de la CIA et du Mossad. Diatribes politiques, agents secrets, essais de missiles, cliquetis d'armes : tout y est, comme aux plus belles heures de la guerre froide* Poutine analyste. « *La guerre froide était une paix effrayante et fragile mais assez fiable. Aujourd'hui, la situation est moins fiable.* » *Décryptage*

23/02/2007 - « **l'ONU menace, l'Iran manœuvre** »

Deux jours avant la date limite pour stopper l'enrichissement de l'uranium, l'Iran menace de tester de nouvelles armes et lance de grandes manœuvres militaires dans tout le pays.

20/04/2007 - **L'Iran lance des appels d'offre pour deux nouvelles centrales**

*« L'Iran accélère le pas vers le nucléaire en lançant les appels d'offre pour la construction de deux nouvelles centrales, et le président Ahmadinejad répète que le peuple iranien fera tout « pour atteindre les sommets de la perfection ». Rassurant, Mohamed El-Baradei, le chef de l'AIEA, affirme que l'usine d'enrichissement de Natanz n'en est encore « qu'au premier stade de la construction. » »*

08/06/2007 - « **Tsahal prépare le front iranien** » - **David Herschel**

Les roquettes tombée à Sederot renforcent les inquiétudes israéliennes quant à une possible attaque de l'Iran sur Israël. Israël s'inquiète de la menace, mais n'envisage pas de frappes, seuls les USA en ont les moyens; Israël cherche juste à intimider l'Iran.

*« Les inquiétantes déclarations du président iranien Mahmoud Ahmadinejad sont dans les têtes : « Israël doit être rayé de la carte... Bientôt, nous connaissons un monde sans Israël et sans les États-Unis... La nation musulmane ne permettra pas à son ennemi historique de vivre en son cœur même. » C'était en octobre 2005. Des propos réitérés en novembre 2006, dans une conférence sur la Shoah : « Comme l'URSS, Israël est appelé à disparaître. » Conseillère du premier ministre Ehud Olmert, Miri Eisen reconnaît ce souci : « Nous sommes préoccupés que l'Iran souhaite se doter d'un équipement non conventionnel et puisse envisager de l'utiliser, non seulement contre nous, mais ailleurs dans le monde. Nous appelons la communauté internationale à intensifier ses pressions. » À Jérusalem, les experts*

*israéliens estiment que leur pays se trouve en présence de “personnes à rationalité faible”, comme l’indique Alon Ben-David, du Jane’s Defence Weekly, spécialiste des questions militaires sur la chaîne de télévision Arouts 10 : « L’agressivité du président iranien en direction d’Israël, État qui ne possède pas de frontières communes avec l’Iran, qui ne représente en aucun cas une menace pour sa sûreté, relève de l’irrationnel. Il est difficile d’avoir prise sur l’irrationnel... »*

**06/07/2007 - Points chauds « précautions à Téhéran »**

*« En vertu d’un pacte de défense conclu en 2005, Damas aurait accepté que Téhéran installe sur son territoire un bouclier antimissile qui pourrait être opérationnel d’ici à un an. Ces missiles sur lanceurs mobiles, difficiles à localiser, peuvent atteindre Israël. »*

**07/09/2007 - « L’option militaire est-elle crédible ? » - Tribune : Hervé Couteau Bégarie et Bruno Tertrais**

**L’option militaire est-elle envisageable ? Oui et non, quels arguments.**

**Oui c’est envisageable, cela ferait faire un bond en arrière au programme iranien. C’est faisable militairement et sans recours à l’ONU, financièrement aussi; c’est une question de rapport coût/bénéfice et pour le moment on n’est pas certain des bénéfices mais peut-être qu’un président estimera un jour l’option militaire rentable.**

**Non ce n’est pas envisageable : pas impossible mais difficile militairement et pas forcément efficace, hasardeux politiquement car on ne connaît pas la réaction des iraniens qui ne partagent pas forcément notre rationalité.**

*« Partisan du Oui : Bruno Tertrais maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. »*

*« Il n’y a pas d’obstacle politique. Elle n’aurait pas besoin d’être autorisée par le Congrès. Et M. Bush, qui n’est pas rééligible, se préoccupe davantage de sa place dans l’Histoire que des prochaines élections. La situation en Irak ne l’empêche nullement d’agir contre l’Iran. En effet, il ne saurait être question d’une opération aéroterrestre massive. La seule option crédible aurait recours aux bombardiers et aux missiles de croisière, ainsi peut-être qu’aux forces spéciales. Or l’engagement en*

*Irak n'obère nullement l'usage des forces maritimes et aériennes. Et la neutralisation des défenses antiaériennes de l'Iran est parfaitement à la portée des bombardiers furtifs américains. »*

*(...) Une opération contre l'Iran n'aurait pas pour but d'éliminer totalement le programme iranien. Personne ne sait, en effet, s'il existe des installations cachées, qui échapperaient aux frappes.*

*(...) Si les Iraniens ont caché des installations, il n'est pas concevable que celles-ci soient d'une ampleur telle qu'elles puissent permettre la reconstitution immédiate du programme.*

*(...) La riposte iranienne pourrait porter sur les forces américaines en Irak et en Afghanistan, les bases des États-Unis dans le Golfe, ou sur le territoire israélien. Mais il n'est pas certain que ces risques soient de nature à inhiber une action militaire contre l'Iran. Les États-Unis auront sans doute consolidé le déploiement de leurs forces en Irak afin de les rendre moins vulnérables. Israël dispose de moyens de défenses antimissiles Arrow-2. Et les deux pays auraient probablement à cœur d'avertir l'Iran qu'une riposte de sa part ouvrirait la voie à une escalade dont il ne pourrait sortir gagnant.*

*(...) On évoque parfois des coûts inacceptables pour les pays occidentaux en cas d'intervention militaire : montée en flèche du prix du baril, risque de fermeture du détroit d'Ormuz... C'est oublier qu'une capacité nucléaire iranienne aurait elle aussi un impact majeur sur la région, et donc sans doute sur le marché des hydrocarbures. Quant à la fermeture du détroit d'Ormuz, elle priverait l'Iran de sa source principale de revenus.*

*(...)*

*Enfin, la réaction de la population iranienne est difficile à prévoir. Parier sur un soulèvement général serait hasardeux. Mais affirmer qu'elle ferait naturellement corps avec ses dirigeants serait imprudent : une frappe contre l'Iran pourrait susciter un effet de « délégitimation » d'un régime aux yeux d'une population lassée par ses excès.*

*(...)*



*Une action sur l'Iran aurait des conséquences dramatiques, et elle reste pour les États-Unis une option de tout dernier recours. Il n'y a pas de "bonne" option militaire contre le programme nucléaire iranien, mais un président américain ou un premier ministre israélien pourrait bien estimer un jour que les "bénéfices" d'une telle action seraient supérieurs aux "coûts" d'un Iran nucléaire.*

**« Non ! » répond Hervé Coutau-Bégarie, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, directeur de l'Institut de stratégie comparée. « Le précédent irakien juge-t-il nous montre qu'il faut être prudent avant d'envisager cela, car l'Iran n'est pas l'Irak, le pays est deux fois plus vaste, deux fois plus peuplé et, au-delà de l'agitation d'une opposition en exil, le régime, malgré ses difficultés, semble loin d'avoir épuisé sa dynamique. L'appareil d'État ne se désintègrera pas en trois semaines. Toute attaque occidentale risque de susciter une riposte à la mesure de l'offense. »**

(...)

*Des frappes ciblées sont difficiles à envisager : « De telles frappes seront difficiles à mener. Certes, la supériorité américaine est telle que les défenses aériennes iraniennes seront aisément neutralisées. Mais l'efficacité des frappes est une autre affaire. Il existe un grand nombre d'objectifs puisque les Iraniens, instruits par l'expérience du raid israélien contre le réacteur Osirak en 1981, ont pris la précaution de disperser leurs installations. Combien faut-il en frapper pour obtenir un délai vraiment significatif, se comptant en années et non pas en mois? Certes, la prise de risque est inhérente à toute opération militaire, mais jusqu'à un certain point. En l'occurrence, le nombre d'inconnues dans l'équation est très élevé. Ajoutons que les Iraniens n'ont pas placé leurs installations dans le désert mais au cœur des villes, au milieu des mosquées, des écoles et des hôpitaux. »*

(...)

*La réaction des Iraniens est imprévisible : partagent-ils notre rationalité? « Le point sensible est celui des conséquences politiques du bombardement. Les partisans de la méthode forte semblent penser qu'une telle action ramènera les Iraniens à la table de discussion. On peut avoir des doutes à ce sujet, vu la propension des chiïtes pour le martyre et l'attitude du président Ahmadinejad. On semble partir de l'idée que les*

*Iraniens n'ont aucun moyen de riposter réel. Ils ne peuvent pas interrompre la navigation dans le détroit d'Ormuz sans se paralyser eux-mêmes. En toute rationalité, le raisonnement est imparable. Mais sommes-nous certains d'avoir affaire à des gens qui partagent notre rationalité ? Ne seront-ils pas tentés par une épreuve de force désespérée qui échappera à tout contrôle ? (...)*

*Tout ce qui précède n'implique pas que toute riposte soit impossible. Ce qu'on veut simplement suggérer, c'est que la gravité de l'enjeu ne s'accommode pas de conjectures et de paris simplement justifiés par des formules du genre : "Ne pas accepter l'inacceptable". Les positions occidentales au Moyen-Orient sont déjà assez handicapées par le furoncle afghan et par le chancre irakien, regardons-y à deux fois avant d'y ajouter le cancer iranien. »*

**30/11/2007 - « Nouveau missile : après le Shabab-3, d'une portée de 2000 kilomètres »**

Téhéran vient d'annoncer l'entrée en service d'un autre missile de même portée, l'Achoura. Les deux armes sont capables d'atteindre le territoire d'Israël. L'Iran annonce aussi la livraison d'un nouveau sous-marin. Menacé d'une nouvelle série de sanctions internationales pour son programme nucléaire clandestin, l'Iran affirme qu'en cas d'attaque, il frappera des intérêts américains dans la région.

**22/02/2008 – « L'Iran n'a renoncé à rien ! » - Nathalie Harel (interview)**

Contrairement à ce qu'affirme l'AIEA, l'Iran n'aurait pas renoncé au nucléaire affirme un spécialiste israélien du sujet pour Haaretz, pourtant il reste favorable au dialogue avec l'Iran car ses dirigeants ne savent pas vraiment ce qu'ils veulent et sont divisés :

*« Spécialiste du renseignement pour le quotidien Haaretz, l'Israélien Yossi Melman analyse le document sur l'état du nucléaire iranien présenté début décembre par les services de renseignements américains. Il dénonce l'ambiguïté de cette étude, au moment où l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) présente son rapport lui aussi très controversé sur ce dossier."(...)" Des éléments du rapport montrent aussi que l'Iran s'attache à mettre au point un programme nucléaire à des fins militaires (...). » L'intervention en Irak aurait provoqué un traumatisme. Le directeur des services de renseignements américains depuis janvier 2007, Mike McConnell, a souhaité envoyer un message fort à l'administration Bush, pour ne pas*

*se faire manœuvrer, à l'instar de ce qui s'est passé en 2003. Les services ne pourront plus servir de caution... « Vis-à-vis de Téhéran, la pensée unique règne, comme face au Hamas ou au Hezbollah. Les voix discordantes sont rares. C'est le cas d'Éphraïm Halévy, ancien patron du Mossad, favorable, comme moi, à un dialogue avec l'Iran (...). La réalité iranienne n'est pas aussi homogène que l'on veut bien le dire. Et je ne suis pas sûr que les dirigeants iraniens sachent vraiment ce qu'ils veulent. »*

#### **18/12/2008-2009 - Année d'espoir et année à risque au Moyen Orient - Pons**

*« On peut aussi compter sur les mollahs iraniens pour jeter de l'huile sur le feu. Téhéran va célébrer, début février, le trentième anniversaire de la révolution islamique. À cette occasion, le pouvoir iranien pourrait reparler de la destruction de l'État hébreu et surtout confirmer l'imminente autonomie nucléaire de l'Iran, prélude à sa dotation en armes nucléaires.*

(...)

*Menace vitale pour Israël, ce changement stratégique majeur (dans un laps de temps de six mois à deux ans selon les experts) coïncide avec la fin du délai demandé, en janvier 2007, par le général Gaby Ashkenazi lors de sa nomination à la tête de Tsahal. Il avait réclamé deux ans pour restaurer la capacité de dissuasion de l'armée, en refaire la première force du Moyen-Orient, capable de frapper partout ses ennemis. 2007-2009 : nous y sommes. » (...)*

#### **19/02/2009 - « La fête spatiale des mollahs » - Maurice Lemoine**

Le satellite iranien Omid tourne autour de la Terre depuis le 2 février. La Corée du Nord a probablement aidé. C'est la première véritable incursion du monde musulman dans l'espace, elle est associée à un risque nucléaire. Cet engin révèle aussi les ambitions de l'Iran, pouvoir observer et contrôler la région.

*« (...) la République islamique est désormais la neuvième puissance spatiale de l'histoire, rejoignant ainsi l'Union soviétique, les États-Unis, la France, le Japon, la Chine, le Royaume-Uni, l'Inde et Israël (...) Les Américains, qui avaient minimisé la portée des essais précédents de fusées iraniennes, ont confirmé le succès de la mission. » On évoque souvent des coopérations plus ou moins officielles avec la Russie et la Chine sur les lanceurs, et d'autres, beaucoup plus secrètes, avec la*

*Corée du Nord. En fait, c'est avec Pyongyang que Téhéran aurait progressé en matière de fuséologie (lire notre encadré page de droite). Ces progrès ont été lents mais réguliers (...). « De ce fait, et contrairement aux déclarations officielles de Téhéran, toutes les fusées iraniennes à vocation spatiale pourraient être facilement reconverties pour projeter – au moins jusqu'en Europe méridionale – toutes sortes de charges, y compris nucléaires. Un think tank israélien estimait même récemment que l'Iran évoluait vers une « puissance de projection globale » avec des engins intercontinentaux capables d'atteindre l'Europe du Nord et les États-Unis. Assurément, on ne peut exclure que la mise au point de lanceurs spatiaux soit liée au programme nucléaire iranien, avec toutes les conséquences qui en découlent. Le porte-parole du Quai d'Orsay, Éric Chevallier, ne disait pas autre chose au lendemain du lancement réussi de Safir-2 : (...) « Les craintes qui associent ce succès au nucléaire ne doivent pas masquer l'avènement de l'Iran comme première puissance spatiale du monde musulman. Le satellite Omid est un précurseur modeste (« Une caisse à savon », aurait lâché un diplomate occidental !) mais il résume toutes les ambitions de ses concepteurs. » L'affaire du 2 février a donné lieu à un ébouriffant florilège de déclarations nationalistes. La religion s'est même immiscée dans le discours avec cette étonnante profession de foi d'Ahmadinejad : « La puissance spatiale de l'Iran, avec l'objectif d'étendre le monothéisme, la paix et la justice, est désormais officiellement attestée dans l'histoire. [...] Nous avons une vision divine de la technologie, contrairement aux puissances dominantes qui en ont une vision satanique. » Une manière "musulmane" de s'approprier le progrès technique ! »*

#### **26/02/2009 - le Chiffre 1010**

C'est en kilos la quantité d'uranium faiblement enrichi que possède aujourd'hui l'Iran. Assez pour produire de l'uranium hautement enrichi à des fins militaires.

#### **30/07/2009 - L'Iran inquiète de plus en plus - Frédéric Pons**

*« Téhéran pourrait disposer de sa première arme nucléaire dès l'an prochain. « C'est une question de mois », affirment des experts. Israël assure que cette menace met en cause son existence, ce que semblent confirmer l'idéologie et les propos répétés du président Ahmadinejad appelant à « la destruction de l'État juif ».*

*(...) Les turbulences au sommet de l'État iranien n'incitent pas à la sérénité. Réélu le 12 juin, Ahmadinejad reste très contesté par une partie de l'opinion mais aussi par les cercles les plus modérés ou pragmatiques du régime. Signe des tensions, il vient d'être désavoué par Ali Khamenei, le guide suprême de la République islamique. Son candidat à la vice-présidence a dû renoncer à ce poste et son ministre des Renseignements a été limogé. Ces tensions au sein de la nomenklatura iranienne peuvent déclencher une fuite en avant de l'équipe en place. À condition d'être soutenu par les gardiens de la révolution, piliers du régime, Ahmadinejad peut chercher à accélérer le programme nucléaire, acceptant les risques du bras de fer avec la communauté internationale.*

*(...) Son approche messianique des affaires du monde peut aussi l'entraîner à allumer des contre-feux dans la région : en Irak, face aux Américains et à leurs "collaborateurs"; dans les zones pétrolifères du Golfe, où vivent d'importantes minorités chiïtes; au Liban, où l'Iran a remis le Hezbollah en ordre de bataille. Les 1500 casques bleus français déployés au sud du Liban observent son regain d'activisme. Une de leurs patrouilles vient d'être prise à partie, sans trop de gravité. Comme un avertissement sans frais »*

#### 10/09/2009 - Points chauds : l'Iran fait bloc

Tout en appelant à la négociation sur le nucléaire, l'Iran a mis en place un gouvernement « compact idéologiquement », approuvé par le Parlement le 3 septembre, sous la pression du guide suprême, Ali Khamenei. L'Argentine a immédiatement condamné la nomination d'Ahmad Vahidi au poste de ministre de la Défense. Recherché par Interpol, ce dur du régime serait impliqué dans un attentat antisémite commis à Buenos Aires en 1994 (85 morts). »

#### 01/10/2009 - « Téhéran se moque d'Obama » - Jean Préau Maylis

Essais de missiles longue portée : la communauté internationale plus unie que jamais face aux provocations. *Valeurs Actuelles* parle de la technique du changement de discours permanent.

« Nous sommes capables de nous défendre. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a répondu à sa façon aux inquiétudes des Occidentaux, soufflant le chaud et le froid sur le dossier nucléaire. Le corps d'élite des gardiens de la

*révolution a effectué trois essais de missile à courte, moyenne et longue portée, dimanche et lundi, dans les eaux du golfe Persique et dans la région de Qom. » Et «... selon les spécialistes, le missile sol-sol Shahab-3, d'une portée de 2000 kilomètres, pourrait atteindre Israël et les bases américaines dans le Golfe. La provocation de trop après la divulgation par l'Iran, dans une lettre adressée à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) le 21 septembre, de l'existence d'un second centre d'enrichissement de l'uranium, à Qom (120 kilomètres au sud de Téhéran)?"(...)"Entre les États- Unis, la France et le Royaume-Uni, un accord se dessine. La communauté internationale « est plus unie que jamais... Même les pays hostiles à discuter des sanctions pourraient changer d'avis », résume Barack Obama. De fait, la Chine mais surtout la Russie se montrent plus fermes qu'à leur habitude. Un changement de posture qui, s'il se confirmait, pourrait faire évoluer la situation au vu des moyens de pression dont disposent ces deux pays (surtout la Russie) sur l'Iran"(...)"Face aux avancées du programme nucléaire de Téhéran, Obama n'a pas écarté l'option militaire, même si sa « préférence va à une solution diplomatique ». Le responsable du programme nucléaire iranien, Ali Akbar Salehi, lui a rétorqué par agence de presse interposée : « Tout a été prévu lors de la construction de l'usine, y compris l'installation de systèmes de défense. » **Cultivant l'ambiguïté comme l'effet de surprise, Ali Akbar Salehi a changé de discours le lendemain. Une inspection de l'AIEA à Qom ne serait désormais plus un problème pour l'Iran... Nouveau retournement de situation quelques heures plus tard. Téhéran annonce procéder à des essais de missile le dimanche. Ils interviennent dans le cadre de manœuvres militaires prévues depuis longtemps, mais à Pittsburgh ils sont considérés comme une démonstration de force supplémentaire. D'autant plus que les Américains viennent de renoncer au projet de bouclier antimissile en Europe de l'Est, destiné à écarter une éventuelle attaque de missiles iraniens. »***

#### **08/10/2009 - Points chauds**

*« Les inquiétudes sont de plus en plus fortes sur la capacité du régime iranien à fabriquer l'arme nucléaire. »*

*« Selon le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El-Baradei, en visite à Téhéran, le site secret de Qom pourrait être inspecté le 25 octobre. Une solution est en passe d'être trouvée sur le problème du nucléaire :*

*l'uranium iranien pourrait être enrichi dans un pays tiers (la France ou la Russie). L'Iran, les États-Unis, la France et la Russie se réuniront le 19 octobre à Vienne pour en discuter. **Les inquiétudes sont de plus en plus fortes sur la capacité du régime iranien à fabriquer l'arme nucléaire.** »*

**29/10/2009 - Points chauds**

*« Une équipe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est rendue en Iran cette semaine, pour visiter le site de Qom, a révélé l'AIEA fin septembre. **Les discussions ouvertes à Vienne sur les modalités de l'enrichissement de l'uranium iranien traînent en longueur.** »*

**03/12/2009 - Points chauds**

**Nouvelle surenchère de l'Iran :** *« Condamné le 28 novembre par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour avoir caché l'existence d'un site nucléaire, l'Iran riposte en annonçant la construction de dix nouveaux sites d'enrichissement d'uranium, juste après avoir rompu l'accord récent sur le transfert de son uranium en France et en Russie. L'Iran alterne dialogue et confrontation, laissant espérer aux Occidentaux une ouverture toujours possible. Il gagne du temps et poursuit son programme. Alors que l'AIEA change de tête (le diplomate japonais Yukiya Amano, 62 ans, succède à l'Égyptien Mohamed El-Baradei), le Conseil de sécurité des Nations unies va proposer de nouvelles sanctions... début 2010. »*

**21/01/2010 - La Turquie lâche Israël - Nathalie Harel**

*« De quoi réjouir l'Iran. Israël perd un joker important face à l'Iran, mais le rapprochement avec la Syrie n'est pas accepté en Israël. « Israël apparaît comme le grand perdant de ce refroidissement avec Ankara. **La perte du lien avec la Turquie prive l'État hébreu d'un joker qui pouvait être intéressant dans le très complexe jeu moyen-oriental, alors que les tensions avec l'Iran ne vont faire que croître en 2010, notamment sur le dossier du nucléaire. Les Israéliens se consolent en faisant remarquer que la Turquie n'était plus qu'un client marginal en matière d'achat de matériels militaires, loin derrière l'Inde ou l'Union européenne** » "La remise en question du partenariat stratégique entre Ankara et Jérusalem marque une évolution majeure. L'Iran peut en tirer profit, à l'aube de cette année 2010 décisive."(...) "Premier pays musulman à avoir reconnu, dès 1949, l'État juif, la*



*Turquie avait longtemps caché ce lien spécial. Dans les années 1950, David Ben Gourion n'hésitait pas à qualifier Israël de « maîtresse secrète » de son voisin turc. Ce n'est qu'au début des années 1990 que cette lune de miel entre Jérusalem et Ankara apparut vraiment au grand jour, cimentée alors par des ennemis communs : la Syrie et l'Iran."(...)» « Bibi ne sait pas s'il veut négocier avec la Syrie, tant l'opinion israélienne est opposée à la restitution du Golan, observe Avi Primor, ancien ambassadeur d'Israël en Allemagne et auprès de l'Union européenne. Il a donc beau jeu de dénigrer la Turquie comme médiateur régional. Selon moi, Israël se tire une balle dans le pied en affirmant que la Turquie a choisi son camp. À la différence d'un Chávez, Erdogan ne veut pas rompre avec Jérusalem. Il s'agit seulement de gronder Israël. »*

**18/03/2010 - Le vice-président américain en visite dans une ambiance tendue - Maxime Perez**

**Israël va-t-il frapper l'Iran? Quelque chose se prépare peut être du côté israélien...** Même si Israël se veut rassurant et parle de routine pour la distribution de masques à gaz, le climat est inquiétant. Israël mise tout sur la dissuasion : présentation d'armes, bouclier anti missile, en projet. Les Etats Unis durcissent leur position, la politique de la main tendue n'a plus de sens. Ils craignent des frappes israéliennes : Joe Baiden s'est rendu en Israël.

*« Distribution de masques à gaz, manœuvres militaires, mises en garde et gesticulations politiques. L'État hébreu se prépare à affronter l'Iran. [Israël semble se préparer à la guerre. La tension est forte.] Cette distribution ne laisse rien présager de bon, alors que la tension avec le Hamas (Gaza), le Hezbollah (Liban) et le régime de Téhéran reste vive. La tournée que vient d'achever dans la région Joe Baiden, le vice-président des États-Unis, n'a rien apaisé, Israël décidant même de lancer de nouveaux programmes de peuplement en Cisjordanie. »*

*(...) « Israël n'a aucun intérêt à voir la situation se détériorer mais nous suivons étroitement tout ce qui se passe. Nous devons faire en sorte d'être prêts militairement à toute éventualité et nous montrer dissuasifs. » « Ce que Tsahal n'avait pas vraiment été, face au Hezbollah, pendant l'été 2006 » (...) Éditorialiste au quotidien Haaretz, Aluf Benn estime que quelque chose se trame : « L'accélération des préparatifs de guerre, les exercices de la défense passive, la distribution de masques à gaz et même*



*le stockage de dollars par la Banque d'Israël suggèrent que nous nous préparons à frapper l'Iran. » Il pointe aussi la rhétorique de Benyamin Nétanyahou, le premier ministre : « Il est parvenu à convaincre le monde que nous étions à l'aube d'une guerre pour enrayer le programme nucléaire iranien. Lorsqu'il invoque un second holocauste et cite Amalek, l'ennemi ancestral des Juifs, Nétanyahou ne laisse aucune ambiguïté. »*

*(...) « La Maison-Blanche a renoncé à sa politique de la main tendue, adoptée par Barack Obama pendant sa première année de présidence. Elle n'écarte plus aucune option pour contraindre Téhéran à renoncer à ses velléités nucléaires. Mais Obama craint plus que tout une attaque préventive israélienne qui pourrait embraser toute la région et réduire à néant le plan de retrait d'Irak, plutôt bien engagé pour être effectif fin 2011.*

*Il précisait que son pays partageait la même inquiétude au sujet de la menace iranienne mais il pressait Israël de s'aligner sur la ligne américaine : « Nous devons à tout prix poursuivre nos pressions par la voie diplomatique en imposant de nouvelles sanctions contre l'Iran aux Nations unies. » Joe Biden avait emmené avec lui l'amiral Michael Mullen, le chef d'état-major interarmées américain, pour sa seconde visite en Israël en un mois. Cela tend à prouver que d'autres débats et préparatifs plus discrets se poursuivent, au moment où repart la négociation sur de nouvelles sanctions à l'ONU et que reprend, difficilement, la discussion sur le processus de paix avec les Palestiniens.*

#### **26/08/2010 - « Iran le nucléaire préventif »**

*« L'armée iranienne a présenté dimanche dernier le Karrar, son premier drone à long rayon d'action (1 000 kilomètres), en présence du président Mahmoud Ahmadinejad, qui a évoqué d'éventuelles frappes préventives si la République islamique percevait une menace. La présentation de cet équipement est intervenue au lendemain de l'inauguration de la centrale nucléaire de Bouchehr, et deux semaines après la livraison de quatre nouveaux sous-marins de défense côtière à la Marine iranienne. »*

02/09/2010 - Un ex chef des services secrets israéliens ouvre ses dossiers - Nathalie Harel

**Selon un ex chef des services secrets israéliens, Dany Yatom, une intervention militaire sur l'Iran finira par arriver, ce pays fait peser une menace sur le monde et une menace existentielle sur Israël.**

Quelles sont les priorités du Mossad ?

*« La priorité numéro un est de saper toute tentative iranienne d'acquérir des armes militaires non conventionnelles. La Syrie possède déjà une batterie de missiles et d'ogives chimiques. Mais Téhéran fait peser une menace existentielle sur nous. Le Mossad doit se consacrer davantage à la lutte antiterroriste, au côté du Shin Bet [les services secrets intérieurs] et de Tsahal, puisque l'essentiel des actions terroristes est amorcé en dehors de nos frontières. (...) »*

L'Iran est-il vraiment le seul gros problème d'Israël ?

*« Un Iran nucléaire représente un problème pour le monde entier. Son arsenal de missiles de longue portée menace l'Arabie Saoudite, comme les puissances européennes. In fine, je pense qu'une opération militaire sera nécessaire mais elle ne devra se faire que dans le cadre d'une coalition menée par les Etats-Unis. »*

30/09/2010 - Points chauds

Attaque de virus par Israël et les USA en Iran : « 30 000 : c'est le nombre d'ordinateurs contaminés par le virus informatique Stuxnet en Iran. La centrale nucléaire de Bouchehr était sans doute visée. L'attaque aurait été menée par les États-Unis et une unité spéciale israélienne. »

02/12/2010 - « À qui profite Wikileaks ? » - Pons

Les révélations de *wikileaks* pourraient servir non pas la seule liberté de publication comme le pensent les dirigeants du site mais peut être les intérêts d'Israël et de Washington, manipulant *wikileaks* car les infos montrent que la menace iranienne est grave et imminente. Il s'agit peut-être de préparer l'opinion à une intervention dont rêve Israël.

*« Encore plus intéressants, les fichiers de WikiLeaks révèlent ou confirment l'immense inquiétude des États-Unis, d'Israël et de la plupart des pays arabes sur la réalité de la menace iranienne. Un message précise qu'Israël pourrait dès maintenant frapper l'Iran sans l'aide des États-Unis. Un autre prouve que l'Iran possède des missiles, achetés en Corée du Nord, capables d'atteindre l'Europe occidentale.*

(...)

*« En février 2010, Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense, confie à Hervé Morin, alors ministre de la Défense, que des frappes militaires contre l'Iran ne retarderaient que de un à trois ans son programme nucléaire militaire. Un câble rapporte que Jean-David Levitte, conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, qualifie l'Iran d'« État fasciste ». Plus loin, le roi Abdallah d'Arabie Saoudite demande aux États-Unis de détruire le programme nucléaire iranien, « pour couper la tête du serpent ».*

(...)

*En avril 2009, le président de l'Assemblée jordanienne assure à son interlocuteur américain que le dialogue avec l'Iran « ne mènera nulle part » : « Bombardez l'Iran ou vivez avec un Iran nucléaire. Les sanctions, les carottes, les incitations n'ont pas d'importance. » Au mois de novembre, l'émir de Bahreïn confie toute son inquiétude au général David Petraeus : « Il est plus dangereux de laisser se poursuivre [le programme nucléaire iranien] que de le stopper », affirme-t-il.*

(...)

*En février 2010, le prince héritier d'Abou Dhabi en est sûr : « Une logique de guerre domine la région. » Le même mois, l'émir du Qatar reçoit le sénateur américain John Kerry : « Les Iraniens nous mentent et nous leur mentons. » Compte-rendu de Kerry : « En se basant sur trente années d'expérience avec les Iraniens, l'émir conclut la réunion en disant qu'il ne faut croire d'eux qu'un mot sur cent. » Il relate aussi une confidence du premier ministre du Qatar : « Le président iranien lui a dit : “Nous avons battu les Américains en Irak, la bataille finale sera livrée en Iran. »*

(...)

*Cette répétition presque obsessionnelle de la menace iranienne dans cette troisième "livraison" de WikiLeaks intervient alors que le programme nucléaire de l'Iran s'accélère et que le temps semble de plus en plus compté pour une éventuelle réaction. Divulguées "au bon moment", ces données pourraient donc servir d'autres intérêts que la simple défense de la liberté d'expression dans le monde. Le pauvre soldat Bradley Manning et les croisés de WikiLeaks ne seraient alors plus les seuls à s'activer, impliqués – sans même le savoir – dans une vaste opération de manipulation.*

(...)

*Tous les documents publiés renforcent en effet la perception d'un danger iranien croissant. Quitte à gêner quelques dirigeants surpris dans l'intimité de leurs relations avec Washington, les informations révélées par WikiLeaks préparent la communauté internationale à une mobilisation plus efficace contre le programme nucléaire de Téhéran, à un nouveau durcissement des sanctions à l'égard de l'Iran.*

(...)

*Qui le souhaite ? Un peu les Occidentaux, beaucoup les pays arabes, encore plus et surtout Israël. L'État hébreu fait de ce dossier iranien un enjeu vital pour sa survie. Il se prépare depuis des mois à toutes les options, y compris à une intervention militaire"*

**09/12/2010 - Israël servi par Wikileaks - M. Perez**

**Les révélations de wikileaks sont une aubaine pour Israël car elles confirment le danger iranien.** Mais ces révélations montrent aussi qu'Israël est pressé et surestime la menace. Israël veut aller vite et pourrait être tenté d'intervenir seul aujourd'hui en dépit de ses engagements avec les américains. *« Du propre aveu de Benjamin Nétanyahou, les révélations de WikiLeaks et les vives craintes exprimées par le monde arabe sur le programme nucléaire iranien sont « bonnes pour Israël ». (...) Il pourrait y avoir des surprises, car la plupart des 250 000 documents secrets promis par WikiLeaks attendent encore d'être rendus publics, mais Israël a déjà une excellente raison de se réjouir : ces fuites confirment le consensus sur la menace iranienne, surtout dans le monde arabe (voir notre numéro du 2 décembre). On y voit*

*l'Arabie Saoudite appeler à « couper la tête du serpent » et l'Égypte prévenir qu'elle développera à son tour un programme nucléaire si une “bombe chiïte” voit le jour.*

*« Pour la première fois dans l'histoire moderne, Israël, l'Europe et les pays du Moyen-Orient conviennent que la principale menace vient de l'Iran, de ses projets expansionnistes et de son armement. » dit Nétanyahou. L'État hébreu veut profiter de ces révélations pour justifier ce que WikiLeaks présente comme les « cinq piliers de la stratégie israélienne » face à l'Iran, en s'appuyant sur un mémo de 2007 rédigé à l'issue d'une rencontre entre Nicholas Burns, sous-secrétaire d'État américain, et Meir Dagan, chef du Mossad (de 2002 au 29 novembre 2010). Israël juge l'approche politique insuffisante : elle passe par le transfert du dossier iranien au Conseil de sécurité et par des sanctions. Le Mossad se prononce plutôt en faveur du renversement du régime des mollahs, avec le soutien du mouvement étudiant d'opposition et des minorités azérie, kurde et baloutche.*

(...)

*Il se dit favorable à des “actions clandestines”, comme l'assassinat de scientifiques et diverses actions de sabotage.*

(...)

*L'actualité vient peut-être de confirmer le passage à l'acte de “spécialistes” dans ce domaine : le 29 novembre, à Téhéran, deux attaques simultanées à la bombe ont visé deux scientifiques iraniens responsables du programme nucléaire (l'un a été tué, l'autre blessé*

*(...)WikiLeaks rapporte aussi de sérieuses divergences entre Israéliens et Américains quant à l'état de la menace iranienne. Selon plusieurs sources à Washington, Israël surestime l'avancée du programme nucléaire de Téhéran et chercherait à créer un “sentiment d'urgence”, comme en témoignent les déclarations du général Amos Yadlin, le chef des renseignements militaires israéliens. En 2009, il avertit le Pentagone qu'il n'est « pas question de subir une surprise égale à celle du 11-Septembre ».*

(...)

*L'état-major de Tsahal est alors très près de déclencher des frappes préventives contre l'Iran.*

*(...) Les documents montrent que le temps presse pour l'État hébreu. Une dépêche révèle une confidence du ministre de la Défense, Ehud Barak, à une délégation parlementaire américaine de passage à Jérusalem : la fenêtre d'opportunité pour une éventuelle attaque contre l'Iran se refermerait fin 2010. Fin 2010... Nous y sommes, alors qu'éclate la bombe WikiLeaks !*

*(...)*

*À défaut de pouvoir imposer encore plus de fermeté internationale sur ce dossier, Israël pourrait être maintenant tenté d'agir seul, sans le feu vert des États-Unis. En septembre 2007, son aviation avait bombardé et détruit le réacteur syrien d'Al-Kibar. Deux mois plus tôt, le chef du Mossad s'était formellement engagé auprès des Américains à ne pas intervenir »*

**24/02/2011 - Points chauds : « manœuvre iranienne »**

*« Les mollahs se livrent à une gesticulation navale lourde de menaces, aux confins de la Méditerranée orientale. Deux navires de guerre iraniens ont franchi le canal de Suez, le 22 février, pour rejoindre un port syrien. Une première depuis la révolution islamique de 1979, dans un inquiétant contexte de crise. »*

**10/11/2011 - « Qui veut vraiment frapper l'Iran, décryptage » - Frédéric Pons**

**D'année en année l'AIEA confirme les craintes sur l'Iran qui se rapproche de la bombe. La situation se fait urgente pour Israël.**

*« D'année en année, les rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se font plus précis sur la poursuite du programme nucléaire iranien. Celui publié ce 8 novembre lève les derniers doutes : les activités d'enrichissement de l'uranium se poursuivent, de nouvelles installations (fourneaux et centrifugeuses) fonctionnent, en violation des règles internationales acceptées par l'Iran dans le cadre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auquel il adhère. Ce nouveau rapport confirme les craintes : en dépit des sanctions édictées par l'ONU, depuis au moins cinq ans, l'Iran se rapproche chaque jour de la fabrication d'une bombe nucléaire. Le pays possède déjà des missiles opérationnels capables de*

*frapper à plus de 1 500 kilomètres, ce qui met l'ensemble des pays pétroliers du Golfe et d'Asie centrale, la Méditerranée orientale (dont Israël) et les confins pakistano-indiens à la portée d'une bombe nucléaire iranienne.*

*(...) Israël le sait et ne veut plus perdre de temps, quitte à mettre le monde entier devant le fait accompli. Ses analystes sont unanimes. Ils considèrent que la bombe iranienne fait peser sur l'État hébreu une « menace existentielle », même s'ils divergent sur les moyens d'y faire face. Beaucoup estiment nécessaire une frappe militaire ciblée, comme celles qui furent menées en 1981 (contre un réacteur irakien) puis en 2007 (contre une installation nucléaire clandestine syrienne). C'est l'option du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et d'Ehud Barak, son ministre de la Défense, en phase avec l'opinion : « Il s'agit de défendre nos intérêts vitaux. » L'état-major de Tsahal est moins allant, tout en organisant des exercices de défense civile et des répétitions grandeur nature de raids de bombardement à longue distance. L'Iran prévient : « Nous sommes préparés au pire. » Ses principaux sites sont enterrés, "durcis". Les responsables du renseignement israélien misent davantage sur la guerre secrète déjà en cours (assassinats de scientifiques iraniens et sabotages d'installations). Le pacifique président israélien, Shimon Peres, a reconnu, ce 6 novembre, l'urgence de la situation : « La possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est plus proche qu'une option diplomatique. »*

#### **28/07/2011 - Guerre secrète en Iran des Israéliens et américains**

*« Assassiné de cinq balles par des inconnus à moto, Dariush Rezaei, 35 ans, était soupçonné de travailler sur le programme nucléaire iranien. Une demi-douzaine d'autres ingénieurs iraniens ont péri de mort violente. Les mollahs accusent : « Cet acte terroriste américano-sioniste est un nouveau signe du degré d'animosité des Etats-Unis. » »*

#### **15/09/2011 - « Dans le Golfe nous sommes prêts à tout. » - Emmanuel Razavi**

Rencontre avec l'amiral Marin Gillier, patron des forces françaises de l'océan Indien et de la nouvelle implantation française d'Abou Dhabi, un homme au parcours impressionnant. Pour lui pas d'activité suspecte dans le détroit d'Ormuz pour le moment et peu de chances que cela change mais chacun est tout de même sur ses

gardes, l'Iran peut potentiellement bloquer le détroit. Le plus probable reste que personne ne bloque le détroit car personne n'y a intérêt.

15/09/2011 - « Ormuz sous haute tension » - Emmanuel Razavi

**Reportage à bord du Mistral, un navire de guerre français, qui navigue près d'Ormuz, un détroit menacé en permanence par l'Iran :** « *Deux pays contrôlent ce point de passage sensible : Oman et l'Iran. C'est un souci. Depuis trente ans, la république islamique menace à intervalles réguliers d'en bloquer l'accès aux marines occidentales. Mis à exécution, ce chantage ferait flamber les prix du baril de pétrole. Les experts n'osent même pas imaginer la crise économique mondiale qui en découlerait.* » Une vedette s'approche, la tension est palpable rapporte le journaliste « *Ils viennent de hisser leur pavillon ! Intervient un officier. Ce sont des Iraniens !* » *Tout le monde s'en doutait. On aperçoit maintenant les couleurs (rouge et vert) de la république islamique au-dessus d'une des embarcations. C'est une vedette rapide du corps des Gardiens de la révolution, la puissante organisation paramilitaire qui sert de garde prétorienne au régime des mollahs, dépendant directement du guide suprême, Ali Khamenei. La seconde vedette file aussi en direction du Mistral. (...)* Sur la passerelle du Mistral, le calme revient. « *Dans le détroit d'Ormuz, ce genre d'incident arrive fréquemment, explique le chef de quart. Les Iraniens font du renseignement. Ils veulent savoir ce qui se passe ici, car ils estiment qu'Ormuz est leur détroit. De notre côté, on n'a pas le droit de se faire surprendre. Peu importe la menace, nous sommes obligés de nous mettre en alerte immédiatement. Mais cela ne va jamais très loin : les Iraniens jouent un peu aux cowboys.* » *Nous saurons plus tard que les équipages des deux vedettes iraniennes ont pris des photos du Mistral et du Georges-Leygues. Sans doute pour nourrir leurs dossiers. La petite provocation des Pasdarans est allée de pair avec un vrai travail de renseignement.* »

**Si le complot terroriste iranien (tentative d'attentat contre l'ambassadeur saoudien aux USA selon le FBI) déjoué le 11 octobre aux États-Unis est réel, l'affaire est très grave.** Ce serait une attaque directe de l'Iran, sur le sol américain, contre un allié majeur de Washington, l'Arabie Saoudite. « *Si tel n'était pas le cas, la polémique ouverte reste révélatrice du durcissement des relations de l'Iran avec ses voisins arabes sunnites.* » Si l'effolement d'Ahmadinejad montre un régime qui touche à sa fin, il conserve de sérieux atouts.



*« La publicité donnée à cette affaire et les propos très fermes de la secrétaire d'État Hillary Clinton sur « une menace de plus en plus claire » de l'Iran interviennent au moment où l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit remettre un rapport sur la militarisation du programme nucléaire iranien, confirmant que l'Iran s'est accommodé des pressions internationales. De nouvelles sanctions devraient être décidées. Leur effet sera minime sur l'avancée du programme nucléaire. Il sera en revanche plus gênant pour le président Mahmoud Ahmadinejad, déjà affaibli par la dégradation de l'économie et par la neutralisation en cours de son allié syrien. Cette situation le pousse à une fuite en avant, ce que croit Maryam Radjavi, au nom de la résistance iranienne : « Le complot de Washington marque l'effolement d'un régime qui touche à sa fin. »*

(...)

*Les mollahs gardent de sérieux atouts. Outre le terrorisme classique, ils peuvent mobiliser leurs puissants réseaux. Cette armée chiite de l'ombre peut déstabiliser des zones où les intérêts occidentaux sont engagés. Au Liban, face à Israël, avec le Hezbollah, leur bras armé. En Irak, où leurs agents sont prêts à "pourrir" le retrait américain en cours. À Bahreïn, gouverné par une dynastie sunnite, qui vient d'échapper à une révolte chiite grâce à l'armée saoudienne.*

*En Arabie Saoudite, dont le roi (sunnite) dit vouloir « couper la tête du serpent iranien » : la fièvre menace maintenant les régions pétrolifères de l'Est saoudien, majoritairement chiïtes. En août, un stratège proche d'Ali Khamenei avait fixé le cap : « Il faut préparer des forces pour les dépêcher en Afrique du Nord, à l'est de l'Asie, au cœur de l'Europe, pour des opérations dans le monde entier... Et il ne faut avoir peur de personne. »*

**17/11/2011 - « Guerre secrète en Iran »**

**Après des assassinats ciblés d'ingénieurs iraniens et l'attaque de virus informatiques, une série d'explosions a dévasté des entrepôts de missiles près de Téhéran.** Le général Hassan Moqadam, directeur des missiles iraniens, figure parmi les victimes de cette guerre secrète entre Israël et les mollahs.

24/11/2011 - « guerre de l'ombre contre l'Iran » - Perez

Un brillant physicien nucléaire victime d'un attentat. Le Mossad serait derrière tout ça. En fait depuis des années Israël mène une guerre de l'ombre : *« Moyen-Orient Nouvelles sanctions ou frappes préventives ? Le dernier rapport de l'AIEA sur le programme nucléaire iranien ouvre de nouvelles perspectives. Mais les services israéliens agissent déjà depuis quelques années. Dans le plus grand secret. »* Aujourd'hui Israël montre ses muscles, parce qu'il est inquiet.

*« Dans cette guerre de l'ombre, les coups subis par l'Iran sont sévères. Cinq ingénieurs atomistes iraniens ont été brutalement rappelés à Allah, comme Ardeshir Hossein "asphyxié par gaz" en 2007 dans la centrale d'Ispahan, ou le dernier en date (le 23 juillet), le professeur Darioush Rezaei-Nejad abattu de cinq balles tirées à bout portant dans son bureau. « Il s'agit de la première opération dirigée par le nouveau chef du Mossad, Tamir Pardo », rapporte une source israélienne au magazine allemand Der Spiegel.*

(...)

*Pour mener sa guerre de l'ombre, Israël bénéficie de certaines complicités très utiles : les minorités azéries, baloutches et même kurdes, armées depuis de nombreuses années en Irak. Avec le consensus international sur la menace iranienne, il peut aussi compter sur la coopération des services occidentaux. En 2002, le BND allemand (Service fédéral de renseignement) parvient à approcher un homme d'affaires iranien dont l'entreprise participe à la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz. Son nom de code est "Dauphin".*

(...)

*L'État hébreu a aussi créé des dizaines de sociétés spécialisées dans la fourniture de matériels informatiques, souvent à double usage – civil et militaire – pour faciliter leur vente. Achetés par l'Iran, ces équipements piégés ont déjà provoqué des dégâts en chaîne ou de graves accidents de travail dans les centrales iraniennes.*

(...)

*Le Mossad recourt aussi aux attaques cybernétiques, probablement associé à l'unité 8200 de l'Aman (renseignements militaires). Les deux services auraient mis au point*

*le programme “Stuxnet”, un virus intelligent capable de progresser dans un système informatique pour le “pourrir”. En juin 2010, Stuxnet infesta des milliers de serveurs du programme nucléaire iranien. Sur le seul site de Natanz, le virus neutralisa mille centrifugeuses en diminuant brutalement leur système de rotation.*

(...)

*« La possibilité d’une attaque est plus proche qu’une option diplomatique », dit le président israélien Shimon Peres.*

*(...) Dans un pays habitué au culte du secret militaire, ce changement de ton montre qu’Israël s’inquiète : le transfert prochain des centrifugeuses de Natanz vers un nouveau site souterrain, situé près de la “ville sainte” de Qom, placerait ces matériels sensibles à l’abri des attaques de missiles et des intrusions cybernétiques. Israël perdrait ainsi une partie de son efficacité offensive »*

**03/02/2006 - « L’Iran joue avec le feu » - K. Barzegar**

*« Le régime islamiste fait durer la négociation. Il tente toutes les cartes. La menace de sanctions se rapproche et la tension monte, jusqu’au prochain revirement des ayatollahs”(…) "L’Iran souffle le chaud et le froid pour gagner du temps » (...) « Mahmoud Ahmadinejad, le président iranien. Des provocations verbales pour perturber le travail des Nations unies et poursuivre la mise au point de l’arme nucléaire iranienne.*

**12/11/2004 - « Le nucléaire suspendu pour six mois »**

*Photo : Mohammed Khatami, l’art de souffler le chaud et le froid*

**21/04/2006 - Attentat suicide à Tel Aviv - Pons**

**Ahmadinejad jette de l’huile sur le feu, un façon de répliquer aux menaces américaines et de faire monter la pression sur tout le M.O. Le calcul est de gagner du temps pour obtenir la bombe : « Tout repose sur l’aggravation de la tension en Irak, où sévissent les agents iraniens et en Israël par le biais du terrorisme islamiste. Avec deux foyers de violence ouverts, Washington et l’ONU se trouveraient paralysés face à l’Iran. »**

28/04/2006 – Dossier : « Défi à l'Occident » - Barzegar

Alternant provocations et ouverture, Ahmadinejad poursuit son programme nucléaire : il veut mettre le monde devant le fait accompli. Ses provocations visent aussi à réveiller les communautés musulmanes frustrées par les conflits au Proche Orient. Valeurs Actuelles parle de « *Jeu de chat et la souris avec l'ONU* ».

*« La stratégie du nouveau président iranien Mahmoud Ahmadinejad, au pouvoir depuis un an, est simple : la provocation verbale. Ses cibles : Israël et l'Occident. Son arme : le nucléaire. Son objectif : rompre avec huit ans de détente relative sous la présidence de Mohammad Khatami et relancer la dynamique de la révolution islamique, en Iran. Propos antisémites et négationnistes, intransigeance sur le nucléaire, limogeage des modérés du gouvernement : huit mois après son élection surprise avec 62 % des voix, Ahmadinejad, 49 ans, assume sans complexe son projet de retour aux sources révolutionnaires, dans la droite ligne de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny.*

13/04/2007 - Points chauds

« Rodomontade d'Ahmadinejad ou véritable accélération du programme? » Le président annoncé le passage du pays à la phase industrielle de l'enrichissement de l'uranium.

30/03/2007 - « Téhéran prend des gages » - Barzegar Karine

Alors que les marins anglais effectuent une mission légale dans les eaux irakiennes, ils sont pris en embuscade par les gardiens de la révolution. Les marins n'ont sans doute fait aucune erreur de navigation, mais cette zone du Chatt al arab a toujours fait l'objet de brouilles entre les pays. Cette fois l'Iran s'est enhardi, profitant du fait que les américains et les britanniques sont embourbés en Irak. Ce n'est pas la première fois que des civils ou militaires sont utilisés à des fins idéologiques ou de pression.

12/04/2007 - « Décryptage le jeu risqué de Téhéran » - Pons

Décryptage : pourquoi l'Iran a capturé 15 marins britanniques. **Pour reprendre la main sur le plan extérieur : la Grande Bretagne est en situation de faiblesse, l'épisode sert à diviser le camps Bush Blair, et cela constitue une monnaie d'échange/ sur le plan intérieur les Gardiens de la Révolution contestés et ciblés**

**par Washington lavent l'affront en capturant des marins entrés dans les eaux territoriales.**

*« Peu importe le lieu exact de la capture des quinze marins britanniques, le 23 mars, au débouché du Chatt al-Arab. Ce qui comptait pour Téhéran, c'était un «aveu» public de la violation des eaux iraniennes. Les malheureux otages pouvaient ensuite être relâchés. En les capturant, les Iraniens ont voulu reprendre l'initiative, face à la communauté internationale et aux Etats-Unis. Washington et Téhéran s'affrontent depuis quelque temps dans une impitoyable guerre de l'ombre. En Irak, les Américains ont arrêté plusieurs agents iraniens, pris en flagrant délit de déstabilisation. Ils ont aussi récupéré un des anciens hauts responsables des gardiens de la révolution. Ce général a fait défection le mois dernier. En montant l'opération du 23 mars, l'Iran a voulu se placer en position de force pour négocier la livraison de ses agents pris en Irak. Donnant-donnant, entre Téhéran, Londres et Washington. L'Iran a également voulu rappeler à tous sa détermination et sa capacité militaire, alors que deux groupes aéronavals américains manœuvrent en ce moment dans le Golfe. La crise aura enfin permis à l'Iran de détourner une nouvelle fois l'attention de l'ONU de sa filière nucléaire. Le Royaume-Uni a été pris pour cible parce qu'il est considéré comme le "maillon faible" du moment. Engagée en Irak et en Afghanistan, la Grande-Bretagne atteint ses limites opérationnelles. Hostile à toute nouvelle expédition, l'opinion publique anglaise réclame le retrait d'Irak. Affaibli, Tony Blair est sur le départ et Londres se trouve en décalage avec Washington sur le nucléaire iranien : Blair s'est montré plus européen – modéré – qu'atlantiste – martial. Aux yeux des dirigeants iraniens, la capture des marins ne pouvait qu'accentuer ces clivages et encourager Londres à la modération dans les sanctions internationales.*

**11/01/2008 - « Bush défié dans le Golfe »**

**Affrontement entre un bateau iranien et américain : un incident dérisoire qui illustre l'art de la provocation à l'iranienne : les iraniens ont cherché" à pourrir" la visite de Bush. "L'escarmouche navale du 6 janvier dans les eaux du Golfe est une provocation délibérée : cinq petites vedettes iraniennes ont joué les mouches du coche autour de trois navires de guerre américains. Elles ont simulé un mouillage de mines, accompagné de cette menace par radio : «Vous allez exploser dans deux minutes. » La confrontation armée a été évitée de justesse : le pacha américain avait enclenché la procédure de tir, juste avant que les vedettes ne**

reprennent le large."(...) *"Mais l'affaire n'est pas à prendre à la légère. Elle illustre une nouvelle fois l'art de la provocation érigée en politique des dirigeants iraniens autant que la dangereuse rationalité des gardiens de la révolution, le fer de lance du régime, souvent prêts au pire, comme ils l'ont montré dans le passé. Les consignes de sécurité extrême et les capacités de réaction quasi instantanée des marins américains dans ce genre de situation auraient pu enclencher une riposte immédiate et un enchaînement difficile à maîtriser"*(...) *"Téhéran a sans doute cherché à "pourrir" la tournée entreprise par George W. Bush, cette semaine, au Moyen-Orient. À vrai dire, il ne fallait pas attendre grand-chose de ce voyage, sauf quelques photos rassurantes et le rappel d'alliances anciennes (notamment avec Israël, l'Égypte et l'Arabie). Accaparé par l'Afghanistan et par l'Irak, Bush aura traité le dossier israélo-palestinien en spectateur plus qu'en acteur."*(...)

05/02/2009 - Il a dit

*Ahmadinejad à Obama : « Ceux qui parlent de changement doivent présenter des excuses au peuple iranien et essayer de réparer [...] les crimes qu'ils ont commis contre l'Iran. »*

06/05/2010 - L'Iran remonté

*L'Iran proteste : « Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a profité de la conférence d'examen du traité de non-prolifération (TNP), le 3 mai à New York, pour dénoncer les États-Unis, « seul pays à avoir fait usage de l'arme nucléaire », mettant en cause leur indulgence face à Israël. « Arguments éculés, faux et parfois délirants », a riposté Hillary Clinton. Plusieurs délégations, dont celles de la France et des États-Unis, ont quitté l'assemblée pendant son discours. »*

27/05/2010 - « une nouvelle manœuvre iranienne »

*« Alors que le groupe des Six (Chine, Russie, États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, France) s'apprête à faire voter à l'ONU de nouvelles sanctions contre l'Iran, le président Mahmoud Ahmadinejad a tenté une manœuvre d'évitement, avec la complicité de la Turquie et du Brésil : l'accord sur le nucléaire qu'il a signé, le 17 mai, avec les présidents Erdogan et Lula permettrait à l'Iran d'entreposer en Turquie la moitié de son stock d'uranium enrichi. Rien n'a changé, estiment les Six : par cet accord, l'Iran montre qu'il ne renonce pas à ses ambitions nucléaires. »*

21/09/2007 - « Le virage français sur l'Iran »

« **Des frappes ciblées sont aussi envisageables et retarderaient probablement le programme nucléaire de l'Iran.** À moins qu'il ne soit déjà trop tard, car il semble presque impossible de dire avec certitude où en est l'Iran dans ses recherches scientifiques ; ce qui ajoute à l'inquiétude. »

« *Mais le temps presse : l'hypothèse d'une arme nucléaire iranienne à l'horizon 2010 est « un vrai danger pour l'ensemble du monde », dit Kouchner, d'autant que les déclarations du président Ahmadinejad appelant à la destruction d'Israël sont sans ambiguïté. Une chose est sûre : en haussant le ton, la France s'est placée dans la ligne de mire des gardiens de la révolution islamique et de leurs nombreux amis dans le monde. »*

28/04/2006 - « Des mots et quelques réalités » - F. Pons

**Des mots mais pas d'actes...c'est trop peu juge le journaliste. Frédéric Pons tient ici à rappeler quelques « réalités » : le conseil de sécurité doit décider de nouvelles sanctions, mais il est peut-être déjà trop tard...**les européens veulent dialoguer, les américains n'y croient plus : on commence à parler d'intervention militaire, une nécessité stratégique car l'Iran doit continuer de craindre des frappes. L'Iran a dans sa poche la Chine et la Russie. Surtout tous les iraniens souhaitent désormais que l'Iran développe le nucléaire. Le rapport coût/efficacité d'une attaque n'est pas favorable : qui peut croire à une nouvelle aventure de Bush en Iran, empêtré en Irak... Une situation bloquée et un rapport de force peu favorable face à un pays réellement dangereux : il faut répondre autrement que par les seuls discours et mises en garde.

« *Des mots. Le contentieux avec Téhéran va maintenant être porté devant le Conseil de sécurité. Les discussions seront longues pour bâtir une résolution acceptable par le plus grand nombre. Le texte sera ferme mais ouvert sur des compromis toujours possibles. Cela prendra des semaines.*

*Les options sont limitées parce qu'il est sans doute déjà trop tard. Il ne manque à l'Iran qu'une poignée d'années – entre deux et six selon les experts – pour posséder une arme nucléaire. Il lui faut pour cela gagner des délais. C'est ce à quoi jouent les autorités iraniennes, des provocations verbales du président Ahmadinejad, faucon au*

*poing des ayatollahs, aux ouvertures inopinées de “modérés”, colombes prêtes au dialogue, des rodomontades martiales à usage interne aux actions secrètes de déstabilisation, en Irak, au Liban, en Israël et ailleurs sans doute. À l’ONU, Français, Britanniques et Allemands croient à la négociation : « Ne pas perdre l’acquis de trois années de discussions. » Washington répond : “C’est peanuts !” George Bush l’affirme : « Toutes les options sont sur la table. »*

*Des scénarios militaires commencent à « fuiter », comme avant la guerre d’Irak, avec la panoplie habituelle : satellites espions, avions très furtifs, bombes hyperpuissantes, commandos secrets infiltrés.*

*Ce cliquetis d’armes est nécessaire car l’incertitude militaire doit continuer à peser sur le régime des ayatollahs, mais l’Iran ne manque pas d’atouts, à commencer par l’appui évident de la Russie et de la Chine.*

*L’une et l’autre veillent à leurs intérêts (d’énormes contrats commerciaux pour Moscou, sa sécurité énergétique pour Pékin). L’Iran s’attend au pire avec le goût du martyr, inscrit au cœur de la foi chiïte. Depuis 1979, le pays vit sous la menace du « Grand Satan ». C’est une donnée consubstantielle au régime, un outil de propagande. Les Iraniens sont tous d’accord pour doter leur pays d’un armement nucléaire. Ils en font une question de souveraineté et de fierté nationales, estimant avoir autant de légitimité à posséder leur propre dissuasion nucléaire que le club des cinq (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) et ceux qui les ont rejoints (Inde, Pakistan, Corée du Nord, Israël). Le rapport coût-efficacité d’une opération militaire est loin d’être favorable. Même massives et répétées, des frappes ne pourraient anéantir totalement le programme nucléaire iranien, à peine le retarder de quelques années. Les effets en chaîne sur l’économie mondiale (approvisionnements, prix) et sur la sécurité internationale (déstabilisation du Golfe, éclatement de l’Irak, explosions en Israël et dans les pays musulmans) sont incommensurables. George Bush s’est déjà trompé de guerre en Irak. Il peine à y rétablir la paix.*

*Malgré la pression d’Israël sur la Maison-Blanche, qui peut croire à une nouvelle aventure militaire face à l’Iran? »*



28/04/2006 – « Ne sous estimons pas l'Iran ! » - Pons

Thierry de Montbrial – interview :

Témoignage d'un expert sur l'Iran : « Personne ne sait exactement où en est l'Iran dans son programme, il faut se méfier des provocations et annonces du régime. C'est un peu comme en Corée du Nord : ils prétendent avoir plus d'avance qu'ils n'en ont réellement. L'Iran a l'ambition de maîtriser toutes les facettes du nucléaire, la bombe ne sera que la dernière étape; l'Iran a toujours eu cette ambition gaullienne. D'autre part le pays veut de rayonner sur la région. La République poursuit cette politique en usant du nationalisme. »

En face, la crédibilité de l'ONU est douteuse car les membres sont divisés ou empêtrés dans d'autres dossiers (Irak). Une action militaire retarderait le régime ; mais attention, il ne faut pas sous-estimer ce régime, il tiendrait bon, cela fait 25 ans que l'on prédit sa chute...les ayatollahs peuvent semer le trouble en Irak, reprendre le terrorisme ou faire monter le prix du pétrole. Ni la Russie ni la Chine ne veulent un Iran nucléaire, mais elles s'en accommoderaient plus facilement que l'occident, ces deux pays cherchent surtout leur intérêt commercial avec l'Iran. Certes pour certains l'arme nucléaire conduit à responsabiliser les gouvernements et à pacifier les relations, mais l'Iran a déclaré l'Amérique comme ennemi ainsi qu'Israël. Le plus grand danger serait tout de même qu'une organisation non étatique comme Al Qaeda ait un jour l'arme atomique.

*« Premier directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (1973-1979) puis fondateur et directeur général de l'Institut français des relations internationales (1979), le seul véritable think tank à la française, souvent imité mais jamais dépassé, Thierry de Montbrial analyse la tension autour du dossier nucléaire iranien. Professeur au Conservatoire national des arts et métiers et à l'École polytechnique, il réédite chez Dunod, le mois prochain, le passionnant "Quinze ans qui bouleversèrent le monde". »*

(...)

*Bien ciblée, elle retarderait l'échéance de plusieurs années. En se lançant dans une telle aventure, les Américains ou les Israéliens prendraient des risques considérables. Ceux qui imaginent qu'au premier bombardement, le régime des*

*mollahs s'effondrerait risquent fort de se tromper. Cela fait vingt-sept ans que l'on entend des experts américains réputés affirmer que la République islamique va disparaître dans les cinq années qui viennent. »*

**09/06/2006 - « Une main tendue vers Téhéran » - Barzegar**

Nouvelle main tendue à l'Iran qui avait rejeté une offre des trois pays européens (France, Allemagne et la GB) ; le plan de Vienne mise sur la dissuasion et la persuasion : garanties de sécurité, incitations commerciales, sanctions de l'ONU ; les USA ont même admis de dialoguer. Mais l'Iran refuse toujours de négocier sur la question de l'enrichissement nucléaire,...alors...

*« Les discussions sont-elles pour autant bien engagées ? Rien n'est moins sûr, alors que Téhéran refuse «toutes conditions préalables» à la négociation, selon son chef de la diplomatie, Manouchehr Mottaki. Et si le président iranien Mahmoud Ahmadinejad s'est dit prêt à examiner l'offre sans « jugement à la hâte », il a rappelé que l'enrichissement nucléaire n'était nullement négociable. »*

**01/09/2006 - « L'Iran ne cède rien » - Barzegar Karine**

Le dernier ultimatum de l'ONU vient d'expirer et Téhéran reste inébranlable, le conseil de sécurité se retrouve embarrassé car il est divisé. L'Allemagne et la France privilégient la voie diplomatique. La Chine et la Russie menacent d'opposer leur veto à toute sanction. *« Il y a toujours une voie pour le dialogue l'Iran est un grand pays temporisait Chirac. »*

*« Il y a toujours place pour le dialogue. L'Iran est un grand pays ! », temporisait Jacques Chirac, tandis que la chancelière allemande Angela Merkel assure que « la porte reste ouverte ». Seul Washington a déjà évoqué, via son ambassadeur à l'ONU John Bolton, la possibilité d'imposer des sanctions – même unilatérales –, comme l'interdiction de voyager et le gel des avoirs des dirigeants iraniens. «L'Iran a pris les mesures financières nécessaires pour faire face à d'éventuelles sanctions économiques », affirme la Banque centrale iranienne. Téhéran s'accorde même le luxe de proposer des négociations « sérieuses », «n'importe où et n'importe quand» et même un débat télévisé avec George Bush. »*

### 20/10/2006 - Téhéran suit Pyongyang de près - Pons

L'Iran observe le précédent nord-coréen et la décision de l'ONU (en partie vaine puisque la Chine n'appliquera pas l'embargo, c'est un ralliement symbolique), probablement cela n'inquiètera pas l'Iran, protégé par la Chine et la Russie, et qui a des moyens de pression dans la région, et qui sait qu'une attaque militaire serait compliquée.

*« L'Iran observe attentivement la riposte de l'ONU et le jeu de la Corée du Nord. Son vadémécum du petit proliférateur est opérationnel : il faut quelques amis, savoir alterner le jeu diplomatique au gré des circonstances, prendre des précautions, pouvoir exercer un chantage. Téhéran applique la méthode, pas à pas, appuyée sur la Chine et la Russie. Le cavalier seul nord-coréen pourrait avoir agacé Pékin et Moscou. Durciront-ils pour autant leur attitude à l'égard de Téhéran? Même en cas de front commun, les options restent limitées. Les installations nucléaires iraniennes sont dispersées, enterrées et durcies. Des frappes militaires semblent déjà vaines. Le régime conserve aussi une réelle capacité d'action au-delà de ses frontières : en Irak, où la coalition américano britannique est piégée, vulnérable; au Liban, où le renforcement de la Finul par des contingents européens et asiatiques est une aubaine. Le catalogue des cibles terroristes s'est allongé. Depuis les années 1980, le terrorisme islamiste sait où prendre ses ordres. À Téhéran, via Damas. »*

### 19/01/2007 - « Le front iranien se réchauffe » - Frédéric Pons

Le front iranien se réchauffe : l'Iran est désormais la priorité des américains, l'Iran ne cèdera pas, la communauté internationale a presque tout tenté sans aller jusqu'aux sanctions lourdes, la Russie et la Chine brandissent leur veto, les Européens prônent le dialogue. **L'enchaînement des circonstances peut prendre tout le monde de vitesse. Israël et les pays sunnites sont inquiets ; la France se voit menacée au Liban.**

### 17/07/2008 - Points chauds

*« Javier Solana, le responsable de la diplomatie de l'Union européenne, va rencontrer samedi, à Genève, le négociateur iranien chargé du dossier nucléaire, Saïd Jalili. Les propositions des six puissances (États-Unis, Chine, Russie, France, Allemagne, Grande-Bretagne) sont restées lettre morte. Solana a évoqué une réponse*

*« difficile et compliquée » de Téhéran, qui a montré sa détermination militaire en procédant, la semaine dernière, au tir de neuf missiles de moyenne portée (jusqu'à 1500 kilomètres), capables d'atteindre Israël. »*

**07/08/2008 - « L'Iran déterminé »**

*« L'Iran reste ferme sur le dossier nucléaire. La présence à Genève de William Burns, numéro trois du département d'État américain, et de Javier Solana, le chef de la diplomatie européenne, aux côtés des autres pays impliqués dans le dossier (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Russie, Chine) n'a pas réussi à faire fléchir le négociateur iranien. Saïd Jalili, a rappelé que « la position de l'Iran est forte ». Il a rejeté en bloc la proposition de "double gel" faite par l'ONU. Insensible aux menaces de sanctions, le président Mahmoud Ahmadinejad ajoute de son côté que « le peuple iranien ne reculera pas d'un iota sur le nucléaire ! » »*

**16/09/2010 - « Révélations nucléaires sur l'Iran »**

Les moudjahidines du peuple révèlent l'existence d'un site nucléaire caché en Iran.  
**Ils préviennent : l'avancement de l'Iran est plus rapide que l'effet des sanctions.**

*« L'Organisation des moudjahidine du peuple iranien (OMPI), l'un des principaux mouvements de l'opposition iranienne en exil, affirme avoir découvert un nouveau site d'enrichissement d'uranium construit à côté d'Abyek (à 120 kilomètres de Téhéran), sous une montagne. L'information, non confirmée, a été fournie au gouvernement et au Congrès américains, ainsi qu'à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).*

*(...) Commencé en 2005, date à laquelle le régime iranien affirmait avoir cessé ses activités nucléaires, le chantier serait achevé à 85%. Téhéran a aussitôt démenti l'existence de ce site : «En Iran, il n'y a aucune installation non déclarée à l'AIEA. Il existe des centres utilisant des matériaux nucléaires pour les hôpitaux [...] et des centres de stérilisation par irradiation de produits agricoles, qui ne relèvent pas de cette définition. » (...)*

*L'OMPI voit dans ces propos la reconnaissance implicite de leur révélation : le régime des mollahs tenterait de détourner le but de leur activité nucléaire pour mieux la justifier. Classé mouvement terroriste par les États-Unis mais plus par l'Europe*

*depuis 2009, l'OMPI avait fait les premières révélations sur d'autres sites secrets cachés par Téhéran. Elle reconnaît que les sanctions sont nécessaires et utiles mais prévient que leur effet est plus lent que le rythme d'avancement des projets nucléaires iraniens. »*

**17/06/2010 - Point chauds - Frédéric Pons**

*« (...) même les plus naïfs commencent à comprendre que Téhéran voit dans chaque concession de l'Occident une preuve de sa faiblesse, l'encourageant à poursuivre son projet ».*

**22/09/2006 - Le divorce des mondes - d'Orcival**

**Critique de l'Occident, trop faible face à l'Iran : pacifisme lâche et hypocrite, lois complaisantes, démagogie ridicule.**

*« Pour avoir déclaré à Jérusalem, en février 2000, que le Hezbollah était une organisation terroriste, Lionel Jospin, alors premier ministre, avait été lapidé par des étudiants palestiniens. Réaction européenne ? Néant. Six ans après, le Hezbollah déclenche une guerre au Liban. De même, nous avons agi comme si le Hamas palestinien était une formation politique, certes armée, mais à peine différente d'une autre. Il a gagné les élections, (...)*

***Qu'en sera-t-il le jour où, ayant suffisamment enrichi son uranium dans ses centrifugeuses, l'Iran aux mains d'un Mahmoud Ahmadinejad (qui n'a jamais présenté de regrets pour ses discours hystériques sur l'Holocauste) sera parvenu à mettre au point une arme nucléaire? Ce jour-là, la dissuasion à l'égard de l'Occident, la croisade à l'envers, sera dotée de l'arme suprême. »***

**31/08/2007 - « Notre opinion : Sarkozy le choc des mots »**

Avec Sarkozy c'en est fini de la langue de bois, la position n'est pas différente de celle de Chirac mais il dit le fond de sa pensée, c'est positif pour VA. Surtout il est déterminé et a déjà apporté la preuve que cela payait.

*« Nicolas Sarkozy traite de politique étrangère comme de politique intérieure : en bannissant la langue de bois. Nos diplomates sont donc priés de faire eux aussi "du Sarkozy". L'exercice a commencé le 27 août à la XV<sup>e</sup> Conférence des ambassadeurs.*

*Le président de la République y a donné le ton, en prenant le cas de l'Iran : « **la crise la plus grave qui pèse aujourd'hui sur l'ordre international** » – parce que celle-ci met en jeu de l'armement nucléaire, ce qui crée une menace de chantage d'une tout autre nature dans une région située à la charnière du monde. Mais en quoi y a-t-il ici un "style Sarkozy" ? »*

(...)

*Voici comment cette situation était analysée le 5 janvier dernier par Jacques Chirac devant le corps diplomatique : « L'Iran nourrit l'appréhension du monde par ses activités de prolifération et les déclarations provocatrices et inacceptables de ses dirigeants. Il lui appartient de rétablir la confiance par un geste souverain. La suspension de ses activités liées à l'enrichissement, au moment même où s'engagerait la négociation souhaitée par la communauté internationale, ouvrirait les portes de la coopération, puis d'un nouveau partenariat... » Les mots choisis, "prolifération", "enrichissement", appartiennent au langage des initiés : pas de "bombe" ni de "nucléaire".*

(...)

*Voici maintenant le même sujet abordé par Nicolas Sarkozy devant les mêmes diplomates : « **Un Iran doté de l'arme nucléaire est pour moi inacceptable...** » **Il incarne la France, donc il affirme le "je" et le "moi"**. « Je veux souligner l'entière détermination de la France dans la démarche actuelle alliant sanctions croissantes mais aussi ouverture si l'Iran fait le choix de respecter ses obligations. Cette démarche est la seule qui puisse nous permettre d'échapper à une alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran...» **Ces mots-là, personne ne les avait encore entendus dans un discours officiel. Et la presse américaine (l'International Herald Tribune) salue le lendemain cette « bombe diplomatique » – l'avertissement de Paris.***

(...)

*Est-ce une ligne différente de celle de Jacques Chirac ? Le 29 janvier, celui-ci avait reçu à l'Élysée les représentants de plusieurs journaux, français et américains, et leur avait expliqué, en privé : « Le danger, ce n'est pas la bombe iranienne que l'Iran va avoir – et qui ne lui servira à rien... Il va l'envoyer où cette bombe ? Sur Israël ?*

*Elle n'aura pas fait deux cents mètres dans l'atmosphère que Téhéran sera rasée... »*  
*Ainsi Chirac liait déjà la bombe iranienne et le bombardement de l'Iran. **La différence, il y en a pourtant une : si ses propos avaient aussitôt fait le tour de la planète, Jacques Chirac avait dû les démentir le lendemain, tandis que Nicolas Sarkozy annonce sans hésiter le fond de sa pensée – et de sa stratégie – non pour les exégètes des chancelleries mais pour les médias et les opinions publiques, acteurs majeurs de la diplomatie mondiale. La marque d'un chef d'État, répète-t-il, c'est « la volonté de changer le cours des choses ».** Certes, et qui peut dire le contraire ? Mais pour quels résultats ?*

*(...) Il prend pour exemple le traité simplifié européen : « **combien de chances me donnait-on d'en convaincre nos partenaires européens ? Aucune, confie-t-il. Pourtant, je l'ai fait. Et les Français m'approuvent.** »* Même observation pour Kadhafi et les infirmières bulgares : celui-ci a renoncé aux armes de destruction massive, valait-il mieux le ramener “dans le concert des nations” ou continuer de l'isoler au risque de le voir retourner au terrorisme ? Quant à l'Irak, maintenant que l'Histoire nous a donné raison de ne pas nous y être engagés par les armes, devons-nous en rester perpétuellement à l'écart ? Non, dit-il, et Bernard Kouchner a eu raison de prendre « une initiative remarquable » en allant à Bagdad, avant de partir pour Jérusalem – même si l'on peut avoir le « sentiment désespérant » que rien n'aboutit dans cette région. La Turquie ? Faut-il bloquer l'Europe sur cette négociation alors que l'on va prendre la présidence de l'Union européenne dans moins d'un an, et que les trois quarts de ses membres sont favorables à l'adhésion, même les Grecs ? On continuera donc de négocier sur ce qui sera compatible aussi bien avec un traité d'adhésion que d'association, ce qui évitera d'anticiper le choix final.

*(...) Tous ces sujets ramènent au principal : au choc entre Islam et Occident. Une politique étrangère exprime les intérêts et l'identité d'une nation, dit Sarkozy. Ce qui vaut pour la France vaut pour l'Europe. Comment celle-ci pourrait-elle affronter le “choc des civilisations” sans savoir ce qui la définit et où sont ses frontières ? **Car « il n'y a pas d'entité céleste pour bâtir un monde meilleur – pas de substitut aux États. Il n'y a que nous ».**Mais cela n'est pas du Sarkozy, c'est du Védrine, dont on attend le rapport sur les stratégies françaises »*

21/09/2007 - « Le virage français sur l'Iran »

Virage politique français : Paris affiche sa détermination face à l'Iran qui balade la diplomatie internationale. Il faut se préparer au pire, en continuant à négocier avec acharnement et en durcissant les sanctions selon Kouchner. C'est sans doute la bonne attitude car le temps presse juge Valeurs Actuelles.

*« Il faut se préparer au pire contre l'Iran. Le pire ? « C'est la guerre. » Le 16 septembre, Bernard Kouchner ne s'est pas laissé piéger au micro du Grand Jury RTL-LCI-le Figaro sur « la plus grande crise » du moment. Notre ministre des Affaires étrangères a confirmé en quelques mots le virage de la France sur le dossier nucléaire iranien. Nicolas Sarkozy l'avait annoncé, dès le 27 août, en évoquant « une alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran ».*

(...)

*Paris a en effet choisi d'afficher sa détermination face à l'Iran qui "balade" la diplomatie occidentale. Kouchner : « On se prépare en disant : nous n'accepterons pas que cette bombe soit construite. » On se prépare, mais à quoi ? « Il faut tout faire pour éviter la guerre en négociant sans relâche », a tempéré Kouchner, cette semaine, dans une longue tournée d'explications qui l'a mené de Moscou à Washington.*

*Les sanctions internationales votées par le Conseil de sécurité de l'ONU, en décembre 2006 puis en mars 2007, commencent à produire leurs effets. Notre reportage le prouve. Mais Paris estime que ce n'est plus suffisant. Il faut aller beaucoup plus loin, avant qu'il ne soit trop tard, comme il aurait sans doute fallu arrêter Hitler avant 1938, et pas se réfugier dans de vagues espoirs pacifistes. « Il faut des sanctions économiques plus efficaces dans un cadre européen », dit Kouchner.*

(...)

*Pour preuve de sa détermination, le gouvernement français a déjà demandé aux entreprises françaises de ne plus investir en Iran. Engagés dans les projets gaziers et pétroliers prometteurs, alors que les cours du brut battent des records (82 dollars le*



baril ce mercredi), Total et Gaz de France se voient bloqués net dans leur élan, au grand dam de leurs dirigeants, qui voudraient bien qu'on « ne se tire pas une balle dans le pied » devant la concurrence chinoise et russe. (...)

*Après les premiers ballons d'essai sur le retour possible de la France au sein de la structure militaire de l'Otan, ce durcissement français sur l'Iran est la conséquence directe des retrouvailles amicales entre la France et les États-Unis, marquées par la "sympathique rencontre" du mois d'août entre (...) Nicolas Sarkozy et George Bush. Certains dénoncent le mauvais coup porté aux efforts de l'ONU et cet alignement atlantiste, au moment où Bush, bien discrédité, entame sa dernière année de mandat. Mais le temps presse : l'hypothèse d'une arme nucléaire iranienne à l'horizon 2010 est « un vrai danger pour l'ensemble du monde », dit Kouchner, d'autant que les déclarations du président Ahmadinejad appelant à la destruction d'Israël sont sans ambiguïté. Une chose est sûre : en haussant le ton, la France s'est placée dans la ligne de mire des gardiens de la révolution islamique et de leurs nombreux amis dans le monde ».*

25/11/2010 - Points chauds - F. Pons

Traité de Lisbonne marqué par un rapprochement historique avec la Russie. Allusion à l'Iran : « Nicolas Sarkozy précisait à Lisbonne le véritable objectif : « **La France appelle un chat un chat. La menace des missiles aujourd'hui, c'est l'Iran.** (...) »

21/09/2007 - « Les mollahs pris à la gorge » - Barzegar Karine

Les sanctions commencent à faire effet : l'économie iranienne est gérée de façon ubuesque et les sanctions qui s'ajoutent à la crise économique, commencent à peser.

*« L'économie iranienne est en état de mort clinique. Seuls les cours actuels du pétrole évitent l'asphyxie générale à la République islamique « l'économie est foret en apparence mais faible en réalité. « Avoir un métier ne suffit plus pour gagner sa vie en Iran. À Téhéran et dans les autres grandes villes, il faut parfois deux ou trois emplois pour survivre. Ainsi va l'économie chez les ayatollahs » (...) Les mesures semblent faire effet, au moins sur la vie quotidienne de la population, avant de toucher le régime, comme on l'espère à Washington, Londres et Paris, où le président Nicolas Sarkozy vient d'infléchir la position française, cherchant à entraîner les pays de l'Union européenne dans une politique de sanctions » (...)*

*« Avec une croissance de 4,3 % en 2006, l'économie iranienne est forte en apparence, mais en réalité fragile. Selon le gouvernement, le chômage avoisine les 15 % mais les économistes le situent plutôt à 25 ou 30 %. Chaque année, 800 000 nouveaux venus arrivent sur le marché de l'emploi, sans grande illusion. L'inflation atteint officiellement un taux de 17 %. Le chiffre réel serait plus proche de 23 %. Il n'est pas étonnant que nombre d'Iraniens cumulent les emplois pour s'en sortir. C'est même presque devenu une tradition. Depuis la révolution islamique en 1979 et la guerre Iran-Irak (1980- 1988), le système D a toujours été un moyen d'arrondir ses fins de mois. »* ***Les investisseurs étrangers hésitent à investir et les sanctions pèsent lourdement : « Depuis le début de l'année, tous les avoirs de la banque Sepah – suspectée de fournir des services financiers au programme iranien de missiles – ont été gelés. Coupé du système financier américain, l'établissement n'a plus accès au dollar. Il ne peut plus payer ses fournisseurs étrangers et souffre d'une pénurie de devises étrangères. Une autre banque, Saderate, accusée de financer le Hezbollah au Liban, se retrouve également isolée. Si ces banques s'effondrent, c'est tout le système bancaire iranien qui en pâtira. » (...)*** ***« Le département du Trésor américain a aussi demandé à une quarantaine de banques internationales de cesser leurs activités avec l'Iran. Les pressions ont été efficaces : UBS, BNP Paribas, HSBC, Crédit Suisse et Barclays, entre autres, auraient déjà réduit ou stoppé leurs activités avec la République islamique d'Iran. »***

(...)

***« Déjà inquiets à cause des démêlés nucléaires de l'Iran avec l'ONU, les investisseurs étrangers hésitent à s'engager : le risque et le coût d'un tel investissement sont trop élevés. Même l'Allemagne, la France ou l'Italie, principaux exportateurs vers l'Iran, pensent à réduire leur commerce. Et les hommes d'affaires iraniens quittent leur pays. Nombre d'entre eux préfèrent placer leurs fonds à l'abri à l'étranger, à Dubaï, en Inde ou ailleurs (...). »***

**26/10/2007 - Israël est rassuré - Pons**

**Olmert juge les sanctions efficaces et la position française rassurante : Téhéran est poussé dans ses retranchements, la guerre peut attendre.**

**« Le raidissement de l'Iran sur le dossier nucléaire est finalement bon signe. Il signifie que la politique de sanctions adoptée par l'ONU fonctionne. Il faut maintenant être patient pour obtenir les effets attendus : contraindre la république islamique à accepter la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium. Les sanctions contre l'Iran peuvent être efficaces, cela marche, nous commençons à en mesurer les effets »,** constatait Ehud Olmert, de passage à Paris ce lundi 22 octobre, dans le cadre d'une brève tournée d'explications (Moscou, Paris, Londres). **À l'issue de son déjeuner de travail avec Nicolas Sarkozy, le premier ministre israélien se réjouissait de partager la même position que la France sur le nucléaire iranien : « Je n'aurais pas pu entendre des choses qui auraient pu être plus proches de mes attentes. »**

Téhéran est poussé dans ses retranchements : **« Nous pouvons réussir avec des actions qui ne sont pas forcément extrêmes. » En clair : la guerre peut attendre, cette option ultime n'est pas utile, il suffit pour l'instant d'appliquer les sanctions.** À Téhéran, le rationnement de l'essence et les premières difficultés d'approvisionnement montrent que les restrictions internationales, récemment aggravées, produisent leurs effets. La "démission" du principal négociateur iranien sur le nucléaire, le 20 octobre, est un signe supplémentaire du raidissement du régime islamique. Ali Larijani occupait ce poste depuis août 2005. Il laisse la place à Saïd Jalili, un fonctionnaire fidèle à la ligne dure incarnée par le président radical Mahmoud Ahmadinejad. Déjà sur la défensive, le régime iranien tire une nouvelle cartouche. Il tente d'effrayer les Nations unies et cherche à fracturer le Conseil de sécurité, avec l'appui de la Chine et de la Russie, ses principaux alliés. (...) **« Les Russes ne sont pas particulièrement heureux de l'apparition d'un Iran nucléaire. Ils ne sont pas contre les sanctions mais ils tiennent à être traités comme une grande nation. »** Lors de sa visite à Téhéran, le 16 octobre, Poutine avait déjà fait preuve d'une étonnante fermeté face aux dirigeants iraniens. »

### 18/01/2008 - Des armes et des livres - Pons

La France et les Etats-Unis sont sur la même longueur d'onde politique face à l'Iran avec quelques différences de forme mais pas de fond : Sarkozy est plus nuancé et plus diplomate que Bush. Il faut se réjouir de cette entente, l'action de l'Occident n'en sera que plus efficace :

*« (...) seule la pression internationale peut obliger l'Iran à respecter ses obligations. « Cette voie est la seule à même de permettre une solution négociée et d'éviter d'être confrontés un jour à l'alternative entre la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran », confiait cette semaine Nicolas Sarkozy au quotidien Al-Hayat. (...) L'Iran s'est engagé le 12 janvier à fournir, dans un délai d'un mois, « des éléments supplémentaires » sur sa filière nucléaire. Le problème est que ce "programme de travail" a déjà été promis en août dernier... (...) »*

**10/02/2010 - L'Iran contesté – F. Pons**

*« (...) Jusque-là, l'Occident pouvait hésiter car les sanctions semblaient affecter en priorité la population iranienne, déjà soumise à beaucoup de privations (comme l'essence). Des renseignements en provenance de l'intérieur indiqueraient que les partisans du changement soutiennent maintenant cette politique, pour accélérer la chute du régime. »*

**26/03/2009 - « Les clés de l'Iran » - F. Pons**

Obama a tendu la main à l'Iran, mais cela est vain, personne ne veut discuter avec les Etats-Unis en Iran. L'Iran souhaite retrouver sa place parmi les grandes nations, certes, mais le nucléaire fait partie de la stratégie pour y arriver. C'est d'ailleurs ce que souhaite l'ensemble de la classe politique iranienne : continuer le programme nucléaire : *« Cette ambition va bien au-delà des péripéties politiques actuelles. Elle donne la clé du jeu iranien et explique pourquoi ce pays banni accorde si peu d'importance à l'initiative américaine. À la veille de l'élection présidentielle du 12 juin, personne à Téhéran n'a envie de discuter avec les États-Unis, personne n'est prêt à transiger sur le dossier nucléaire. (...) La réaction des responsables iraniens a donc été froide, réaliste, déterminée. Elle démontre leur volonté intacte de parvenir à leurs fins. L'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême de la République islamique, a donné lui-même le ton : « Notre peuple n'accepte pas qu'on lui propose de négocier et qu'on agite en même temps la menace de la pression... Nous observerons et jugerons. Changez et notre attitude changera. Si vous ne changez pas, sachez que notre peuple est devenu plus fort au cours de ces trente dernières années. (...) Pour achever son programme nucléaire, l'Iran sait qu'il lui faut résister encore quelques mois, tout en laissant la porte entrouverte. Le dialogue avec le reste du monde sera réellement relancé lorsque ses centrifugeuses auront*

*enrichi assez d'uranium et que ses atomiciens auront assemblé la première charge nucléaire. Mais le monde ne sera alors plus le même. » Le journaliste s'appuie sur la revue française de géopolitique n°5, *L'Iran réel*.*

**04/06/2009 - Obama joue son crédit - Frédéric Pons**

La politique d'Obama n'est pas très efficace : sur l'Iran il semble pris de court ; il joue pourtant son crédit. Face à la République islamique, la course contre la montre est engagée. La main tendue d'Obama a fait perdre du temps aux opposants et en a fait gagner à L'Iran. Israël se retrouve seul à faire pression sur l'Iran. Il y a urgence.

*« Face à l'Iran et à la Corée du Nord, les options militaires sont limitées, voire inexistantes. **Barack Obama doit cependant réagir.** D'abord pour rassurer ses alliés asiatiques (Japon, Corée du Sud) et orientaux (Israël, Egypte, pays du Golfe). **Les uns et les autres observent avec intérêt ses réactions. Pas les discours, les actes.** De Pyongyang à Jérusalem, en passant par Téhéran, Obama joue en ce moment son crédit personnel pour les trois ans qui lui restent à la Maison-Blanche, autant que le leadership des Etats-Unis. » (...)*

*« Le danger, tout le monde en est conscient. **Mais l'élection, l'installation, puis les premiers pas du nouveau président des États-Unis, le réflexe qui est le sien de faire sinon l'inverse, du moins autrement que son prédécesseur, George Bush, ont fait perdre beaucoup de temps à la dissuasion internationale à l'égard de Téhéran. C'est seulement la semaine dernière que Hillary Clinton, chef de la diplomatie américaine, a dit pour la première fois que si elle était toujours prête à parler avec l'Iran, « le temps de l'action était venu » – date limite : cet automne... Depuis la campagne présidentielle américaine, l'Iran aura donc gagné dix-huit mois au moins pour faire tourner ses centrifugeuses atomiques et accélérer ses recherches.***

(...)

*Or, les convulsions violentes qui sont survenues au lendemain de l'élection présidentielle du 12 juin et ont évidemment affaibli le pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad ne sont pas sans effet sur le dossier nucléaire. La bombe, c'est le nationalisme iranien. Et le parti islamiste au pouvoir peut à tout moment être tenté d'en jouer pour retrouver son autorité perdue. **Cela caractérise une situation dangereuse.***

(...)

*C'est là qu'intervient Israël, avec ses "armes de dissuasion". Et derrière l'État hébreu, les Égyptiens, les Saoudiens, les Arabes du Golfe. Aux Américains, ceux-ci disent : « Si vous n'agissez pas pour nous préserver de la bombe iranienne, alors nous laisserons les Israéliens le faire à votre place. » Ce n'est pas un hasard si Benyamin Nétanyahou a prononcé son discours du 14 juin sur la création d'un État palestinien démilitarisé au Centre d'études stratégiques Begin-Sadate de l'université Bar-Ilan – en référence à l'alliance entre les deux hommes qui changèrent la donne : en gelant explicitement les implantations juives dans les territoires, le nouveau premier ministre offrait une chance de plus à sa nouvelle alliance. **Face à l'Iran, une course contre la montre est engagée.** »*

24/09/2009 - Roosevelt ou Carter - d'Orcival

Obama joue sur l'Iran sa réputation. Est-il un visionnaire comme Roosevelt ou un « piètre » président comme Carter, qui a fini par devenir l'otage des autres ?

Plutôt un Carter nous dit *Valeurs Actuelles* : il n'a pas réussi à prendre la main sur les Russes dans le dossier iranien, mais renonce au bouclier nucléaire "Le président américain va y jouer son crédit. S'il est Roosevelt, il aura la Russie avec lui pour faire disparaître la menace (hier l'Allemagne de Hitler, aujourd'hui l'Iran d'Ahmadinejad) ; s'il est Carter, il sera au contraire pris en otage par son adversaire. Et il passera pour un faible aux yeux du monde." (...)

Pourquoi a-t-il renoncé au bouclier antimissile ?

*« Pour remercier Medvedev de lui avoir accordé les droits de survol des républiques du Caucase afin de ravitailler, par la route du Nord, ses forces stationnées en Afghanistan ? Pour faire tomber la tension soigneusement entretenue par le Kremlin en Ukraine et en Géorgie à seule fin de répliquer à la présence occidentale à leurs frontières ? **En réalité, il s'agit d'un tout, et c'est l'Iran que le président des États-Unis a en tête quand il accomplit ce geste d'apaisement en faveur des Russes. Mais faute d'avoir négocié avec eux un préalable, au lieu de les avoir à sa main, c'est lui qui s'est mis entre les leurs.** »*

### 19/11/2009 - Points chauds

Pression russe et américaine sur l'Iran : *« Une fois n'est pas coutume, Barack Obama et Dimitri Medvedev ont parlé d'une seule voix à l'Iran, ce 15 novembre à Singapour. Ils l'enjoignent de répondre à l'offre faite par l'Agence internationale de l'énergie atomique : « Tout processus de dialogue doit connaître une issue, pour atteindre des objectifs concrets. »*

### 17/06/2010 - Pression sur Téhéran, décryptage - Frédéric Pons

Nouvelle résolution de l'ONU qui affaiblit encore un peu le régime, bien qu'Ahmadinejad prétende s'en moquer. La Chine et la Russie l'ont signée. C'est aussi un signe donné à l'opposition en Iran. Grâce aux sanctions le régime pourrait enfin se fissurer un peu plus : *« L'Iran a réagi comme on pouvait s'y attendre à la résolution 1929 qui accroît les sanctions contre le régime islamique, pour le forcer à suspendre ses activités nucléaires sensibles, contraires au traité international de non-prolifération. Ratifié le 9 juin par le Conseil de sécurité de l'ONU, ce texte « ne vaut pas un sou... est bon pour la poubelle », a commenté le président iranien Mahmoud Ahmadinejad : « Nous allons continuer nos activités d'enrichissement sans aucune interruption.*

*(...) Rédigé par les États-Unis, coparrainé par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, le texte a été adopté par douze voix contre deux (le Brésil et la Turquie) et une abstention (le Liban). L'important est que la Russie et la Chine, clients traditionnels de l'Iran, l'aient voté pour élargir le champ des sanctions déjà adoptées : la "liste noire" du régime a été enrichie ; l'Iran ne peut plus investir à l'étranger dans certaines activités sensibles ni importer des armements lourds (sauf les missiles antiaériens S-300 russes); ses navires pourront être inspectés en haute mer (ce qui n'était possible qu'à quai).*

*(...)*

*Par la séduction, la menace ou les promesses, les mollahs avaient tenté d'empêcher ce tour de vis supplémentaire, en signant même à la fin du mois de mai un accord de transfert d'uranium avec la Turquie et le Brésil. Cette manœuvre de diversion largement mise en scène n'avait abusé personne et même les plus naïfs*



*commencent à comprendre que Téhéran voit dans chaque concession de l'Occident une preuve de sa faiblesse, l'encourageant à poursuivre son projet.*

(...)

*Habitée aux privations, bâillonnée sur le plan politique comme le montre la présidentielle volée du 12 juin 2009 (la réélection frauduleuse du sortant Ahmadinejad), la population espère que les sanctions vont affaiblir le régime et alléger le carcan religieux et policier. Cette détermination occidentale montre à l'opposition qu'elle n'est pas oubliée, malgré la brutalité de la répression.*

(...)

*La résolution 1929 est aussi une mine à retardement placée au sein des structures dirigeantes du régime. Les sanctions peuvent aggraver les fissures au sein de cette oligarchie cléricalo-militaire qui ne peut plus cacher ses tensions internes. Certains responsables religieux et sécuritaires hésitants pourraient alors comprendre que la fuite en avant du clan Ahmadinejad n'est plus la meilleure politique.*

02/04/2009 - Bibi ratisse large - Nathalie Harel

La menace iranienne soude l'étrange tandem Netanyahu-Obama : « À l'heure où Téhéran va atteindre le "point de non-retour" sur la maîtrise de la filière nucléaire, Nétanyahou s'offre une caution à la fois militaire et politique. « Bibi ne peut se permettre d'attaquer l'Iran sans s'appuyer sur un gouvernement d'union nationale », ajoute Emmanuel Navon, professeur de relations internationales à l'université de Tel-Aviv. »

14/12/2007 - « On peut s'entendre avec Téhéran » - Fredy Pons

Interview de Mahmoud Delfani, le président fondateur de l'IERSI (Institut européen de recherches stratégiques sur l'Iran) au sujet du colloque au sénat organisé pour favoriser la rencontre entre les élites françaises et iraniennes.

Au moment où l'on célèbre le bicentenaire des relations entre la France et l'Iran (1807-2007), Mahmoud Delfani, le président fondateur de l'Iersi (Institut européen de recherches stratégiques sur l'Iran) fait le point sur l'état des relations entre les deux pays. **Il estime que l'on peut s'entendre avec l'Iran, en dépassant le conflit**



**politique et en privilégiant d'autres liens.** Ce bicentenaire est marqué par une conférence organisée ce 21 décembre au Sénat, avec le soutien du groupe d'amitié France-Iran. Un second rendez-vous est fixé les 28 et 29 janvier prochains à Téhéran. Il explique que les relations franco iraniennes se sont surtout tissées sur en matière culturelle. Il manque malheureusement une doctrine française à l'égard de l'Iran. La France a aussi perdu sa place de privilégié en Iran.

Quel est l'objectif du colloque au Sénat ?

*« C'est une tentative pour mettre en relief le rôle déterminant des élites des deux pays pour maintenir cette relation, malgré les aléas politiques" "Malgré la coopération économique et les échanges culturels, la relation politique reste fragile et parfois conflictuelle. Cela a toujours été le cas depuis les premiers contacts entre les deux pays au XIVe siècle. Malgré la volonté des Iraniens, les Français n'ont pas suffisamment investi en Iran. Ils n'ont jamais tiré avantage de leur potentiel historique. L'absence d'une doctrine française à l'égard de l'Iran, et même du Moyen-Orient, pèse lourdement sur les relations bilatérales."(...) »*

La France conserve-t-elle une image privilégiée en Iran ?

*« Depuis les années 1960, malgré le voyage historique du général de Gaulle en 1963, la France a perdu sa place privilégiée, pas seulement dans le domaine politique. Sur le plan culturel aussi, les relations changent du fait des médias. (...) Le colloque organisé au sénat vise à dépasser les conflits politiques entre nos deux pays pour construire une relation fondée sur autre chose, mais c'est encore difficile (...) »*

Le projet n'a pas été très bien accueilli, malgré le parrainage de Christian Poncelet, le président du Sénat...

*« Oui, à notre grand regret. Il faut changer d'approche entre la France et l'Iran. L'ancienneté de notre relation et son énorme potentiel doivent être considérés comme un point de départ pour ouvrir une nouvelle page. »*

27/10/2007 - Interview Nasser Hadian, professeur en sciences po. à Téhéran, réformateur

Un proche d'Ahmadinejad mais réformateur explique les positions du gouvernement sur le nucléaire. Professeur de sciences politiques à l'université de Téhéran, Nasser Hadian est un réformateur. Mais il est resté un ami d'enfance du président iranien.

Comment expliquez-vous la position intransigeante du président Ahmadinejad ?

*« L'Iran dit que la suspension de l'enrichissement de l'uranium ne devrait pas être un préalable aux négociations. Elle devrait faire l'objet de pourparlers. La grande majorité des Iraniens est de cet avis parce que si nous arrêtons maintenant, si nous stoppons les centrifugeuses, nous ne disposerons plus d'aucun moyen de pression pour finaliser un accord. »*

Qu'attendez-vous de ces discussions ?

*« Qu'elles comportent un volet politique, sécuritaire, économique et technologique. Le plus important de ces volets concerne la sécurité. »*

Que signifie-t-il ?

*« L'Occident doit s'engager clairement sur la voie d'un Moyen-Orient dénucléarisé. Cela prendra du temps, nous en sommes conscients, mais nous voulons qu'il fasse un effort à ce sujet. Nous demandons aussi un parapluie nucléaire en cas d'attaque contre l'Iran avec des armes de destruction massive. »*

Quelles garanties souhaitez-vous précisément ?

*« Nous voulons un engagement ferme de l'Occident sur la protection qu'elle nous apporterait. Nous souhaitons également que les accords régionaux sur la sécurité incluent l'Iran. L'Ouest ne doit plus soutenir aucun mouvement sécessionniste de quelque groupe ou de quelque pays que ce soit. Enfin l'Occident doit nous promettre qu'il ne soutiendra aucune réclamation territoriale qui porterait atteinte à l'intégrité de notre pays. Je rajouterai une sixième condition : l'arrêt de l'expansion de la présence américaine dans la région. »*

Avez-vous des désaccords avec le président Ahmadinejad ?

*« Bien sûr, beaucoup, sur le plan politique. Mais c'est un homme très cohérent, intelligent. Il était déjà premier à l'école. Sa perception du monde me paraît simpliste mais son discours reste très consistant. Pour lui, la question de la justice et de l'équité est très importante, à l'intérieur, comme à l'étranger. »*

*À l'étranger ?*

*« Sa sensibilité sur ces questions explique son défi à la communauté internationale. Il estime que le monde est régi par un petit groupe d'États privilégiés et qu'il faut changer ce système. À l'intérieur du pays où il secoue les élites, il fait la même chose. Il estime qu'elles se sont enrichies sans raison et qu'elles doivent maintenant rembourser. »*

*L'homme est intransigeant...*

*« Oui, et pragmatique. Si on le traite équitablement, sans le diaboliser, si on le considère comme un égal, on peut discuter avec lui. À ce moment-là, vous pouvez être sûr que l'engagement sera tenu. J'ai joué des dizaines de matchs de foot avec lui : il était un joueur redoutable et on a gagné beaucoup de trophées ensemble. Il n'était jamais arrogant mais facile à vivre. Il ne se battait jamais. »*

*Jusqu'où la Chine et la Russie vont-elles soutenir l'Iran ?*

*« La Chine penche pour une issue diplomatique de la crise et veut retarder les sanctions et d'éventuelles actions militaires parce qu'elle inscrit son action dans une démarche économique. Elle recherche des garanties énergétiques, sa grande préoccupation pour l'avenir. Son calcul est purement économique. La Chine évalue aussi le risque de représailles en cas de veto au Conseil de sécurité. Je pense qu'elle préférera s'abstenir. »*

*Et les Russes ?*

*« Ils sont dans une logique géostratégique. Leur constat est que deux de leurs "ennemis" sont engagés dans un bras de fer. Ils sont aussi conscients que l'Amérique est embourbée en Irak et en Afghanistan et qu'il y a un espace pour eux. Leur intérêt est de retarder au maximum toute prise de décision. Au mieux, ils visent le statu quo; au pire, une évolution très lente de la situation. »*

**30/11/2007 - Ne voyez pas partout la main de Moscou - F. Pons**

Entretien avec l'ambassadeur de Russie en France : il y a des soupçons mais tant que rien ne confirme le programme nucléaire, la ligne rouge n'est pas franchie. Il faut privilégier le dialogue. Or les sanctions nuisent au dialogue et elles doivent être prises en commun. Ce pays a droit au nucléaire civil. Moscou s'oppose au bouclier antimissile, pour le moment la menace est inexistante et si elle était réelle, d'autres solutions peuvent être trouvées et de manière concertée pas unilatérale.

Comment se présente la situation ? Un : le programme nucléaire iranien manque de transparence. Deux : l'Iran développe des technologies d'enrichissement de l'uranium. Trois : des craintes existent que cet enrichissement ne débouche sur un programme nucléaire militaire.

*« Et alors ? Aucun service de renseignements au monde n'a de preuves tangibles qu'un tel programme militaire existe vraiment. Pour nous, c'est la "ligne rouge". Jusqu'à présent, l'Iran ne l'a pas franchie. »*

On ne fait rien ?

*« Il faut insister pour que l'Iran assure la transparence nécessaire de ses activités. Mais il ne faut pas l'accuser de quelque chose qui n'est pas prouvé. » ...*

*« L'Union envisage des sanctions supplémentaires... La Russie estime que tout régime de sanctions doit être décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU, comme cela a été le cas auparavant. Les sanctions doivent être mesurées et adaptées à la situation. Les démarches unilatérales ne peuvent que nuire à notre unité. Elles n'auront pas d'effet souhaité sur les Iraniens. Elles compliqueront le dialogue avec eux. »*

(...)

Que reprochez-vous au projet de bouclier antimissile américain ?

*« Les États-Unis ont pris la décision de le déployer en Pologne et en Tchéquie, sans procéder à aucune consultation au sein de l'Otan. Ils nous ont tous mis devant le fait accompli, la France et les autres. Que vous soyez d'accord ou pas, vous devez maintenant faire preuve de solidarité avec l'Otan et défendre la position des Américains »*

02/01/2009 - « On peut négocier avec Téhéran » - Robert Baer, ancien responsable CIA, et Vladimir de Gmelin.

**Le point de vue de Robert Baer, ancien responsable CIA, on peut négocier avec l'Iran, il prône le dialogue comme solution inéluctable :** « *Un point de vue original, s'appuyant sur une bonne connaissance des mécanismes, des alliances et de l'histoire de ce que l'on a souvent tendance à réduire au "pays des mollahs". Pour Robert Baer, l'Iran ne doit pas être considéré uniquement comme une menace nucléaire et le terreau du terrorisme, mais comme un partenaire, et même comme un pôle de stabilité et de puissance dans une zone livrée à l'anarchie* ». Il assure qu'on peut négocier avec le chiites, plus facilement qu'avec les sunnites/ cela permettrait de soustraire l'Iran à la Chine et la Russie. Il évince deux arguments fréquents : les perses et les arabes ne pourraient pas s'entendre et l'Iran est trop faible économiquement. Il estime que l'Amérique d'Obama n'est pas prêt à une rupture avec la tradition américaine de l'embargo, pas de dialogue possible donc. Mais ils savent qu'ils ont besoin de l'Iran pour régler la question de l'Irak ; pour lui les USA ne passeront jamais officiellement au dialogue, mais ils devront y venir. Israël aussi y gagnerait : Israël comme l'Iran a comme ennemi les sunnites.

*Vous estimez qu'un rapprochement avec l'Iran permettrait à l'Occident, en s'appuyant sur la mouvance chiite, de prendre ses distances avec les sunnites, au premier rang desquels se trouve l'Arabie saoudite. Quel en serait l'avantage ?*

*« Les chiites sont disciplinés, organisés, ils contrôlent le pétrole. Même une organisation comme le Hezbollah est une entité avec des objectifs politiques et militaires précis, ce qui n'est pas le cas de la nébuleuse des takfiris sunnites. Avec eux, on peut négocier. Il ne s'agit pas de devenir un allié inconditionnel de l'Iran, de défendre les chiites contre les sunnites, mais de collaborer avec la seule force du Moyen-Orient capable de produire des résultats, contrairement aux Saoudiens. (...) »*

*Et en Afghanistan ?*

*« L'Iran était un allié de l'Alliance du Nord et a un rôle à jouer dans ce pays. Si nous sommes un tant soit peu réalistes et intelligents, il faut ouvrir un dialogue avec eux. Les États-Unis ne le feront jamais de manière ouverte, mais ils devront y*

*venir. Quant à Israël, ce serait une très bonne chose pour eux. Ils sont pragmatiques. Téhéran et Tel-Aviv ont les mêmes ennemis : les sunnites. »*

### 03/08/2007 - « L'Iran a bon dos » - Pons

*Le coup double américain : mobiliser contre Téhéran, à juste titre, mais en profiter aussi pour armer massivement "américain" : « On peut être vigilant pour sa sécurité et pour celle des autres et ne pas perdre de vue les affaires. Les siennes, pas celles des autres. C'est un peu ce qui se passe avec la très active sollicitude dont font preuve les États-Unis à l'égard de leurs alliés du Moyen-Orient, Israël en premier lieu et les pays du Golfe. » (...) Rice et Gates proposent à chaque État un double pacte, politique et militaire, soutenu par des milliards de dollars d'armements. Chacun est instamment prié de « consommer américain ». Par précaution, cette contrainte commerciale figure noir sur blanc dans ces accords stratégiques. Déjà largement captifs de l'industrie américaine, ces pays acceptent de re-signer avec Washington pour dix ans, ce qui annonce une nouvelle décennie de portion congrue pour l'industrie européenne. « Le Congrès américain aura son mot à dire. Même si ce vaste projet est finalement approuvé, l'opposition démocrate voudra poser des questions sur la réalité de la coopération de l'Arabie et d'autres pays arabes et dans la lutte contre les réseaux islamistes en Irak. Il est probable que la curiosité des élus s'arrêtera là où commencera l'intérêt des industries américaines de défense. »*

### Discrédit américain : Bush discrédité et la CIA aussi

Quatre années de pressions sur l'Iran réduites en cendres. En attendant le prochain président, la CIA ouvre le parapluie. Le président américain est en difficultés à cause des révélations des services de renseignement américains : l'Iran aurait arrêté son programme nucléaire depuis 4 ans. Or Bush a crié à la menace iranienne il y a peu encore. Il a perdu tout crédit. C'est l'humiliation et le discrédit aussi pour la CIA.

### 14/12/2007 - « L'exécution de Bush par la CIA » - D'Orcival

*« (...) Et c'est pathétique. Le président des États-Unis vient de faire l'aveu public qu'il avait perdu la main en politique extérieure. Comme si ses services avaient pris le pouvoir, en attendant l'élection de son successeur. » (...) « Silence. Ou bien le président désavoue ses services, et c'est la crise, ou bien il se soumet. Dans les deux cas, il est condamné. Après celle des autres, Bush doit penser que c'est sa propre tête*

*qui tombe. Il lui reste quatre jours utiles pour étudier sa défense et alerter ses alliés, avant que les premières fuites ne parviennent, le dimanche, à la rédaction du New York Times. Quatre jours pour se préparer aux clameurs de victoire des Iraniens, aux remarques insidieuses des Russes et des Chinois qui ne veulent pas de sanctions au Conseil de sécurité, et aux questions des Européens qu'il a entraînés avec lui, Gordon Brown, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy qui avait appelé à sortir du piège « la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran »... Quatre jours pour accepter cette humiliation ! » (...) Une certitude demeure : « Les services de renseignement américains sont faits pour éclairer les politiques des dirigeants élus, mais, de plus en plus, ce sont leurs jugements qui se transforment en politique, regrettait le Wall Street Journal, le 6 décembre. C'est dangereux. » Le président des États-Unis aura appris que l'on ne joue pas impunément avec les services secrets. Quant à la qualité de leurs renseignements, elle reste relative. Le même général Hayden confiait l'an dernier à la même radio WTOP, avec une pointe d'humour : « Vous savez, si l'on était certain d'une chose, ce ne serait pas un renseignement. »*

**06/11/2008 - « L'Amérique que leur laisse Bush » - Porsela**

**Allusion à la diplomatie de G. Bush avec l'Iran, jugée excessive : mais fin 2008 le shérif Bush s'est fait diplomate, c'est bien :** « *Beaucoup plus conciliant que lors de son premier mandat, George Bush a fait cette année un premier pas. Pour la première fois, le numéro trois du département d'État, William Burns, est allé assister à Genève à une conférence à laquelle participait une délégation iranienne. Des discussions ont eu lieu. Une section d'intérêts américains pourrait ouvrir à Téhéran. Le mérite de cette évolution revient à Condoleezza Rice. La secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) a réussi à soustraire le président à l'emprise de Dick Cheney et du courant néoconservateur. Le shérif est redevenu diplomate.* »

**13/04/2007 - « Des marins qui tanguent décryptage » - F. Pons**

Les otages britanniques se sont ridiculisés en avouant dans la presse leur peur, leur inexpérience. Ils sont passés aux aveux sous la pression des iraniens qui leur ont donné des cadeaux de départ et de remerciements pour leurs aveux. La marine anglaise aussi perd du crédit.

## **CHAPITRE 3 - L'EXPRESS, UN HEBDOMADAIRE PARTICULIEREMENT PRUDENT**

**15/08/1996 - Washington/Téhéran : le choc des mots - Vincent Hugueux**

*Les américains et l'Iran se menacent par les mots à défaut de pouvoir le faire autrement : la loi d'Amato n'a pas d'avenir en réalité : « Cela posé, Washington, qui ne s'est jamais pardonné d'avoir, par son soutien aveugle au Shah d'Iran, hâté l'éclosion de la Révolution islamique, s'obstine à traiter le dossier Téhéran avec un simplisme... désarmant. Ainsi s'ébauche un magnifique trompe-l'œil. Américains et Iraniens annoncent une confrontation qu'ils redoutent. Sous prétexte d'isoler l'ennemi et de soumettre ses partenaires en affaires, Clinton avalise un texte - la loi D'Amato - dont il peut fort bien, par le jeu de la procédure, différer l'entrée en vigueur. Quant à l'Union européenne, outrée par le diktat de Washington, elle promet des représailles à ce point urgentes qu'on en arrêtera les modalités en... septembre. Voilà comment on s'enlise, à coups de faux-semblants, dans un vrai borborygme. »*

**15/08/1996 - Iran : ceux qui s'y risquent - Sabine Delanglade**

***Les entreprises européennes ne veulent pas se laisser impressionner par les menaces américaines. Et placent leurs pions....***

*L'Europe et l'Asie sont convaincues qu'il ne faut pas laisser la place aux Américains. Même si la loi D'Amato ne concerne que les investissements pétroliers à venir - Elf avait un projet, Total a déjà signé un contrat et la loi américaine n'est pas rétroactive - les entreprises apprécient peu ce diktat qui ne les gêne pas qu'en Iran. Ainsi, les groupes allemands et aussi beaucoup de PME représentées sur place craignent l'effet répulsif que pourraient entraîner aux Etats-Unis leurs activités iraniennes.*

*Mais l'Europe se dit décidée à laver l'outrage (voir ci-dessous). De son côté, la France, en rendant public le règlement du contentieux financier qui assombrissait ses relations avec l'Iran, au moment même où la loi D'Amato était promulguée, a montré qu'elle n'entendait pas se laisser intimider.*



**04/09/2003 - Monde : El Baradei a su gérer la crise**

Mohamed El-Baradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique a su mettre en garde l'Iran, dont le programme nucléaire attise les soupçons, tout en calmant les ardeurs des faucons américains.

**09/10/2003 - L'Iran sur la défensive - Vincent Hugué**

*Le Grand Satan américain campe aux frontières, puisqu'il régent, à grand-peine il est vrai, le voisin afghan et le vieil ennemi irakien, tout en prenant pied au sud de l'ex-empire soviétique. Ni le Pakistan ni l'Inde, jeunes puissances nucléaires rivales, n'ont adhéré au TNP. Pas plus qu'Israël, qui, sans duper quiconque, nie détenir l'arme absolue, recueillant ainsi les fruits de la dissuasion sans en payer le prix. Convaincue que les théocrates téhéranis ne peuvent s'amender, l'administration Bush semble acquise à l'option du "changement de régime". Et le clan des faucons saisirait volontiers le prétexte nucléaire pour hâter le dénouement. Au risque d'élargir l'audience des "durs" auprès d'un peuple si jaloux de sa souveraineté. Les effets collatéraux de cette bombe-là demeurent indéchiffrables.*

**05/12/2007 - Iran : la revanche du renseignement américain - Philippe Coste**

*Avec le rapport rendu public ce mardi, selon lequel l'Iran aurait interrompu son programme nucléaire militaire en 2003, les agences de renseignement américaines affichent leur indépendance vis-à-vis de la Maison-Blanche. Fini l'intox à l'irakienne écrit le journaliste*

*En révélant que finalement, tous comptes faits, l'Iran avait en fait interrompu son programme nucléaire militaire en... 2003, les 16 agences de renseignement américaines, dont la légendaire CIA, ont officiellement imposé un revirement historique à la politique étrangère américaine. Même dans sa version expurgée, quatre pages destinées aux membres du Congrès, et a fortiori à l'opinion, le fameux "National Intelligence Estimates" détruit l'option d'un éventuel recours à la force contre l'Iran, brandi depuis plus d'un an par George Bush.*

(...)

*Fin des manœuvres d'intox "à l'irakienne" !*

*Mais il marque surtout la revanche d'une "communauté du renseignement" instrumentalisée par l'administration Bush en 2002 pour une campagne de persuasion nationale et mondiale en faveur de la guerre, et finalement humiliée par l'absence d'armes de destructions massives en Irak. Il ne fait aujourd'hui aucun doute que les pressions du Pentagone et du Vice-Président Dick Cheney, la collaboration par trop amicale du directeur de la CIA de l'époque, George Tenet, et d'un président impatient d'étoffer son dossier contre Saddam Hussein, ont tacitement poussé les analystes de renseignement à servir à leur commanditaires ce qu'ils attendaient.*

(...)

*Surtout, ce coup de force du renseignement met un terme à des manœuvres d'intox "à l'Irakienne" tentées depuis bientôt deux ans par l'administration Bush. En 2005, un premier National Intelligence Estimates considérait que l'Iran mettrait encore dix ans avant d'obtenir une réelle capacité nucléaire militaire. Durant l'été 2007, la Maison-Blanche recevait déjà les premiers éléments essentiels du National Intelligence Estimates. Bush n'a pourtant pas hésité à justifier cet automne son appel aux sanctions, et à l'usage éventuel de la force par la menace d'une "troisième guerre mondiale". En était-il aussi persuadé qu'au temps de l'Irak ?*

**20/09/2001 - Liaisons dangereuses - Sylvaine Pasquier et Michel Faure**

***L'Express rappelle que les Etats-Unis n'ont pas toujours été les ennemis des islamistes... « Les « fous d'Allah » furent longtemps les alliés de l'Amérique dans son entreprise d'endiguement du communisme. Depuis, le « nouvel ordre mondial » a bouleversé la donne. Voici comment les amis d'hier sont devenus les ennemis d'aujourd'hui ! »***

*Dans l'heureux temps où le monde était encore simple et divisible par deux - l'Ouest et l'Est, l'Occident et les soviets, l'Amérique bénie de Dieu et l'empire du Mal - Washington a toujours vu dans les populations musulmanes des alliés potentiels dans son entreprise d'endiguement du communisme, aux marges de l'empire soviétique, depuis les tribus islamiques des républiques du Caucase jusqu'aux Bédouins des déserts de la péninsule Arabique en passant par les Ouïgours de la province chinoise du Xinjiang. Dans les sympathies américaines, les religieux l'emportaient de loin sur les laïques, alors que toutes les républiques du Proche-Orient et du Maghreb, de l'Egypte de Nasser aux partis Baas de*

*Syrie ou d'Irak, en passant par la Libye de Kadhafi ou l'Algérie de Boumediene, penchaient dangereusement vers Moscou et adoptaient un discours où se mêlaient vulgate marxiste, laïcité et nationalisme arabe. Dès lors, les Etats-Unis, quand ils ont regardé l'islam à travers le prisme de la guerre froide, ont vu en lui une force de résistance au communisme sur laquelle ils pouvaient s'appuyer. Aux yeux des Américains, eux-mêmes plutôt portés sur la religion, les fidèles musulmans étaient, comme les juifs d'Israël, avant tout des croyants. Enfants du Coran, de la Torah et de la Bible, tous pouvaient trouver sans doute un intérêt commun dans le « containment » du communisme, doctrine athée prônant la mort de Dieu et reléguant les religions au rang d'« opium des peuples ». Que certains musulmans considèrent leur foi comme une règle universelle, s'imposant aux pouvoirs temporels, pouvait éventuellement inquiéter quelques analystes américains. Mais, après tout, le même phénomène existait aussi aux Etats-Unis sans y susciter de drames, où des chrétiens fondamentalistes, définissant le pouvoir politique comme une mission divine, s'apprêtaient à joindre leurs voix à celles des républicains et des conservateurs démocrates pour porter Ronald Reagan à la Maison-Blanche, où il succéderait au "chrétien ressuscité" que prétendait être le pieux baptiste Jimmy Carter. D'où ces amitiés incongrues de la grande démocratie libérale américaine avec des monarchies féodales du Golfe. D'où aussi les ferments de la discorde entre les masses arabes et l'Amérique, discorde allant bien au-delà du seul reproche de l'alliance avec Israël, nourrie de ces accusations anciennes de duplicité et d'hypocrisie, dès lors que l'on confronte le discours de liberté, de paix et de messianisme démocratique de Washington avec la réalité de ses alliances régionales.*

*Les trois priorités stratégiques américaines au Proche-Orient - soutien à Israël, sécurité des approvisionnements énergétiques et endiguement du communisme - étaient toujours au programme à la fin des années 1970, lorsque furent semées, dans la confusion la plus totale, les premières graines de la violence d'aujourd'hui. Deux événements majeurs ont marqué la fin de la présidence de Jimmy Carter : l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique, en 1979, et la révolution iranienne instaurant, la même année, à la place du régime du Shah, une "république islamique" à Téhéran.*

*Au fil des années, les réseaux arabes activés en Afghanistan par la CIA s'organisent en petits groupes autonomes habitués à la clandestinité. Après le départ des Soviétiques de Kaboul, en 1989, les voilà en rupture de jihad et ils constituent une fraternité active et agissante. "Les Américains, avance Olivier Roy, étaient persuadés que ces moudjahidine*

*disparaîtraient dans des luttes intestines. Or certains sont rentrés chez eux et y ont fondé des mouvements extrémistes, tel le Groupe islamiste armé algérien... D'autres sont restés sur place pour y former un noyau d'islamistes radicaux entièrement réorganisé autour de Bin Laden." Ces soldats d'Allah trouvent des soutiens logistiques et financiers dans les émirats du Golfe, en Allemagne, en Suisse, en Scandinavie, au Soudan, au Pakistan et, bien sûr, en Afghanistan même. Ils rejoignent bientôt tous les fronts où se battent leurs frères musulmans, contre les régimes arabes affaiblis - Egypte, Yémen, Tunisie, Algérie - contre les chrétiens - qu'ils soient orthodoxes en Bosnie et en Tchétchénie, ou catholiques aux Philippines - contre Israël et contre les Américains, enfin, à partir du début des années 1990. Les Etats-Unis symbolisent un Occident célébrant l'individualisme, la démocratie et le capitalisme, valeurs séculières et méprisées par les dévots, mais dont le pouvoir d'attraction quasi universel constitue pour eux, selon l'historien Bernard Lewis, « le plus grand défi au mode de vie qu'ils entendent préserver ou reconquérir pour leurs peuples ».*

#### *Le prisme de la guerre froide*

*Il peut sembler audacieux, voire inconscient, de la part de Washington d'avoir ainsi armé sans compter, à l'aube des années 1980, des hommes qui ne font pas mystère de leur fondamentalisme, alors même que surgit en Iran un régime se réclamant lui aussi d'un islam radical viscéralement hostile à l'Amérique. Là encore, le prisme de la guerre froide va conduire Washington à interpréter quelque temps les événements en faveur d'une convergence de ses intérêts et de ceux des religieux. Zbigniew Brzezinski, conseiller de Jimmy Carter pour les affaires de sécurité, déclare alors voir dans le fondamentalisme islamique un "rempart contre le communisme". De fait, jusqu'en 1979 et la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, où des diplomates seront retenus prisonniers pendant 444 jours jusqu'en janvier 1981, date de l'entrée en fonction de Ronald Reagan, Washington ne s'est pas trop inquiété de la montée en puissance des mollahs iraniens, jugés peu susceptibles d'ouvrir à Moscou les portes du Golfe. Puis un subtil distinguo s'opère, au sein de l'administration Reagan, entre les "bons" et les "mauvais" fondamentalistes. Les premiers sont les sunnites, dont les lieux saints sont sous la bonne garde de l'allié saoudien et les combattants aux premières lignes de la résistance afghane contre l'envahisseur soviétique. Les seconds sont les chiïtes, mollahs iraniens ou Hezbollah libanais, attisant depuis Téhéran, le Sud-Liban et la Cisjordanie la haine de l'Amérique et de son avant-poste en Orient, Israël. Cette dichotomie semble validée en 1983 par l'attentat meurtrier contre les marines stationnés à Beyrouth. Pourtant, le temps*

*la démentira, l'Iran, au cours de la décennie 1990, se montrant finalement moins hostile que les réseaux "afghans". Elle provoquera, enfin, l'une de ces ironies dont l'Histoire est familière quand Saddam Hussein, le président irakien tant honni aujourd'hui des Américains, attaque l'Iran en 1980, avec l'accord tacite de Washington, qui se met à espérer que l'Occident, grâce au tyran de Bagdad, n'aura peut-être pas à souffrir trop longtemps du régime des mollahs.*

*Apparaîtra ensuite, dans les déserts du Golfe, le mirage d'un "nouvel ordre mondial". Saddam Hussein, en envahissant le Koweït en 1990, endosse soudain l'habit, un peu trop large pour lui, de l'ennemi de l'Occident, alors que s'est effondré l'empire soviétique et que l'Amérique détient le monopole de la puissance. La guerre du Golfe, que mène le président Bush à la tête d'une large coalition des nations, aura trois conséquences. La première est que Washington voit dans la défaite de l'Irak le signe avant-coureur du déclin des régimes nationalistes laïques du Proche-Orient ("Saddam est dans sa boîte", dit-on pour signifier qu'il n'y a plus rien à craindre de lui). On suppose alors que des gouvernements menés par des musulmans intégristes sont susceptibles de prendre un jour la relève. Pas question, dès lors, de s'aliéner ces groupes. Au tout début des années 1990, Washington a donc pour le moins une attitude ambiguë à l'égard de mouvements conduits par ses anciens amis des réseaux "afghans" : Djamaa islamiyia du cheikh Omar Abdul Rahman en Egypte, Ennahda, organisation dirigée par Rachid Ghannouchi en Tunisie, et le FIS, en Algérie. Pas de condamnation de principe, quelques visas accordés, bref, on pratique à Washington le pragmatisme et la discrétion. L'Egyptien Hosni Mubarak, allié fidèle des Etats-Unis, est furieux et n'oubliera pas. Dix ans plus tard, les régimes nationalistes et laïques sont toujours là, orphelins de Moscou, peut-être, mais néanmoins plus suspicieux que jamais à l'égard des Etats-Unis.*

*La deuxième conséquence de la guerre du Golfe sera un rêve qui tourne court, celui d'en finir, une fois pour toutes, avec le conflit du Proche-Orient, alors que la fracture Est-Ouest appartient à l'Histoire. Pour beaucoup, alors, la pax americana est au bout du chemin. La puissance américaine, qui venait de démontrer sa force guerrière, lance la bataille de la paix avec la conférence de Madrid en 1991, censée faire des adversaires d'hier des partenaires de demain. Les grandes nations arabes, affaiblies, divisées, menacées par les intégristes, peuvent s'accommoder d'un accord avec Israël si tel est le prix de leur survie sous la bienveillante tutelle de Washington. Les Israéliens, qui reçoivent alors le renfort démographique des juifs de Russie et vivent une période économiquement florissante et*

*politiquement heureuse, ne sont pas hostiles à une négociation qu'ils entament en position de force, d'autant qu'ils ont compris la véritable leçon de l'Intifada déclenchée en 1987 : les Palestiniens ne toléreront pas indéfiniment l'occupation militaire des territoires. Tout semble donc mis en place pour une avancée diplomatique majeure. Mais Itzhak Rabin est assassiné en 1995 et la désillusion s'installe quand Benyamin Netanyahu, élu en 1996, résiste aux pressions américaines en faveur d'un accord. Le nouvel ordre mondial, made-in-America, n'impose pas la paix. Les populations arabes sauront s'en souvenir.*

*Troisième conséquence, enfin : le temps ne joue pas en faveur de l'Amérique. La présence prolongée de troupes américaines en Arabie Saoudite suscite la colère des islamistes sunnites. Quant à la sévérité du traitement réservé à l'Irak, elle est, au fil du temps, de plus en plus perçue dans le monde arabe à l'aune de l'indulgence dont jouissent les faucons israéliens, alors que se multiplient les colonies juives en Cisjordanie. Saddam Hussein, unanimement considéré à la veille de la guerre comme brute sanguinaire fossoyeur des derniers rêves de l'unité arabe, finit par inspirer quelques années plus tard la sympathie des peuples de la région.*

#### *Le pari d'un islam modéré*

*Bill Clinton hérite de cette situation calamiteuse et tente de redonner un peu de cohérence à l'attitude des Etats-Unis à l'égard du monde musulman. En février 1993, un séminaire au Département d'Etat, en présence du secrétaire d'Etat Warren Christopher et de Madeleine Albright, alors ambassadrice des Etats-Unis aux Nations unies, élabore un argumentaire qui deviendra vite la doctrine de l'administration. Celle-ci fait le pari d'un islam modéré compatible avec les aspirations démocratiques. Elle refuse l'analyse d'un professeur de Harvard, Samuel Huntington, qui, dans un livre à succès, *Le Choc des civilisations*, affirme le caractère inéluctable d'un clash entre l'islam et l'Occident. "L'Amérique refuse l'idée que nos civilisations doivent s'affronter, déclare Clinton en Jordanie, en octobre 1994. Le danger n'est pas l'islam. Il est dans l'extrémisme politique qui se sert de son nom." L'ennui, bien sûr, c'est que Washington ne semble guère intéressé à soutenir d'éventuels mouvements démocratiques dans le monde arabe et continue à traiter aimablement avec des gouvernements autoritaires et les monarchies féodales de la région. Pis : quand enfin Clinton peut voler au secours d'une population musulmane pro-occidentale, en Bosnie, il l'abandonne à son triste sort et maintient un embargo sur les*

*armes qui la pénalise dramatiquement. Ces attermolements n'ont échappé à personne dans le monde musulman, de même que le silence américain sur la guerre en Tchétchénie.*

*Pour les républicains entourant George W. Bush, Clinton avait une vision wilsonienne de la diplomatie américaine, censée façonner le monde en vertu d'une vision morale, humanitaire, dépassant les propres intérêts nationaux de l'Amérique. Rien de tel avec Bush junior, qui, durant sa campagne électorale, restait sans voix quand on l'interrogeait sur les talibans. Il promet, lui, « humilité et modestie ». En d'autres termes : débrouillez-vous sans nous. Le paradoxe de la haine des terroristes à l'encontre de l'Amérique aujourd'hui est qu'ils imaginent de sa part un messianisme agressif au moment même où celle-ci se replie sur ses frontières, voire, dans le meilleur des cas, sur son seul hémisphère. Selon une vision étroite de l'intérêt national, définie, dans un article de Foreign Affairs en janvier 2000, par la principale conseillère de Bush, Condoleezza Rice, pas question pour Washington d'imposer son modèle à ceux qui le récusent, mais pas question non plus d'accepter des priorités qui ne sont pas les siennes, sur les systèmes de défense ou le réchauffement du climat, par exemple. On peut craindre que les crimes du 11 septembre n'incitent Bush à s'impliquer davantage dans les affaires du monde, mais au contraire, passé le temps de l'action et de la vengeance, le renforcent plus encore dans sa vision réticente et essentiellement défensive de la diplomatie.*

**14/01/1993 - Le vrai danger - Yves Cau**

**Pour spectaculaires qu'elles soient, les gesticulations de Saddam ne représentent pas une sérieuse menace dans la région. Plus discrets, les efforts de l'Iran pour avoir sa bombe atomique raniment, en revanche, un vieux cauchemar : le vieux rêve du Shah reprend vie. Israël pourrait changer de stratégie et annoncer qu'il possède la bombe.**

*L'Irak n'est plus, maintenant, une superpuissance régionale. Bill Clinton, dès son arrivée au pouvoir, devra, en revanche, étudier de près un autre dossier. C'est celui du retour au premier plan de l'Iran, qui a su profiter de la défaite de l'Irak comme de l'effondrement du communisme. Il est clair que Téhéran, malgré toutes les luttes de clans qui opposent encore les héritiers de Khomeini, a réussi à renforcer de manière spectaculaire son potentiel militaire, durement éprouvé par huit années de guerre.*

*Dans le domaine conventionnel, d'abord. La Russie et d'autres républiques de l'ex-URSS bradent des matériels sophistiqués. L'Iran a ainsi pu acquérir, depuis le mois d'août 1992,*

*48 Mig 31, 68 Mig 29, 24 Mig 27, 12 bombardiers Tupolev 22 et quelques Iliouchine 76. Intégrer aussi dans ses forces aériennes une partie des 91 appareils de combat irakiens qui s'étaient posés sur son territoire lors de la guerre du Golfe. Il a récupéré une vingtaine de Mirage F 1 de fabrication française, remis en état de vol par des spécialistes pakistanais. Et a également acheté en Russie trois sous-marins modernes, de la classe Kilo, dont le premier a déjà été livré.*

*Il y a plus grave. Les services de renseignement américains, israéliens et arabes étudient actuellement de près les informations relatives aux Mig 27 et aux Tupolev 22 M 3. Connus respectivement dans le jargon de l'Otan sous les noms de code de "Flogger" et "Backfire", ces appareils étaient en effet équipés pour le bombardement nucléaire dans les escadrilles de l'Armée rouge. Leur achat par l'Iran est un signal d'alarme.*

*Tout indique que, après un gel de huit années, entre 1979 et 1987, les vieux rêves du Shah ont retrouvé une nouvelle consistance. Les travaux de la centrale de Bushehr, interrompus par les bombardements irakiens, ont repris à grande échelle. Des atomistes chinois travaillent dans le centre de recherche d'Ispahan, où ils ont installé des calutrons (procédé d'enrichissement de l'uranium par séparation électromagnétique). Les spécialistes de l'agence internationale de Vienne sont persuadés que Téhéran leur cache l'existence de plusieurs installations secrètes. Il est probable que les Iraniens, comme les Irakiens naguère, ont su créer plusieurs filières qui leur permettent, forts de leurs immenses ressources pétrolières, de mener de front de très coûteuses recherches dans les domaines de l'ultracentrifugation, de la diffusion gazeuse et de la séparation électromagnétique - procédé depuis longtemps abandonné par les grandes puissances. Un rapport de la CIA, publié par le "New York Times" au début du mois de décembre 1992, estime que l'Iran affecte à présent plus de 2 milliards de dollars par an à son programme nucléaire militaire et que l'expérimentation de sa première bombe aura lieu avant la fin du siècle.*

**16/02/1995 - Alerte aux faux dollars - Collins Larry**

**Des fausses coupures de 100 dollars inondent la planète. Si parfaites qu'elles sont forcément l'œuvre d'un Etat. En ligne de mire : les mollahs iraniens, dont les complices seraient les mafieux siciliens. Nuits blanches à la CIA. Objectif : se procurer du plutonium....**



*Toutefois, les rapports de la CIA seraient encore insuffisants pour étayer une plainte au tribunal international de La Haye. « A priori, explique un membre du Conseil national de sécurité, il ne fait pratiquement aucun doute que le faux monnayage est l'œuvre d'un gouvernement, et non de personnes privées. Mais, pour le moment, j'incline à penser que les Iraniens ne sont pas les seuls en cause. »*

*« Les Iraniens braquent un revolver sur notre tempe, avec leur maudite grosse coupure! » s'exclame un haut fonctionnaire du Département d'Etat. Robert H. Kupperman, qui étudie ce dossier depuis trois ans pour le Centre des études stratégiques et internationales de Georgetown, est, lui aussi, arrivé à la conclusion qu'il s'agit sans aucun doute d' "une opération soutenue par le gouvernement iranien". »*

*« Selon l'hypothèse la plus pessimiste, ces fausses coupures sont employées par une organisation terroriste, soutenue et financée par un Etat étranger, afin de se procurer du plutonium enrichi ou des armes chimiques ou biologiques. C'est un motif de vives alarmes pour les organisations de sécurité nationale des Etats-Unis. »*

***La fraude aurait débuté pendant les dernières années du règne du Shah d'Iran, selon la commission d'enquête sur le terrorisme et les armements non conventionnels de la Chambre des représentants. C'est à cette époque que seraient arrivés à Téhéran du matériel ad hoc ainsi que des imprimeurs formés par le Bureau américain de gravure et d'impression - l'organisme officiellement chargé, à Washington, de fabriquer les billets verts. Mais cette version est controversée, car les premières fausses coupures de 100 dollars sont apparues, il y a quatre ans seulement, à Beyrouth.***

#### **09/03/1995 - Droit de réponse - Hassefi Reza Hamid**

*Il convient de souligner à titre d'exemple que, contrairement à ce que laisse penser cet article, "la commission d'enquête sur le terrorisme et les armements non conventionnels de la Chambre des représentants" n'est pas une commission parlementaire américaine, mais l'une des 51 subdivisions d'un organe politique du Parti républicain des Etats-Unis d'Amérique, qui ne peut conduire aucune audition au titre des enquêtes parlementaires et dont les rapports n'ont aucune valeur officielle.*

*Par souci d'objectivité vis-à-vis du lecteur, cette précision fondamentale aurait pu être apportée par L'Express, dans un commentaire accompagnant la traduction de l'article en langue française.*

*L'autorité et la valeur juridique du rapport d'une commission d'enquête parlementaire n'ont rien à voir avec l'autorité et la valeur juridique d'un simple rapport partisan.*

*Vos lecteurs auraient pu le savoir si vous le leur aviez dit, et vous auriez pu le découvrir par un simple appel au Congrès américain.*

*L'article de M. Larry Collins est d'ailleurs muet sur ses autres sources, employant à l'envi le conditionnel pour proférer à l'encontre de l'Iran la grave accusation d'être un Etat faux-monnayeur, sans autre démonstration qu'une photographie représentant le siège de la CIA.*

*C'est bien peu pour une si lourde accusation.*

*C'est dérisoire quand on songe aux 60 millions d'Iraniens qui sont atteints au travers du discrédit jeté sans preuve sur leur Etat et ses moyens de paiement.*

*La République islamique d'Iran a eu l'occasion de l'affirmer par le passé, en réponse à un reportage diffusé sur une chaîne de télévision française en 1992, contenant des accusations identiques - pour lesquelles le responsable de la chaîne et les auteurs du reportage ont été condamnés du chef de diffamation publique par la juridiction française - et elle réaffirme aujourd'hui solennellement que les accusations contenues dans cet article sont fausses.*

*Les organes compétents de la République islamique d'Iran ne disposent que de machines suisses et allemandes pour l'impression des seuls billets qui sont émis en Iran : les Rials iraniens, et les techniciens iraniens ont été formés en Grande-Bretagne.*

*Jamais les autorités iraniennes n'ont fabriqué ni fait fabriquer, directement ou indirectement, de faux dollars américains.*

*La République islamique d'Iran tient donc à protester contre les propos graves et sans fondement contenus dans l'article « Alerte aux faux dollars ».*

*L'Express et M. Larry Collins souhaitent faire remarquer à Son Excellence le Dr Hamid Reza Assefi, ambassadeur de la République islamique d'Iran, qu'à aucun moment, dans l'article « Alerte aux faux dollars » publié pages 56-59 de L'Express du 16 février 1995, le gouvernement de la République islamique d'Iran n'est accusé de contrefaire des billets de 100 dollars américains. L'article en question cite les déclarations de responsables officiels*

*du gouvernement américain à Washington, recueillis par nos soins. Selon ces responsables, des faux billets de 100 dollars sont actuellement fabriqués au Moyen-Orient, et, très probablement, quelque part en Iran. Nos interlocuteurs sont en droit de tenir ces propos et tout organe de presse sérieux est en droit de les reproduire tels quels. L'ambassadeur a entièrement raison de souligner que le groupe de travail de la commission d'enquête républicaine de la Chambre des représentants sur le terrorisme et la guerre non conventionnelle (House of Representatives Republican Research Committee's Task Force on Terrorism and Unconventional Warfare) n'est pas réuni à l'initiative de la Chambre des représentants dans sa totalité. Curieusement, il oublie de mentionner que les conclusions auxquelles est parvenue cette sous-commission ont trait à des actions qui se seraient produites sous le règne de feu le Shah d'Iran, et non sous le régime de la République islamique.*

**25/09/2003 - La menace iranienne est imminente - Pierre Ganz**

**Raphaël Israëli est professeur de civilisation islamique à l'université hébraïque de Jérusalem et auteur d'Islamikaze (Frank Kaas Publishers, London) il parle d'une menace imminente et redoutable et d'un délai de 2 ans pour la bombe.**

(...)

*La menace iranienne vous paraît-elle aussi redoutable que l'était celle de l'Irak ?*

*« Cette menace iranienne est redoutable et imminente. Je ne crois pas que les Américains puissent rester les bras croisés face à un tel danger. Mais, s'ils n'agissent pas rapidement, Israël le fera. Ce sera comme en 1981, lorsqu'il a fallu que nous bombardions les réacteurs nucléaires installés en Irak. Aujourd'hui, la situation est comparable avec la République islamique de Téhéran et, si on ne les empêche pas, les Iraniens seront dotés, d'ici à deux ans, de l'arme nucléaire! »*

**09/10/2003 - L'Iran sur la défensive - Vincent Hugeux**

***Soupçonné de détourner son programme civil à des fins militaires, Téhéran donne des gages pour conjurer le spectre des sanctions***

*Au-delà des arguties techniques, maints facteurs parasitent ce compte à rebours. L'Iran partage avec l'Irak et la Corée du Nord le douteux privilège de baliser « l'axe du mal » cher à George Bush, chef de guerre malmené dans les sondages. Quant à la posture de*

*Téhéran, tantôt conciliante, tantôt intraitable, elle reflète la lutte perpétuelle que se livrent au sommet les partisans de l'ouverture et les gardiens du dogme révolutionnaire. Le cahier des charges concocté par l'agence viennoise laisse peu de place à l'équivoque. L'Iran doit suspendre ses opérations d'enrichissement d'uranium, livrer la liste détaillée des pièces et des composants importés, leur provenance et leur date d'acquisition, mais aussi tolérer les visites inopinées des limiers de l'AIEA sur les sites choisis par eux. En clair, il lui faut en gage de bonne foi se plier au « protocole additionnel » du traité de non-prolifération (TNP) avant même d'avoir procédé à sa ratification formelle, procédure tortueuse que seules 35 nations ont à ce jour menée à bien.*

*Injuste aux yeux du président réformiste Mohammad Khatami, le « diktat » occidental témoigne d'une suspicion amplement fondée. Car l'Iran des mollahs, héritier d'une ambition née sous le Shah, a beaucoup menti, fût-ce par omission. Dès 1991, il s'abstient de déclarer l'importation de 1,8 tonne d'uranium naturel chinois. Au terme d'une mission conduite en février dernier, El-Baradei et les siens avouent la surprise que leur inspirent l'ampleur et la maturité du dispositif nucléaire. Achat de substances et d'équipements non déclarés, mise en service d'unités clandestines : c'est à reculons que Téhéran confesse, au cours de l'été, des entorses niées jusqu'alors, et en partie dévoilées un an plus tôt par des opposants en exil. Mieux, ou pis : les experts décèlent par deux fois des traces d'uranium hautement enrichi « de qualité militaire ».*

*Tactique ou pas, le raidissement iranien reflète une profonde hantise de l'encerclement. Le Grand Satan américain campe aux frontières, puisqu'il régent, à grand-peine il est vrai, le voisin afghan et le vieil ennemi irakien, tout en prenant pied au sud de l'ex-empire soviétique. Ni le Pakistan ni l'Inde, jeunes puissances nucléaires rivales, n'ont adhéré au TNP. Pas plus qu'Israël, qui, sans duper quiconque, nie détenir l'arme absolue, recueillant ainsi les fruits de la dissuasion sans en payer le prix. Convaincue que les théocrates téhéranis ne peuvent s'amender, l'administration Bush semble acquise à l'option du « changement de régime ».*

*Et le clan des faucons saisirait volontiers le prétexte nucléaire pour hâter le dénouement. Au risque d'élargir l'audience des « durs » auprès d'un peuple si jaloux de sa souveraineté. Les effets collatéraux de cette bombe-là demeurent indéchiffrables.*

27/04/2004 - Le spectre de la bombe - Vincent Hugué

**Soupçonné de vouloir se doter de l'arme absolue, Téhéran multiplie les dérobades quant à la nature de son programme nucléaire. Washington s'impatiente. Pour l'Express, la réunion de l'Aiea a eu le mérite de clarifier les positions de chacun qui ne changent pas d'ailleurs. La suspicion sur l'Iran est justifiée. L'Iran a clairement quelque chose à cacher. En face Bush est piégé par l'Irak : il a besoin de la bienveillance de l'Iran et charge l'Europe de jouer les gendarmes. Il faut aussi évoquer côté iranien la course au nationalisme et au rayonnement régional. Plus ça change et moins ça change... en somme. Surtout la bombe pourrait être prête bientôt et on l'a vu avec la Corée du Nord nous montre qu'il ne suffit pas de « traduire » un pays rebelle devant le Conseil de sécurité pour l'assagir : la dynastie des Kim a longtemps fourbi son arsenal à l'abri du veto du parrain chinois.**

*Chantage et marchandages à tous les étages. Les ambitions nucléaires du régime de Téhéran, suspecté non sans raison de vouloir doter ses arsenaux de l'arme absolue, ont déclenché une bataille planétaire aux enjeux obscurs. Souvent houleuse, la réunion plénière du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le garde-fou onusien en la matière, ouverte à Vienne le 13 septembre, aura au moins eu le mérite de clarifier la stratégie des acteurs clefs - Europe, Etats-Unis, Iran, Israël - comme celle des seconds rôles. A quelques variantes près, le scénario ne change guère depuis février 2003 (lire notre article L'Iran sur la défensive). **Dix-huit mois et six rapports plus tard, on bute sur les mêmes écueils.** Invoquant un faisceau d'indices troublants, Washington somme Téhéran, l'un des piliers de l'« axe du mal » cher à George Bush, de renoncer à son dessein supposé, sous peine de subir les foudres du Conseil de sécurité. Sur un mode moins comminatoire, la troïka européenne (Allemagne, Grande-Bretagne et France) invite le « partenaire » iranien à fournir toutes les garanties quant à la nature de ses programmes.*

*En réponse, la République islamique s'offusque, tonne contre ces « atteintes à sa souveraineté », brandit son droit à la maîtrise du cycle nucléaire civil, puis lâche in extremis des concessions réversibles, rançon d'un nouveau sursis. De même, on invoque une fatwa - décret religieux - du Guide de la révolution, Ali Khamenei, proscrivant l'usage de l'arme nucléaire... mais non sa détention. Ce comportement pour le moins ambigu apparaît également à travers les propos du porte-parole du gouvernement iranien,*

*Abdollah Ramezanzadeh, qui déclarait, le 20 septembre : « La suspension de l'enrichissement est un acte volontaire de notre part, c'est nous qui décidons. » Et le lendemain, le président Khatami d'ajouter que l'Iran « poursuivra son programme dans le domaine de l'énergie nucléaire civile, même si cela aboutit à un arrêt de la supervision et de la coopération internationales ».*

***(...) cet art très persan de l'esquive atteint ses limites. Et les palinodies des mollahs finissent par exaspérer leurs interlocuteurs. D'autres mystères alimentent la suspicion.***

*Maints autres facteurs externes, notamment électoraux, alimentent le bras de fer irano-occidental. George Bush ne peut, avant le scrutin présidentiel du 2 novembre ouvrir un nouveau front oriental, alors même que l'Irak voisin sombre dans le chaos. Il le peut d'autant moins que la crédibilité américaine en termes de chasse aux armes de destruction massive n'a pas survécu à l'aventure mésopotamienne ; et qu'il a besoin de la bienveillante neutralité de l'Iran, mentor d'une partie de la nébuleuse chiite irakienne, à l'influence au demeurant incertaine.*

*Voilà pourquoi Washington a tenté - vainement à ce jour - de déléguer aux alliés européens le rôle de procureur intransigeant. L'administration Bush plaidait ainsi en faveur d'un ultimatum précis et d'un mécanisme conduisant à déférer automatiquement l'Iran devant le Conseil de sécurité des Nations unies en cas de nouvel accroc... La troïka, elle, se borne pour l'heure à soumettre une résolution plus ferme que ses requêtes antérieures, tout en priant l'Egyptien Mohamed El-Baradei, directeur général de l'AIEA, de rédiger un rapport « définitif » avant le 25 novembre.*

*Or, si la théocratie iranienne compte fort peu de partisans au sein d'une jeunesse rebelle et désœuvrée, le « patriotisme nucléaire » recueille un réel écho. Au risque d'entraîner le Guide Ali Khamenei et ses disciples dans une fuite en avant provocatrice. Du bazar aux campagnes, on croit dur comme fer que le pouvoir dissuasif de la bombe aurait pu épargner à la République islamique la longue boucherie Irak-Iran (1980-1988). De plus, le nationalisme inaltérable des héritiers de l'Empire perse s'accommode mal des diktats extérieurs, quels qu'ils soient*

*À en croire les initiés, Téhéran, qui a testé l'an dernier un nouveau missile balistique de moyenne portée, serait en mesure de se doter de l'arme nucléaire en 2007 ou 2008, pour peu que rien ne vienne entraver ses programmes.*

*Des pays tels que l'Arabie saoudite, la Turquie ou l'Égypte pourraient céder à la tentation de transgresser à leur tour le tabou de l'atome. De peur d'être distancés par Téhéran dans la course au leadership régional. Tactique ou pas, le raidissement iranien reflète un cauchemar récurrent : celui de l'encerclement. Le Grand Satan américain campe aux frontières puisqu'il prétend régenter, en vain il est vrai, le voisin afghan et l'ennemi ancestral irakien, tout en prenant pied aux confins sud de l'ex-empire soviétique. En l'espèce, l'Iran des mollahs ressemble à s'y méprendre à celui du défunt Shah. C'est en 1955 que fut mis en service le premier réacteur nucléaire maison. À l'époque, Reza Pahlavi envoyait l'élite scientifique parfaire à l'étranger sa formation. La doctrine? Celle de la « surge capacity ». En clair, une maîtrise totale du cycle nucléaire permettant si nécessaire de bricoler une bombe en dix-huit mois. Plus ça change...*

### 2006 - Le feuilleton nucléaire commence

**Le thème du nucléaire devient central dans *L'Express*. *L'Express* souligne tout à la fois l'inflexibilité de Téhéran et le jeu de dupe; les divisions onusiennes qui empêchent d'avancer sur le dossier côté occidental ; l'intox américaine, comme sur l'Irak et ses pseudo armes de destruction massives ; mais *L'Express* se montre de plus en plus inquiet.**

### 02/05/2005 - Nucléaire : accroître la vigilance - Dominique Lagarde

*Ce lundi 2 mai s'ouvre à New York la conférence d'examen du traité de non-prolifération (TNP). Concernant l'Iran, les américains n'excluent pas le recours à la force.*

*La prolifération sera l'autre grande question qui devrait dominer la conférence de New York, à l'initiative, cette fois, des puissances nucléaires, qui souhaitent rendre les méthodes de surveillance plus efficaces.*

*Deux Etats membres sont montrés du doigt : la Corée du Nord, qui a déclaré qu'elle se retirait du traité en janvier 2003, et l'Iran, qui a entamé un programme de production d'uranium enrichi par centrifugation dont les Occidentaux veulent obtenir l'arrêt. Si les négociations en cours échouent, les Américains sont décidés à transférer le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU. Et n'excluent pas de recourir à la force.*

08/08/2005 - Le dernier défi de Téhéran - Dominique Lagarde

**Alors que des négociations sont en cours avec les Européens, les Iraniens annoncent la reprise partielle des activités nucléaires. L'Iran a décidé de faire monter les enchères conclut l'article.**

*« L'épreuve de force était en réalité inévitable. Les Iraniens estiment que l'accès aux technologies nucléaires est un "droit" dont nul ne peut les priver. Ils affirment bien sûr ne pas avoir d'ambitions militaires. Mais ni les Européens ni les Américains ne sont disposés à les croire sur ce point. Ils font valoir que l'Iran n'a aucune raison civile de produire du combustible puisque sa centrale nucléaire de Bouchehr est alimentée par les Russes. Et ils considèrent que seul un arrêt total et définitif des activités d'enrichissement pourra permettre d'avoir l'assurance qu'il n'y aura pas de bombe iranienne. Partisans de longue date de faire appel au bâton des sanctions internationales, les Américains avaient néanmoins accepté l'an dernier de donner sa chance à la diplomatie de la carotte proposée par les Européens. À Berlin, Londres et Paris, on espérait convaincre Téhéran de renoncer à son programme en échange, notamment, d'une offre de partenariat économique et d'un "pacte de non-agression". L'Iran, de toute évidence, a décidé de faire monter les enchères. »*

22/08/2005 - Trois questions à Bruno Tertrais - Dominique Lagarde

**Interview de B. Tertrais, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique : des frappes sont envisageables mais ciblées et pas pour tout de suite. Certains pourraient en profiter pour viser aussi les installations des Gardiens de la Révolution. Les sanctions à venir : ce n'est pas si simple, l'AIEA doit d'abord reconnaître que l'Iran a violé le TPN. La menace est décrite comme réelle et imminente : moins d'un an au pire.**

*George Bush affirme n'exclure aucune option, y compris militaire, contre l'Iran, qui vient de reprendre ses activités de conversion d'uranium. Va-t-on, à terme, vers des frappes américaines ?*

*« Dans l'immédiat, non. Mais, dans les mois ou les années qui viennent, c'est une possibilité. Personne n'envisage sérieusement une invasion de l'Iran. Il s'agirait d'opérations aériennes ponctuelles. Elles viseraient bien sûr des cibles liées au programme nucléaire. Mais peut-être pas uniquement. Certains aux Etats-Unis pourraient en effet être*



*tentés de chercher à déstabiliser le régime de Téhéran. Dans ce cas, les installations des Gardiens de la révolution, par exemple, pourraient être visées. »*

*En attendant, s'achemine-t-on vers des sanctions internationales ?*

*« Cela n'est pas si simple, et cela n'est pas pour tout de suite. Au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), seule une minorité de pays est favorable à une transmission du dossier au Conseil de sécurité des Nations unies. Il faudrait d'abord que l'AIEA reconnaisse officiellement que l'Iran a violé le traité de non-prolifération (TNP). Or la conversion de l'uranium ne constitue pas en soi une violation de ce traité. Même si, en réalité, l'Iran viole effectivement, depuis longtemps, le TNP? »*

*Quelle est la réalité de la menace iranienne ?*

*« De ce que l'on sait, et en admettant qu'il n'y ait pas d'installations cachées, les Iraniens, s'ils décidaient d'aller au plus vite, auraient actuellement besoin d'au moins un an, plus probablement de deux, pour disposer d'une quantité de combustible suffisante pour se doter d'une arme nucléaire. »*

**03/11/2005 - « L'Iran a une stratégie de grande puissance » - Christian Makarian**

**L'ancien ministre libanais de la Culture, spécialiste du Moyen-Orient, réagit aux propos du président Mahmoud Ahmadinejad : « Téhéran prend sur lui de continuer seul la lutte contre Israël et affronte les Etats-Unis, première puissance. Cela n'a rien d'une bavure, cela fait partie de la tactique de l'Iran : il se sent fort en ce moment dans la région, en particulier en Irak où il peut être un puissant déstabilisateur. C'est aussi un pays qui possède une véritable puissance militaire, avec une armée. L'Iran pourrait être très bientôt une puissance nucléaire. »**

*Les négociations doivent continuer mais elles ne sont qu'un aveu de faiblesse ; les Etats-Unis ne peuvent pas intervenir donc ils laissent l'Europe négocier.*

**05/01/2006 - Le siècle commence - Jacques Attali**

**L'alerte nucléaire avec l'Iran est passée mais l'affaire n'est pas terminée.**

Les dirigeants persans, après avoir avalé le Turkménistan (premier producteur de gaz du monde) et la partie chiite de l'ancien Etat irakien (deuxième pays pétrolier de la région), ont donc fait connaître leurs ambitions, qu'exprimait déjà il y a vingt ans l'actuel Guide de

la révolution, Ahmadinejad, lorsqu'il présidait l'Iran : **chasser l'Occident du Moyen-Orient. Pour y parvenir, ils ont d'abord, pendant une décennie, tout fait pour déstabiliser les régimes arabes et détruire l'Etat d'Israël.** Puis, la semaine dernière, ils sont passés à la deuxième phase de leur projet : prendre le contrôle de la péninsule Arabique et, avec elle, d'un bon tiers des gisements d'énergie fossile du monde. En reconnaissant qu'ils disposaient de l'arme nucléaire (ce que chacun murmurait depuis plus de dix ans) et de lanceurs à longue portée, en même temps que leurs troupes traversaient le détroit d'Ormuz, ils ont cru que nul n'oserait leur résister. Et, s'ils étaient parvenus à leurs fins, le sort de l'Occident, comme celui de la Chine, eût été entre leurs mains.

*Seulement voilà. Le président américain, la présidente européenne et le président chinois, unis dans leur nouvelle Alliance, ont clairement posé un ultimatum, menaçant une nation, pour la première fois depuis la disparition de l'Union soviétique, de représailles nucléaires. La France, qui continue de gérer l'arsenal atomique au nom de l'Union, a annoncé la mise en alerte de quatre de ses sous-marins lanceurs d'engins. Les dirigeants de Téhéran ont hésité; trois jours; les trois jours les plus longs de notre histoire. Et puis les mollahs ont fait reculer leurs troupes et la présidente de l'Iran a annoncé le démantèlement des armes nucléaires du pays (voir page 24).*

*L'alerte est passée, mais l'affaire n'est pas terminée. Il est possible que ces dirigeants se vengent par une attaque surprise contre l'un ou l'autre des membres de l'Alliance. Ou qu'ils poursuivent leur stratégie de harcèlement. Il est aussi envisageable que le grand peuple iranien, soucieux de sa pérennité, se débarrasse de ceux qui le dirigent depuis près d'un demi-siècle. Quoi qu'il arrive, le XXIe siècle vient enfin de commencer.*

05/01/2006 - Téhéran désamorçé - Vincent Hugueux

*D'un trait de plume, l'Iran vient d'abolir les décennies d'efforts ruineux déployés pour enrichir son arsenal nucléaire militaire. Le 2 janvier, à Téhéran, la présidente, Nargis Ebadi, a amorcé symboliquement le démantèlement des missiles à longue portée Shahin 17, devant un parterre de chefs d'Etat et de gouvernement, à la suite de la grave crise internationale traversée ces derniers jours.*

19/01/2006 - Le défi persan - Vincent Hugueux

**Les menaces de sanctions occidentales, si Téhéran reprenait ses activités nucléaires sensibles, ne troublent guère le régime. Tout le monde en Iran veut le nucléaire, cause**

**nationale. L'Iran a surtout les moyens de gagner encore du temps ; il joue la montre : les Israéliens parlent d'un ou deux ans, les britanniques de 8 à 10 mais peu importe, ce qui est certain c'est que l'Iran est déterminé et possède une capacité de nuisance telle qu'il peut continuer son programme nucléaire...**

*Le énième « ultime avertissement » aura-t-il plus d'impact que les autres? Pas sûr. Sourd aux mises en garde de l'Occident, l'Iran a brisé le 10 janvier les scellés apposés par les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur trois centres de recherche nucléaire.*

### Une forte capacité de nuisance

*Les menaces de sanctions, au demeurant aléatoires, n'émeuvent guère le régime des mollahs, pourvu d'un arsenal de représailles diversifié. Une loi promulguée en décembre 2005 par le président Mahmoud Ahmadinejad permet de fait à Téhéran de s'affranchir du protocole additionnel du Traité de non-prolifération (TNP) - signé en 2003, mais jamais ratifié par le Majlis (Parlement) - et donc d'entraver les inspections des sites nucléaires. Envisage-t-on un châtiment économique? L'effet boomerang serait garanti, dès lors qu'il viserait un pays richement doté en pétrole et en gaz. Nos censeurs « ont dix fois plus besoin de nous que nous d'eux », claironne Ahmadinejad, prompt à agiter le spectre d'une flambée du cours du brut. De plus, la capacité de nuisance de la théocratie chiite en Irak, au Liban ou en Palestine invite les Etats-Unis à la retenue. Munies d'un droit de veto à l'ONU, la Russie, même irritée par l'intransigeance de son allié iranien, et la Chine, cliente à l'appétit énergétique insatiable, désavoueraient à coup sûr des mesures de rétorsion radicales. Tout comme le Japon, premier importateur d'or noir persan, ou l'Inde. L'isolement de l'Iran suppose donc un patient travail de persuasion.*

*Sait-on assez que l'une des principales artères de Téhéran a pour nom « avenue du Maître-du-Temps »? **La République islamique joue avec un art consommé du sablier. Elle a mis à profit les années de palabres pour accroître à coups de contrats la dépendance, donc la bienveillance, de ses partenaires. Mais aussi pour acquérir clandestinement des équipements nucléaires suspects et stocker vivres et médicaments, en vue d'un éventuel embargo. La bombe, c'est pour quand? Dans un à deux ans, prétend Israël. Huit à dix, objectent des experts britanniques. Une certitude : il serait inutile, en la matière, de miser sur des dissensions internes. Née sous le Shah, l'ambition nucléaire iranienne fait, au nom d'un patriotisme ombrageux, l'objet d'un robuste consensus. Du portefaix des***

*quartiers déshérités du sud de Téhéran à l'intello libéral réfractaire aux harangues haineuses d'Ahmadinejad.*

09/03/2006 - Le jeu de l'Union - Jean Michel Demetz

**Le piège iranien a été déjoué ! Face aux attermolements de Téhéran, la troïka européenne aura au moins permis l'émergence d'un consensus international sur le dossier du nucléaire iranien - le piège iranien a été déjoué !**

*Le plat de carottes européen n'aura pas été assez alléchant. D'abord parce que rien n'indique que le régime actuel, issu d'une révolution à vocation prosélyte, souhaite troquer son statut de forteresse assiégée pour s'insérer dans le concert des nations. Ensuite, parce que le pouvoir iranien sait que le véritable bras de fer se joue avec Washington. Les entreprises européennes ne pourront opérer de transfert de technologies sans l'aval des Etats-Unis. Ce sont les boys américains qui sont aux frontières du pays. Et, surtout, l'administration Bush n'a jamais cessé d'appeler au changement de régime à Téhéran, ce qui, de fait, ne pouvait que saper la crédibilité de l'offre européenne.*

*L'action des diplomates européens n'aura toutefois pas été inutile. En jouant les bons offices, ils ont peut-être bâti l'amorce d'un consensus au sein de la communauté internationale - ce que l'administration Bush n'aurait pas pu obtenir. La résolution du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) transmettant, le 4 février, le dossier au Conseil de sécurité a ainsi été adoptée par 27 voix pour (dont la Russie, la Chine, l'Égypte, l'Inde et le Brésil). Seuls Cuba, la Syrie et le Venezuela ont voté contre. Le piège tendu par l'Iran d'un affrontement entre l'Occident et le monde en voie de développement (ou l'Islam) aura été de la sorte déjoué. « La diplomatie européenne ne peut marcher que si Pékin et Washington n'y font pas obstruction », rappelle toutefois Mark Leonard, analyste au Centre for European Reform. Reste à voir la portée de cette - petite - victoire lorsque sera abordée la question des sanctions, dont l'Europe veut qu'elle frappe les élites du régime, et non le peuple, puis de l'éventuel recours à la force. Ce sera à la fois le test ultime de la cohésion retrouvée des Européens et celui de la convergence des alliés transatlantiques.*

09/03/2006 - Le coût de la surenchère - Vincent Hugeux

**Dans la bataille atomique contre l'Occident, le régime a misé gros. Peut-être trop : le dossier iranien va passer sur la table du Conseil de sécurité. Le pouvoir intérieur se**

**fissure sur la tactique à tenir, la Russie s'agace ; mais l'Iran a des atouts : l'article « dénonce » l'inertie onusienne et rappelle que l'Iran produit de la « suspicion en quantité industrielle » ...il est temps d'agir...**

*Certes, la République islamique détient quelques atouts. D'abord, le consensus que suscite dans le pays, très au-delà des cénacles théocratiques, le droit à la souveraineté nucléaire. Ensuite, l'inertie de la machine à sanctions onusienne, qu'un veto chinois suffirait à enrayer. Enfin, une capacité de nuisance décuplée par l'envolée du cours du pétrole brut et le fiasco irakien. Le chantage au chaos affleure dans maints propos officiels. L'accueil réservé voilà peu au leader chiite radical Moqtada al-Sadr n'avait rien de fortuit. Pas plus que la récente visite du président Mahmoud Ahmadinejad en Syrie, autre paria, ou que les largesses promises au Hamas palestinien.*

***Pour autant, le prix de la surenchère révolutionnaire peut s'avérer prohibitif. Partenaire traditionnel, la Russie s'est lassée de l'intransigeance de Téhéran quant à l'enrichissement de l'uranium, au point de démentir sèchement l'annonce d'un « accord total » imaginaire. Outre les divergences tactiques sur la conduite du bras de fer, une ligne de faille se dessine au sommet du pouvoir iranien. Elle sépare ceux qui croient aux dividendes d'une confrontation tous azimuts avec l'Occident des pragmatiques, aptes à soupeser la facture de l'isolement. Et il n'est pas exclu que le Majlis (Parlement), pourtant aux mains des conservateurs, retoque le budget inflationniste d'Ahmadinejad. « Le purisme en vigueur coûte très cher », avance un expert européen.***

*Le régime des mollahs a sans doute misé trop gros. Même si, fidèle à sa légende, George Bush vient de le gratifier de l'inusable martingale du « deux poids, deux mesures ». Le pacte de coopération sur le nucléaire civil conclu avec l'Inde, le 2 mars, affranchit New Delhi, qui n'a jamais daigné signer le traité de non-prolifération, de son statut de cancre de la classe atomique. « Les Indiens, nuance un diplomate, ne traînent pas dix-huit ans de programmes clandestins et de violations des règles de l'AIEA. Tout est affaire de confiance. » En attendant mieux, l'Iran produit de la suspicion en quantité industrielle.*

**20/04/2006 - Bientôt la bombe ? - Dominique Lagarde**

**En enrichissant l'uranium, l'Iran vient de franchir un cap supplémentaire**

*Le seul fait d'enrichir de l'uranium ne constitue pas, en soi, une violation du traité de non-prolifération (TNP) puisqu'il s'agit d'une technologie « duale », dont les applications*

*peuvent être civiles ou militaires. Mais, pour les spécialistes, il s'agit bien d'un indice supplémentaire qui témoigne de la volonté de Téhéran d'acquiescer la capacité de fabriquer une bombe atomique. Car les Iraniens n'ont aucun besoin « civil » de produire de l'uranium enrichi : leur unique centrale nucléaire, celle de Bouchehr, est alimentée par du combustible fourni puis retraité par la Russie.*

*Le chercheur estime qu'en faisant fonctionner uniquement les 6 cascades de l'usine pilote, ils auraient de quoi faire une bombe « dans un délai de dix-huit à vingt-quatre mois ». À terme, une fois l'usine principale opérationnelle, ils devraient pouvoir produire « la matière nécessaire de 20 à 40 armes par an ». À la condition, toutefois, de disposer de l'hexafluorure nécessaire. Au début de 2006, l'AIEA estimait que l'Iran possédait 85 tonnes de ce composant, soit de quoi produire entre 12 et 15 armes. Parallèlement, l'une des découvertes les plus récentes de l'AIEA - elle date de l'an dernier - est un document d'origine pakistanaise sur la façon d'usiner et de modeler la matière fissile pour lui donner une forme hémisphérique.*

*Les Iraniens s'intéressent aussi à la possibilité de fabriquer des bombes au plutonium. Ils se sont déjà dotés, à Arak, dans l'ouest du pays, d'une usine de production d'eau lourde et sont en train de construire, à proximité, un réacteur susceptible de produire du plutonium de qualité militaire. Son entrée en service est prévue pour 2011*

**20/04/2006 - L'escalade - l'Express**

**10 janvier 2006 : l'Iran brise les scellés placés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), depuis 2003, sur plusieurs centres de recherche nucléaire.**

**31 janvier 2006 : saisine du Conseil de sécurité de l'ONU par les Etats-Unis, la Chine, la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France.**

**4 février 2006 : l'AIEA accorde un mois à l'Iran pour observer de nouveau le moratoire sur ses activités nucléaires.**

**8 mars 2006 : l'Iran ayant refusé d'obtempérer, l'AIEA transmet le dossier au Conseil de sécurité.**

**29 mars 2006 : le Conseil de sécurité exige que l'Iran cesse ses activités sensibles d'enrichissement de l'uranium et lui impose une date limite fixée au 28 avril imminent....**

04/05/2006 - « Une capacité de nuisance considérable » - Vincent Hugué

Directeur de recherche au CNRS-Ceri, Jean-François Bayart décrypte la stratégie nucléaire de Téhéran et les ambiguïtés de la riposte occidentale : « **Nous surestimons le poids d'Ahmadinejad, l'Iran est un peu diabolisé ; l'Iran applique au fond la vieille doctrine de la dissuasion. Mais sa capacité de nuisance est considérable.** »

Entre l'Iran et l'Occident, le point de non-retour a-t-il été franchi ?

« La porte reste ouverte à d'éventuelles négociations, mais je n'y crois pas trop. Téhéran est déterminé à mener à bien son programme et les pays occidentaux sont décidés à mettre sous tutelle l'Iran nucléaire. Pour l'instant, nous sommes dans la confrontation. »

Quel est le ressort profond de cette ambition ?

« L'impératif de sécurité nationale. L'idée que l'Iran caresserait le projet de détruire un jour Israël par l'arme nucléaire me paraît tout à fait loufoque, quels que soient les propos, inadmissibles, du président Mahmoud Ahmadinejad. **L'objectif premier est de sanctuariser le territoire, en vertu de la bonne vieille doctrine française de la dissuasion. L'Iran, ne l'oublions pas, a été victime d'une guerre d'agression de la part de l'Irak en 1980, que les Occidentaux, France en tête, ont appuyé militairement. Par ailleurs, ce pays a perdu de nombreux territoires au XIXe siècle, dont l'actuel Azerbaïdjan et la moitié de l'Afghanistan. Il a ensuite été placé sous condominium russo-britannique, puis, pendant la Seconde Guerre mondiale, sous la tutelle des Alliés. Enfin, il a vu ses ressources pétrolières aliénées. On dit souvent que les Iraniens sont un peu paranos. Cependant, même les paranos ont des ennemis.** »

Que signifient les allusions de Téhéran à une dissémination de l'expertise nucléaire dans le monde islamique ?

« À mon sens, cela relève de la diplomatie du chantage - la réponse du berger iranien à la bergère occidentale. Téhéran a en fait renoncé à la vision « néotrotskiste » de la révolution islamique dans tous les pays musulmans dès le début des années 1980, du vivant même de l'imam Khomeini. »

Quel est dans ce dossier le poids du président Ahmadinejad ?



*« Les Occidentaux commettent l'erreur de surestimer son rôle. En réalité, la politique nucléaire est décidée collégialement au sein du Haut Conseil de sécurité nationale, où cohabitent toutes les factions du régime. Cinq hommes ont l'initiative : le Guide de la révolution, Ali Khamenei, primus inter pares ; l'ancien Premier ministre Mir Hossein Moussavi, à l'origine de la relance d'un programme suspendu par Khomeini dès 1979 ; les anciens présidents Rafsandjani et Khatami, lequel a assumé le durcissement nucléaire; et Ahmadinejad. »*

*Le bras de fer irano-occidental sonne-t-il le glas du TNP ?*

*« L'Iran, qui a signé ce traité et sa clause additionnelle, souhaite apparemment y rester. Le paradoxe, c'est que l'Occident a toléré et aidé le passage au nucléaire d'Israël, du Pakistan ou de l'Inde, qui n'ont jamais souscrit au traité - comme s'il y avait une espèce de prime aux non-signataires, alors que l'Iran se voit diabolisé et placé sur l' "axe du mal". On peut se demander si les Occidentaux ne sont pas les premiers à saper la légitimité et la crédibilité du TNP. »*

*En cas d'escalade, quelle est la capacité de nuisance de l'Iran ?*

*« Elle est considérable ! Le pays est dirigé par des durs à cuire qui ont connu la clandestinité, la prison, la torture, une guerre terrible contre l'Irak. Ils ont une vieille pratique du contournement des sanctions internationales. Ces gens-là peuvent recourir au terrorisme d'autodéfense, comme dans les années 1980. Ils peuvent aussi contribuer à déstabiliser l'Afghanistan et l'Irak. Ou recourir à l'arme du pétrole... »*

23/03/2006 - « La force de l'Iran c'est son message » - Vincent Hugué

**Nucléaire, Irak, Etats-Unis, Europe, Israël... Saïd Jalili, vice-ministre des Affaires étrangères, défend les positions radicales de Téhéran. L'Express dénonce le message.**

*L'homme est jeune - 40 ans - urbain, patient et préfère la pédagogie à l'imprécation. Réputé proche du président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, Saïd Jalili a hérité du fauteuil de vice-ministre des Affaires étrangères « pour l'Europe et les Amériques ». Natif de Machhad, la cité sainte de l'Est iranien, ce diplômé en sciences politiques s'évertue à donner un visage avenant au néoradicalisme en vigueur. Jamais il n'élève la voix sinon, avec mesure, quand on ose suggérer que les anathèmes de son mentor reflètent une maîtrise incertaine des enjeux planétaires. Une carrière diplomatique précoce a*



conduit, dès 2001, Jalili à la direction du bureau du Guide suprême de la révolution islamique, Ali Khamenei. Promotion éloquente, tout comme les titres des deux ouvrages dus à sa plume : un essai sur « la politique étrangère du Prophète » et une thèse de doctorat consacrée à « la pensée politique de l'islam dans le saint Coran » ?

« Le dialogue pour le dialogue n'a aucun sens, précise d'emblée Saïd Jalili. Dans un climat de menace, d'intimidation, il s'apparente à un diktat pur et simple. Ceux qui prétendent nous donner des leçons de modernité ont des agissements dignes du Moyen Age. » Ambiance... Sur fond de bras de fer nucléaire, ce prologue vaut pour l'Europe comme pour les Etats-Unis. Dans le meilleur des cas, le Vieux Continent a été fourvoyé par l'Amérique. Au pis, il fait étalage de son incapacité à assumer un rôle autonome. Vu de Téhéran, l'allié moscovite s'en sort mieux. Même si l'on sent affleurer le dépit qu'inspire un partenaire jugé trop perméable au forcing de Washington. À l'évidence, l'équipe Ahmadinejad mise sur la Russie et la Chine, toutes deux membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, pour entraver la marche aux sanctions.

L'annonce d'échanges directs entre les Etats-Unis et l'Iran - démarche inédite depuis la rupture d'avril 1980 - ne doit à aucun prix passer pour une reculade. « Nous avons toujours refusé l'approche dictatoriale et despotique des Américains, insiste le vice-ministre. Cette fois, nous sommes disposés à discuter exclusivement de l'Irak et à la demande de nos amis irakiens. Dès lors que l'occupation militaire aggrave l'insécurité, il est normal que nous ne ménagions aucun effort. Même s'il faut pour cela dialoguer avec Washington, dont nous mesurons naturellement la faiblesse. »

### Exporter la révolution

Si l'on objecte que le contentieux atomique flottera fatalement sur d'éventuels pourparlers, Saïd Jalili invoque le précédent afghan : « Après la chute du régime taliban, nous avons participé comme les Américains à la conférence de Bonn, sans tenter de tirer profit de ce forum pour traiter d'autres enjeux. »

**Le jeune vice-ministre fustige la duplicité de l'Occident, hier fournisseur de l'Irak de Saddam Hussein en armes de destruction massive « dont l'Iran a été la victime ».** Il rappelle l'annulation unilatérale par la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, au lendemain de la révolution, des contrats d'équipement nucléaire passés sous le Shah. Et évoque le complot jadis fatal à Mossadegh, coupable d'avoir entrepris de nationaliser le

*pétrole iranien. « Vingt-cinq ans après, notre peuple renversait le pouvoir issu du coup d'Etat; et un demi-siècle plus tard, il recevait les excuses de Madeleine Albright, alors secrétaire d'Etat américaine. L'histoire se répétera. »*

*Moyennant quoi Téhéran dénonce sans relâche « l'illégitimité du régime sioniste » et pourfend cet Etat d'Israël qu'Ahmadinejad, fidèle en cela à la rhétorique de l'imam Khomeini, souhaite voir « rayé de la carte ». Avec un robuste aplomb, Saïd Jalili juge que le « tapage » suscité par la sortie négationniste de « Son Excellence » - l'Holocauste ravalé au rang de mythe - prouve sa « pertinence ». Conscient de l'écho que rencontre ce discours de haine dans le monde arabe, le nouveau président rêve sans doute de raviver le dessein initial d'exportation de la révolution. « L'idéal n'a jamais varié. Mais il s'agit d'une exportation spirituelle. La force de l'Iran, c'est son message. » La courtoisie de Jalili ne serait-elle qu'un vernis ? Voilà peu, il aurait ainsi admonesté l'ambassadeur britannique, venu prendre congé : « Vous avez compromis ici les intérêts à long terme de votre pays. » Réplique de l'intéressé : « Vous mettez en péril ceux du vôtre. À long terme et à court terme. »*

**01/06/2006 - Dialogue de sourds mais dialogue quand même - Pauline Lecuit**

**Washington s'est dit prêt à discuter avec l'Iran à condition que Téhéran suspende son programme d'enrichissement de l'uranium. La proposition a été retenue, mais la condition rejetée.**

*Des discussions directes sont en vue entre Washington et Téhéran sur la question du nucléaire iranien. Si chacun reste farouchement sur sa position, cette nouvelle approche tactique constitue une avancée notable, les deux pays ayant rompu leurs relations diplomatiques depuis 1979.*

*Si la proposition américaine - qui exclue donc la menace immédiate d'un recours à une intervention militaire contre Téhéran - a été globalement saluée dans le monde, notamment par Margaret Beckett, secrétaire au Foreign Office, Philippe Douste-Blazy, ministre français des Affaires étrangères ou encore les ambassadeurs de Russie et de Chine à l'ONU, certaines voix se sont cependant élevées pour regretter que l'offre soit assortie de conditions. « Je pense que ce sera dur pour l'Iran de dire oui. Et les Américains ne veulent peut-être même pas que les Iraniens disent oui », a ainsi déclaré sous le sceau de l'anonymat un diplomate de l'Union européenne proche des discussions.*

« Mais Bush peut (...) dire que ce sont les Iraniens et non Washington qui ont refusé le dialogue », a-t-il ajouté.

Un haut responsable de l'administration américaine a par ailleurs expliqué, sous couvert de l'anonymat, que Washington était convaincu que la Russie et la Chine accepteraient de réclamer des sanctions contre l'Iran si Téhéran rejetait l'offre formulée par Condoleezza Rice ou si les discussions échouaient.

**23/06/2006 - Téhéran reste inflexible - Julien Bordier**

**L'Iran n'envisage pas de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, même après des discussions avec les grandes puissances, a déclaré vendredi un haut responsable iranien.**

Le chef du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran, Ali Larijani, a ainsi affirmé que les Etats-Unis avaient l'intention de renverser le gouvernement de Téhéran quel que soit le résultat des pourparlers entre Téhéran et la communauté internationale.

« La question nucléaire est juste un prétexte. Si ce n'était pas le nucléaire, ils auraient trouvé autre chose », déclare Larijani, dans une interview publiée vendredi par le quotidien britannique The Guardian.

Les Etats-Unis, qui suspectent l'Iran de poursuivre un programme d'enrichissement d'uranium à des fins militaires, affirment souhaiter une solution diplomatique mais n'ont jamais écarté la possibilité d'intervenir militairement.

Larijani estime dans l'interview que « l'offre » des « Six » est un « sermon ambigu de A à Z ». Il rejette la suspension de l'enrichissement de l'uranium comme une condition préalable à des pourparlers et annonce que l'Iran présentera des contre-propositions détaillées.

Larijani dément par ailleurs que Téhéran ait l'intention de bloquer les exportations de pétrole par le détroit d'Ormouz, où transitent près des deux cinquièmes de la production mondiale de brut.

Mais il prévient que, si le Conseil de sécurité des Nations unies prenait des mesures contre l'Iran, Téhéran reconsidérerait ses relations avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, rapporte le quotidien

29/06/2006 - Pas de réponse pour le 5 juillet - Sibel Elmas

**Les ministres des Affaires étrangères du G8 voulaient une réponse de l'Iran à leurs propositions sur le nucléaire pour le 5 juillet. Téhéran vient de refuser.** *Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, ayant déclaré la semaine dernière que son pays répondrait avant le 22 août, sans donner plus de précision.(...) En dépit de l'unité affichée par le G8 à Moscou, confortée par un appel de Pékin à une réponse rapide de Téhéran, un refus iranien risquerait de semer la division. La Chine et la Russie sont opposées à des sanctions des Nations unies à l'encontre de l'Iran.*

06/07/2006 - L'Iran rappelle la date du 22 août - Sibel Elmas

**L'Iran a annoncé qu'il ne compte pas répondre à l'offre des Six la semaine prochaine lors d'une rencontre entre Javier Solana, porte-parole de la diplomatie européenne, et Ali Larijani, chef des négociateurs iraniens sur le nucléaire.** *Téhéran a rappelé qu'une réponse sur son éventuel abandon de l'enrichissement nucléaire serait donnée le 22 août au plus tard.*

07/07/2006 - L'Iran fait attendre sa réponse - Pierre Yves Lautrou

**Tandis que les grandes puissances attendent une réponse à leurs propositions pour débloquer la crise portant sur son programme nucléaire, l'Iran maintient le suspense.**

11/07/2006 - L'Iran ne cèdera pas d'un pouce - Sahra Saoudi

**La rencontre entre le négociateur en chef de l'Iran et le porte-parole de la diplomatie européenne n'a pas permis de faire avancer le dossier, comme le souhaitaient les Occidentaux, avant le G8 du week-end prochain. L'Iran avance que la proposition est ambiguë et qu'il manque des garanties juridiques.**

*« Puisque nous devons en passer par un long processus, nous devons être patients et faire les choses avec exactitude », a estimé, quant à lui, Larijani. Mais le négociateur iranien avait, avant cette rencontre, précisé qu'il refusait de se laisser enfermer dans le calendrier serré voulu par les Occidentaux. « Nous avons exprimé nos vues en ce qui concerne l'échéance. Nous ne sommes pas habitués à agir avant de réfléchir », a-t-il expliqué. L'Iran parle d'une réponse fin août.*

*En tournée dans les provinces de son pays, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a adopté un ton de défiance : « La nation iranienne ne reculera pas d'un pas sur le chemin de la réalisation de tous ses droits, y compris ses droits complets dans le domaine nucléaire et l'utilisation de ses capacités pour produire du combustible nucléaire », a-t-il fait savoir, selon l'agence de presse officielle IRNA. »*

### Une offre ambiguë

*L'offre de la communauté internationale prévoit des mesures incitatives technologiques, économiques et politiques, dont un réacteur nucléaire et la garantie d'approvisionnement en combustible si l'Iran renonce à son programme d'enrichissement. Ce dernier estime que l'offre est ambiguë et cherche à obtenir des éclaircissements sans donner le moindre signe de nervosité. Après la réunion avec Solana, un haut responsable iranien a indiqué que toutes les questions de Téhéran n'avaient pas obtenu de réponse et qu'il manquait notamment des garanties juridiques.*

### 13/07/2006 - La pression sur l'Iran s'intensifie - Auriane Boudin

**Les représentants des six grandes puissances réunis mercredi à Paris ont haussé le ton face à l'Iran en renvoyant le dossier du nucléaire devant le Conseil de sécurité de l'ONU et en brandissant la menace de sanctions face au refus de Téhéran de suspendre l'enrichissement d'uranium.**

### 31/08/2006 - Sanctions : une arme contre l'Iran ?

**Les sanctions sont-elles efficaces? Elles semblent être pour l'instant la seule solution !**

*(...) L'inflation des sanctions depuis 15 ans ? ... Leur efficacité discutée. Et pour l'Iran ?*

*Aujourd'hui, pas moins de dix programmes de sanctions ont été adoptés par les Nations unies, qui en surveillent (plus ou moins) l'application à travers des commissions ad hoc. Fruit, par définition, d'un compromis, la sanction onusienne est explicitement prévue au chapitre 7, article 41 de la Charte. Lequel stipule que le Conseil « peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée » doivent être prises.*

### Une efficacité discutée

*« Les sanctions sont d'autant moins efficaces que leur objectif est vaste. Un embargo au nom des droits de l'homme a-t-il jamais été productif ? À quoi a servi l'embargo européen*

sur les armes lourdes à destination de Pékin au lendemain du massacre de Tiananmen, à part camoufler l'impuissance derrière la bonne conscience? Il témoigne, dans ce cas surtout, d'une approche moraliste et prend l'allure d'un alibi plus propice à la prise de conscience du problème qu'à sa résolution. Même les politiques d'embargo menées par les Nations unies à l'encontre de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, à l'ère de l'apartheid, n'ont pas eu d'effet direct ni immédiat. Et, malgré un demi-siècle de sanctions américaines, les frères Castro tiennent toujours serrées les rênes du pouvoir à La Havane. L'adoption, en octobre 1999, d'une résolution par le Conseil de sécurité gelant les avoirs financiers du régime taliban et interdisant le trafic aérien à destination ou en provenance d'Afghanistan n'a, en rien, accéléré la chute des fous d'Allah ni menacé la tranquillité d'Oussama ben Laden, réfugié chez eux. Sur la question de la prolifération nucléaire, enfin, force est de reconnaître que les sanctions américaines à l'encontre de l'Inde, puis du Pakistan n'ont pas empêché ces deux Etats d'acquérir la bombe ».

L'Iran sera-t-il, au final, sanctionné ?

« Les Américains n'ont pas caché qu'ils entendaient voir l'ONU adopter des sanctions à l'encontre de Téhéran. Les diplomates à Washington, Londres et Paris discutent ainsi d'un texte prévoyant l'arrêt total des livraisons de matériel balistique et nucléaire à l'Iran, des interdictions de visas et le gel d'avoirs financiers. Les Etats-Unis appliquent déjà ces mesures depuis 1979, à hauteur d'un montant estimé entre 8 et 17 milliards de dollars cumulés. Les Occidentaux évoquent en outre, avec plus de prudence, un possible embargo sur les produits pétroliers. Ces rétorsions ne sont pas simples à mettre en œuvre. Et probablement déjà tardives. La Banque centrale d'Iran aurait déjà mis à l'abri une partie des fonds en les transférant des banques européennes vers des établissements situés en Asie. Et il est raisonnable d'estimer que les comptes privés des cadres du régime ont pris le même chemin depuis longtemps... **Pour être efficace, l'adoption de sanctions à l'encontre de Téhéran doit également prévoir des procédures de mise en œuvre, de vérification de leur entrée en vigueur et de levée éventuelle (à quelles conditions? avec quel calendrier?) de ces dernières.** Reste à voir si Pékin et Moscou (dont le ministre des Affaires étrangères juge, aujourd'hui, « prématuré et peu judicieux de parler de sanctions »), fournisseurs conséquents de Téhéran et détenteurs d'un veto au Conseil de sécurité, accepteraient un tel texte. Même s'ils se contentaient de s'abstenir, l'efficacité de ces mesures resterait conditionnée à leur degré d'application effective. **Quoiqu'alliés de**

***L'Occident, les Etats voisins de l'Iran (Golfe, Asie centrale) y sont opposés et pourraient contrarier son contrôle. ...***

*...Il est peu plausible, enfin, que les entreprises asiatiques respectent un éventuel embargo. Le pétrolier chinois Sinopec est en train de négocier des méga-contrats (exploration, raffinerie...). Et le Japon importe d'Iran 14% de sa consommation de pétrole. Puissant argument à l'heure où le baril de pétrole plane au-dessus de 70 dollars! L'Union européenne, au sein de laquelle la France, l'Espagne, l'Italie sont également dépendantes de l'or noir iranien, n'aurait d'autre choix, alors, que de proclamer unilatéralement des sanctions limitées, excluant tout boycott du pétrole. En étant consciente de la faiblesse de ses leviers de pression. »*

*Quelle alternative ?*

*« Les options militaires mises à part, certains analystes américains plaident pour une politique diamétralement opposée aux sanctions : « l'engagement constructif ». C'est la carotte, plutôt que le bâton, défendent-ils, qui serait le meilleur outil pour désarmer les régimes répressifs. Ainsi en Iran, le développement des échanges commerciaux, touristiques, culturels, combiné à la formidable attraction de l'American Way of Life, serait à même de nourrir la soif de changement d'une jeunesse devenue dès lors rétive à la férule des mollahs. À l'appui de cette thèse, l'effondrement de l'ex-bloc soviétique. Arrosées par les images et les ondes des médias occidentaux, les démocraties populaires auraient implosé parce que leur légitimité était minée par la supériorité spectaculaire du capitalisme triomphant. D'un « Empire du mal » à l'autre, la recette pourrait-elle marcher ? Et, surtout, la communauté internationale a-t-elle encore assez de temps devant elle pour jouer cette carte ? D'autres stratèges, enfin, défendent la nécessité d'un « grand sommet » entre Téhéran et Washington, discussion de bazar à l'échelle mondiale où tous les différends qui opposent les deux Etats depuis la révolution islamique de 1979 seraient mis sur le tapis. La visite annoncée du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, invité par une ONG anglicane à Washington, le 7 septembre, peut-elle en être le prodrome? Raison de plus pour continuer à brandir l'arme des sanctions. »*

**24/08/2006 - Téhéran bombe le torse - Vincent Delon**

**L'Iran a choisi l'affrontement avec l'occident, car Téhéran sait qu'il est en position de force : liens avec des groupes dans la région capables de l'embraser, borbier irakien,**

**pétrole, représentation des musulmans qui résistent ... la population commence toutefois à s'essouffler. La dernière phrase suggère que le pays souffre tout de même de moyens limités en raison de l'embargo.**

*« L'opération a été annoncée en fanfare sur le petit écran iranien. Baptisée « Coup de Zolfaghar » - du nom de l'épée d'Ali, l'un des 12 imams chiïtes, vénéré comme un saint en République islamique - la nouvelle série de manœuvres militaires lancée à travers tout l'Iran intervient, comme par hasard, au lendemain du cessez-le-feu au Liban et sur fond de contentieux nucléaire entre Téhéran et l'Occident. « Il s'agit de présenter la nouvelle doctrine défensive du pays », clame haut et fort le porte-parole militaire, le général Mohammad Reza Ashtiani, dans une interview accordée à la télévision d'Etat.*

*Avec son refus de renoncer à l'enrichissement d'uranium - proclamé dès le 21 août par l'ayatollah Ali Khamenei, n° 1 du régime - la République islamique opte, de facto, pour la confrontation avec l'Occident. Fini, la page des années Khatami, des réformes, du dialogue des civilisations, des sourires coiffés d'un turban. La nouvelle équipe, au pouvoir depuis l'élection du président ultraconservateur, Mahmoud Ahmadinejad, en juin 2005, ne cherche en rien à séduire. Constituée d'anciens Gardiens de la révolution, formés à l'école des tranchées de la guerre Iran-Irak (1980-1988), et de membres des services de renseignement, elle réunit des hommes décidés à se confronter à l'Occident. « Avant, il était difficile de parler aux Iraniens, souffle un diplomate occidental en poste à Téhéran. Aujourd'hui, c'est quasi impossible. »*

*Si la République islamique tient tête, c'est parce qu'elle sait qu'elle en a maintenant les moyens : « Téhéran se trouve aujourd'hui dans une position de force et entend en profiter, confie un expert iranien en relations internationales qui préfère conserver l'anonymat. Ses alliés du Hezbollah célèbrent leur victoire au Liban, les Etats-Unis peinent en Irak et le régime compte sur l'argent du pétrole pour faire face aux sanctions internationales. »*

*La crise libanaise a, sans conteste, conforté l'Iran dans sa position de force. Avec le mythe de la grande armée israélienne invincible parti en fumée, la République islamique, à l'issue du cessez-le-feu, bombe le torse. Un article intitulé « Bien joué! », publié dans les pages du quotidien conservateur Kayhan, donne le ton : « La guerre a servi de leçon à l'Amérique et au régime sioniste, et leur fait craindre la confrontation avec un superpouvoir comme l'Iran. » Quant à l'enlisement des GI en Irak, il a fini par estomper les dernières craintes, à Téhéran, d'une invasion américaine. D'autant que la République*



*islamique est bien consciente de détenir l'une des armes les plus précieuses qui soient : le pétrole, dont les prix ont déjà commencé à flamber.*

*Elle sait aussi qu'elle peut compter sur une multitude de réseaux - du Hamas en Palestine aux miliciens de Moqtada al-Sadr en Irak, en passant par le Hezbollah libanais - qu'elle peut activer si nécessaire. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad, la République islamique cherche à s'imposer comme le nouveau leader de la cause musulmane. Si, dans les capitales occidentales, le fanatisme mystique d'Ahmadinejad fait couler beaucoup d'encre, ses discours anti-israéliens et son défi à « l'opresseur américain » ont fait du chef de l'Etat iranien l'un des chiïtes préférés, avec Hassan Nasrallah, de la rue arabe, pourtant sunnite en majorité. »*

*À l'intérieur, cependant, la population commence à s'essouffler*

*« Reste que les proclamations belliqueuses ne constituent pas, à elles seules, une politique. Au lendemain du lancement de l'opération « Coup de Zolfaghar », un petit avion militaire s'écrasait au nord de Téhéran. Il s'ajoute à la triste liste des appareils victimes d'accident, faute de pièces détachées. Celles-ci sont soumises aux sanctions économiques américaines. »*

**01/09/2006 - L'Iran ne renoncera jamais - Hana Al Hussaini**

**Au lendemain de l'expiration de l'ultimatum fixé par les Nations unies à l'Iran pour qu'il cesse l'enrichissement de l'uranium, les propos du président iranien sont sans ambiguïté. Téhéran s'expose désormais à des sanctions.**

*Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a affirmé jeudi soir que les grandes puissances se trompaient si elles croyaient pouvoir obliger l'Iran à reculer sur ses acquis dans le domaine du nucléaire.*

(...)

*Selon Bolton, le rapport de l'AIEA montre que le programme nucléaire iranien ne peut s'expliquer que par les ambitions militaires de Téhéran. « Ce rapport, bref et précis, conclut qu'après tant d'années d'efforts, l'AIEA ne peut toujours pas confirmer le caractère pacifique du programme nucléaire iranien », a-t-il dit.*

01/09/2006 - Pour l'UE il est urgent d'attendre - Eric Mettout

**Vingt-quatre heures après la fin de l'ultimatum enjoignant à l'Iran de cesser l'enrichissement de son combustible nucléaire, l'Europe juge que l'heure des sanctions envers Téhéran n'a pas encore sonné.**

*« La diplomatie est toujours la voie numéro un pour aller de l'avant » et l'heure des sanctions contre l'Iran sur le dossier nucléaire n'a pas encore sonné pour l'Union européenne, a expliqué son président en exercice, le ministre finlandais des Affaires étrangères, Erkki Tuomioja, avant d'entamer une réunion avec ses homologues.*

*Il confirme ainsi qu'à l'inverse des Etats-Unis, la plupart des pays du Vieux continent souhaitent toujours privilégier la voie du dialogue dans le différend international sur le programme nucléaire iranien. Et ce malgré la brutale réponse de Téhéran à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), jugée insatisfaisante par la plupart d'entre eux. Ainsi Philippe Douste-Blazy juge-t-il que « l'Iran ne s'est pas conformé aux exigences ».*

*Selon le ministre français des Affaires étrangères, la main reste malgré tout « tendue », à certaines conditions : que les Iraniens respectent le cadre « parfaitement connu », des négociations, qu'ils « suspendent les activités nucléaires sensibles, en particulier l'enrichissement d'uranium ».*

11/09/2006 - L'Iran brouille les pistes - Hana Al Hussaini

**Au cours d'une réunion à Vienne avec le porte-parole de la diplomatie européenne, Javier Solana, Téhéran a offert de geler pendant deux mois l'enrichissement d'uranium.**

Sauver la face

*Aliasghar Soltanieh, représentant de l'Iran à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui accompagnait Larijani, a affirmé qu'aucune offre de suspension du programme d'enrichissement n'avait été présentée à Solana. « L'Iran a toujours dit qu'il n'y avait aucun fondement légal et technique pour soutenir une telle exigence », a-t-il déclaré, interrogé à Vienne par la chaîne de télévision publique iranienne.*

12/09/2006 - L'Iran temporise - Hana Al Hussaini

**Téhéran envisagerait une suspension de ses activités d'enrichissement de l'uranium pendant la durée de nouvelles négociations avec le groupe des Six, qui sont en fait divisés mais le nient. C'est ce que cherche Téhéran : diviser pour gagner du temps avec une proposition alambiquée.**

*Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat, a répété que cette suspension était une condition préalable aux discussions. Elle n'a cependant pas formellement exclu que les Etats-Unis puissent se contenter d'un gel temporaire.*

(...)

*Craignant les représailles du quatrième exportateur mondial de pétrole, certains Européens ainsi que la Russie et la Chine préféreraient sauver la face avec un compromis ouvrant la voie à une suspension du programme d'enrichissement une fois les négociations engagées, estiment les milieux diplomatiques.*

(...)

*Mais l'ambassadeur américain à l'AIEA a nié que les pays impliqués dans la recherche d'un règlement de la crise soient divisés sur l'enchaînement suspension/négociations.*

*Dans un document de travail diffusé avant le week-end, la troïka européenne (Allemagne, France et Grande-Bretagne) relève que l'Iran cherche à gagner du temps. « L'objectif des Iraniens est manifestement de diviser la communauté internationale et de nous amener à discuter à leurs conditions de la façon de mener les discussions sans engagement de leur part et tout en poursuivant leur programme d'enrichissement », peut-on lire dans ce texte qui insiste sur les nombreux passages « verbeux, alambiqués et ambigus » de la réponse de Téhéran à l'offre des Six.*

14/09/2006 - « Iran-EtatsUnis : l'axe des mots »

**Téhéran et Washington se parlent mais cela n'implique pas forcément un dialogue : les messagers sans messages ne servent à rien, en l'occurrence il s'agit ici surtout pour l'Iran de montrer que Washington se dérobe au débat. Khatami a rendu visite à Bush, avec l'aval du Guide bien entendu. D'autres en Iran cherchent à conserver des passerelles, les conflits qui mêlent directement les deux pays ont contribué aussi**

*nécessairement au dialogue mais attention cela est très limité. On notera que le journaliste ironise sur les faucons américains et sur le pouvoir iranien aussi, les ultras de chaque camp en somme.*

Le Montesquieu des Lettres persanes aurait adoré la scène : un éminent mollah iranien, coiffé du turban noir des descendants du Prophète, discourant, le 6 septembre, dans un silence religieux, sous les voûtes gothiques de la cathédrale de Washington. Tandis que s'intensifie l'échange de missiles rhétoriques entre la République islamique et les Etats-Unis, la longue tournée américaine de l'ex-président Mohammad Khatami éclaire d'un jour nouveau un dialogue chaotique, conduit selon cette inusable formule : parlons-nous, mais, de grâce, n'en parlons pas.

*Une visite privée? Allons donc! Avec l'aval personnel de George W. Bush, le « Grand Satan » a accordé un visa et une escorte au plus haut dignitaire iranien jamais accueilli depuis la révolution de 1979. De même, on imagine mal Khatami entreprendre son périple sans l'aval du Guide suprême, Ali Khamenei.*

*Qui l'eût cru? Sur les rives du Potomac, le lobby des faucons a hurlé à l'infamie, tandis que, en Iran, dans l'entourage du président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, sa modération a valu au conférencier un torrent d'anathèmes. Dans un article fielleux, Fatemeh Rajabi, épouse du porte-parole du gouvernement, le relègue au rang d'agent du régime impérial déchu et des va-t-en-guerre de la Maison-Blanche, somme l'élite universitaire de « combattre violemment ses initiatives antinationales » et exige la tête de Javad Zarif, ambassadeur d'Iran aux Nations unies. Normal, là encore : par ses contacts avec les milieux académiques et les think tanks locaux, celui-ci s'efforce de préserver ou de restaurer des passerelles. D'autres s'y emploient, tels les familiers de l'ancien président Rafsandjani ou Mohammad Javad Larijani, frère d'Ali Larijani, ce mathématicien placé à la tête du Conseil suprême de la sécurité nationale et investi, à ce titre, d'un rôle crucial dans le bras de fer nucléaire.*

(...)

*Officiels ou non, les canaux d'échanges ne manquent pas davantage. À commencer par l'ambassade de Suisse à Téhéran, chargée depuis la rupture de représenter les intérêts des Etats-Unis en Iran.*

(...)

*Les convulsions qui secouent l'Irak et l'Afghanistan ont, de même, contribué un temps à délier les langues. A Bagdad, l'ambassadeur américain, Zalmay Khalilzad, parfait persanophone, peut, au besoin, deviser avec son homologue iranien.*

*(...) Reste que les messagers sans message ne servent pas à grand-chose. **Pour l'heure, le radicalisme en vogue tant à Téhéran qu'à Washington, où le scrutin parlementaire du 7 novembre prochain s'avère propice aux surenchères, condamne les estafettes à l'oisiveté. "Il y a peu de contacts directs, admet un diplomate européen de haut rang. Les Américains sont plutôt aveugles, et très dépendants de nous sur ce qui se passe en Iran." Il ne suffit pas, pour briser la glace, qu'Ahmadinejad invoque dans une longue missive adressée à George Bush, cet autre théocrate, les valeurs du christianisme et l'héritage monothéiste; ni qu'il lui propose un face-à-face public à la faveur de l'Assemblée générale de l'ONU, ouverte le 12 septembre. De tels appels ont avant tout pour vocation de persuader l'opinion iranienne et musulmane que le « grand oppresseur mondial » se dérobe au débat.***

**12/10/2006 - Iran-Corée, L'ONU peine à s'accorder - Marie Simon**

**La communauté internationale est unanime sur un point : il faut sanctionner l'Iran pour ne pas avoir renoncé à l'enrichissement d'uranium et la Corée pour avoir procédé à un essai nucléaire. Mais elle diverge encore sur la nature de ces sanctions**

*Les grandes puissances mondiales n'ont pas réussi à rapprocher leurs vues sur la nature des sanctions à infliger à l'Iran pour son programme nucléaire. Elles ont transmis le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU, a annoncé le porte-parole du département d'Etat américain, Sean McCormack.*

**25/10/2006 - « L'UE présente "sa" résolution » - Anne Laure Pham**

**Divergence toujours sur le dossier de la centrale de Bushehr**

*Les Etats européens ont présenté mardi à l'ONU leur propre projet de résolution visant à sanctionner l'Iran pour ses activités nucléaires, au vu de l'absence d'accord avec Washington. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis divergent sur le dossier de la centrale nucléaire iranienne de Bushehr.*

### 25/10/2006 - L'Iran enrichit plus d'uranium - Marie Simon

**L'enrichissement continue et s'accélère, mais selon un diplomate l'Iran est loin de la bombe**

*Téhéran a installé une seconde cascade de centrifugeuses en vue d'enrichir de l'uranium en dépit des menaces de sanctions à l'ONU, affirme une « agence des étudiants iraniens »*

(...)

*Selon un diplomate de haut rang au courant des inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique en Iran, Téhéran est encore loin d'une capacité de production d'uranium enrichi à l'échelle industrielle qui lui permettrait de devenir une puissance nucléaire, à l'instar de la Corée du Nord qui a procédé le 9 octobre à un essai nucléaire.*

### 31/10/2006 - L'Iran fait un pas vers Paris - Hana Al Hussaini

**Pour sortir de la crise provoquée par son programme nucléaire, l'Iran propose à la France de surveiller le processus d'enrichissement d'uranium sur son, Téhéran a proposé à la France de « créer un consortium pour la production en Iran d'uranium enrichi », afin de sortir de l'impasse sur le dossier du nucléaire, alors que se poursuivent les contacts entre le négociateur iranien Ali Larijani et le diplomate européen Javier Solana. (...) Cependant, la France a écarté mardi cette proposition, en soulignant que le « canal de dialogue » devait passer par le diplomate européen Javier Solana, selon une déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères. (...) Suspension de l'enrichissement**

*Cette offre intervient cette fois alors que les Occidentaux envisagent d'adopter des sanctions contre l'Iran s'il persiste à ne pas se plier à l'exigence du Conseil de sécurité d'une suspension de l'enrichissement.*

### 01/11/2006 - Ahmadinejad dénonce l'impuissance des occidentaux - Isabelle Tallec

**Le président Mahmoud Ahmadinejad a estimé que les ennemis de l'Iran étaient totalement impuissants à arrêter le programme nucléaire de son pays. « Avec l'aide de Dieu, notre puissante nation poursuivra sur sa voie », a-t-il déclaré.**

05/12/2006 - « Quelles sanctions contre l'Iran ? » - Philippe Marino

**Paris accueille ce mardi une réunion des 6 puissances chargées d'examiner la possibilité de sanctions à l'encontre de l'Iran, qui refuse toujours de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium. Les sanctions ont cependant perdu de leur poids puisque cela fait depuis 2003 que l'on négocie avec l'Iran. L'article insiste aussi sur les désaccords entre les pays qui votent les sanctions.**

*Plus de trois mois après l'expiration d'un ultimatum du Conseil de sécurité au gouvernement iranien de Mahmoud Ahmadinejad pour qu'il stoppe son programme nucléaire, la menace de sanctions cependant perdu de son poids. Les négociations avec l'Iran sur ce sujet ont démarré en... 2003.*

« Règlement pacifique » ?

*Les grandes puissances ne parviennent en effet pas à trouver un accord sur la nature et la portée de ces sanctions. Tandis que les Etats-Unis prônent la manière forte, évoquant des actions unilatérales, les Russes qui entretiennent une collaboration économique et technique avec l'Iran souhaitent des mesures ponctuelles et traînent des pieds. Même chose pour Pékin, qui prône un « règlement pacifique » du conflit par « des moyens politiques et diplomatiques ».*

*Quant aux Européens, soucieux de préserver leurs intérêts économiques, ils donnent souvent l'impression d'hésiter entre les deux positions.*

*En visite à Dubaï, le négociateur iranien pour le nucléaire Ali Larijani a estimé qu'une résolution des Nations-Unies n'empêcherait pas son pays de poursuivre son programme d'enrichissement. Il a également réaffirmé que son pays n'entendait pas se doter de l'arme nucléaire.*

02/01/2007 - L'Iran persiste malgré les sanctions - Sylvain Delon

**Pour l'heure, les sanctions demeurent très ciblées. Elles ne concernent que les échanges commerciaux relatifs au programme nucléaire et balistique de la République islamique. Mais les mesures de rétorsion parallèles lancées par**

**Washington - notamment la pression sur les grands groupes bancaires occidentaux qui travaillent avec l'Iran - commencent à affecter l'économie du pays.**

22/02/2007 - Etouffer ou frapper ? - Philippe Coste

**Les pressions économiques peuvent-elles contraindre Téhéran à abandonner son programme nucléaire? Malgré les démentis, Washington semble tenté par une « solution militaire »**

*Lors de sa première conférence de presse de l'année, le 13 février, le président Bush a pris soin de ne pas insister sur le danger des armes de destruction massive, galvaudé par la propagande anti-Saddam, préférant déballer ses « preuves » d'une implication iranienne dans la livraison de bombes antichars aux milices chiïtes*

(...)

Pour toute réponse, les journaux télévisés américains ont longuement spéculé sur l'opportunité de ces révélations, laissant l'antenne aux partisans du dialogue avec Téhéran. « Pour libéraliser un Etat théocratique, il vaudrait mieux en finir avec la stratégie de l'étranglement, confirme Ray Takeh, spécialiste de l'Iran au Council on Foreign Relations, un centre d'analyse new-yorkais. *Une politique de dialogue inconditionnel et de levée des sanctions aurait tôt fait d'affaiblir les durs du régime.* » Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, a souligné, le 15 février, que le président n'a "pas autorité pour aller en Iran.

27/02/2007 - « L'Iran est en position de force » - Jérôme Lemarié

**Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne réfléchissent à une nouvelle résolution, l'Iran refuse toujours de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium. Malgré une ouverture affichée, l'Iran recherche-t-il réellement un accord ? Une offensive militaire est-elle encore évitable ? L'analyse d'Etienne de Durand, responsable des études de sécurité à l'Institut français des relations internationales (Ifri) et spécialiste des questions stratégiques et militaires. De l'Interview il ressort que l'Iran est très tactique et cherche surtout à gagner du temps. Pour le moment il ne constitue pas nécessairement une menace directe ; il n'exclut pas des frappes américaines mais de la part des Démocrates c'est peu probable. C'est à la Russie et à la Chine de se comporter de manière plus responsable, c'est la meilleure manière de trouver une solution.**



*(...) Etienne de Durand : Les événements ne prennent pas une tournure décisive. L'Iran est dans cette posture depuis quelques années déjà. Il est faux de croire que les Iraniens sont dans une stratégie d'ouverture. Ils sont très tactiques : en soufflant le chaud et le froid, en faisant mine de négocier, ils gagnent du temps pour améliorer leur capacité technique d'enrichissement de l'uranium. L'Iran est en position de force et elle le sait.*

*Les ambitions militaires de l'Iran représentent-t-elles une menace ?*

*« L'Iran ne constitue pas nécessairement une menace directe. Mais un pays qui détient des missiles à courte et moyenne portée, qui a déjà organisé des attentats, qui possède des missiles à tête nucléaire constitue, pour le moins, une menace potentielle.*

*Si l'on ne parvient pas à négocier avec l'Iran et en l'absence d'un consensus international sur la manière d'agir, l'intervention américaine est possible, et les Iraniens ne devraient pas sous-estimer cette possibilité. Difficile, à ce stade, de faire des projections... Les Etats-Unis sont en mesure d'attaquer l'Iran mais ne le feront qu'en dernier recours. Il est peu probable qu'une offensive soit lancée par ce président-là [Georges W. Bush] mais, en même temps, il n'a rien à perdre... Si le prochain président est démocrate, il lui sera difficile, pour des raisons de politique intérieure, à la fois de retirer les troupes d'Irak et de laisser faire l'Iran. »*

*Quelle stratégie adopter face à l'Iran ?*

*« Il faudrait que la Russie et la Chine [deux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, NDLR] se comportent de façon pleinement responsable.*

*(...) Face à l'Iran – qui pour le moment ne recherche pas un accord -, les grandes puissances devraient opposer un front politique uni et ne pas exclure des mesures coercitives allant de sanctions renforcées jusqu'à l'utilisation de la force – c'est sans doute la seule manière de faire efficacement pression. Cela conduirait au gel – sans doute temporaire –, des activités d'enrichissement de l'uranium de l'Iran. Mais nous n'en sommes malheureusement pas là. »*

29/03/2007 - « Pierre Goldschmidt : Le laisser-faire serait irresponsable » - Dominique Lagarde

Spécialiste des questions nucléaires, Pierre Goldschmidt est collaborateur scientifique du Réseau d'études en politique internationale de l'Université libre de Bruxelles,

**après avoir été directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de 1999 à 2005. En clair nous n'avons pas d'autre choix que de sanctionner l'Iran.**

*(...) L'autre pays qui préoccupe l'AIEA, c'est l'Iran. Les Iraniens affirment que leur programme est uniquement civil. A-t-on la preuve incontestable qu'ils mentent ?*

*L'Iran procède depuis 1985 à des activités nucléaires non déclarées, notamment à travers un programme d'enrichissement de l'uranium par centrifugation. Dans la mesure où cette technique peut permettre à la fois la production d'uranium faiblement enrichi pour des centrales nucléaires civiles et d'uranium hautement enrichi à des fins militaires, le fait de développer cette technologie ne prouve pas à lui seul l'existence d'un programme militaire. Si ces activités avaient été déclarées, elles n'auraient pas en soi constitué une violation du TNP. Toutefois, l'AIEA a mis en évidence un ensemble d'indices préoccupants. Ainsi, à la fin de 2005, on a découvert en Iran des documents datant de 1987 qui expliquaient comment usiner de l'uranium métal enrichi sous forme hémisphérique, une technique dont les applications sont exclusivement militaires. L'Iran affirme avoir reçu ces documents sans les avoir demandés, mais le simple fait de les recevoir est interdit par le traité. Il semble bien qu'il y ait là, stricto sensu, violation du TNP.*

*(...)*

*La politique de sanctions est-elle efficace ?*

*« Je ne crois pas qu'il y ait d'autre choix. L'Iran n'a tenu aucun compte des demandes répétées de la communauté internationale concernant la suspension de ses activités d'enrichissement. Tout le monde est favorable à la négociation. Mais si la négociation n'aboutit pas et que l'on rejette toute option militaire, que reste-t-il? Le laisser-faire? Ce serait irresponsable envers les générations futures. Je crois pour ma part que l'on aurait dû transmettre le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU il y a déjà plusieurs années. »*

**12/04/2007- « Il faut négocier avec l'Iran » - Marc Epstein**

**Ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Hans Blix fut chargé d'enquêter sur les armes de destruction massive dans l'Irak de Saddam Hussein. Face aux ambitions nucléaires de Téhéran, il préconise la voie diplomatique. Dans l'interview il explique que l'Iran ne constitue pas une menace pour la paix. Il ne croit**

pas aux sanctions mais plutôt à une proposition de normalisation des rapports avec Washington ou une promesse de non intervention en Iran. *Une intervention militaire serait selon lui catastrophique, elle raidirait le régime et les Iraniens. Ce qui l'inquiète le plus enfin n'est pas la prolifération du nucléaire par l'Iran, peut-être en Asie à la limite, mais les armes qui existent déjà sont plus inquiétantes. Sur le nucléaire civil, il ne croit pas que l'Iran cherche réellement à l'utiliser.*

(...) À votre sens, quelle est la réalité, aujourd'hui, de la menace iranienne ?

« Si la Corée du Nord a déjà fait exploser un engin atomique, l'Iran, en revanche, semble incapable de franchir ce stade avant dix ou quinze ans, si j'en crois les études des services de contre-espionnage américains. C'est la raison pour laquelle, à présent, des menaces militaires contre Téhéran me semblent prématurées. Il faut négocier. »

On doit discuter, alors que les Iraniens procèdent à l'enrichissement de l'uranium ?

« Oui. »

(...)

L'enrichissement peut-il être justifié par l'existence d'un programme civil ?

« Je n'en suis pas convaincu. L'Iran possède deux centrales et aucune ne fonctionne. A titre de comparaison, la Corée du Sud en dispose d'une vingtaine; or Séoul importe l'uranium enrichi! Même mon pays, la Suède, qui possède dix centrales, importe ce combustible. C'est la seule solution qui ait un sens, sur le plan économique. »

Faut-il sanctionner l'Iran ? Comment faire ?

« Des menaces militaires seraient désastreuses, car elles pousseraient une large majorité de la population à appuyer le président. Les pressions économiques, en revanche, présentent certains avantages. Mais j'ai quelques doutes quant aux décisions adoptées par le Conseil de sécurité. Elles sont applicables par l'ONU s'il existe une « menace pour la paix ». Néanmoins, la réalité de cette menace n'est pas établie. Et aucune procédure d'appel n'est prévue. »

Compte tenu de la dispersion des installations nucléaires sur le territoire iranien, des frappes militaires sont-elles une option réaliste ?

*« Je ne suis pas un militaire et je ne peux pas vous répondre. Mais nous pourrions, a contrario, promettre de ne pas attaquer l'Iran. C'est ce qui a été fait, avec succès, dans le cas nord-coréen. Washington pourrait aussi s'engager à normaliser ses relations diplomatiques avec Téhéran, en échange d'un abandon du programme nucléaire. »*

*Craignez-vous la nucléarisation de la région ?*

*« Le risque est beaucoup plus important en Asie, où le Japon pourrait développer l'arme atomique en peu de temps, s'il le voulait. Au Moyen-Orient, en revanche, l'Arabie saoudite ou la Syrie n'ont pas commencé. En Egypte, même, le développement d'un programme prendrait beaucoup de temps. »*

*Au-delà du cas iranien, quel est le plus grand risque, aujourd'hui, concernant les armes de destruction massive ?*

*« La prolifération m'inquiète moins que les arsenaux existants. Il existe 27 000 armes atomiques déployées dans le monde, dont 12 000 sont prêtes à l'emploi. A mon sens, tous les pays dotés du feu nucléaire devraient prendre des initiatives pour réduire leurs arsenaux respectifs et, à terme, les éliminer. C'est ce qui avait été prévu, d'ailleurs, dans le cadre du traité de non-prolifération. Mais le contraire se produit, car les Britanniques viennent d'approuver la modernisation des missiles Trident et les Américains ont leurs propres projets - dans le domaine spatial, en particulier. Au début des années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, nous avions anticipé une réduction des armes nucléaires, mais elle n'est pas venue. Je veux rester optimiste. C'est le grand projet du XXIe siècle. Ou, en tout cas, des vingt années à venir. »*

**03/05/2007 - courriel : Nucléaire et Moyen-Orient - M.-A. Lévy**

**Isolé dans une région où la plupart des pays lui sont hostiles, Israël doit sa survie, notamment, à la dissuasion nucléaire, qui est ici un facteur de stabilisation, comme elle le fut pendant la guerre froide. La situation de l'Iran est fort différente : alors que ce pays n'est actuellement menacé par personne, son président a proféré dernièrement des déclarations explicitement belliqueuses, appelant à la destruction d'Israël. Entre des mains si agressives, l'arme nucléaire serait incontestablement un danger.**

05/12/2007 - Iran : la revanche du renseignement américain - Philippe Coste

**Avec le rapport rendu public ce mardi, selon lequel l'Iran aurait interrompu son programme nucléaire militaire en 2003, les agences de renseignement américaines affichent leur indépendance vis-à-vis de la Maison-Blanche. « Fini l'intox à l'irakienne ! » écrit le journaliste.**

*En révélant que finalement, tous comptes faits, l'Iran avait en fait interrompu son programme nucléaire militaire en... 2003, les 16 agences de renseignement américaines, dont la légendaire CIA, ont officiellement imposé un revirement historique à la politique étrangère américaine. Même dans sa version expurgée, quatre pages destinées aux membres du Congrès, et a fortiori à l'opinion, le fameux "National Intelligence Estimates" détruit l'option d'un éventuel recours à la force contre l'Iran, brandi depuis plus d'un an par George Bush.*

(...)

*Fin des manœuvres d'intox « à l'Irakienne »*

*Mais il marque surtout la revanche d'une "communauté du renseignement" instrumentalisée par l'administration Bush en 2002 pour une campagne de persuasion nationale et mondiale en faveur de la guerre, et finalement humiliée par l'absence d'armes de destructions massives en Irak. Il ne fait aujourd'hui aucun doute que les pressions du Pentagone et du Vice-Président Dick Cheney, la collaboration par trop amicale du directeur de la CIA de l'époque, George Tenet, et d'un président impatient d'étoffer son dossier contre Saddam Hussein, ont tacitement poussé les analystes de renseignement à servir à leur commanditaires ce qu'ils attendaient.*

(...)

*Surtout, ce coup de force du renseignement met un terme à des manœuvres d'intox "à l'Irakienne" tentées depuis bientôt deux ans par l'administration Bush. En 2005, un premier National Intelligence Estimates considérait que l'Iran mettrait encore dix ans avant d'obtenir une réelle capacité nucléaire militaire. Durant l'été 2007, la Maison-Blanche recevait déjà les premiers éléments essentiels du National Intelligence Estimates. Bush n'a pourtant pas hésité à justifier cet automne son appel aux sanctions, et à l'usage*

*éventuel de la force par la menace d'une "troisième guerre mondiale". En était-il aussi persuadé qu'au temps de l'Irak ?*

**06/12/2007 - « Téhéran pourrait accélérer ses activités nucléaires ! »**

**Le rapport du renseignement américain sur le nucléaire iranien est « trop prudent », aux yeux de Bruno Tertrais, chercheur associé au CERI et auteur de l'Iran, la prochaine guerre (Le Cherche Midi). Il crée, selon lui, un climat politique « favorable » qui pourrait même inciter Téhéran à se doter de l'arme nucléaire plus rapidement. Pour lui la menace est réelle, d'autres informations du rapport sont d'ailleurs très inquiétantes ; le sujet reviendra sur le tapis d'ici un an ; il est assez pessimiste et envisage le scénario le plus grave et enrichir de l'uranium civilement d'ici fin 2008 et militairement en 2009.**

*L'Iran est-il « disculpé » de toute ambition nucléaire militaire par ce rapport ?*

*« Ce rapport ne dit pas que l'Iran a abandonné cette ambition, attention! Il indique qu'un programme nucléaire militaire clandestin a été arrêté en 2003 mais ne donne aucune certitude sur ce qui s'est passé depuis la mi-2007. Il nous apprend en revanche une chose très inquiétante : Téhéran a importé récemment de la matière fissile de qualité nucléaire. Cet élément est souvent passé à la trappe dans les commentaires, effectivement. Or il est très inquiétant, d'autant que les renseignements américains ne reculent pas la date à laquelle l'Iran pourrait potentiellement avoir la bombe atomique. Ils parlaient de 2010 à 2015 et ont même évoqué la fin de l'année 2009. »*

*La menace d'un Iran doté de l'arme nucléaire est donc réellement forte, malgré ce rapport que certains ont qualifié de rassurant ?*

*« On peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein. Pour moi, cela ne fait aucun doute, la menace est réelle. Je pense que les agents américains ont péché par prudence : après avoir été trop pessimistes pour l'Irak, ils ont fait pencher la balance dans l'autre sens, au profit de l'Iran. J'ai une estimation plus sévère que la leur car je pense que l'Iran pourrait avoir la bombe atomique dès fin 2008. »*

*Comment cela ?*

*« C'est un scénario extrême qui implique que les 3000 centrifugeuses iraniennes fonctionnent bien, jour et nuit, mais il est possible. Un autre scénario est encore plus*

*envisageable selon moi. D'ici fin 2008, l'Iran peut enrichir civilement de l'uranium, c'est-à-dire obtenir un matériau enrichi à 3 ou 4%. Très tranquillement. Puis, une fois réalisée cette étape qui est la plus difficile, en quelques semaines, passer à un enrichissement à 90%, le seuil militaire. Je pense d'ailleurs que le rapport des renseignements américains pourrait accélérer les choses ».*

*Pourquoi Téhéran irait-il plus vite après ce rapport ?*

*« Parce que, médiatiquement parlant, l'Iran a marqué des points. Ce rapport apporte de l'eau à son moulin et crée une situation politique qui lui est favorable. Regardez aux Etats-Unis, le débat sur l'option militaire contre Téhéran est gelé depuis le début de la semaine. Au passage, Bush est sans doute rassuré car cela lui évite de prendre une décision, la pression sur le dossier est relâchée. Et au niveau international, la menace de futures sanctions s'éloigne. »*

*Les positions des grandes puissances semblaient toutefois se rapprocher récemment sur l'opportunité de nouvelles sanctions.*

*« Juste après la publication du rapport, la Chine et la Russie ont fait savoir que le temps n'était pas venu pour de nouvelles sanctions. Les efforts sont donc interrompus. C'est le paradoxe dans cette affaire. Car le rapport des renseignements américains souligne que la pression internationale a poussé l'Iran à arrêter son programme clandestin en 2003 et, dans le même temps, sape les efforts qui pourraient conduire à un nouveau train de sanctions. Ceci dit, la question du nucléaire militaire iranien risque, à mes yeux, de revenir sur le tapis d'ici un an. »*

**17/07/2008 - Info ou intox ? - Vincent Delon**

**Déclarations belliqueuses, manœuvres militaires, tirs de missiles : Téhéran multiplie les démonstrations de force. Mais que cherche au juste la République islamique ? Les experts sont divisés : pour certains c'est du bluff, une manière de regarder la tête haute.** D'ailleurs l'Iran continue de négocier. L'ennui c'est qu'une fois ma spirale de la provocation enclenchée, le risque de dérapage est bien réel Pour Bruno Tertrais, la menace existe tout de même, l'Iran possède des armes et la prolifération nucléaire est possible. L'Iran en tout cas sera l'enjeu de la prochaine guerre. L'article explique aussi que ce pays est devenu maître dans la guerre médiatique.

À première vue, le risque d'un conflit ouvert n'a jamais paru si important.

« Oui, mais voilà. Les nombreux experts qui se sont penchés sur les photos des tests iraniens ont décelé une faille de taille : la photo officielle illustrant le lancement de quatre missiles aurait été retouchée, afin de dissimuler l'échec du tir de l'un d'entre eux. " L'objectif du test était d'envoyer un signal, souligne Mark Fitzpatrick, chercheur à l'Institut international d'études stratégiques (IISS) de Londres. L'Iran a donc maquillé ses images, d'une part, et exagéré les capacités du missile dans ses déclarations, d'autre part. " »

**Certains analystes, toutefois, voient dans les dernières provocations iraniennes un « coup de bluff » destiné à sortir la tête haute des discussions qui doivent redémarrer, le 19 juillet, entre Saïd Jalili et Javier Solana.** Objectif : laisser entendre que les adversaires de l'Iran se sentiraient obligés de reprendre le dialogue, par crainte d'une riposte éventuelle de Téhéran. Selon Graham Allison, directeur du Belfer Center pour la science et les affaires internationales, à l'université Harvard, les récents tirs de missiles se résument à une « mise en scène théâtrale », car l'Iran « cherche à montrer ses muscles ». Mais, dit-il, « ... il n'y a aucun signe selon lequel les missiles iraniens bénéficient d'une avancée technique par rapport à ce que l'on connaissait déjà. »

*Une fois la spirale de la provocation enclenchée, le risque d'un dérapage est bien réel. Dans son livre Iran, la prochaine guerre, (Le Cherche Midi), Bruno Tertrais, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique, fait part de son pessimisme pour l'avenir : « Soit l'Iran sera parvenu au seuil de la fabrication de l'arme nucléaire, forçant les Etats-Unis ou Israël à intervenir militairement ; soit il aura effectivement décidé de se doter de la bombe et les règles de la géopolitique mondiale s'en trouveront bouleversées. » Dans les deux cas, l'Iran serait au centre de la prochaine guerre. Le premier scénario entraînerait le bombardement massif des sites iraniens. Dans ce cas, précise Bruno Tertrais, Téhéran aurait vite fait de riposter en attaquant le détroit d'Ormuz pour couper la route du pétrole, en tirant des missiles sur Israël et en activant ses leviers régionaux - le Hezbollah au Liban et certaines milices chiites en Irak. Conséquence directe : une nouvelle flambée des cours du pétrole. Mais le deuxième scénario s'annonce encore plus catastrophique. Si l'Iran parvient à fabriquer une ou plusieurs bombes, une course à la prolifération dans le monde arabe semble inévitable. Avec, à la clef, une modification des rapports de force au Moyen-Orient.*



*Les tractations sur le nucléaire se poursuivent. Téhéran provoque... mais se garde bien de claquer la porte des discussions....*

*La guerre médiatique fait rage*

*En matière de guerre des ondes, les Iraniens sont devenus des combattants de premier ordre, passés maîtres dans l'art de faire passer les messages qui pourraient servir leurs intérêts. Ainsi, la télévision iranienne en langue anglaise, Press TV, a affirmé, le 10 juillet, que des avions de combat israéliens s'entraînent en Irak pour des frappes contre l'Iran. Démentie par Bagdad, cette curieuse information visait-elle à souder la population iranienne autour du régime ? Ou Téhéran cherche-t-il à saper l'accord de sécurité irako-américain, qui doit préciser les modalités de la présence à long terme, sur le sol irakien, des troupes américaines ?*

14/01/2009 - Le legs délicat du dossier iranien, de Bush à Obama - Marc Etcheverry

**Barack Obama promet une « nouvelle approche » à l'égard de l'Iran... Mais comment son arrivée à la Maison-Blanche peut-elle modifier les relations irano-américaines ? D'abord il faut prendre l'Iran au sérieux, ensuite dépasser Ahmadinejad et parler avec l'Iran millénaire, le Guide.**

*Evasif mais optimiste, le président élu, qui entrera en fonction mardi prochain, a reconnu le 11 janvier sur la chaîne ABC, que le dossier iranien sera "l'un des plus gros défis" de son début de mandat.*

*« Nous avons une situation dans laquelle l'Iran n'exporte pas seulement le terrorisme à travers le Hezbollah et le Hamas, mais poursuit également un programme nucléaire qui pourrait potentiellement déclencher une course à l'arme atomique au Moyen-Orient », a ainsi expliqué le futur résident de la Maison-Blanche.*

(...)

*Pour l'ex-ambassadeur Denis Bauchard, conseiller pour le Maghreb et le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (Ifri), et ancien président de l'Institut du Monde arabe, le fait de présenter l'Iran comme un interlocuteur désormais valable, est déjà un signe positif.*

(...)

*L'Iran est une puissance régionale, un acteur-clé dans la résolution de nombreux conflits dans la région. Il faut le prendre au sérieux, et surtout lui donner la garantie que les Occidentaux n'essayeront pas de renverser le régime". Les 65 millions de dollars investis par les Etats-Unis en 2009, pour la « promotion de la démocratie » en Iran, sont, à ce titre, très mal perçus.*

(...)

*Il reste qu'un dialogue ne peut s'ouvrir que sur la base d'intérêts communs. L'Afghanistan et la lutte contre les talibans rassemblent les deux pays. En 2001, la République islamique avait déjà proposé ses services dans ce domaine, proposition à laquelle Washington n'avait finalement pas donné suite. L'Irak, dont l'Iran ne souhaite pas le démantèlement, peut être un autre de ces sujets soumis à négociations.*

(...)

*Il s'agirait là, en tout cas, d'une première étape avant d'aborder les problèmes de fond, dont le dossier nucléaire.*

(...)

*Le quotidien précise qu'en revanche, Washington avait autorisé des actions clandestines de sabotage afin d'entraver les appétits nucléaires de la République islamique.*

(...)

*Il faut en outre s'adresser à l'Iran millénaire, dépasser l'interlocuteur Ahmadinejad et parler avec le Guide, ce sera peut-être le cas avec les prochaines élections iraniennes : « Le prochain président américain toucherait ainsi "l'Iran millénaire" plus que le gouvernement en place. Une initiative plus à même, selon le spécialiste, d'engager un dialogue constructif, à l'image de celui amorcé entre la Russie et l'Iran lors de la visite de Vladimir Poutine au maître de Téhéran en octobre 2007. »*

**04/02/2009 - « Il faut négocier sans préalable avec l'Iran » - Lauranne Provenzano**

**L'Iran a envoyé lundi un satellite en orbite qui fait craindre aux Occidentaux que Téhéran développe bientôt des missiles balistiques à longue portée, en parallèle de son programme nucléaire.** Pour Jean-Louis Bianco, député socialiste, auteur d'un rapport intitulé « Iran et équilibre géopolitique au Moyen-Orient », le lien est évident. Et

inquiétant. Il conseille de faire une proposition globale à l'Iran et de cesser de lui faire des concessions sans rien en retour. L'Iran a une capacité de nuisance importante aussi.

*Dans votre rapport sur l'Iran rendu en décembre dernier, vous affirmez que les visées militaires du programme nucléaire iranien ne font aucun doute. Le lancement d'un satellite en orbite vient-il corroborer cette thèse ?*

*« Oui, absolument. On sait déjà qu'ils vont avoir la matière nécessaire pour fabriquer une bombe, d'ici quelques années. On sait aussi qu'ils en ont déjà les plans, fournis par le Pakistan. Ils ont donc les possibilités et les capacités d'avoir cette arme. Il s'agit maintenant de savoir si elle ne sera que politique, c'est-à-dire un simple moyen de dissuasion, ou si elle sera réellement fabriquée. »*

*Vous attirez l'attention sur l'urgence des négociations, à mettre en regard du sérieux de la menace. Sur quels points la communauté internationale doit-elle négocier ?*

*« Il est nécessaire de négocier, et ce sans attendre au préalable la fabrication de l'arme nucléaire par l'Iran. Les sujets commerciaux par exemple, sont très importants : si les Iraniens acceptaient le contrôle de leur programme nucléaire, de nombreux investissements occidentaux fleuriraient dans le pays, ce qui accélérerait le développement économique. Aujourd'hui, le problème de l'embargo leur pèse beaucoup. Les négociations avec l'Iran doivent être d'abord abordées sous l'angle politique, économique, puis se terminer sur la question du nucléaire. »*

*Comment, justement, préserver l'équilibre géopolitique au Moyen-Orient? Quel impact l'Iran peut-il avoir à l'échelle régionale ?*

*« L'Iran exerce une grande influence en Afghanistan, surtout depuis la chute du régime des taliban sunnites, qui se revendiquaient d'un Islam très loin de l'Islam chiite iranien. Aujourd'hui, le pays a tout intérêt à favoriser la stabilisation, mais ne veut pas pour autant faire de cadeau aux Etats-Unis.*

*Ouvertement, l'Iran soutient également le processus de stabilisation en Irak, mais ne souhaite, là non plus, pas faire le jeu des américains. Il pourrait donc jouer un rôle stabilisateur autant que déstabilisateur.*

*Sur le conflit israélo-palestinien enfin, il semble qu'il n'existe pas de lien fort entre le Hamas et l'Iran. Cependant, il y a beaucoup de sujets sur lesquels les Iraniens ont une*

*forte capacité d'influence. Ils inspirent, par ailleurs, un sentiment de peur à de nombreux voisins du Golfe, avec qui ils ont aussi des liens culturels et historiques forts. En définitive, l'on voit bien que l'Iran est un partenaire important qu'il faut associer à des négociations dans lesquelles ils peuvent avoir un impact fort. »*

*Pourquoi les négociations ont-elles échoué jusqu'à présent ?*

*« Parce qu'on n'a pas su faire d'offre assez globale. Les Etats-Unis, et beaucoup d'autres pays occidentaux, ont diabolisé le régime iranien, faisant de son remplacement une condition nécessaire aux négociations.*

*Barack Obama a affirmé vouloir engager un véritable dialogue avec la République islamique d'Iran. Pourquoi ce changement dans la politique américaine?*

*Justement, il semble qu'il ait réfléchi à la politique de Bush. Il a fait des déclarations très ouvertes pendant sa campagne, sur lesquelles il est légèrement revenu depuis mais il n'exige plus ce changement de régime politique en Iran. Il suscite donc une véritable attente des Iraniens, c'est une carte immense à jouer. »*

*Vous parlez dans votre rapport de « concessions toujours plus nombreuses offertes aux Iraniens » : à quoi faites-vous allusion ?*

*« Depuis longtemps, de réunion en réunion, on a entendu les Occidentaux se dire prêts à faire ceci ou à concéder cela sur le nucléaire. Les sanctions ont cessé, mais les Iraniens n'ont pas bougé... On s'est retrouvé en perpétuelle situation de demandeurs, sans rien avoir en échange. Encore une fois, il faut maintenant proposer une offre globale. »*

*L'Europe a-t-elle un rôle à jouer dans les négociations ?*

*« Je souhaiterais, en tout cas, qu'elle joue un rôle actif, mais aux côtés des Etats-Unis, toujours en étroite collaboration. Cependant, l'Europe est très divisée sur la question iranienne et certains pays demeurent partisans d'une ligne plus dure. »*

*Une intervention militaire est-elle envisageable ?*

*« Si vous voulez parler d'Israël, il est difficile de faire un pronostic. On n'est bien sûr pas à l'abri d'une frappe préventive israélienne, les Israéliens entretenant une ambiguïté sur la question. Mais les élections sont proches, on y verra plus clair après. Dans tous les cas, ils*

*ont les capacités de faire des frappes limitées, sur des centres supposés. Ce qui créerait un désordre apocalyptique. »*

**10/02/2009 - Iran : c'est encore loin l'Amérique - Vincent Hugué**

**Est-ce la fin de l'ère glaciaire en les Etats-Unis, le « Grand Satan », et l'Iran, pivot de « l'Axe du Mal » ?**

Retour sur le discours du président Mahmoud Ahmadinejad, ce mardi, avec notre envoyé spécial à Téhéran. Mais méfiance, Ahmadinejad ne change pas complètement de discours : l'ouverture américaine menace un fondement du régime, l'hostilité envers l'Occident. De quoi faire hésiter Ahmadinejad.

*« La nation iranienne est favorable à la tenue de discussions avec les Etats-Unis, sur la base du respect mutuel. Et à condition, il va de soi, que les changements promis s'avèrent "fondamentaux et authentiques". »*

*Voilà qui ressemble à s'y méprendre à l'accusé de réception du message émis la veille par Barack Obama. Le nouvel hôte de la Maison-Blanche avait alors confirmé sa volonté de « réviser » la doctrine en vigueur et de dénicher les dossiers propices à l'engagement d'un face-à-face constructif.*

*S'agissant du menu de ce dîner en tête-à-tête, Ahmadinejad, élu à l'en croire de la seule superpuissance du globe, n'est pas avare de suggestions du jour. Dans l'ordre : la lutte contre le terrorisme, étant entendu que l'Iran en est « la première victime », l'élimination des armes atomiques, la refonte au service de la paix du Conseil de Sécurité des Nations unies et le combat contre le trafic de drogue. Estomacs délicats s'abstenir.*

*Autant dire qu'il serait un peu prématuré de réserver une table pour deux dans un restaurant de la Place de la Concorde. Quant à la musique d'ambiance, mieux vaudrait l'adoucir quelque peu. Le « Docteur Mahmoud Ahmadinejad » a entonné son couplet devant une foule prompte à scander les slogans d'usage, tels « Marg bar Amrika! » et « Marg bar Izraïl » (« Mort à l'Amérique et à Israël »), sinon à brandir un épouvantail occidental au visage étrangement foncé.*

*Peu avant le speech présidentiel, la lecture, un rien grandiloquente, de la résolution du « 30e anniversaire de la Révolution islamique » avait donné la mesure du chemin à parcourir. Combien d'articles ? Douze, soit autant que d'imams révéérés dans le chiisme*

*duodécimain. Mais ici, point d'ultime credo caché, ou occulté, à l'image du « Mahdi » dont le retour ici-bas doit sonner le glas de l'injustice et de l'oppression.*

*À l'évidence, l'orateur doute de la sincérité du Belzébuth yankee. Le serment du nouveau cap, il y croira à condition que "les droits du peuple d'Iran, y compris ses droits nucléaires, soient reconnus, que ses avoirs (financiers bloqués à l'étranger) soient dégelés et que toutes les sanctions soient levées".*

*« Au fond, souligne un diplomate européen, l'ouverture américaine menace un fondement du régime, l'hostilité envers l'Occident. Y répondre, c'est courir le risque de saper son assise, voire sa raison d'être. Voilà pourquoi Téhéran hésite. Rien n'est tranché. »*

*Il n'empêche. Les concessions à une rhétorique trentenaire ne sauraient ruiner l'espoir naissant. A Munich, lors d'un sommet sur la sécurité, on a entendu voilà peu le président du Majlis (Parlement), Ali Larijani, saluer les débuts de George Mitchell, émissaire de Washington au Proche-Orient, et louer « la volonté américaine de rompre le cercle vicieux de l'unilatéralisme ». « Mieux vaut, avait conclu l'ancien négociateur en chef de l'imbroglia nucléaire, s'affronter sur un échiquier que sur un ring de boxe. »*

*La fin de l'ère glaciaire ? Peut-être. Mais de grâce, les gars, allez-y mollo. Au risque du paradoxe, Obama s'est aussi juré de contenir les effets dévastateurs du réchauffement climatique. Pas sûr que la calotte polaire survivrait à une brusque embellie.*

**17/06/2009 - Le dilemme iranien de Obama - Olivier Tesquet**

**« Profondément troublé » par les violences à Téhéran, le président américain joue pourtant la carte de la prudence. Face au régime des mollahs, il sait que la marge de manœuvre des Etats-Unis est ténue.**

*« C'est aux Iraniens de décider, nous n'allons pas nous en mêler ». Malgré l'indignation mondiale, malgré les appels au soutien - y compris de la part des républicains -, Barack Obama continue d'avancer à pas feutrés sur la question iranienne. S'il a déploré les sept morts des manifestations et exprimé son « inquiétude » vis-à-vis de la répression, le locataire de la Maison-Blanche rechigne à s'aventurer au-delà de la compassion diplomatique. Il est même allé plus loin dans un entretien précautionneux à la chaîne CNBC. « Mon approche est la suivante : attendons de voir », a-t-il déclaré, laconique.*

*Plus étonnant encore, le président américain a pour une fois délaissé la rhétorique du wishful thinking, au profit d'un discours pragmatique : « Je pense qu'il est important de comprendre que la différence en termes de politique réelle entre MM. Ahmadinejad et Moussavi n'est peut-être pas aussi grande qu'on l'a dit ». Mais alors, pourquoi une telle prudence chez le prosélyte de la « main tendue » ?*

### Le danger de l'ingérence

*Cette soudaine realpolitik n'est en fait qu'une demi-surprise. Depuis plus de 50 ans, les contentieux ne manquent pas entre les Etats-Unis et l'Iran, de l'opération Ajax à la guerre Iran-Irak, en passant par le refus américain d'extrader le shah lors de la Révolution islamique de 1979. Barack Obama pensait probablement à ce lourd passif quand il a admis que son administration allait « avoir à traiter avec un régime qui, historiquement, est hostile aux Etats-Unis. »*

*En hautes sphères, l'ambivalence des relations irano-américaines occupe déjà les cerveaux du soft power depuis plusieurs années. Selon un rapport confidentiel des services de renseignement de l'armée américaine - qui établit une cartographie des menaces mondiales entre 2005 et 2015 -, les Etats-Unis ne doivent surtout pas chercher à s'ingérer dans un processus démocratique.*

*« L'Iran possède un important vivier de soutiens aux idéaux occidentaux, peut-on lire sur le document que s'est procuré L'EXPRESS.fr. Une crise, comme un tremblement de terre ou une attaque majeure contre Téhéran, pourrait créer un désir massif de se tourner vers l'Occident. Cependant, la moindre intention des Etats-Unis de renverser le gouvernement, si elle était perçue, détruirait le sentiment pro-américain instantanément. » Barack Obama est prévenu.*

**17/07/2009 - Faut-il avoir peur du nucléaire iranien - Dominique Lagarde**

**« Non ! » répondent deux sénateurs français. Alors que la bombe inquiète les Occidentaux ... résolu à trouver une issue diplomatique.**

*Les Occidentaux ont-ils raison de manifester une telle inquiétude face au programme iranien ? Deux sénateurs français, qui viennent d'achever une « mission d'information » au Moyen-Orient pour la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, rompent le consensus. « Nous ne devons pas avoir peur d'un Iran*

*nucléaire », affirment Jean François-Poncet (UMP), ancien ministre des Affaires étrangères (1978-1981) de Raymond Barre, et Monique Cerisier-ben Guiga (PS). Avec un argument : la bombe, aux mains des Iraniens, resterait ce qu'elle est pour tous les autres pays, à savoir une arme de dissuasion.*

*Cette affirmation iconoclaste n'empêche pas les parlementaires de plaider, eux aussi, pour un renforcement des sanctions contre Téhéran, « en étroite coopération avec la Chine et la Russie ». Car, soulignent-ils, la nucléarisation de l'Iran ne manquerait pas d'entraîner toute la région dans une course aux armements qui, elle, serait « une menace pour la paix ».*

*Les deux sénateurs, qui ont rencontré de nombreux experts, confirment par ailleurs que les Iraniens pourraient sans doute disposer d'un premier « engin » dès 2010. Mais ils ajoutent qu'il leur faudrait ensuite au moins cinq ans pour développer, à l'horizon 2015, un « ensemble militaire dissuasif ».*

Nucléaire : L'Express veut faire le tour de la question ; le dossier de tous les dangers

Bilan : il faut s'inquiéter d'un Iran nucléaire même si les dirigeants iraniens sont plus rationnels qu'on ne le pense en occident, surtout persiste le risque d'une prolifération.

**17/09/2009 - Dix questions explosives sur le nucléaire iranien - Epstein / Demetz - Lagarde**

**Alors que les négociations avec les grandes puissances doivent reprendre le 1er octobre, Téhéran disposerait déjà d'assez d'uranium pour fabriquer une bombe.** Enjeux intérieurs et internationaux, options politiques et militaires : état du dossier de tous les dangers. Il faut s'inquiéter d'un Iran nucléaire même si les dirigeants iraniens sont plus rationnels qu'on ne le pense en occident, mais il y a le risque d'une prolifération.

1. Comment le programme est-il né ?

*« Les ambitions nucléaires de l'Iran remontent aux années 1960. À l'époque, le Shah, Mohammad Reza Pahlavi, souhaite doter son pays de centrales destinées à la production d'électricité; la France, notamment, est prête à l'aider. Mais, en 1979, l'ayatollah Khomeini met fin à tous les contrats de coopération signés par l'ancien régime : le Guide suprême de la révolution juge l'option nucléaire non conforme aux préceptes de la religion. Après trois années de guerre avec l'Irak, les mollahs changent d'avis. Face à la menace que représentent Saddam Hussein et ses armes chimiques, ils veulent acquérir la*



*maîtrise de l'atome. Pour y parvenir, ils s'adressent au Pakistan, seul pays musulman à maîtriser la production d'uranium enrichi.*

*Les premières discussions ont lieu en 1984. Elles débouchent, trois ans plus tard, sur un accord formel de coopération. Le père de la bombe pakistanaise, Abdul Qadeer Khan, promet de fournir les composants nécessaires à la fabrication de centrifugeuses - les machines à enrichir l'uranium - de première génération (P-1). A Natanz, les Iraniens construisent un vaste complexe : en surface, une usine pilote susceptible de recevoir 984 centrifugeuses; au sous-sol, l'unité principale, conçue pour accueillir 54 000 machines.*

*Les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organisme des Nations unies chargé de veiller à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire, ne sont autorisés à visiter les lieux qu'en 2003. Les Iraniens jurent alors qu'ils ne cherchent à produire que de l'uranium faiblement enrichi, à des fins civiles... Parallèlement, l'Iran s'intéresse aussi à une autre filière, celle du plutonium. La République islamique bâtit en secret, à Arak, un réacteur à eau lourde, capable de produire du combustible de qualité militaire. »*

## 2. Où en est-il aujourd'hui ?

*« Le réacteur d'Arak devrait entrer en service vers 2010, ce qui permettrait en théorie aux Iraniens de disposer d'une bombe nucléaire au plutonium dans trois ans environ. Mais c'est surtout le programme d'enrichissement d'uranium qui inquiète la communauté internationale. L'usine de Natanz est opérationnelle depuis 2006. Selon le dernier rapport de l'AIEA, rendu public il y a trois semaines, 8803 centrifugeuses fonctionneraient sur le site. Elles auraient déjà produit 1508 kilos d'uranium faiblement enrichi. Assez pour fabriquer une bombe, à condition de « surenchérir » cette matière. Et les experts estiment que quelques semaines suffiraient pour mener à bien cette opération.*

*Le complexe de Natanz est-il le seul site de production d'uranium enrichi en Iran? Les centrifugeuses de Natanz sont de type P-1. Or les Iraniens ont passé en 1994 un second accord avec Abdul Qadeer Khan, qui portait sur la fourniture des plans d'une centrifugeuse plus performante, la P-2. Trois de ces centrifugeuses de seconde génération auraient été livrées en 1997.*

*La République islamique a commencé à rejeter les propositions occidentales en 2005. Ici, un rassemblement autour de l'usine de Natanz. »*

### 3. Est-ce un programme militaire ?

*« Le seul fait d'enrichir de l'uranium ne constitue pas une violation du Traité de non-prolifération (TNP, ratifié par Téhéran en 1970). Mais dans le cas de l'Iran, plusieurs indices ont été jugés inquiétants : le secret autour de la construction des sites de Natanz et d'Arak, des importations de matériaux sensibles non déclarées, le programme balistique et la découverte, surtout, en 2003, à Natanz, par les inspecteurs de l'AIEA, d'un document pakistanais expliquant comment former des hémisphères d'uranium, technique qui ne sert que si l'on veut fabriquer une bombe... »*

*À cela s'ajoute une remarque de bon sens : l'Iran ne dispose d'aucune centrale susceptible d'utiliser l'uranium enrichi produit à Natanz. Les Iraniens ne possèdent en effet qu'une centrale nucléaire civile, à Buchehr, construite par les Russes. Elle ne peut être alimentée, au terme d'un accord signé en 2005, qu'avec du combustible russe.*

*Pour autant, l'uranium produit à Natanz n'est que faiblement enrichi. Cela fait de l'Iran un « pays du seuil », mais non encore une puissance nucléaire. Et du programme iranien « un programme d'apparence civile, avec vraisemblablement une option militaire qui n'a pas encore été levée ». Empruntée à Jean François-Poncet et Monique Cerisier-ben Guiga, auteurs d'un récent rapport d'information destinée à la commission de la défense du Sénat, cette définition est sans doute la plus juste. »*

### 4. Faut-il avoir peur d'un Iran atomique ?

*« Les stratagèmes mis en œuvre par Téhéran, souvent pris en flagrant délit d'importations clandestines de technologie et de mensonge quant à la nature ou à l'ampleur de son programme, suscitent une inquiétude légitime. Inquiétude alimentée par les imprécations du président Mahmoud Ahmadinejad. Reste que les dirigeants iraniens, plus rationnels qu'on ne le pense en Occident, ne sauraient mésestimer le caractère suicidaire qu'aurait une attaque nucléaire sur Israël ou sur toute autre cible, pour peu qu'ils en maîtrisent le déclenchement.*

*En revanche, ils pourraient miser sur l'accession de l'Iran au sein du club de l'atome pour modifier, à son profit, la donne géopolitique moyen-orientale. En cela, la République islamique s'inscrit dans une obsession historique, née au temps de Cyrus le Grand (VI<sup>e</sup> s. avant J.-C.) et patente, au XX<sup>e</sup> siècle, sous la dynastie Pahlavi : l'obtention d'un statut de*

*puissance régionale respectée. Sans doute la pérennité d'un régime contesté passe-t-elle, aux yeux des mollahs, par cette forme de dissuasion.*

*Reste que l'émergence d'un Iran nucléaire ouvrirait la boîte de Pandore de la prolifération. Comment convaincre des pays vulnérables et sunnites, tels que l'Arabie saoudite ou l'Égypte, de renoncer face à une telle menace à la course à l'arsenal atomique? »*

##### *5. Comment a réagi la communauté internationale ?*

*« La tâche des interlocuteurs de l'Iran est compliquée par la fragmentation du régime de Téhéran, constitué d'une nébuleuse de comités et traversé de lignes de fracture politiques encore renforcées par la réélection contestée, le 12 juin, de Mahmoud Ahmadinejad. Occidentaux et Russes ont d'abord cherché à encourager l'Iran à adopter un programme nucléaire civil. Mais Téhéran a rejeté, le 6 août 2005, une proposition de l'Union européenne afin de l'aider à construire un tel programme, "non proliférant et économiquement viable".*

*Plus que jamais, Téhéran semble chercher à gagner du temps.*

*L'année suivante, Téhéran ayant repris son programme d'enrichissement de l'uranium, l'AIEA saisit le conseil de sécurité de l'ONU. Ce dernier adopte, en décembre 2006, une série de sanctions contre l'Iran, renforcées en 2007. À cela, les États-Unis et l'Union européenne ajoutent plusieurs mesures qui visent les principales banques du pays.*

*L'investiture de Barack Obama, en janvier 2009, marque un changement de ton de la part de Washington, qui appelle Téhéran à reprendre, avant le 23 septembre, un dialogue engagé avec le Groupe des six, qualifié aussi "5 + 1" (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France et Allemagne), chargé par l'ONU de traiter la question nucléaire; les dernières discussions dans ce cadre remontent à juillet 2008.*

*Mais la main tendue d'Obama est restée sans effet. Téhéran n'a toujours pas répondu aux questions sur la nature militaire supposée de son programme. Dans les dernières propositions iraniennes en vue de la reprise des négociations, remises le 9 septembre, rien ne figure sur une suspension de l'enrichissement de l'uranium réclamée par les Nations unies. Plus que jamais, Téhéran semble chercher à gagner du temps.*

*Les dernières discussions remontent à juillet 2008; à New York, l'assemblée générale de l'ONU, en septembre 2008, donne lieu à des manifestations anti-iraniennes. »*

### 6. Que fera-t-elle demain ?

*« Le Groupe des six, Etats-Unis en tête, a décidé de prendre au mot l'Iran, qui se dit "prêt à négocier" : les représentants des uns et des autres doivent se retrouver le 1er octobre, afin de discuter des dernières propositions de Téhéran. Celles-ci restent ambiguës. Pourquoi, alors, reprendre le dialogue sur des bases aussi fragiles? Les grandes puissances espèrent sans doute jouer des désaccords parmi les mollahs au pouvoir, dans l'espoir de renforcer la main des plus pragmatiques.*

*En cas d'échec, de nouvelles sanctions, plus sévères, pourraient être imposées. Certains, à Washington, souhaitent interdire à l'Iran toute importation d'essence : le pays, grand exportateur de pétrole brut, ne dispose pas de capacités de raffinage suffisantes et importe 40 % de son essence.*

*Mais tout le monde n'est pas d'accord. Car les Occidentaux eux-mêmes sont plus divisés qu'il n'y paraît. Barack Obama, dont l'état de grâce touche à sa fin, veut à tout prix éviter d'apparaître faible en face de l'Iran. D'autres, parmi les Européens, craignent, sous l'effet de nouvelles sanctions, un durcissement de Téhéran qui risquerait de précipiter une frappe militaire israélienne. Et de nombreux pays sont eux-mêmes partagés sur la marche à suivre : la chancelière allemande, Angela Merkel, use volontiers d'un discours offensif, mais les milieux industriels de son pays soulignent que Berlin est le premier partenaire commercial de Téhéran. »*

### 7. L'Iran, seul contre tous ?

*« Face à l'ambition iranienne, le "reste du monde" n'a jamais parlé d'une seule voix. Pour autant, l'Iran compte peu d'alliés, sinon la Syrie, la Corée du Nord ou encore le Venezuela de Hugo Chavez.*

*Au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, deux des cinq membres permanents ménagent Téhéran. La Russie, qui tarde à livrer la centrale de Bouchehr, doit résoudre ses contradictions : l'irritation que lui inspire la raideur iranienne, la crainte suscitée par un Iran nucléarisé au sud d'un Caucase déstabilisé par l'islamisme armé, la volonté de maintenir des relations politiques et commerciales qui tiennent l'Amérique à distance. La*

*Chine, elle, s'emploie à entraver l'intensification des sanctions et plaide en faveur de nouveaux "efforts diplomatiques" : Téhéran est le troisième fournisseur de brut de Pékin, qui craint en outre un précédent utilisable contre la Corée du Nord.*

*Dans le monde musulman, l'épouvantail téhéranais tourmente avant tout les émirats travaillés par une minorité chiite insoumise (Bahreïn, Koweït), les régimes sunnites fragilisés par l'activisme fondamentaliste et les "laïques" d'Irak, pays sous influence. La crainte est d'autant plus palpable que la rhétorique d'Ahmadinejad puise souvent aux sources d'une chimère chère au défunt ayatollah Khomeini : l'exportation de la révolution. »*

#### 8. Pourquoi Sarkozy hausse-t-il le ton ?

*« Le besoin d'occuper l'avant-scène et la volonté de se tailler une stature internationale n'expliquent pas tout. Aux yeux du président français, l'irruption d'un Iran pourvu de l'arme nucléaire ou capable de s'en doter à brève échéance constitue un authentique péril pour la paix du monde, et fait peser sur l'Etat d'Israël, dont il se veut l'ami fidèle au point d'adopter son argumentaire, une "menace existentielle".*

*Paris ne doute pas de la dimension militaire du forcing technologique iranien et tend à soupçonner l'AIEA d'indulgence excessive envers Téhéran. Partisan d'un durcissement des sanctions, tant à l'ONU qu'à l'échelon européen, Nicolas Sarkozy a sans doute été le leader occidental le plus abrupt dans la condamnation de la répression de la fronde civique consécutive à la réélection douteuse, le 12 juin, de Mahmoud Ahmadinejad. Le peuple iranien, a-t-il ainsi répété voilà peu, "mérite mieux que ses dirigeants actuels".*

*Les diplomates familiers du dossier qualifient d'ailleurs d'"exécrables" les relations bilatérales. L'arrestation et la comparution, devant un "tribunal révolutionnaire", de la jeune chercheuse Clotilde Reiss, assignée à résidence à l'ambassade de France dans l'attente de son jugement, ont bien entendu contribué à assombrir l'horizon. »*

#### 9. Israël va-t-il frapper ?

*« Lors d'un voyage à Berlin, à la fin du mois d'août, Benyamin Netanyahu se voit offrir l'original des plans d'Auschwitz : "Nous ne pouvons pas laisser le mal organiser le meurtre massif d'innocents", commente-t-il. Le Premier ministre israélien ne rate pas une occasion de répéter qu'il ne tolérera pas la menace vitale pour son pays que*

*représenterait, à ses yeux, ce régime iranien armé de la bombe. C'est la doctrine Begin, du nom de l'un de ses prédécesseurs qui avait ordonné, en 1981, la destruction du réacteur irakien d'Osirak, et qui prétend empêcher tout ennemi d'Israël d'acquérir l'arme nucléaire.*

*L'état-major de Tsahal, l'armée de l'Etat hébreu, ainsi que les services de sécurité seraient aujourd'hui divisés sur l'opportunité de bombardements préventifs des installations en Iran. Y aller malgré l'opposition américaine? Pour de simples frappes ou pour une campagne de plusieurs semaines? Avec quelle efficacité, in fine? Et quelles conséquences régionales? Le débat irrigue les médias. »*

#### 10. En Iran, à qui profite la crise ?

*« Par-delà les régimes, l'Iran aspire à (re)devenir une puissance régionale respectée (ici, une exposition à l'université de Téhéran). »*

*« À court terme, le régime, un temps ébranlé par la vague de contestation la plus ample de son histoire, peut tabler sur le bras de fer engagé avec l'Occident pour forger un semblant d'union sacrée, au nom de l'indépendance nationale. Sans doute Mahmoud Ahmadinejad doit-il en partie au regain de tension sur le front nucléaire l'adoubement par le Majlis (Parlement) de la plupart des ministres de son gouvernement, pourtant jugés "incompétents" par de nombreux députés.*

*Il ne se prive d'ailleurs pas d'accabler ses prédécesseurs, accusés de "faiblesse" dans l'arène atomique. Voilà les rescapés du courant réformateur muselés pour un moment. De même, si le Guide suprême Ali Khamenei, maître des choix stratégiques, affiche son soutien à un président dont les fougades le lassent parfois, c'est aussi par souci de serrer les rangs face à "l'arrogance mondiale".*

*Reste qu'à long terme la stratégie du perpétuel défi risque de trouver ses limites. La logomachie du « droit inaliénable à l'énergie nucléaire » ne nourrit pas son homme. Or la plupart des démunis attendent toujours l'« argent du pétrole », censé garnir la table familiale. Quoi qu'en disent les officiels, le peuple pâtit de sanctions imputées certes à la cruauté de l'ennemi, mais aussi, mezza voce, à l'entêtement du pouvoir. »*

**30/09/2009 - Les mystères de Qom - Marc Epstein**

**Usine cachée à Qom, l'AIEA joue sa crédibilité : les six grandes puissances chargées des discussions sur le nucléaire iranien et Téhéran se retrouvent ce jeudi à Genève**

**pour relancer des entretiens cruciaux après la révélation d'un second site d'enrichissement d'uranium en Iran. Mais pourquoi Téhéran a-t-il caché cette usine? Inquiétant....**

*Pas assez pour fabriquer du combustible destiné à une centrale nucléaire, mais suffisamment pour produire de l'uranium hautement enrichi, matière fissible indispensable à l'élaboration d'une arme atomique. La république islamique affirme qu'elle développe une filière nucléaire à des fins purement civiles.*

*L'AIEA joue sa crédibilité*

*Quelle serait, alors, la nécessité pratique du site de Qom? Et pourquoi l'entourer d'un tel secret? Ces questions restent sans réponse. D'autant que l'usine de Natanz, déjà opérationnelle, est assez grande pour accueillir des dizaines de milliers de centrifugeuses supplémentaires : l'argument d'une complémentarité entre Natanz et Qom, avancé par Téhéran, ne résiste pas à l'analyse.*

*Il reste à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) - qui a parfois semblé en retrait sur ce dossier - à confirmer les informations rendues publiques le 25 septembre. A défaut, et malgré un faisceau d'indices troublants, il se trouvera toujours des pays hostiles à de nouvelles sanctions contre l'Iran, jugées prématurées. Comme dans l'Irak de Saddam Hussein, naguère, l'AIEA joue sa crédibilité.*

**14/04/2010 - Le chemin de croix nucléaire d'Obama - Jacques Attali**

**Malgré ses avancées et le sommet à Washington qui réunit 47 pays, la lutte contre la prolifération nucléaire est loin d'avoir partie gagnée.** Explications : les Etats-Unis ont affirmé qu'une guerre contre un pays non nucléaire resterait conventionnelle, on pense bien sûr à l'Iran. Attali est bien pessimiste quant à la capacité des Etats à contenir la prolifération nucléaire : seule la démocratie peut garantir la paix nucléaire finalement.

*Après la fin de la guerre froide, tout laissait penser que l'arme nucléaire cesserait bientôt d'avoir une raison d'être. De fait, cette semaine, trois événements majeurs vont dans ce sens. Enfin, le président Obama a réussi à réunir, à Washington, 47 chefs d'Etat et à les mobiliser contre le « terrorisme nucléaire »....*

*Ce sont là des avancées considérables. Mais on est loin du compte. D'abord, parce que, en dehors des deux superpuissances, d'autres pays autorisés par les traités (France, Grande-*

*Bretagne et Chine) ou non (Israël, Inde, Pakistan) ont chacun plus de 100 ogives et certains même plus de 200*

*Ensuite, parce que d'autres pays, comme l'Iran ou la Corée du Nord, laissent entendre presque ouvertement qu'ils ne s'interdisent pas de se doter de l'arme nucléaire. Ensuite, encore, parce que, alors qu'il suffit de 25 kilos de matière fissile pour fabriquer une bombe nucléaire, et de quelques grammes de déchets pour fabriquer une bombe sale, 1 587 tonnes d'uranium hautement enrichi, permettant l'élaboration de bombes, sont entreposées dans 40 pays, dans des conditions parfois très hasardeuses, sans qu'un contrôle international sérieux soit en place.*

*Enfin, parce qu'une nouvelle catégorie de pays quasi nucléaires est en train d'apparaître : ceux qui s'approchent de la possession de l'arme nucléaire et restent à trois ou six mois de sa possession. Il est en effet possible, selon les traités, en toute légalité, de se doter des pièces séparées d'une arme, de son combustible et de son lanceur, sans les assembler ni même reconnaître qu'on a l'intention de le faire.*

*L'effet dissuasif est alors identique. C'est le cas aujourd'hui du Japon. Cela sera bientôt, sans doute, celui de la Corée du Nord. Puis de l'Iran.*

*Comment, alors, intervenir pour arrêter ces pays? Comment lutter contre cette quasi-prolifération, parfaitement légale? Aucun traité ne peut nous en prémunir. Seules peuvent y parvenir la sagesse des dirigeants et la qualité de la gouvernance dans ces pays. L'unique garantie, fragile, de l'une et de l'autre, est la mise en place d'institutions démocratiques, avec la transparence et les contre-pouvoirs qu'elles impliquent. La démocratie serait le seul garant planétaire de la paix nucléaire. On en est loin.*

**09/06/2010 - Les sanctions votées peuvent-elles faire plier l'Iran ? - Emilie Cailleau**

**« Oui ! » répond Tertrais, « ... mais c'est un processus de longue durée. »**

*Les menaces de la communauté internationale ont été mises à exécution. L'ONU a sanctionné l'Iran pour ses activités nucléaires. Décryptage.*

*À quoi vont servir ces sanctions ?*



*« Elles ont trois buts, selon Bruno Tertrais, spécialiste des questions stratégiques : d'abord, elles « rendent plus difficile la bonne marche du programme iranien notamment les importations iraniennes et le circuit de financement ».*

*Ensuite, « ces sanctions encouragent le débat et la division à Téhéran sur la poursuite des activités sensibles du régime ».*

*Enfin, une fonction plus symbolique : « la communauté internationale envoie un message aux autres pays qui seraient tentés de suivre la voie de l'Iran ». »*

### *Mais auront-elles réellement un impact ?*

*« Pour Bruno Tertrais, les sanctions ont déjà une efficacité. "Il ne faut pas attendre que le nucléaire iranien "se règle d'un coup de baguette magique". "Une résolution de sanction n'a pas pour effet de faire cesser subitement les activités iraniennes à vocation militaire, explique-t-il. Personne ne s'attend à ce que les Iraniens changent de direction du jour au lendemain. C'est un processus de longue durée." »*

### **21/08/2010 - Les dessous de la centrale nucléaire de Bouchehr - Vincent Huguex**

**Ce samedi, ingénieurs russes et iraniens commencent le chargement du réacteur. Avec onze ans de retard. Retour sur la genèse d'une vieille ambition. Pour les iraniens la logique est claire : plus il y a de sanctions, plus ils accélèrent leur programme.**

*Mais cette mise en service tant attendue à Téhéran revêt bien entendu, sur fond de bras-de-fer avec la « communauté internationale », un caractère plus politique que technologique. Elle s'inscrit dans la logique du défi perpétuel lancé sur le front de l'atome par la République islamique.*

*« Plus ils accroissent les pressions, plus nous accélérons notre programme. »*

*Pour preuve, ce commentaire d'Ali Akbar Salehi, chef du programme nucléaire iranien, prompt à assimiler ce « succès » à « une arête dans la gorge de nos ennemis ». « Plus ils accroissent leurs pressions, insiste-t-il, plus nous accélérons notre programme ». De même, l'annonce récente de la construction dans le courant 2011 d'un nouveau centre d'enrichissement de l'uranium -le premier des dix promis en février dernier par le président Mahmoud Ahmadinejad- n'a rien de fortuit : c'est précisément le refus obstiné de suspendre ce type de processus qui a conduit le Conseil de sécurité des Nations unies à*

*condamner maintes fois l'Iran, par le biais de six résolutions, dont quatre assorties de sanctions.*

*Enfin, un autre événement, symbolique pour l'essentiel, procède de la même logique : la promulgation, le 16 août, d'une loi votée en juillet par le Majlis (parlement), visant à limiter la marge de manœuvre du gouvernement dans les tractations à venir avec l'AIEA comme avec les grandes puissances, et lui fait obligation de poursuivre le « dopage » à 20% de l'uranium faiblement enrichi.*

*La longue gestation de Bouchehr raconte, en creux, l'histoire tourmentée d'une ambition nucléaire, antérieure au demeurant à l'avènement de la théocratie chiïte khomeiniste ; mais aussi, par extension, celle de l'Iran moderne.*

#### *Les pressions américaines et onusiennes contre le projet*

*C'est en effet en 1975, au temps de Reza Pahlavi, ce Shah désireux de moderniser à la hussarde son « empire » persan, que l'Allemand Siemens se voit confier le chantier. Chantier englouti quatre ans plus tard par le raz-de-marée révolutionnaire, puis gelé tout au long de la guerre contre l'Irak (1980-1988). Au lendemain de cet implacable carnage, les disciples de l'imam défunt tente de relancer le projet, dont le coût estimé avoisine le milliard de dollars (environ 850 millions d'euros). Las!, sur les instances des autorités germaniques, Siemens se voit contraint de jeter l'éponge. Aussitôt, Téhéran se tourne vers son allié moscovite, lequel entreprend en janvier 1995 la construction d'un réacteur à eau pressurisée. Le contrat prévoit alors une livraison dès 1999. Soit onze ans avant l'achèvement effectif.*

*Divers facteurs expliquent un tel retard. Notamment une série de contentieux d'ordre financier. Mais aussi, et surtout, les pressions américaines et onusiennes. À l'heure des premières sanctions, la Russie obtient toutefois une dérogation : pour conjurer les spectres de la prolifération et du détournement, elle s'engage à fournir, mais aussi à rapatrier après usage, le combustible. A mesure, que la crise de l'enrichissement s'envenime, il devient clair que le Kremlin « joue la montre ». Les prétextes techniques, volontiers invoqués, ne trompent personne. L'intransigeance de Téhéran exaspère le tandem Medvedev-Poutine. Au point que l'Ours russe rallie les Occidentaux à l'heure de durcir le régime de sanctions. Ce qui donnera lieu, au printemps 2010, à des échanges d'une rudesse inédite entre les deux capitales.*

*« Bouchehr, soutient le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, est totalement protégé de tout risque de prolifération ». Pronostic avalisé par la plupart des experts internationaux. Mais certes pas par les "faucons" israéliens ou américains. Ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, John Bolton regrette ainsi que l'Etat hébreu n'ait pas frappé le site avant sa mise en service. Scénario aléatoire militairement et politiquement improbable : s'il s'agit d'enrayer la course à l'arme absolue de l'Iran, mieux vaudrait frapper les installations d'enrichissement, clandestines ou pas, voire le chantier du réacteur à eau lourde d'Arak, qu'une centrale de type classique soumise à une étroite surveillance.*

**23/08/2010 - Pourquoi l'Iran multiplie les annonces belliqueuses ? - Marie Simon**

**Que cache la pluie d'annonces iraniennes?** Pour plusieurs experts, il n'y a pas de risque.

*Cette vague d'annonces liées à son programme nucléaire ou à son arsenal militaire n'est pas la première pour Téhéran. Au cours de l'été 2008, par exemple, l'Iran procédait à une série de tirs de missiles dont l'un, de longue portée, avait les capacités d'atteindre le Golfe, Israël et une partie de l'Europe. Interrogé par L'EXPRESS.fr, Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et chercheur associé au CERI, décryptait cette série : « L'Iran veut montrer qu'il est prêt en cas de confrontation militaire ».*

*Thierry Coville, spécialiste de l'Iran à l'IRIS, estime que ces récentes sorties « qui relève de la rhétorique national-populiste relèvent de la guerre de communication" à l'égard en particulier d'Israël et des Etats-Unis. » En réalité, l'Iran est loin d'être surarmé par rapport à d'autres pays. La part de l'armement et de l'armée dans le PIB iranien n'est pas extraordinaire. Téhéran distribue même assez facilement les exemptions pour le service militaire en ce moment.*

*Le régime iranien a aussi tendance à vouloir jouer sur la corde de la fierté nationale, comme ce fut le cas en février 2009, avec des avancées dans le domaine de la conquête spatiale. Cette fois, Téhéran insiste sur l'étiquette made in Iran que portent son nouveau drone et ses futures vedettes. Le drone en particulier constitue le « symbole du progrès de l'industrie de défense de l'Iran », selon le ministre de la Défense Ahmad Vahidi.*

*Pour Thierry Coville, cet aspect est essentiel : « L'Iran veut diminuer sa dépendance en matière d'équipement. Cela coûte plus cher de produire que d'importer, mais il a les*

*ressources humaines pour cela, des nombreux étudiants poursuivent des carrières scientifiques et l'Iran compte de brillants ingénieurs, y compris dans le domaine nucléaire. »*

*Et de poursuivre : « La République islamique d'Iran repose sur une importante industrie de défense et les forces puissantes des Gardiens de la Révolution et l'armée, avec sa force extrême, peuvent assurer la sécurité dans le Golfe persique, en mer d'Oman et dans le détroit d'Ormuz ». Des références qui n'ont rien de fortuit. Car, par ces démonstrations de force et par son discours, Téhéran veut « être traité avec les égards dus à une puissance régionale », rappelait Vincent Hugué, grand reporter du service Monde de l'Express,*

*(...)*

*Plus important sans aucun doute, cette vague ne peut être dissociée du contexte diplomatique et des efforts internationaux pour renforcer les sanctions à l'encontre de Téhéran, dont le programme nucléaire est soupçonné de dissimuler des visées militaires. Pour arriver en position de force à la table des discussions, et face aux Occidentaux qui n'excluent pas totalement la possibilité d'un recours à la force, l'Iran multiplie les démonstrations à but dissuasif. « Nous ne permettrons pas à une bande de criminels de créer l'insécurité. Ils [les Américains et les Israéliens, ndlr] ont dit que toutes les options étaient sur la table. Eh bien, nous disons aussi que toutes les options sont sur la table », a prévenu Mahmoud Ahmadinejad.*

*(...)*

*Mais en dépit de ce vocabulaire belliqueux, « les deux parties savent que la prochaine étape devrait être un nouveau round de discussions plutôt qu'une attaque militaire imminente », estime le Time. Attaque occidentale (venant des Etats-Unis ou d'Israël, selon des rumeurs qui occupent en ce moment la presse américaine) en laquelle la revue Foreign Policy ne croit pas : « Si étincelle il y a, c'est l'Iran qui en sera l'auteur, par un acte de terrorisme, le soutien aux insurgés en Irak ou en Afghanistan, ou par une provocation militaire dans le Golfe ».*

*(...)*

*Le Washington Post note enfin que Téhéran a étrangement peu célébré le lancement de la centrale nucléaire. Ainsi, le président iranien s'est-il abstenu d'assister à l'inauguration de*

*ce site supervisé par l'AIEA et la Russie. Site qui ne représente pas de risque de prolifération, ont estimé samedi les Etats-Unis. La preuve, selon le quotidien américain citant un conseiller iranien, que Téhéran sait parfois faire « profil bas ». Parfois seulement.*

### 20/10/2010 - Iran : la bombe à retardement - Vincent Hugeux

**Même si Téhéran semble freiné dans sa course à l'atome, ses offres de reprise du dialogue sur le dossier nucléaire suscitent en Occident un profond scepticisme.** La conclusion de l'article : « L'Iran produit davantage encore de paradoxes que d'uranium enrichi. Celui qui flotte en cet automne en vaut bien d'autres : le temps presse, mais il n'y a pas urgence. »

*D'abord, l'écume. Téhéran annonce, le 9 octobre, une reprise imminente des négociations sur le programme nucléaire iranien avec le "groupe des Six" - les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, Etats-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni, flanqués de l'Allemagne - au point mort depuis un an*

*(...) Ensuite, les faits. « Rien n'indique que l'Iran aurait décidé de satisfaire les conditions requises pour renouer le fil des tractations », souligne Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. « On n'y croit pas une seconde, renchérit un expert français familier du dossier. Voilà des années qu'ils nous font le coup. En soi, dialoguer ne sert à rien : il faut négocier sur le fond. »*

*(...) En filigrane affleure une autre question : la « communauté internationale » finira-t-elle par tolérer, à l'usure, un Iran « nucléarisé », dont elle se bornerait à corseter les ambitions? « Certainement pas ! » rétorquent en chœur analystes et diplomates. Sur ce front-là, le consensus résiste. Se résoudre à cette issue, constate-t-on au Quai d'Orsay, reviendrait à « signer l'arrêt de mort du TNP ».*

*(...) L'Etat hébreu, insiste un analyste du Quai, ne le permettra jamais. Dès lors que Téhéran a la bombe, il se sait condamné. « Confrontés à un tel "péril existentiel", les cerveaux de Tsahal, l'armée israélienne, n'en finissent plus de peaufiner des plans d'attaques préventives combinant salves de missiles sol-sol et raids aériens, assortis si besoin d'incursions terrestres.*

*(...) Au mieux, concède-t-on à Tel-Aviv, un assaut "techniquement" réussi retarderait de deux à cinq ans le programme iranien.*

*(...) Couronné de succès ou pas, il déclencherait à coup sûr, toutefois, une intense vague de représailles, via les miliciens islamistes du Hezbollah libanais ou du Hamas palestinien. De même, les inévitables "dommages collatéraux" - en clair, les victimes civiles - vaudraient à l'Iran un élan de sympathie. Amplifié par le caractère acrobatique de la posture israélienne, reflet du dogme de l'amimut (opacité, en français) : seul pays de la région pourvu de l'arme nucléaire, l'Etat juif s'obstine à nier l'évidence, ce qui le dispense d'adhérer au TNP. En outre, "l'agression sioniste" pourrait resserrer les rangs d'une société iranienne profondément patriote autour du Guide Ali Khamenei et du président Mahmoud Ahmadinejad.*

*(...) Washington garde l'option militaire « sur la table ». Mais l'administration américaine s'emploie avant tout à déjouer le dilemme cher au républicain John McCain, rival malheureux de Barack Obama dans la course à la Maison-Blanche : « La bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran. » À l'évidence, le « Grand Satan » transatlantique cherche à marier vigilance et circonspection. Selon ses agences de renseignement, il faudra à l'Iran de un à trois ans pour finaliser, si tel est son projet, la confection d'un missile nucléaire. Les Israéliens eux-mêmes, naguère enclins à prédire la « catastrophe » pour hier matin, situent désormais l'échéance fatale à 2013 ou 2014.*

*(...) À en croire les services occidentaux, trois facteurs freinent la course à l'atome version kaki.*

*D'abord, les écueils techniques. S'agissant de l'enrichissement, le parc des centrifugeuses en état de marche aurait décliné de 23 % depuis mai 2009; tandis que la mise au point d'une nouvelle génération de ces « essoreuses à uranium » tarde quelque peu.*

*Ensuite, les actions d'espionnage et de sabotage, notamment informatique. Même si rien ne prouve que le virus informatique Stuxnet qui, de l'aveu même de Téhéran, a récemment infecté des milliers d'ordinateurs, a « vérolé » le programme nucléaire.*

*Enfin, les sanctions, qui entravent par exemple l'acquisition de pièces de rechange. « Elles n'ont aucun effet », claironne volontiers Ahmadinejad. « Faux, objecte un expert européen. Nous les jugeons au contraire très efficaces. »*

(...) « *Inutile de compter sur une reddition soudaine, précise-t-il. Le pari, le voilà : viendra un moment où le poids de ce fardeau sera tel qu'il conduira les Iraniens à réviser leur stratégie. Je vois en l'espèce un seul scénario rose : la conjonction de pressions extérieures et intérieures.* »

*Le dira-t-on jamais assez ? Traversé par des luttes de factions souvent indéchiffrables, le pouvoir iranien n'a rien d'un monolithe. Les divergences portent sur la tactique - jusqu'où aller dans le défi sans saper l'assise du régime ? - voire sur le but ultime de l'aventure nucléaire. Ainsi, bien malin qui peut prétendre que la décision de franchir le Rubicon, donc de « faire la bombe », a été prise une fois pour toutes. Sans doute la République islamique, légataire en cela d'une ambition millénaire, tient-elle à être traitée en puissance régionale, avec les égards dus à un « pays du seuil ». En d'autres termes, à une nation capable de fabriquer, en quelques semaines, une arme dont elle maîtriserait les composants. « Seuil ou pas ? Distinguo spécieux, assène un analyste français. Pour nous, il ne change rien à l'affaire. » Une certitude : la surenchère rhétorique sur le « droit inaliénable à l'énergie nucléaire », en vogue à Téhéran, a pour mission d'entretenir l'illusion de l'unité.*

*Contraindre l'Iran à « revenir à la table des négociations ».*

*Européens, Américains et - mezza voce - Russes et Chinois s'en tiennent à la même antienne : il s'agit non de châtier l'Iran, mais de contraindre ses dirigeants à « revenir à la table des négociations ». « Qu'ils se plient aux règles de l'AIEA, avance au Quai d'Orsay un vétéran de l'imbroglio atomique, qu'ils renoncent à leurs obstructions, laissent bosser les inspecteurs de l'AIEA, démontrent la vocation civile de leur entreprise, et nous les aiderons. »*

*Pour conférer quelque crédit à ce marché, le « groupe des Six » se doit d'afficher une cohésion sans faille. Moscou a annulé, au grand dépit de Téhéran, une livraison de missiles S-300 et Pékin craint davantage l'isolement que les rancœurs iraniennes. Quant au "malentendu" franco-américain, il paraît dissipé pour l'essentiel. « Au début de l'ère Obama, admet-on au Quai, nous avons craint un manque de fermeté. Les Iraniens n'ayant ni saisi ni mordu la main tendue par Washington, la Maison-Blanche a compris qu'ils nous menaient par le bout du nez. Depuis, elle a renoué avec la ligne de la méfiance. »*

*L'Iran produit davantage encore de paradoxes que d'uranium enrichi. Celui qui flotte en cet automne en vaut bien d'autres : le temps presse, mais il n'y a pas urgence*

**04/11/2011 - Agitation diplomatico militaire autour de l'Iran - Catherine Gousset**

**Le débat s'intensifie, en Israël et aux Etats-Unis, sur une possible attaque militaire contre l'Iran. Téhéran répond par des menaces... à quelques jours d'un nouveau rapport de l'AIEA sur le nucléaire iranien.** Décryptage : Israël est en réalité divisé sur une attaque, les Etats unis continuent à déclarer préférer la voie diplomatique. Une majorité d'experts croit à un coup de bluff d'Israël, un coup politique à défaut d'un coup militaire. Mais il ne faut rien exclure, d'ailleurs l'Iran s'y est préparé aussi...

*En Israël, des fuites organisées dans les médias alimentent ces derniers jours un débat sur d'éventuelles frappes contre l'Iran que Tel Aviv, Washington et d'autres capitales occidentales soupçonnent de chercher à se doter d'armes nucléaires. Ce débat met à jour les dissensions au sein de l'administration israélienne au sujet d'une attaque contre les installations nucléaires iraniennes.*

*Le sujet oppose le chef du gouvernement, Benyamin Netanyahu, associé au ministre de la Défense, Ehud Barak, et au chef de la diplomatie, Avigdor Lieberman, qui prônent « l'option militaire », au reste du cabinet, mais surtout aux responsables des agences de sécurité, qui privilégient les sanctions économiques pour faire pression sur Téhéran : le chef d'état-major, le général Benny Gantz, le patron du Mossad, Tamir Pardo, le chef du renseignement militaire, le général Aviv Kochavi, et le chef du Shin Beth (Sécurité intérieure), Yoram Cohen sont hostiles à une telle opération anti-iranienne, d'après les médias.*

#### Et en Iran

*Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, interrogé sur ces préparatifs guerriers, a mis en garde les Etats-Unis, jeudi, contre le fait "d'aller vers l'affrontement" et indiqué que l'Iran était « préparé au pire ». « Nous espérons qu'ils y réfléchiront à deux fois avant d'aller vers l'affrontement avec l'Iran », a-t-il menacé.*

*De son côté, le chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général Hassan Firouzabadi, a prévenu que l'Iran « punirait » Israël pour toute attaque éventuelle contre ses installations nucléaires. « Les Etats-Unis savent que toute attaque du régime sioniste*



*contre l'Iran produira de sérieux dommages non seulement contre ce régime mais aussi contre les Etats-Unis ».*

*Un coup de bluff...*

*Israël n'a pas l'habitude de faire de la publicité avant de frapper. « Annoncer de telles frappes indique que la manœuvre est d'abord politique, et qu'elle vise surtout à accroître la pression contre Téhéran, faute de pouvoir agir militairement », estime Georges Malbrunot sur son blog.*

*Impression partagée par certains experts : « Depuis 15 ans, Israël sonne à intervalles réguliers l'alarme contre l'Iran; les déclarations belliqueuses de responsables israéliens sont suivies par des analyses alarmistes décrivant l'option militaire à la fois comme indispensable et inévitable. Puis, sans aucune explication, le bellicisme recule et l'Iran et Israël reviennent à leur niveau normal d'animosité », analyse pour CNN Trita Parsi, expert des relations américano-iraniennes. Il estime que ces manœuvres visent à faire monter la tension pour aboutir à un durcissement des sanctions ...*

*... ou un vrai risque de conflagration régionale ?*

*Cet expert n'écarte pourtant pas totalement la possibilité d'une action offensive israélienne. En campagne électorale, Barack Obama, accusé par les Républicains de tiédeur vis-à-vis d'Israël, ne peut se permettre de se mettre Netanyahu à dos, selon lui.*

*« A force de menacer l'Iran, l'Occident permet surtout au régime de jouer sur la corde nationaliste », juge Thierry Coville, spécialiste de l'Iran, interrogé par le site Atlantico. Cela renforce le pouvoir au lieu de l'affaiblir. Et ce, alors qu'un mécontentement énorme grossit en Iran, où le régime traverse une crise identitaire depuis 2009, poursuit le chercheur de l'IRIS.*

*À court terme, une telle action pourrait faire qu'Israël se sente un peu plus sûr, mais elle rendrait à la fois l'Etat hébreu et l'Occident plus vulnérables à des représailles terroristes craint l'éditorialiste Simon Jenkins dans le Guardian.*

*« L'Iran, c'est une autre histoire, constate un éditorialiste du Yediot Aharonot, faisant allusion aux raids israéliens contre des installations nucléaires en Irak en 1981, et en Syrie en 2007. » Depuis plus d'une décennie, l'Iran s'est préparé à cette éventualité, en fortifiant ses réacteurs (qui sont souterrains) et en développant un système de défense aérienne*

sophistiqué. « Une frappe contre l'Iran pourrait aboutir à la capture d'une dizaine de pilotes israéliens », prévient l'éditorialiste... quelques semaines après l'échange de 1000 prisonniers palestiniens contre le soldat Gilad Shalit.

10/11/2011 - Ce que change vraiment le rapport de l'AIEA - Catherine Gousset

**Après la publication du rapport de l'AIEA sur le nucléaire iranien, quelles seront les suites apportées par la communauté internationale? Quel type de sanctions pourrait être mis en œuvre? Avec quel impact?**

Le rapport de l'AIEA fait état de ses « *sérieuses préoccupations concernant les possibles dimensions militaires* » du programme iranien.

« *Ce qui change, c'est cette annexe du rapport* », indique Benjamin Sanchez, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. « *En publiant ces éléments incriminants, l'AIEA endosse clairement et pour la première fois le discours des pays qui comme les Etats-Unis et la France accusaient depuis plusieurs années Téhéran de développer un programme militaire. L'AIEA reconnaît ainsi que l'Iran est sur le point de devenir un 'pays du seuil', c'est-à-dire un Etat qui détient toutes les composantes d'une arme, sans nécessairement faire le choix politique de la produire ou de l'assembler.*

*Peut-on espérer un arrêt du programme iranien et une reprise des négociations ?*

« *Le sort de Mouammar Kadhafi, qui avait abandonné ses projets de bombe, ne peut que renforcer la détermination des Iraniens* », selon notre correspondant à Vienne, Blaise Gauquelin. « *L'Iran risque de conclure que même si ses difficultés économiques causées par les sanctions pourraient être allégées par la suspension de son programme nucléaire, le jeu n'en vaut pas la chandelle* », ajoute Suzanne Maloney, spécialiste de l'Iran à la Brookings institution, sur le site de la National Public Radio américaine. « *En dépit des nombreuses raisons qui devraient amener les Iraniens à négocier, ils ne le feront probablement pas, et nous ne sommes pas vraiment en position pour leur donner des raisons de le faire* », conclut-elle.

*L'option du recours à la force est-elle à écarter ?*

« *La marge de manœuvre des pays occidentaux est limitée, sauf à envisager l'épreuve de force. Or personne n'est prêt à partir en guerre contre l'Iran* », renchérit Benjamin Sanchez.

« Des experts ont estimé cette semaine que les prix du baril de brut pourraient atteindre 175 dollars le baril (contre 98\$ actuellement) si, en cas d'attaque israélienne, les Iraniens fermaient le détroit d'Hormuz », indique Eric Watkins de l'Oil & Gas Journal. L'Iran est le deuxième producteur de pétrole de l'OPEP, et le département américain de l'Energie souligne que 15,5 millions de barils sortent chaque jour du détroit d'Hormuz qui donne accès au Golfe persique.

Paradoxalement, et en dépit de ses rodomontades apocalyptiques, « la possibilité d'une approche négociée s'est réduite avec la perte d'influence de Mahmoud Ahmadinejad », explique Benjamin Sanchez. Le chercheur rappelle que « les pays occidentaux étaient sur le point d'aboutir à un accord négocié avec le président iranien en 2009, mais ce compromis a été bloqué par le Guide de la révolution, Ali Khamenei, qui détient les clefs du pouvoir à Téhéran ».

20/04/2006 - « L'Iran n'est plus une superpuissance » - Christian Makarian

**Chercheuse au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri), Fariba Adelkhah (1) explique pourquoi Ahmadinejad a opté pour l'escalade : le nucléaire date du Shah et apparaît aujourd'hui à juste titre comme une nécessité pour garantir l'avenir. Aujourd'hui ce nucléaire est relié aux menaces qui pèsent sur l'Iran. L'objectif de l'Iran est de sanctuariser son territoire pas d'agresser ses voisins. Elle explique que le choix de rester dans le TPN est un signe d'ouverture. En outre Ahmadinajad ne pourrait pas prendre la décision seul d'en sortir, le pouvoir en Iran est collégial.** Les sanctions auraient renforcé un pouvoir opaque et autonome et qui échappe aux électeurs; Ahmadinejad n'est pas vraiment l' élu du peuple, le vote obéit à des critères complexes et il n'a pas les mains libres; l'Iran n'est plus une superpuissance régionale affirme-t-elle ; en revanche le nationalisme iranien est plus fort que jamais et il ne faut pas le sous-estimer. Enfin la bombe n'est pas pour demain, il y a une grande part de bluff derrière les propos d'Ahmadinejad.

(...)

L'ambition nucléaire de l'Iran n'est pas nouvelle. À quand remonte-t-elle ?

« Il revient au Shah d'avoir, dès les années 1970, voulu assurer l'indépendance énergétique de l'Iran par le développement du nucléaire, alors que les scénarios envisageant l'extinction des ressources pétrolières se multipliaient, notamment à la suite

*du choc de 1973. Il concevait son pays comme une sorte de superpuissance régionale. D'entrée de jeu, on voit les choses différemment selon que l'on se situe dans le camp occidental ou du côté iranien. Mais il ne faudrait pas oublier les facteurs d'ordre international. Les Américains appuyaient l'Iran face à un bloc soviétique menaçant. Du reste, ce sont eux qui ont, les premiers, aidé Téhéran à se doter d'un dispositif nucléaire civil important. Pour une nation qui compte aujourd'hui 71 millions d'habitants, la technologie nucléaire est indispensable pour garantir l'avenir. Nul ne peut lui refuser ce droit. Mais l'Iran relie cette technologie à sa propre histoire récente, à l'occupation russe et britannique durant la Seconde Guerre mondiale, à la destitution de Mossadegh après sa tentative, en 1951, de nationalisation du pétrole, à la révolution islamique, à une guerre de huit ans contre l'Irak, pays massivement soutenu par l'Occident, et à vingt-cinq ans de sanctions internationales. L'énergie nucléaire paraît désormais indissociable des menaces qui pèsent sur l'Iran. La preuve, la diaspora soutient également l'ambition nucléaire que Mahmoud Ahmadinejad ne fait qu'exprimer avec emphase. **L'objectif de l'Iran est de sanctuariser son territoire, non d'agresser ses voisins, et encore moins Israël, en dépit des propos intempestifs de son président.***

(...)

***Le choix de rester si possible dans le cadre du TNP exprime une volonté d'ouverture vers l'Occident, afin d'attirer les investissements étrangers et de faciliter les échanges économiques, un désir, aussi, de respectabilité internationale. »***

(...)

*En adhérant au TNP, l'Iran cherchait des alliances pour sortir de son isolement. Cet objectif a-t-il été atteint ?*

*« L'Iran, en signant la clause additionnelle au TNP, poursuivait trois buts, qu'il n'a pas atteints : l'adhésion à l'OMC, le relâchement des sanctions internationales, le fait de ne plus être désigné comme faisant partie de l' "axe du mal". Au final, la politique de Téhéran à l'égard du nucléaire a accru son isolement. »*

(...)

*Pour autant, la ligne dure soutenue par Washington n'a pas affaibli le régime ?*

*« Non, et il faudrait qu'on fasse un jour le bilan des sanctions américaines. Leur principal effet a consisté à renforcer des groupes très proches du pouvoir, lesquels ont tiré profit des sanctions pour les détourner et réaliser un fructueux commerce. Les Américains font partie des cinq premiers exportateurs en direction du marché iranien, pour un montant de 1 milliard de dollars! Ces importations se font via Dubaï au vu et au su de tous. Les sanctions ont ainsi enrichi un groupe qui ne dispose d'aucune représentation significative au sein du Parlement, qui évolue aux marges de la légalité, qui détourne l'embargo en se fournissant sur un marché opaque et qui est en mesure de jouer ses propres cartes politiques. De cette manière s'est développé un pouvoir autonome, doté de vrais moyens d'action, qui peut échapper au contrôle des électeurs. »*

(...)

*Concernant le nucléaire, quelles sont, dans le discours d'Ahmadinejad, la part d'intimidation et la part de réalité ?*

*« Tous les experts, y compris les moins bien intentionnés à l'égard de l'Iran, pensent que celui-ci est loin d'accéder à l'usage militaire de l'atome. La part de bluff est considérable. Il ne faut pas toutefois sous-estimer la mobilisation des Iraniens, car elle repose sur une conviction profonde et unanimement partagée. Encore une fois, l'Iran s'estime victime, notamment par rapport au Pakistan et à l'Inde, d'une injustice internationale dans la manière dont on lui interdit la poursuite de ses recherches nucléaires. »*

*L'Iran se considère-t-il comme une superpuissance orientale qui a l'intention de tenir tête aux Etats-Unis sous les regards du monde entier ?*

*« L'Iran n'est plus une superpuissance régionale, ne serait-ce que par les limites rencontrées par la révolution islamique. Cette dernière a contribué à marginaliser le pays. Les Iraniens ont échoué, y compris dans l'exportation de la révolution auprès des voisins les plus proches, les chiïtes irakiens. Les Afghans n'ont jamais cherché à imiter Téhéran, le Hezbollah n'a pas pris le pouvoir au Liban et le Hamas n'était pas la force privilégiée par l'Iran dans les territoires palestiniens. Lorsqu'Erdogan est parvenu à la tête du gouvernement, Téhéran s'est félicité, mais le Premier ministre turc a pris ses distances, car ce soutien est gênant pour lui. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que le nationalisme iranien est plus fort que jamais. »*

Pourquoi ?

*Cette révolution-là, les Iraniens en sont fiers, même s'ils n'en escomptaient pas les conséquences ou si celles-ci restent pour beaucoup non souhaitées. La génération qui y a pris part est encore la seule force politique active du pays. La permanence des hommes à la tête de la République est en cela le reflet de la société. **L'idéal des conservateurs, qui aspirent à faire de l'Iran le Japon islamique du Moyen-Orient, n'est pas complètement déconnecté de l'idéal du développement aux yeux de l'Iranien moyen.***

*6) L'Express se risque à un peu d'Ironie sur les négociations et dénonce les ambiguïtés et les contradictions de chacun*

16/06/2006 - Les mots pour le dire - Vincent Hugué

**Truffé d'ordinaire de mots piégés, de contresens et de non-dits, le sabir diplomatique devient indéchiffrable dès lors qu'on aborde le dossier brûlant du nucléaire iranien. La réunion du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ouverte à Vienne le 12 juin, aura étoffé un arsenal sémantique déjà fourni. Tentative de traduction et de décryptage.**

Coïncidence. Comprendre : provocation délibérée. Le 6 juin, alors que l'émissaire européen Javier Solana, en visite à Téhéran, livre à ses hôtes « l'offre de coopération » du groupe des 5 + 1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne), l'Iran entreprend d'intensifier ses activités d'enrichissement d'uranium sur le site de Natanz. « Coïncidence », soutient l'ambassadeur de la République islamique près l'AIEA.

*Condition préalable. Pléonasme très en vogue au royaume des relations internationales. Entendre : exigence intangible qu'il conviendra d'assouplir le moment venu. Illustration par l'exemple : la suspension de l'enrichissement est, aux yeux des Occidentaux, une « condition préalable ».*

*Droit absolu. Prérogative qui ne souffre aucune discussion, surtout pas au moment même où l'on s'appête à en marchander les modalités. Vue de Téhéran, la maîtrise de la technologie nucléaire est un « droit absolu ». De même, l'usage veut que l'on négocie exclusivement ce qui est réputé « non négociable ».*

*Menace. Nom donné à la mise en garde quand elle émane de la partie adverse. Aux « menaces » de sanctions des uns répondent les « menaces » d'embrasement du marché pétrolier des autres.*

*Calendrier. Instrument élastique de la mesure du temps. L'Europe attend une réponse de l'Iran à son offre dans deux à quatre semaines. Téhéran juge qu'aucune date limite n'a été fixée. Un Persan y perdrait son latin !*

**04/03/2008 - Des sanctions dénuées de bases et de sens - Vincent Hugué**

**Ahani, l'Ambassadeur de l'Iran à Paris, dessine les contours de la riposte que pourrait susciter l'adoption de ces nouvelles sanctions onusiennes.** La parole est à la défense : il explique que l'Iran est tout à fait favorable au travail de l'AIEA et au maintien du TPN, mais que ce pays mérite des encouragements, pas des sanctions ... ***au passage il rappelle que les Etats non signataires du TPN en ont finalement profité pour obtenir la bombe. Ironie d'un sort trop désespéré.***

*Téhéran assimile le récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à une « grande victoire ». Or, ce document fait état de « vives inquiétudes » et d'« incertitudes importantes » quant à la nature du programme nucléaire iranien. De même, il souligne que les informations fournies ne sont « ni complètes, ni cohérentes ». Comment expliquez-vous cette contradiction ?*

*« Nous ne sommes pas pleinement satisfaits sur tous les points. Mais il faut considérer cet important rapport dans son ensemble. De même, il est absolument nécessaire de se souvenir précisément de l'accord conclu par l'Iran et l'Agence en août 2007. Nous nous étions alors engagés à répondre aux six questions qui restaient en suspens quant à notre programme. Il s'agissait des aspects les plus complexes, compte tenu de l'expertise de l'Agence et de sa rigueur, d'autant que nous avions peu de temps pour réunir ces éléments. Or, le rapport (du directeur de l'AIEA Mohamed) el-Baradei établit que les informations recueillies par l'Agence sont conformes à celles fournies par la République islamique. Ce qui démontre la transparence, la sincérité, le sérieux et la responsabilité de l'Iran, soucieux de respecter ses obligations. N'oublions pas ce que stipule l'accord d'août 2007 : dès lors que Téhéran apporte une réponse claire aux six questions mentionnées, son dossier devient normal, habituel au regard des critères de l'AIEA. »*

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'apprête pourtant à infliger de nouvelles sanctions à l'Iran. (Cet entretien a eu lieu le 29 février, NDLR).

« Le rapport el-Baradei indique que nos installations nucléaires, notre processus d'enrichissement de l'uranium et nos matières nucléaires sont placés sous le contrôle et la surveillance précise de l'AIEA. Ce qui devrait dissiper les inquiétudes quant à nos activités. Ce document est d'ailleurs de nature à briser les fondements des résolutions antérieures. Quels étaient les objectifs de celles-ci? Obtenir des garanties sur le caractère pacifique du programme nucléaire iranien, ainsi que la suspension des opérations d'enrichissement d'uranium, jugées alors suspectes. Les sanctions, passées ou récentes, sont donc dénuées de bases et de sens. Notez qu'à ce stade, l'Agence n'a pu délivrer qu'à 30 pays, dont le Vatican, le certificat attestant l'absence totale d'ambiguïté quant à leurs activités nucléaires. Ce qui signifie qu'elle n'a pas été en mesure de le faire pour plus de 100 Etats, y compris européens. »

Envisagez-vous de suspendre votre coopération avec l'AIEA ?

« Avant même la publication de ce rapport, l'Agence de Vienne et Mohamed el-Baradei lui-même avaient été les cibles de nombreuses attaques, ainsi que de multiples pressions. Nous le regrettons. Car ce document offre l'opportunité de sortir de l'impasse plutôt que de compliquer les choses. L'Iran soutient qu'il faut reconnaître la compétence de l'AIEA, qui a joué jusqu'ici un rôle essentiel en matière de non-prolifération, et lui permettre de remplir sa mission. L'attaquer, l'affaiblir, c'est faire peser une menace sur la paix internationale. Nous espérons qu'elle résistera aux pressions extérieures.

(...)Que vous inspire la posture de la Russie, associée cette fois aux sanctions onusiennes?

Nous regrettons de voir la Russie suivre ainsi le désir américain. D'autant que Moscou avait jusqu'alors émis beaucoup de réserves et joué un rôle important pour retarder l'offensive de Washington. Ce constat ne nous satisfait pas, car nous attendons de ce pays plus de résistance et de réalisme, afin d'empêcher, avec la Chine, la ligne américaine de dominer le Conseil de sécurité. »

Quelle forme prendront les "fermes représailles" promises par le président Mahmoud Ahmadinejad ?



*« Elle n'a pas encore été décidée. Il serait illogique de l'annoncer avant l'adoption de cette résolution (cet entretien a eu lieu le 29 février, NDLR). Mais il suffit de voir les conséquences des deux résolutions précédentes, qui ont privé l'AIEA d'une partie de sa marge de manœuvre. Après la première, le gouvernement iranien a été obligé, à la demande du Parlement, de suspendre de facto l'application du protocole additionnel du Traité de non-prolifération (TNP), ce qui a compliqué la tâche de l'Agence. Après la deuxième, nous avons révisé la mise en œuvre d'une autre disposition, ce qui a également porté atteinte à ses capacités. Or, nous croyons en l'utilité du TNP, absolument nécessaire à la paix et à la sécurité dans le monde. Mais il faut que tous les pays qui n'ont pas encore signé ce Traité le fassent; tel est le cas du régime israélien, dont chacun sait qu'il détient des bombes atomiques. Voyez ce paradoxe : ceux qui n'ont pas adhéré au TNP ont les mains libres et bénéficient des recherches et de la technologie de leurs partenaires nucléaires; tandis que l'Iran, lui, se voit sanctionné. Nous sommes résolus à continuer de coopérer avec l'Agence, même si certains milieux en Iran y sont tout à fait hostiles et exercent des pressions sur le gouvernement et le parlement. À quoi bon, disent-ils, poursuivre cette coopération si elle ne nous apporte rien? L'Iran mérite des encouragements, pas des punitions. Il est tout à fait sûr que notre peuple, qui subit les conséquences des sanctions, ne peut applaudir et remercier les pays qui parrainent de telles résolutions. Les Iraniens attendent du gouvernement une réaction ferme. »*

*Lors de sa visite en Afrique du Sud, le président Nicolas Sarkozy a tenté de convaincre son homologue Thabo Mbeki d'approuver le projet de résolution présenté par la France et la Grande-Bretagne.*

*« Il s'agit de sa part d'une demande regrettable. Elle renforce l'impression que la France s'est alignée sur une politique américaine très impopulaire, notamment au Moyen-Orient et dans le monde islamique. Elle peut donc porter atteinte à l'image de Nicolas Sarkozy dans ces régions. Le peuple français est fier d'avoir vu ses autorités prendre leurs distances avec Washington sur l'Irak. En revanche, un tel alignement, s'il se concrétise, ne sera pas un objet de fierté pour votre opinion publique. Les relations entre l'Iran et la France sont anciennes et diversifiées. J'ai moi-même joué un rôle important en faveur de leur développement, lors de ma première mission ici comme ambassadeur -dans les années 1990, NDLR-, au cours de mon mandat actuel ou quand je travaillais à Téhéran sur les dossiers européens. Je reste convaincu de l'existence d'un potentiel énorme d'échanges,*

*qu'il s'agisse de nos intérêts bilatéraux ou des efforts entrepris pour apaiser les crises régionales. Il faut saisir cette chance, ne pas permettre la destruction de tels ponts. »*

*Si tel n'est pas le cas, quelles seraient les conséquences pour nos investisseurs en Iran ?*

*« Je suis en contact régulier avec les entreprises françaises, surtout celles présentes sur le marché iranien. Elles ont de grandes ambitions et leurs dirigeants sont très désolés de constater la primauté des options politiques sur la coopération économique et commerciale. Il ne faut pas les priver du marché iranien. »*

*La création prochaine d'une base militaire française à Dubaï vous inquiète-t-elle ?*

*« Nous ne sommes pas du tout favorables à la présence militaire étrangère dans une région aussi sensible. Il y a déjà assez de navires de guerre et d'équipements militaires dans cette zone. Le renforcement de cet arsenal ne peut en rien contribuer à y garantir la sécurité et la paix. Si tel était le cas, le déploiement de l'OTAN aurait imposé le calme et la stabilité en Afghanistan. La coopération militaire est une chose. La présence permanente en est une autre. Elle peut entraîner des provocations qui ne seraient dans l'intérêt, ni du pays-hôte, ni de son partenaire. »*

*Quel sera l'impact du bras de fer nucléaire sur le scrutin législatif iranien du 14 mars ?*

*« Le nucléaire est un enjeu national. Cette phase de tension peut donc renforcer notre unité et se traduire par un accroissement de la participation, le critère le plus important à nos yeux. D'autant que le parlement, acteur puissant et très indépendant de notre démocratie, joue un rôle primordial dans la vie intérieure et extérieure de l'Iran. »*

*D'éminentes personnalités du régime ont dénoncé la mise à l'écart de nombreux candidats réputés réformateurs.*

*« Ces déclarations sont un grand honneur pour nous. Elles démontrent que chacun peut exprimer son opinion. La société iranienne est tout à fait ouverte, avec ses valeurs propres et sa démocratie appropriée. Elle jouit d'une vaste liberté d'expression. Notre loi électorale et la procédure de sélection des candidats peuvent susciter quelques critiques au sein de l'opinion. Pourquoi celui-ci est-il accepté, et pas celui-là? Mais il faut respecter la loi. D'autant qu'après recours, plus de 5 500 candidatures ont été validées pour 290*

*sièges. Plusieurs centaines de prétendants, écartés dans un premier temps, ont été validés. Dans l'ensemble, la diversité des tendances politiques sera donc garantie. »*

*Proche du Guide suprême Ali Khamenei, l'ayatollah Hassan Rohani vient de prononcer un implacable réquisitoire contre la politique étrangère du président Ahmadinejad.*

*« Même en Occident, des personnalités appartenant au même camp affichent des divergences de vues, notamment sur la méthode. Au sein de l'UMP, on entend de nombreuses critiques envers Nicolas Sarkozy. Cela traduit-il un rejet des principes du parti? Non. Il en va de même en Iran. Chacun a le droit de s'exprimer. Bien sûr, les critiques sont plus significatives lorsqu'elles émanent de personnalités dotées d'un grand poids politique. »*

*Au sommet du régime, certains dignitaires jugent l'outrance des attaques verbales de Mahmoud Ahmadinejad, notamment envers Israël, préjudiciable aux intérêts de la République islamique. Y a-t-il débat sur ce sujet ?*

*« C'est un aspect discutable. De tels propos peuvent susciter chez nous des critiques implicites ou explicites. Mais il faut en revenir à un point essentiel. Quand les autorités israéliennes emploient des mots injurieux ou menaçants envers l'Iran, cela ne provoque jamais aucune réaction. Ce fut le cas voilà peu, lorsque (le président) Shimon Peres a affirmé que la nation iranienne devait être déracinée. Mais dès qu'une déclaration touche Israël, elle déclenche une réaction très forte, notamment en France, où le lobby sioniste est puissant. Si l'on est aussi sensible à ce genre de vocabulaire, il faut l'être pour tous et en toutes circonstances. Pour nous, cette différence de traitement n'est pas compréhensible. La réplique récente du président Sarkozy lors du Salon de l'Agriculture a elle aussi alimenté de nombreux commentaires. Beaucoup, ici comme ailleurs, ont été surpris d'entendre de tels mots dans la bouche d'un président de la République française. »*

**08-03-2008 - « Face à l'Iran, la France joue un vilain jeu dangereux »**

**Alors que s'ouvre à New York la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Ali Asghar Soltanieh, ambassadeur de la République islamique auprès de l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA), met en garde les Occidentaux, il accuse certains pays, comme la Corée et les Etats-Unis, d'être plus dangereux que l'Iran, ce qui motiverait impérativement des négociations : les sanctions ne servent à rien.**

(...)

À New York, la France entend réclamer des mesures contre l'Iran et la Corée du Nord, deux pays « proliférateurs. Comment la République islamique s'est-elle préparée à la confrontation ?

« En plaçant l'Iran et la Corée du Nord sur un même plan, la France perdrait beaucoup de sa crédibilité. Car contrairement à la Corée du Nord, l'Iran est signataire du TNP et n'a pas jamais testé d'armes nucléaires. Tout Etat qui pointerait du doigt un Etat partenaire doit être très prudent. Il hypothéquerait l'avenir même du TNP et jouerait là un vilain jeu dangereux. (...) En tant qu'État non doté de l'arme nucléaire, l'Iran a par exemple beaucoup à dire sur le non-respect, par les puissances nucléaires, de leurs obligations depuis quarante ans. Remettre sur le tapis le sujet du nucléaire iranien ne trompera personne. Le TNP prévoyait dès sa création le démantèlement de l'arsenal existant.

Ce dont il sera principalement question ces prochains jours, c'est donc de la menace que constituent toujours les milliers d'ogives en possession des cinq États dotés officiellement de l'arme atomique. Le mouvement des non-alignés prépare d'ailleurs une déclaration très forte, afin d'exiger un projet précis de destruction totale. Le message est fort et sa clarté, cristalline : d'ici à l'horizon 2020-2025, les États-Unis et les autres devront avoir abandonné la bombe.

Nous ne tolérerons pas de statu quo. Ils devront également s'expliquer sur les technologies nucléaires qu'ils ont transféré, en violation du traité, à des parties non signataires, tel le régime sioniste d'Israël. »

(...) Début avril à Prague, les présidents américain et russe ont pourtant paraphé le nouveau traité prévoyant la réduction de leurs arsenaux nucléaires. Les grandes puissances n'ont-elles pas là créé une dynamique qui vous embarrasse ?

« Start II? Cet accord n'a pas plus de valeur que le précédent. C'est un bout de papier. Aucune agence de contrôle ne vérifie si les Russes et les Américains disent vrai. Si le président Barack Obama a suscité un jour un espoir, c'est quand il a fait du changement son slogan de campagne. Puis, à Prague en avril 2009, il a promis un monde débarrassé de l'arme nucléaire et beaucoup de gens l'ont cru. Or un an après, il n'exclue pas d'utiliser la bombe contre l'Iran, un pays membre à part entière du TNP! C'est ridicule et nous sommes très déçus. »

(...)

*Le président du Brésil, Luiz Inacio Lula Da Silva, se rendra en Iran, les 16 et 17 mai. Or, son pays occupe un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et s'oppose aux sanctions contre Téhéran. Qu'attendez-vous de lui ?*

*« Nos relations bilatérales sont excellentes avec le Brésil. Les sanctions ont toujours été contreproductives et il est temps de trouver un moyen de revenir à la table des négociations sur la base d'un respect mutuel, sans condition préalable et sur un pied d'égalité. Nous sommes prêts à évoquer tous ces aspects. Nos amis Brésiliens font de leur mieux pour faire passer ce message aux Occidentaux. Ne répétez pas les erreurs du passé. »*

**29/10/2009 - Logique de paix avec l'Iran - Christophe Barbier**

***François Mitterrand, avant la première guerre du Golfe, forgea l'expression « logique de guerre », engrenage enclenché par l'invasion du Koweït et conclu dans les nuits fluorescentes de Bagdad bombardé. Aujourd'hui, les ambitions nucléaires de l'Iran semblent aussi dangereuses qu'avant-hier les appétits de Saddam Hussein. Pourtant, avec une même fermeté et une commune patience, les principales nations désireuses de priver l'Iran d'atome empruntent le chemin du dialogue, sinueux toujours, embourbé souvent, piégé parfois. Et si la logique de paix, cette fois, l'emportait?***

*Il ne s'agit pas de s'alanguir dans l'angélisme ni de rêver à une traduction simultanée, en diplomatie chiïte, du concept de "bonne volonté". C'est en composant sans cesse, en catimini, les oratorios de la guerre, que l'on peut entonner à pleine voix les refrains de la négociation. Le bon vieil apophtegme du para bellum est aussi valable que sous l'Antiquité, parce que les mécanismes de la barbarie n'ont pas changé.*

*La main tendue par Barack Obama depuis le discours du Caire, en juin, est au bout d'un bras musclé, capable de gonfler son biceps quand il le veut et de décocher un uppercut s'il le faut. La France, par sa fermeté de langage envers le président Ahmadinejad et d'attitude dans l'affaire Clotilde Reiss, joue à l'unisson dans le concert des nations. Les Israéliens, alarmistes par nécessité, et les Russes, indulgents par calcul, semblent eux-mêmes avoir*

*convergé vers cette stratégie de la discussion avec date limite de consommation. L'Occident, à l'image d'Obama, sourit pour montrer les dents.*

*Il n'est pas certain que cette manière moderne de gagner une guerre sans la faire soit efficace. Notre patience n'est peut-être qu'un carburant pour la fourberie des ayatollahs et, tandis que nos moulins à palabres tournent dans les chancelleries, les centrifugeuses à plutonium font de même dans leurs centrales souterraines. En juin, nous avons rêvé pour l'Iran d'un changement de régime qui garantirait la paix du monde. Mais c'est, au contraire, en sauvant la paix que l'on peut faire chuter le régime.*

*Il y a vingt ans, parce que le choc nucléaire entre Est et Ouest sembla soudain impossible, par la grâce de la détente et du désarmement, le communisme s'effondra : comment maintenir une oppression qu'aucune peur, qu'aucun ennemi, qu'aucune agression imminente ne cimenterait ? De même, Téhéran ne signera pas de traité après avoir chassé les barbus, mais se débarrassera d'eux quand tout risque sera éloigné. Ils le savent bien, et c'est ce qui les rend bellicistes et dangereux, préférant le trépas dans la guerre au suicide par la paix. C'est la faiblesse de la logique de paix : pour l'ennemi, elle est illogique.*

*S'il est dans l'Orient empoisonné un pays avec lequel ce pari mérite d'être tenté, c'est l'Iran. Derrière les barbus, sous les voiles, il y a un peuple, il y a une civilisation. Complexe parce que millénaire; sage pour la même raison. Elle est une part de notre histoire. En être réduit à combattre la Perse, ce serait pour l'Occident attaquer un miroir. Djâlâl al-Din Rûmî, le grand mystique persan, écrivit : "Vous devez être le changement que vous souhaitez voir dans le monde." La logique de paix commence par soi-même*

**15/12/2005 - Iran : le double jeu de Moscou - Sylvaine Pasquier**

**Moscou joue double jeu avec l'Iran et l'occident : elle vient de fournir des armes très dangereuses à Téhéran.**

*Alors même que le climat se dégrade entre l'Occident et Téhéran, qui rejette tout compromis sur son programme nucléaire. En outre, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, s'est distingué, le 8 décembre, en qualifiant Israël de « tumeur ».*

« Purement défensives »

*Face aux protestations américaines, Sergueï Ivanov, chef adjoint du gouvernement et ministre de la Défense, a déclaré que l'accord portait sur des "armes purement*

défensives". Le quotidien russe *Izvestia* souligne que "d'autres grands exportateurs d'armements sans préjugés politiques" - et de citer la France, l'Allemagne, et des « sociétés privées américaines » ... - menaçaient de ravir à Moscou le marché iranien et qu'il était temps d'agir.

En Iran, comme ailleurs, la Russie mène double jeu. Maître d'œuvre de la centrale nucléaire de Bouchehr - que les Tor-M1 sont censés protéger contre d'éventuels raids israéliens - elle conforte Téhéran dans ses ambitions, tout en offrant aux Occidentaux ses bons offices pour éviter que la République islamique ne développe l'arme atomique. Sans résultat, au demeurant. Vladimir Poutine s'en expliquera avec son « ami » George W. Bush.

23/03/2010 - Ces pays qui fâchent Obama - Marc Epstein

### **La Russie n'est pas fiable sur le nucléaire iranien, elle joue double jeu.**

Russie : Moscou souffle le chaud et le froid sur le nucléaire iranien : le Premier ministre Vladimir Poutine a annoncé, le 18 mars, la mise en service "dès cet été" du premier réacteur de la centrale nucléaire de Bouchehr, construite en Iran par les Russes. Par ailleurs, les négociations traînent en longueur, entre les deux anciens ennemis de la guerre froide, au sujet d'un nouveau traité de désarmement, de type Start.

11/05/2006 - Iran : le chantage nucléaire - *L'Express* lecteurs

Désolée, mais moi, c'est Bush qui m'inquiète. Pour le moment, c'est lui qui menace de lancer des bombes nucléaires sur l'Iran, nation qui n'a pas la bombe atomique. La menace même de bombarder l'Iran est une atteinte au traité de non-prolifération et les Etats-Unis devraient être mis au ban des nations. Alors, ne vous trompez pas de cible! Ce ne sont pas les Américains qui vont mourir irradiés, mais les Iraniens. S. Boujon, courriel.

Aujourd'hui l'Iran occupe le devant de la scène, pour les raisons que nous savons. Soit. Mais je suis pour le moins circonspect face à votre titre "L'homme qui fait trembler le monde" (voir *L'Express* du 20 avril). Et cela pour deux raisons. 1. Mahmoud Ahmadinejad fait-il davantage trembler le monde que Saddam il y a quelques années? Je ne le pense sincèrement pas. 2. Ensuite, pourquoi spéculer sur la pseudo-menace iranienne alors que la menace, la véritable menace, me semble maintenant planer sur Téhéran et sur les principaux sites "sensibles" iraniens, qui risquent fort de se voir transformer en aires de

*stationnement par la grâce des missiles et autres bombes de George W. Bush? Soyons réalistes!* *D. Lefèvre, courriel.*

*Auteur de la brochure L'Impasse nucléaire, publiée par le réseau Sortir du nucléaire, je vous écris à la suite de votre article sur le président de l'Iran. Nous craignons que ce pays ne se munisse de l'arme atomique. Mais reconnaissons que si, pour des raisons financières, nous n'avions pas aidé jadis l'Iran à acquérir matériel et technologie nucléaires, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Nous avons largement essaimé réacteurs et savoir-faire nucléaires avec l'autorisation ou sous l'impulsion des Etats-Unis. Au milieu des années 1970, le trio Etats-Unis-France-Allemagne couvrait près de 85% du marché mondial des exportations nucléaires. Pour occulter leur rôle dans ce marché nucléaire, les Etats-Unis ont utilisé divers stratagèmes. Non seulement ils ont fait appel à des pays tiers complices, en premier lieu la France, mais aussi l'Allemagne, le Canada, l'Argentine et d'autres encore. Ils ont aussi multiplié les contrats et envoyé les fournitures en pièces détachées. Il s'agissait prétendument de réacteurs à des fins pacifiques "de recherche" ou de réacteurs beaucoup plus puissants "de production d'électricité". Curieux, quand les réacteurs "de recherche" sont construits loin de tout centre universitaire ou médical... Bizarre, quand les réacteurs "de production d'électricité" sont livrés à des pays riches en pétrole, comme l'Iran, l'Egypte ou l'Irak, pays n'ayant de toute évidence nullement besoin d'énergie nucléaire! Il est bien connu que les technologies et les fournitures nucléaires peuvent indifféremment servir à des applications civiles ou militaires, ce que les experts appellent "la dualité de l'industrie nucléaire". L'ONU a reconnu en 2001 que 44 Etats étaient capables de fabriquer des armes atomiques. **La France a largement contribué à la propagation de cette épidémie!** [...] C. Bourry, L'Isle-d'Espagnac.*

**01/10/2009 - L'entente nucléaire - Jacques Attali**

**Cette résolution 1887, sans nommer explicitement l'Iran et la Corée du Nord, réaffirme que des sanctions sont possibles à leur rencontre s'ils continuent à chercher à en produire. L'ONU a par ailleurs adressé à l'Iran un ultimatum exigeant l'arrêt d'ici à la fin de l'année de tout enrichissement en uranium, sous peine d'un boycott de ses exportations de pétrole raffiné, ressource vitale pour le pays.**

*Tous les membres du Conseil de sécurité s'y sont ralliés et même le président russe, Dimitri Medvedev, jusqu'ici très hostile aux sanctions, a fait savoir que la sanction « serait*



*désormais inévitable ». On pourrait donc penser que nous sommes entrés dans le meilleur des mondes.*

*Et pourtant, pour l'instant, tout cela n'est qu'un rêve, une manifestation de l'irénisme qui domine parfois l'idéologie occidentale, conduisant à tolérer des menaces par désir exagéré de la conciliation, par refus de faire l'effort d'admettre l'existence des menaces, par optimisme démesuré; par idéologie aussi, dans une vision du monde où auraient disparu toutes les sources de conflit, sous prétexte que des démocraties ne se feraient jamais la guerre et que les économies de marché ont trop d'intérêts croisés pour s'affronter.*

*Cette arme est la meilleure garante de la paix mondiale mais c'est illusoire. D'abord parce que la Première Guerre mondiale fournit un exemple inverse. Ensuite parce que plus les nations se ressembleront, en devenant toutes des démocraties de marché, plus elles se trouveront en situation de rivalité mimétique et donc de violence potentielle.*

*Puis parce que la réduction des armes concernera d'abord la France, qui aura à abaisser son stock au-dessous du seuil de crédibilité, perdant ainsi sa souveraineté, tandis que les autres auront encore assez d'ogives pour rester crédibles et se protéger.*

*Ensuite encore parce qu'il ne sert à rien d'interdire l'arme nucléaire si l'on ne proscriit pas en même temps efficacement les armes bactériologiques, nanotechnologiques et chimiques; et si l'on ne mate pas le terrorisme, les Etats voyous et autres pirateries et mafias, de plus en plus florissantes.*

*Enfin parce que cette arme, entre les mains de démocraties, reste la meilleure garante de la paix mondiale, aussi longtemps que n'existe pas une force de police planétaire efficace et crédible, au service d'un véritable gouvernement mondial, auquel tout ramène*

## **CHAPITRE 4 - COURRIER INTERNATIONAL**

### **OFFRE UN KALEIDOSCOPE D'OPINIONS DIVERGENTES**

**30/10/2003 - La diplomatie contre les va-t-en-guerre - Iran Emrooz**

**La médiation européenne sur la question nucléaire iranienne a porté ses fruits. Téhéran se soumet aux pressions internationales, mais évite une guerre. Et la diplomatie européenne gagne en prestige.**

*Le voyage, le 20 octobre, des ministres des Affaires étrangères français, britannique et allemand à Téhéran a mis fin à plusieurs semaines de tension entre l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la république islamique d'Iran. Cette initiative européenne et la réaction iranienne montrent que l'on peut encore utiliser la diplomatie et les pressions politiques pour rendre illégitimes les va-t-en-guerre et les théories des "guerres préventives" néoconservatrices [américaines]. Les autorités iraniennes ont accepté un contrôle renforcé de leurs activités - en signant le protocole additionnel au traité de non-prolifération (TNP) - et le principe des visites de contrôle surprises des agents de l'agence. Malgré des hésitations, il semblerait qu'au moins à court terme le gouvernement de la République islamique se soumette aux pressions internationales et propose en signe de bonne volonté de suspendre son programme d'enrichissement de l'uranium. Téhéran pose toutefois plusieurs conditions, chères aux conservateurs du régime : la reconnaissance de son droit à mettre en œuvre des programmes atomiques pacifiques, l'accès aux technologies nucléaires avancées (à l'instar d'autres Etats membres de l'AIEA) et le respect des intérêts liés à sa sécurité nationale.*

*La pression internationale et la menace que la question soit portée devant le Conseil de sécurité des Nations unies ont détourné la République islamique d'une politique dangereuse. Une diplomatie plus mesurée nous aurait évidemment évité ce début de crise. Si nous prenons à la lettre les promesses faites, en espérant qu'elles deviennent réalité, ces accords diminuent les risques de crise dans la région. Ils montrent aussi que, malgré l'image d'imperméabilité de régimes comme celui de la République islamique, les pressions extérieures peuvent être efficaces. Le régime n'a jamais subi une telle pression en ce qui concerne sa politique intérieure et la question du respect des droits de l'homme.*

*Dans l'ensemble des échanges entre les Etats-Unis et l'Iran, on a rarement inclus les questions relatives aux droits de l'homme et au respect des libertés fondamentales.*

*Le recul de la République islamique met aussi en évidence le rôle que souhaite jouer l'Union européenne dans le dénouement des crises politiques. L'une des leçons tirées par l'UE de la guerre américaine en Irak est le fait qu'il ne suffit pas simplement de critiquer la politique américaine ou de s'y opposer. **Face à l'unilatéralisme américain, les Européens comptent jouer un rôle de médiation des deux côtés de l'Atlantique tout en prenant garde de ne pas négliger les deux thèmes fondamentaux de la politique sécuritaire des Etats-Unis : le terrorisme et les armes nucléaires.** Ainsi, ils refusent d'être assujettis à des décisions univoques de la Maison-Blanche, comme dans le cas irakien, tout en cherchant à développer des liens avec ceux qui, au sein de l'administration Bush, continuent à croire en une coopération avec l'Europe sur la scène internationale. D'où l'étonnement de la République islamique, peu consciente de cette nouvelle orientation européenne, devant le fait qu'à propos de l'ultimatum de l'AIEA à son encontre les prises de position américaine et européenne aient été envisagées de manière conjointe.*

**09/12/2004 - Washington doit faire un geste - J. Dobbins, *International Herald Tribune***

**Quand les Etats-Unis se décideront-ils à réagir au programme nucléaire iranien ?**  
**L'administration est en fait profondément divisée sur l'Iran, d'où l'impasse qui a perduré tout au long du premier mandat de George W. Bush. L'Iran, seul pays limitrophe à la fois de l'Irak et de l'Afghanistan, est aussi leur plus grand voisin. Après l'effondrement du régime des talibans, fin 2001, les bons offices de l'Iran ont permis la conclusion, entre les différentes factions afghanes, des accords qui ont abouti à la nomination de Hamid Karzai à la tête d'un nouveau gouvernement. Début 2002, Téhéran s'est dit prêt à soutenir plus activement le gouvernement Karzai, même sous la houlette des Etats-Unis. Les Iraniens ont exprimé sans ambiguïté leurs espoirs de voir la coopération en Afghanistan faire avancer d'autres aspects des relations irano-américaines. Mais Washington a interrompu tout dialogue. L'Iran est le voisin de l'Irak, qui soutient le plus fermement l'idée américaine d'élections démocratiques, prévues pour janvier prochain, et a peut-être joué un rôle crucial pour convaincre le chef chiite radical Moqtada as-Sadr de renoncer à la violence et de participer au processus politique. Mais, d'un autre côté, Téhéran continue d'envoyer de nombreux agents secrets en Irak, de soutenir les groupes palestiniens extrémistes et de maintenir l'option des armes nucléaires.**

*Néanmoins, il est difficile de démontrer qu'un dialogue avec l'Iran sur ces questions aurait donné de moins bons résultats. Pour l'heure, rien de ce que fait ou ne fait pas l'Iran ne changera la position des Américains. Cette intransigeance mine les chances de succès de l'Europe, qui s'efforce de négocier une issue positive à la crise nucléaire. Et, en l'absence d'une telle solution, l'attitude américaine ne favorise guère la recherche d'une action commune.*

*\* Ancien représentant spécial de George W. Bush en Afghanistan*

**31/08/2006 - Mais qui parle au nom du régime islamique ? - E. Nabavi, Rooz**

**Les leaders iraniens multiplient les déclarations, au grand dam des Occidentaux, note un site iranien d'opposition.**

*Les Iraniens ont dit non, mais avec le sourire. L'Iran a refusé, mardi 22 août, de se plier à l'ultimatum des Nations unies visant la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium à partir du 31 août. Après trois mois de tergiversations, Ali Laridjani, négociateur iranien dans le dossier du nucléaire, a donné mardi 22 août 2006 une réponse aux ambassadeurs occidentaux. « L'Iran a décidé d'adopter une approche constructive et est prêt à reprendre les négociations dès le 23 août », leur a-t-il déclaré.*

*Les ambassadeurs n'ont pas vu ce qu'il y avait de constructif dans la réponse de Laridjani. La seule chose qui intéresse réellement les Occidentaux, c'est l'arrêt de l'enrichissement d'uranium. Or on n'en trouve pas trace dans le document de 21 pages remis aux Nations unies, et encore moins dans les propos des dirigeants iraniens. Ceux-ci ont certainement préparé leur réponse avec les meilleures intentions, mais, même avec le sourire, c'est un non pur et simple qu'ils adressent aux Nations unies sur la question de l'enrichissement. Ils sont en revanche prêts à accepter les propositions de coopération économique. Les responsables à Téhéran pensent pouvoir manger la carotte sans subir le bâton.(...)Parallèlement à la lutte contre l'impérialisme mondial, la République islamique s'est lancée dans une très louable lutte contre le cancer. Ainsi, les responsables iraniens ont déclaré avec fierté que l'Iran avait trouvé la procédure pour fabriquer l'eau lourde, qui peut être utilisée dans la fabrication de médicaments contre le cancer. Ils ont omis de dire que cette eau est aussi très utile pour fabriquer de l'énergie nucléaire et la bombe atomique ! Jusqu'à maintenant, le slogan de l'Iran était « l'énergie nucléaire est notre*

*droit inaliénable ». Il paraît qu'ils comptent le remplacer par « la lutte contre le cancer est notre droit inaliénable ».*

*Pour éviter le piège des déclarations contradictoires, le Conseil de sécurité avait insisté pour que les Iraniens fournissent leur réponse par écrit. Ce document va donner bien des difficultés aux Occidentaux. Les Iraniens vont gagner plusieurs mois. Voici la méthode pour déchiffrer la réponse des Iraniens. D'abord, le document est dans un coffre dont Laridjani a oublié le code. Il faut environ une semaine pour le retrouver. Ensuite, attention ! car, dans le coffre, il y a une enveloppe qui s'autodétruit si elle n'est pas ouverte correctement. Il faut envoyer une équipe de déminage avant de l'ouvrir, ce qui devrait prendre deux semaines. Dans cette enveloppe, il y a une lettre écrite en vieux persan de l'ère achéménide (VIIe siècle avant J.-C.). Seuls deux individus peuvent le traduire. L'un est mort il y a trois jours. L'autre est atteint de la maladie d'Alzheimer. Les Iraniens ont bien envoyé leur réponse, mais les Occidentaux sont loin de l'avoir reçue.*

**12/10/2006 - Damas et Téhéran ne sont pas fiables - Ha'Aretz**

**Aux Américains tentés de négocier avec l'Iran et la Syrie pour sortir de l'Irak, le quotidien israélien de gauche rappelle qu'aucun dialogue sérieux n'a jamais abouti avec ces deux pays.**

**17/06/2010 - À quoi sert la politique de la main tendue ? - The Washington post**

**Les Etats-Unis ont enfin réussi à faire voter une résolution de l'ONU contre le programme nucléaire iranien. Mais cela ne prouve en rien, estime le chroniqueur du Washington Post, que la stratégie d'Obama soit efficace.**

*Bilan de cette politique : près d'un an et demi d'ouvertures, de négociations et de concessions, deux messages de nouvel an au peuple iranien et un scandaleux silence lorsque la stabilité même du régime était menacée par des manifestants pacifiques. Ce à quoi Téhéran a répondu par la méfiance, le mépris et une accélération de son programme nucléaire.*

*Le reste du monde s'est-il rangé à nos côtés ? Russes et Chinois ont négocié âprement et avec succès pour vider la résolution de son sens. La Turquie a ouvertement choisi son camp, celui de l' "homme fort" de la région – et de ses clients (Syrie, Hezbollah, Hamas) –, alors qu'elle regarde les Etats-Unis se démener pour apaiser l'Iran tout en faisant*

*pression sur Israël, en négligeant le Liban et en sapant l'influence américaine dans la région. Quant au Brésil, ce n'est pas la peine d'en parler. Tout cela après seize mois passés à courtiser assidûment ces puissances en multipliant les gestes conciliants : "relancer" les relations avec la Russie, s'incliner devant la Chine, visiter en grande pompe la Turquie deux jours durant et faire une faveur au Brésil en donnant au G20 la place du G8.*

**20/11/2008 - Lorsque Ahmadinejad félicite Obama - Kargozaran**

**Aucun président dans l'histoire de la République islamique, pas même Abolhassan Bani Sadr, le premier président [1980-1981], n'avait agi d'une telle manière envers un président américain élu. Le caractère exceptionnel de cette lettre met en évidence à la fois les relations tendues entre les deux pays depuis près de trente ans, mais aussi les vains efforts du président iranien conservateur pour ouvrir des discussions avec le gouvernement de George W. Bush au cours des trois dernières années. Les journaux conservateurs ont critiqué l'initiative de Mahmoud Ahmadinejad, affirmant qu'il n'était pas de son ressort d'entamer un dialogue avec le nouveau chef d'Etat américain. C'est au guide suprême, Ali Khamenei, d'ouvrir les relations s'il le souhaite, affirment la plupart des hommes politiques conservateurs. De même, Ali Larijani, le président du Parlement, et le député conservateur Ahmad Tavakkoli se sont montrés très sceptiques sur la démarche du président. Etant donné l'aspect sensible de la question, l'Irano-Américain Hamid Mowlana, conseiller médiatique de Mahmoud Ahmadinejad, a affirmé qu'il s'agissait d'un message adressé à "l'élu du peuple américain", et non pas au "président des Etats-Unis". Pourtant, Ahmadinejad évoque dans sa lettre "le président élu des Etats-Unis".**

*La presse réformatrice et les hommes politiques appartenant à ce courant ont réagi favorablement à l'initiative du président. Le noyau dur des conservateurs iraniens, malgré les manifestations publiques en faveur d'Obama, était pour l'élection de McCain car, dans une atmosphère de conflit, il est plus facile de mettre la discussion démocratique de côté. On peut donc espérer qu'avec la victoire de Barack Obama la probabilité de la candidature de Mohammad Khatami [ancien président réformateur] se précise. Il existe une certaine ressemblance politique – mais pas idéologique – entre les réformateurs iraniens et les démocrates américains. Obama a évoqué sa volonté de discuter. Si Khatami*

*déclare sa candidature, cela pourrait inciter Obama à attendre les résultats de l'élection présidentielle iranienne, en juin prochain, pour entamer la discussion*

**12/02/2009 - Les espoirs d'un dialogue avec les Etats-Unis se sont envolés - *Courrier International***

**« L'Iran est devenu membre du club très fermé des pays qui ont la possibilité de construire des satellites et de les envoyer dans l'espace. Mais l'absence de confiance des Américains et des Européens quant aux buts poursuivis par les Iraniens peut rendre ce succès très amer », alerte de son côté le site en persan de la BBC. Les dirigeants iraniens ont beau dire que leur programme n'a que des buts pacifiques et que le nucléaire est un droit inaliénable, il est impossible que les Occidentaux laissent faire. Les prises de position radicalement anti--israéliennes de l'Iran, sa façon de parasiter le processus de paix au Moyen-Orient et la politique américaine dans la région, ainsi que le soutien qu'il accorde au Hamas et au Hezbollah expliquent pourquoi les Occidentaux considèrent l'Iran comme une menace. Dans cette conjoncture, le lancement d'Omid pourrait avoir une influence négative sur les espoirs de voir les relations s'améliorer entre l'Iran et les Etats-Unis après l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche. Le nouveau président américain a parlé à plusieurs reprises, pendant la campagne électorale et après son élection, de la nécessité d'entamer des discussions directes avec Téhéran. Mais la persistance de l'Iran à poursuivre des politiques qui inquiètent les Occidentaux peut empêcher l'amélioration de la situation. "Après le lancement de ce satellite, conclut la BBC, il devient de moins en moins probable que s'ouvre un nouveau processus positif entre Iraniens et Américains, et au-delà entre Iraniens et Occidentaux**

**01/02/2004 - La guerre préventive, ça marche - *USA Today***

**Après la Libye et l'Iran, la Corée du Nord pourrait ouvrir son programme nucléaire aux inspections internationales. Une telle évolution qui n'aurait pu se faire sans la politique offensive de Washington.**

*(...) L'Iran, autre membre de l'« axe du mal », est soupçonné depuis longtemps de tenter de fabriquer des armes nucléaires. La promesse que vient de faire l'Iran d'autoriser les inspections de l'ONU pourrait réduire la prolifération d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Les Etats-Unis essaient de tirer profit de cette concession en proposant la tenue de pourparlers, mais l'Iran a jusqu'ici repoussé toutes les propositions. Les*



*détracteurs de Bush, y compris les candidats démocrates à la présidentielle, font valoir au contraire que cette position agressive a rendu la planète plus dangereuse. Ils affirment que les Etats-Unis doivent revenir à leur politique de naguère, consistant à résoudre les conflits par la diplomatie. Mais ce point de vue est aussi partial que celui des faucons, qui assurent que la prudence n'est pas de mise dès qu'il s'agit de recourir à la force - ou de menacer d'y recourir. Cette politique étrangère plus affirmée de Washington, alliée aux bons "vieux" outils de la diplomatie, qui ont fait la preuve de leur efficacité, devrait faire reculer les aiguilles de l'horloge.*

**06/09/2007 - Sur l'Iran, Sarkozy se trompe - *The New York Times***

**En brandissant la menace au lieu de prôner la négociation, le président français a fait un faux pas, estime l'éditorialiste du New York Times. Et a dangereusement servi les intérêts des faucons américains.**

*Des discours aussi directs que celui de M. Sarkozy risquent d'avoir des effets contraires en Iran, en attisant les sentiments nationalistes au bénéfice de partisans de la ligne dure tels que le président Mahmoud Ahmadinejad, qui tient tête à l'Occident et se refuse à tout compromis. Ils risquent également d'être interprétés par les faucons du gouvernement Bush comme le signe d'une adhésion accrue de l'Europe à l'option militaire. La France, qui s'est montrée farouchement partisane de la voie diplomatique, doit poursuivre sur cette lancée. M. Sarkozy ne devrait pas donner d'excuses à M. Bush pour abandonner cette option.*

*Les chances de convaincre Téhéran de renoncer aux armes nucléaires sont peut-être minces, mais la communauté internationale a toujours le recours de renforcer ses sanctions. Ces dernières années, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne ont formidablement avancé dans la formation d'un consensus international contre le programme d'armement nucléaire de l'Iran. Cependant, pour que ce consensus débouche sur des sanctions efficaces, le Conseil de sécurité des Nations unies doit rester uni.*

*L'accord que Téhéran a conclu au mois d'août avec les inspecteurs de l'ONU pour répondre aux questions posées par son programme nucléaire n'est qu'un nouveau simulacre. La Chine et la Russie, qui font le plus d'obstruction au sein du Conseil de sécurité, invoqueront cet accord pour s'opposer à un renforcement des sanctions. Les*



*Etats-Unis et leurs alliés doivent faire preuve d'ingéniosité pour proposer les sanctions les plus sévères possible. L'heure est à une diplomatie énergique, pas aux menaces.*

**30/08/2007 - Vers une répétition du scénario irakien ? - Al-Hayat**

**Sans pour autant lâcher la bride à l'Iran, les Etats-Unis pourraient avoir une politique plus intelligente à son égard. Et ne pas répéter les graves erreurs commises en Irak : les USA ont accusé les Pasdaran d'être une organisation terroriste.**

*(...) Les gardiens de la révolution constituent-ils une organisation terroriste ? La plupart des opposants iraniens le pensent et certains intellectuels en portent la trace dans leur chair. C'est également ce que prouve l'activisme impérialiste iranien, dont le Liban est le principal théâtre et le Hezbollah le principal acteur. Dire cela est une chose, mais inscrire ces mêmes gardiens sur la liste des organisations terroristes – comme vient de le faire l'administration américaine – en est une autre.*

*Dans la mesure où la diplomatie en général, et celle des Américains sous George Bush en particulier, n'est pas fondée sur la pureté des principes, il faut tourner ailleurs le regard pour chercher les raisons de cette décision. Plusieurs éditorialistes américains écrivent depuis longtemps qu'une telle décision servirait principalement à envoyer un signal à deux groupes : premièrement aux néoconservateurs et autres extrémistes de l'équipe Bush qui voudraient mener la guerre contre l'Iran, et à qui il faut donner des gages ; deuxièmement aux pays hostiles au renforcement des sanctions contre l'Iran, notamment les membres du Conseil de sécurité que sont la Russie et la Chine, mais également des pays comme la Grande-Bretagne, pourtant acquise aux thèses de l'administration Bush. Le monde se trouve peut-être au seuil d'une répétition du scénario irakien, c'est-à-dire devant la répétition d'un échec. Des esprits normalement constitués chercheraient à réitérer des succès, mais les qualités mentales de l'équipe Bush semblent telles qu'une extension du borbier irakien vers l'Iran ne peut être exclue. Dire cela ne signifie pas qu'il faut donner carte blanche à l'Iran, mais qu'il faut mener une politique alliant pressions politico-économiques et ouverture de discussions. Il faut prendre en compte les intérêts de l'Iran tout en faisant comprendre que ceux-ci seraient servis par un certain nombre de reculs iraniens par rapport à la ligne diplomatique [radicale du président] Mahmoud Ahmadinejad.*

*Certains éléments laissent penser qu'une telle politique pourrait avoir du succès. Elle a produit des résultats vis-à-vis de la Corée du Nord, dont le régime n'est certainement pas moins arbitraire ni moins tyrannique que celui de l'Iran. D'autre part, Téhéran avait accepté par le passé de jouer les éclaireurs pour les Américains dans la guerre contre les talibans en Afghanistan et leur avait apporté une aide sur les plans militaire, sécuritaire et du renseignement. On aurait pu alors s'attendre à une normalisation rapide des relations irano-américaines, mais il y a eu ensuite le discours de George Bush sur l'"axe du mal", qui a poussé les Iraniens à se replier sur leurs positions en attendant les frappes à venir.*

*Nous ne voulons certainement pas dépeindre le régime iranien comme s'il était composé d'anges ne cherchant qu'à servir la paix dans le monde, mais il serait aussi erroné de croire qu'il est hermétique à toute idée de stabilité régionale. Quoiqu'il en soit, avec des gens comme ceux qui gouvernent l'Iran, il sera difficile de parvenir à un règlement qui donne entière satisfaction à tout le monde. Simplement, si l'on pouvait éviter une nouvelle guerre dans le Golfe, ce serait déjà un succès. Quant au reste, c'est aux Iraniens eux-mêmes de s'en occuper s'ils le souhaitent.*

**27/09/2007 - Le phénomène Ahmadinejad - M.Slackman, *The New York Times***

**En le diabolisant, l'Occident a rendu un grand service au président de l'Iran, qui était très isolé sur la scène politique nationale et qui est loin de tenir toutes les rênes du pouvoir.**

*À Téhéran, les analystes politiques se disent surpris de voir à quel point leur président retient l'attention de l'Occident, bien au-delà de son importance réelle. Contrairement à son homologue américain, le président iranien n'est ni le chef de l'Etat ni le chef des armées. Ces pouvoirs reviennent à l'ayatollah Khamenei, le guide suprême, qui conjugue autorité civile et religieuse. À l'heure actuelle, le président tire son pouvoir de deux facteurs : d'une part, du soutien sans faille du guide suprême et, d'autre part, de la condamnation internationale que suscite chacune de ses déclarations.*

*Cela ne veut pas dire pour autant qu'il est insignifiant. Il commande en effet le gouvernement civil, à l'image d'un Premier ministre en Egypte, où le véritable pouvoir est entre les mains du président. Il gère également le budget et a nommé à tous les postes des hommes partageant ses idées. Il s'appuie sur les miliciens Basij et des éléments de la garde révolutionnaire.*

***Ahmadinejad a cependant eu moins de succès sur le plan intérieur que dans son rôle d'agitateur sur la scène internationale.***

*(...)Selon les observateurs, l'élite politique reste fidèle au système, et non à un président en particulier. Si celui-ci en venait à vouloir outrepasser ses fonctions, son nom viendrait s'ajouter à ceux de ses prédécesseurs qui ont échoué à réformer le système. Les Iraniens éliront un nouveau président dans moins de deux ans, mais les pressions sur le système électoral sont si fortes que rares sont ceux qui prévoient des élections impartiales.*

*Qu'A Ahmadinejad soit réélu ou non, personne en Iran n'a le sentiment que cela aura le moindre impact sur la nature des relations entre l'Iran et le reste du monde. "La situation va aller de pire en pire", prophétise l'économiste Saeed Leylaz. "Nous sommes arrivés à un point où aucune force interne ne peut faire bouger les choses."*

**01/06/2006 - Ahmadinejad encore plus puissant - *The New York Times***

**La crise du nucléaire profite surtout au président, au détriment du clergé, affirme *The New York Times***

***Mahmoud Ahmadinejad va bien au-delà des limites établies par ses prédécesseurs. Pour la première fois depuis la révolution, le président éclipse le chef religieux du pays, l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême, sur le plan intérieur comme sur le plan international. Il a chassé l'ancien président Mohammad Khatami de ses fonctions, pris le contrôle d'un important organisme de recherche au détriment d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, autre ancien président, bravé les religieux de haut rang sur le traitement des femmes et mis à la porte de l'Université des personnalités importantes.***

Dans ce système théocratique, où le pouvoir ultime se trouve aux mains de religieux nommés, la présidence est une fonction relativement faible. Il existe plusieurs niveaux de pouvoir et nul ne sait exactement qui prend les décisions finales. Nombre de ceux qui constatent la vitesse et l'agressivité stupéfiantes avec lesquelles le président accumule les pouvoirs supposent toutefois qu'il agit avec l'entier soutien de l'ayatollah Khamenei. Ahmadinejad poursuit une stratégie risquée qui soit causera sa perte, soit lui permettra d'exercer une influence durable sur la direction du pays. Selon les analystes, cette stratégie repose en partie sur l'idée qu'en confiant aux religieux le soin d'incarner le visage public du gouvernement on a miné la crédibilité à la fois du clergé et du gouvernement.

29/10/2009 - Pourquoi Washington a sacrifié les réformateurs – Alavi, *iranian.com*

**Les Américains se montrent plus flexibles dans les négociations avec le gouvernement Ahmadinejad sur son programme nucléaire. Une attitude qui renforce le régime tyrannique des mollahs.**

*Les deux parties envisagent un mariage de convenance, qui est censé résoudre leurs difficultés tant intérieures qu'extérieures.*

*Les conservateurs iraniens ont absolument besoin d'améliorer leur image internationale, afin de pouvoir annihiler tranquillement les réformistes qui remettent en cause leur pouvoir. Ils doivent aussi resserrer leurs liens avec la Russie, qui ont été très endommagés par la révélation de l'existence d'un deuxième site nucléaire à Qom, et éviter ainsi de nouvelles sanctions de l'ONU, qui pourraient sérieusement fragiliser leur mainmise sur le pouvoir. De leur côté, les Occidentaux – notamment les Etats-Unis – cherchent désespérément à stabiliser le Moyen-Orient. Ils souhaitent également l'aide de l'Iran en Irak et en Afghanistan. En outre, ils espèrent en retirer la garantie d'un approvisionnement constant en pétrole et en gaz. Un accord global, bénéficiant en partie aux principaux acteurs, est donc facilité. Mais cet accord pourrait causer plus de mal que de bien à l'avenir du monde.*

*Washington et ses alliés européens sont restés relativement neutres lorsque les conservateurs iraniens ont brisé l'illusion de changement dans ce pays, en falsifiant les résultats de l'élection présidentielle du 12 juin dernier. **Le mouvement réformateur en Iran est aujourd'hui ignoré par une administration américaine qui semble vouloir prouver l'efficacité de sa politique de négociations directes. Malheureusement, lorsqu'il s'agit de prendre position dans la bataille entre la liberté et la servitude, la démocratie et la tyrannie, au moins dans le cas de l'Iran, il semble que cela n'inquiète pas Barack Obama de finir lui aussi dans les pages sombres de l'Histoire, à condition qu'il puisse présenter au Congrès des avancées en termes de realpolitik.***

14/10/2004 - La vraie bête noire de Tel-Aviv : Téhéran - S. Erlanger, *The New York Times*

**Selon les hauts responsables israéliens, le régime iranien est aujourd'hui la menace la plus grave.**

*L'un des principaux bénéficiaires de la guerre déclenchée par l'Amérique contre le terrorisme n'est autre que l'Iran, un Etat qui cherche à se doter de l'arme nucléaire et soutient le terrorisme. De quoi donner des cauchemars aux Israéliens. Ces derniers continuent d'être la cible des terroristes, on l'a vu tout récemment en Egypte. Mais les cauchemars liés à l'Iran sont d'un tout autre ordre. Ce grand pays ambitieux, gouverné par des religieux extrémistes qui rêvent de détruire l'Etat hébreu, est considéré par les Israéliens comme la menace la plus grave. Le renversement des talibans en Afghanistan a éliminé l'un des principaux rivaux fondamentalistes de l'Iran à l'est, la chute de Saddam Hussein à l'ouest supprimant par ailleurs le principal adversaire militaire de Téhéran dans le golfe Arabo-Persique. Et si l'Irak sombre dans le chaos, l'Iran aura la possibilité d'intervenir dans le sud du pays à majorité chiite, voire d'y créer une sorte d'Iranistan (...) Les Israéliens ne cachent pas qu'ils ne souhaiteraient pas agir seuls contre l'Iran. Selon l'armée israélienne, cet Etat jouit d'une influence considérable sur le groupe radical palestinien Hamas et sur le Hezbollah chiite libanais, qui a financé et commandité la plupart des attentats commis contre Israël à partir de la Cisjordanie. L'Iran gagne également en influence auprès des factions chiïtes qui luttent pour le pouvoir dans le sud de l'Irak. Mais, surtout, Téhéran compte de plus en plus de missiles modernes de type Shahab, capables de frapper la banlieue de Tel-Aviv.*

*Les dirigeants iraniens nient toute ambition nucléaire, mais ils font construire des réacteurs. Il serait logique qu'ils s'efforcent d'obtenir une bombe : leurs voisins pakistanais ont des armes nucléaires, tout comme les Indiens. Quant aux Israéliens, ils sont censés en être équipés. Et des troupes américaines se trouvent à leurs frontières. Pour Yuval Steinitz, président de la commission de la Défense de la Knesset, l'Iran constitue clairement un danger pour tout l'Occident, puisqu'il travaille au développement d'un missile intercontinental à même de menacer l'Europe et l'OTAN. « Le programme nucléaire iranien est si ambitieux qu'après avoir produit une première bombe ils pourraient en produire une vingtaine par an », affirme-t-il. « C'est aux Américains et aux Européens de résoudre le problème », ajoute-t-il. « Pas au petit Israël. »*

*En fait, Israël appelle Washington à s'occuper du programme nucléaire iranien depuis le milieu des années 1990. « Si l'Iran développe des armes nucléaires, le Moyen-Orient va changer de visage », explique Gerald M. Steinberg, de l'université Bar-Ilan. « Les épreuves de force et les tensions vont se multiplier, les enchères vont monter pour la survie*

*d'Israël, et d'autres Etats seront tentés de se doter eux aussi de l'arme nucléaire, comme l'Egypte, l'Arabie Saoudite et la Syrie. »*

**28/10/2004 - La bombe iranienne menace aussi les pays arabes - *asharq Al Awsat***

**L'étrange silence qui règne dans les pays arabes du Golfe face aux activités nucléaires iraniennes est stupéfiant. Une bombe nucléaire en Iran constituerait une catastrophe pour tout le monde, tant pour les habitants de l'Iran eux-mêmes que pour ceux de l'autre rive du Golfe. L'entrée de ce pays dans le club des pays qui détiennent la bombe exposerait toute la région à de terribles dangers. Car plusieurs scénarios inquiétants sont envisageables. *Les Etats-Unis ou Israël pourraient par exemple lancer une attaque préventive pour détruire les réacteurs nucléaires iraniens, ce qui aurait des conséquences imprévisibles pour la région. Il suffit de penser à Tchernobyl. Et si l'Iran réussissait à fabriquer une bombe ? Bien qu'il soit peu probable que Téhéran envisage sérieusement de l'utiliser, la dissuasion nucléaire que d'autres pays feront alors peser sur l'Iran nuirait à l'ensemble des pays de la région. En cas de conflit, les victimes se compteraient par milliers sur la rive arabe du Golfe.***

*Je ne comprends pas pourquoi les pays du Golfe ne se rendent pas compte du danger de ce programme et n'essaient pas de convaincre Téhéran d'y mettre un terme. De part et d'autre de ce petit lac qu'est le Golfe, nous sommes tous partenaires. Pourquoi ne disons-nous pas à l'Iran qu'il vaudrait mieux distribuer du pain et des médicaments à sa population plutôt que dépenser des milliards pour la fabrication de la bombe. Y a-t-il quelqu'un pour lui expliquer que ce programme est un borbier et non un avantage ? C'est comme élever un loup dans sa maison pour faire peur à ses voisins ; on risque de se faire dévorer soi-même par le loup.*

*Pourquoi ce silence arabe ? Je ne vois aucune explication.*

**01/12/2004 - Elle court, elle court la bombe - Xan Smiley, *The Economist***

**La diplomatie internationale concentrera ses efforts sur l'Iran qui, comme l'a découvert il y a deux ans l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a menti pendant dix-huit ans sur son programme nucléaire ; mais aussi sur la Corée du Nord qui s'est targuée de posséder la bombe atomique. *L'Union européenne, à travers ses trois principaux pays, à savoir le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, s'efforcera de plus en plus vainement de persuader l'Iran de faire amende honorable. Si***

***la voie diplomatique échoue, il n'est pas exclu qu'Israël frappe plusieurs de ses sites, notamment le site de Bouchehr situé dans le sud de l'Iran.***

*En 2005, malheureusement, on risque fort de découvrir de nouveaux programmes nucléaires ailleurs dans le monde, dévoilant l'ampleur du trafic illicite mis sur pied par le scientifique pakistanais Abdul Khan, tardivement dénoncé par les autorités pakistanaises. On apprendra certainement que, outre la Libye, le Pakistan a vendu ses secrets nucléaires à l'Arabie Saoudite, qui sera soumise à une étroite surveillance, mais aussi à l'Iran ainsi qu'à d'autres pays. Contrite, la Libye devrait cependant aider l'Occident à démonter le réseau d'Abdul Khan. L'événement le plus important de 2005 sera sans nul doute la rencontre en mai prochain de plus de cent quatre-vingt-dix pays ayant signé le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). La Corée du Nord a d'ores et déjà annoncé qu'elle se retirait du traité, l'Iran menace d'en faire autant, tandis que trois autres pays dotés de la bombe atomique, l'Inde, le Pakistan et vraisemblablement Israël, refusent toujours de s'y rallier. Il est à espérer que les instances internationales chargées d'endiguer le risque de prolifération nucléaire se montrent plus sévères. Les pays qui cherchent à se retirer du TNP devraient être soumis à de plus lourdes sanctions. Et davantage de pays devraient signer un « protocole additionnel » autorisant les inspections surprises afin de s'assurer que ceux qui produisent de l'uranium enrichi dans leurs réacteurs civils ne soient pas tentés de revendre leurs marchandises ou de passer au nucléaire militaire. Comme toujours, il est à craindre que ces pays ou certains de leurs habitants mal intentionnés, finissent par monnayer leur savoir et leur matériel à des Etats peu recommandables ou des organisations terroristes comme Al Qaida.*

*« L'actuel système de contrôle des armements nucléaires semble bien mal en point », a déclaré Mohamed el-Baradei, le directeur de l'AIEA. En 2005, il défendra l'idée selon laquelle le traitement du matériel des programmes civils mais utilisable à des fins militaires, comme le plutonium séparé et l'uranium enrichi, doit se faire uniquement dans des installations sous contrôle international. Une bonne idée, mais qui paraît difficile à mettre en œuvre.*

**24/03/2005- Que les Etats-Unis viennent nous libérer ! - F.Pirouzian, Gooya News**

**Au moment où Téhéran se mobilise face aux pressions de Washington, un article sur un site iranien plaide au contraire pour une intervention militaire, seul chemin vers la démocratie en Iran.**



*Ces derniers temps, un certain nombre d'articles consacrés à l'éventualité d'une attaque militaire et d'une occupation américaines de l'Iran ont été publiés par des personnalités iraniennes. La thèse défendue dans ces articles consiste à dire qu'une intervention et une occupation militaires rendraient nécessairement impossible l'installation de la démocratie en Iran. Elles auraient même pour conséquence de laminer complètement le mouvement démocratique iranien et de provoquer une partition du pays.*

*Certes, nous avons des exemples d'occupation militaire d'un pays par un autre avec des conséquences désastreuses en termes de promotion de la démocratie ; mais il existe aussi des contre-exemples où une occupation a pu jouer un rôle de catalyseur de la démocratie – l'Allemagne ou le Japon après 1945, ou plus récemment l'Afghanistan et l'Irak. Certains estiment ainsi que la démocratie ne peut être qu'une production locale et qu'aucune force étrangère n'est en mesure d'instaurer en Iran le règne de la démocratie et des droits de l'homme. Selon eux, nous devrions nous en remettre à ce lent processus qui, comme le pense Shirine Ebadi [avocate iranienne Prix Nobel de la paix], nous conduirait in fine à la démocratie.*

*(...) En réponse aux doutes de Khatami, il convient simplement de dire que le principal obstacle à l'avènement de la démocratie en Iran n'est autre que la République islamique elle-même. Il faudrait en effet lui demander pourquoi les Kurdes et les chiïtes d'Irak ont découvert la culture démocratique alors que les Iraniens en seraient incapables. Les Américains, même s'ils ne le font qu'en fonction de leurs intérêts, peuvent certainement, tout comme ils l'ont fait en Irak et en Afghanistan, créer en Iran un contexte favorable à la démocratie.*

**19/01/2006 - La bombe sera prête dans trois ans - *The Daily Telegraph***

*Malgré leurs efforts, les Occidentaux ne sont pas parvenus à empêcher les Iraniens de se lancer dans la course à l'arme nucléaire. Ceux-ci disposeraient aujourd'hui de toute la technologie pour fabriquer leurs propres ogives. « Nul ne sait exactement quelle quantité d'UF6 a été produite depuis que les scellés ont été levés à Ispahan, en août 2005, mais, selon des estimations, il y aurait suffisamment de stocks pour enrichir 30 kilos d'uranium, soit cinq fois la quantité contenue dans l'ogive de la bombe larguée sur Hiroshima. »*



23/02/2006 - Les atouts maîtres dont dispose Téhéran - K.R. Khalaf, *Financial Times*

**Derrière la rhétorique enflammée se cache une stratégie. Les Iraniens sont persuadés que les Occidentaux n'ont pas les moyens de s'engager dans un nouveau conflit.**

*Le monde a peur. Inquiet, il considère l'escalade dans les tensions que secrète le programme nucléaire iranien comme la preuve de l'irrationalité du président fondamentaliste Mahmoud Ahmadinejad. Vu d'Iran, en revanche, l'approche agressive du gouvernement s'explique par un calcul tout à fait rationnel : le prix du pétrole est à la hausse, les Etats-Unis sont débordés et occupés ailleurs, et Téhéran a les moyens de provoquer des troubles chez les alliés de Washington au Moyen-Orient. Autant de réalités qui s'additionnent en une combinaison redoutable, susceptible d'assurer le triomphe de la République islamique dans le bras de fer qui l'oppose depuis des mois à l'Occident. Autrement dit, la stratégie iranienne est peut-être dangereuse, mais il est inexact de dire qu'elle est folle.*

*Pour la plupart des Iraniens, l'orage international est encore loin. Le pays, qui a traversé guerre et révolution, qui est sous le coup de sanctions américaines depuis des décennies, a encore du mal à prendre la mesure des conséquences potentielles de la crise. Dans le Grand Bazar, le centre commercial traditionnel qui a contribué à financer la révolution islamique de 1979, l'ambiance est à un nationalisme extraverti. Les commerçants l'affirment : leur pays a le droit de développer son secteur énergétique nucléaire, c'est une question d'orgueil autant que de sécurité. Ils se demandent pourquoi une puissance régionale comme l'Iran, qui assure que son programme est à vocation pacifique, n'aurait pas le droit de se doter de la capacité nucléaire quand certains voisins, comme le Pakistan et Israël, y sont autorisés. « Si le monde entier peut avoir un programme nucléaire, et des armes, pourquoi pas nous ? Pourquoi nous harceler ? » entend-on dire souvent (...) Pour Nasser Hadianjazy, maître assistant à l'université de Téhéran, la confrontation arrive à point nommé puisqu'elle éclate en pleine hausse des prix du pétrole, ce qui favorise l'Iran. Par ailleurs, la direction iranienne est convaincue que les Etats-Unis et leurs alliés sont enlisés en Irak et croit qu'elle peut sortir gagnante du face-à-face. « Ils ont le sentiment que l'Occident n'est pas en mesure de les contrer et qu'il est hors de question pour lui d'avoir recours à l'option militaire, ajoute Hadianjazy. Ils pensent que les Occidentaux vont accepter un compromis. »*

*De leur côté, les Etats-Unis n'ont effectivement aucun intérêt à s'aliéner l'Iran, proche de la coalition chiïte qui va dominer le nouveau gouvernement à Bagdad. Téhéran compte également d'autres alliés dans la région. Les membres du gouvernement ont à plusieurs reprises laissé entendre que des groupes soutenus par l'Iran seraient en mesure de poser des problèmes aux Etats-Unis. « L'Iran est présent en Irak, en Afghanistan, en Palestine. Les Occidentaux ont besoin de nous », conclut un diplomate iranien.*

23/02/2006 - L'opinion américaine prête pour la guerre - S. Rosner, *Ha'Aretz*

*Les services de renseignements avouent détenir peu d'informations sur le programme nucléaire iranien. Pourtant, en quelques mois, Téhéran est devenu la bête noire des Américains*

*Il y a un an et demi, en octobre 2005, seuls 9 % des Américains estimaient que l'Iran représentait la menace la plus sérieuse pour la sécurité des Etats-Unis. L'Irak était alors en tête de liste, suivi par la Chine et la Corée du Nord. Aujourd'hui, non seulement l'Iran a volé la vedette à ces deux pays, mais il est carrément passé de 9 % à 27 % dans l'indice de la menace. Qu'est-ce que cela nous apprend sur l'Iran ? Très peu. En revanche, cela nous en apprend beaucoup sur la capacité qu'a le gouvernement Bush de mener l'opinion américaine à sa guise. Dès l'instant où les dirigeants américains se sont mis à désigner l'Iran comme cible immédiate et prioritaire, l'inquiétude et la conviction l'ont emporté dans l'opinion, une légère majorité d'électeurs (et une écrasante majorité d'électeurs républicains) craignant même que le gouvernement Bush ne se montre trop "mou" face aux Iraniens.*

(...)

*Et ce qui inquiète par-dessus tout les Israéliens, c'est que, au fond, personne n'a le moindre indice sur ce dont disposent réellement les Iraniens ni sur leurs intentions réelles, ce qui limite davantage la marge de manœuvre du gouvernement américain. Au Sénat, les partis se déchirent sur la ligne à adopter. La démocrate Hillary Clinton accuse sans relâche le gouvernement de perdre un temps précieux et exige des sanctions. Tandis qu'Hillary attaque Bush sur son flanc gauche, John McCain l'attaque sur sa droite. Ce sénateur républicain de l'Arizona a ainsi récemment déclaré que le contentieux iranien était le plus explosif depuis la fin de la guerre froide, un constat appuyé, comme par hasard, par le vice-président Dick Cheney.*

**23/02/2006 - Retarder les Iraniens ou les bombarder ? - *The New York Times***

**Avec l'Irak sur les bras, la Maison-Blanche n'est pas pressée de se jeter dans une nouvelle guerre, estime *The New York Times*. Il n'en reste pas moins que l'option est envisagée.**

*Dans ses déclarations publiques, M. Bush a commencé à répéter qu'il avait toutes les cartes en main, des propos qui ne sont pas sans rappeler ceux qu'il tenait sur l'Irak il y a trois ans. Mais il fait délibérément preuve de moins de pugnacité, parce qu'il tient à ménager sa coalition. En revanche, ses collaborateurs ont été chargés de diffuser un message plus musclé sur ce que l'avenir nous réserve si l'Iran possède la bombe atomique. Et à Munich, début février, le sénateur républicain John McCain a fait preuve de bien plus d'intransigeance que son gouvernement en résumant ainsi la situation : « Une seule chose serait pire qu'une intervention militaire, ce serait que l'Iran possède l'arme nucléaire. »*

**31/08/2006 - Une intervention de Tsahal n'est plus à exclure - *Ha'Aretz***

**Le chef de l'armée de l'air israélienne, Eliezer Shkedi, qui s'est montré compétent au Liban, a reçu comme mission d'étudier des scénarios d'attaque contre l'Iran.**

*Dans ces conditions, alors que l'Iran joue la montre et tente d'atteindre le "point de non-retour" nucléaire, la question d'une intervention militaire israélo-américaine contre les installations iraniennes se pose avec de plus en plus d'acuité. La nomination du général Shkedi semble indiquer qu'en Israël l'option armée contre Téhéran est d'ores et déjà prise au sérieux. De sérieuses divergences opposent les stratèges israéliens quant à la possibilité de rééditer l'expérience réussie que fut le bombardement du réacteur irakien [Osirak, en 1981]. Certains y sont favorables, d'autres craignent tout simplement qu'une telle opération, réussie ou pas, n'aboutisse qu'à une chose : le renforcement du régime iranien et une guerre régionale.*

*Cependant, à Jérusalem, l'échelon politique n'a encore pris aucune décision définitive. Le Premier ministre Olmert vient à peine de sortir du conflit libanais, et sa priorité aujourd'hui est sa survie politique.*

08/11/2007 - Comment Téhéran contourne les sanctions - *The Washington post*

**Les mesures de rétorsion prises par les puissances occidentales détériorent la vie quotidienne des Iraniens, mais ne font pas chuter le régime. Car la manne pétrolière attire de nouveaux partenaires asiatiques :**

(...) Les sanctions sont-elles vraiment efficaces ?

« La plupart des banques koweïtiennes ont cessé de traiter avec des comptes iraniens », rapporte Abdul Majeed Al-Shatti, président de la Commercial Bank of Kuwait. « Les occasions de faire des affaires ne manquent pas en Iran. Malheureusement, nous faisons partie du système international et nous travaillons beaucoup avec les Etats-Unis. » Sa banque n'a plus émis de lettres de crédit pour des transactions avec l'Iran depuis plus d'un an.

« La question des frais d'exploitation se pose pour toutes les banques iraniennes », commente de son côté Jahangir Amuzegar, ancien ministre des Finances iranien et ancien représentant de l'Iran auprès de la Banque mondiale avant la révolution islamique. « Mais de là à dire que les sanctions vont entraver les opérations bancaires, ça, je ne le pense pas. Les sanctions ne sont efficaces que si elles sont globales et universelles. »

25/01/2007 - Les trois options d'Israël - A. Bohbo, *Maariv*

**Pour stopper le programme nucléaire iranien, Israël peut avoir recours à l'élimination physique des dirigeants de Téhéran, proposer la normalisation des relations ou encore frapper militairement.**

05/04/2007 - Unis sous la houlette du guide suprême - Philippe Thureau-Dangin, *Courrier International*

**La guerre avec l'Iran a déjà commencé en réalité, mais les Anglo-saxons n'ont pas d'autre choix que d'être patients et de chercher simplement à retarder le projet nucléaire**

*C'est un secret de polichinelle, mais en réalité la guerre entre l'Iran et les Anglo-Saxons est commencée. Actuellement, elle se joue en finesse, par des coups de main et des actions de renseignement. Demain, ce conflit de basse intensité pourrait monter d'un cran. A cet égard, la détention de quinze marins britanniques depuis le 23 mars ne fait qu'envenimer*

*les relations. A la suite de cet incident, on a appris que l'opération des Américains au Kurdistan irakien en janvier avait pour but la capture de deux Iraniens de haut rang : le général Minojaha Frouzanda, chef des renseignements des gardiens de la révolution, et surtout Mohammed Jafari, chef du Conseil national de sécurité. L'opération s'est finalement soldée par un demi-échec, puisque les Américains ont pris dans leurs filets seulement cinq diplomates de second rang, qu'ils ont accusés d'espionnage. On lira dans notre dossier les autres épisodes de cette guerre de déstabilisation réciproque, où Téhéran ne se prive pas de rendre la tâche plus ardue pour les Anglo-Saxons en Irak... Dans cet imbroglio, une chose semble claire : le pouvoir iranien est moins divisé qu'on ne veut parfois le croire en Occident. Comme le souligne ici Asr-e Nou, site d'information iranien en exil, les modérés du régime auront la tâche difficile face aux « conservateurs ». L'opinion iranienne, déjà acquise à la politique nucléaire nationaliste de Mahmoud Ahmadinejad, est chauffée à blanc par cette affaire de marins. Derrière ce président et avec le soutien du guide suprême Ali Khamenei, on assiste à la montée en puissance d'une nouvelle génération issue des gardiens de la révolution. Les pasdarans se sont petit à petit emparés de tous les leviers du pouvoir, depuis les postes d'ambassadeur jusqu'aux directions de sociétés publiques et de banques d'Etat\*.*

*Les Anglo-Saxons, impuissants à déstabiliser le régime et incapables de sortir du guêpier irakien sans l'aide de Téhéran, humiliés par cette capture hors la loi, n'ont plus, semble-t-il, que deux solutions : la fuite en avant par une attaque aérienne, qui serait une folie, ou la négociation patiente pour retarder et si possible encadrer quelque peu les ambitions nucléaires de l'Iran.*

**05/04/2007 - L'impatience des gardiens de la révolution - D. Ignatus, *The Washington post***

**Par peur de perdre leur pouvoir, les pasdarans sont prêts à tout pour que les négociations sur le nucléaire iranien échouent.**

*La saison des intrigues bat son plein au Moyen-Orient, avec une série d'événements qui ont pour point commun les gardiens de la révolution iraniens (pasdarans). Cette saga vient nous rappeler que le vrai pouvoir à Téhéran est entre les mains de cette mystérieuse organisation militaire qui a façonné ce président iranien exalté, Mahmoud Ahmadinejad. Les Américains ont arrêté cinq de leurs agents de renseignements en janvier dernier, dans la ville irakienne d'Erbil. En capturant les marins britanniques fin mars, les chefs des gardiens de la révolution voulaient sans doute obtenir une monnaie d'échange pour la*

*libération de leurs hommes. D'autres causes, plus profondes, peuvent expliquer cette crise. L'organisation militaire iranienne était directement visée par les dernières sanctions de l'ONU à l'encontre du programme nucléaire de Téhéran – qui se trouve être directement géré par les gardiens de la révolution. Les chefs de cette organisation ont peut-être voulu se venger en imposant leurs propres sanctions au Royaume-Uni, l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.*

**05/04/2007 - Guerre secrète en Iran - *The Guardian***

**En plus des pressions officielles contre Téhéran, les Etats-Unis seraient en train de chercher à déstabiliser le régime. Une lutte secrète dont les marins britanniques sont les victimes indirectes.**

**Du point de vue de l'Iran, la provocante intrusion des marins britanniques dans l'embouchure du Chatt Al-Arab fait partie de la politique de déstabilisation menée par les Etats-Unis. Du point de vue des Etats-Unis et d'Israël, les actions injustifiées de l'Iran sont la preuve que le régime de Téhéran est terriblement dangereux et que les pays occidentaux et les pays arabes "modérés" doivent s'unir pour lui imposer leur volonté. Au milieu se trouvent les quinze membres des forces armées britanniques.**

*Il est impossible d'évaluer l'ampleur des opérations secrètes américaines contre l'Iran. On ne dispose d'aucune preuve de l'implication de la Grande-Bretagne, même s'il est probable, compte tenu du rôle clé joué par les forces britanniques le long de la frontière avec l'Irak, que Londres détient quelques informations. Mais l'influence de Washington et ses activités par alliés interposés sont de plus en plus perceptibles.*

**La complexité de la structure ethnique de l'Iran le rend particulièrement vulnérable aux actions venant de l'extérieur. La population comprend 50 % de Persans, 24 % d'Azéris et 8 % de Kurdes. Les autorités iraniennes soutiennent que la riche province pétrolière du Khouzistan, à majorité arabe sunnite et donnant sur le Chatt Al-Arab, est une cible essentielle pour les opérations de déstabilisation menées par la CIA et la Grande-Bretagne par l'intermédiaire d'agents liés aux groupes de résistance en exil à l'étranger.**

*Attentats à la bombe et autres actes de violence séparatistes sont monnaie courante. En janvier 2006, une tentative d'assassinat aurait eu lieu à Ahvaz contre le président Mahmoud Ahmadinejad. Les désordres ont été suivis par de sévères représailles, y compris des exécutions.*

*L'Iran accuse aussi le gouvernement pro-occidental du Pakistan d'être complice des récentes attaques contre des forces de sécurité dans la province majoritairement sunnite du Sistan-Baloutchistan, dans le sud-est du pays.*

*En dehors d'un renforcement de l'opposition interne, l'objectif apparent des Etats-Unis est de bloquer le projet de gazoduc vers l'Inde via le Baloutchistan. Les Américains font pression pour que New Delhi renonce à ce projet, tout en pressant la Turquie, les pays européens et les compagnies pétrolières de rompre leurs liens énergétiques avec l'Iran.*

*En février dernier, le ministre de l'Intérieur Mustafa. Pour-Mohammadi, un radical, a dénoncé un complot à l'échelle du pays. "Les services de renseignements iraniens ont des informations qui montrent que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël sont à l'origine des troubles qui ont éclaté ces dernières années dans diverses régions, dont le Khouzistan, le Kurdistan et l'ouest de l'Azerbaïdjan", a-t-il déclaré à l'agence Aftab.*

*Des sources turques corroborent les affirmations de Téhéran selon lesquelles les Etats-Unis financeraient et armeraient indirectement le Parti pour une vie libre au Kurdistan, une formation apparentée à l'organisation terroriste PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Il s'est ensuivi une intensification des violences sporadiques entre Kurdes iraniens et forces de sécurité – et la création d'une alliance antikurde de facto entre Ankara et Téhéran, alliance qui aurait, dit-on, conduit à des bombardements transfrontaliers des positions kurdes par l'artillerie iranienne.*

*Les autorités iraniennes placent la polémique au sujet de la capture des marins britanniques dans le contexte des pressions de plus en plus intenses et multidimensionnelles exercées sur Téhéran sous la conduite des Etats-Unis.*

*Un haut responsable du ministère des Affaires étrangères américain, Nicholas Burns, a déclaré le 27 mars que les Etats-Unis cherchaient à « réduire les ambitions régionales de l'Iran », mais aussi à transformer de l'intérieur la société iranienne. La Maison-Blanche demande au Congrès que plus de 100 millions de dollars soient affectés à cette fin, notamment pour le financement d'émissions de radio en farsi.*

*Pour les autorités iraniennes, tout cela, ajouté aux pressions sur les intérêts iraniens en Irak et aux tentatives de Washington pour construire une alliance arabe contre Téhéran, ressemble à une guerre non déclarée. Qu'il ait été ou non planifié, l'incident du Chatt Al-Arab est peut-être la manière iranienne de dire « assez ».*



05/04/2007 - Israël obsédé par la menace iranienne - *The Guardian*

**Un ex directeur du renseignement du Mossad témoigne : sa position est qu'il faut bombarder si les sanctions ne marchent pas.**

*Uzi Arad, ancien directeur du renseignement du Mossad, a passé sa vie à étudier l'Iran révolutionnaire. Si les sanctions internationales et les pressions diplomatiques ne contraignent pas les mollahs à interrompre leurs activités nucléaires suspectes, il sait ce que l'Occident doit faire : bombarder Téhéran.*

*La politique officielle de l'Etat hébreu, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis privilégie les moyens de pression pacifiques pour obliger l'Iran à respecter ses obligations nucléaires. Arad, lui, ne s'embarrasse pas de telles inhibitions : « **Une frappe militaire est peut-être plus facile à réaliser que vous ne le pensez. Elle ne viserait pas seulement les sites nucléaires. Elle toucherait des cibles militaires et liées à la sécurité, des objectifs industriels et pétroliers comme l'île de Kharg [le principal terminal d'exportation pétrolière du Golfe], et des cibles proches du régime... L'Iran est beaucoup plus vulnérable qu'on le croit généralement.** »*

*Comme la majorité des décideurs israéliens, Arad continue d'affirmer qu'il est essentiel de faire pression sur Téhéran par tous les moyens autres que militaires. « Au lieu de brandir la menace d'une guerre, je préconiserais plutôt une coalition internationale pour mettre un terme à la crise », explique le vice-premier ministre Shimon Pérès. Cela n'aurait pourtant rien d'aisé, comme le prouve le comportement de l'Iran dans l'affaire des quinze marins britanniques. « Ils useront de toutes les ruses possibles, poursuit Pérès. Ils chercheront à tirer sur la corde, à faire pression au maximum. C'est du chantage... Mais ils finiront par en payer le prix. »*

*Dire que l'Iran est devenu une obsession pour les dirigeants israéliens est une litote. Dans tous les problèmes auxquels est confronté le pays, que ce soit le Hezbollah au Liban ou le Hamas en Palestine, ils croient voir la main de Téhéran, qu'ils vont jusqu'à rendre responsable de ce que le professeur Amnon Rubinstein appelle le « sentiment d'abandon [d'Israël] au milieu de la marée montante de l'islamisme ». De l'avis général, ce qu'on appelle le phénomène Ahmadinejad représente une menace existentielle. La manière dont Israël perçoit ses voisins en est bouleversée.*



*L'une des conséquences de cette évolution est le pourrissement de la question palestinienne. Les responsables israéliens saluent les récentes initiatives américaines en faveur de la paix. Mais ils assurent que l'actuel conflit de basse intensité peut être « géré » presque indéfiniment. Sans compter que les relations d'Israël avec les gouvernements arabes, notamment l'Arabie Saoudite, sont au mieux, non pas pour des questions d'affinités, mais par crainte partagée de l'Iran.*

***Uzi Arad et les ministres israéliens considèrent que tenir tête à un Iran nucléaire est une nécessité mondiale et pas seulement israélienne – autant dire que tous les pays du monde vont devoir s'impliquer. « Nous faisons un parallèle avec le III<sup>e</sup> Reich », commente un haut dirigeant du Likoud. « [Les dirigeants iraniens] sont des fous furieux... Pour Ahmadinejad, l'idée d'une destruction mutuelle assurée, née de la guerre froide, n'est pas dissuasive, elle est stimulante. »***

**28/06/2007 - Dans les coulisses d'une guerre secrète - P. Jacobson, *The Sunday Times***

**Assassinats et prises d'otages d'un côté, enlèvements et opérations commandos de l'autre. Dans le bras de fer qui oppose les services de renseignements de Téhéran et de Washington, tous les coups sont permis.**

**12/07/2007 - Press TV, la réponse iranienne à Fox - News *The Guardian***

**En lançant sa chaîne en anglais, Téhéran entend occuper le terrain de l'information en continu et contrer l'influence des Occidentaux dans ce domaine.**

*Press TV n'émet pas sur le territoire iranien. Le jour de son lancement, le président Mahmoud Ahmadinejad, invité dans les bureaux de l'IRIB, la radio-télévision de la république islamique d'Iran, a déclaré que son but était de contrer la « propagande » colportée par les chaînes occidentales. « Bien que tous les êtres humains aient le droit de connaître la vérité, les médias constituent aujourd'hui le principal moyen, pour les autorités, de contrôler [l'information] », a-t-il déclaré, ajoutant que « nous n'en connaissons pratiquement aucun qui remplisse correctement sa tâche. Les nôtres doivent être les porte-drapeaux de la paix et de la stabilité. »*

*Mohammad Sarafraz, directeur de la nouvelle chaîne, a annoncé que les trente journalistes de Press TV comprenaient une majorité d'étrangers, et notamment des Américains et des Britanniques. La chaîne aura des correspondants à Londres, New York,*

*Washington, Beyrouth, Damas, Moscou et plusieurs autres capitales européennes. Elle disposera aussi de trois bureaux à Gaza, Ramallah et Jérusalem pour couvrir le conflit israélo-palestinien. La figure la plus marquante du bureau de Londres est Yvonne Ridley, ancienne journaliste du Sunday Express qui s'est convertie à l'islam après avoir été capturée par les talibans en 2001. « Pour moi, cette chaîne est un antidote à Fox News. Elle offrira une perspective différente de celle des médias conventionnels. Ce n'est pas une télévision à scandale, ni de la propagande en faveur de thèses extrémistes », explique-t-elle. **Malgré les tristes antécédents de l'Iran dans le domaine la liberté de la presse, Yvonne Ridley a insisté sur le fait que la chaîne n'est soumise à aucune censure. « Il n'y a eu jusqu'ici aucune ingérence dans notre ligne éditoriale et je ne serais pas dans ce bureau si quelqu'un avait essayé de me censurer », assure-t-elle. Les idées religieuses de la journaliste n'ont eu aucune influence sur sa décision de travailler pour Press TV. « The Agenda, l'émission politique que j'anime, n'a rien à voir avec la religion », confirme-t-elle. Cela ne l'a pas pourtant empêché d'exprimer quelques idées controversées. Elle a notamment invité les musulmans vivant au Royaume-Uni à « boycotter la police et à refuser de coopérer avec elle sous quelque forme que ce soit » après plusieurs opérations de police menées dans des quartiers à forte population musulmane.***

**13/09/2007 - Pourquoi Washington attaquera Téhéran - A. Atwan, Al-Quds Al-Arabi**

**Abd Al-Bari Atwan, directeur du quotidien nationaliste panarabe Al-Quds Al-Arabi, énumère neuf indices tendant à prouver qu'une guerre va avoir lieu au cours des six prochains mois.**

*(...) Après l'été, les affaires sérieuses redémarrent. La diplomatie occidentale se remet en branle, et tout indique qu'elle se focalisera à nouveau sur le Moyen-Orient. Dans les mois à venir, le point de fixation sera l'Iran, prochaine cible des Américains. Nous devons nous attendre à une escalade politique, diplomatique, médiatique et militaire sans précédent contre ce pays et son programme nucléaire. Car le temps qui reste au président George Bush est désormais compté pour traiter ce dossier. Un certain nombre d'évolutions récentes donnent à penser que la guerre aura lieu dans les six prochains mois, à moins d'un miracle sous forme de capitulation, semblable à celle de la Libye ou, plus récemment de la Corée du Nord (...).*

20/09/2007 - La fenêtre de tir est ouverte - Philippe Thureau-Dangin, *Courrier international*

**On vous aura prévenus. Dès décembre 2004, Courrier international titrait « Bush : objectif Iran ». Début 2007, nous récidivions : « Cet homme [Bush] osera-t-il attaquer l'Iran ? » Entre-temps, on s'était penché sur la partie adverse : « L'Iran qui dit NON : Les mollahs et l'Occident ».**

*... Aujourd'hui, nous arrivons dans une période particulièrement sensible. Car le programme nucléaire iranien se poursuit, les négociations piétinent et l'agressivité des Américains monte en gamme. Or, dans quelques mois, la campagne présidentielle outre-Atlantique commencera, et il sera plus difficile à l'actuel locataire de la Maison-Blanche de se lancer dans une aventure militaire, sauf si Téhéran lui en donne le prétexte (ce qu'il ne fera pas).*

*Le raid aérien de l'armée israélienne en Syrie, le 6 septembre, conforte l'idée qu'une action d'envergure contre l'Iran est bien à l'ordre du jour. S'agissait-il d'un coup de semonce pour impressionner les pays de « l'axe du mal » ou bien de la destruction préventive d'un site sensible ? Pour l'heure, les bouches sont cousues (lire l'article de The Observer) et cela fait craindre le pire. Il y a chez Dick Cheney et les derniers "neocons" de Washington un double calcul stratégique. En frappant Téhéran ils empêchent ce pays qu'ils considèrent comme un « Etat voyou » musulman de posséder l'arme atomique, et dans le même temps ils croient protéger Israël et renforcer la position des alliés américains de la région, à commencer par l'Arabie Saoudite. La bombe iranienne n'aurait en effet que peu d'effet direct sur Israël, mais donnerait un poids régional à l'Etat chiite. Et nul doute que Riyad ne souhaite pas voir ses populations chiites se rebeller dans les provinces du nord-est.*

*Tout cela n'est pas nouveau. Ce qu'on ne pouvait imaginer en revanche il y a un an, c'est de voir la France partie prenante et pour ainsi dire héraut de la croisade, Paris demandant à Total et aux autres entreprises de ne plus investir en Iran, et Bernard Kouchner jouant les va-t-en-guerre, au nom sans doute d'une ingérence humanitaire !*

*Entre deux maux, il faut choisir le moindre – et ne pas attiser la haine contre l'Occident par une guerre inutile et dangereuse, fût-elle réduite à des frappes aériennes.*

17/07/2008 - Les gardiens de la révolution se préparent à la guerre - *Courrier International*

**Sur le site en persan de la BBC, le chroniqueur Ahmed Zeidabadi considère que l'on assiste réellement à un « changement de stratégie » chez les pasdarans et au plus haut niveau de l'Etat iranien. « Il semble que les responsables iraniens soient arrivés à la conclusion qu'il est préférable, vis-à-vis de l'opinion publique iranienne, d'admettre les possibilités d'attaques étrangères plutôt que les nier. Il faut préparer psychologiquement la population et s'assurer son soutien. Pourtant, il est clair que la population iranienne, encore marquée par les séquelles de la guerre Iran-Irak [1980-1988], est opposée au déclenchement d'un conflit avec quelque pays que ce soit, surtout au vu de la situation économique et sociale critique de l'Iran. »**

17/07/2008 - Téhéran aime jouer avec nos nerfs - *Yediot Aharonot*

**Le nucléaire iranien n'est pas une réelle menace pour Israël, estime Yediot Aharonot : avec le Hamas et le Hezbollah, l'Iran dispose d'armes bien plus redoutables, et bien moins risquées pour lui.**

*Jadis, nous avons nous aussi été sages. Jamais nous n'aurions pu bâtir notre Etat si nos généraux s'étaient répandus en menaces creuses. Mais aujourd'hui, des généraux bavards et des politiciens à la petite semaine se laissent manipuler par des Iraniens trop heureux de sauter sur la moindre sirène israélienne agressive pour doper les cours du pétrole et continuer à nous frapper sur le front intérieur. Aurions-nous oublié que le père et la mère du Hezbollah et du Hamas sont iraniens ?*

*Ces deux mouvements sont la preuve que l'Iran n'a pas besoin de mettre en danger l'existence de ses cités pour jouer avec nos nerfs. Pour Téhéran, nous ne sommes qu'un simple pion dans une immense partie d'échecs. Grâce à leur science des échecs, les Iraniens sont en train de se jouer de nous tout en assurant leur emprise sur les Arabes, des Arabes pourtant trop heureux de les applaudir, jusqu'au jour où, trop tard, ces derniers découvriront que, comme les Assyriens, les Babyloniens et les Perses d'antan, l'Iran règne sur tout l'Orient. Il existe bien d'autres façons d'enrayer ce processus. Mais tout se passe comme si Israël ne pouvait l'affronter autrement qu'en faisant des déclarations aussi "matamoresques" que pathétiques.*

02/07/2009 - « Comment Ahmadinejad réussit à bernier Obama »

**Profitant du soutien russe et chinois, le président iranien est en mesure de résister aux pressions américaines et de poursuivre son programme nucléaire**

*Bien que feutrées, les critiques d'Israël à l'encontre du président américain Barack Obama n'en sont pas moins dures. Pour les responsables militaires israéliens, ses conseil-lers ne savent tout simplement pas lire correctement la carte du Moyen-Orient. Pis, ils ne connaissent pas la culture iranienne. L'alpha et l'oméga des problèmes du Moyen-Orient aujourd'hui, insiste-t-on dans les milieux israéliens de la défense, c'est la culture iranienne. Selon eux, le peuple iranien est animé par un nationalisme virulent à l'œuvre dans toutes les couches de la société et à tous les échelons du système politique. « Il y a des choses dans cette culture que nous avons du mal à comprendre, d'autant que la dissimulation de la vérité y bénéficie du sceau officiel. Il est permis de mentir », explique une source.*

01/10/2009 - Téhéran en position de force - *Kayhan*

**Pour le quotidien ultraconservateur iranien, l'existence d'une nouvelle usine d'enrichissement montre que les menaces occidentales n'ont aucun effet.**

*La révélation concernant la construction d'une nouvelle usine d'enrichissement de l'uranium en Iran a été un choc dans les milieux diplomatiques et les médias occidentaux. Le 25 septembre dernier, l'Iran a officiellement annoncé qu'une nouvelle installation nucléaire était en cours de construction à Qom, en plus de celle de Natanz. Les médias et les responsables occidentaux avaient déjà commencé, la veille, à transformer cette information en événement, assurant qu'il s'agissait d'une « découverte des services de renseignements occidentaux ». Ils arrivaient à la conclusion que l'Iran avait de nouveau occulté des éléments dans le dossier nucléaire ! Même les plus hauts responsables politiques ont repris cette version. Barack Obama, le président des Etats-Unis, a prononcé clairement, dans une conférence de presse à Pittsburg, le mot « dissimulation ». Nicolas Sarkozy, le président qui accumule les bourdes, en a conclu un peu hâtivement que les discussions d'octobre seraient inutiles. Selon la presse occidentale, l'Iran a été obligé de coopérer et de révéler l'existence de son installation à la suite des pressions exercées par les grandes capitales. Mais, si la République islamique craignait vraiment des sanctions, continuerait-elle à construire des installations ? Comme l'ont remarqué les médias*

*iraniens, ce nouveau site prouve que Téhéran n'a pas ressenti les effets de l'embargo et entend poursuivre son programme nucléaire. Le 26 septembre, des journaux occidentaux ont affirmé que leurs services de renseignements connaissaient l'existence de ces installations. « Les Américains cherchent à -démontrer qu'ils savent tout. Il est normal qu'ils aient repéré par satellite des bâtiments, mais ils n'avaient aucune idée de ce qui s'y passait" », estime un -spécialiste du programme nucléaire iranien. « Ce que les Occidentaux considèrent comme des renseignements, ce ne sont que des hypothèses qu'ils ont formulées à partir de ce qu'avait dit l'Iran il y a quelques années. » Finalement, la presse occidentale a fini par reconnaître que l'Iran avait mentionné l'existence de cette installation le 21 septembre dans une lettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Téhéran a choisi le meilleur moment pour faire cette révélation, une semaine avant les discussions de Genève. L'Iran a pratiquement vidé de leur sens la totalité des menaces occidentales concernant une attaque militaire. Les Occidentaux ne pourront pas détruire les multiples installations iraniennes. L'Iran a prouvé que l'enrichissement de l'uranium était un fait, et non plus un sujet de discussion.*

**18/03/2010 - Un régime irrationnel obsédé par sa sécurité - Rooz**

**Pour empêcher Téhéran de poursuivre son programme nucléaire, il ne faut pas hésiter à brandir la menace militaire et soutenir la contestation dans le pays.**

*(...) Que peuvent faire les gouvernements occidentaux pour sortir de cette impasse et aider le peuple iranien ? La mesure la plus efficace serait de fournir les infrastructures et le matériel nécessaire à la diffusion d'informations non censurées au peuple iranien. Créer et soutenir financièrement les réseaux de radio et de télévision avec des programmes en persan, aider les internautes iraniens à contourner la censure sur Internet, financer des programmes dénonçant les violations des droits de l'homme en Iran et offrir au peuple iranien les bases d'une éducation à la démocratie et aux droits de l'homme. Voilà le meilleur moyen d'accélérer le processus démocratique en Iran. L'ensemble du peuple iranien en tirera bénéfice, mais aussi les gouvernements occidentaux et toute la communauté internationale.*

**26/08/2010 - Le risque est bel et bien présent - U. Pridan, Ha'Aretz**

***Il y a 80 % de risques que d'ici deux ans l'armée israélienne perde entre 1 000 et 20 000 hommes, à la suite du bras de fer nucléaire engagé avec l'Iran. Il est aussi très probable***

*que les Iraniens ne feront pas usage de l'arme nucléaire. Toutefois, même si ces probabilités n'excédaient pas 5 %, elles se traduiraient par 100 % de destruction, et c'est donc un risque qu'aucun Israélien ne peut courir. Voilà pourquoi le pays doit agir contre le programme nucléaire iranien, avec ou sans l'aval des Américains. Ce que Menahem Begin a fait contre l'Irak [1981], Ehoud Olmert contre la Syrie [2007], Benyamin Nétanyahou et Ehoud Barak le feront contre l'Iran.*

*Au-delà des insupportables pertes humaines, ce qui risque d'être encore plus insupportable, c'est ce qui suivra. **L'Iran répliquera avec ce qui lui restera de puissance de feu : des missiles Shahab 3, 5 et 8 armés de têtes chimiques. En outre, l'Iran agira par procuration sur le front Nord.** Le Hezbollah dispose de milliers de missiles bien plus fiables que ceux utilisés lors de la dernière guerre [été 2006]. Pour la première fois dans l'Histoire, des centaines de missiles frapperont le centre du pays, et il ne faut pas être un génie de la balistique pour comprendre ce que cela signifie. Un missile sur la Kirya [quartier général de l'armée à Tel-Aviv], et c'en sera fini des bureaux du chef de l'armée. Un missile sur les tours Akirov, et le piano du ministre de la Défense [allusion aux appartements luxueux d'Ehoud Barak] aura disparu. Un missile sur les tours Azrieli, et on ne parlera plus de finances. Il y aura des dizaines de milliers de morts et de blessés à Tel-Aviv. **Nous ferons usage de l'arme fatale et on pourra alors parler d'un nouveau Moyen-Orient***

**08/11/2011 - Frapper maintenant ou jamais - Mardomak**

**Les Israéliens multiplient les avertissements envers Téhéran et semblent sur le point de passer à l'acte, avertit le site iranien.**

*(...) Voilà pourquoi une attaque militaire contre l'Iran servirait non seulement à amoindrir l'influence de la République islamique dans la région, mais aussi à accélérer le renversement du régime syrien. **De plus, une telle attaque pourrait détruire le programme nucléaire iranien ou, du moins, le ralentir.** Les récentes déclarations des leaders israéliens démontrent que la décision d'une attaque contre l'Iran a déjà été prise et que la seule question que se posent les leaders américains et israéliens est de déterminer quand aura lieu une telle opération.*



10/11/2011 - Le scénario le plus probable - Philippe Thureau-Dangin, *Courrier International*

**Et le bombardement de l'Iran commencera le...** *Au moment où nous mettons sous presse, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'a pas encore rendu son dernier rapport sur le programme nucléaire iranien. Mais, depuis quelques semaines, le bruit court que ses conclusions seraient sévères pour Téhéran, soupçonné d'être en mesure de produire des engins nucléaires d'ici quelques mois. Israël n'a d'ailleurs pas attendu la publication du rapport pour prévenir que, s'il en était ainsi, il se donnait la liberté de frapper les installations iraniennes d'enrichissement d'uranium. Washington s'accorde encore quelques semaines pour décider de frapper ou pas. D'après The Guardian, Londres serait prêt à lui prêter main-forte au cas où. La presse de Téhéran, bien sûr, récuse l'expertise de l'AIEA et considère que son directeur, le Japonais Yukiya Amano, est à la solde de Washington...*

**La question n'est pas nouvelle.** *Dès 2004, on évoquait la menace que représentait l'Iran avec son programme nucléaire. Et l'on imaginait déjà des frappes unilatérales américaines ou israéliennes... Aujourd'hui, le gouvernement israélien estime impossible d'attendre plus longtemps. D'autant que, l'an prochain, il sera trop tard, puisque Barack Obama refusera d'agir en pleine campagne présidentielle... L'affaire est suffisamment sérieuse pour que Pékin conseille une nouvelle fois à l'Iran d'obtempérer et de répondre aux demandes de l'AIEA. Et la presse israélienne, comment réagit-elle ? Certains éditorialistes critiquent vertement les intentions belliqueuses de Benyamin Nétanyahou (lire cet article). D'autres les justifient. Ainsi le chroniqueur militaire de Yediot Aharonot, Ron Ben Yshai, explique\* : « Les fuites autour des frappes éventuelles risquent de pousser Téhéran à enfouir plus profondément ses installations nucléaires, ce qui pourrait limiter l'impact de l'action des Occidentaux. Mais, paradoxalement, cette perspective plaide en faveur d'une opération à très court terme. » CQFD. **Un dernier mot : une opération contre l'Iran aurait en outre trois avantages. Primo, « rassurer » l'Arabie Saoudite, sous tension cette année pour cause de révoltes arabes et de succession dynastique. Deuzio, envoyer un signal au président syrien Bachar El-Assad, le dernier « allié » de Téhéran dans la région. Tertio, repousser la question palestinienne de quelques mois ou quelques années. On le voit, le scénario de la guerre est hélas désormais le plus probable.***



17/11/2011 - Une guerre froide qui se réchauffe dangereusement - D. Sanger, *The New York Times*

**Sabotages et assassinats font le quotidien du conflit larvé entre l'Iran d'un côté, les Etats-Unis et Israël de l'autre. Mais ce nouvel équilibre de la terreur menace de s'effondrer**

*La longue guerre de l'ombre avec l'Iran s'intensifie. Selon des hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche et de la CIA, le complot récemment déjoué visant l'ambassadeur d'Arabie Saoudite aux Etats-Unis ne serait en effet que la partie visible de l'iceberg. Les services secrets américains sont désormais convaincus que la mort du diplomate saoudien au Pakistan en mai dernier était en fait un assassinat. Et ils ont trouvé des preuves d'autres attentats commis par les Forces Qods, une unité d'élite de l'armée iranienne, du Yémen à l'Amérique latine. [Les Américains et les Israéliens, pour leur part, pourraient être impliqués dans l'assassinat de plusieurs scientifiques iraniens et dans le virus informatique Stuxnet qui a ciblé des installations nucléaires, voir CI n° 1051, du 22 décembre 2010.] (...) Et, comme les Forces Qods l'ont montré, sabotages et assassinats sont une arme à double tranchant. Cela pourrait bien dégénérer en conflit ouvert, alors que les Américains sont déjà épuisés par deux autres guerres.*

26/08/2004 - La menace nucléaire iranienne demeure improbable - *International Herald Tribune*

**Ariel Sharon serait tenté, avant les élections américaines, de croiser le fer avec le régime des mollahs. Une absurdité, explique l'universitaire israélien Martin van Creveld.**

*Ariel Sharon est peut-être à nouveau sur le sentier de la guerre. Sa nouvelle cible : l'Iran. Dans le passé, le Premier ministre israélien avait déjà attiré l'attention sur l'Iran en affirmant qu'il représentait le plus grand danger pour Israël. Plus d'une fois, à Jérusalem, des responsables de la défense ont déclaré qu'Israël pourrait attaquer les installations nucléaires de l'Iran. Le ministre de la Défense iranien, Ali Shamkhani, a alors réagi en assurant que si Israël mettait sa menace à exécution, son pays rayerait Israël de la carte. Aujourd'hui, en disant se préparer à une éventuelle « frappe contre [sa] centrale nucléaire », Israël a commencé à distribuer des pilules antiradiations aux civils des communes avoisinantes. Dans un pays qui a toujours entouré ses activités nucléaires du*

plus grand secret, une telle mesure est inattendue. Doit-on prendre au sérieux la menace iranienne ? L'Iran a testé un missile sol-sol Shihab, capable d'atteindre Israël, et en possède un nombre limité. Cela étant, à l'heure actuelle, on ne pense pas qu'il soit doté de l'arme nucléaire. Etant donné qu'ils sont équipés d'ogives conventionnelles, les Shihab ne présentent pour Israël et les pays de la région que des risques restreints. S'ils étaient munis de têtes chimiques, ils causeraient sans doute davantage de pertes, mais même dans cette éventualité, Israël ne serait pas menacé dans son existence. Mis à part les Shihab, le seul autre moyen dont dispose Téhéran pour combattre Israël est d'activer l'organisation terroriste Hezbollah au Liban. Le Hezbollah posséderait plusieurs centaines de missiles, dont la plupart peuvent atteindre des cibles sur une bonne partie du nord d'Israël. Quant aux intentions de l'Iran, elles sont difficiles à déterminer. Le pays est dirigé par un gouvernement islamiste dont les membres ont souvent affirmé leur opposition farouche à l'existence d'Israël et leur volonté de le détruire. Par ailleurs, la rumeur selon laquelle l'Iran travaillerait sur un projet d'armes nucléaires et devrait en être pourvu d'ici trois ans circule depuis une quinzaine d'années et s'est toujours révélée fausse. Il n'y a peut-être rien d'étonnant à cela. Certains d'entre nous, ayant vu les Américains rentrer bredouilles de leur chasse aux armes de destruction massive en Irak, ont peut-être moins tendance à prendre pour argent comptant ce que disent ou ne disent pas les services de renseignements - y compris les services israéliens, qui ont plus d'une fois inventé des menaces. Même si les Iraniens préparent une bombe, Israël n'est peut-être pas leur véritable préoccupation. L'Iran est aujourd'hui environné de forces américaines - dans les Républiques d'Asie centrale au nord, en Afghanistan à l'est, dans le Golfe au sud, en Irak à l'ouest. Shamkhani a exprimé le malaise iranien à propos de la présence américaine dans une récente interview à Al Jazira, où il a laissé entendre que certains généraux iraniens seraient partisans d'une première frappe s'ils perçoivent une menace immédiate des Etats-Unis. Où que se rendent les forces américaines, les armes nucléaires les accompagnent ou peuvent les suivre dans un délai très bref. Le monde a pu constater que les Etats-Unis, en définitive, n'avaient pas hésité à attaquer l'Irak sans raison. Dans un tel contexte, les Iraniens seraient fous de ne pas avoir essayé de se doter de l'arme nucléaire. **Mais l'Iran a beau être dirigé par des islamistes, la plupart des commentateurs qui connaissent bien le pays ne considèrent pas qu'il s'agisse d'un gouvernement irrationnel.** La seule personnalité qui puisse pousser les Iraniens à d'extraordinaires sacrifices, l'ayatollah Khomeyni, est mort il y a plus de dix ans. Et puis, c'est bel et bien Saddam Hussein qui a attaqué l'Iran, et non le contraire. **Depuis, l'Iran n'a pas fait preuve d'une plus grande**

*agressivité que la plupart des pays. Malgré leur discours anti-Israël, il est très peu probable que les dirigeants iraniens préparent une attaque nucléaire contre un pays qui est notoirement à même de rayer le leur de la carte. Des attaques chimiques ou autres ne sont guère probables non plus, étant donné les maigres résultats qu'on peut en attendre et la riposte qui devrait suivre immédiatement. De nombreuses sources étrangères ont affirmé que, pour contrer ce qu'il perçoit comme une menace de la part de l'Iran, Israël a déployé des missiles, au sol et en mer, capables d'infliger de très lourds dommages à l'Iran. Les Etats-Unis étant plongés dans une campagne électorale très disputée, si le Premier ministre israélien voulait agir aujourd'hui, il faudrait qu'il le fasse entre septembre et novembre. Tout dépend d'Ariel Sharon - un chef de guerre, qui, en 1982, a entraîné Israël dans une désastreuse invasion du Liban. Espérons tout au moins qu'il y regardera à deux fois avant de renouveler une telle aventure.*

*\* Professeur d'histoire à l'Université hébraïque de Jérusalem.*

04/12/2008 - Que feraient les ayatollahs d'une arme atomique ? - Rached, *asharq Al Awsat*

**Le quotidien panarabe décline les scénarios envisageables au cas où le programme nucléaire militaire de l'Iran aboutirait.**

*Que pourrait-il se passer demain si l'Iran parvenait à se doter d'un armement nucléaire ? Je pose la question sérieusement, pas du tout par provocation journalistique. Des experts très sérieux tentent d'explorer toutes les éventualités. Certains d'entre eux sont convaincus que Téhéran a l'intention de frapper New York avec un missile Shahab-3 doté d'une tête nucléaire, qui aurait été acheminé clandestinement à proximité des côtes américaines. A mon sens, il y a peu de chances qu'un tel scénario se réalise. D'abord, parce que l'espace aérien des Etats-Unis est ultra protégé. Ensuite, parce que chacun sait très bien que, si un gouvernement quelconque se risquait à envoyer une bombe atomique sur une ville américaine, la riposte ne serait pas une nouvelle guerre d'Irak mais une contre-attaque qui en quelques heures rayerait le pays agresseur de la carte.*

*Aussi, une attaque contre les intérêts américains devrait plutôt se situer, à mon avis, dans la région du Golfe. Là non plus, je ne parle pas à la légère. Tout dirigeant iranien résolu à croiser le fer nucléaire avec les Etats-Unis n'a de choix qu'entre deux cibles : soit attaquer Israël, soit s'en prendre au Golfe. Cela dit, l'option israélienne est à exclure d'emblée. Car le bombardement d'une ville israélienne déclencherait aussitôt la*

*destruction totale de l'Iran, tellement l'arsenal nucléaire israélien est imposant et tellement les Etats-Unis ont à cœur la protection de cet Etat. Il ne reste donc qu'une seule cible envisageable : le Golfe. Deux options se présentent alors : soit nous faisons confiance aux dirigeants iraniens pour qu'ils prennent la mesure du danger et écoutent la voix de la raison ; soit nous ne faisons confiance à personne et nous intensifions les pressions internationales sur l'Iran. Or il est évident que la meilleure des deux options est celle visant à interdire l'armement nucléaire. Le passé nous a appris à ne faire confiance à aucun dirigeant. N'avons-nous pas vu divers régimes de la région sacrifier la population et les richesses de leurs pays ? Et ne les voyons-nous pas persister à croire qu'ils pourront consolider leur pouvoir et satisfaire leur ego à coups de bombes ?*

*A ceux qui ne manqueront pas de protester en pointant le danger que représente Israël du fait de son arsenal nucléaire je répondrai qu'il y a certes de quoi s'effrayer. Mais je leur demanderai aussi de considérer objectivement les choses. Tout d'abord, cela fait quarante ans qu'Israël dispose de l'arme atomique et il ne s'en est jamais servi, même lorsqu'il a essuyé une "défaite", en 1973. Ensuite, les Israéliens ne peuvent recourir à l'arme nucléaire contre les Palestiniens. Pour des raisons de proximité évidentes : ils seraient en effet aux premières loges pour subir les retombées d'une explosion atomique. Et puis, plus important que tout cela, nous ne sommes pas en mesure de désarmer Israël. Mais nous pouvons, en revanche, exercer sur lui les mêmes pressions que sur l'Iran. Car il y a à Tel-Aviv autant d'illuminés qu'à Téhéran, qui ne veulent qu'une chose, l'avènement de la fin du monde, pour qu'advienne enfin le Messie tant espéré par les uns ou le Mahdi tant attendu par les autres.*

**09/12/2004 – « Seule la démocratie peut sauver nos acquis nucléaires » - Shargh**

**L'Occident ne pourrait pas s'opposer au programme nucléaire si l'Iran était une démocratie, estime le quotidien réformateur de Téhéran.**

*Il est clair que le pays ne pourra plus à moyen terme poursuivre son programme nucléaire. Pourtant, aucun patriote iranien ne peut envisager de simplement tout arrêter. Il ne reste dans cette situation que deux options. La première serait une suspension définitive du programme et l'ouverture de négociations avec l'Occident. C'est-à-dire oublier les acquis en échange de concessions de la part des Occidentaux. L'autre option serait alors de relancer le processus de démocratisation et faire sortir les réformes du gouffre dans lequel elles se trouvent à l'heure actuelle. C'est dans ces conditions que l'Iran pourrait préserver*

*ses acquis technologiques stratégiques. Car, contrairement au Pakistan, qui constitue l'une des rares exceptions, les pays dans lesquels les structures démocratiques sont les grandes absentes n'ont pas été autorisés par les pays occidentaux à entrer dans le club nucléaire. Ceux qui sont attachés à cette technologie dans notre pays doivent donc raviver le processus démocratique.*

09/12/2004 - Une menace bien commode pour Israël - *Ha'Aretz, Tel-Aviv*

**L'Iran serait-il plus dangereux que le Pakistan et l'Inde, qui détiennent déjà l'arme nucléaire se demande le quotidien israélien Ha'Aretz.**

*Avant qu'Israël ou les Etats-Unis n'usent de l'arme fatale contre l'Iran, ils feraient peut-être mieux de faire pression sur la Chine, la Turquie, l'Inde et la Russie pour qu'ils suspendent leurs relations économiques et commerciales et ne participent pas directement ou indirectement au programme nucléaire iranien, civil comme militaire. Car il est intéressant de relever que tous ces pays sont également des alliés d'Israël et lui achètent sa haute technologie. Il est encore plus intéressant de relever que cela fait des années que l'Iran ne semble pas gêné de faire du commerce avec des alliés d'Israël. Sans compter que l'Iran envisage de renouer ses relations diplomatiques avec l'Egypte, des relations rompues à la suite des accords [israélo-égyptiens] de Camp David (1978).*

*L'Iran n'est pas le pays isolé dont rêvent les Etats-Unis. C'est un pays qui entretient des relations étroites avec la plupart des Etats dans le monde, et le régime des ayatollahs n'est pas composé de candidats à l'attentat suicide. **C'est un régime qui n'est certes pas heureux de l'existence d'Israël et aimerait le voir disparaître. Mais pas au prix de sa propre disparition.***

14/04/2005 - Faut-il encourager la prolifération nucléaire ? - *The Boston Globe*

**La Corée du Nord vient d'admettre qu'elle possède la bombe et l'Iran est soupçonné de s'en être doté. Cette nucléarisation de la planète est-elle un danger ou au contraire un facteur de paix et de stabilité ? Les spécialistes s'affrontent sur la question.**

*« Au bout du compte, toutefois, posséder la plus puissante force militaire ne permet pas à un pays de faire disparaître la bombe comme par enchantement. **Que les armes nucléaires rendent ou non le monde plus dangereux, elles forcent en tout cas à plus d'humilité, et***

*leur prolifération ne fait que réduire les options de l'unique superpuissance de la planète. »*

09/12/2004 - "Personne n'arrêtera notre programme" - *Hamshahri*

**Téhéran ne renoncera jamais à son droit d'accéder à cette technologie, affirme le grand quotidien iranien. C'est aussi dans l'intérêt des pays qui importent du pétrole. Défense du nucléaire iranien.**

*Le bras de fer qui oppose depuis deux ans l'Iran à l'Europe et aux Etats-Unis sur le dossier nucléaire est entré dans une nouvelle phase depuis que les responsables iraniens ont accepté la résolution du conseil de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Selon cette résolution, l'Iran a l'obligation de suspendre ses activités nucléaires et, en témoignage de sa bonne foi, de faciliter aux observateurs de l'AIEA l'accès à tous les sites qu'ils souhaiteraient visiter. En échange, l'Iran a obtenu que le dossier ne soit pas déféré devant le Conseil de sécurité des Nations unies et a évité d'éventuelles sanctions internationales. L'Iran espère ainsi empêcher les Américains d'y faire continuellement référence comme un instrument de pression à son encontre. Du point de vue des dirigeants iraniens, la décision de suspendre les activités nucléaires a été prise dans des conditions d'urgence et sous le poids d'obligations internationales comme la seule mesure permettant d'écarter les menaces [américaines] sur le pays. **L'Iran, interlocuteur "non consentant" des récents pourparlers, même s'il a accepté les termes de la résolution, cherchera dans l'avenir à faire valoir son droit d'accéder à une technologie nucléaire à des fins pacifiques. Cette position est très largement partagée dans tout le pays, et ni les responsables ni le peuple ne sont prêts à abandonner ce principe. Cette orientation fait désormais partie intégrante des programmes de renouveau et de développement d'une dizaine de pays en voie de développement. Le soutien ferme apporté par le Mouvement des pays non alignés aux positions iraniennes dans les discussions de ces deux dernières années est une claire manifestation de cette tendance internationale dont l'Iran serait à terme le bénéficiaire. En pratique, la nucléarisation de l'Iran est également une nécessité indéniable. La maîtrise technique du nucléaire que l'Iran possède aujourd'hui empêche tout acteur interne ou externe de mettre fin à la progression de son programme. En outre, les besoins économiques du monde exigent que l'Iran, en tant que grand producteur de pétrole, continue à répondre à la demande grandissante qui lui est***

*adressée. En utilisant l'énergie nucléaire pour ses besoins internes, ce pays pourra continuer à assurer le flux pétrolier vers les marchés extérieurs.*

16/06/2005 - Un pays fier de son nucléaire - *The New York Times*

**Que pensent les iraniens du nucléaire? Opposants ou proches du régime, tous les Iraniens veulent poursuivre le programme d'enrichissement de l'uranium. Mais peu souhaitent que l'Iran possède la bombe.**

*Des négociateurs du nucléaire aux étudiants dissidents, en passant par les marchands des souks et les mollahs enturbannés, les Iraniens sont unanimes : le nucléaire est une question de fierté nationale. "Pour un pays, posséder l'énergie nucléaire est la preuve qu'il a fait des progrès dans tous les autres domaines. Les autres pays doivent donc respecter son droit à disposer de cette technologie", insiste Nilufar, 29 ans, une étudiante en gestion de l'énergie à la très prestigieuse université de Sharif. Ehsan Motaghi, étudiant en théologie de 26 ans à Ispahan, cite une parabole de l'imam Ali, le gendre du Prophète. « Ils auraient beau m'offrir les merveilles du ciel et de la terre, si en échange je dois priver une fourmi de nourriture, je refuserais, déclame-t-il. Nous mettons un point d'honneur à faire un usage pacifique du nucléaire, et rien ne nous arrêtera. »*

*Au cours de ces deux semaines passées en Iran, je me suis aperçu que ce sujet déchaînait les passions dans tous les milieux. Pratiquement tous les Iraniens soutiennent la position de l'Iran vis-à-vis de l'Occident en faveur de la poursuite du programme d'enrichissement de l'uranium, et ce malgré les menaces de sanctions de l'ONU. Ce sentiment de fierté nationale complique encore davantage la tâche des médiateurs européens qui tentent de persuader les leaders iraniens d'abandonner une partie de leur programme nucléaire en échange de contreparties économiques. La conférence des Nations unies qui s'est tenue pendant un mois sur le traité de non-prolifération nucléaire, signé par l'Iran, vient de s'achever le 27 mai. Mais certaines failles subsistent dans le traité, et les Américains et les Européens craignent que l'Iran n'en profite pour mettre au point des armes nucléaires sous le couvert d'un programme civil. L'attachement de l'Iran au nucléaire s'explique par son histoire tumultueuse. La République islamique cherche à utiliser son programme nucléaire comme monnaie d'échange afin de sortir de son isolement sur la scène internationale. Cette impasse n'est pas sans évoquer un conflit plus ancien : la tentative du pays d'acquérir la maîtrise de ses gisements pétroliers dans les années 1950, qui s'était soldée par un échec.*



*Malgré ce consensus sur la question du nucléaire, la position des Iraniens n'est pas monolithique, soulignent des universitaires et des diplomates étrangers. L'engouement des Iraniens pour le nucléaire n'est pas toujours synonyme de soutien au gouvernement, ni d'hostilité à l'égard des Etats-Unis. Seul un petit groupe de révolutionnaires intransigeants souhaite que l'Iran essaie de fabriquer une bombe atomique. « Ce serait mille fois mieux d'avoir des armes nucléaires », plaide Reza Jaedi, un jeune homme de 24 ans rencontré à Ispahan.*

*Mais ce genre de profession de foi est rare en Iran ; selon la version officielle, l'Iran souhaite s'approprier le nucléaire à des fins uniquement pacifiques. D'autres s'opposent au nucléaire pour des raisons purement financières. Ils jugent que la poursuite d'un programme nucléaire civil est une dépense inutile, étant donné les énormes réserves de gaz et de pétrole dont dispose le pays, mais aussi peu rentable au regard des risques diplomatiques encourus. Au cours d'entretiens avec des citoyens iraniens ordinaires, on s'est rendu compte que ces derniers changeaient d'avis si on leur disait que la politique nucléaire du gouvernement allait encore aggraver la situation économique du pays et son isolement politique sur la scène internationale.*

*Cependant, selon les experts, la plupart des Iraniens se divisent en deux camps. Pour les premiers, l'Iran devrait utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les autres souhaitent que l'Iran parvienne à maîtriser le cycle d'enrichissement de l'uranium afin de préserver son indépendance à l'égard des fournisseurs étrangers en combustible nucléaire, mais aussi afin de pouvoir rapidement passer à la fabrication d'armes nucléaires en cas de menace venue d'Israël, des Etats-Unis ou d'un pays de la région. Selon eux, le nucléaire les prémunirait contre un renversement du régime par une puissance extérieure. Certains Iraniens interrogés expliquent qu'ils seraient prêts à abandonner le programme nucléaire en échange de technologies américaines de pointe. Mais, pour de nombreux autres, aucune mesure économique ne justifie l'abandon des droits que leur octroie le traité. « Aujourd'hui, Allah veut que nous fassions ce dont nous avons besoin ! » tempêtait Youssef Tabatabai, lors d'un sermon à la grande mosquée d'Ispahan pour la prière du vendredi.*

*À la question « Les mollahs doivent-ils posséder des missiles ? » nombre d'Iraniens répondent par la négative ; ils ne souhaitent pas renforcer le pouvoir de ce gouvernement autoritaire. « Les pays occidentaux veulent nous dénier le droit de disposer*



*de l'énergie nucléaire en raison de l'attitude hostile de notre gouvernement à l'égard des Etats-Unis. Washington ne devrait pas dépouiller notre peuple de ses droits à cause de son hostilité envers notre gouvernement. Ce gouvernement finira bien par tomber un jour ou l'autre », s'indigne Mehdi Aminzadeh, l'un des leaders du mouvement étudiant. Toutefois, selon les experts en nucléaire, il faudra encore des années avant que l'Iran ne soit capable de fabriquer une bombe atomique car il ne maîtrise pas encore la technique de l'enrichissement de l'uranium.*

**23/02/2006 - Que le monde le sache : l'islam s'est réveillé - jam-é-jam**

**Le 11 février, le président Mahmoud Ahmadinejad s'adressait au peuple place de la Liberté, à Téhéran, pour célébrer le vingt-septième anniversaire de la révolution islamique. Extraits.**

*« Vous [les pays occidentaux] êtes une poignée de tyrans, pris en otages par les sionistes ! Un petit groupe s'est réuni et a décrété qu' 'il existe un Holocauste et [que] tout le monde doit accepter cette vérité'. C'est un mode de pensée moyenâgeux. Si vous êtes véritablement à la recherche d'un Holocauste, vous pouvez le trouver en Palestine et en Irak, où les envahisseurs mettent tout à feu et à sang, tuent les femmes et les enfants, détruisent les maisons et transforment des victimes innocentes en réfugiés. »*

*(...) « Le peuple iranien a été patient. Jusqu'à maintenant, la politique de l'Iran a été de collaborer volontairement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de respecter les règles du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), en espérant pouvoir apprendre à développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Mais, apparemment, il ne faut pas être membre du TNP pour pouvoir profiter des bienfaits de l'énergie atomique. Les pays occidentaux laissent Israël, qui n'est même pas membre du TNP, avoir l'arme nucléaire. Des pays membres de l'AEIA, mais qui n'ont pas signé le TNP, veulent décider pour nous. Les pays occidentaux ont décrédibilisé les règles du TNP et détruit le prestige des instances internationales. Nos ennemis n'ont pas peur de la bombe nucléaire, mais ils craignent que les Iraniens prennent confiance en eux. Nos ennemis pensent pouvoir cacher leur hideux dessein derrière l'AEIA et le Conseil de sécurité de l'ONU. Vous nous dites d'accepter l'enrichissement en dehors de l'Iran. Mais comment vous faire confiance, alors que depuis vingt-sept ans vous nous privez de l'aviation en refusant de nous livrer des pièces de rechange pour nos avions ? Quelle garantie avons-nous que vous nous livrerez le combustible nucléaire ? Le peuple iranien ne se privera pas de ses droits, et vos menaces*

*ne mèneront à rien. Que le monde entier sache que l'Iran, avec l'appui de Dieu et du peuple, n'a peur d'aucun pouvoir ! Entendez le peuple scander : 'L'énergie nucléaire est notre droit inaliénable' ! »*

**22/02/2007 - L'Iran aussi aura un rôle à jouer - Kayhan**

**Un quotidien conservateur de Téhéran se réjouit des désaccords entre Occidentaux : il ne peuvent rien pour empêcher l'émergence d'une nouvelle puissance.**

*Bien que rien d'important n'ait été décidé, ce qui s'est passé à Munich présage de l'avenir des relations internationales. La conférence sur la sécurité des 11 et 12 février a mis en évidence des dissensions majeures entre grandes puissances. Vladimir Poutine et le ministre de la Défense américain Robert Gates ont fait étalage de leurs divergences, et le nucléaire iranien s'est retrouvé au centre des discussions. Cela montre une fois de plus que, tant que les Occidentaux sont en désaccord, l'Iran n'est pas sérieusement menacé. Ils ne peuvent rien pour empêcher la naissance d'une nouvelle puissance.*

*Selon le Financial Times, un rapport interne de l'Union européenne reconnaît que l'Europe ne peut rien faire pour arrêter le programme iranien. Ce document fait écho à ce que déclarait récemment Jacques Chirac, à savoir qu'un Iran nucléaire ne serait pas dangereux.*

*Même si la propagande anti-iranienne des Américains continue, on comprend mieux la véritable stratégie des Occidentaux. En imposant des sanctions à l'ONU, ils cherchent à préserver les apparences. Quoi de plus ridicule que le président d'une superpuissance qui menace un pays pour se rétracter ensuite face aux réactions que cela suscite ? Le peuple iranien a prouvé qu'il ne se laissait pas impressionner, en manifestant lors du 28<sup>e</sup> anniversaire de la révolution islamique. Devant cette opposition, le président américain a déclaré que les rumeurs de guerre contre l'Iran venaient de ses ennemis. Cela prouve que les Etats-Unis n'ont plus de pouvoir, et Poutine l'a souligné. Peu à peu, les grandes puissances acceptent, même si c'est à contrecœur, une nouvelle puissance nommée Iran.*

**03/11/2005 – « Cause toujours, Ahmadinejad » - T. Barel, Ha'Aretz**

**La menace du président iranien de « rayer Israël de la surface de la Terre » révèle l'ampleur du conflit au sein du régime islamique de Téhéran, explique Ha'Aretz.**

*Une gestion défailante et le régime s'effondre*

*La véhémence du discours prononcé par Ahmadinejad s'explique en fait par les tensions idéologiques et les rapports de force au sein de la République islamique. Les dirigeants iraniens ont depuis longtemps compris que, sans relations économiques, le régime islamique n'a aucune chance de survie. Si l'Iran n'a pas de clients à qui vendre son pétrole et son gaz, s'il ne parvient pas à créer 4 millions d'emplois d'ici cinq ans comme promis et si le chômage des jeunes – qui représentent 60 % de la population – ne passe pas sous la barre des 30 %, alors ce régime n'a aucun avenir. Si ce n'était pas assez clair, il suffit d'observer les actes posés par le guide spirituel conservateur du pays, Ali Khamenei, lequel a placé dès septembre dernier les décisions du gouvernement nommé par Ahmadinejad sous la supervision du Conseil de discernement (une sorte de Conseil d'Etat chargé de veiller à l'intérêt général). Or ce Conseil est désormais dirigé par nul autre que Hachemi Rafsandjani, celui-là même qui perdit le second tour de la présidentielle de juin face à Ahmadinejad. De toute évidence, Ali Khamenei sait qu'une gestion défailante de la politique économique et de la diplomatie risque de déboucher sur l'effondrement du régime.*

**27/04/2006 - Une bombe qui vise d'abord les monarchies du Golfe - Al-Hayat**

**Au-delà de la rhétorique anti-israélienne du président Ahmadinejad, ce sont bien les pays arabes sunnites qui sont visés par l'arme nucléaire iranienne, souligne le quotidien panarabe de Londres : « L'histoire de l'arme nucléaire, c'est celle de la dissuasion entre ennemis ».**

*Le prétexte au « droit à l'égalité » en matière nucléaire invoqué par l'Iran et ses supporters ne tient pas la route. Pourquoi l'Iran réclame-t-il l'égalité avec Israël et non pas avec les autres pays nucléaires, si c'est juste une question d'équité ?*

*Par ailleurs, ce « droit à l'égalité de la terreur » ouvre la voie à une suite sans fin dans la course aux armements. Car s'il est « injuste » que l'Iran soit privé de la bombe face à Israël, il serait tout aussi "injuste" d'en priver l'Egypte, la Turquie ou encore l'Arabie Saoudite face à l'Iran. Ainsi donc chacun cherche son prétexte pour se doter de la bombe, et l'Iran lui aussi cherche à se doter d'un ennemi susceptible de justifier la sienne. La question est de savoir où se situe cet ennemi. Téhéran n'a cure des organismes internationaux. En dépit des attaques verbales contre Israël, Téhéran pense le voir désormais dans les pétromonarchies du Golfe.*

*D'ailleurs, l'Iran a récemment envoyé un certain nombre de signaux à ces pays. En contrepartie des propos rassurants adressés aux Koweïtiens et aux autres monarchies du Golfe par Hachemi Rafsandjani, l'ancien homme fort du régime iranien, mais qui n'est plus au pouvoir, le président Mahmoud Ahmadinejad a tenu des propos incendiaires. Il y a eu ensuite les manœuvres de la marine iranienne dans les eaux du Golfe, lors desquelles les plus récentes des armes iraniennes étaient visibles presque à l'œil nu depuis les côtes arabes. Les pays du Golfe savent aussi que Téhéran n'a cure des organismes internationaux. Car l'Iran refuse toujours de recourir à la justice internationale pour trouver une solution au litige qui l'oppose aux Emirats arabes unis à propos des trois îles émiraties qu'il occupe [Abou Moussa ainsi que la Grande et la Petite Tumb, occupées par l'Iran du Shah à partir de 1971]. Rappelons que Bahreïn et le Qatar ont fait appel à la justice internationale pour régler leurs différends frontaliers portant sur plusieurs îles [en 2001] et que même l'Égypte et Israël l'ont fait au début des années 1980 à propos de Taba. Dans ce contexte, les déclarations d'Ahmadinejad ne sont évidemment pas faites pour apaiser les peurs des pétromonarchies, notamment quand il ressuscite l'idée et la rhétorique de l'exportation de la révolution [vers les communautés chiïtes, notamment en Irak et dans plusieurs pays du Golfe].*

*S'ajoutent à cela les risques de pollution radioactive et de catastrophe nucléaire que représente la centrale [en construction] de Bouchehr, qui non seulement se situe près des pays du Golfe et dans une zone d'activité tectonique, c'est-à-dire soumise à de fréquents tremblements de terre, mais qui est surtout de conception russe, ce qui ne peut que rappeler Tchernobyl. Et, compte tenu des accès d'humeur d'Ahmadinejad, on peut s'interroger sur la validité des engagements qu'un régime comme le sien peut offrir.*

*Tout cela se passe sur fond de tensions exacerbées entre sunnites et chiïtes, que l'Iran n'a fait qu'attiser. Avec tout cela, rien d'étonnant à ce que la solidarité arabe face à Israël risque de se briser définitivement. Certes, cet Etat pose assurément un problème aux Palestiniens et à quelques autres peuples du Proche-Orient. Et certains poussent la logique suicidaire jusqu'à souhaiter que les bombes atomiques voltigent au-dessus de leurs têtes [pour attaquer Israël], mais on dit désormais de plus en plus ouvertement que, dans les pays du Golfe, l'Etat hébreu fait bien moins peur que l'Iran.*

26/01/2006 - Ma solution : transplanter Israël du côté d'Ispahan - Rooz

**Le président Ahmadinejad propose que les Israéliens aillent s'installer en Allemagne ? Un journaliste iranien exilé répond par l'humour en alignant les avantages de la création d'un Etat juif... en Iran.**

*Dans la droite ligne des conseils du président iranien, qui a invité les juifs israéliens à aller s'installer en Allemagne et en Autriche, je propose, moi, vu le manque apparent de place en Europe, que ces juifs viennent s'installer en Iran et qu'un Etat israélien soit créé dans la province d'Ispahan. Et j'ai des arguments très convaincants pour appuyer cette proposition.*

*Personne, même en Palestine, ne se sent aussi concerné que les Iraniens par la question palestinienne. Preuve de ce formidable élan de solidarité, l'Etat iranien consacre annuellement au moins 30 % de son budget à aider la Palestine, le Liban, la Syrie et tous ceux qui combattent Israël. Si nous amenions tous les juifs d'Israël en Iran, les dépenses que nécessiterait leur installation en Iran seraient de toute façon bien inférieures à celles que nous engageons actuellement pour rayer Israël de la carte. Nous pourrions ainsi donner aux juifs d'Israël une partie de la province d'Ispahan – où vivaient d'ailleurs des juifs par le passé et où un certain nombre vivent encore aujourd'hui – afin qu'ils puissent y vivre à l'aise.*

*Le président d'Israël est d'origine iranienne*

*Nous dépensons des milliards de dollars en armement dans le but d'atomiser Israël. C'est à cause d'Israël que nous nous sommes aussi brouillés avec les Etats-Unis. Si les juifs israéliens venaient s'installer en Iran, les problèmes de notre politique étrangère seraient résolus. Les Palestiniens et tous les musulmans du monde seraient contents parce que nous leur aurions rendu la Palestine. Nos relations avec l'Europe et l'Amérique s'en ressentiraient également de façon très positive. En outre, nous n'aurions plus peur des Israéliens, puisqu'ils seraient désormais nos concitoyens.*

*Israël compte actuellement 6 200 000 habitants, soit le tiers de la population de Téhéran. L'ajout de cette population à celle de l'Iran ne causerait donc pas de grand bouleversement dans notre pays – surtout lorsqu'on sait que notre ministère de l'Intérieur a délivré 90 millions de cartes d'électeur, alors que notre pays compte officiellement 73 millions d'habitants. Dans la mesure où les voix de 30 millions d'électeurs ne pourront pas*

*être comptabilisées, quel bouleversement pourrait donc bien provoquer cet apport de 6 millions de citoyens supplémentaires ?*

*Les Iraniens d'Israël constituent une importante communauté. Si les juifs israéliens venaient s'installer en Iran, ces Iraniens juifs pourraient jouer un rôle d'intermédiaire entre les Iraniens et tous les juifs israéliens. Le président de l'Etat d'Israël est d'ailleurs d'origine iranienne. Moshe Katsav pourrait ainsi garder en Iran son titre de président israélien. Outre le règlement du problème israélo-palestinien, l'installation d'Israël sur le territoire iranien entraînerait également la possibilité pour les juifs iraniens résidant en Europe et aux Etats-Unis de revenir en Iran.*

*La présence juive en Iran est plus ancienne qu'à Jérusalem*

*L'installation d'Israël sur le territoire iranien serait également profitable tant aux religieux radicaux du régime iranien, si soucieux d'appliquer la morale islamique, qu'aux religieux extrémistes israéliens. Les seuls qui soient aussi obsédés que les Iraniens par les questions de moralité – comment cacher les cheveux des femmes ou lutter contre le stupre – sont en effet les religieux extrémistes israéliens. Lorsqu'ils arriveront en Iran, ces derniers ne devraient donc pas être gênés par l'obligation de porter le voile, ni par l'interdiction de consommer de l'alcool, ni par toute autre forme de contrôle moral. On pourrait même peut-être alors assister à un rapprochement entre extrémistes iraniens et israéliens, qui finiraient par former un seul et même bloc.*

*La présence juive en Iran est encore plus ancienne que leur présence à Jérusalem. La venue des Israéliens juifs en Iran ne pose donc aucun problème du point de vue historique. Evidemment, l'un des problèmes principaux des juifs en Israël, c'est l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa [l'esplanade du mont du Temple, pour les Israéliens]. Mais qu'ils se rassurent ! Il y a en Iran – solidarité propalestinienne oblige – des reproductions de la mosquée Al-Aqsa dans chaque ville du pays. On pourra donc facilement leur en refiler une quand ils seront chez nous.*

*Le principal problème des Israéliens, c'est l'exiguïté de leur territoire, ce qui est sans doute le seul problème que les Iraniens n'ont pas. Une bonne partie du territoire iranien est d'ailleurs inhabitée. Dans ces conditions, si l'on additionne le montant du budget qu'Israël alloue annuellement à la lutte contre l'Iran à celui que consacre chaque année l'Iran à combattre Israël, on obtiendra assez d'argent pour développer un territoire situé*

*entre Ispahan et Yazd, où les 6 millions de juifs israéliens pourront s'installer sans problème.*

*Et si, malgré tout cela, des problèmes subsistaient entre Iraniens et Israéliens, plus besoin d'armes de destruction massive, de bombes atomiques ou de missiles alors pour se faire la guerre : des tanks et des canons suffiraient largement...*

*L'installation d'Israël sur le territoire iranien serait également profitable tant aux religieux radicaux du régime iranien, si soucieux d'appliquer la morale islamique, qu'aux religieux extrémistes israéliens. **Les seuls qui soient aussi obsédés que les Iraniens par les questions de moralité – comment cacher les cheveux des femmes ou lutter contre le stupre – sont en effet les religieux extrémistes israéliens.** Lorsqu'ils arriveront en Iran, ces derniers ne devraient donc pas être gênés par l'obligation de porter le voile, ni par l'interdiction de consommer de l'alcool, ni par toute autre forme de contrôle moral. On pourrait même peut-être alors assister à un rapprochement entre extrémistes iraniens et israéliens, qui finiraient par former un seul et même bloc.*

***La présence juive en Iran est encore plus ancienne que leur présence à Jérusalem. La venue des Israéliens juifs en Iran ne pose donc aucun problème du point de vue historique.** Evidemment, l'un des problèmes principaux des juifs en Israël, c'est l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa [l'esplanade du mont du Temple, pour les Israéliens]. Mais qu'ils se rassurent ! Il y a en Iran – solidarité propalestinienne oblige – des reproductions de la mosquée Al-Aqsa dans chaque ville du pays. On pourra donc facilement leur en refiler une quand ils seront chez nous.*

*Le principal problème des Israéliens, c'est l'exiguïté de leur territoire, ce qui est sans doute le seul problème que les Iraniens n'ont pas. Une bonne partie du territoire iranien est d'ailleurs inhabitée. **Dans ces conditions, si l'on additionne le montant du budget qu'Israël alloue annuellement à la lutte contre l'Iran à celui que consacre chaque année l'Iran à combattre Israël, on obtiendra assez d'argent pour développer un territoire situé entre Ispahan et Yazd, où les 6 millions de juifs israéliens pourront s'installer sans problème.***

*Et si, malgré tout cela, des problèmes subsistaient entre Iraniens et Israéliens, plus besoin d'armes de destruction massive, de bombes atomiques ou de missiles alors pour se faire la guerre : des tanks et des canons suffiraient largement...*

01/06/2006 - Les Iraniens n'ont pas la mémoire courte - *Al-Hayat*

**Si l'opinion appuie le régime dans son bras de fer avec les Etats-Unis, c'est que l'Occident a toujours été perçu en Iran comme un ennemi comploteur.**

*Mais, dans l'affaire de l'enrichissement de l'uranium, il juge la position de son pays juste et équitable. Des arguments, cohérents en apparence, ne manquent pas pour étayer son raisonnement, au premier chef celui selon lequel l'Amérique refuse à l'Iran ce qu'elle autorise à Israël, à l'Inde ou au Pakistan. Convaincus que les Iraniens ne rêvent que d'un salut imposé par l'Amérique, les Américains ne se sont même pas donné la peine d'expliquer à l'Iran leur point de vue. L'auraient-ils fait, encore aurait-il fallu que les Iraniens fussent disposés à l'entendre ! On en est loin, non seulement à cause de l'image désastreuse que se fait de l'Amérique le monde islamique en général, mais aussi en raison de l'état d'esprit dominant en Iran et de la place qu'occupe l'Occident, et particulièrement l'Amérique, dans la conscience collective du pays.*

***La formule disant que « le meilleur moyen de plonger un Iranien dans l'embarras est de lui dire la vérité », pour ironique qu'elle soit, n'est pas entièrement fausse, en ceci qu'elle souligne le sentiment d'être victime d'un complot dont souffre l'Iranien. Cette croyance est solidement ancrée dans nombre de courants culturels et, de façon générale, dans l'inconscient collectif iranien. Elle se nourrit d'une longue histoire, celle des relations avec les voisins du Nord. De la lecture que font les Iraniens de leur histoire, il ressort qu'ils ont toujours été les victimes de complots et d'intrigues tramés par l'Occident. Le fait d'être les seuls chiïtes dans un univers de sunnites, cernés à l'ouest par les Arabes et à l'est par les Pakistanais et les Afghans, les conforte dans cette opinion.***

*Deux traités signés avec la Russie ont marqué l'entrée de l'Iran dans le XIXe siècle. Il s'agit des traités de Golestan, en 1813, et de Turkmentchai, en 1828. Il en découla la perte des possessions iraniennes du Caucase et l'annexion par l'Afghanistan de Herat, jadis possession de l'ancien Empire perse. Après plusieurs offensives infructueuses pour récupérer Herat, les Iraniens durent céder devant les Afghans soutenus par les Britanniques, et reconnaître en 1857 les nouvelles frontières de l'Etat afghan. La Russie et la Grande-Bretagne exacerbèrent ainsi chez les Iraniens cette image de victimes que la découverte du pétrole, au début du XXe siècle, ne ferait que renforcer.*



*La rivalité russo-britannique a conduit, en 1907 et 1908, à la division de l'Iran en deux zones stratégiques. Cela n'a rien d'exceptionnel dans l'histoire de l'impérialisme. Cependant, l'Iran, à l'instar de quelques rares autres pays comme l'Éthiopie, le Yémen du Nord ou l'Afghanistan, n'avait pas été colonisé. Ce qui explique sa réaction violente à la partition et l'amertume causée par la perte de son indépendance. Britanniques et Russes ne manqueront pas, au début de la Première Guerre mondiale, de revenir à la charge en dépit de la neutralité adoptée par l'Iran.*

*L'étiquette d'« occidentalisée » servit pour éliminer les libéraux*

*Lors de la Seconde Guerre mondiale, peu de temps après l'invasion par l'Allemagne nazie de l'Union soviétique, en 1941, la Grande-Bretagne et la Russie entreprirent à nouveau de partager l'Iran en deux sphères d'influence. Reza Shah, accusé de germanophilie, fut destitué en faveur de son fils, le jeune Mohammad Reza.*

*Ce ne sera pas la dernière fois que les grandes puissances impliqueront l'Iran dans leurs conflits. La conférence de Téhéran, en 1943, reconnut l'indépendance de l'Iran, mais comme celui-ci refusait à Moscou des concessions pétrolières, les Soviétiques répliquèrent en créant, à la fin de la guerre, deux "républiques populaires", l'une dans l'Azerbaïdjan iranien et l'autre à Mahabad la kurde. Ce n'est qu'en 1946, après avoir obtenu des promesses au sujet des concessions qu'ils convoitaient, que les Russes, protecteurs des deux républiques, consentirent à se retirer. Ces mésaventures avec les Européens eurent pour effet de déclencher, chez les Iraniens, un élan de sympathie envers les lointains États-Unis et la politique américaine. Mais, après la Seconde Guerre mondiale, Washington cessa d'être perçu comme lointain. En 1954, l'implication de la CIA dans le coup d'État du général Zahadi, qui renversa Mossadegh [Premier ministre de l'époque], les Iraniens rejetèrent l'Amérique dans le camp des ennemis comploteurs. Pour des raisons liées à l'époque – celle de la décolonisation –, leur haine des Américains fut encore plus violente que celle éprouvée à l'égard des Européens.*

*Le soulèvement de l'ayatollah Khomeyni, en 1963, puis la victoire de la révolution islamique de 1979, que suivit la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran – acte sans précédent dans les annales diplomatiques –, ont constitué une nouvelle escalade dans la réaction iranienne vis-à-vis des Américains. Plus tard, les étiquettes d'« occidentalisé » ou de « sympathisant de l'Occident » servirent à Khomeyni d'armes pour combattre puis éliminer les libéraux de la révolution islamique qui avaient vécu en*

*Europe ou aux Etats-Unis. Dans les années 1980, avec la guerre Iran-Irak, les choses allaient encore empirer. L'engagement de Washington au côté de l'Irak suscita chez les Iraniens la même colère que celle ressentie par les Américains lors de la prise d'otages dans leur ambassade.*

*L'ouverture du processus de paix [sous parrainage américain] entre les Arabes et Israël, à Madrid et Oslo, en 1991 et 1993, accentua chez les Iraniens le sentiment d'isolement. Les tentatives de détente entreprises par le président Mohammad Khatami – qu'il s'agisse de l'instauration de bonnes relations avec des régimes amis des Américains, de la levée de la sentence de mort prononcée à l'encontre de Salman Rushdie ou encore de la collaboration avec Washington dans la guerre d'Afghanistan – ne parvinrent pas à refermer la plaie. Aussi le fameux discours de George Bush, début 2002, dans lequel celui-ci classait l'Iran dans les trois pays composant l'“axe du mal”, fut-il interprété comme un appel au renversement du régime et un retour aux épisodes les plus noirs des relations du pays avec les grandes puissances. Dans ce contexte de ressentiment, l'occupation de l'Irak a pris l'allure d'un jalon sur un chemin pavé de mauvaises intentions.*

*Faute de charisme, de savoir-faire ou de modération, la personnalité du président actuel Mahmoud Ahmadinejad semble incarner à la perfection ce délire de persécution, cette obsession permanente chez les Iraniens d'être des victimes. A croire que ce seul critère ait guidé les Iraniens dans leur choix électoral ! Au regard de tout cela, la requête adressée par Condoleezza Rice au Congrès américain lui demandant d'affecter 75 millions de dollars au soutien à la démocratie en Iran, et les 19 millions retenus par le Congrès paraissent dérisoires !*

#### *Les Iraniens exècrent désormais les Modjahedin Khalq*

*Quant à miser sur Reza Pahlavi, en comptant sur la nostalgie du règne de son père que pourraient éprouver certaines personnes aisées et plus toutes jeunes, ce serait ignorer que son nom n'éveille aucun écho chez la majorité des Iraniens, nés après la révolution : le pays a battu des records en termes démographiques. D'autant que le fils de l'ancien Shah n'a plus mis les pieds dans son pays depuis la destitution de son père, en 1979 ! Plus étrange encore serait l'idée de tabler sur le mouvement d'opposition des Modjahedin Khalq [basés en Irak]. Des pressions exercées sur l'administration américaine cherchent à les faire sortir de la liste des organisations terroristes, alors que leur chef, Mariam Rajavi, continue de revendiquer la violence comme moyen d'action incontournable.*

*L'importance militaire des modjahedin a considérablement baissé depuis qu'ils ont été mis au pas, à la fin de la guerre avec l'Irak. Les combattants restant, 3 500 environ, ont été désarmés par l'armée américaine et parqués dans un camp à la frontière irano-irakienne. Parce qu'ils ont rejoint le camp de Saddam Hussein et parce qu'ils auraient livré d'importantes informations sur le programme nucléaire de Téhéran, les modjahedin représentent désormais tout ce que les Iraniens exècrent dans leurs rapports avec les étrangers.*

*Le mouvement actuel de protestation iranien regroupant des intellectuels, des étudiants et quelques-uns des porte-parole de la classe moyenne a connu à son tour la prison et l'exil, auxquels se sont ajoutées diverses intimidations depuis que le président Bush l'a gratifié de son appui, fournissant ainsi au régime le prétexte idéal pour exercer sa répression. Quant aux mouvements des minorités – Azéris, Kurdes, Arabes ou autres –, leur force supposée est contrebalancée par leur marginalité géographique. Reste la possibilité de sanctions économiques. En raison de l'imbrication du pétrole iranien avec les finances de pays influents comme la Russie, la Chine, l'Inde ou le Japon, de telles sanctions pourraient avoir des effets mitigés. Pour résumer, on peut dire que l'état d'esprit dominant à Washington est nettement trop simple, comparé à la complexité du cas iranien.*

### **02/12/2010 - Complot mondial contre Téhéran - Kayhan**

**Les documents diffusés par WikiLeaks n'ont rien d'exceptionnel. Il ne faut surtout pas croire que ce sont des « révélations » qui ont été faites contre le bon vouloir de Washington. Il est évident que les dirigeants de Washington et de la CIA ont programmé cette diffusion. Ce que l'on nous présente comme des “documents” n'est qu'une nouvelle manière de proférer des accusations infondées contre les opposants à la politique de Washington, comme Téhéran. Le but est de présenter l'Iran comme une menace aux yeux des opinions publiques occidentales. Franchement, si les Etats-Unis avaient une preuve quelconque que l'Iran ait acheté des missiles à la Corée du Nord, ils auraient communiqué ces informations au Conseil de sécurité de l'ONU pour convaincre les quinze pays de voter unanimement les sanctions contre le programme nucléaire iranien. Mais ils n'avaient pas de preuves et ils ont mis plusieurs mois pour réunir une majorité [le 9 juin 2010], et ce avec beaucoup de difficultés. Les manœuvres du site WikiLeaks peuvent être considérées comme de la « propagande douce ». Ce site a commencé en envoyant une petite flèche dans le dos de Washington afin de s'attirer la**

*sympathie mondiale, puis s'est attaqué avec l'artillerie lourde aux opposants des Etats-Unis. Il est important de noter que, sans la complicité des médias occidentaux, jamais WikiLeaks n'aurait pu attirer l'attention des opinions publiques du monde entier et encore moins être pris au sérieux. Pourquoi ces informations ont-elles aussi été imprimées dans The New York Times, Le Monde, The Guardian, El País et Der Spiegel si le but n'était pas de convaincre les opinions publiques du "danger" iranien ?*

07/09/2006 - Inquiétude - BBC Persian

**Contrairement à la propagande officielle, les Iraniens craignent les sanctions des pays occidentaux**

*Alors que la question du nucléaire iranien entre dans son étape décisive, des signes d'inquiétude apparaissent chez de nombreux citoyens ordinaires d'Iran. Le gouvernement et certains milieux sont convaincus que ce programme nucléaire est un "symbole de fierté nationale". Mais les observateurs contestent cette interprétation, qui est une fabrication née du monopole que le gouvernement exerce sur la diffusion des informations et des entraves qu'il impose à tout débat public libre. Indépendamment de ce que les Iraniens pensent de ce projet, une grande partie d'entre eux s'inquiètent des sanctions économiques et de la possibilité d'une offensive militaire étrangère. La plupart des gens ont cru que l'esprit pragmatique du régime allait le pousser vers un compromis historique. Mais les prises de position vagues et contradictoires de la République islamique sur un arrêt possible de l'enrichissement de l'uranium ne visaient pas seulement à diviser les grandes puissances, elles ont également accru la détresse de la société.*

18/03/2010 - Non au diktat américain - Ye Hailin\* Dongfang Zaobao, *Oriental Morning Post*

**Même si la Russie rejoint les Etats-Unis dans leur volonté d'infliger de sévères sanctions à l'Iran, cela ne veut pas dire que la Chine doit leur emboîter le pas de peur d'être isolée. Les décisions chinoises ne se prennent pas – et ne doivent pas se prendre – ailleurs qu'à Pékin ! Renforcer les sanctions infligées à l'Iran et même les maintenir à leur état actuel est discutable d'un point de vue moral. Le ronron des centrifugeuses en fonctionnement à Natanz constitue-t-il un acte de prolifération nucléaire contraire à la sécurité de la région, ou est-il le symbole du droit au nucléaire pour protéger son indépendance et son autonomie ? Les positions de Tel-Aviv et de**

***Damas d'une part, de Riyad et de Téhéran d'autre part sont bien différentes sur ce point, sans parler de celles de Washington et de Moscou.***

*Pourquoi la détention de l'arme nucléaire par Israël (à titre non officiel) et par l'Inde (à titre officiel) n'est-elle pas considérée comme mauvaise, alors que l'Iran est stigmatisé simplement parce qu'il possède une force nucléaire civile (pour l'instant du moins, et rien ne prouve que ce ne sera pas aussi le cas à l'avenir) ? En prenant beaucoup de recul, demandons-nous pourquoi l'Iran ne pourrait-il pas posséder l'arme nucléaire ? En définitive, est-ce la monopolisation du nucléaire ou la prolifération du nucléaire qui garantit qu'une guerre froide restera "froide" et n'évoluera pas vers un conflit nucléaire ? Où est la limite entre une "bonne" prolifération nucléaire et une "mauvaise" prolifération ? L'arme nucléaire est-elle plus sympathique lorsqu'elle est détenue par des pays hindouistes et juifs que lorsqu'elle est entre les mains de pays musulmans ? Difficile à dire !*

*Par-delà les considérations éthiques aux limites floues, intéressons-nous à une autre question peu débattue par les Américains : le renforcement des sanctions infligées à l'Iran peut-il amener Téhéran à renoncer à ses projets nucléaires ? La logique de fond des sanctions est la suivante : conduire le pays visé à abandonner la poursuite de certains objectifs en lui imposant une situation qui lui cause davantage de préjudices que les bénéfices qu'il pourrait escompter s'il atteignait ses objectifs. Quels sont les bénéfices escomptés dans le cas du programme nucléaire iranien ? La sécurité et la dignité du pays. Alors que les Iraniens vivent depuis des milliers d'années entourés de forces hostiles, la possession de l'arme nucléaire améliorerait de façon notable la sécurité du territoire iranien de la Méditerranée à la mer d'Oman, de la Caspienne à la mer Rouge, et permettrait à la religion chiite de devenir un phare de l'islam mondial. Selon leur étendue, les dispositions prises contre l'Iran peuvent simplement avoir pour effet d'empêcher les Iraniennes d'acheter du parfum ou au pays de vendre son pétrole. Or qui aurait l'audace d'évoquer un embargo sur les exportations de pétrole iranien ? Les Iraniens attachent de l'importance à l'honneur de leur pays, alors que les étrangers veulent parler argent avec Téhéran. Cette affaire nous montre avec force que notre compréhension du problème repose sur des malentendus.*

*Certes, même si le renforcement des sanctions est contestable d'un point de vue moral et leur efficacité incertaine, la Chine n'agira pas nécessairement sans concertation avec les*

*autres et ne cherchera pas forcément à se mettre en avant, si elle peut en tirer une contrepartie sur le plan diplomatique. A propos de contrepartie, si la Chine acceptait de renforcer les sanctions infligées à l'Iran, elle perdrait une source d'approvisionnement en pétrole et serait accusée de courtiser les Etats-Unis par tous les pays antiaméricains. **Qu'obtiendrait donc la Chine en définitive ? Le titre provisoire d'enfant sage et responsable, et rien d'autre ! Le jeu en vaut-il la chandelle ?***

*\* Chercheur à l'Institut du Pacifique de l'Académie des sciences sociales de Chine*

**15/04/2010 - « Obama menace la paix mondiale » - Resaalat**

**Announced le 6 avril, la nouvelle stratégie nucléaire américaine a d'abord recueilli des commentaires favorables. Mais elle a suscité très vite de nombreuses critiques, car elle constitue une menace pour la paix mondiale. Le monde ne peut pas assister à cela sans rien dire. La menace d'une attaque nucléaire contre l'Iran en est la preuve [Téhéran affirme qu'Obama a implicitement menacé le pays lors de son discours du 6 avril]. Cela montre aussi que travailler avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ne suffit pas à assurer la sécurité d'un Etat. **Nous devons donc garder toutes les options en main, car rien ne garantit que nous soyons à l'abri d'un coup de folie pendant le mandat d'Obama.****

*Les Américains affirment que la possession d'une arme atomique n'est pas indispensable à la sécurité d'un pays, mais quand il s'agit d'eux-mêmes ou de leurs amis, ils ne tiennent pas le même discours et refusent d'abandonner leur arsenal. "Au XXI<sup>e</sup> siècle, siècle de respect des droits de l'homme, la menace d'une attaque nucléaire est très étrange et le monde ne peut l'ignorer", a rappelé, le 11 avril, le guide suprême iranien Ali Khamenei lors d'une réunion avec plusieurs gradés de l'armée. Le "phénomène Obama" est une fabrication politique pour restaurer le crédit des Etats-Unis. Lors de sa campagne présidentielle, Barack Obama avait préconisé une approche nouvelle sur l'Iran, Gaza, l'Irak, l'Afghanistan, mais nous voyons aujourd'hui quelle est la vraie nature de sa volonté de « changement ». Il n'a pas cessé de répéter son désir de pourparlers directs avec Téhéran. Mais, à présent, il est devenu frileux et nous menace même d'attaque nucléaire.*

*Obama n'est pas un pacifiste comme Mikhaïl Gorbatchev, qui a amorcé un changement en douceur. Il n'est pas non plus un va-t-en-guerre impérialiste comme pouvaient l'être des*

*présidents américains qui l'ont précédé – Woodrow Wilson, Harry Truman, Lyndon Johnson, Richard Nixon ou George W. Bush. Obama cache son jeu et tente de masquer toutes les défaillances de la politique étrangère américaine par de grands discours humanistes. Aujourd'hui dans le monde, de nombreux pays reconnaissent le droit de l'Iran au nucléaire civil, mais ils ne peuvent s'exprimer face aux Etats-Unis qui veulent nous empêcher de mener notre programme pacifique. **Cette intransigeance ne viendra pas à bout de la République islamique. Elle ne mènera qu'à l'humiliation des Etats-Unis.***

**29/04/2010 - Il faut s'habituer à l'idée d'un Iran nucléarisé – Greenway, *The Boston Globe***

**De plus en plus nombreux sont ceux qui, à Washington, se résignent à l'idée de voir Téhéran capable de fabriquer une bombe atomique. Et envisagent une politique intégrant un tel développement.**

*La seconde possibilité consiste donc à apprendre à vivre avec un Iran disposant de l'arme nucléaire. Certains signes laissent supposer que le gouvernement Obama a déjà imaginé une politique prenant en compte cette éventualité. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a par exemple laissé échapper, il y a quelque temps, que les Etats-Unis pourraient étendre leur bouclier nucléaire au-dessus de nos alliés du Moyen-Orient, comme nous l'avons déjà fait avec le Japon, afin de les dissuader de fabriquer leur propre bombe.*

*Les Iraniens ne sont pas suicidaires. Ils savent qu'Israël possède des centaines d'armes nucléaires. L'Iran peut être contenu, comme l'a été l'Union soviétique. Et l'Iran n'a rien à gagner à laisser des terroristes s'emparer de ses secrets nucléaires. Les Nord-Coréens ou les extrémistes pakistanais constituent un danger autrement plus réel à cet égard. En réalité, la meilleure chose que nous puissions faire est de chercher à convaincre l'Iran d'opter pour un statut de puissance nucléaire « virtuelle » : cela signifie que le pays disposerait de la capacité nucléaire, mais ne fabriquerait pas de bombe. Cette solution serait satisfaisante pour l'orgueil national – un paramètre dont l'importance est trop souvent sous-estimée – et la volonté iranienne de se doter d'un moyen de dissuasion face à de nouvelles menaces. Elle pourrait également vacciner la région contre une course à l'arme nucléaire.*

## **CHAPITRE 5 - POUR MARIANNE, AVEC LE NUCLEAIRE L'IRAN EST DEvenu UN ETAT VOYOU**

01/06/1998 - Christian Hoche

**A propos des essais nucléaires indiens : « En Asie centrale, l'Iran risque de redoubler d'efforts pour acquérir l'arme de dissuasion, encouragé par le mauvais exemple de la plus grande démocratie du monde. »**

06/10/1997 - Christian Hoche

« Tout en se méfiant, comme Washington, du régime des mollahs, qui cherche à se doter de l'arme nucléaire via la Chine et la Corée du Nord, l'Union européenne a toujours contesté le bien-fondé de l'attitude américaine, d'ailleurs contraire aux règles du commerce international. Car au langage de la force, qu'ils jugent en définitive peu efficace, les Européens ont préféré le « dialogue critique » avec Téhéran. »

27/03/2000 - Christian Hoche

« Pour Washington, outre les soupçons qui continuent de peser sur la capacité nucléaire de la République islamique, les efforts sur la voie démocratique sont encourageants, mais pas encore significatifs. »

24/04/2004

« Les pressions exercées, ces derniers mois, par la communauté internationale ont provoqué un retard d'un an dans le programme nucléaire militaire de l'Iran, affirment les renseignements occidentaux.

Selon leurs estimations, la République islamique pourra produire grâce à des centrifugeuses suffisamment de matériel fissile à partir d'uranium enrichi d'ici un an et demi à deux ans. Normalement, Téhéran aurait dû atteindre ce stade de production dans le courant de cette année. »



24/07/2004

« Selon les services de renseignement occidentaux, Israël serait prêt à lancer une attaque préventive contre les installations nucléaires iraniennes. L'opération serait menée par des F-15 américains à long rayon d'action. Elle interviendrait si les Russes décidaient de fournir, à nouveau, à l'Iran le matériel nécessaire à la production d'uranium enrichi. Pourvu que tout ceci ne soit que gesticulation de propagande! ».

04/12/2004

« Les responsables militaires américains et israéliens, qui prônaient ces derniers mois des frappes aériennes pour détruire les installations nucléaires en Iran, admettent qu'il s'agit d'une mission quasi impossible. La République islamique a, en effet, dispersé sur son vaste territoire plus de 350 sites nucléaires connus ou secrets ainsi qu'une série de leurres destinés à tromper d'éventuels assaillants. Selon ces responsables, seules des sanctions économiques internationales déstabilisant le régime des mollahs, de même que des «sabotages» ponctuels, permettraient de retarder ou geler le programme de production de la bombe atomique. Ce « dossier » est devenu la priorité des priorités des services secrets israéliens, qui consacrent 40 % de leur budget pour éviter que l'Iran ne possède l'arme fatale ».

21/05/2005

« L'American Israël Public Affairs Committee (AIPAC), le puissant lobby pro-israélien à Washington, a lancé une offensive auprès du Congrès afin d'obtenir le vote de sanctions économiques contre l'Iran, accusé de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Parmi les mesures de rétorsion préconisées figure l'interdiction à des filiales étrangères de firmes américaines de commercer avec Téhéran ».

03/11/2003

« En promettant de respecter ses engagements en matière de non-prolifération nucléaire, Téhéran cherche à gagner du temps. Selon les services de renseignement israéliens, les nouvelles dispositions de la république islamique permettent de retarder d'un an le moment où les Iraniens atteindront le «point de non-retour»et disposeront alors de l'arme fatale. «*Si la communauté internationale échoue dans ses tentatives*

*pour empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire, nous devons trouver d'autres moyens d'action», préviennent les responsables israélien ».*

10/11/2003

« La nouvelle génération de responsables des services de renseignements et de sécurité russe, mise en place ces derniers mois par Vladimir Poutine, est beaucoup moins favorable à la poursuite de la coopération nucléaire avec l'Iran. Elle craint de voir la république islamique disposer rapidement de l'arme fatale et de missiles susceptibles de menacer le Caucase, selon les estimations des experts occidentaux ».

07/08/2004 - Safa Haeri

« Rien n'y fait. Ni les menaces, ni les mises en garde, ni les sommations : la République islamique d'Iran ne renoncera pas à son programme nucléaire et esquive ses obligations internationales.

Mais, en même temps, les mollahs prennent des risques. Sur le site de Natanz, à 250 km au sud de Téhéran, le régime iranien persiste à peaufiner la fabrication de pièces de centrifugeuses utilisées pour l'enrichissement de l'uranium à des fins militaires.

Les récentes photos satellite du site montrent que, dans l'art de la dissimulation, l'Iran est redoutable. Les installations les plus importantes ont été rasées tandis que, pour effacer toute empreinte nucléaire, le sol a été labouré (voir photo).

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran disposerait au maximum de 160 centrifugeuses, alors qu'il en faut 2 500 pour construire une première bombe. »

25/09/2004

« Attaquer l'Iran ne servira à rien et amplifiera la crise actuelle sur le programme nucléaire de Téhéran. Ce jugement frappé au coin du bon sens émane de la CIA et des renseignements militaires américains.

C'est ce que révèle le magazine *Newsweek* : les services ont pratiqué des attaques simulées et ont conclu à leur inefficacité. On s'en doutait ! Pourtant, autour de Bush, quelques faucons persistent à en rêver. Kerry, au secours ! »

07/08/2004 - Safa Haeri

« De leur côté les durs du clergé chiite semblent décidés à faire grimper les enchères et à défier l'Europe. Puisqu'il semble acquis que le «Grand Satan», en cette période électorale, a d'autres chats à fouetter... ».

16/10/2004 - Thomas Vallières

« Il y a deux ans, l'idée dominait que les Etats-Unis, après l'Irak, n'auraient aucun mal à imposer leur ordre armé à la Syrie, à l'Iran, à la Corée du Nord. Or, après la catastrophe irakienne, ce qui apparaît, tout au contraire, c'est que l'Amérique ne prendra pas de sitôt le risque d'envahir un pays souverain. D'où les défis que n'hésitent plus à lui lancer la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie. »

16/10/2004 - Eric Dior

« *«Un pouvoir qui, de toute évidence, ne peut pas être utilisé n'est pas un véritable pouvoir»*, rappellent deux chercheurs de la fondation *Carnegie Endowment For International Peace*. L'Iran et la Corée du Nord n'ont pas été longs à tirer les leçons de cette paralysie et les deux «Etats voyous», n'hésitent plus à multiplier, en toute impunité, les bras d'honneur à l'encontre de l'hyperpuissance. »

23/10/2004 - Thomas Vallières

« Il est beaucoup plus probable que, compte tenu du traumatisme généré par la catastrophe irakienne, les Etats-Unis n'envahiront et n'occuperont plus un pays tiers de sitôt. La Corée du Nord, la Syrie ou l'Iran l'ont bien compris qui, après avoir tremblé, n'hésitent plus à défier Washington. »

12/03/2005

« L'Iran use de la menace d'une crise pétrolière si les Occidentaux s'obstinent à s'opposer au développement de son industrie nucléaire. *«Agir de la sorte, c'est jouer avec le feu»*, avertit Hassan Rohani. Le ministre en charge du nucléaire voit poindre, si l'Ouest s'entête, une crise énergétique doublée d'une débâcle économique mondiale. *« Les premiers à en pâtir seraient, prévient-il, l'Europe et l'Amérique. « Leurs gouvernements ont eu un avant-goût des éventuelles retombées du bras de fer avec Téhéran. La rumeur d'une attaque éclair contre la centrale de Bouchehr a suffi à*

provoquer la hausse du prix du baril et à faire baisser les cours des Bourses européennes. »

06/08/2005 - François D'Arras

« Embourbés comme ils le sont en Irak, les Américains sont incapables d'ouvrir un second front. Les Iraniens le savent et en profitent effrontément. Les Coréens du Nord aussi, d'ailleurs. Moralité : pour avoir agressé l'Irak, pays sans armes de destruction massive, les Etats-Unis sont contraints de laisser l'Iran se doter d'un arsenal de la même espèce. »

10/10/2005 - Thomas Vallières

« Il y a le gendarme du monde tellement affaibli par ses fiascos que l'Iran des mollahs lui rit au nez. »

10/09/2005 - Thomas Schnebel

« Début septembre, l'Iran devra décider s'il revient à la table des négociations ou s'il défie les Occidentaux. »

10/09/2005 - Simon Servanty

« Les Iraniens veulent imiter la Corée du Nord et gagner le sursis nécessaire à sa fabrication en misant sur la division entre Européens et Américains. La seule certitude est qu'après le triomphe électoral des « durs » à Téhéran le nouveau gouvernement iranien ne reculera pas. Ce dernier peut, de plus, tabler sur l'appui de la Chine au Conseil de sécurité et interrompre ses fournitures de pétrole pour provoquer un krach économique en Occident. On peut s'attendre à une sorte de « crise des missiles », similaire à la partie de bras de fer américano-soviétique à propos de Cuba en 1962. A ceci près que, contrairement à la crise cubaine, cette guerre des nerfs pourrait s'étendre sur de longs mois... »

16/01/2006 - Raphael Mergui

« Mises en garde, intimidations, menaces n'y ont rien fait. La république islamique d'Iran vient de reprendre ses activités nucléaires ultrasensibles en dépit d'un risque grandissant de saisine du Conseil de sécurité de l'ONU. En préférant la confrontation

à la diplomatie, Téhéran s'approche donc de la ligne rouge fixée par les Etats-Unis et l'Europe. »

18/02/2006 - Thomas Vallières

« L'Iran levant l'étendard de la résistance, soutenu par le Hezbollah au Liban, le Hamas en Palestine et la tendance Moqtada al-Sadr en Irak. Dès lors, tout change. La volonté iranienne de se doter de la bombe est crédibilisée par le président iranien lui-même et est aggravée par une capacité à provoquer un incendie généralisé en soufflant sur les braises dans toute la région. »

17/02/2007 - Jean-Yves Camus

« L'Iran est d'ailleurs devenu un refuge pour des négationnistes européens en délicatesse avec la justice : le Suisse Jürgen Graf, auteur de *l'Holocauste au scanner*, y a séjourné en 2000-2001, avant de partir s'installer en Russie. L'Allemand Gert Ittner, membre du groupe néonazi Freien Nationalisten, condamné en avril 2005, y aurait vécu récemment. L'un des points de contact entre l'Etat iranien et les négationnistes est la radio officielle Islande Republic of Iran Broadcasting (Irib), qui, dans ses programmes en allemand, a interviewé l'antisémite suisse Ahmed Huber et le néonazi autrichien Gerd Honsik. »

10/11/2003 - MG

« Le 21 octobre, la visite à Téhéran des chefs de la diplomatie française, allemande et britannique débloque la crise qui oppose l'Iran à l'Occident sur la question du nucléaire. Le régime s'engage à montrer «une transparence totale» vis-à-vis de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La position française a triomphé. Car, contrairement à Washington, Paris refuse d'humilier Téhéran en barrant la route à son programme nucléaire civil. La France joue le dialogue à fond pour obtenir l'essentiel : l'arrêt du programme militaire. »

29/01/2005

« Bush a décidé d'engager la guerre contre la tyrannie. Ça commence bien : le plan américain pour l'Iran consisterait à renverser le régime de Téhéran pour placer au pouvoir le fils du shah, un des tyrans les plus caricaturaux de l'après-guerre. »

31/07/2005 - Jack Dion

« Soixante ans après Hiroshima, alors que l'épée de Damoclès atomique est toujours suspendue au-dessus de nos têtes, l'administration Bush multiplie les pressions sur le Congrès pour financer de nouvelles études et lancer des recherches sur de mini bombes H. Comment, dans ces conditions, convaincre la Corée du Nord et l'Iran d'abandonner leur programme nucléaire ? Il est délicat de faire la morale à certains pays, tout en persévérant sur la mauvaise voie qu'on leur interdit d'emprunter, avec les meilleures raisons du monde. »

06/08/2005 - François Darras

« Les Etats-Unis ont décrédibilisé, avec la fable des armes de destruction massive en Irak, toute affirmation selon laquelle l'Iran représenterait une menace atomique. Plus personne ne les croit, même lorsqu'ils disent vrai. »

27/08/2005

« La plupart des informations dont la CIA fait état pour mobiliser l'opinion contre l'Iran viennent... de groupes iraniens d'opposition, en particulier des Moudjahidin du peuple, plus fanatiques que les mollahs. Or, la CIA a dû reconnaître que les informations fausses qu'elle avait diffusées concernant la présence en Irak d'armes de destruction massive provenaient, précisément, de responsables de l'opposition irakienne tel Ahmed Chalabi. Comme quoi, on ne tire jamais la leçon de rien. »

03/09/2005 - « le Faux scoop nucléaire » - Martine Gozlan

« L'Iran ne fabrique pas la bombe même si l'été se passa à tenter de nous en convaincre. Le dernier rapport de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) contredit les accusations américaines. Pour les experts, les traces d'uranium enrichi, à usage potentiellement militaire, découvertes il y a deux ans, proviennent de matériaux importés. Cette version a toujours été celle de Téhéran. Or, depuis plusieurs semaines, ce dossier vide se gonfle démesurément de tous les types de rumeurs colportées par des « experts » qui, eux, n'ont rien à voir avec l'AIEA mais, pour certains, beaucoup avoir avec... le terrorisme. On assiste ainsi à un retour spectaculaire de l'innocente organisation des Moudjahidin du peuple, qui se refait une santé médiatique en clamant que l'Iran disposera de deux bombes en 2008. Ce qui ne

manque pas de sel quand on sait que ces Moudjahidin aux si précieuses infos sont classés « *terroristes* » par Washington. Espèrent-ils un traitement plus clément en apportant leur étrange caution à la manipulation américaine, jugée sans fondement par l'AIEA? »

10/10/2005 - Martine Gozlan

« Si on réunissait tout ce que l'Iran compte de mollahs féroces et de turbans empanachés de fatwas, nul doute que, dans un accès de sincérité politique, ils réserveraient un accueil enthousiaste à l'ami Bush, leur soutien le plus efficace sous le ciel d'Allah. Qui, en effet, aurait pu prédire voici quelques années - qui nous semblent hélas des siècles - que les foules acquises aux réformateurs iraniens, conspuant le guide de la révolution, réclamant la liberté des jeunes et des femmes, clamant leur désir ardent de voir une république plus vraiment islamiste réintégrer le cercle apaisé des nations, qui aurait été assez fou pour croire que cette superbe insurrection du cœur et de la raison serait balayée par d'autres foules -les mêmes ! - tombées en pâmoison devant l'intégriste Ahmadinejad, nouveau phénix du khomeynisme ressuscité?

« Et si la Perse ne fabrique pas encore la bombe, comme le reconnaît le dernier rapport de l'AIEA, tout conspire à lui donner une furieuse envie de s'y mettre. Merci, Bush ! »

## CONCLUSION

Ainsi depuis 2002, le nucléaire iranien fait peur. Peur parce qu'il est le fait d'un pays aux mains d'intégristes religieux qui ont transformé l'Iran moderniste et kémaliste du Shah en Etat théocratique où les libertés fondamentales ne sont pas respectées. Mais surtout parce qu'il est en train de se doter de la bombe nucléaire.

Néanmoins, pour reprendre la terminologie utilisée par la Mollahcratie, les Etats-Unis, le « grand Satan », au prétexte que cet Etat voyou aura bientôt la bombe, sont en train de fabriquer une coalition anti-Téhéran. Ils sont par ailleurs, depuis pas mal de temps, prêts à déclencher soit une attaque massive soit des frappes ciblées dans le but de défendre Israël, ennemi n°1 de l'Iran des Ayatollahs.

L'opinion publique mondiale est consciente de l'enjeu tout comme celui des rivalités entre Téhéran, patrie du chiisme, et des Etats arabes de la Péninsule arabique empreints de wahabbisme et salafisme.

Nous avons essayé, après quelques généralités concernant l'énergie nucléaire dans la première partie de notre thèse, de montrer l'alliance profonde qui a existé entre Paris et Téhéran lorsqu'il s'agissait de doter le pays du Shah d'un réseau de centrales nucléaires civiles.

En contrepartie, ce dernier avait massivement investi dans les industries françaises de pointe. Il n'empêche que la solidarité entre les deux pays et l'aide de tous les instants apportée par la France ont fait croire aux Iraniens qu'en accédant à la puissance nucléaire ils deviendraient le nouveau phare du Moyen-Orient, à mi chemin entre le nucléaire israélien et celui du Pakistan (deuxième partie de notre travail).

Dans la troisième partie de la thèse, nous avons pu montrer combien l'opinion publique mondiale est consciente des enjeux que représente le nucléaire iranien. Aujourd'hui, la presse occidentale a beaucoup sensibilisé les élites internationales au danger nucléaire iranien. C'était d'autant plus facile que c'était là, reprendre la



version israélienne tout en faisant plaisir aux pays arabes sunnites, soucieux de se trouver un ennemi commun chiite, non arabe de surcroît.

D'aucuns pensent que certains gouvernements arabes sont prêts à demander à Israël de frapper l'Iran avant qu'il ne soit trop tard. De même, le soutien de Téhéran au régime de Bachar El Assad est en mauvaise posture. Il semblerait que les Etats-Unis pour en finir avec Damas aient décidé d'utiliser à nouveau le scénario des armes chimiques et de destruction massive. Plus encore, le soutien au Hezbollah au Liban pourrait être remis en cause si sous la pression de l'Arabie Saoudite et des Emirats, le Liban nouait de nouvelles alliances. Ainsi peu à peu le proche Orient et le Moyen Orient vont ressembler à un grand ensemble voulu par les Etats-Unis d'Amérique où le seul critère d'existence et de définition serait religieux. C'était le « Grand Moyen-Orient » voulu par le président Bush. Son successeur semble en voie de pouvoir réaliser son rêve.

---

## BIBLIOGRAPHIE

### *Sources documentaires*

#### I. ouvrages généraux

#### II. articles de presse (cf. articles cités dans le texte)

#### I. ouvrages généraux

Barzin (Nader) et Khosrokhavar (Farhad), *L'Iran nucléaire*, Ed. L'Harmattan, Octobre 2005.

Bonnet (Yves), préf. Perrault (Gilles), *Nucléaire iranien : Une hypocrisie internationale*, Ed. Michel Lafon, janvier 2008.

Delpech (Thérèse), *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Ed. Autrement, coll. CERI/Autrement, avril 2006.

Fontcouberte (André), *L'exception iranienne : De la Perse au nucléaire*, Ed. Koutoubia, novembre 2009.

Géré (François), *L'Iran et le nucléaire, Les tourments perses*, Ed. Lignes de Repère, mars 2006.

Géré (François), *Iran, l'état de crise*, Ed. Karthala, janvier 2010.

Grandperrier (Catherine), *Regards croisés sur un Iran nucléaire*, Ed. L'Harmattan, octobre 2012.

Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, les Arènes, 2001

Georges Le Guelte, *Histoire de la menace nucléaire*, Hachette, 1997, p. & Yves Girard

Henry Kissinger, *Les années orageuses*, volumes 1 et 2, Fayard, 1982

Mohammed Reza Pahlavi, *Réponse à l'Histoire*, Albin Michel, 1979

Mohammad Reza Pahlavi, & Chapour Haghighat, *Iran, la Révolution islamique*, Complexe, 1989

Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *L'Iran au XX siècle*, Fayard, 1998

Chapour Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe*, Complexe, 1992.

- Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir et la vie*, Compagnie douze, 1988 et 1991.
- Tariq Khaïtous, *Nucléaire iranien, ce que veut véritablement Téhéran*, Confluences, n° 60.
- Général Eric de la Maisonneuve, *La dissuasion du futur*, in *Le Trimestre du Monde*, 1<sup>er</sup> trim. 1996
- ENECLUC, *Les Centrales Nucléaires dans le Monde*, CEA, rapport 2005.
- Etats Dotés de l'Arme Nucléaire, notamment les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies.
- Philippe Boisseau, *L'Energie dans le dossier iranien*, Communication, Conférence internationale sur les relations transatlantiques, mai 2006.
- Roger Brunet, *Centrales Nucléaires et Uranium dans le Monde*, Mappemonde, N°60, 2000.
- Michel Chossudovsky, *Nuclear War against Iran*, Global Research, Canada, janvier 2006. Cf. *Bulletin of Atomic Scientists NRDC Nuclear Notebook*, November/December 2002, Vol. 58
- Baker, Steven, J., *Commercial Nuclear Power and Nuclear Proliferation*, *Peace Studies Occasional*, Paper no. 5, Cornell University, 1975.
- Spector, Leonard, S., *Nuclear Ambitions: The Spread of Nuclear Weapons*, 1989-1990, Westview Press, Boulder, 1990
- Dominique Lorentz, *Secret atomique, la bombe iranienne ou la véritable histoire des otages français au Liban*, Paris, Editions des Arennes, 2002,
- Albright David & Hibbs Mark, *Nuclear Proliferation: Spotlight Shifts to Iran*, *Bulletin of Nuclear Scientist*, mars 1992. Cf. Nadir Barzan
- Rapport du Directeur général de l'AIEA, *Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran*, Item 3(b) of the provisional agenda of the Board's meetings commencing on 20 November 2003
- Denis BAUCHARD, *L'Iran : une puissance énergétique (ré)émergente*, *Perspectives Moyen-Orient Maghreb*, IFRI, mai 2007
- Chris Quillen. *Iran's Nuclear Policy: Past, Present, and Possible Future*. *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 6, No. 2, June 2006.
- Bijan Mossavar-Rahmani. *Iran's Nuclear Power Program revisited*. *Energy Policy*, Sep. 1980
- John Kifner. *Iranian Program Debated at M.I.T.: Training of Atom Scientist Called Dangerous by Some and Blessing by Others*. *New York Times*, 27 avril 1975

Bijan Mossavar-Rahmani, *Energy Policy in Iran: Domestic Choices and International Implications*, New York, Pergamon Press,

Lewis A. Dunn, *Persian Gulf Nuclearization: Prospect and Implications*, in Hossein Amirsadegh eds, *The Security of the Persian Gulf*, Londres, Croom Helm, 1981

Wyn Q. Bowen and Joanna Kidd, *The Iranian Nuclear Challenge*, *International Affairs*, Vol. 80, no. 2, mars 2004.

Gawdat Bahgat, *Nuclear Proliferation in the Middle East: Iran and Israel*, *Contemporary Security Policy*, vol. 26, n° 1, avril 2005.

Pour une présentation détaillée de la crise du nucléaire iranien, voir : Jahangir Amuzegar, *Nuclear Iran : Perils and Prospects* », *Middle East Policy*, Vol.XIII, N°2, Summer 2006

Bertrand Goldschmidt et Myron B. Kratzer, *Peaceful Nuclear Relations: A Study of the Creation and the Erosion of Confidence*, *World Nuclear Energy, Toward a Bargain of Confidence*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1982

*Considering the option : US Policy toward Iran's Nuclear Program*, Washington Institute for Near-East Policy, N°305, octobre 2003. *National Defense of the United States*, Marcs 2005.

Organisation des Nations Unies. Conférence des parties chargées d'examiner le Traité

sur la Non Prolifération des Armes Nucléaires en 2005, Historique du Traité.

< <http://www.un.org/french/events/npt2005/background.html>

NIDJAR, Patrick, *La bombe iranienne : Israël face à la menace nucléaire*. Paris : Seuil, 2008, 268 p. *Collection H.C. Essais*.

BARZIN, Nader, *L'Iran nucléaire*. Paris : L'Harmattan, 2005, p.302

BONNET Yves, *Nucléaire iranien : une hypocrisie internationale*. Neuilly-sur-Seine : Ed. Michel Lafon, 2008,

GERE, François. *L'Iran et le nucléaire : les tourments perses*. Paris : Lignes de repères, 2006, 175

GERE François. *Iran, l'état de crise*. Paris : Lignes de repères, 2010, 250

AMUZEGAR, Jahangir, *Nuclear Iran: Perils and Prospects*. *Middle East Policy*, Eté 2006, n°2

CALAMITA, Jansen, *Sanctions, Countermeasures and the Iranian Nuclear Issue*. *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, Novembre 2009

- COURMONT Barthélémy, *Après l'Iran : vers une prolifération nucléaire au Moyen-Orient?* La Revue Internationale et Stratégique, *L'Iran, plaque sensible*, 2008, n°70
- ERRERA, Philippe, *La crise nucléaire iranienne*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, 2005
- ETEMAD, Akbar, *La Question du Nucléaire Iranien: les Défis et les Tensions. Les enjeux géostratégiques entre les Etats-Unis et l'Iran*, Mai 2009
- HAMEL, Tewfik, *Le programme nucléaire iranien, une équation aux multiples inconnues*, *Défense Nationale et Sécurité Collective*, Juillet 2007
- HIBBS, Mark, *Iran told AIEA: it Will Build UP Plant*. Nuclear Fuel, 16 décembre 1996
- HITCHENS, Theresa, *Everyone Will Want One*, *Bulletin of Atomic Scientists*, Janvier-Février 2003, Volume 59
- LABBE, Marie-Hélène, *Vingt ans de prolifération nucléaire*, *Politique Etrangère*, n°3, 1999
- MENASHRI, David, *Les programmes nucléaires iranien et israélien : obsession sans grand intérêt ou véritable préoccupation ?*. La revue Internationale et Stratégique, Eté 2008, n°70
- MOREAU DEFARGES, Philippe, *L'Iran et la bombe : un faux problème?* *Politique Internationale*, 2006, n°III
- RASTBEEN, Ali, *Droit et Légitimité du Nucléaire Iranien*. *Géostratégiques*, juillet 2006, n°13
- RASTBEEN, Ali, *L'Iran et les enjeux géostratégiques au XXIème siècle*, *Hérodote* 2009/2, n°133
- RAVENEL, Bernard, *Israël-Iran, quel danger nucléaire ?*. *Confluences Méditerranée*, Printemps 2008, n°65
- RICHARD Yann, *Le nucléaire iranien en perspective*. La Revue Internationale et Stratégique, *L'Iran, plaque sensible des Relations Internationales*, Eté 2008, n°70
- RUSSEL Richard L., *Arab security response to a nuclear-ready Iran*. U.S. Army War College Strategic Studies Institute, Janvier 2005
- SOKOLSKI Henry, CLAWSON Patrick, *Checking Iran's Nuclear Ambitions*. Strategic Studies Institute, 2004
- SOKOLSKI Henry, *Falling Behind: International Scrutiny of the Peaceful Atom*. U.S. Army War College Strategic Studies Institute, 2008

- SALAMATIAN, Ahmad, *L'Iran, centre de gravité de plusieurs conflits*. Confluences Méditerranée, n°65, Printemps 2008, n°65
- TABATABAEI, Seyed Mohammad, *La diplomatie nucléaire iranienne*. Confluences Méditerranée, Printemps 2008, n°65
- TOLOTTI, Sandrine, *La crise irano-américaine : pourquoi l'Iran veut la bombe*. Alternative internationale, n°22, p. 6-11
- ZARATE, Robert, *The NPT, IAEA Safeguards and peaceful nuclear energy : an "unalienable right", but precisely to what ?*. U.S. Army War College Strategic Studies Institute, Février 2008
- Barzan, Nader. 2006. *L'Iran nucléaire*. Paris : Editions l'Harmattan.
- Chubin, Shahram. 2006. *Iran's Nuclear Ambition*. Washington, D.C. : Carnegie Endowment for International Peace.
- Downs Strecker, Erica 2002. *China's Quest for Energy Security*. Santa Monica, California : Rand.
- Eiseinstadt, Michael. 1996. *Iranian Military Power: Capabilities and Intentions*. Washington : The Washington Institute for Near East Policy.
- Esposito, John L. et R.K. Ramazani. 2001. *Iran At The Crossroads*. New York: Palgrave.
- Garver, John. 2006. *China and Iran: Ancient Partners in A Post-Imperial World*. Seattle and London : University of Washington Press.
- Géré, François. 2006. *L'Iran et le nucléaire, les tourments perses*. Paris:Éditions Lignes de repères.
- Goodarzi, Jobin M. 2006. *Syria and Iran: Diplomatic Alliance and Power Politics In The Middle East*. New York : Tauris Academic Studies.
- Larsen, Jeffrey A. Ed. 2002. *Arms Control : Cooperative Security in A Changing Environment*. Boulder and London : Lynne Rienner Publishers
- Lavoy, Peter R., Scott D. Sagan et James J. Wirtz, dirs. 2003. *Planning The Unthinkable : How New Powers Will Use Nuclear, Biological and Chemical Weapons*. Ithaca : Cornell University Press.
- Legault, Albert et Michel Fortmann, 1993. *Prolifération et Non-prolifération Nucléaires: stratégies et contrôles*. Sainte-Foy, Québec : Centre québécois de relations internationales. Fondation pour les études de défense nationale.

Lennon, Alexander JT et Camille Eiss. 2004. *Reshaping Rogue States : Preemption, Regime Change and US Policy Towards Iran, Iraq and North Korea*. Cambridge, Massachussets : MIT Press.

Litwak, Robert S. 1999. *Rogue States and US Foreign Policy : Containment After The Cold War*. Baltimore, Maryland : John Hopkins University Press.

Reiss, Mitchell et Robert Litwak, Ed., 1994. *Nuclear Proliferation After The Cold War*. Washington : Woodrow Wilson Center Press.

## **II. articles de presse**

### **1.- cf. articles cités dans le texte**

### **2.- Articles de revues scientifiques**

Amuzegar, Jahangir. 2006. *Nuclear Iran : Perils and Prospects, Middle-East Policy* 12, 2 (été)

Aras, Bulent et Faith Ozbay. 2006. *Dances With The Wolves : Russia, Iran, And The Nuclear Issue. Middle-East Policy* 13, 4 (hiver).

Chubin, Shahram. 2009. *Iran's Power In Context, Survival* 51, 1 (février), 166.

Dassa Kaye, Dalia et Frederic M. Wherey. 2007. *A Nuclear Iran : The Reactions of Neighbors, Survival* 49, 1 (été).

Djalili, Mohamed-Reza. 2008. *La politique arabe de l'Iran : dans la Palestine et les conflits du Moyen-Orient. Revue A contrario*, 5, 2. Éditions Antipodes.

Delpech, Thérèse. 2005. *Trois européens à Téhéran, Politique Internationale* 106 (hiver).

Eisenstadt, Michael. 1999. *Living With a Nuclear Iran, Survival* 41, 3 (automne).

Freedman, Robert O. 2000. « Russian-Iranian Relations in the 1990's » *Middle East Review of International Affairs* 4,2 ( juin).

Jacobson, Michael. 2008. *Sanctions Against Iran: A Promising Struggle, The Washington Quarterly* 31, 3 (été).

Katz, Mark N. 2006. *Putin, Ahmadinejad and The Iranian Nuclear Crisis*, *Middle-East Policy* 13, 4 (hiver).

Shen, Dingli. 2008. *Can Sanctions Stop Proliferation?*, *The Washington Quarterly* (été).

Shen, Dingli. 2006. *Iran's Nuclear Ambitions Test China's Wisdom*, *The Washington Quarterly*, (printemps).

National Intelligence Council. 2007. *Iran Nuclear Intentional and Capabilities* (novembre). En ligne : « [http://www.dni.gov/press\\_releases/20071203\\_release.pdf](http://www.dni.gov/press_releases/20071203_release.pdf) »,

**- Dépêches de presse :**

Cooper, Helen et Steven Lee Meyers. 2006. *U.S. Puts Sanctions on 7 Foreign Companies Dealing With Iran*, (*Journal le New York Times* du 6 août).

Dépêche du journal Kommersant. 2008. *Russia Shields Iran from Sanctions*, (*Journal Kommersant* du 29 septembre).

Dépêche du journal Kommersant. 2007. *Iran Shields Its Nuclear Activities by Russian Missiles*, (*Journal Kommersant* du 27 décembre).

Dépêche du journal Le monde (AFP). 2009. *Nucléaire Iranien : Washington juge nécessaire de coopérer avec Pékin*, (*Journal Le Monde* du 14 octobre).

Dépêche du journal Le Monde (AFP). 2008. *Condoleeza Rice menace Téhéran de nouvelles sanctions*. (*Journal Le Monde* du 21 juillet).

Dépêche du journal Le Monde (AFP). 2007. *Les Six appuient de nouvelles sanctions contre l'Iran*, (*Journal Le Monde* du 2 novembre).

Dépêche du journal *Le Monde* (AFP). 2007. *Le Conseil de Sécurité de l'ONU inflige de nouvelles sanctions à l'Iran*, (*Journal Le Monde* du 24 mars).

Dépêche du New York Times. 2007. *Iran Agrees to UN Inspections of Disputed Reactor*, (*Journal The New York Times* du 13 juillet).

Dépêche de *RIA Novostie*, (Agence de presse russe). 2009. *Pas de livraison de systèmes S-300 à l'Iran*, (*article* du 28 octobre).

L.S. 2007. *Nouvelle impasse sur le nucléaire iranien*, (*Journal Le Figaro* du 30 novembre).



Mandeville, Laure. 2009. *Moscou n'exclut plus de sanctions contre l'Iran*, (*Journal Le Figaro du 25 septembre*).

Mével, Jean-Jacques. 2009. *L'Iran donne des gages à Obama*, (*Journal Le Figaro du 31 mars*).

Minoui, Delphine. 2007. « Téhéran n'a pas l'intention d'attaquer Israël » : Interview de Mojtaba Rahmandoust, Conseiller du Président Mahmoud Ahmadinejad. (*Journal Le Figaro du 15 octobre*).

Nougayrède, Natalie. 2007. « Nicolas Sarkozy : Un Iran doté de l'arme nucléaire est inacceptable ». (*Journal Le Monde du 27 août*).

Picard, Maurin. 2008. *L'ONU durcit les sanctions contre l'Iran*, (*Journal Le Figaro du 3 mars*).

Ravid, Brak. 2009. *Netanyahu to Putin: Stop Selling Missiles to Iran*, (*Journal Haaretz du 26 juin*).

## **ANNEXES**

---

## **Chronologie du programme nucléaire iranien**

**1957 - 2012**

### **1957**

- Mise en place du projet américain « Atome pour la Paix », en Iran lors de l'ouverture de l'exposition « Atomes pour la Paix » à Téhéran. Annonce du Shah de la signature d'un accord de coopération, proposé par les États-Unis, pour la recherche sur les utilisations pacifiques de la technologie nucléaire.

### **1959**

- Le Shah donne l'ordre de créer un centre de recherche nucléaire à l'université de Téhéran.

### **1961**

- La Révolution Blanche, programme de modernisation économique et sociale initié par le Shah est introduit.

### **1963**

- L'autorité électrique sera créée pour devenir, un an plus tard, le ministère des Eaux et de l'Électricité.

### **1969**

- Accord de licence franco-américain sur les centrales américaines Westinghouse qui constituaient les centrales Framatome françaises vendues à l'étranger.

### **1970**

- L'Iran ratifie le TNP qu'elle a signé au premier juillet 1968, le premier jour de son ouverture.

### **1973**

- Conférence de l'OPEP à Téhéran à l'initiative du Shah.
- Premier choc pétrolier et guerre du Kippour

## **1974**

- Mai, l'Iran signe le Traité de non-prolifération nucléaire.
- Novembre : Création d'Eurodif une coentreprise regroupant cinq pays : la France, la Belgique, l'Italie, l'Espagne et l'Iran.
- le Shah Mohammad Reza Pahlavi, prêta 1 milliard de dollars pour la construction de l'usine en contrepartie du droit d'acheter 10% de la production du site. Le remboursement de cette somme doit commencer l'année de la mise en service d'Eurodif, en 1981.
- Visite d'Henry Kissinger à Téhéran avant la signature de l'accord franco iranien d'Eurodif.
- Signature des Accords franco-iraniens lors du voyage de Jacques Chirac à Téhéran, portant sur la construction de deux centrales nucléaires, la construction d'un métro, d'une usine d'aciers spéciaux, d'un aéroport et d'hôpitaux. Les contrats s'élevèrent à 10 milliards de francs pour les deux centrales, et 35 milliards pour les autres projets.

## **1975**

- Des lettres d'intention de 7,8 milliards de DM pour la construction de deux centrales nucléaires de deux réacteurs à 1240 MW à Bouchehr, ont été signées avec Kraftwerk Union de la RFA.

## **1977**

- l'Iran versa encore 180 millions de dollars.

## **1978**

- Début des grèves générales qui interrompirent également les travaux des centrales d'Ahvaz.

## **1979**

- Janvier : Shahpur Bakhtiar, le dernier Premier ministre du Shah, annonça l'annulation unilatérale des deux centrales françaises, qui étaient en cours de

construction. Le coût exorbitant des centrales était l'élément justifiant cette décision.

- Mars : Siemens- Kraftwerk Union AG (KWU) fit revenir la plupart de ses 2 100 employés expatriés en Iran et mit au chômage 6 400 des 7 000 employés iraniens. L'entreprise utilisa l'instabilité du pays à cette époque comme prétexte pour arrêter ses travaux. Elle n'a jamais repris ses travaux et 36 bateaux contenant des matériels pour les centrales de Bouchehr attendaient d'être déchargés dans le golfe Persique. Mais avec l'instabilité croissante du pays ces navires retournèrent en Allemagne. À ce jour, leur contenu, des matériels qui appartiennent légalement à l'Iran, reste toujours stocké en Allemagne.

- Juin : KWU dénonça ses contrats avec l'Iran

### **1979**

- à l'arrivée de Khomeyni au pouvoir, l'Iran suspend ses paiements et réclame le remboursement du prêt à la France pour Eurodif.

### **1980**

- Septembre 1980, l'invasion irakienne de l'Iran et début de la guerre.
- Mort du Shah en Egypte.

### **1984**

- Bombardement des centrales nucléaires de Bouchehr - cible stratégique - par l'armée irakienne, les bombardements ont repris en 1985, 1987 et 1988.
- L'Irak utilise des armes chimiques à la fois contre l'armée iranienne mais également contre les populations civiles et plus particulièrement Kurdes, sans réactions notables de la communauté internationale.
- Le 17 mars 1988, l'armée irakienne utilise des armes chimiques et biologiques sur Halabja, se concluant par la mort de près de 7 000 habitants. On estime que plus de 150 000 Kurdes ont été exposés à des armes non conventionnelles.

### **1988**

- le conflit Iran-Irak entra dans sa phase de « guerre des villes », et les Etats-Unis s'engagèrent dans le conflit auprès des forces irakiennes.
- Juillet, un navire de guerre américain USS Vincennes abat un avion civil iranien d'Iran Air, tuant 290 passagers.
- Le 18 juillet 1988, Téhéran accepta le cessez-le-feu, qui prit effet le 22 et marqua la fin des combats.
- premier ministre Jacques Chirac assure dans un accord avec l'Iran des garanties politiques sur l'octroi sans restrictions par le gouvernement français de licence d'exportation d'uranium enrichi et le rétablissement du statut d'actionnaire de l'Iran dans Eurodif sous la condition du retour des derniers otages français du Liban.

## **1990**

- Signature d'un accord de principe entre l'Union soviétique et l'Iran pour l'achat de deux centrales nucléaires de 440 MW.
- l'Iran et la Chine signèrent un accord de coopération de dix ans pour le transfert de technologie nucléaire 3 et la vente d'un réacteur de 30 MW.
- La Chine avait été l'un des fournisseurs d'armes de l'Iran pendant la guerre avec l'Irak, des milliers de chars, pièces d'artillerie, plus de cent avions et des douzaines de navires militaires, aussi bien que des systèmes et technologies de missiles, y compris balistiques ont été vendus à l'Iran.

## **1991**

- Un accord définitif de règlement du contentieux franco-iranien est trouvé : la France remboursa plus de 1,6 milliards de dollars. L'Iran est rétabli dans son statut d'actionnaire d'Eurodif via un consortium franco-iranien nommé Sofidif, avec le droit de prélever 10 % de l'uranium enrichi à des fins civiles.
- l'Iran lançait un programme de fabrication de missiles à longue portée.

- En juin, le gouvernement allemand qui désormais exigeait des sauvegardes complètes pour tous ses réacteurs vendus, déclara sa désapprobation au KWU de compléter les réacteurs de Bouchehr.
- En novembre 1991, l'Iran signa un accord avec l'Inde pour un réacteur de recherche de 10 MW<sup>2</sup>. Mais cet accord ne résistera même pas un mois à la pression américaine et sera annulé par l'Inde en décembre 1991.

### **1995**

- Le gouvernement iranien annonce qu'il a signé des contrats d'un montant de 4,5 milliards de francs avec le ministère russe de l'Énergie atomique, afin de construire une centrale nucléaire près de la ville de Bucer, sur le golfe Persique.
- mai 1995 : Extension définitive du TNP. À ce jour 188 pays ont signé le traité, y compris les cinq états nucléaires. - L'article VIII, paragraphe 3, envisage une révision de l'opération du traité tous les cinq ans.
- Campagne française de six essais nucléaires en 1995 et 1996.

### **1996**

- Conclusion du « Traité d'Interdiction Complète des Essais, CTBT ». Les États-Unis n'y participeront pas.
- La France signe le Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires (ratifié par l'Assemblée nationale en 1998).

### **1997**

- Le ministre du pétrole iranien Aghazadeh réaffirme l'engagement de l'Iran pour un programme d'énergie nucléaire important. À terme 20 % des besoins énergétiques de l'Iran seront fournis par les centrales nucléaires.

### **1998**

- L'Inde et le Pakistan réalisent des explosions nucléaires et déclarent leur volonté de déployer des armes.

### **1999**

- Le Sénat américain rejette la ratification du CTBT
- Ce qui rendra la traite de la non-prolifération plus fragile.
- Le lieutenant général Hughes déclare que l'Iran peut avoir une arme nucléaire avant l'an 2000.

## **2000**

- Le Département de Défense américain rend publique l'existence d'une structure dédiée au développement des armes nucléaires en Iran.

## **2002**

- La révélation par la presse l'existence d'un centre d'enrichissement à Natanz.
- Le président G. W. Bush ordonne le déploiement d'un système de défense contre les missiles balistiques en 2004–2005.

## **2003**

- L'Iran reconnaît devant l'AIEA la construction de deux sites d'enrichissement à Natanz.
- L'Allemagne, la France, et la Grande-Bretagne, dit UE3, proposent des négociations à l'Iran sur le nucléaire.
- Accord entre l'UE3 et l'Iran. Téhéran accepte d'appliquer le protocole additionnel au traité de non-prolifération (TNP), qui permet des inspections spontanées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).
- 18 juin : George Bush déclare que « les Etats-Unis ne toléreront pas la possession par l'Iran d'une bombe atomique ».
- L'Iran arrête toutes ses activités d'enrichissement
- 22 novembre : Les États-Unis accusent la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'AIEA de ne pas vouloir admettre que l'Iran est en brèche de ses engagements du TNP. Cette accusation est rejetée comme « malhonnête » par El Baradei.

## **2004**



- Victoire écrasante des conservateurs à l'occasion des élections législatives.
- Signature d'un accord entre l'UE3 et l'Iran. Téhéran suspend l'enrichissement de l'uranium.
- L'Iran possède 920 centrifugeuses, toutes sous le contrôle de l'AIEA.

## **2005**

- Mahmoud Ahmadinejad remporte l'élection présidentielle
- Téhéran annonce son intention de reprendre la conversion d'uranium dans son usine d'Ispahan.
- Une résolution de l'AIEA (la Russie et la Chine s'abstiennent) prévoit un recours implicite au Conseil de sécurité des Nations unies.

## **2006**

**10 janvier** : l'Iran lève des scellés placés par l'AIEA sur plusieurs centres de recherche nucléaire.

**4 février** : l'AIEA décide de transmettre le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité de l'Onu. En réaction, l'Iran renonce à appliquer le protocole additionnel du traité de non prolifération nucléaire signé en décembre 2003.

**26 février** : échec des négociations russo-iraniennes sur la création d'une société conjointe d'enrichissement de l'uranium iranien en Russie.

**8 mars** : l'AIEA transmet le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité.

**29 mars** : le Conseil de sécurité exige que l'Iran cesse ses activités d'enrichissement d'uranium et lui impose une date limite fixée au 28 avril.

**11 avril** : le président Ahmadinejad annonce que « l'Iran a rejoint les pays nucléaires » avec l'enrichissement d'uranium à 3,5%, qui permet de produire du combustible nucléaire.

**25 avril** : l'Iran avertit qu'il suspendra ses relations avec l'AIEA s'il est soumis à des sanctions.

**28 avril** : date butoir fixée par le Conseil de sécurité de l'Onu pour que l'Iran suspende ses activités d'enrichissement d'uranium.

**3 mai** : Paris et Londres déposent un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'Onu, demandant formellement à l'Iran de suspendre son programme d'enrichissement. Ce projet se réfère au chapitre VII de la charte de l'Onu qui peut ouvrir ultérieurement la voie à d'éventuelles sanctions voire à une intervention militaire.

**8 mai** : Mahmoud Ahmadinejad écrit à George W. Bush pour proposer de «nouveaux moyens» de régler les tensions dans le monde, geste sans précédent depuis la révolution en 1979.

**12 mai** : le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan appelle les Etats-Unis à dialoguer directement avec Téhéran pour résoudre la crise.

**31 mai** : Washington, dans un changement majeur de politique vis-à-vis de l'Iran, propose de participer directement aux négociations sur le programme nucléaire iranien aux côtés des Européens, à condition que Téhéran suspende son enrichissement de l'uranium.

**1er juin** : l'Iran se dit prêt au dialogue avec les Etats-Unis mais refuse de suspendre l'enrichissement d'uranium.

**6 juin** : le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana, remet à l'Iran une offre dont les détails sont gardés secrets. Les grandes puissances proposent d'aider l'Iran à construire des réacteurs à eau légère et de lui accorder des avantages commerciaux s'il suspend l'enrichissement de l'uranium, mais elles n'évoquent pas de sanctions.

**16 juin** : l'Iran est « prêt à commencer à négocier », mais « sans conditions préalables », déclare le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araqchi.

#### **04 juillet**

Le président russe Vladimir Poutine force l'Iran d'accepter le "paquet" de mesures incitatives soumis par le groupe des Six pour désamorcer la crise liée au programme nucléaire iranien.

## **7 juillet**

Le négociateur en chef iranien, Ali Larijani, a exclu à Madrid d'une réponse rapide à la proposition de coopération des six grandes puissances sur son programme nucléaire, tout en qualifiant positivement ses contacts avec les Européens.

## **12 juillet**

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a déclaré que le refus de l'Iran d'accepter les mesures incitatives internationales offertes contre l'arrêt de son programme nucléaire va forcer les grandes puissances à décider de renvoyer le dossier iranien devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

**31 juillet** : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution exigeant que l'Iran "suspende toutes les activités liées à l'enrichissement" d'uranium avant le 31 août, menaçant la République islamique de sanctions économiques et diplomatiques.

**22 août** : la République islamique refuse la suspension de l'enrichissement tout en proposant des "négociations sérieuses", par le biais d'un document remis aux Nations unies.

**31 août** : Téhéran ignore l'ultimatum fixé par les grandes puissances pour suspendre son enrichissement d'uranium.

**25 octobre** : l'Iran met en service, dans son usine de Natanz, une deuxième cascade de centrifugeuses destinées à enrichir de l'uranium.

**23 décembre** : le Conseil de sécurité de l'ONU impose des sanctions à l'Iran; la résolution 1737, édulcorée sous la pression de la Russie, interdit la vente de tout matériel ou technologie qui puisse contribuer aux activités de l'Iran dans les domaines nucléaire et balistique. Elle n'autorise pas le recours à la force et donne soixante jours à l'Iran pour « suspendre toutes ses activités nucléaires sensibles en termes de prolifération ».

## **2007**

**21 février** : le délai accordé en décembre par l'ONU à Téhéran pour suspendre ses activités nucléaires sensibles expire sans que l'Iran ne manifeste d'ouverture.

**24 mars** : le Conseil de sécurité de l'ONU alourdit les sanctions infligées à l'Iran dans sa précédente résolution (1737), pour son refus de suspendre ses activités d'enrichissement et de retraitement de l'uranium. L'Iran qualifie la résolution d'"illégal", et limite sa coopération avec l'AIEA.

**23 mai** : l'AIEA publie un nouveau rapport constatant que "L'Iran n'a pas suspendu ses activités liées à l'enrichissement" et accroît ses activités à l'usine de Natanz. Le pays aurait même accéléré le déploiement de ses centrifugeuses, dont 1300 tourneraient actuellement à plein régime.

**13 juillet** : Téhéran accepte que des inspecteurs de l'AIEA se rendent avant la fin juillet sur le site du réacteur à eau lourde d'Arak, qui était fermé aux inspections depuis mars, à la suite des sanctions imposées par l'ONU.

**22 Août** : un accord est conclu entre l'Iran et l'AIEA sur un calendrier de plusieurs mois pour que Téhéran réponde aux questions en suspens sur son programme nucléaire.

**Fin août** : un rapport de l'AIEA constate que l'Iran poursuit l'enrichissement d'uranium à Natanz, en y faisant fonctionner près de 2 000 centrifugeuses.

**16 septembre** : Bernard Kouchner, Ministre français des Affaires étrangères, affirme que le monde doit se « préparer au pire », c'est-à-dire à la possibilité d'une « guerre » avec l'Iran.

**25 octobre** : les Etats-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre l'Iran. Elles visent les Gardiens de la révolution, l'unité d'élite Al Qods, et les trois principales banques du pays.

**7 novembre** : le président iranien affirme que son pays a atteint le cap des 3000 centrifugeuses, étape qui permet théoriquement d'obtenir suffisamment d'uranium enrichi nécessaire à la fabrication d'une bombe atomique. Il avait fait, le 2 septembre, une déclaration identique, mise en doute par l'AIEA.

**15 novembre** : un rapport de l'AIEA évoque des « progrès substantiels » dans la coopération de Téhéran avec l'agence mais qualifie ces avancées d'« insuffisantes ».

**3 décembre** : publication d'un rapport des seize agences de renseignement américaines qui considère avec « un haut degré de confiance » que « l'Iran a arrêté son programme d'armement nucléaire à la fin 2003 ».

## 2008

**4 février** : la télévision iranienne filme le lancement d'une fusée "de recherche", à l'occasion de l'inauguration du premier centre spatial iranien.

**22 février** : l'AIEA expose dans le détail des éléments pouvant indiquer que le programme nucléaire iranien a "une possible dimension militaire".

**3 mars** : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution qui aggrave légèrement le régime de sanctions économiques et commerciales imposé à Téhéran depuis décembre 2006.

**8 avril** : Mahmoud Ahmadinejad annonce l'installation prochaine de 6 000 nouvelles centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium à l'usine d'enrichissement de Natanz.

**26 mai** : un nouveau rapport de l'AIEA stigmatise la république islamique pour son manque de transparence.

**14 juin** : nouvelle offre de coopération élargie du groupe des 5+1 (les cinq membres du Conseil de sécurité et l'Allemagne). En échange de la suspension de l'enrichissement d'uranium, les grandes puissances « reconnaissent le droit de l'Iran à développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ».

**9 juillet** : tir d'essai d'un missile Chahab-3, d'une portée de 1500 km.

**23 juin** : nouvelles sanctions européennes contre Téhéran en raison de son refus de renoncer à l'enrichissement d'uranium. Les mesures visent notamment la première banque iranienne, la Banque Melli.

**19 juillet** : nouvelle rencontre infructueuse des 5+1 et du négociateur iranien, malgré la participation inédite d'un diplomate américain.

**28 septembre** : une nouvelle résolution de l'ONU demande à l'Iran de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium, mais n'ajoute pas de nouvelles sanctions.

**19 novembre** : l'Iran continue à ignorer les injonctions du Conseil de sécurité et bloque toujours l'enquête sur un éventuel volet militaire de son programme nucléaire, déplore l'AIEA dans un nouveau rapport.

## 2009

**19 février** : l'Iran franchit une nouvelle étape en se dotant, selon le dernier rapport de l'AIEA, d'une quantité suffisante d'uranium faiblement enrichi pour fabriquer, s'il le souhaite, de la matière fissile pour une arme nucléaire.

**8 avril** : les Etats-Unis annoncent leur intention de reprendre toute leur place, et sur le long terme, dans le processus de négociations engagé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

**9 avril** : le président iranien inaugure à Ispahan la première usine de fabrication de combustible nucléaire. Le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique déclare parallèlement que l'Iran a installé 7000 centrifugeuses à Natanz.

**28 août** : un rapport de l'AIEA indique que Téhéran progresse dans son programme nucléaire, avec désormais 8 308 centrifugeuses à Natanz.

**9 septembre** : Téhéran transmet un texte de « propositions » aux grandes puissances.

**14 septembre** : l'Iran et le groupe des six annoncent la tenue d'une rencontre sur le dossier nucléaire, le 1er octobre, après les propositions formulées par Téhéran.

**25 septembre** : Barack Obama, Nicolas Sarkozy et Gordon Brown accusent l'Iran d'avoir dissimulé une usine secrète d'enrichissement de l'uranium près de Qom.

**1er octobre** : les six grandes puissances chargées des discussions sur le nucléaire iranien et Téhéran se retrouvent à Genève pour relancer, après 14 mois d'interruption, des entretiens destinés à tester la volonté iranienne de lâcher du lest sur son programme nucléaire.

**4 octobre** : une analyse confidentielle de l'AIEA estime que l'Iran a acquis "suffisamment de connaissances pour pouvoir élaborer et fabriquer" une bombe atomique "fonctionnelle", selon le soir le New York Times.

**18 octobre** : ouverture d'une réunion au niveau des experts à Vienne pour discuter des modalités de la mise en oeuvre de l'accord entre l'Iran, l'AIEA et le groupe 5+1.

**21 octobre** : les Etats-Unis, la Russie et la France proposent à l'Iran un accord sur l'enrichissement de l'uranium iranien à l'étranger.

**26 octobre** : l'Iran est prêt à livrer une partie de son uranium faiblement enrichi dans le cadre d'un accord international, indique le chef de la diplomatie iranienne, Manouchehr Mottaki.

**7 novembre** : l'Iran refuse d'envoyer son uranium enrichi à l'étranger, affirme un responsable du Parlement.

**18 novembre** : Manouchehr Mottaki annonce le refus de l'Iran de transférer à l'étranger son uranium faiblement enrichi.

**27 novembre** : résolution de l'AIEA condamnant l'Iran pour son programme nucléaire et demandant la "suspension" de la construction du site nucléaire de Fordo, près de Qom, dont la révélation en septembre avait provoqué un tollé.

**29 novembre** : Téhéran annonce qu'il s'apprête à examiner la possibilité de produire de l'uranium enrichi à 20% et à construire 10 nouvelles usines d'enrichissement.

**2 décembre** : l'Iran confirme son intention de produire lui-même l'uranium fortement enrichi dont il estime avoir besoin pour son programme nucléaire.

**10 décembre** : les ambassadeurs occidentaux à l'ONU menacent l'Iran de nouvelles sanctions au Conseil de sécurité si Téhéran continue de violer ses obligations internationales concernant son programme nucléaire.

**16 décembre** : l'Iran procède à un nouveau test de son missile balistique Sejil-2 capable de frapper Israël.

## **2010**

**3 janvier** : menacé de nouvelles sanctions, Téhéran donne aux grandes puissances un "ultimatum" d'un mois pour accepter un échange d'uranium selon ses propres termes, faute de quoi il produira lui-même l'uranium nécessaire pour son réacteur.

**10 janvier** : le commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan, David Petraeus, déclare que Washington a mis au point des plans militaires concernant les installations nucléaires iraniennes, dont des "bombardements".

**12 janvier** : un scientifique nucléaire est tué par l'explosion d'une bombe à Téhéran. L'attentat est attribué par l'Iran à Israël et aux Etats-Unis.

**2 février** : Mahmoud Ahmadinejad déclare à la télévision que l'Iran est prêt à envoyer une partie de son uranium faiblement enrichi à l'étranger pour obtenir le combustible hautement enrichi dont il a besoin pour son réacteur de recherche de Téhéran.

**18 février** : nouveau rapport de l'AIEA pointant la possibilité de la mise au point d'une ogive nucléaire par l'Iran. Téhéran accuse l'agence de se soumettre aux pressions des pays occidentaux.

**30 mars** : Nicolas Sarkozy et Barack Obama affichent leur entente à Washington sur la nécessité d'empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique..

**19 avril** : Téhéran annonce avoir approuvé de nouveaux sites pour l'installation d'usines d'enrichissement d'uranium.

**17 mai** : Téhéran, Ankara et Brasilia annoncent la signature d'un accord sur le nucléaire. L'Iran s'engage à transférer en Turquie 1 200 kilogrammes d'uranium faiblement enrichi, en échange de combustible destiné à son réacteur médical de Téhéran dans le délai maximum d'un an.

**18 mai** : le Conseil de sécurité examine un nouveau projet de sanctions pénalisant l'Iran pour son programme nucléaire, fruit d'un consensus entre les grandes puissances.

**31 mai** : l'Iran a produit au moins 5,7 kilos d'uranium enrichi à 20%, un matériau dont Téhéran affirme qu'il est destiné à son réacteur nucléaire de recherche, selon un document confidentiel de l'AIEA.

**9 juin** : le Conseil de sécurité inflige des sanctions à l'Iran, pour la quatrième fois depuis 2006. La résolution 1929, rédigée par les Etats-Unis et co-parrainée par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne est ratiifiée par 12 voix contre 2 et une abstention. Le Brésil et la Turquie vote contre, le Liban s'abstient.

**21 juin** : Téhéran exige le remplacement de deux inspecteurs de l'AIEA soupçonnés d'avoir divulgué le contenu du rapport de l'Agence sur l'Iran, fin mai.

**Juillet** : un physicien iranien "enlevé" en Arabie Saoudite et emmené aux Etats-Unis, se réfugie au bureau des intérêts iraniens à Washington, selon le site de la télévision d'Etat. Les Etats-Unis démentent.



**21 août** : la Russie met en route la centrale de Bouchehr, première centrale nucléaire d'Iran.

**22 août** : l'armée dévoile le prototype de son premier drone à long rayon d'action, le Karrar.

**Septembre**: l'Iran possède au moins 22 kilos d'uranium hautement enrichi selon un rapport de l'AIEA.

**Novembre** : l'Iran a dû suspendre un moment ses activités d'enrichissement d'uranium à la mi-novembre, indique un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Téhéran admet qu'un virus informatique, Stuxnet, est en cause. Un chercheur en physique nucléaire est tué et un autre est blessé dans un double attentat à la voiture piégée à Téhéran. L'Iran accuse "le Mossad et la CIA".

**Décembre** : l'Iran annonce sa première production de concentré d'uranium (*yellowcake*).

## 2011

**Janvier** : les négociations reprises en décembre à Genève après 14 mois d'interruption entre Téhéran et les 5+1 aboutissent à un échec à Istanbul.

**Mai** : l'Union européenne et les Etats-Unis renforcent leurs sanctions.

**Juin** : l'Iran annonce son intention de transférer des centrifugeuses de Natanz à Fordow, près de Qom. Ce qu'il fait en août.

**Juillet** : Téhéran annonce l'installation de centrifugeuses plus rapides, précisant que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a été "informée". Un nouvel expert nucléaire iranien est assassiné.

**Septembre** : l'Iran se dit prêt à arrêter sa production d'uranium faiblement enrichi mais ces déclarations sont accueillies avec scepticisme par les milieux diplomatiques.

**Novembre**: la tension monte à la veille de l'annonce d'un nouveau rapport de l'AIEA qui devrait apporter de nouveaux indices sur la progression de l'Iran sur la voie du nucléaire militaire.



## GLOSSAIRE

### **Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) :**

Fondée en 1957 et ayant son siège social à Vienne (Autriche), l'AIEA est une organisation internationale autonome qui relève des Nations Unies, et qui comptait 132 États membres au mois d'août 2001. L'AIEA est chargée du contrôle de la technologie nucléaire, afin d'éviter la prolifération des armes nucléaires, et est responsable également du développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. L'article III du Traité de non-prolifération (TNP) exige des pays qui ne possèdent pas d'armes nucléaires et qui sont membres signataires du TNP qu'ils acceptent les garanties de l'AIEA.

### **Les agents neurotoxiques :**

Entreposés sous forme liquide, ces agents peuvent être libérés à partir d'une munition (nuage de vapeur ou pulvérisation). Ils peuvent être dispersés par des moyens thermiques, explosifs ou mécaniques et être absorbés par inhalation ou par voie cutanée. Une fois dans l'organisme, une particule suffit pour inhiber l'activité neurale. Symptômes : transpiration, bronches qui se compriment et se remplissent de mucus, vision embrouillée, vomissements, convulsions, paralysie et mort presque assurée. Le *tabun*, le *sarin*, le *soman*, le GF et le VX sont des agents neurotoxiques.

### **Les agents vésicants :**

Ces agents, libérés sous forme de liquide visqueux, causent la formation de larges cloques au contact avec la peau. En cas d'inhalation, ils peuvent produire une irritation sévère de la gorge et des poumons.

S'ils peuvent être fatals en larges doses, ces gaz servent la plupart du temps à scarifier et à incapaciter les victimes. La moutarde au soufre, la moutarde à l'azote, l'oxime de phosgène et la lewisite sont des agents vésicants.

### **Anthrax :**

L'anthrax, ou maladie du charbon, est une zoonose (maladie transmissible des animaux aux êtres humains) causée par la bactérie charbonneuse, *Bacillus anthracis*.

Les humains peuvent être infectés en consommant de la viande contaminée (infection gastro-intestinale), par exposition cutanée à de la laine, des peaux ou des tissus animaux contaminés (infection cutanée) ou par inhalation de spores contaminées dans les poumons (infection pulmonaire ou par inhalation).

Depuis longtemps, l'usage de la bactérie charbonneuse a été privilégié pour mettre au point des armes biologiques, car il est facile de l'obtenir et de la cultiver, et parce qu'elle est létale et résistante.

**Les armes biologiques (AB) :**

Les agents bactériologiques (biologiques) utilisés pour la guerre sont des organismes vivants, quelle que soit leur nature, ou des matières infectieuses dérivées de ces agents, qui visent à causer la maladie ou la mort d'êtres humains, d'animaux ou de végétaux, et qui, pour être efficaces, dépendent de leur aptitude à se multiplier dans l'organisme de la personne, de l'animal ou de la plante qu'ils attaquent.

**Les armes chimiques (AC) :**

On entend par « armes chimiques » les éléments ci-après, pris ensemble ou séparément :

- a) les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs, à l'exception de ceux qui sont destinés à des fins non interdites par la présente Convention, aussi longtemps que les types et quantités en jeu sont compatibles avec de telles fins ;
- b) les munitions et dispositifs spécifiquement conçus pour provoquer la mort ou d'autres dommages par l'action toxique des produits chimiques toxiques définis par l'alinéa a), qui seraient libérés du fait de l'emploi de ces munitions et dispositifs;
- c) tout matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi des munitions et des dispositifs définis à l'alinéa b). - Convention sur les armes chimiques, Article II

**Armes classiques :**

Armes et équipement militaire, incluant les avions, les chars d'assaut et l'artillerie qui utilisent des explosifs non nucléaires ou l'énergie cinétique pour endommager des cibles.

**Armes de destruction massive (ADM) :**

Armes nucléaires, biologiques ou chimiques.

**Armes nucléaires :**

Dispositifs qui libèrent une énergie nucléaire de manière explosive par suite d'une réaction en chaîne provoquée par la fission ou la fusion (ou les deux) d'un noyau atomique.

**Armes nucléaires tactiques :**

Armes nucléaires à courte portée, comme les bombes d'artillerie, les bombes et les missiles à courte portée, déployées en vue d'être utilisées lors d'opérations sur le champ de bataille.

**Armes radiologiques :**

Dispositifs qui émettent un rayonnement dans le but d'infliger des blessures graves ou de causer des dommages psychologiques et financiers.

Les isotopes employés dans la fabrication d'armes à dispersion radiologique proviennent de déchets d'établissements de santé, d'usines industrielles et de centrales nucléaires.

**Atomique :**

Qui a rapport aux atomes, aux particules qui forment la plus petite quantité de matière d'un élément chimique et qui possèdent toutes les propriétés de cet élément. L'atome est formé d'un noyau constitué de protons et de neutrons, et d'un nuage d'électrons qui gravitent autour du noyau.

**Bilatéral :**

Négociations, accords, ententes ou traités entre deux parties ou pays signataires.

**Bombe à fission :**

Bombe nucléaire dont le principe de base est la notion de dégagement d'énergie par la fission (division) d'éléments lourds, comme l'uranium 235 ou le plutonium 239.

**Bombe à hydrogène :**

Arme utilisant la fusion nucléaire comme puissance explosive. Également connue sous le nom de bombe thermonucléaire.

**Bombe atomique :**

Arme utilisant des matières fissiles, comme des isotopes de l'uranium ou du plutonium, qui sont à l'origine de la puissance explosive de la bombe.

**Bombe sale :**

Bombe composée d'explosifs classiques conjugués à des matières radioactives.

**Centre international des sciences et de la technologie (CIST) :**

Fondé en 1992 par la Communauté européenne (maintenant l'Union européenne), le Japon, la Fédération des États russes et les États-Unis, le CIST basé à Moscou sert de centre d'échange pour mettre au point, approuver, financer et surveiller les projets ayant pour but de faire participer des scientifiques spécialisés dans l'armement et des ingénieurs des pays du NIS à des activités scientifiques civiles pacifiques et à des activités technologiques. Grâce à leurs projets, le CIST contribue à des efforts continus pour limiter la prolifération des armes de destruction massive. Leurs objectifs plus vastes consistent à renforcer la transition des pays du NIS vers une économie de marché qui répond aux besoins de la population civile.

**Centre pour la science et la technologie en Ukraine (SCTU) :**

Fondé en 1993 par l'Union européenne, les États-Unis, le Canada et l'Ukraine, le SCTU appuie les activités de recherche et de développement et veillent à ce que les scientifiques et les ingénieurs spécialisés dans l'armement de l'Ukraine, de la Géorgie et de l'Ouzbékistan s'engagent à participer à des activités scientifiques et technologiques civiles pacifiques.

**Charges nucléaires stratégiques :**

Têtes nucléaires installées sur des dispositifs de lancement à longue portée, des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) terrestres, des missiles balistiques à lanceur sous-marin (SLBM) et des bombardiers à long rayon d'action.

**Combustible nucléaire irradié :**

Matière retirée d'un réacteur nucléaire après l'irradiation et ne pouvant plus alimenter la réaction en chaîne.

**Contre prolifération :**

Efforts militaires visant à contrer la prolifération, y compris l'application de la puissance militaire en vue de protéger les forces et les intérêts, la recherche du renseignement et l'analyse.

**Contrôle des armements :**

Toute mesure unilatérale ou multilatérale prise en vue de réduire ou contrôler un aspect des systèmes d'armes ou des forces armées. Ces réductions ou limitations peuvent avoir une incidence sur la taille, le type, la configuration, la fabrication ou les caractéristiques de performance d'un système d'armes, ou sur la taille, l'organisation, l'équipement, le déploiement ou l'emploi de forces armées.

**La Convention sur les armes biologiques et à toxines (CABT) :**

En avril 1972, 80 États (dont le Canada) ont signé la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, aussi appelée la Convention sur les armes biologiques et à toxines. À l'heure actuelle, 116 États sont parties à la Convention, qui est entrée en vigueur en 1975. En plus, 18 États ont signé mais non ratifié le BTWC, qui est un traité de durée illimitée.

**Convention sur les armes chimiques (CAC) :**

Selon cette convention, anciennement connue sous le nom de « Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des

armes chimiques et sur leur destruction », chaque État signataire s'engage à détruire toutes les armes chimiques (AC) et les installations de fabrication d'AC qu'il possède ou qui sont situées sur son territoire, ainsi que toute AC qu'il aurait abandonnée sur le territoire d'un autre État sans le consentement de ce dernier. La CAC a été signée le 13 janvier 1993 et est entrée en vigueur le 29 avril 1997. En août 2001, on dénombreait 143 États parties à la CAC ; en outre, 23 États ont signé mais non ratifié la CAC.

**« De qualité militaire » :**

S'entend des matières nucléaires qui conviennent le mieux à la fabrication d'armes nucléaires - p. ex. l'uranium (U) enrichi à 93 pour cent en uranium 235 ou le plutonium (Pu) dont la teneur isotopique en plutonium 239 dépasse 90 pour cent. Les armes artisanales peuvent utiliser des matières de qualité moindre.

**Désarmement :**

Retrait d'une arme de son statut opérationnel pour une période indéterminée.

Synonyme de « diminution du niveau d'alerte », en allusion aux missiles nucléaires.

**Entente sur l'UHE :**

Les États-Unis et la Russie ont conclu une entente sur l'achat d'uranium hautement enrichi (UHE) en 1993. En vertu de cette entente, les États-Unis s'engagent à acheter 500 tonnes d'UHE sur une période de 20 ans au programme d'armes nucléaires de l'ancienne Union soviétique, à les transformer en uranium faiblement enrichi et à les vendre comme combustible de centrales nucléaires sur le marché commercial.

L'entente sur l'UHE est également appelée programme « des mégatonnes aux mégawatts ».

**État non doté d'armes nucléaires (ENDAN) :**

Aux fins du Traité de non-prolifération nucléaire, État qui n'a pas fait exploser une arme nucléaire ou un autre dispositif nucléaire explosif avant le 1er janvier 1967 (c'est-à-dire tous les États autres que les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine). (Chine)

**État non partie :**



État ou entité qui ne participe pas à un accord, une convention, ou un traité.

**Eurodif :**

Eurodif est une coentreprise créée en 1973 entre 5 pays : la France, la Belgique, l'Italie, l'Espagne et l'Iran. En 1974, le Shah Reza Pahlavi, prêta 1 milliard de dollars pour la construction de l'usine en contrepartie du droit d'acheter 10% de la production du site. En 1977, il versa encore 180 millions de dollars. Suite à la révolution islamique de 1979, l'Iran suspend ses paiements et réclame le remboursement du prêt en faisant pression sur la France. En avril 1979, le premier ministre Raymond Barre inaugure l'usine d'Eurodif. L'Iran, qui possède toujours 10% des parts de cette usine, réclame 10% de la production d'uranium enrichi, ce que la France refuse. En 1986, la France rembourse 330 millions de dollars, mais refuse de fournir toute livraison d'uranium enrichi.

Un accord est trouvé entre les deux pays en 1991 : la France remboursa plus de 1,6 milliards de dollars. L'Iran reste actionnaire d'Eurodif via Sofidif, un consortium franco-iranien actionnaire à 25 % d'Eurodif. L'usine, baptisée Georges Besse, fournit une quarantaine de producteurs d'électricité nucléaire dans le monde, dont EDF, en uranium enrichi.

L'uranium naturel 238 contient 0,7 % d'uranium 235. Actuellement, il est enrichi jusqu'à 5 % par un procédé de diffusion gazeuse utilisant l'hexafluorure d'uranium (UF6). La fin des opérations de démantèlement d'Eurodif est prévue pour fin 2020.

**Fission :**

Division d'un noyau atomique lourd en deux ou plusieurs nucléides plus légers. La fission est accompagnée de l'émission de neutrons, de rayons X, de rayons gamma et d'énergie cinétique issue des produits de fission. La fission est habituellement déclenchée par l'impact d'un neutron incident, mais dans certains cas, elle peut être causée par des protons ou d'autres particules, ou encore par des rayons gamma.

**Garanties :**

Surveillance des matières nucléaires mise en œuvre par l'Agence internationale de l'énergie atomique ayant pour but de s'assurer que ces matières ne sont pas utilisées à des fins militaires.

**Kilotonne :**

Énergie d'une explosion nucléaire qui équivaut à l'explosion de 1000 tonnes de trinitrotoluène (TNT).

**Matériel « à double fin » :**

Article utilisé à la fois pour des applications civiles et militaires. Par exemple, de nombreux précurseurs chimiques qui entrent dans la fabrication d'armes chimiques possèdent des utilisations industrielles civiles légitimes, comme la production de pesticides ou d'encre pour les stylos à bille.

**Matériel de protection physique, de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires (MPPCCMN) :**

Système intégré de protection physique, de comptabilité du matériel et de mesures de contrôle ayant pour but de prévenir, de détecter et de réagir à la possession et à l'utilisation non autorisées, ainsi qu'au sabotage de matières nucléaires. Le programme MPPCCMN du *Department of Energy* des États-Unis a été mis en oeuvre avec la collaboration du ministère russe de l'énergie atomique et d'autres organismes dans le but d'installer et de mettre à niveau les systèmes de protection physique des installations de production d'énergie nucléaire et d'armes nucléaires dans les États successeurs de l'ancienne Union soviétique.

**Matière fissile :**

Corps dont le noyau fissile est susceptible de se scinder en deux sous l'impact d'un neutron à vitesse incidente variable. L'uranium 233, l'uranium 235 et le plutonium 239 sont toutes des matières fissiles. Les matières fissiles sont plus susceptibles de subir la fission que les autres matières fissionnables, ce qui en fait des matières davantage recherchées en vue d'être utilisées dans la plupart des types de réacteurs et des constituants essentiels des explosifs nucléaires.

**Matières utilisables dans les armes nucléaires :**

Matière nucléaire se présentant sous une forme directement utilisable pour la fabrication d'armes nucléaires, sans qu'il soit nécessaire d'en modifier la teneur

isotopique. Ces matières ne sont pas autant recherchées que les matières de qualité militaire, comme l'uranium hautement enrichi (UHE) ou le plutonium 239.

**Mégatonne (MT) :**

Unité de l'équivalent d'énergie libérée par 1000 kilotonnes (1 000 000 tonnes) de trinitrotoluène (TNT). Habituellement exprimée comme l'unité de mesure servant à exprimer la quantité d'énergie dégagée par une bombe nucléaire.

**Multilatéral :**

Négociations, accords ou traités qui concernent des rapports entre trois parties/pays ou plus, ou qui sont signés par ces parties/pays, etc.

**Non-prolifération :**

Prévention de l'étendue des armes de destruction massive.

**Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) :**

L'OIAC, dont le siège est situé à La Haye aux Pays-Bas, est chargée de la mise en application de la Convention sur les armes chimiques (CAC). Tous les pays qui la ratifient deviennent des États parties et membres de l'OIAC. Celle-ci se réunit annuellement et en session extraordinaire au besoin.

**Plutonium (Pu) :**

Élément transurannique produit lorsque l'uranium est irradié dans un réacteur. Le plutonium est utilisé principalement dans des armes nucléaires et il peut servir de combustible sous forme d'oxyde mixte combiné à l'uranium (MOX). Le plutonium 239 est l'isotope qui convient le mieux à l'utilisation dans des armes nucléaires.

**Produit chimique précurseur :**

Tout réactif chimique qui peut être lié chimiquement à une autre substance et qui entre dans la fabrication d'un agent de guerre chimique.

La plupart des précurseurs visés par les initiatives en matière de non-prolifération ont également des applications commerciales.

**Programme de réduction de la menace par la coopération (PRMC) :**

Programme du DOD (*Department of Defense*) des États-Unis mis sur pied en 1992 par le Congrès américain, et commandité principalement par les sénateurs Sam Nunn et Richard Lugar. Ce programme demeure le plus important et le plus diversifié de tous les programmes américains ayant pour but de réduire la menace causée par les armes de destruction massive de l'ancienne Union soviétique. Le programme vise essentiellement à (1) détruire les véhicules de lancement d'armes nucléaires, les lance-missiles (comme les puits de lancement et les sous-marins) et des installations connexes; (2) à rendre sûres les armes nucléaires de l'ancienne Union soviétique et leurs composantes, et (3) à détruire les armes chimiques russes. Le terme est parfois employé comme un générique et fait allusion à tous les programmes de non prolifération américains de l'ancienne Union soviétique, y compris ceux mis en oeuvre par les ministères de l'énergie et du commerce, et les départements d'état des États-Unis.

**Prolifération (des ADM) :**

La prolifération horizontale des ADM désigne l'acquisition d'ADM par des États qui n'en possédaient pas auparavant. La prolifération verticale dénote une augmentation de la quantité ou de la capacité de destruction de tout arsenal d'ADM dont dispose actuellement un État.

**Prolifération horizontale :**

Étendue des armes de destruction massive aux États qui n'en possédaient pas auparavant.

**Prolifération verticale :**

Augmentation de la taille, de la qualité ou de la capacité de destruction d'un arsenal d'armes de destruction massive existant.

**Retrait des armes :**

Processus par lequel des armes nucléaires sont jugées désuètes ou non nécessaires aux fins de la défense nationale. Une arme ou un système d'armes retiré ne possède plus de statut actif ou de lancement, mais demeure toujours un dispositif nucléaire entièrement fonctionnel.

**Sarin :**

Agent neurotoxique utilisé dans les armes chimiques. On lui a attribué le nom de code GB en Occident (OTAN). Le sarin est un composé organophosphoré hautement toxique semblable à un insecticide, d'abord élaboré par des scientifiques allemands dans les années 1930. Comme d'autres agents de cette catégorie, il se lie aux enzymes du corps humain et cause un déséquilibre du système nerveux. La majorité des munitions chimiques à double usage ont été conçues pour libérer du sarin sur les champs de bataille.

**Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP):**

Le Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) est le traité de contrôle des armements qui compte le plus d'États parties. Entré en vigueur en mars 1970, il est la pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire. Sa contribution est triple : il est la base centrale des efforts faits pour empêcher la prolifération des armes nucléaires; il fournit à la communauté internationale un cadre essentiel de coopération afin d'utiliser l'atome à des fins pacifiques conformément à des garanties internationales; et il renferme l'unique obligation juridique faite aux États dotés d'armes nucléaires (EDAN) - la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Fédération de Russie - de mener des négociations sur le désarmement nucléaire. Le traité a été ratifié par 188 États.

**Traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles (TIPMF) :**

Traité en cours de négociation à la Conférence sur le désarmement (CD), ayant pour objectif de mettre fin à la fabrication de matières fissiles (uranium hautement enrichi et plutonium) destinées aux armes nucléaires.

**Uranium faiblement enrichi (UFE) :**

Uranium dont la teneur isotopique en uranium 235 est augmentée à moins de 20 pour cent et habituellement à une teneur se situant entre deux et quatre pour cent. L'UFE est employé comme combustible nucléaire dans des réacteurs utilisant l'eau ordinaire comme modérateur et comme caloporteur.

**Uranium hautement enrichi (UHE) :**

Uranium dont la teneur isotopique en uranium 235 (U235), qui forme 0,7 % de l'uranium naturel, est portée à 20 % ou plus par le procédé d'enrichissement. Dans l'UHE, la teneur en uranium 235 est habituellement portée à 90 pour cent ou plus. L'UHE est employé dans les armes nucléaires et dans certains types de recherches et dans des sous-marins à propulsion nucléaire.

## Annexe 1



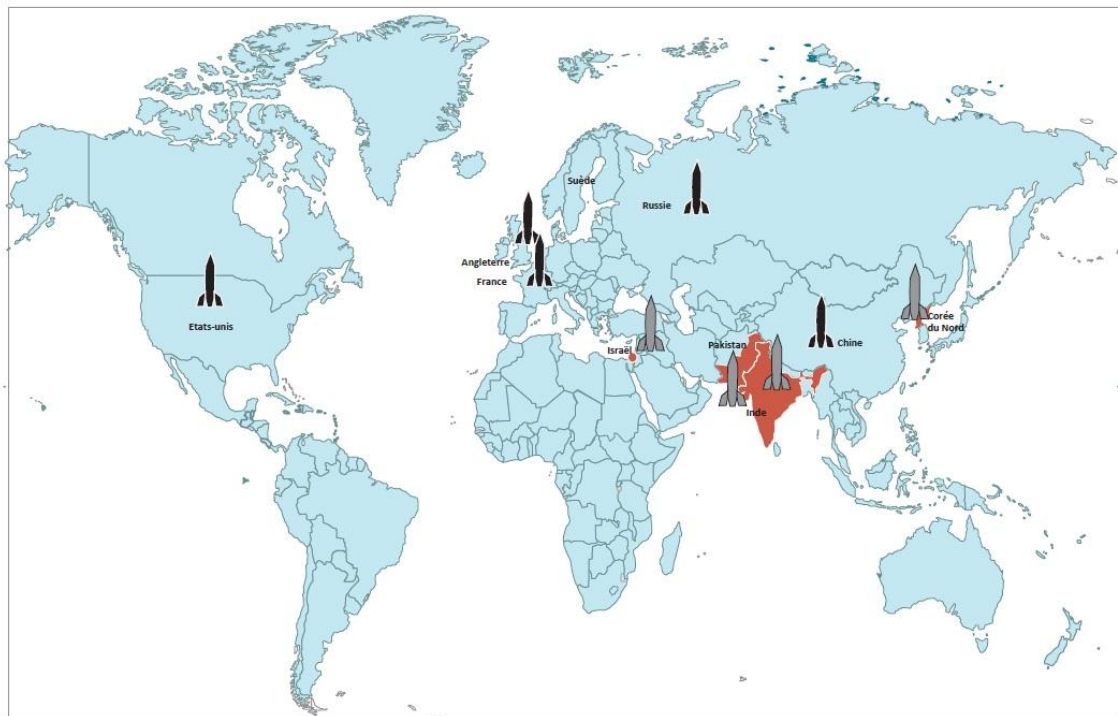
L'Iran et ses voisins

Les négociations sur le nucléaire: des approches à géométrie variable...



- Puissance nucléaire membre du TNP
- Membre du TNP (189 membres)
- Membre du TNP ayant renoncé à la possession de l'arme nucléaire malgré leur programme avancé.
- Puissance nucléaire non signataire du TNP
- Puissance sortie du TNP: puissance nucléaire
- Pays soupçonné par les occidentaux de ne pas respecter le TNP et pays non invités au sommet de la sécurité nucléaire à Washington le 17 et 18 avril 2010. Négociations bloquées.
- Pays ayant annoncé sa participation au contre sommet de Téhéran en Avril 2010.
- Coopération nucléaire des Etats-unis avec les pays nucléaires hors TNP
- Négociation pour stopper le programme nucléaire nord coréen.

Puissances nucléaire et traité de non prolifération...



- Membre du TNP
- Non membre du TNP
- 🚀 Puissance nucléaire membre du TNP
- 🚀 Puissance nucléaire non membre du TNP



Pays non membre du TNP.

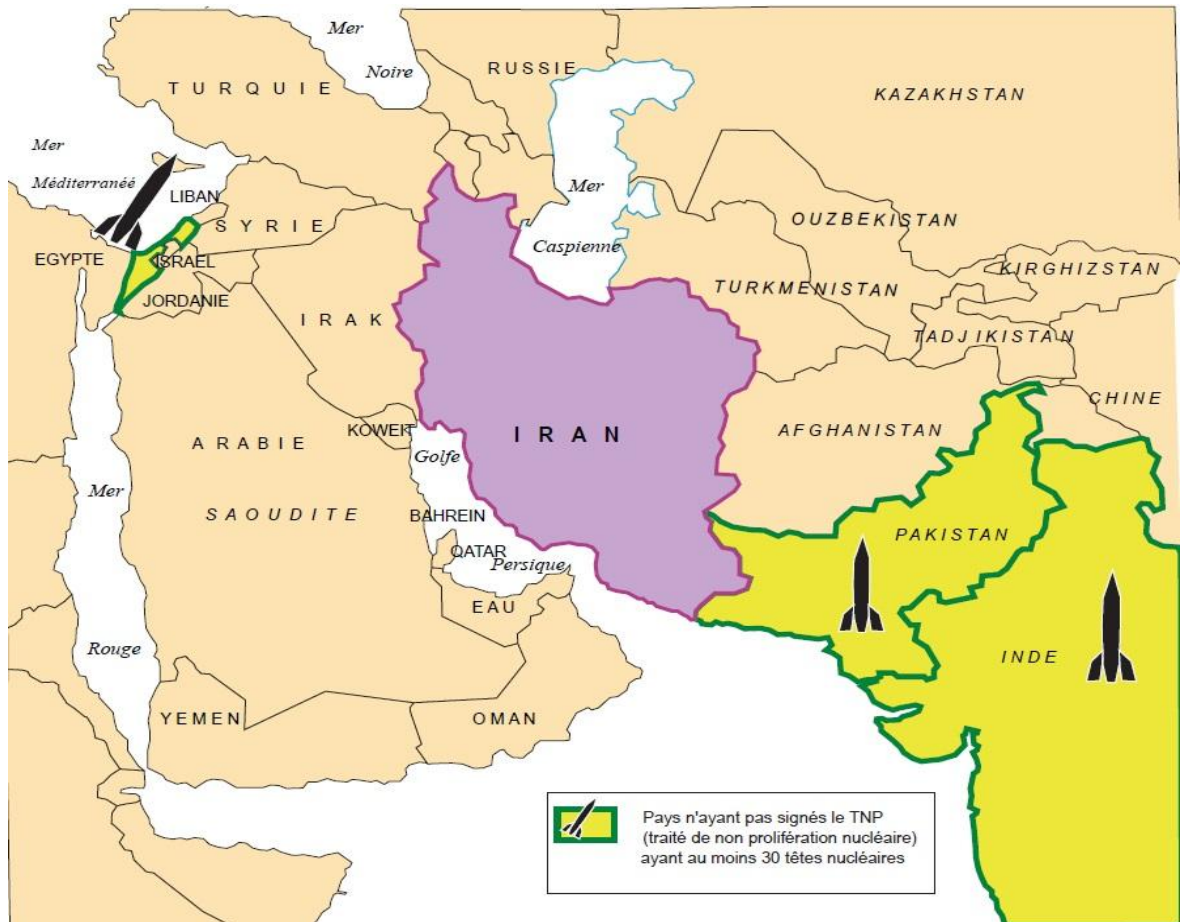


■ Non membre du TNP

Membres de l'AIEA: 2011-2012.



■ Membres de l'AIEA  
 ■ Membres du Conseil des gouverneurs de l'AIEA pour l'année 2011-2012. (35 membres).  
 ■ Pays non membre de l'AIEA



## Annexe 2

### Date d'arrêt prévisible des réacteurs nucléaires dans le monde<sup>1218</sup>

<i>Pays</i>	<i>Réacteur</i>	<i>puissance</i>	<i>début</i>	<i>date</i>	<i>date</i>	<i>date</i>	<i>arrêt</i>	
		MWe	construit	connecté	service	arrêt	prévu	raison
Allemagne	Neckarwestheim-1	785	1972-02	1976-06	1976-12	2008-12	2008	sortie
Grande-	Oldbury-A1	217	1962-05	1967-11	1967-		2008	40 ans
Grande-	Oldbury-A2	217	1962-05	1968-04	1968-		2008	40 ans
Slovaquie	Bohunice-2	408	1972-04	1980-03	1981-	2008-	2008	avancé
	<b>4</b>	<b>1 627</b>						
Allemagne	Biblis-A	1 167	1970-01	1974-08	1975-		2009	Sortie
Allemagne	Brunsbuettel	771	1970-04	1976-07	1977-	2009-	2009	Sortie
Etats-Unis	Oyster Creek	619	1964-12	1969-09	1969-	2009-	2009	Licence
France	Phenix	130	1968-11	1973-12	1973-		2009	
Inde	Tarapur-1	150	1964-10	1969-04	1969-		2009	40 ans
Inde	Tarapur-2	150	1964-10	1969-05	1969-		2009	40 ans
Lituanie	Ignalina-2	1 185	1978-01	1987-08	1987-	2009-	2009	Accord
Suisse	Beznau-1	365	1965-09	1969-07	1969-		2009	40 ans
	<b>8</b>	<b>4 537</b>						
Allemagne	Biblis-B	1 240	1972-02	1976-04	1977-		2010	Sortie
Japon	Mihama-1	320	1967-02	1970-08	1970-		2010	40 ans
Japon	Tsuruga-1	340	1966-11	1969-11	1970-		2010	40 ans
Taïwan	Chinshan 1	604			1978-	2010	2010	Avancé
Taïwan	Chinshan 2	604			1979-	2010	2010	Avancé
	<b>5</b>	<b>3 108</b>						
Allemagne	Isar-1	878	1972-05	1977-12	1979-	2011-	2011	Sortie

<sup>1218</sup> Données tirées de : l'Agence Internationale de l'Energie Atomique - base de données des réacteurs nucléaires, et la *Nuclear Regulatory Commission* (Etats-Unis) - Fiche de chaque réacteur.

Allemagne	Unterweser	1 345	1972-07	1978-09	1979-	2011-	2011	Sortie
Canada	Pickering-1	515	1966-06	1971-04	1971-		2011	40 ans
Espagne	Sta Maria Garona	446	1966-05	1971-03	1971-		2011	40 ans
Grande-	Wylfa 1	490	1963-09	1971-01	1971-		2011	40 ans
Grande-	Wylfa 2	490	1963-09	1971-07	1972-		2011	40 ans
Japon	Fukushima-	439	1967-07	1970-11	1971-		2011	40 ans
Suisse	Beznau-2	365	1968-01	1971-10	1971-		2011	40 ans
	<b>8</b>	<b>4 968</b>						
Allemagne	Philippsburg-1	890	1970-10	1979-05	1980-	2012-	2012	Sortie
Etats-Unis	Pilgrim-1	685	1968-08	1972-07	1972-	2012-	2012	Licence
Etats-Unis	Quad Cities-1	867	1967-02	1972-04	1973-	2012-	2012	Licence
Etats-Unis	Quad Cities-2	867	1967-02	1972-05	1973-	2012-	2012	Licence
Etats-Unis	Vermont Yankee	605	1967-12	1972-09	1972-	2012-	2012	Licence
Japon	Mihama-2	470	1968-05	1972-04	1972-		2012	40 ans
Pakistan	Kanupp	125	1966-08	1971-10	1972-		2012	40 ans
Russie	Novovoronezh-3	385	1967-07	1971-12	1972-		2012	40 ans
Slovénie	Krsko	666	1975-03	1981-10	1983-		2012	40 ans
Suède	Oskarshamn-1	467	1966-08	1971-08	1972-		2012	40 ans
Suisse	Muehleberg	355	1967-03	1971-07	1972-		2012	40 ans
	<b>11</b>	<b>6 382</b>						
Canada	Pickering-4	515	1968-05	1973-05	1973-		2013	40 ans
Etats-Unis	Indian Point-2	1 020	1966-10	1973-06	1974-	2013-	2013	Licence
Etats-Unis	Kewaunee	556	1968-08	1974-04	1974-	2013-	2013	Licence
Etats-Unis	Prairie Island-1	523	1968-06	1973-12	1973-	2013-	2013	Licence
Inde	Rajasthan-1	90	1965-08	1972-11	1973-		2013	40 ans
Russie	Kola-1	411	1970-05	1973-06	1973-		2013	40 ans
Russie	Novovoronezh-4	385	1967-07	1972-12	1973-		2013	40 ans
	<b>7</b>	<b>3 500</b>						
Allemagne	Grafenrheinfeld	1 275	1975-01	1981-12	1982-	2014-	2014	Sortie
Argentine	Atucha 1	335	1968-06	1974-03	1974-		2014	40 ans
Etats-Unis	Cooper	760	1968-06	1974-05	1974-	2014-	2014	Licence
Etats-Unis	Duane Arnold-1	581	1970-06	1974-05	1975-	2014-	2014	Licence
Etats-Unis	Fitzpatrick	852	1970-05	1975-02	1975-	2014-	2014	Licence
Etats-Unis	Prairie Island-2	522	1969-06	1974-12	1974-	2014-	2014	Licence
Etats-Unis	Three Mile	786	1968-05	1974-06	1974-	2014-	2014	Licence
Japon	Fukushima-Daiichi-2	760	1969-06	1973-12	1974-07		2014	40 ans
Japon	Shimane-1	439	1970-07	1973-12	1974-		2014	40 ans
Japon	Takahama-1	780	1970-04	1974-03	1974-		2014	40 ans

Russie	Bilibino-1	11	1970-01	1974-01	1974-		2014	40 ans
Russie	Leningrad-1	925	1970-03	1973-12	1974-		2014	40 ans
	<b>12</b>	<b>8 026</b>						
Belgique	Doel-1	392	1969-07	1974-08	1975-		2015	40 ans
Belgique	Doel-2	433	1971-09	1975-08	1975-		2015	40 ans
Belgique	Tihange-1	962	1970-06	1975-03	1975-		2015	40 ans
Etats-Unis	Indian Point-3	1 025	1969-08	1976-04	1976-	2015-	2015	Licence
Japon	Genkai-1	529	1971-09	1975-02	1975-		2015	40 ans
Japon	Takahama-2	780	1971-03	1975-01	1975-		2015	40 ans
Russie	Bilibino-2	11	1970-01	1974-12	1975-		2015	40 ans
Russie	Kola-2	411	1970-05	1974-12	1975-		2015	40 ans
Suède	Oskarshamn-2	598	1969-09	1974-10	1975-		2015	40 ans
Suède	Ringhals-2	867	1970-10	1974-08	1975-		2015	40 ans
	<b>10</b>	<b>6 008</b>						
Allemagne	Gundremmingen-	1 284	1976-07	1984-03	1984-	2016-	2016	Sortie
Allemagne	Kruemmel	1 260	1974-04	1983-09	1984-	2016	2016	Sortie
Etats-Unis	Beaver Valley-1	851	1970-06	1976-06	1976-	2016-	2016	Licence
Etats-Unis	Cristal River-3	838	1968-09	1977-01	1977-	2016-	2016	Licence
Etats-Unis	Salem-1	1 174	1968-09	1976-12	1977-	2016-	2016	Licence
Grande-	Hinkley Point-B2	430	1967-09	1976-02	1976-		2016	40 ans
Grande-	Hunterston-B1	420	1967-11	1976-02	1976-		2016	40 ans
Grande-	Hunterston-B2	420	1967-11	1977-03	1977-		2016	40 ans
Japon	Fukushima-Daiichi-3	760	1970-12	1974-10	1976-		2016	40 ans
Japon	Hamaoka-1	515	1971-06	1974-08	1976-		2016	40 ans
Japon	Mihama-3	780	1972-08	1976-02	1976-		2016	40 ans
Russie	Bilibino-3	11	1970-01	1975-12	1976-		2016	40 ans
Russie	Leningrad-2	925	1970-06	1975-07	1976-		2016	40 ans
Suède	Ringhals-1	843	1969-02	1974-10	1976-		2016	40 ans
	<b>14</b>	<b>10 511</b>						
Allemagne	Grohnde	1 360	1976-06	1984-05	1985-	2017	2017	Sortie
Allemagne	Gundremmingen-	1 284	1976-07	1984-11	1985-	2017-	2017	Sortie
Allemagne	Philippsburg-2	1 392	1977-07	1984-12	1985-	2017-	2017	Sortie
Etats-Unis	David Besse-1	891	1971-03	1977-08	1978-	2017-	2017	Licence
Etats-Unis	Farley-1	851	1972-08	1977-08	1977-	2017-	2017	Licence
Japon	Ikata-1	538	1973-06	1977-02	1977-		2017	40 ans
Russie	Bilibino-4	11	1970-01	1976-12	1977-		2017	40 ans
Russie	Kursk-1	925	1972-06	1976-12	1977-		2017	40 ans
	<b>8</b>	<b>7 252</b>						

Allemagne	Brokdorf	1 370	1976-01	1986-10	1986-	2018-	2018	Sortie
Canada	Bruce-3	750	1972-07	1977-12	1978-		2018	40 ans
Corée	Kori-1	573	1972-08	1977-06	1978-		2018	40 ans
Etats-Unis	Arkansas one-2	998	1968-12	1978-12	1980-	2018-	2018	Licence
France	Fessenheim-1	880	1971-09	1977-04	1978-		2018	40 ans
France	Fessenheim-2	880	1972-02	1977-10	1978-		2018	40 ans
Grande-	Hinkley Point-B1	430	1967-09	1976-10	1978-		2018	40 ans
Japon	Fukushima-Daiichi-4	760	1973-02	1978-02	1978-		2018	40 ans
Japon	Fukushima-Daiichi-5	760	1972-05	1977-09	1978-		2018	40 ans
Japon	Hamaoka-2	806	1974-06	1978-05	1978-		2018	40 ans
Japon	Tokai-2	1 060	1973-10	1978-03	1978-		2018	40 ans
	<b>11</b>	<b>9 267</b>						
Canada	Bruce-4	750	1972-09	1978-12	1979-		2019	40 ans
France	Bugey-2	910	1972-11	1978-05	1979-		2019	40 ans
France	Bugey-3	910	1973-09	1978-09	1979-		2019	40 ans
France	Bugey-4	880	1974-06	1979-03	1979-		2019	40 ans
Japon	Fukushima-Daiichi-6	1 067	1973-10	1979-05	1979-		2019	40 ans
Japon	Ohi-1	1 120	1972-10	1977-12	1979-		2019	40 ans
Japon	Ohi-2	1 120	1972-12	1978-10	1979-		2019	40 ans
Russie	Kursk-2	925	1973-01	1979-01	1979-		2019	40 ans
Suisse	Goesgen	970	1973-12	1979-02	1979-		2019	40 ans
	<b>9</b>	<b>8 652</b>						
Allemagne	Emsland	1 329	1982-08	1988-04	1988-	2020-	2020	Sortie
Allemagne	Isar-2	1 400	1982-09	1988-01	1988-	2020-	2020	Sortie
Arménie	Armenia-2	376	1975-07	1980-01	1980-		2020	40 ans
Belgique	Doel-3	1 006	1975-01	1982-06	1982-		2020	40 ans
Etats-Unis	Salem-2	1 130	1968-09	1981-06	1981-	2020-	2020	Licence
Etats-Unis	Sequoyah-1	1 150	1970-05	1980-07	1981-	2020-	2020	Licence
France	Bugey-5	880	1974-07	1979-07	1980-		2020	40 ans
France	Dampierre-1	890	1975-02	1980-03	1980-		2020	40 ans
France	Gravelines-1	910	1975-02	1980-03	1980-		2020	40 ans
France	Gravelines-2	910	1975-03	1980-08	1980-		2020	40 ans
France	Tricastin-1	915	1974-11	1980-05	1980-		2020	40 ans
France	Tricastin-2	915	1974-12	1980-08	1980-		2020	40 ans
Russie	Leningrad-3	925	1973-12	1979-12	1980-		2020	40 ans
Suède	Forsmark-1	987	1973-06	1980-06	1980-		2020	40 ans
	<b>14</b>	<b>13 723</b>						

Allemagne	Neckarwestheim-2	1 305	1982-11	1989-01	1989- 04	2021- 04	2021	Sortie
Etats-Unis	Diablo Canyon-1	1 122	1968-04	1984-11	1985-	2021-	2021	Licence
Etats-Unis	Farley-2	860	1972-08	1981-05	1981-	2021-	2021	Licence
Etats-Unis	Sequoyah-2	1 127	1970-05	1981-12	1982-	2021-	2021	Licence
France	Blayais-1	910	1977-01	1981-06	1981-		2021	40 ans
France	Dampierre-2	890	1975-04	1980-12	1981-		2021	40 ans
France	Dampierre-3	890	1975-09	1981-01	1981-		2021	40 ans
France	Dampierre-4	890	1975-12	1981-08	1981-		2021	40 ans
France	Gravelines-3	910	1975-12	1980-12	1981-		2021	40 ans
France	Gravelines-4	910	1976-04	1981-06	1981-		2021	40 ans
France	St-Laurent-B1	915	1976-05	1981-01	1981-		2021	40 ans
France	St-Laurent-B2	915	1976-07	1981-06	1981-		2021	40 ans
France	Tricastin-3	915	1975-04	1981-02	1981-		2021	40 ans
France	Tricastin-4	915	1975-05	1981-06	1981-		2021	40 ans
Inde	Rajasthan-2	187	1968-04	1980-11	1981-		2021	40 ans
Japon	Genkai-2	529	1977-02	1980-06	1981-		2021	40 ans
Russie	Beloyarsky-3	560	1969-01	1980-04	1981-		2021	40 ans
Russie	Leningrad-4	925	1975-02	1981-02	1981-		2021	40 ans
Russie	Novovoronezh-5	950	1974-03	1980-05	1981-		2021	40 ans
Suède	Forsmark-2	1 000	1975-01	1981-01	1981-		2021	40 ans
Suède	Ringhals-3	985	1972-09	1980-09	1981-		2021	40 ans
Taïwan	Kuosheng 1	948			1981-		2021	40 ans
Ukraine	Rovno-1	381	1973-08	1980-12	1981-		2021	40 ans
	<b>23</b>	<b>19 939</b>						
Corée	Wolsong-1	578	1977-10	1982-12	1983-		2022	40 ans
Etats-Unis	Grand Gulf-1	1 266	1974-09	1984-10	1985-	2022-	2022	Licence
Etats-Unis	Lasalle-1	1 108	1973-09	1982-09	1984-	2022-	2022	Licence
Etats-Unis	San Onofre-2	1 070	1974-03	1982-09	1983-	2022-	2022	Licence
Etats-Unis	San Onofre-3	1 080	1974-03	1983-09	1984-	2022-	2022	Licence
Etats-Unis	Susquehanna-1	1 135	1973-11	1982-11	1983-	2022-	2022	Licence
Japon	Fukushima-Daini-1	1 067	1976-03	1981-07	1982- 04		2022	40 ans
Japon	Ikata-2	538	1978-02	1981-08	1982-		2022	40 ans
Russie	Kola-3	411	1977-04	1981-03	1982-		2022	40 ans
Ukraine	Rovno-2	376	1973-10	1981-12	1982-		2022	40 ans
	<b>10</b>	<b>8 629</b>						
Argentine	Embalse	600	1974-04	1983-04	1984-		2023	40 ans
Belgique	Tihange-2	1 008	1976-04	1982-10	1983-		2023	40 ans



Canada	Gentilly-2	635	1974-04	1982-12	1983-		2023	40 ans
Canada	Pickering-5	516	1974-11	1982-12	1983-		2023	40 ans
Canada	Point Lepreau	623	1975-05	1982-09	1983-		2023	40 ans
Corée	Kori-2	637	1977-12	1983-04	1983-		2023	40 ans
Espagne	Almaraz-1	944	1973-07	1981-05	1983-		2023	40 ans
Etats-Unis	Columbia	1 131	1972-02	1984-05	1984-	2023-	2023	Licence
Etats-Unis	Lasalle-2	1 120	1973-09	1984-04	1984-	2023-	2023	Licence
France	Blayais-2	910	1977-01	1982-07	1983-		2023	40 ans
France	Blayais-3	910	1978-04	1983-08	1983-		2023	40 ans
France	Blayais-4	910	1978-04	1983-05	1983-		2023	40 ans
Hongrie	Paks-1	437	1974-08	1982-12	1983-		2023	40 ans
Russie	Smolensk-1	925	1975-10	1982-12	1983-		2023	40 ans
Suède	Ringhals-4	907	1973-11	1982-06	1983-		2023	40 ans
Taiwan	Kuosheng 2	948			1983-		2023	40 ans
Ukraine	South Ukraine-1	950	1977-03	1982-12	1983-		2023	40 ans
	<b>17</b>	<b>14 111</b>						
Canada	Bruce-6	822	1978-01	1984-06	1984-		2024	40 ans
Canada	Pickering-6	516	1975-10	1983-11	1984-		2024	40 ans
Espagne	Almaraz-2	956	1973-07	1983-10	1984-		2024	40 ans
Espagne	Asco-1	995	1974-05	1983-08	1984-		2024	40 ans
Espagne	Cofrentes	1 064	1975-09	1984-10	1985-		2024	40 ans
Etats-Unis	Byron-1	1 164	1975-12	1985-03	1985-	2024-	2024	Licence
Etats-Unis	Callaway-1	1 190	1976-04	1984-10	1984-	2024-	2024	Licence
Etats-Unis	Limerick-1	1 134	1974-06	1985-04	1986-	2024-	2024	Licence
Etats-Unis	Palo Verde-1	1 314	1976-05	1985-06	1986-	2024-	2024	Licence
Etats-Unis	Susquehanna-2	1 140	1973-11	1984-07	1985-	2024-	2024	Licence
Etats-Unis	Waterford-3	1 158	1974-11	1985-03	1985-	2024-	2024	Licence
France	Chinon-B1	905	1977-03	1982-11	1984-		2024	40 ans
France	Chinon-B2	905	1977-03	1983-11	1984-		2024	40 ans
France	Cruas-3	915	1979-04	1984-05	1984-		2024	40 ans
Hongrie	Paks-2	441	1974-08	1984-09	1984-		2024	40 ans
Inde	Madras-1	202	1971-01	1983-07	1984-		2024	40 ans
Japon	Fukushima-Daini-2	1 067	1979-05	1983-06	1984-		2024	40 ans
Japon	Onagawa-1	498	1980-07	1983-11	1984-		2024	40 ans
Japon	Sendai-1	846	1979-12	1983-09	1984-		2024	40 ans
Russie	Kola-4	411	1976-08	1984-10	1984-		2024	40 ans
Russie	Kursk-3	925	1978-04	1983-10	1984-		2024	40 ans
Sud Afrique	Koeberg-1	900	1976-07	1984-04	1984-		2024	40 ans



Suisse	Leibstadt	1 165	1974-01	1984-05	1984-		2024	40 ans
Taiwan	Maanshan 1	890			1984-		2024	40 ans
	<b>24</b>	<b>21 523</b>						
Belgique	Doel-4	1 008	1978-12	1985-04	1985-		2025	40 ans
Belgique	Tihange-3	1 015	1978-11	1985-06	1985-		2025	40 ans
Brésil	Angra 1	520	1971-05	1982-04	1985-		2025	40 ans
Canada	Bruce-5	790	1978-06	1984-12	1985-		2025	40 ans
Canada	Pickering-7	516	1976-03	1984-11	1985-		2025	40 ans
Corée	Kori-3	963	1979-10	1985-01	1985-		2025	40 ans
Corée	Kori-4	967	1980-04	1985-11	1986-		2025	40 ans
Etats-Unis	Diablo Canyon-2	1 087	1970-12	1985-10	1986-	2025-	2025	Licence
Etats-Unis	Enrico Fermi-2	1 111	1972-09	1986-09	1988-	2025-	2025	Licence
Etats-Unis	Palo Verde-2	1 314	1976-06	1986-05	1986-	2025-	2025	Licence
Etats-Unis	River Bend-1	966	1977-03	1985-12	1986-	2025-	2025	Licence
Etats-Unis	Wolf Creek	1 166	1977-05	1985-06	1985-	2025-	2025	Licence
France	Cruas-1	915	1978-08	1983-04	1984-		2025	40 ans
France	Cruas-2	915	1978-11	1984-09	1985-		2025	40 ans
France	Cruas-4	915	1979-10	1984-10	1985-		2025	40 ans
France	Gravelines-5	910	1979-10	1984-08	1985-		2025	40 ans
France	Gravelines-6	910	1979-10	1985-08	1985-		2025	40 ans
France	Paluel-1	1 330	1977-08	1984-06	1985-		2025	40 ans
France	Paluel-2	1 330	1978-01	1984-09	1985-		2025	40 ans
France	St-Alban-1	1 335	1979-01	1985-08	1985-		2025	40 ans
Grande-	Dungeness-B1	545	1965-10	1983-04	1985-		2025	40 ans
Japon	Fukushima-Daini-3	1 067	1981-03	1984-12	1985-		2025	40 ans
Japon	Kashiwazaki-Kariwa-1	1 067	1980-06	1985-02	1985-		2025	40 ans
Japon	Sendai-2	846	1981-10	1985-04	1985-		2025	40 ans
Japon	Takahama-3	830	1980-12	1984-05	1985-		2025	40 ans
Japon	Takahama-4	830	1981-03	1984-11	1985-		2025	40 ans
Russie	Kalinin-1	950	1977-02	1984-05	1985-		2025	40 ans
Russie	Smolensk-2	925	1976-06	1985-05	1985-		2025	40 ans
Slovaquie	Bohunice-3	408	1976-12	1984-08	1985-		2025	40 ans
Slovaquie	Bohunice-4	408	1976-12	1985-08	1985-		2025	40 ans
Sud Afrique	Koeberg-2	900	1976-07	1985-07	1985-		2025	40 ans
Suède	Forsmark-3	1 170	1979-01	1985-03	1985-		2025	40 ans
Suède	Oskarshamn-3	1 150	1980-05	1985-03	1985-		2025	40 ans
Taiwan	Maanshan 2	890			1985-		2025	40 ans

Tchéquie	Dukovany-1	412	1979-01	1985-02	1985-		2025	40 ans
Ukraine	South Ukraine-2	950	1979-10	1985-01	1985-		2025	40 ans
Ukraine	Zaporozhe-1	950	1980-04	1984-12	1985-		2025	40 ans
	<b>37</b>	<b>34 281</b>						
Canada	Bruce-7	806	1979-05	1986-02	1986-		2026	40 ans
Canada	Pickering-8	516	1976-09	1986-01	1986-		2026	40 ans
Corée	Yonggwang-1	945	1981-06	1986-03	1986-		2026	40 ans
Espagne	Asco-2	997	1975-03	1985-10	1986-		2026	40 ans
Etats-Unis	Braidwood-1	1 178	1975-12	1987-07	1988-	2026-	2026	Licence
Etats-Unis	Byron-2	1 136	1975-12	1987-02	1987-	2026-	2026	Licence
Etats-Unis	Clinton-1	1 052	1976-02	1987-04	1987-	2026-	2026	Licence
Etats-Unis	Hope Creek-1	1 059	1976-03	1986-08	1986-	2026-	2026	Licence
Etats-Unis	Perry-1	1 235	1977-05	1986-12	1987-	2026-	2026	Licence
Etats-Unis	Seabrook-1	1 244	1976-07	1990-05	1990-	2026-	2026	Licence
Etats-Unis	Shearon Harris-1	900	1978-01	1987-01	1987-	2026-	2026	Licence
France	Flamanville-1	1 330	1979-12	1985-12	1986-		2026	40 ans
France	Paluel-3	1 330	1979-02	1985-09	1986-		2026	40 ans
France	Paluel-4	1 330	1980-02	1986-04	1986-		2026	40 ans
France	St-Alban-2	1 335	1979-07	1986-07	1986-		2026	40 ans
Hongrie	Paks-3	433	1979-10	1986-09	1986-		2026	40 ans
Inde	Madras-2	202	1972-10	1985-09	1986-		2026	40 ans
Russie	Balakovo-1	950	1980-12	1985-12	1986-		2026	40 ans
Russie	Kursk-4	925	1981-05	1985-12	1986-		2026	40 ans
Tchéquie	Dukovany-2	412	1979-01	1986-01	1986-		2026	40 ans
Tchéquie	Dukovany-3	412	1979-03	1986-11	1986-		2026	40 ans
Ukraine	Zaporozhe-2	950	1981-01	1985-07	1986-		2026	40 ans
	<b>22</b>	<b>20 677</b>						
Canada	Bruce-8	795	1979-08	1987-03	1987-		2027	40 ans
Corée	Yonggwang-2	939	1981-12	1986-11	1987-		2027	40 ans
Etats-Unis	Beaver Valley-2	851	1974-05	1987-08	1987-	2027-	2027	Licence
Etats-Unis	Braidwood-2	1 152	1975-12	1988-05	1988-	2027-	2027	Licence
Etats-Unis	Palo Verde-3	1 247	1976-06	1987-11	1988-	2027-	2027	Licence
Etats-Unis	South Texas-1	1 280	1975-12	1988-03	1988-	2027-	2027	Licence
Etats-Unis	South Texas-2	1 280	1975-12	1989-04	1989-	2027-	2027	Licence
Etats-Unis	Vogtle-1	1 152	1976-08	1987-03	1987-	2027-	2027	Licence
France	Cattenom-1	1 300	1979-10	1986-11	1987-		2027	40 ans
France	Chinon-B3	905	1980-10	1986-10	1987-		2027	40 ans
France	Flamanville-2	1 330	1980-05	1986-07	1987-		2027	40 ans

Hongrie	Paks-4	444	1979-10	1987-08	1987-		2027	40 ans
Japon	Fukushima-Daini-4	1 067	1981-05	1986-12	1987-		2027	40 ans
Japon	Hamaoka-3	1 056	1983-04	1987-01	1987-		2027	40 ans
Japon	Tsuruga-2	1 110	1982-11	1986-06	1987-		2027	40 ans
Russie	Kalinin-2	950	1982-02	1986-12	1987-		2027	40 ans
Tchéquie	Dukovany-4	412	1979-03	1987-06	1987-		2027	40 ans
Ukraine	Rovno-3	950	1980-02	1986-12	1987-		2027	40 ans
Ukraine	Zaporozhe-3	950	1982-04	1986-12	1987-		2027	40 ans
	<b>19</b>	<b>19 170</b>						
Bulgarie	Kozloduy-5	953	1980-07	1987-11	1988-		2028	40 ans
Corée	Ulchin-1	939	1983-01	1988-04	1988-		2028	40 ans
Corée	Ulchin-3	994	1993-07	1998-01	1998-		2028	40 ans
Corée	Ulchin-4	993	1993-11	1998-12	1999-		2028	40 ans
Espagne	Trillo-1	1 003	1979-08	1988-05	1988-		2028	40 ans
Espagne	Vandellos-2	1 045	1980-12	1987-12	1988-		2028	40 ans
France	Belleville-1	1 310	1980-05	1987-10	1988-		2028	40 ans
France	Cattenom-2	1 300	1980-07	1987-09	1988-		2028	40 ans
France	Chinon-B4	905	1981-02	1987-11	1988-		2028	40 ans
France	Nogent-1	1 310	1971-05	1987-10	1988-		2028	40 ans
Grande-	Torness 1	625	1980-08	1988-05	1988-		2028	40 ans
Russie	Balakovo-2	950	1981-08	1987-10	1988-		2028	40 ans
Ukraine	Khmelnitski-1	950	1981-11	1987-12	1988-		2028	40 ans
Ukraine	Zaporozhe-4	950	1983-04	1987-12	1988-		2028	40 ans
	<b>14</b>	<b>14 227</b>						
Corée	Ulchin-2	937	1983-07	1989-04	1989-		2029	40 ans
Etats-Unis	Dresden-2	867	1966-01	1970-04	1970-	2029-	2029	Licence
Etats-Unis	Limerick-2	1 134	1974-06	1989-09	1990-	2029-	2029	Licence
Etats-Unis	Nine Mile Point-1	621	1965-04	1969-11	1969-	2029-	2029	Licence
Etats-Unis	RE Ginna	560	1966-04	1969-12	1970-	2029-	2029	Licence
Etats-Unis	Vogtle-2	1 149	1976-08	1989-04	1989-	2029-	2029	Licence
France	Belleville-2	1 310	1980-08	1988-07	1989-		2029	40 ans
France	Nogent-2	1 310	1982-01	1988-12	1989-		2029	40 ans
Grande-	Dungeness-B2	545	1965-10	1985-12	1989-		2029	40 ans
Grande-	Hartlepool-A1	595	1968-10	1983-08	1989-		2029	40 ans
Grande-	Hartlepool-A2	595	1968-10	1984-10	1989-		2029	40 ans
Grande-	Heysham-A1	585	1970-12	1983-07	1989-		2029	40 ans
Grande-	Heysham-A2	575	1970-12	1984-10	1989-		2029	40 ans
Grande-	Heysham-B1	615	1980-08	1988-07	1989-		2029	40 ans

Grande-	Heysham-B2	615	1980-08	1988-11	1989-		2029	40 ans
Grande-	Torness 2	625	1980-08	1989-02	1989-		2029	40 ans
Japon	Shimane-2	789	1985-02	1988-07	1989-		2029	40 ans
Japon	Tomari-1	550	1985-07	1988-12	1989-		2029	40 ans
Russie	Balakovo-3	950	1982-11	1988-12	1989-		2029	40 ans
Ukraine	South Ukraine-3	950	1985-02	1989-09	1989-		2029	40 ans
Ukraine	Zaporozhe-5	950	1985-11	1989-08	1989-		2029	40 ans
	<b>21</b>	<b>16 827</b>						
Canada	Darlington-2	878	1981-09	1990-01	1990-		2030	40 ans
Etats-Unis	Comanche Peak-1	1 150	1974-12	1990-04	1990-	2030-	2030	Licence
France	Penly-1	1 330	1982-09	1990-05	1990-		2030	40 ans
Japon	Kashiwazaki-Kariwa-2	1 067	1985-11	1990-02	1990-09		2030	40 ans
Japon	Kashiwazaki-Kariwa-5	1 067	1985-06	1989-09	1990-04		2030	40 ans
Mexique	Laguna Verde-1	680	1976-10	1989-04	1990-		2030	40 ans
Russie	Smolensk-3	925	1984-05	1990-01	1990-		2030	40 ans
	<b>10</b>	<b>8 891</b>						
Etats-Unis	Dresden-3	867	1966-10	1971-07	1971-	2031-	2031	Licence
Etats-Unis	Palisades	778	1967-03	1971-12	1971-	2031-	2031	Licence
France	Cattenom-3	1 300	1982-06	1990-07	1991-		2031	40 ans
France	Golfech-1	1 310	1982-11	1990-06	1991-		2031	40 ans
Inde	Narora-1	202	1976-12	1989-07	1991-		2031	40 ans
Japon	Ohi-3	1 127	1987-10	1991-06	1991-		2031	40 ans
Japon	Tomari-2	550	1986-05	1990-08	1991-		2031	40 ans
	<b>7</b>	<b>6 134</b>						
Canada	Darlington-1	878	1982-04	1990-12	1992-		2032	40 ans
Etats-Unis	Surry-1	799	1968-06	1972-07	1972-	2032-	2032	Licence
Etats-Unis	Turkey Point-3	693	1967-04	1972-11	1972-	2032-	2032	Licence
France	Cattenom-4	1 300	1983-09	1991-05	1992-		2032	40 ans
France	Penly-2	1 330	1984-08	1992-02	1992-		2032	40 ans
Inde	Narora-2	202	1977-11	1992-01	1992-		2032	40 ans
	<b>6</b>	<b>5 202</b>						
Bulgarie	Kozloduy-6	953	1982-04	1991-08	1993-		2033	40 ans
Canada	Darlington-3	878	1984-09	1992-12	1993-		2033	40 ans
Canada	Darlington-4	878	1985-07	1993-04	1993-		2033	40 ans
Etats-Unis	Browns Ferry-1	1 065	1967-05	1973-10	1974-	2033-	2033	Licence
Etats-Unis	Comanche Peak-2	1 150	1974-12	1993-04	1993-	2033-	2033	Licence
Etats-Unis	Fort Calhoun-1	478	1968-06	1973-08	1973-	2033-	2033	Licence

Etats-Unis	Oconee-1	846	1967-11	1973-05	1973-	2033-	2033	Licence
Etats-Unis	Oconee-2	846	1967-11	1973-12	1974-	2033-	2033	Licence
Etats-Unis	Peach Bottom-2	1 112	1968-01	1974-02	1974-	2033-	2033	Licence
Etats-Unis	Point Beach-2	514	1968-07	1972-08	1972-	2033-	2033	Licence
Etats-Unis	Surry-2	799	1968-06	1973-03	1973-	2033-	2033	Licence
Etats-Unis	Turkey Point-4	693	1967-04	1973-06	1973-	2033-	2033	Licence
Inde	Kakrapar-1	220	1984-12	1992-11	1993-		2033	40 ans
Japon	Hamaoka-4	1 092	1989-10	1993-01	1993-		2033	40 ans
Japon	Kashiwazaki-Kariwa-3	1 067	1989-03	1992-12	1993- 00		2033	40 ans
Japon	Ohi-4	1 127	1988-06	1992-06	1993-		2033	40 ans
Japon	Shika-1	505	1989-07	1993-01	1993-		2033	40 ans
Pays-Bas	Borssele	482	1969-07	1973-07	1973-		2033	40 ans
Russie	Balakovo-4	950	1984-04	1993-05	1993-		2033	40 ans
	<b>19</b>	<b>15 655</b>						
Chine	Guangdong-1	944	1987-08	1993-08	1994-		2034	40 ans
Chine	Guangdong-2	944	1988-04	1994-02	1994-		2034	40 ans
Chine	Qinshan 1	288	1985-03	1991-12	1994-		2034	40 ans
Etats-Unis	Arkansas one-1	836	1968-12	1974-08	1974-	2034-	2034	Licence
Etats-Unis	Browns Ferry-2	1 118	1967-05	1974-08	1975-	2034-	2034	Licence
Etats-Unis	Brunswick-2	937	1970-02	1975-04	1975-	2034-	2034	Licence
Etats-Unis	Calvert Cliffs-1	873	1969-07	1975-01	1975-	2034-	2034	Licence
Etats-Unis	Hatch-1	876	1969-09	1974-11	1975-	2034-	2034	Licence
Etats-Unis	Oconee-3	846	1967-11	1974-09	1974-	2034-	2034	Licence
Etats-Unis	Peach Bottom-3	1 112	1968-01	1974-09	1974-	2034-	2034	Licence
France	Golfech-2	1 310	1984-10	1993-06	1994-		2034	40 ans
Japon	Genkai-3	1 127	1988-06	1993-06	1994-		2034	40 ans
Japon	Ikata-3	846	1986-11	1994-03	1994-		2034	40 ans
Japon	Kashiwazaki-Kariwa-4	1 067	1990-03	1993-12	1994- 00		2034	40 ans
	<b>14</b>	<b>13 124</b>						
Corée	Yonggwang-3	985	1989-12	1994-10	1995-		2035	40 ans
Etats-Unis	Millstone-2	882	1970-12	1975-11	1975-	2035-	2035	Licence
Etats-Unis	Watts Bar-1	1 121	1973-01	1996-02	1996-	2035-	2035	Licence
Grande-	Sizewell-B	1 188	1988-07	1995-02	1995-		2035	40 ans
Inde	Kakrapar-2	220	1985-04	1995-03	1995-		2035	40 ans
Japon	Onagawa-2	796	1991-04	1994-12	1995-		2035	40 ans
Mexique	Laguna Verde-2	680	1977-06	1994-11	1995-		2035	40 ans
	<b>7</b>	<b>5 872</b>						

Corée	Yonggwang-4	988	1990-05	1995-07	1996-		2036	40 ans
Etats-Unis	Browns Ferry-3	1 114	1968-07	1976-09	1977-	2036-	2036	Licence
Etats-Unis	Brunswick-1	938	0970-02	1976-12	1977-	2036-	2036	Licence
Etats-Unis	Calvert Cliffs-2	862	1969-07	1976-12	1977-	2036-	2036	Licence
Etats-Unis	St Lucie-1	839	1970-07	1976-05	1976-	2036-	2036	Licence
Japon	Kashiwazaki-Kariwa-6	1 315	1992-11	1996-01	1996-		2036	40 ans
Roumanie	Cernavoda-1	650	1982-07	1996-07	1996-		2036	40 ans
Ukraine	Zaporozhe-6	950	1986-06	1995-10	1996-		2036	40 ans
	<b>8</b>	<b>7 656</b>						
Corée	Wolsong-2	684	1992-09	1997-04	1997-		2037	40 ans
Etats-Unis	Donald Cook-1	1 016	1969-03	1975-02	1975-	2037-	2037	Licence
Etats-Unis	Donald Cook-2	1 077	1969-03	1978-03	1978-	2037-	2037	Licence
Japon	Genkai-4	1 127	1992-07	1996-11	1997-		2037	40 ans
Japon	Kashiwazaki-Kariwa-7	1 315	1993-07	1996-12	1997-		2037	40 ans
	<b>5</b>	<b>5 219</b>						
Corée	Wolsong-3	682	1994-03	1998-03	1998-		2038	40 ans
Etats-Unis	Hatch-2	883	1972-12	1978-09	1979-	2038-	2038	Licence
Etats-Unis	North Anna-1	924	1971-02	1978-04	1978-	2038-	2038	Licence
Slovaquie	Mochovce-1	405	1983-10	1998-07	1998-		2038	40 ans
	<b>4</b>	<b>2 894</b>						
Corée	Wolsong-4	685	1994-07	1999-05	1999-		2039	40 ans
	<b>1</b>	<b>685</b>						
Etats-Unis	North Anna-2	910	1971-02	1980-08	1980-	2040-	2040	Licence
France	Chooz-B-1	1 500	1984-01	1996-08	2000-		2040	40 ans
France	Chooz-B-2	1 500	1985-12	1997-04	2000-		2040	40 ans
Inde	Kaiga-1	202	1989-09	2000-10	2000-		2040	40 ans
Inde	Kaiga-2	202	1989-12	1999-12	2000-		2040	40 ans
Inde	Rajasthan-3	202	1990-02	2000-03	2000-		2040	40 ans
Inde	Rajasthan-4	202	1990-10	2000-11	2000-		2040	40 ans
Pakistan	Chasnupp 1	300	1993-08	2000-06	2000-		2040	40 ans
Slovaquie	Mochovce-2	405	1983-10	1999-12	2000-		2040	40 ans
	<b>9</b>	<b>5 423</b>						
Brésil	Angra 2	1 275	1976-01	2000-07	2001-		2041	40 ans
Etats-Unis	McGuire-1	1 100	1973-02	1981-09	1981-	2041-	2041	Licence
Russie	Volgodonsk-1	950	1981-09	2001-03	2001-		2041	40 ans
	<b>3</b>	<b>3 325</b>						
Chine	Lingao 1	938	1997-05	2002-02	2002-		2042	40 ans

Chine	Qinshan 2-1	610	1996-06	2002-02	2002-		2042	40 ans
Chine	Qinshan 3-1	650	1998-06	2002-11	2002-		2042	40 ans
Corée	Yonggwang-5	987	1997-06	2001-12	2002-		2042	40 ans
Corée	Yonggwang-6	993	1997-11	2002-09	2002-		2042	40 ans
Etats-Unis	Virgil C Summer-	966	1973-03	1982-11	1984-	2042-	2042	Licence
France	Civaux-1	1 495	1988-10	1997-12	2002-		2042	40 ans
France	Civaux-2	1 495	1991-04	1999-12	2002-		2042	40 ans
Japon	Onagawa-3	796	1998-01	2001-05	2002-		2042	40 ans
Tchéquie	Temelin 1	930	1987-02	2000-12	2002-		2042	40 ans
Tchéquie	Temelin 2	930	1987-02	2002-12	2002-		2042	40 ans
	<b>11</b>	<b>10 790</b>						
Chine	Lingao 2	938	1997-11	2002-12	2003-		2043	40 ans
Chine	Qinshan 3-2	650	1998-09	2003-06	2003-		2043	40 ans
Corée	Ulchin-5	994	1999-10	2003-12	2004-		2043	40 ans
Etats-Unis	McGuire-2	1 100	1973-02	1983-05	1984-	2043-	2043	Licence
Etats-Unis	St Lucie-2	839	1977-05	1983-06	1983-	2043-	2043	Licence
	<b>5</b>	<b>4 521</b>						
Chine	Qinshan 2-2	610	1997-04	2004-03	2004-		2044	40 ans
Etats-Unis	Catawba-1	1 129	1975-08	1985-01	1985-	2044-	2044	Licence
	<b>2</b>	<b>1 739</b>						
Corée	Ulchin-6	991	2000-09	2005-01	2005-		2045	40 ans
Etats-Unis	Millstone-3	1 155	1974-08	1986-02	1986-	2045-	2045	Licence
Inde	Tarapur-4	490	2000-03	2005-06	2005-		2045	40 ans
Japon	Hamaoka-5	1 325	2000-07	2004-04	2005-		2045	40 ans
Japon	Higashi Dori 1	1 067	2000-11	2005-03	2005-		2045	40 ans
Russie	Kalinin-3	950	1985-10	2004-12	2005-		2045	40 ans
Ukraine	Khmelnitski-2	950	1985-02	2004-08	2005-		2045	40 ans
	<b>7</b>	<b>6 928</b>						
Etats-Unis	Nine Mile Point-2	1 135	1974-06	1987-08	1988-	2046-	2046	Licence
Inde	Tarapur-3	490	2000-05	2006-06	2006-		2046	40 ans
Japon	Shika-2	1 304	2001-08	2005-07	2006-		2046	40 ans
Ukraine	Rovno-4	950	1986-08	2004-10	2006-		2046	40 ans
	<b>5</b>	<b>5 008</b>						
Chine	Tianwan 1	1 000	1999-10	2006-05	2007-		2047	40 ans
Chine	Tianwan 2	1 000	2000-10	2007-05	2007-		2047	40 ans
Inde	Kaiga-3	202	2002-03	2007-04	2007-		2047	40 ans
Roumanie	Cernavoda-2	650	1983-07	2007-08	2007-		2047	40 ans
	<b>4</b>	<b>2 852</b>						

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b> .....	7
<b>PREMIERE PARTIE : L'ELECTRICITE NUCLEAIRE ET SA GEOPOLITIQUE</b> .....	10
<b>CHAPITRE I : L'ELECTRICITE NUCLEAIRE</b> .....	11
▶ Etat des lieux .....	11
▶ Le brutal retournement américain .....	12
▶ Arguments antinucléaires : sont-ils bien étayés ? .....	15
▶ Les économies d'énergie sont-elles vraiment possibles ? .....	18
▶ Les arguments en faveur du nucléaire .....	19
▶ Les énergies alternatives propres existent-elles vraiment ? .....	21
▶ Le cas emblématique du Japon .....	22
▶ Propositions pour une politique énergétique mondiale .....	25
▶ Combien de réacteurs en 2030 ? .....	26
▶ Objectifs nucléaires en 2030 .....	27
▶ Les réacteurs nucléaires dans le monde .....	32
<b>CHAPITRE II : LA GEOPOLITIQUE DE L'ENERGIE NUCLEAIRE</b> .....	34
1- L'historique des relations régionales et le rôle géopolitique de l'Iran .....	34
2- La question du nucléaire iranien - défis et tensions .....	39
A- Aperçu des faits .....	39
1. Les débuts .....	39
2. Le grand saut .....	40
3. Le démantèlement ... début de la dénucléarisation .....	42
4. La reprise .....	43
5. La révélation .....	45
B- Analyse politique de la crise .....	47



1. Le cadre diplomatique .....	47
2. Etat actuel du TNP .....	48
3. Coût de la non-prolifération .....	50
4. Le désordre .....	52
5. Légalité, l'égalité et légitimité .....	55
6. Une lueur d'espoir .....	56
3- PERSPECTIVE IRANIENNE .....	58
1. Genèse du programme nucléaire iranien .....	59
2. Révolution islamique et question nucléaire .....	71
3. Contextes régional et international .....	74
4. Quelle sortie de tension ? .....	79
5. Droit et légitimité du nucléaire iranien .....	81
6. Proliférations verticale et horizontale .....	89
7. Les enjeux intérieurs et extérieurs de l'Iran .....	99
<b>CHAPITRE III : GEOSTRATEGIES OCCIDENTALES,</b>	
<b>PROBLEME IRANIEN .....</b>	<b>102</b>
▶ Politique et menaces monopolistiques .....	104
▶ Le processus de montée aux extrêmes et puissances .....	107
▶ L'Iran selon la stratégie Américaine .....	109
▶ Dialogue Iran-Europe ? .....	110
1. Une relation de méfiance .....	112
2. Phase dialogue critique .....	113
3... et discussions constructives .....	114
4. Phase de non compréhension .....	116
▶ Menace nucléaire en Asie centrale et au Moyen-Orient .....	117
<b>CHAPITRE IV : LE NUCLEAIRE IRANIEN EN 2012 .....</b>	<b>121</b>
1. Les nouveaux rôles : Turquie, et « Union islamique » .....	130
2. L'Iran et la Chine .....	137

DEUXIEME PARTIE : HISTOIRE DE LA COOPERATION NUCLEAIRE FRANCO-IRANIENNE, DE 1956 AU PRESENT .....	140
<b>CHAPITRE I : AMBITION NUCLEAIRE IRANIENNE – ENJEU STRATEGIQUE REGIONAL ET INTERNATIONAL .....</b>	<b>141</b>
1.1 La stratégie iranienne du développement industriel .....	144
1.2. L'implication américaine .....	154
1.3. La révolution iranienne de 1979 et son impact sur le programme nucléaire iranien .....	167
<b>CHAPITRE 2 : EURODIF ET L'EMERGENCE D'UNE POLITIQUE NUCLEAIRE IRANIENNE .....</b>	<b>186</b>
2.1. Le partenariat franco-iranien : étude des traités bilatéraux. ....	186
2.2. L'évolution des relations franco-iraniennes .....	190
2.3. L'accès de l'Iran au droit de la technologie nucléaire civile. ....	199
2.4. Vers la détente France-Iran .....	216
2.5. La dimension géostratégique internationale du programme nucléaire iranien.....	223
2.6. Le retour à la normalité de la coopération franco-iranienne .....	231
<b>CHAPITRE 3 : ANALYSE ENERGETIQUE ET ECONOMIQUE DE LA POLITIQUE NUCLEAIRE .....</b>	<b>253</b>
3.1. La guerre du Golfe et son impact sur le programme nucléaire iranien ....	254
3.2. L'émergence de l'Organisation iranienne de l'Énergie atomique.....	265
3.3. Bushehr, le site symbole du nucléaire civil iranien .....	278
3.4. Le TNP, un traité international complexe .....	282
3.5. L'Internationalisation du phénomène nucléaire iranien : le dialogue critique.....	288
 TROISIEME PARTIE : QUELQUES APPROCHES JOURNALISTIQUES .....	 307
<i>(Le Point, Valeurs Actuelles, L'Express, Courrier International, Marianne)</i>	
<b>CHAPITRE I : LE POINT – CE QUI SE CACHE DERRIERE LE CONTENTIEUX NUCLEAIRE DE L'IRAN EST EFFRAYANT .....</b>	<b>308</b>

<b>CHAPITRE II : VALEURS ACTUELLES – L’IRAN EST UNE POUDRIERE ..</b>	<b>345</b>
<b>CHAPITRE III : L’EXPRESS – PRUDENT .....</b>	<b>408</b>
<b>CHAPITRE IV : COURRIER INTERNATIONAL OFFRE UN KALEIDOSCOPE D’OPINIONS DIVERGENTES .....</b>	<b>498</b>
<b>CHAPITRE V : MARIANNE - AVEC LE NUCLEAIRE L’IRAN EST DEvenu UN ETAT VOYOU .....</b>	<b>552</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>560</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES DOCUMENTAIRES .....</b>	<b>562</b>
<b>ANNEXES</b>	
Annexe I : Cartes	
Annexe II : Tableaux de prévisions nucléaires	
Chronologie du nucléaire iranien : 1957 à 2007	
Glossaire	